Anse de la
Pointe de la Miss
BAIE DE BO
Camp de Maésta
Cimetière
Police Indigène
Camp Montravel
pte Lassalle
I. Kouron
Camp de la Vallée des Colons
I. Toué
Port
Despointes
PORT N'GUEA
I. N'ouen

Nouméa

© 2012 Ville de Nouméa
Coordination éditoriale :
Christiane Terrier et Véronique Defrance

Participation à la rédaction :
Sylvette Boyer, Claude et Gérald Cornet, Frédéric Ohlen, Philippe Palombo
Chronologie : service des archives de la ville de Nouméa
Bibliographie : Christophe Bouton
Relecture : Thierry Cacot, Claude et Gérald Cornet, Marie-Line Fosset
Traduction : Marianne Page

Conception graphique : Christine Rousselle - Passion Graphique
Corrections : Claudine Bousquet
Impression : Footprint

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
même partielles réservés à l'auteur pour tous pays.

Nouméa

1854-2012

Édité par la Ville de Nouméa

VILLE DE NOUMEA

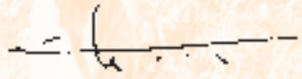
Message from the Mayor

As the Mayor of Noumea since 1985, I've made my best, throughout my various mandates, to accompany this city where I was born and to which I am deeply attached. This is why I am pleased to offer Noumeans and overseas visitors this book describing the main aspects of the city's history.

On June 25, 2014, Noumea will celebrate its 160th anniversary and this anniversary had to be celebrated with a book chronicling the milestones of its evolution. My hope is that it enables everyone to prepare this event, and soak the rich history of our beautiful city, but also its current creative energy which portends a promising future.

As I grew up in the peaceful Noumea of the prewar period, I experienced the excitement of the American presence, followed by the economic boom, then by the shock of the political Events and, finally, by the dynamic recovery resulting from the Agreements. Therefore, I wanted the memory of these moments to be transmitted to the new generations.

I would like this book to be a tribute to all the builders of this city, but also a present to those who discover it and those who live there, so they can get to know, appreciate and serve it.



Jean Lèques

Le mot du Maire

Maire depuis 1985, je me suis appliqué tout au long de mes différents mandats à accompagner au mieux cette cité qui m'a vu naître et à laquelle je suis profondément attaché. C'est la raison pour laquelle je me réjouis de pouvoir offrir aux Nouméennes et Nouméens ainsi qu'aux visiteurs venus de l'extérieur cet ouvrage relatant les principaux aspects de l'histoire de la ville.

Le 25 juin 2014, Nouméa va fêter ses 160 ans d'existence et cet anniversaire se devait d'être célébré par un livre retraçant les étapes importantes de son évolution. Mon espoir est qu'il permette à tous de préparer cet événement, en s'imprégnant du riche passé de notre belle cité, mais aussi de son énergie créatrice actuelle qui laisse augurer un avenir prometteur.

Ayant grandi dans le paisible Nouméa d'avant-guerre, j'ai connu l'effervescence de la période américaine, suivie de celle du boom, puis du choc des Événements et, enfin, la dynamique reprise résultant des accords. Aussi ai-je souhaité que la mémoire de tous ces moments forts puisse être transmise aux nouvelles générations.

Mon ambition est que cet ouvrage soit un hommage à tous les bâtisseurs de cette cité, mais aussi un présent à ceux qui la découvrent et à ceux qui y vivent afin qu'ils puissent mieux la connaître, l'apprécier et la servir.

Jean Lèques
Maire de Nouméa

General introduction

As the capital city of New Caledonia, Noumea embodies all the hopes of a growing archipelago. Being a peninsula with a land rich in endemism and a lagoon classified in the World Heritage of Unesco, Noumea is a showcase example of French speaking countries in the Pacific, but also an Oceanian identity area.

This dual heritage is the result of a long history of which this book retraces the main stages. They are the result of a number of elements that are all interpretations of the data needed to study the city. The first of them is related to space and its evolution over time. Located on an exceptional natural area, Noumea, has been shaped for nearly 160 years. With the need to clean the marshes, to expand the building space and to develop the coastline, it has doubled in size.

The population, which, at the beginning, was modestly confined to the foot of Fort Constantine, now spans the entire peninsula. This expansion is the result of a steady growth marked, in times of crisis, by some periods of stagnation. Originally populated by a few French soldiers and settlers from Australia, the capital city saw its workforce gradually grow with the arrival of convicts and some New Hebrides and Asian workers while a small but continuous stream of free settlers continued to come. But it is mainly related to the economic expansion linked with the nickel boom which made various populations converge towards the town. This trend partly explains its current rank of most populated municipality in New Caledonia.

But this demographic dynamism also results from its established position as the main town since its creation, in 1854. In 1859, Port-de-France had its first elected municipality. Then the city saw, over the years, the creation of many instances and authorities related to its function as the capital of the colony, the territory, the country and also the province. Moreover, the present city is characterized by a representation and a city council with an exceptional longevity in New Caledonia.

Apart from its political function, Noumea has always remained the main economic hub, both commercial, industrial or craft. A situation that the city owes mainly to its harbour, but also to the establishment of the SLN factory in Doniambo. Being a capital gave its architecture a lot of character. But the city also has many colonial and Art Deco style houses. With the boom years, from 1960 to 1970, the first social residences rose from the ground while the so-called "modern" style predominated in the various constructions of the city. Contemporary architecture is characterized by the desire to achieve a better environmental and sociological integration so that the town remains a pleasant place to live, between the sea and its gardens.

But the quality of life embodied by the city also lies in the variety of leisure activities it offers. Noumea, providing the archipelago with the latest technology, often surprises with its dynamism, both in the fields of sports and associations but also creation and culture.

Although it cannot be exhaustive, this book aims at enabling readers to gain insight into the many facets of an original city, at the crossroads of the Pacific and the French cultures.

Introduction

Capitale de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa incarne toutes les espérances d'un archipel en pleine expansion. Presqu'île comprise entre une terre riche d'endémisme et un lagon inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, Nouméa se veut une vitrine exemplaire de la francophonie dans le Pacifique, mais aussi un espace d'identité océanienne.

Ce double héritage résulte d'une longue histoire dont ce livre retrace les principales étapes. Or celles-ci résultent d'un certain nombre d'éléments qui sont autant de grilles de lecture indispensables pour appréhender la ville.

La première d'entre elles est liée à l'espace et son évolution au cours du temps. Sur un emplacement naturel exceptionnel, Nouméa, façonnée depuis près de 160 ans par la nécessité d'assainir les marais, d'agrandir les espaces constructibles et d'aménager le littoral, a doublé de superficie.

La population modestement cantonnée initialement au pied du fort Constantine s'étend désormais sur l'ensemble de la presqu'île. Cette expansion dans l'espace est le résultat d'une croissance constante, cependant marquée, en période de crise, par quelques phases de stagnation. Peuplé au départ par quelques soldats français et colons venus d'Australie, le chef-lieu voit ses effectifs croître progressivement avec l'arrivée des convois de condamnés et d'engagés néo-hébridais et asiatiques tandis qu'un flux ténu mais continu de colons libres se poursuit. Mais c'est principalement l'expansion économique liée au boom du nickel qui fait converger vers la ville des populations de plus en plus variée, en partie à l'origine de son rang actuel de commune la plus peuplée de Nouvelle-Calédonie.

Mais ce dynamisme démographique résulte aussi de sa position de chef-lieu établie depuis sa création en 1854. Dès 1859, Port-de-France dispose d'une première municipalité nommée, puis la ville verra, au fil des années, se multiplier les instances et les administrations liées à sa fonction de capitale de la colonie, du territoire, du pays mais aussi de la province. D'autre part, la ville actuelle se caractérise par une représentation et une administration communale d'une exceptionnelle pérennité en Nouvelle-Calédonie.

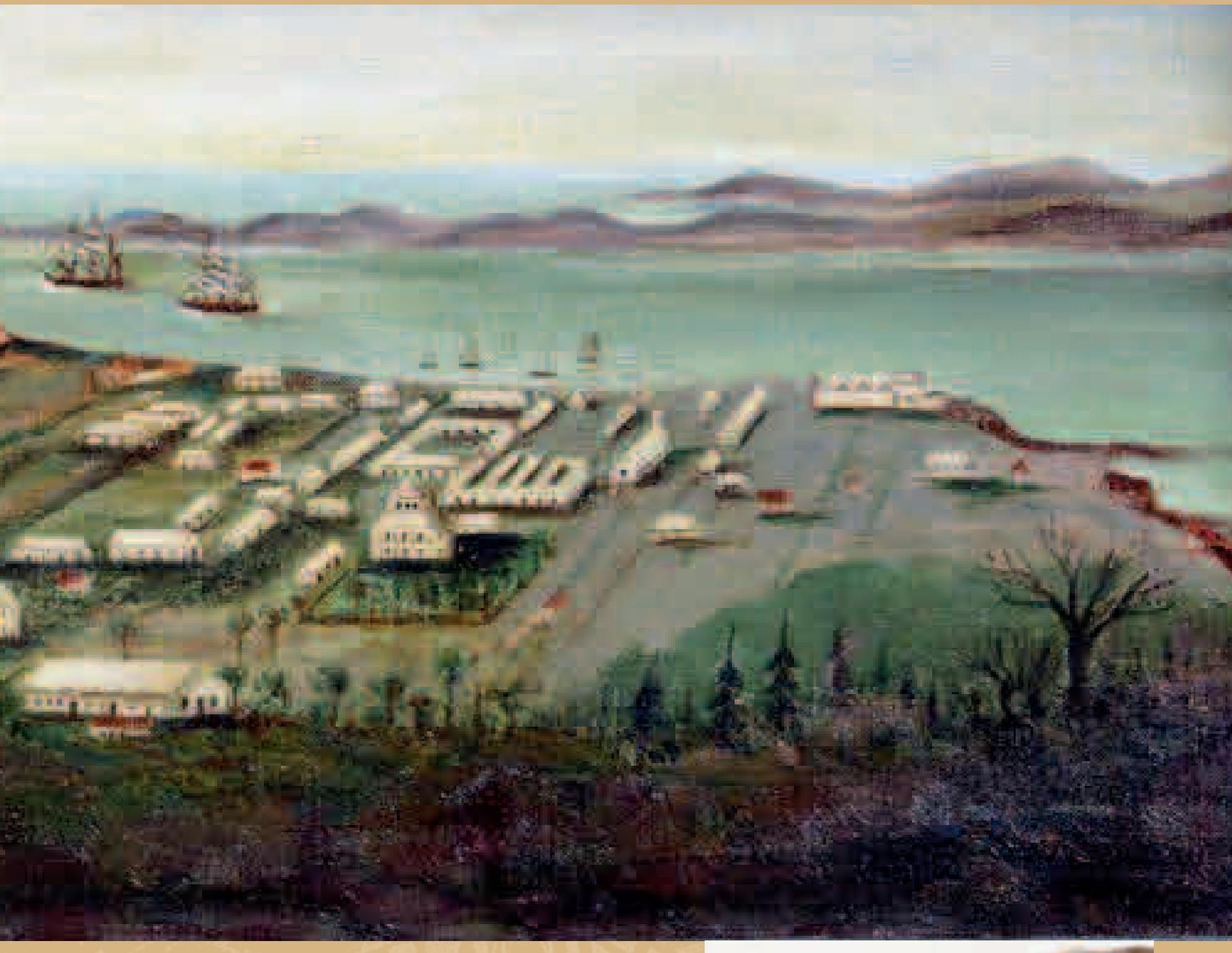
Outre sa fonction politique, Nouméa est toujours restée le pôle économique essentiel, tant au plan commercial, qu'industriel ou artisanal. Une situation qu'elle doit en grande partie à son port, mais aussi à l'établissement de la SLN à Doniambo.

Son rôle de « capitale » lui vaut une architecture édilitaire qui ne manque pas de caractère. Mais la ville comporte aussi de nombreuses maisons coloniales ainsi que des villas Art déco aux lignes épurées. Avec le boom, des années 1960-1970, les premières cités sortent de terre tandis que le style dit « moderne » triomphe dans les différentes constructions de la ville. L'architecture contemporaine se caractérise par la volonté de parvenir à une meilleure insertion sociologique et environnementale afin que la ville reste un lieu agréable à vivre entre mer et jardin.

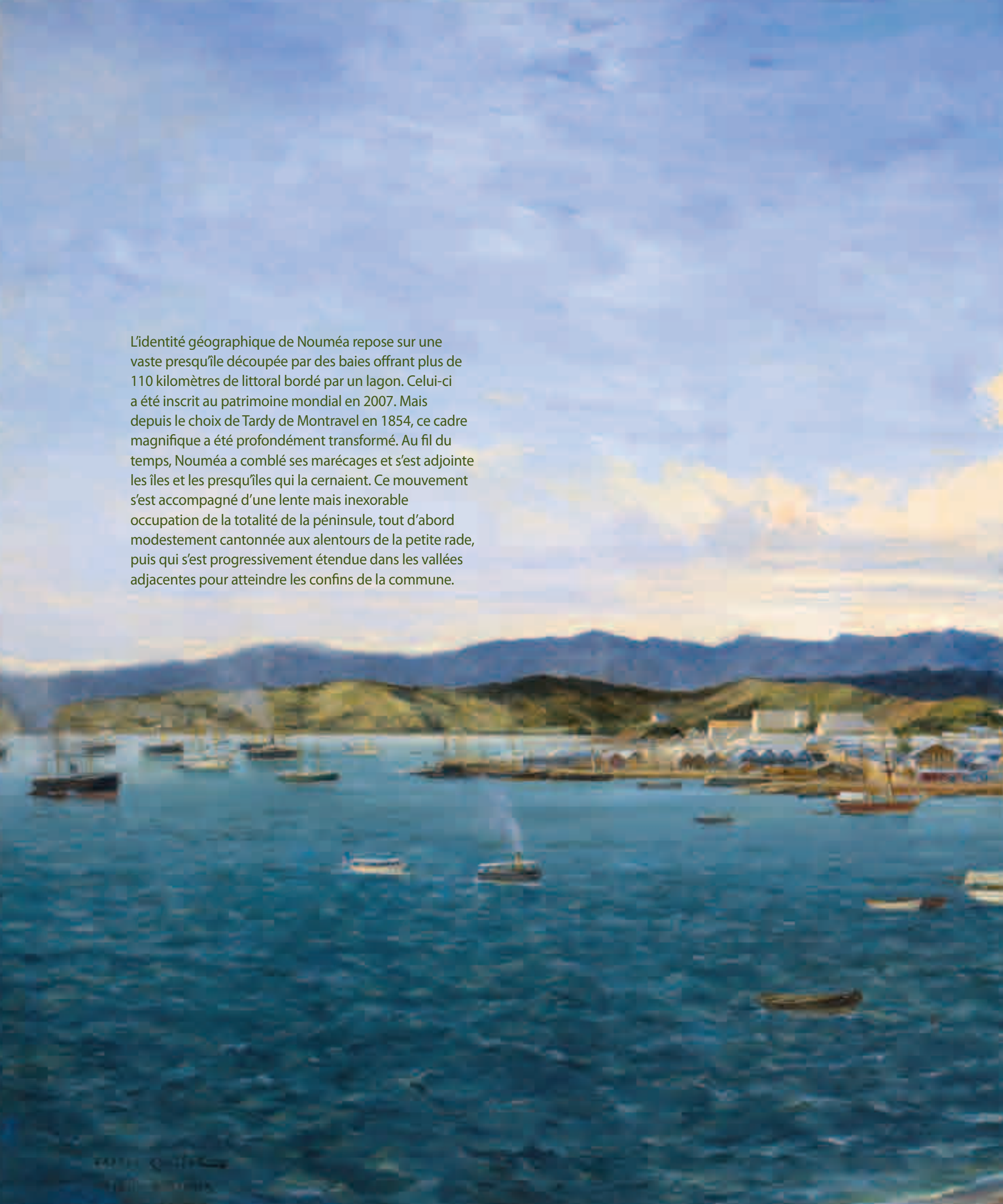
Mais la qualité de vie incarnée par la cité réside aussi dans la grande diversité de son offre de loisirs. Nouméa, vecteur des dernières technologies pour l'archipel, surprend souvent par son dynamisme, que ce soit dans les domaines associatif et sportif mais aussi créatif et culturel.

Bien que non exhaustif, ce livre a pour objectif de permettre à ses lecteurs de mieux percevoir les multiples facettes d'une ville originale, carrefour des cultures française et océanienne.

Nouméa, une presqu'île qui avance sur



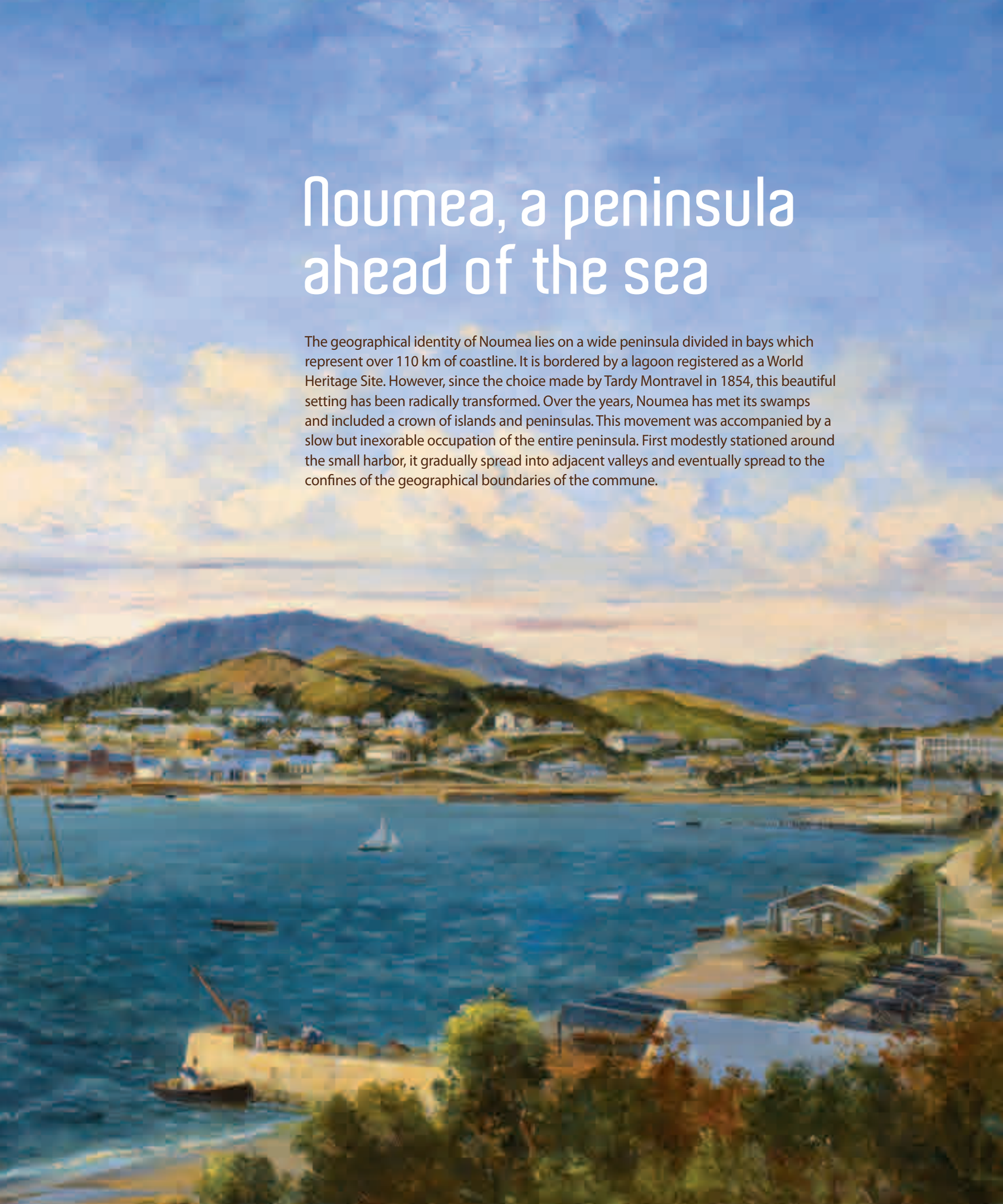
la mer



L'identité géographique de Nouméa repose sur une vaste presqu'île découpée par des baies offrant plus de 110 kilomètres de littoral bordé par un lagon. Celui-ci a été inscrit au patrimoine mondial en 2007. Mais depuis le choix de Tardy de Montravel en 1854, ce cadre magnifique a été profondément transformé. Au fil du temps, Nouméa a comblé ses marécages et s'est adjointe les îles et les presqu'îles qui la cernaient. Ce mouvement s'est accompagné d'une lente mais inexorable occupation de la totalité de la péninsule, tout d'abord modestement cantonnée aux alentours de la petite rade, puis qui s'est progressivement étendue dans les vallées adjacentes pour atteindre les confins de la commune.

Noumea, a peninsula ahead of the sea

The geographical identity of Noumea lies on a wide peninsula divided in bays which represent over 110 km of coastline. It is bordered by a lagoon registered as a World Heritage Site. However, since the choice made by Tardy Montravel in 1854, this beautiful setting has been radically transformed. Over the years, Noumea has met its swamps and included a crown of islands and peninsulas. This movement was accompanied by a slow but inexorable occupation of the entire peninsula. First modestly stationed around the small harbor, it gradually spread into adjacent valleys and eventually spread to the confines of the geographical boundaries of the commune.



Le choix du chef-lieu (1854-1858)

Qui aurait pensé qu'un jour les eaux transparentes des larges baies de Nouméa abriteraient le chef-lieu d'une colonie ?
La prise de possession de la Nouvelle-Calédonie s'est déroulée le 24 septembre 1853 à Balade. Mais, très rapidement, l'amiral Febvrier Despointes réalise que le site n'est pas favorable pour y établir le chef-lieu de la colonie. Il charge alors le capitaine de vaisseau Tardy de Montravel, venu le relayer, d'explorer l'ensemble des échancrures du littoral de la Grande Terre susceptibles d'offrir un site favorable. Dans un rapport envoyé de la baie de « Numéa », celui-ci écrit : « *Partis ce matin de Saint-Vincent, la* Constantine *et le* Prony *entrèrent le soir même* [14 juin 1854 à 16 heures] *dans la baie de Numéa et mouillèrent dans le magnifique port qui la sépare de celle de Moraré et auquel j'ai donné provisoirement le nom de Port-de-France. Son voisinage de la Nouvelle-Hollande, la facilité de ses abords, sa sûreté et sa grandeur me l'ont, dès le premier moment, désigné comme le plus propre à un établissement…* »
Il évoque aussi comme autres raisons de son choix « *cinq veines de charbon […] ne demandant qu'à être exploitées* » et une population indigène « *peu nombreuse* », ce que confirme Ferdinand Knoblauh, arrivé en 1856, dans sa description de la presqu'île : « *[…] car, quoique habitée en plusieurs endroits par des indigènes, ce n'étaient que des pêcheurs de passage, sans village permanent, parce que privée d'eau douce, sans ruisseaux ni rivières…* »
La configuration du site impose, cependant, de grands travaux d'aménagement. Ceux-ci débutent le 25 juin 1854 avec l'édification du fort Constantine (sur l'emplacement actuel de l'hôpital). Au pied du fort, la population civile s'installe progressivement.

Port-de-France peut devenir par la suite un point d'occupation sérieux

« Le pays est magnifique ; mes pérégrinations fréquentes dans toutes les directions à deux ou trois lieues d'ici m'ont laissé dans la conviction que Port-de-France peut devenir par la suite un point d'occupation sérieux. »

Button, « Le Port de France », tiré du *Moniteur impérial de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, avril 1855

Paysage de Nouméa, album Ratzel, coll. SANC

Tardy de Montravel, coll. ATUP

Le docteur Pénard n'avait que peu de confiance dans l'avenir du site : « *La presqu'île de Nouméa n'est propre à aucune espèce d'établissement un peu prospère, et ne doit être conservée que comme escale pour les navires arrivant d'Europe et n'osant pas entrer de prime abord dans les ports de Canala et de Kouaoua.* » Lettre au Ministre de la Marine et des Colonies en 1856.
Dans le prolongement de la butte se trouve le point de la défense de la capitale, le fort Constantine, qui doit son nom à la corvette que commandait le capitaine de vaisseau Tardy de Montravel. Il domine la capitainerie, appelée aussi « maison Conneau ». À l'extrême droite, une construction plus importante, le logement de l'officier supérieur, le commandant Le Bris, assurant les fonctions de gouverneur.

The choice of the capital city

The French took possession of New Caledonia on September 24th, 1853, in Balade, in the north-east of the island. But Admiral Febvrier-Despointes soon realized that it was not the ultimate place for a settlement. Tardy de Montravel then gave the name of Port-de-France to what he considered as the best place to settle the harbour and the colony. But a lot of work had to be done before being able to build anything there. Fort Constantine was the first building to appear, at the place of the present hospital.

Dessin du docteur Pénard, médecin de la Marine, *L'Illustration*, 1856, coll. MDVN

Brigitte Casey, née en 1849 à Sydney, arrive en 1859 à Port-de-France avec ses grands-parents, ses parents et ses deux sœurs. Anny deviendra Mme Creugnet, et Mary, Mme Pitard. Brigitte a écrit de précieux Mémoires qui décrivent la vie nouméenne au tout début de la colonisation : *« À notre arrivée à Nouméa, Pa vint sur la plage où je jouais avec ma sœur Mary, près du navire, et vint bavarder avec nous. Mère fit dresser la tente où toute la petite colonie trouva refuge. M. et Mme Bouillaud nous offrirent très amicalement une petite maison près de la banque, à la butte Conneau. »* En 1868, Brigitte épouse Alfred Caporn, fils du commerçant Louis Caporn qui exploite le guano de l'île Walpole. Après avoir tenu toute sa vie un des principaux « stores » (magasin) de la ville, elle décède à Nouméa en 1928.

Carte d'après le croquis de M. Pénard, *L'Illustration*, 1858, coll. MDVN

Des origines du nom de Nouméa

Pour la majorité des informateurs (ou des sources), tant européens que kanak, l'origine du nom de Nouméa serait une déformation du mot *drubea* improprement prononcé par les Européens. Une autre version, rapportée par Bernard Brou, décompose le nom en *nou* qui signifierait îlot ou presqu'île et en *méa,* qui désignerait un banc de poissons dans la langue drubea. Mais Luc Chevalier rappelle que *« Numéa ou Nouméa est le nom d'une tribu située à l'embouchure de la Dumbéa, que le capitaine Tardy de Montravel a visitée le 23 juin 1854 »*. En conséquence, Tardy de Montravel nomme l'actuelle baie de Dumbéa « baie de Nouméa » et donne le nom de « Port-de-France » à la grande rade et à ses abords.
Afin d'éviter les confusions avec Fort-de-France à la Martinique, la décision impériale du 14 mars 1866 propose la modification du nom du chef-lieu, que *Le Moniteur impérial* du 17 juin 1866 célèbre ainsi : *« Port-de-France n'est plus… Vive Nouméa. »*

The name Noumea was given to the colony in 1866. It is mainly reported that it should come from the native name *drubea*, not properly pronounced by the Europeans.
Bridget Casey was born in 1849 in Sydney, and she arrived in 1859 in Port-de-France with her grandparents, her parents and her two sisters. In her memoirs, she describes life in Noumea at the very beginning of colonization. She wrote : "On arriving in New Caledonia, dad came on the beach where I used to play with my sister, near the ship, to chat with us. Mother made up the tent where the little colony took refuge. Mr and Mrs Bouillaud very kindly offered us a small house near the bank, on Conneau hill."

Le plan Coffyn, acte fondateur de la ville (1858-1860)

Séparé en deux par une ligne de crête, le site de la presqu'île de Nouméa comporte de vastes étendues planes à l'est, tandis que son versant ouest est vallonné et marécageux.
Dès 1857, les premiers remblais sont réalisés au bas du fort Constantine. L'Administration prend la décision d'araser deux collines, la butte Conneau et celle du Cap Horn, pour étendre la ville et assécher les marais insalubres qui occupaient alors l'actuel centre-ville.
Le premier plan de la ville est connu sous le nom de plan Coffyn. Reposant sur le principe d'un damier, le plan représente, au sein du « grand carré », des voies parallèles coupées par des perpendiculaires comprises entre la mer et un axe reliant les deux principaux sommets du site, celui où se trouve le sémaphore et le mont Coffyn.

Le plan Coffyn, coll. ANOM

Projection du plan Coffyn par Nadia Chagniaud, coll. ville de Nouméa

Les limites de la ville

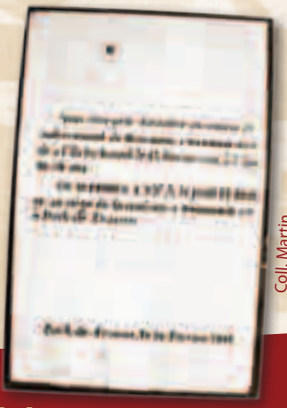
Les premières limites de la ville de Port-de-France sont fixées par l'arrêté du 1er juin 1856. Elles englobent le centre-ville, les deux vallées du Tir, celle du Génie et l'Orphelinat. Suite au développement des faubourgs, une extension est décidée en 1894 pour y inclure la Vallée-des-Colons, une partie du Faubourg-Blanchot et les quartiers appelés aujourd'hui Trianon, Mont-Vénus, Receiving. Les limites seront progressivement étendues à l'ensemble de la presqu'île et correspondent désormais au sud des quartiers de Koutio (commune de Dumbéa) et de Normandie (commune du Mont-Dore).
Aujourd'hui, la ville de Nouméa couvre 5 000 hectares (hors îlots), divisés en 37 quartiers. Sa superficie en fait la plus petite commune de Nouvelle-Calédonie, alors qu'elle en est de loin la plus peuplée.

C'est sans doute vers 1855, alors qu'il est chef de bataillon du génie que Lucien Coffyn esquisse le plan de la ville. Celui-ci est complété par Astruc, autre membre du génie. Louis Triquera, sous-officier au deuxième régiment d'infanterie de marine, le lithographie en 1858. Finalement, ce n'est qu'en 1860 qu'il est officiellement présenté par Coffyn. Prenant alors son nom, il établit de façon définitive les fondations du cœur actuel de la ville.

The Coffyn plan, a founding element of the town (1858-1860)

Separated in two parts by a peak, the Noumea peninsula had vast flat expanses to the east, while its western side was hilly and marshy. By 1857, the first embankments were built at the bottom of Fort Constantine. The Authority made the decision to strike off two hills, Conneau hill and Cape Horn, to expand the town and drain unhealthy swamps. The first map of the town is known as the Coffyn plan. The original boundaries of Port-de-France were set by the order of June 1st, 1856. They include downtown Noumea, Vallée-du-Tir, Vallée-du-Génie and Orphenage Bay. The Noumea area presently covers 5 000 hectares. It is the smallest municipality in New Caledonia, but it's, by far, the most populated one.

Les premières concessions nouméennes (1858– 1866)

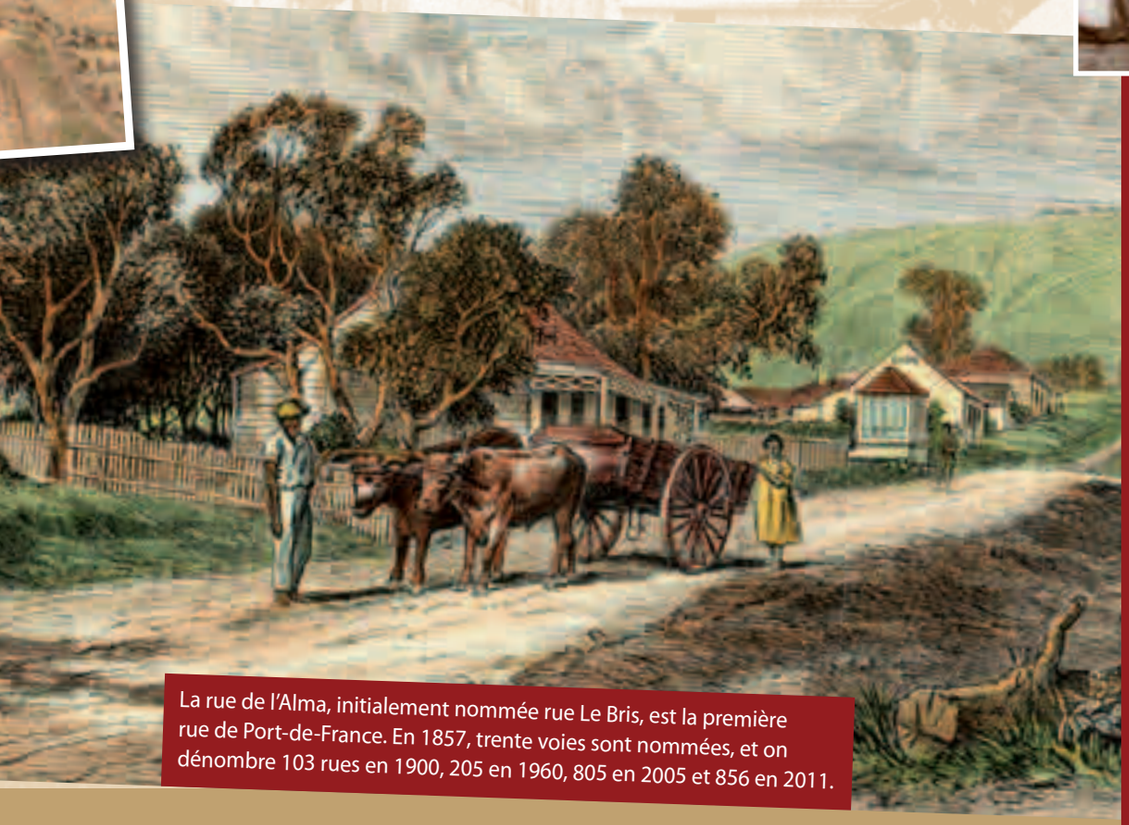


Coll. Martin

Une décision du 10 avril 1855 stipule que l'adjudication publique est le mode d'aliénation des terrains et qu'à titre exceptionnel des concessions peuvent être accordées gratuitement. La première aliénation s'effectue le 12 mai 1856 au prix de 21 francs l'are. En 1867, Jules Garnier expose ainsi les conséquences du plan Coffyn, qui fait fi du relief : « *À la surface de cet emplacement si accidenté, on a tracé les rues de la ville en ligne droite et perpendiculaires les unes aux autres, de sorte que leur exécution nécessite des travaux de tranchées très longs et très dispendieux qui laissent sur les bords des rues des talus formant des murailles de plusieurs mètres de hauteur. Les maisons sont alors juchées sur ces buttes dont les niveaux sont très variables, ce qui fait que les habitations offrent l'aspect le plus irrégulier et le moins symétrique qu'on puisse imaginer ; il semblerait que les rues ont été tracées sur un plan de terrain, sans tenir compte des courbes de niveaux.* »

Tampon, coll. Martin

Coll. Cornet



La rue de l'Alma, initialement nommée rue Le Bris, est la première rue de Port-de-France. En 1857, trente voies sont nommées, et on dénombre 103 rues en 1900, 205 en 1960, 805 en 2005 et 856 en 2011.

James Paddon, le premier habitant de la ville et le premier colon de la Nouvelle-Calédonie (1812–1861)

Vers 1851, il semble que le santalier Paddon négocie avec le chef Kuindo l'achat de l'île Nou, où il crée un nouveau comptoir. Comme tous les santaliers, James Paddon pratiquait une sorte de « commerce triangulaire ». Ses navires apportaient des produits de traite (verroterie, outils en fer, armes, etc.) dans les îles de Mélanésie, qu'ils troquaient contre du santal qu'ils revendaient en Chine. Son installation est officialisée par un arrêté du gouverneur du Bouzet en date du 1er avril 1855 : « *Monsieur Paddon est autorisé pendant 5 années consécutives à parquer son troupeau de bêtes à cornes sur la partie ouest de l'île Nou et à jouir de l'établissement qu'il a déjà construit pour le dépôt de son bois de santal et de ses marchandises.* » peu après que l'île Nou a été choisie comme futur centre de l'administration pénitentiaire en Nouvelle-Calédonie, un arrêté du 19 décembre 1858 lui accorde une concession de 4 000 hectares à Païta. James Paddon n'aura cependant pas le temps d'en profiter, il meurt le 13 février 1861 à l'île Nou, soit trois ans avant que le bagne n'ouvre ses portes. Il est enterré à Port-de-France, au cimetière N'Gou, sur les pentes du sémaphore dominant la Vallée-du-Tir, et ses cendres seront transférées sur sa propriété de Païta le 9 avril 1866. Sa succession est rachetée par un de ses neveux, Horatio John Martin. Outre le fait qu'il soit le premier habitant de la ville, James Paddon peut être aussi considéré comme le premier colon de la Nouvelle-Calédonie, dans la mesure où un colon est défini, au XIXe siècle, comme un Européen qui fait le choix de s'installer définitivement dans une colonie pour y vivre mais tout en y adoptant un mode de vie à l'occidentale.

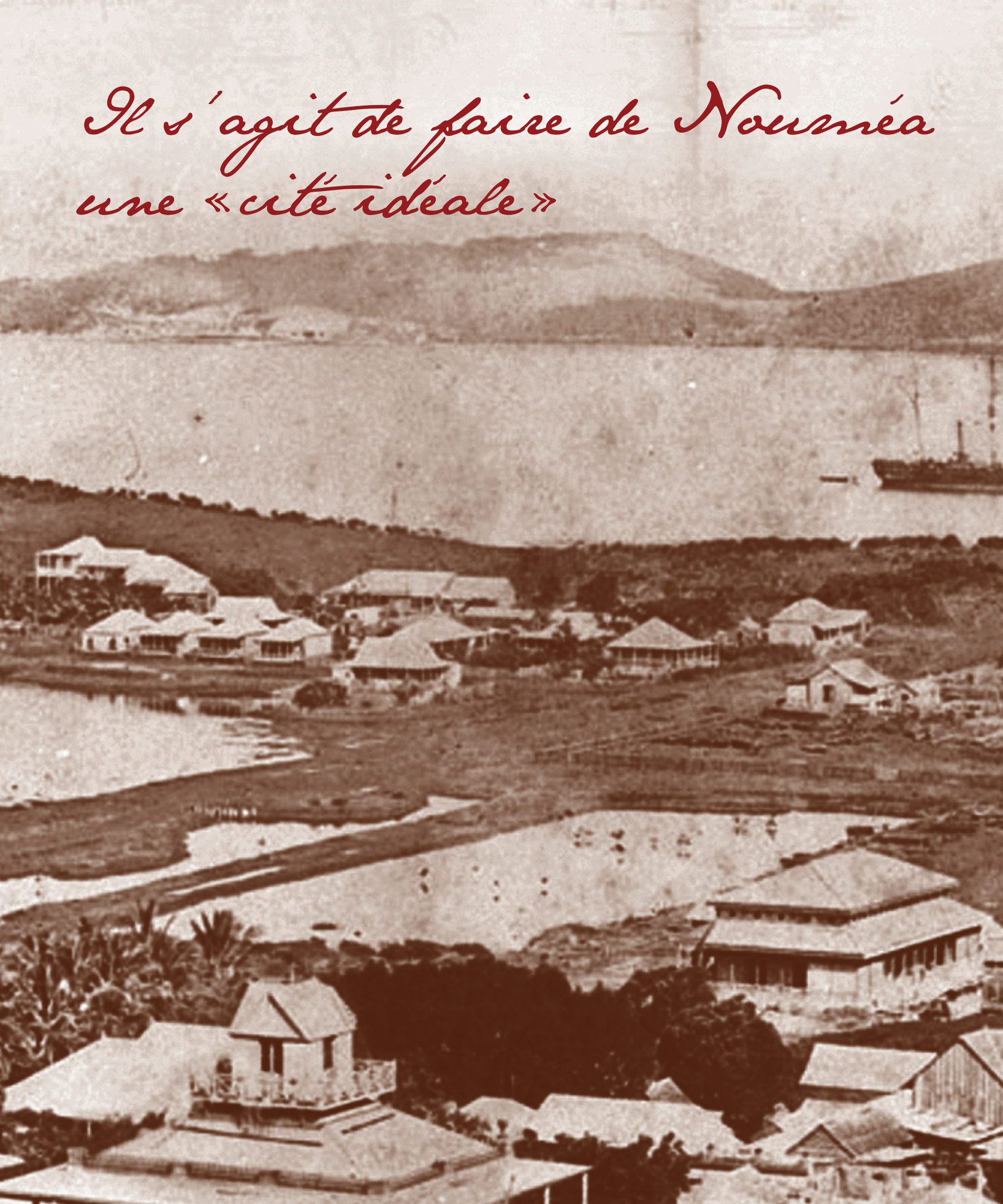
James Paddon, coll. SAVN

Vase en porcelaine de Canton ayant appartenu à James Paddon, fonds Meyer, coll. MDVN

The first concessions of Noumea (1856-1866)

A decision made on April, 10th, 1855 stated that the public tender was the method of disposal of land and, only in exceptional concessions, it may be granted for free. The first alienation took place on May 12th, 1856, at a price of 21 francs an acre. James Paddon (1812-1861), a sandalwood merchant, was the first inhabitant of the town and the first settler of New Caledonia. An agreement with chief Kuindo enabled him to remain on Nou Island (presently called Nouville). When the first convicts arrived, he was offered 4000 hectares of land in the present subburb of Noumea called Païta. But he died not long after he settled there.

Il s'agit de faire de Nouméa une « cité idéale »



Il s'agit de faire de Nouméa une « cité idéale » où l'aménagement, motivé par des préoccupations d'ordre d'hygiénique, caractéristiques de l'époque, s'articule, comme le note Malcoz, autour d'un *« projet de darses, qui entraînerait le creusement d'une surface de 130 000 m² sur 5 ou 6 mètres de profondeur dans un terrain dur et rocheux, soit un déblai de 650 000 à 780 000 m³ à 4 ou 5 francs le mètre, et une dépense de 2 600 000 à 3 900 000 francs ; l'établissement de 2 600 mètres de quais et de 3 ponts de 100 mètres de longueur chacun, qu'on ne saurait évaluer à moins de 3 à 4 millions »*. Trop onéreux, le projet n'eut pas de suite.

The aim was to create an "ideal city" where development was motivated by concerns of hygienic characteristics of the time. But this project was too expensive.

Avant-projet de l'aménagement de Port-de-France, 1864, coll. bibliothèque Bernheim

Centre-ville en 1875, album Hughan, coll. SANC

Deux défis majeurs à surmonter (1858–1880)

La ville, dans ses débuts, est confrontée à deux défis majeurs. D'une part, supprimer les marécages et trouver des terrains plats pour construire des maisons, d'autre part, approvisionner en eau la population de cette presqu'île sans rivière.

Carte de la butte Conneau, 1873, coll. SAVN

Un travail de forçat : l'arasement de la butte Conneau

Pour permettre d'offrir un accès plus aisé aux quais en comblant les marécages du centre-ville, le chantier d'arasement de la butte Conneau est lancé en 1858. Les ultimes vasques marécageuses subsistantes sont comblées en 1872 et la mer est repoussée jusqu'au niveau de la rue de la Somme.

Les premiers travaux de remblai sont effectués par les hommes de la troupe et des civils, puis par les corvées de marins et les disciplinaires. Le décret impérial du 2 septembre 1863 désigne officiellement la Nouvelle-Calédonie comme lieu de transportation, c'est-à-dire comme « terre de bagne ». Mais il faut attendre 1875, après que les principales constructions du pénitencier de l'île Nou ont été achevées, pour que des transportés soient affectés au remblai du centre-ville. Armés de pelles, de pioches, de barres à mine, mais également d'explosifs, ils comblent les marais du centre-ville avec les matériaux provenant de la butte. La mangrove est ainsi transformée en une surface plane, plus propice à la construction. Les travaux durent jusqu'en 1879.

En plus de la main-d'œuvre pénale, des civils et des indigènes participent à ce vaste chantier que le gouverneur Guillain considère comme *« une question d'avenir pour le pays »*. Selon l'arrêté du 6 mai 1871, *« les indigènes employés aux services publics pour Nouméa recevront une solde de quinze francs par mois, un habillement et une* ration *»*.

L'arasement de la butte Conneau modifie profondément la topographie et la physionomie de Nouméa. Il permet la construction des principaux bâtiments du centre-ville dont quelques-uns subsistent encore aujourd'hui.

Chantier de la butte Conneau, coll. bibliothèque Bernheim

« La butte Conneau se dresse comme une barrière entre les habitations et la mer d'où nous vient la vie, d'où nous viendra la richesse dans l'avenir [allusion au port qui n'existait pas encore]. La butte représente une masse d'environ 300 000 mètres cubes. Aujourd'hui, nous en remuons environ 30 par jour et nous ne travaillons que de vingt à vingt-deux jours par mois. Au bout de quarante ans, on aurait enlevé 288 000 mètres cubes. Chaque mètre cube mis en place revient à 4 francs. Les procédés que nous proposons ne sont pas nouveaux ; à Cherbourg, à Brest encore dernièrement, ils ont donné des résultats remarquables par leur économie et leur rapidité. Nous voulons substituer la force d'expansion de la poudre à la main de l'homme. […] Nous voulons transporter en un mois ce que nous mettons aujourd'hui une année à déplacer. »

Capitaine Lesdos, au ministre de la Marine et des Colonies, le 4 août 1861

Two major challenges to overcome (1858-1880)

The town was facing two major challenges. First, remove the marshes and find flat land to build houses and, on the other hand, provide water to the population of this peninsula with no river.

The leveling of Conneau hill

To provide easier access to the harbour by backfilling the wetlands, the leveling of Conneau hill began in 1858. The remaining swamps were backfilled in 1872. The initial earthworks were carried out by men of the troops and civilians. Then, the imperial decree of September 2nd, 1863 officially designated New Caledonia as a place of transportation. Armed with shovels, pickaxes, crowbars, but also explosives, the convicts backfilled the swamps with the earth extracted from the hill and they turned the mangrove into a flat surface, suitable for construction. This colossal task was performed between 1875 and 1879.

La Pénitentiaire, cheville ouvrière de la construction de la ville

Chantier de la butte Conneau,
extrait de *Voyage autour du monde*, coll. MDVN

Les transportés doivent être « *employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tout autre travail d'utilité publique* », comme le précise l'article 2 de la loi du 30 mai 1854 organisant la peine aux travaux forcés dans les colonies.

Tous les matins, le chef-lieu de la colonie est animé par le débarquement des ouvriers qui viennent des camps de l'île Nou, de l'Orphelinat, de la Vallée-des-Colons et de Montravel.

Les bagnards réalisent des travaux de viabilité (assainissement, voirie, adduction d'eau). Pendant deux ans et demi, ils construisent une conduite d'eau souterraine depuis le barrage de Yahoué, sur 13,5 kilomètres, inaugurée en janvier 1877. Ils édifient également les principaux bâtiments publics, comme l'hôtel des chefs d'administration et celui du gouverneur, la caserne de gendarmerie, l'hôpital militaire ou encore la cathédrale et le temple protestant.

La construction des routes et la mise en place du réseau télégraphique sont également des réalisations de la main-d'œuvre pénitentiaire. Cependant, la majeure partie de celle-ci est louée contre une contribution modique à des sociétés privées comme la société Le Nickel. Les critiques les plus acerbes fusant à l'égard de ces « contrats de chair humaine » dévoyant l'objectif initial de la transportation dans l'île, de plus en plus de bagnards sont affectés, à partir de 1891, aux travaux dans la ville.

« C'est le condamné qui a fait Nouméa. C'est l'assigné et le libéré qui ont fait la mine calédonienne. » Marc Le Goupils (1907)

La construction des bâtiments destinés à accueillir la transportation à l'île Nou est l'une des premières tâches confiées aux forçats : cases des condamnés, logements des fonctionnaires, prisons, hôpital, magasins, ateliers, église.

Bagnard dans la ville, coll. ANOM

Panorama de Nouville, 1880, coll. MDVN

The Penitentiary, kingpin of the creation of the town

As specified in Article 2 of the Act of May 30th, 1854, organizing the sentence to hard labor in the colonies, « the convicts must be employed to do the heaviest work of the colony ». They made public work such as sanitation, roads and water supply in the growing town. However, most of this task force was rented against a modest contribution from private companies such as the Société Le Nickel (SLN). These contracts were criticized by the public opinion.

Pallier le manque d'eau

Pendant longtemps, aux abords des maisons, on ne trouve que de la savane à niaoulis ou des gaïacs de la forêt sèche qui constituent les deux grandes formes de végétation naturelles préexistantes. L'eau étant aussi rare que précieuse, les jardins sont peu nombreux à Nouméa avant la mise en service de la conduite d'eau de Yahoué, en 1877.
Jules Garnier relate que le recueil des eaux de pluie pour la consommation ou pour les besoins domestiques cause « *d'affreux ravages* » dans la population de la ville, régulièrement frappée de dysenterie. « *L'eau manque entièrement dans la presqu'île de Nouméa, où, à part l'aiguade de l'île Nou, le ruisseau le plus voisin est au Pont-des-Français, à 10 km. Qui pourrait croire que dans une île comme la Nouvelle-Calédonie, on ait choisi pour capitale une ville où la seule eau potable soit à peu près exclusivement celle que l'on recueille lorsqu'il pleut. Les toitures sont les surfaces qui servent à colliger les eaux pluviales [...]. Sur certains points, il y a des puits, mais les eaux sont ordinairement chargées de sel. Lorsqu'il n'a pas plu depuis un mois ou moins, on boit l'eau remplie de larves de moustiques que l'on voit s'agiter et se mouvoir dans tous les sens au milieu du fluide.* »
Après 1877, l'eau est distribuée gratuitement aux quatorze bornes fontaines, bouches d'arrosage et d'incendie, et à titre onéreux aux concessionnaires abonnés. Pour économiser l'eau, des consignes sont données comme celle de conserver les caisses à eau pour les besoins du nettoyage des maisons, du bétail et des jardins.

Construction du château d'eau de la Yahoué, coll. bibliothèque Bernheim

Le 2 janvier 1877, le gouverneur de Pritzbuer inaugure solennellement la conduite d'eau de Yahoué réalisée par les condamnés. Mais, dès 1884, le débit jusque-là d'environ 20 litres par seconde diminue car des dépôts s'accumulent dans les conduites et bouchent les tuyaux. Le tarissement progressif de la source accentue le phénomène, rendant alors insuffisant le débit pour la population en constante augmentation.

La distribution d'eau dans les quartiers en 1930, coll. Vautrin

À l'insuffisance de la conduite qui dure depuis quelques années, vient s'ajouter, en 1930, une telle sécheresse que la municipalité doit, avec l'arroseuse municipale, ravitailler en eau les quartiers de Nouméa.

Le problème de l'eau réapparaît, après la Seconde Guerre mondiale, avec l'accroissement de la population. L'inauguration en 1953 d'un deuxième barrage sur la Dumbéa, barrage surélevé en 1974, règle durablement la question, jusqu'à ce que le « grand tuyau » aille chercher l'eau de la Tontouta à partir de l'an 2000.

Plaque de bouche d'eau de la ville de Nouméa, coll. MDVN

Coping with the lack of water

As water was rare and precious in Noumea, there were few gardens before the commissioning of the Yahoué water line, in 1877. After this date, the water was distributed free at fourteen standpipes, hydrants and fire, and sold to subscribers. To save water, instructions were given as that of preserving the water-tanks for the purpose of cleaning houses, livestock and gardens.
The water issue came back after World War II, with the population growth. In 1953, a second dam was made on the Dumbea river to carry water to town, until the construction of the Tontouta "big pipe" in the year 2000.

La fontaine Céleste

En 1892, M. Choisé, chef de l'administration de l'intérieur en charge des relations avec les commissions municipales propose au maire, Pierre Sauvan, le projet d'une fontaine monumentale pour « *embellir la ville* ». Il joint à sa demande des plans et des dessins de Paul Mahoux, sculpteur statuaire, ancien élève de l'École des beaux-arts à Paris. Paul Mahoux choisit pour modèle Céleste Mohamed, une jeune Kabyle née à Bourail, qui donnera son prénom à la fontaine. Faite de pierres de la carrière du mont Bérard, la fontaine se situera au centre de la place des Cocotiers et marquera le point de départ du kilométrage des routes de Nouvelle-Calédonie.

Château d'eau de la Dumbéa, près du sémaphore, coll. MDVN

Dès 1887, le conseil municipal décide la construction d'une nouvelle conduite afin de capter les eaux de la Dumbéa. Avec celle-ci, la distribution de l'eau courante dans les faubourgs devient possible. Cependant, en période de sécheresse, les coupures restent fréquentes ; pour y pallier, toutes les maisons sont équipées d'une cuve.

Fontaine Céleste, coll. MDVN

Fontaine Céleste, album Nething, coll. SANC

The Céleste Fountain

In 1892, Mr Choisé, Chief Administrative Officer of the Interior, in charge of relations with municipal boards, presented to the mayor, Pierre Sauvan, his project to build a monumental fountain to "beautify the town". The sculptor, Paul Mahoux, chose to model Celestial Mohamed, a young Kabyle girl born in the town of Bourail, and he gave her name to the fountain which now lies in the center of the city, on the Place des Cocotiers. It marks the starting point of the mileage of roads in New Caledonia.

La couronne des vallées ou l'émergence des « premiers quartiers » (1880-1903)

En 1858, Nouméa est, de par son relief, divisée en deux : d'un côté, le centre-ville avec les bâtiments militaires et administratifs et les constructions civiles, de l'autre, l'ensemble des maisons construites au pied du mont Coffyn et situées au-delà de la baie de l'Aventure, plus tard rebaptisée baie de la Moselle.
Des impôts fonciers ayant été établis sur les terrains du centre ville, un certains nombre de Nouméens acquièrent des lots situés à la périphérie de celui-ci, ce qui donne naissance à divers quartiers tels que la Vallée-de-l'Artillerie, la Vallée-de-l'Infanterie ou la Vallée-des-Colons. C'est ainsi qu'entre 1859 et 1875, l'espace situé entre l'Anse-Vata, l'actuelle Baie-des-Pêcheurs, et Magenta se couvre peu à peu d'exploitations agricoles et de troupeaux de bovins et d'ovins.

L'Artillerie

Quartier de l'Artillerie, 1870, coll. MDVN

Pointe de l'Artillerie, album Ratzel, coll. SANC

Bien que le capitaine Bureau semble s'établir à l'Artillerie dès 1854, avec dix ouvriers venus de Papeete, ce n'est qu'en 1860 qu'une décision affecte le terrain, à titre gratuit, à la direction de l'Artillerie. En 1863 débute la construction de la caserne d'artillerie, qui sera réceptionnée en 1874. À proximité, se trouvaient la poudrière (actuelle Maison du combattant), la caserne Bonnier où logeaient des canonniers et qui est devenue l'immeuble Flize, les écuries où se site aujourd'hui le lycée Lapérouse et le bain militaire.

The crown of the valleys or the emergence of « first neighborhoods » (1880-1903)

In 1858, Noumea, due to its relief, was divided in two parts : on the one side, the downtown buildings with military and administrative and civil constructions, and on the other one, all the houses built at the foot of Mount Coffyn and beyond the Adventure Bay, later renamed Bay of Moselle.
As property taxes had been established on the land in downtown Noumea, a number of inhabitants of the center moved to land located on the outskirts. Between 1859 and 1875, the area between Anse-Vata Bay, the Bay of Fishermen and Magenta gradually became covered with farms, cattle and sheep.

Le quartier Latin

En 1871, par suite d'une pétition signée par 29 habitants, une digue en terre est construite sur la mer, dans le prolongement de la rue de Sébastopol.
Paris est partagé en deux par la Seine, Port-de-France l'est également, mais par la baie. Aussi les habitants désignent-ils la rive gauche de la baie de Nouméa par le nom de « Quartier latin », le mont Coffyn rappelant aussi les contreforts de la montagne Sainte-Geneviève.
La mer atteint alors la place d'armes à marée haute. Celle-ci est peu à peu comblée et, en 1882, la mer a reculé jusqu'à la rue de Sébastopol. Des maisons d'habitation sont construites, mais également des échoppes (blanchisserie, boulangerie, restaurants, forge, etc.) ainsi que des magasins appelés « stores », rappelant la présence de nombreux Anglo-Saxons parmi les premiers habitants de Port-de-France. À ce sujet, Charles Lemire a écrit : *« On est tout étonné, en débarquant à Nouméa, colonie française, d'entendre parler plutôt anglais que français.* » Lors de la crise économique de 1930, un chantier pour chômeurs est ouvert et un deuxième remblai fait reculer la mer jusqu'à la rue du Maréchal-Foch. Les derniers remblais, place de la Moselle, auront lieu dans les années 1980.

Vue du quartier Latin vers 1875, photo Hughan, coll. SANC

Vue du quartier Latin vers 1897, album Petit-Laurent, fonds Kakou, coll. SANC

Au premier plan, l'ancien tribunal de la marine, construit en 1875. Affecté aux personnels de passage de l'Administration pénitentiaire, de 1902 à la Première Guerre mondiale, il devient la propriété de l'avocat Gervais Bourdinat. Durant la guerre du Pacifique, la maison est mise à la disposition du Marines Corps.

« Si Nouméa ne possède que des maisons sans grande apparence, disons même d'apparence mesquine, la ville par contre est admirablement tracée, les rues larges et bien entretenues sont d'une propreté que les grandioses «streets» de Sydney n'ont jamais connue… Les jardins privés et la verdure font défaut et les petites maisons coloniales aux vérandas blanches sont un peu les unes sur les autres… Mais avec le temps, la ville s'agrandira sans doute. »

Premières impressions d'un immigrant en 1899

The Latin Quarter

In 1871, following a petition signed by 29 residents, an earthen dam was built on the sea, as an extension of the street of Sebastopol. Like in the City of Paris, which is share in two by the river Seine, the left bank of Noumea was given the name of the Latin Quarter. At High tide, the sea used to rise up to the parade place. By 1882, the sea had retreated to the street of Sebastopol. In 1899, an immigrant reported : "Even though Noumea has only houses without great appearance, say even mean appearance, the city is beautifully drawn, the streets are wide, well maintained and cleaner than the wide streets of Sydney."

La couronne des vallées ou l'émergence des « premiers quartiers » (1880-1903)

La Vallée-du-Génie

Une décision ministérielle, datée du 21 juin 1862, entérine le projet de construction de la caserne d'infanterie de marine dans un vallon alors appelé « vallée de la Houatiméboulou » ou « vallée dite de l'Aventure ». La construction débute en 1863. Le potager de l'infanterie de marine y est alors créé dès 1866. Puis, un arrêté de 1870 affecte l'espace à la construction des bâtiments du génie d'où le nom de Vallée-du-Génie. Non loin, en 1887, les travaux de construction d'un mess sont achevés ; il deviendra l'état major de l'armée dans les années 1960. À partir de 1876, la Vallée-du-Génie est progressivement occupée par des civils, notamment par le personnel de l'Administration pénitentiaire.

Caserne de l'infanterie de marine vers 1872, fonds Kakou, cliché Hughan, coll. SANC

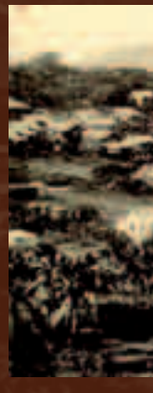
C'est au débouché de la vallée que, dès 1863, est entreprise la construction de la caserne de l'infanterie de marine. À l'origine, le bâtiment ne comporte qu'un seul étage, un second est ajouté en 1875. En 1898, la caserne prend le nom du colonel Gally-Passebosc, tué lors de l'insurrection de 1878.

Quartier du Génie vers 1905, coll. MDVN

Le Faubourg-Blanchot

Vue du Faubourg-Blanchot vers 1876, photo Hughan, coll. SANC

Le gouverneur Guillain encourage les colons nouvellement arrivés à s'installer en direction de l'anse Vata et de la baie de Sainte-Marie. Un certain nombre de lots sont ainsi acquis par les propriétaires suivants : Guillemin, Renevier, Higginson, David, Martin, Blanchot, Carrey. Jusqu'en 1867, un simple sentier relie le Faubourg-Blanchot au centre-ville. Au mois de mars 1868, des travaux sont entrepris par une compagnie disciplinaire et par des transportés pour construire une route qui part de la place des Cocotiers afin de rejoindre l'anse Vata : la route du Port-Despointes. Barthélemy Blanchot, arrivé à Nouméa en 1864 à bord de l'*Isis*, est propriétaire de pratiquement tous les terrains situés de part et d'autre de cette nouvelle route. Il les met en vente et les baptise, pour sa publicité, « Terrains du faubourg Blanchot ». La nouvelle dénomination de ce quartier apparaît pour la première fois dans le *Moniteur de la Nouvelle-Calédonie* de novembre 1874.
Si une partie du faubourg est intégré aux lots de ville dès 1894 laissant l'autre partie en zone rurale, la totalité du quartier devient zone urbaine en 1941.



The Vallée-du-Génie area

The construction of the barracks of Marines began in 1863 in a place first called Adventure valley, the present Vallée-du-Génie (Valley-of-Engineering). From 1876, the place was progressively occupied by civilians, including the staff of the prison.
In 1898, the barracks were named Colonel-Gally Passebosc, in the Memory of a military killed during the uprising of 1878.

The Faubourg Blanchot

Governor Guillain encouraged newly arrived settlers to move toward the bays of Anse-Vata and Sainte-Marie. Soon after his arrival in Noumea, in 1864, Barthelemy Blanchot owned almost all land located on both sides of the new road built by the convicts, in 1868, to reach the place called Port-Despointes. He then decided to sell the land under the name of Faubourg Blanchot. A part of this neighbourhood remained a rural area until 1941.

La Vallée-des-Colons

En 1856, des concessions rurales sont attribuées aux colons Vergès, Expert, du couple Guy ainsi qu'à trois anciens militaires, Stroube, Pristielle et Garré, de la 33e compagnie d'infanterie de marine.
Après avoir fêté en ville leur nouvel état de colon, les trois démobilisés regagnent leur propriété où ils sont attaqués et tués par les guerriers du chef Kuindo. En raison de cet événement tragique, dès 1857, l'espace (actuel quartier de Magenta) est appelé Vallée-des-Colons.
Quant à l'actuelle Vallée-des-Colons, elle était alors baptisée Vallée-de-l'Infanterie. Vers 1870, le nom de Vallée-des-Colons finit par se substituer à celui de Vallée-de-l'Infanterie alors qu'une quinzaine de maisons en bois y sont construites. De beaux potagers fournissent fruits et légumes à la ville. Deux ans plus tard, on y compte près de cinquante habitations. Les artisans et les commerçants ont rejoint les ruraux. Ce n'est qu'en 1897 que la Vallée-des-Colons est incluse dans les lots de ville ; elle est aujourd'hui le quartier le plus peuplé de Nouméa.

Coll. MDVN

Vue de la Vallée-des-Colons vers 1900, album Nething, coll. SANC

Sur la colline, on peut distinguer l'imposant bâtiment de la communauté des Petites Sœurs des pauvres, édifié en 1902, et à côté, celui de l'évêché construit en 1905. En contrebas, se trouvaient de nombreux jardins, dont ceux de l'armée, ainsi que des salines.

Vue du Faubourg-Blanchot vers 1905, coll. MDVN

Magenta

La route reliant Nouméa à Pont-des-Français est la première route construite en Nouvelle-Calédonie. Les travaux sont exécutés dès 1860 par les soldats de la compagnie disciplinaire, installés dans un camp situé au 5e Km et connu sous le nom de « camp Magenta », en référence à la bataille de Magenta livrée le 4 juin 1859, pendant la campagne d'Italie, et qui s'est terminée par une victoire des forces françaises sur les troupes autrichiennes. Ce camp, qui laissera son nom au quartier, sera par la suite utilisé pour loger les effectifs de la police indigène. Le quartier de Magenta d'alors correspond aujourd'hui à l'espace appelé, en 1860, Vallée-des-Colons. Celui-ci est intégré à la ville en 1976, lors du boom, pendant lequel est construit le complexe dit « des tours de Magenta ».

Route de Magenta vers 1905, coll. MDVN

The Valley-of-Settlers

The current Valley-of-Settlers was first known as the Valley-of-Infantry. Around 1870, the name of Valley-of-Settlers (Vallée-des-Colons) eventually replaced that of Vallée-of-Infantry while a dozen wooden houses were built there. Beautiful gardens provided the town with fruit and vegetables. Two years later, there were nearly fifty houses in the neighbourhood. It is now the most populated area of Noumea.

The Magenta area

In 1860, the road between Noumea and Pont-des-Français was the first one to be built in New Caledonia, by the soldier of the disciplinary camp called Magenta. The name of this famous French battle was also given to this new neighbourhood which was only integrated into the city in 1976, during the nickel mine boom, with the building of the towers of Magenta.

Les deux vallées du Tir

Nommé « anse Constantine » en 1854, en souvenir du navire du commandant Tardy de Montravel, le quartier prend ultérieurement le nom de Vallée-du-Tir du fait de la présence des champs de tir des artilleurs sur les lieux. Il se scinde en deux vallées.

Vue de la première Vallée-du-Tir vers 1900, coll. MDVN

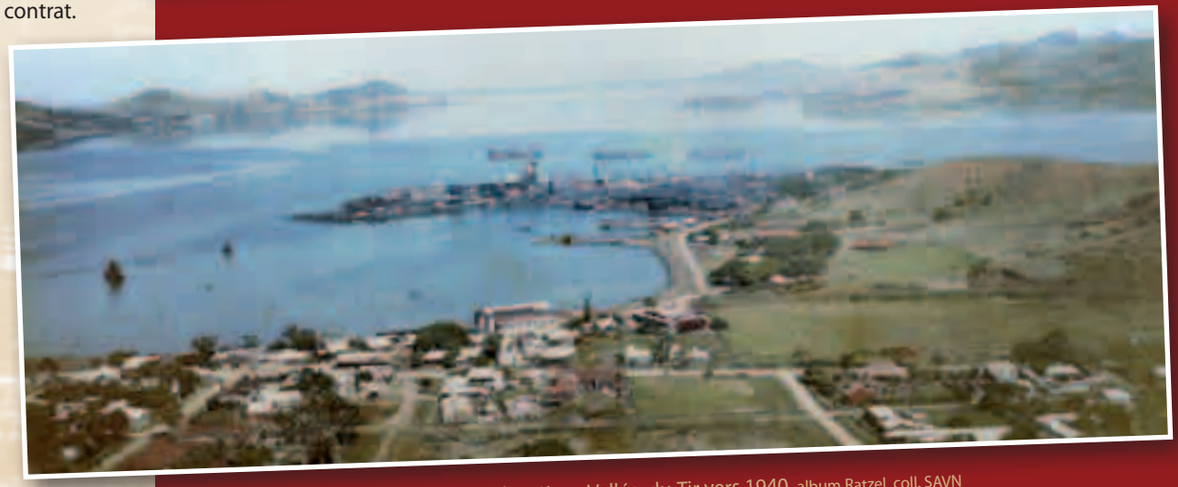
La première Vallée-du-Tir

À la première Vallée-du-Tir, alors appelée « vallée de N'Gou », se trouve le cimetière de la ville, de 1855 à 1863. Le lieu est très tôt habité et, dès la fin du XIX[e] siècle, y vivent, rue des fonctionnaires (actuelle rue des Frères-Vautrin) et rue Gambetta, les familles de Rouvray, Chatenay, Deligny, Bernanos, Lèques, etc. À la même époque, les fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire s'y établissent également, et certaines de ces maisons subsistent encore. Près de la gare et de l'hôtel de la gare, Alcide Desmazures dirige, entre 1908 et 1911, une usine de parfums.

La deuxième Vallée-du-Tir

Emplacement du second cimetière de la ville, qui y est implanté de 1863 au 1[er] janvier 1877, la deuxième Vallée-du-Tir est restée pendant longtemps un quartier de marécages dont le dernier ne sera comblé qu'en 1947. Après l'établissemnt des Hauts Fourneaux à la pointe Doniambo en 1910, le quartier connaît un réel essor avec l'installation des employés du nickel, ouvriers peu fortunés, et d'engagés asiatiques sous contrat. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Néo-Zélandais y dressent un camp de toile pour loger les détachements militaires préposés au déchargement des navires au grand quai et à Doniambo. La vallée abrite aussi la célèbre « maison rose », ou maison de tolérance, destinée aux troupes alliées alors présentes en Nouvelle-Calédonie. En 1952, la municipalité met en place le lotissement des Volontaires pour y loger des combattants calédoniens ayant participé au second conflit mondial. Plus récemment, un plan de rénovation et de résorption de l'habitat insalubre est lancé et des parcs ont été aménagés, comme celui de la place Constantine.

Vue de la deuxième Vallée-du-Tir vers 1905, coll. MDVN



Vue de la deuxième Vallée-du-Tir vers 1940, album Ratzel, coll. SAVN

The two valleys of Vallée-du-Tir

This area, formerly named Constantine Bay, is separated in two valleys.
From 1855 to 1863, the cemetery of Noumea was made in the first valley. Members of the Adminitration also settled there. Between 1908 and 1911, the perfume factory of Alcide Desmazures was built, next to the station and to the station hotel.
In the second valley, another cemetery was built, between 1863 and 1877.
The second Vallée-du-Tir remained, for long time, an area of wetlands which was only backfilled in 1947. After the establishment, in 1910, of the Blast Furnaces Company at the Doniambo forefront, the area boomed with the installation of nickel workers. During World War II, New Zealand soldiers stood a military camp there to unload vessels at the nearby docks.

Les baies et les quartiers du sud-ouest de la presqu'île

La baie de l'Orphelinat est d'abord dénommée « baie des Anglais », puis « anse Bayonnaise » du nom de la corvette du capitaine Le Bris, en 1856. Dès l'arrêté du 1er juin 1856, elle fait partie du périmètre de Port-de-France. Sur le plan de Nouméa du topographe Massoni, en 1879, la zone est déjà notée « baie de l'Orphelinat ». Cette appellation est probablement due au bâtiment que le gouverneur Guillain aurait fait édifier pour abriter, en 1863, les orphelines de l'Assistance publique venues pour épouser des militaires ou des colons célibataires. Ces locaux servirent d'orphelinat puis de dépôt des indigènes, en 1895, avant de devenir un lazaret à la suite de l'épidémie de peste de 1899. Il servit par la suite à accueillir des travailleurs javanais ou annamites, avant d'être mis à la disposition des engagistes.

Il faut attendre les travaux de percement de la rue de Sébastopol et son prolongement, en 1882, pour inciter des acheteurs à acquérir des lots de terrain dans le quartier de l'orphelinat. Mais c'est également le déplacement, vers 1930, du dépôt de l'immigration vers l'île Nou qui favorise son développement. *La France Australe* note, en juillet 1930 : *« Depuis un an, dans le seul quartier de l'Orphelinat, ont été construites une vingtaine de maisons. »* À partir de 1952, l'ensemble du quartier se remplit de villas, de magasins et de restaurants autour des deux places bordant aujourd'hui la baie de l'Orphelinat : la place du Général-de-Gaulle et celle du Centenaire.

Quartier de l'Orphelinat vers 1905, coll. MDVN

Quant à la pointe Chaleix, elle héberge la première usine de transformation du nickel où est fondu, en 1877, le premier lingot de nickel métal. Elle ferme en 1885. Une cale de halage est construite en 1891 par César Berthier pour l'entretien et la réparation des caboteurs du Tour de côte. En 1902, les hangars, ateliers et four à chaux de la pointe Chaleix s'enrichissent d'un vaste terre-plein englobant un plan incliné pour les navires et des petites constructions nouvelles. C'est sur cet emplacement que la compagnie Trapas installe la base technique des Catalinas, de 1946 à 1950. En 1951, les terrains de la pointe Chaleix sont concédés à la Marine nationale. À proximité, dans la Baie-des-Pêcheurs, la première marina de la ville est créée, en 1948, par le Cercle nautique calédonien (CNC) qui a comme président-fondateur Roger Laroque, futur maire de Nouméa. Puis en 1975, la marina de la pointe Brunelet est construite.

La pointe Chaleix vers 1975, coll. MDVN

Le Vallon-du-Gaz vers 1940, album Ratzel, coll. SANC

Passation de pouvoir à la pointe Chaleix.

Bays and areas in the Southwest of the peninsula

On the map of the topographer Massoni, made in 1879, an area is already called « Bay of the Orphanage ». In 1863, orphans from the Public Welfare came to marry soldiers or single settlers, and the building where they stayed probably was in this bay.

The construction of the street of Sebastopol, extended in 1882, encouraged civilians to settle there. From 1952, this area was full of houses, shops and restaurants. The nearby Pointe Chaleix hosted the first processing plant where nickel was melted, in 1877. It closed in 1885 and the land was then granted to the Navy. In the « Bay of Fishermen », the first marina was created, in 1948, by the New Caledonian Yacht Club (CNC).

Les grands travaux du XXe siècle

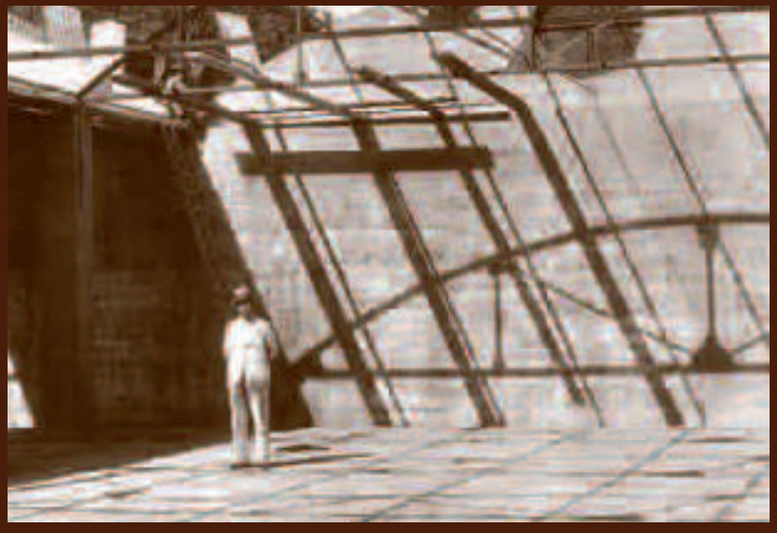
Après le décret du 16 février 1901 qui autorise la colonie à emprunter 5 millions de francs pour réaliser un certain nombre de travaux considérés comme indispensables par le gouverneur Feillet, des remblais sont entamés à la première Vallée-du-Tir pour la construction du chemin de fer Nouméa-Bourail. En 1904, la construction de la gare est entreprise et la voie est posée sur une longueur de 16 kilomètres. Mais quatre millions de crédit sur les cinq prévus ont déjà été consommés.

Parallèlement, quelques travaux se poursuivent sur les quais et à la baie de la Moselle.

Après 1910, le développement de la ville s'organise principalement autour du pôle industriel représenté par l'usine des Hauts-Fourneaux à Doniambo. Mais les graves difficultés économiques du début du XXe siècle, suivies du premier conflit mondial, empêchent toute progression importante de travaux dans la ville.

À partir de 1928, la poursuite des remblais et l'aménagement du port figurent dans le plan que fait préparer le gouverneur Guyon, mais il faut attendre 1931 pour qu'une suite leur soit donnée. À cette date, la population subit de plein fouet les effets de la crise mondiale. Pour fournir du travail aux chômeurs, le Conseil général décide de remblayer la baie de la Moselle et de prolonger le boulevard Cassini (l'avenue de la Victoire). Les travaux sont achevés en 1936, tandis qu'une digue est construite permettant de relier Montravel à Ducos. À la veille du second conflit mondial, l'aménagement du terrain d'aviation de Magenta est engagé tandis que se poursuit l'extension des réseaux d'adduction d'eau.

Plan Coursin de 1904, coll. SAVDN


Isidore Le Goupils dans le château d'eau du sémaphore, en cours de construction, dans les années 1930, coll. SANC

Une décision du 7 octobre 1868 du gouverneur Guillain crée le poste d'architecte-voyer de la ville de Nouméa, en charge « du service de la voirie et des autres travaux communaux ou urbains ». Ce service est assuré par un conducteur des Ponts et Chaussées. Le premier architecte-voyer se nomme Honoré Marie, auquel succède Charles Hazard. Lorsque Nouméa devient une commune de plein exercice, le 8 mars 1879, c'est au maire de nommer l'architecte-voyer. Vont alors se succéder à ce poste : Philibert Berthier (jusqu'en 1883), M. Pêcheur (démissionnaire en février 1884), Louis Pouillet (1884-1887), Joseph Coursin (de mars à avril 1887), Louis Pouillet (1887-1895), Antoine Munier (1896-1899), Alphonse Labbé (1900-1901), Pierre Barthes (1901-1906), Albert Varin (1906-1920), Georges Sauvan (1920), Isidore Le Goupils (1921- 1950), Robert Loudes (1951- 1978).

La tâche étant devenue trop considérable, elle est à présent exercée par différents services municipaux regroupés au sein de la direction des services techniques (DST).

The great public works of the twentieth century

As the decree of February 16th, 1901 authorizes the colony to borrow 5,000,000 francs to achieve a number of work considered as necessary by the Governor Feillet, embankments were initiated at the first Valley-du-Tir for the construction of the railway that would link Noumea to Bourail. In 1904, the station was achieved and the railway was made over 16 kilometers. After 1910, the development of the city was mainly organized around the pole represented by the industrial plant of Doniambo.

In 1930, to provide work for the unemployed, the General Council decided to backfill the Bay of Moselle. This work was completed in 1936, while a dam was built between Montravel and Ducos.

Les remblais à l'orée du xx^{e} siècle

À partir de 1902, un remblai est entrepris le long de la Vallée-du-Tir pour y établir la voie ferrée Nouméa-Bourail, coll. MDVN

Entre 1899 et 1902, la butte en schiste entre le centre-ville et la Vallée-du-Tir est percée par les forçats afin de prolonger la rue de Rivoli, coll. MDVN

Inauguration de l'usine de Doniambo, coll. MDVN

Le 16 septembre 1908, après la signature d'une convention entre le maire de Nouméa et Louis Gex, le futur directeur de l'usine des Hauts Fourneaux, la construction de cette dernière est entreprise sur la pointe « Diambo » qui deviendra Doniambo. L'usine est inaugurée en 1910. Elle emploie alors deux cents ouvriers. Au fur et à mesure de sa production, l'usine gagne du terrain sur la mer en y rejetant ses déchets ou scories qui s'avèrent être un excellent matériau de remblai. Le gouverneur Guyon lui octroie, en 1926, la concession des terrains ainsi endigués.

Remblai de la baie de la Moselle, coll. Limousin

Le 5 décembre 1901, la butte Jeanson (rue Duquesne) est arasée pour remblayer la baie de la Moselle.

Embankments on the edge of the twentieth century

Two years after the signing of an agreement between the mayor of Noumea and Louis Gex, the future manager of the Blast Furnaces factory, the Doniambo plant was inaugurated, in 1910. The plant was progressively gaining ground on the sea by throwing its waste that proved to be an excellent backfilling material.

Les premiers égouts

Pose de buse, coll. MDVN

En 1903 et 1904, la municipalité entreprend la mise en place d'un système de canalisations souterraines, grâce auquel les eaux pluviales et les vidanges des maisons passent directement dans les égouts. Des tranchées sont creusées à la pioche et à la pelle sur une largeur de 0,60 mètre à 3 mètres selon le type de buse à poser et les fouilles ont une profondeur moyenne d'environ 3 mètres. Les buses sont en béton, fabriquées localement. Seules les rues de Montebello (actuelle rue Paul-Doumer), de l'Alma et Marignan (actuelle rue Jean-Jaurès) sont drainées par ce premier réseau.

En 1905, la municipalité décide d'établir un second réseau d'égouts depuis la rue de Turenne (actuelle rue de Verneilh) jusqu'à la baie de la Moselle. C'est un bienfait incontestable du point de vue de l'hygiène. Cependant, la plupart des maisons doivent gérer par elles-mêmes leurs eaux usées.

Goudronnage de la rue Inkerman, coll. MDVN

Le goudronnage des rues de Nouméa

Le réseau routier de la ville de Nouméa a été longtemps composé de routes en terre dont certaines, près de la place des Cocotiers, étaient assez grossièrement pavées. De plus, extrêmement poussiéreuses par temps sec, les rues se transformaient en véritables cloaques lors des grosses pluies.

En 1929, la municipalité procède à des essais de goudronnage (on disait alors « coaltarage ») sur la rue de l'Alma. Des blocs de calcaire extraits de la carrière de la pointe de l'Artillerie sont déversés par petits tas, arrosés puis écrasés par un rouleau compresseur et, enfin, goudronnés. Les fûts de goudron ainsi que la scorie sont produits par la société des Hauts-Fourneaux de Doniambo. Avant la Seconde Guerre mondiale, les rues du centre-ville sont progressivement goudronnées, puis est entrepris le bitumage des rues les faubourgs proches.

Rue de l'Alma vers 1900, route en terre, coll. MDVN

La mise en place d'un service de vidange

Chaque maison coloniale possédait dans le jardin une cuisine, un lavoir et une fosse d'aisances. En juin 1927, pour améliorer l'hygiène de la ville, la municipalité a recours à un marché de gré à gré avec les entrepreneurs de tinettes Cheval et C^ie^, qui consiste en la collecte quotidienne du contenu des seaux et des pots de chambre. Ce service de vidange procède, à l'aide d'un « *matériel automobile* » au transport des récipients, étanches afin d'éviter tout épandage sur la voie publique. Deux enlèvements par semaine sont effectués pour chaque habitation. Ainsi, chaque nuit, vingtaine d'engagés javanais parcourent la ville avec des voitures de vidange, avant de prendre la direction du dépotoir situé au nord de la presqu'île de Doniambo.

Le système des tinettes disparaît graduellement au début des années 1970. Depuis lors, la ville bénéficie d'un réseau complet de tout-à-l'égout, qui comporte désormais cinq stations d'épuration.

Les récipients peuvent être en bois ou en métal, cylindriques ou tronconiques, et sont d'une capacité d'au moins 25 litres.

Tinette, coll. MDVN

Bon de la Société Schmidt, coll. SAVN

The first sewers

Between 1903 and 1905, the municipality of Noumea undertook the establishment of a system of underground pipes, through which storm water and houses garbage passed directly into the sewers. Trenches were dug with picks and shovels. The nozzles were made of concrete, locally. However, most homes had their own sewage.

The asphalting of the streets of Noumea

Before World War II, the streets of downtown Noumea were gradually paved whereas the asphalting of the streets near the suburbs was undertaken, in 1929.

Establishment of a drain service

Since the 1970's, the city has a comprehensive network of all-to-sewer, which now includes five wastewater treatment plants.

L'éclairage de la ville

Publicité de l'Unelco, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Afin de remplacer les réverbères à pétrole placés aux carrefours, le conseil municipal vote, en 1882, un éclairage de la ville par le gaz. Un marché de gré à gré est alors signé entre le maire par intérim. Charles Simon et la Nouméa Gaz Society appartenant à l'Anglais Walker, négociant à Sydney, qui déclare « *faire élection de domicile à Nouméa* ». L'usine à gaz, construite entre la baie de l'Orphelinat et la baie des Pêcheurs, est achevée en 1887. Cette partie du quartier située entre l'ancien dépôt de l'immigration et l'actuelle rue Paddon est alors logiquement baptisée « Vallon du gaz ». Henri Daly se souvient d'avoir vu dans son enfance cette usine « *dont les coulées plus ou moins jaunâtres polluaient le littoral en dégageant des odeurs nauséabondes* ». (SEH n° 27) Dans le même temps, des conduites souterraines alimentant des colonnes d'éclairage sont placées dans les rues. Le 13 mars 1887, l'éclairage de la ville par le gaz est inauguré. Un des plus célèbres allumeurs de réverbères est alors le déporté sidi El Mokhrani. Au début, seules les rues sont éclairées, puis vient le tour des habitations, des magasins, des bâtiments administratifs et militaires, de la fontaine Céleste, de la statue de l'amiral Olry… Après l'inauguration de l'éclairage électrique en 1932, l'usine est démolie.

Lampadaire sur les quais, vers 1905, coll. MDVN

Dès le 9 mars 1902, le conseil municipal s'était posé la question de savoir si un éclairage public électrique serait avantageux pour une meilleure administration communale, pour les Nouméens et les entreprises locales. Fondé sur une concession de cinquante ans signée le 25 novembre 1929 entre le gouverneur Guyon et la société Unelco, le projet d'électrification de la ville débute. *La France Australe* relate ainsi : « *Le 16 avril 1932 est une grande date dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie et de Nouméa ! Adieu à l'allumeur de réverbères, qui s'en allait par les rues de Nouméa et qui craquait une à dix allumettes à chaque bec de gaz. Samedi, à l'heure où les phares d'auto s'allument dans les premières ombres de la nuit, tout Nouméa a, pour la première des milliers et milliers de nuits à venir, resplendi, illuminée sous un coup de pouce de la fée électricité.* »
Pendant la guerre, le réseau électrique a souffert mais il est parvenu à faire face à l'énorme demande résultant de la présence américaine. Mais, comme le rappelle la plaquette d'EEC (2000) : « *En 1954, de grands travaux sont entrepris par la Société Le Nickel pour augmenter sa production. Le barrage construit dans les années 1920 doit être réaménagé, et sera fermé pour travaux pendant un an.* » Cette situation va poser durant toute l'année 1956 de gros problèmes à l'Unelco pour assurer les besoins de la ville en électricité. Après le lancement du barrage de Yaté, l'ancienne usine Unelco devient une centrale de secours et d'appoint, car la ville est alimentée par l'énergie de la SLN. En 1985, l' Unelco est intégrée au sein du groupe Suez-Lyonnaise des Eaux et devient Électricité et Eau de Calédonie, qui prendra ensuite le nom de EEC. En 1998, la centrale est démantelée et les locaux qui l'abritaient sont restitués à la ville de Nouméa. La police municipale y est aujourd'hui installée.

Bâtiment EEC, quai Jules Ferry, photo Christophe Bouton

Ce bâtiment, inauguré le 25 novembre 1998, a rassemblé dans un premier temps, les services administratifs d'EEC. Racheté par la ville, il abrite depuis 2011 la direction des services techniques de la ville.

Lampadaire dans la rue Sébastopole, vers 1885, cliché Dufty, fonds Kakou, coll. SANC

En 1883, on compte 80 réverbères à gaz dans la ville et 130 en 1909. En 1932, 415 lampadaires électriques sont installés ; ils sont 7 680 en 2005 et on en compte 9 921 en 2011.

The enlightening of the city

In order to replace kerosene lamps enlightening the streets of Noumea, the City Council voted, in 1882, a city enlightening by gas. The gas plant, built between the bay of the Orphanage and Fishermen Bay, was completed in 1887. Meanwhile, underground pipes supplying lighting columns were placed in the streets. Initially, only the streets were lit, then came the turn of homes, shops, government and military buildings… After the inauguration of electric lighting, in 1932, the plant was demolished.
During the war, the power grid managed to cope with the huge demand from the American troops.

La présence américaine

L'arrivée massive des soldats américains, pendant la Seconde Guerre mondiale, est le point de départ d'une nouvelle série de travaux d'aménagement. Le 12 mars 1942, 17 000 G.I's débarquent à Nouméa, sous le commandement du général Patch. Des grands chantiers s'ouvrent alors dans le sud de la presqu'île, pour permettre l'installation du quartier général et des services de l'armée américaine.
Les marais y sont remblayés et drainés, à l'aide de bulldozers et de graders importés par les Américains. Le vallon de Montravel est, quant à lui, aménagé pour l'installation de camps militaires. L'espace urbain s'accroît de 13 % en moins de trois ans. Entre 1942 et 1945, il y eut en permanence plus de 80 000 militaires américains au chef-lieu, ce qui ne fut pas sans poser de sérieux problèmes sanitaires et d'infrastructures logistiques.

Des demi-lunes sont implantées aux quatre coins de la ville pour abriter hommes et matériel. La zone urbaine devient pour un temps un camp militaire très actif, qui comprend notamment le Receiving, composé de 150 demi-lunes pouvant loger 500 officiers et 3 000 marins. Au Motor Pool stationnent près de 2 000 véhicules parmi lesquels les célèbres jeeps. Un imposant quartier général, baptisé le « Pentagone », est édifié à l'Anse-Vata.

Vue de Nouméa pendant la guerre du Pacifique, coll. Brahim

Bien qu'elle fût dénommée par Bouquet de la Grye, en 1861, « baie des Canards », l'anse Vata a conservé son nom mélanésien qui la désignait comme baie « Ouata », soit baie du santal. Après l'ouverture de la route d'accès dans les années 1890, son rivage est devenu la promenade favorite des Nouméens. On n'y trouve alors comme habitations que la maison du gendarme et la résidence d'été du gouverneur. Ce n'est réellement qu'au lendemain de la présence américaine que l'espace s'urbanise.

Personnels de l'US Army sur la plage de l'anse Vata, début des années 1940, coll. MDVN

The American troops in Noumea

The influx of American soldiers during World War II was the starting point of a new series of development work. On March 12th, 1942, 17000 G.I 's landed at Noumea, under the command of General Patch. Major constructions were undertaken in the south of the peninsula, to enable the installation of the headquarters and the U.S. military services.
Marshes were drained and backfilled, using bulldozers and graders imported by the Americans. Barracks were located all around the city to shelter men and equipment.

La baie des Citrons

Plage de l'anse Vata en 1903, coll. MDVN

Initialement nommé « anse du Styx », du nom de l'aviso du lieutenant Grimoult, en 1857, ce rivage bordé de carrières propices à la croissance de citronniers sauvages est finalement surnommé « baie des Citrons » par la population. En 1865, la première course de chevaux s'y déroule, mais l'espace reste peu fréquenté en raison d'un accès limité à un sentier escarpé. La zone se développe avec l'installation des camps de l'US Navy pendant la guerre du Pacifique. Après 1945, grâce à sa plage, l'espace devient un lieu de villégiature et de loisirs avec l'installation du cercle civil et de nombreux restaurants. Incluse dans le périmètre urbain en 1963, la « BD » demeure un lieu privilégié de sortie pour tous les noctambules du samedi soir.

Camp de la Baie-des-Citrons, coll. US Army

Matériel de l'US Navy

Le Receiving

Appelé dans un premier temps « plaine des Batailles », le secteur devient quartier du « Vélodrome », puis du « Receiving Station » du fait de l'installation d'une base américaine pendant la guerre du Pacifique.
Après le conflit, la municipalité installe plus de cinq cents personnes dans les vestiges laissés par les Américains. En 1948, Une école est aménagée dans une demi-lune qui sera dirigée par Mme Paladini puis par Mme Courtot. L'ancienne église est rendue au culte sous le nom de Sainte-Anne ; elle a depuis lors été détruite. L'urbanisation est repensée en 1972, mais les demi-lunes ne disparaissent que progressivement, certaines d'entre elles sont encore occupées en 1979.

Quartier du Receiving au temps de la présence américaine, album Hagen, coll. SANC

The "Bay of Lemons"

In 1865, the first horse race took place in this bay named so because of the lemon trees growing there. The area grew with the installation of the Navy camps during the Pacific War. The area and its beach are now one of the most popular place for leisure activities, such as restaurants and nightclubs.

The Receiving area

This area is named so because of the installation of an American base, the Receiving Station, during the Pacific War. After their departure, the municipality installed more than five hundred people in the barracks left by the Americans, with even a school and a church.

L'essor de l'après-guerre (1945-1972)

Nouméa en 1955, fonds haut-commissariat, coll. SANC

Après la Seconde Guerre mondiale, la Métropole décide de moderniser l'outre-mer. À cette fin, elle met à la disposition de la Nouvelle-Calédonie du personnel et des moyens comprenant, notamment, des crédits du FIDES. Le décret du 18 juin 1946 fixe les statuts, les attributions et les modalités de mise en œuvre des projets d'urbanisme pour les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. Il est promulgué en Nouvelle-Calédonie en 1948. Nouméa est donc comprise parmi les entités territoriales qui doivent se pourvoir d'un projet d'urbanisme d'intérêt général avant la fin de l'année 1948. Celui-ci est établi, en 1949, par l'architecte Paul Pascalon qui entreprend la modernisation pragmatique de la ville : il faut désormais mettre en place les équipements et les infrastructures qu'impose le développement croissant de l'automobile. À partir de 1960, les principales artères de la ville, qui n'étaient recouvertes jusque-là que d'un revêtement bitumeux superficiel, sont refaites, par tranche annuelle, sur la base systématique d'une semelle de fondation. À la Vallée-du-Tir, deux hectares de marécages sont remblayés.

Le quartier de Rivière-Salée est asséché et remblayé par des scories provenant de la Société Le Nickel. Celle-ci obtient, en contrepartie, le droit d'étendre la surface qu'elle occupe à Doniambo. De 3 hectares, à sa création, cette surface passe à 210 hectares. Les terrains communaux de Rivière-Salée sont attribués au Fonds social de l'habitat (FSH), en 1966.

Dans les années 1970, avec le boom du nickel et l'accroissement de l'exploitation de ce minerai, les scories, rejetées en grande quantité, servent à remblayer la zone portuaire ainsi que l'anse Uaré et l'entrée de Ducos. Une main-d'œuvre nombreuse attirée par les emplois et les nouveaux besoins d'infrastructures imposent une rationalisation des espaces de la ville. Eu égard au développement économique attendu, la question du maintien du port, dont les capacités sont notoirement insuffisantes, à son emplacement initial est posée. Maintenu dans son implantation historique, il est cependant agrandi grâce à la construction, en 1972, d'une digue reliant l'île Nou à la ville.

La construction de la cité de Pierre-Lenquette à Montravel et des tours de Saint-Quentin, au nord de la presqu'île, et, celles de Magenta, au sud, répondent à un afflux constant de population nouvelle.

Nouméa en 1960, fonds Brahim, coll. MDVN

Rivière-Salée

Le nom de « Rivière Salée » figure déjà sur un plan de Port-de-France de 1859. C'est alors une vaste mangrove qui doit son nom au bras de mer qui la traversait. Dans les années 1900, d'importants remblais et des ouvrages d'art sont effectués pour faire passer la voie ferrée devant relier Nouméa à Païta.

En 1952, le club hippique L'Étrier s'installe sur un terrain appartenant pour partie à la municipalité et pour partie à la famille Ohlen. En 1966, la municipalité met un grand terrain communal à la disposition du Fonds social de l'habitat (FSH). C'est le début d'une urbanisation reposant sur l'ouverture progressive de cinq secteurs qui vont connaître une grande expansion jusqu'en 1982. Mitoyen de la presqu'île de Ducos, ce quartier est désormais l'un des plus peuplés de la ville.

The rise of the postwar period (1945-1972)

After World War II, Noumea was included among the territorial entities that needed to appeal to an urban planning project of general interest before the end of 1948. It was established in 1949 by the architect Paul Pascalon who undertook the modernization of the city, putting in place the infrastructure and equipment imposed by the increasing development of the automobile. Two acres of wetlands were filled in the Valley-du-Tir area. The Salt River district was dried up and backfilled with slag from the SLN nickel factory.

In the 1970's, with the nickel boom and the increasing exploitation of the ore, slag was released in large quantities and it was used in many public works.

Montravel

C'est au camp de Montravel qu'étaient hébergés les condamnés de l'harmonie de la transportation.

Camp de la Pénitentiaire à Montravel, coll. MDVN

Le mont Montravel, appelé dans les premiers temps « morne Montravel », est le point culminant de la presqu'île de Nouméa avec ses 167 mètres de hauteur. En partie planté de joncs, le terrain en contre-bas fut utilisé par l'armée comme champ de tir. En 1890, un décret le délimite comme « réserve pénitentiaire » pour les forçats affectés aux corvées urbaines. Plus tard, les locaux sont utilisés pour loger la main-d'œuvre travaillant à la réalisation du pont de la rivière Salée. En 1919, au sein de l'ancienne enceinte du camp de la Pénitentiaire, est ouverte l'école des moniteurs indigènes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le « camp Jeanne d'Arc » héberge la 3e compagnie de fusiliers-voltigeurs américains. Il faut attendre 1974 pour que Montravel soit intégré au périmètre urbain.

« Camp Jeanne d'Arc », coll. US Army

L'urbanisation du quartier remonte à 1957, avec la création de la cité mélanésienne, suivie en 1970 de celle de la cité Pierre-Lenquette.

Création de la cité mélanésienne, coll. SIC

Pont de Rivière-Salée, coll. MDVN

Construction du quartier de Rivière-Salée, fonds du haut-commissariat, coll. SANC

Montravel

With its 167 meters high, Montravel is the culmination of the Noumea peninsula. The land below was used by the army as a firing range. In 1890, a decree defined it as the "reserve prison» for convicts assigned to urban chores. In 1919, within the ancient walls of the Prison Camp, a school for native monitors opened. But the urbanization of the area only dates back to 1957 with the founding of the Melanesian neighbourhood, followed by the Pierre Lenquette social housing, in the early 1970's.

The Salt River area

The name "Salt River" was already present on a map of Port-de-France in 1859. It was then a vast mangrove named after the stretch of sea that crossed it. In the 1900s, major earthworks and structures were made to build the railroad. In 1966, the municipality gave a large communal land to the Social Fund for habitat (FSH).

La fin de l'occupation de la presqu'île (1973-2011)

Jusqu'au lendemain du boom, la physionomie de Nouméa est restée trop souvent celle d'une ville construite dans l'urgence, avec des règles d'urbanisme peu contraignantes. Cette situation engendre, pour le moins, nombre de discordances et d'incohérences esthétiques, hygiéniques ou environnementales.

Bien que les accords de Matignon ne fassent en aucune façon allusion aux problématiques de la ville de Nouméa, ils génèrent d'importants changements pour la cité. Ces derniers résultent, avec la création des provinces, de la mise en place d'un nouveau pôle de décision (la province Sud) qui affecte le domaine urbain.

En 1975, un grand chantier d'assainissement, conduit par la municipalité de Nouméa, est engagé à la baie de la Moselle. La terre de remblai provient de la colline où se trouve, aujourd'hui, Notre-Dame de Fatima, aux abords de la route stratégique. En 1979, débutent à Koutio les travaux de la Savexpress, qui visent à améliorer la circulation entre Nouméa et les communes-dortoirs de Dumbéa et de Païta qui ne cessent de se développer, l'espace dans la presqu'île se faisant en effet de plus en plus rare et de plus en plus cher.

Ils s'arrêtent à la rue Foch et les baraques des forains occupent alors l'espace lors des fêtes, fonds Sud Pacific.

Remblais de la baie de la Moselle en 1962, coll. MDVN

Remblais de la baie de la Moselle vers 1975, alors que le musée vient d'être construit, coll. MDVN

Remblais de la baie de la Moselle vers 1985, coll. MDVN

Remblais de la baie de la Moselle vers 1995, coll. MDVN

The end of the occupation of the peninsula (1973-2011)

Until the end of the boom, Noumea has too often been regarded as a city built in a hurry, with very restrictive planning rules.

In 1975, sanitation work was undertaken by the city of Noumea, in the Bay of Moselle. In 1979, the Koutio Savexpress road was built in order to improve the traffic between Noumea and the common dormitory towns of Dumbea and Paita that continue to expand because of the increasing price of land in the capital city.

Configuration du Nouméa de l'an 2000

La population de Nouméa dépassant 60 000 habitants, le conseil municipal décide, en 1983, de reconsidérer sa répartition spatiale. Elle divise alors la ville en trente-six quartiers. De nouvelles zones de concentration urbaine apparaissent à la promenade Pierre-Vernier et à Magenta, ainsi qu'à Tina-sur-Mer et à la pointe Brunelet. La marina de Port-Moselle et le marché de Nouméa sont installés, en 1990, tout comme l'hôtel de la province Sud, sur le terrain gagné sur la mer. En prenant en compte l'ensemble des terrains gagnés sur la mer, on estime qu'environ 25 kilomètres de littoral nouméen ont été modifiés.

Carte des remblais par Nadia Chagniaud, coll. ville de Nouméa

Vue des quartiers sud dans les années 1970, coll. MDVN

Quartier de Tina en 2005, coll. Puglia

Le quartier s'est développé sur la presqu'île du même nom, entre la baie de La Conception et la baie de Tina, jadis dénommée « baie des Mouches ». L'urbanisation de Tina a débuté à la fin des années 1980 avec la réalisation d'un lotissement municipal. Elle s'est poursuivie ces dernières années avec le développement d'un grand lotissement privé.

The city of Noumea in 2000

As the population of Noumea was exceeding 60,000 inhabitants in 1983, the council decided to reconsider its spatial distribution and divide the city into thirty-six districts. New conurbations appeared in Magenta, pointe Brunelet and Tina-sur-Mer. In 1990, the market and a new marina were settled at Port-Moselle, near the Southern Province building. On the whole, 25 kilometers of land were gained on the sea.

Les transformations de la façade maritime (1968-2012)

Création de la digue de l'île Nou à Nouméa en 1972, coll. MDVN

Port Moselle, photo André Puglia

Le 1er janvier 1968 est créé le port autonome, établissement public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière. Les grands travaux d'aménagement commencent en 1970 par la réalisation de remblais au nord du grand quai, qui aboutit à l'existence d'un poste pour les paquebots (quai FED). Ces remblais seront ensuite prolongés jusqu'à la pointe Lambert, pour former la digue de Nouville, et termineront en 1972. Au nord de cette digue, sont alors construits quatre postes à quai sur une longueur de 750 mètres. Ils ont un tirant d'eau de dix mètres et sont adossés à un terre-plein de 45 hectares, entièrement gagné sur la mer.

Ces travaux dureront cinq ans ; trois docks d'une superficie totale de 16 500 m² sont édifiés, destinés à l'entreposage sous douane. Il est à noter que la plus grande partie de ces remblais est constituée de scories de l'usine de la SLN, matériau inerte et entièrement gratuit.

À la même période, démarre un remblai en petite rade pour y construire plusieurs quais : de « Cabotage », des « Scientifiques », de « Pilotage » et de « Pêche », sur une longueur de 500 mètres environ, avec 2 000 m² de docks et 20 000 m² de terre-pleins.

Entre 1987 et 1992, un nouveau poste à paquebots est construit à l'avant de l'ancien quai, en petite rade, avec une gare maritime destinée à l'accueil des croisiéristes dont le nombre est d'environ 150 000 chaque année, avec plusieurs touchées de navires par semaine en haute saison.

Port de plaisance de la pointe Brunelet, photo André Puglia

Sur le plan statistique, le port autonome se classe au premier rang des ports français d'outre-mer. Cela est dû un trafic de minerai très important, quelques 3 000 000 de tonnes de minerai étant en effet débarquées au port privé de la SLN. A la fin des années 2000, on compte également un mouvement de 80 000 conteneurs par an, 300 000 tonnes de general cargo et 600 000 tonnes de produits pétroliers.

Le port de Nouméa est en constante évolution. Ainsi, de nouveaux bâtiments pour les transitaires ont été construits et la zone des caboteurs va, dans un avenir proche, être déplacée de la petite rade vers la grande. Cette dernière verra, quant à elle, le transfert de la batellerie, de l'anse du Tir vers l'anse de la Vacherie.

Mais la transformation du port devrait encore se poursuivre puisqu'une réflexion est actuellement conduite par la mairie concernant son aménagement et son embellissement.

The transformations of the coastline (1968-2012)

The port authority of Noumea was created on June 1st, 1968. The major development work started in 1970 with the realization of embankments which led to the existence of a station for ships called the FED dock. With the extension of the dam of Nouville, in 1972, three docks were built for the bonded goods. Between 1987 and 1992, a terminal for the reception of cruise passengers was also created. Nowadays, Noumea ranks first among the French harbours overseas.

Les principales installations actuelles du port de Nouméa

Le port de Nouméa est constitué de deux rades, de part et d'autre du remblai reliant le centre-ville à Nouville. La première, communément appelée « grande rade », s'étend sur 800 hectares autour de la baie du même nom. Historiquement peu utilisée, mis à part à Doniambo, elle concentre désormais l'essentiel des activités d'importation et d'exportation de la ville. On y trouve le quai de commerce international, plus généralement appelé « port autonome », long de 750 mètres pour un tirant d'eau de 10,3 mètres, où accostent les grands porte-conteneurs. Il est composé d'une zone sous douane, avec deux docks de 5 500 m² chacun, un parc à produits dangereux, une minoterie de six silos et un centre d'entrepôt en deux silos. La zone arrière portuaire regroupe notamment les transitaires et les transporteurs routiers.

Vue de la petite rade, photo David Becker

Carte des divers emplacement portuaire

1 : port de plaisance
2 : port militaire
3 : port de transport de marchandises pour les îles
4 : quai des paquebots
5 : quai des porte conteneurs
6 : port de pêche
7 : port industriel de la SLN
8 : port de transport des matières pétrolières
9 : quais et terre-plein

Les pêcheries, à l'entrée de Nouville, disposent de 180 mètres de quai, de 6 000 m² d'entrepôts frigorifiques et de 90 000 m² de terre-plein. La réception et le stockage des hydrocarbures se font dans la baie des Dames, à l'extrémité de la presqu'île de Ducos. Cette dernière abrite aussi la cimenterie de Numbo, qui dispose d'un appontement pour l'approvisionnement en clinkers. Sur la presqu'île de Doniambo, aux quais privés de la SLN, sont débarqués des minerais de nickel et embarqués des mattes et des ferronickels.
L'autre partie du port de Nouméa est constituée par la petite rade, qui est principalement orientée vers le transport maritime de personnes. Elle comprend le quai FED, situé sur la côte sud du remblai menant à Nouville, qui accueille essentiellement des bâtiments de passage (navires militaires, yachts privés ou navires scientifiques), mais aussi des petits paquebots de croisière. Puis vient le quai des Volontaires où se trouve la gare maritime des îles. Le quai des Long-courriers ou quai Jules-Ferry, le long de la rue du même nom, constitue l'extrémité orientale du carré du centre-ville. Long de quelque 420 mètres, c'est le principalement point d'accostage des paquebots de croisière. Le quai des Caboteurs, dans le prolongement du quai Jules-Ferry dispose de dock et d'une gare maritime.
Du côté de la baie de la Moselle, les navires océanographiques de l'IRD ou de l'Ifremer stationnent au quai dit des Scientifiques. S'y trouvent également la station du pilotage et un quai essentiellement utilisé par les petits pêcheurs côtiers. La façade maritime s'achève avec la marina de Port Moselle qui est le plus important port de plaisance de Nouvelle-Calédonie et qui accueille aussi la capitainerie.

Gare maritime conçue par l'architecte François Raulet, photo Christophe Bouton

Le port autonome de la Nouvelle-Calédonie est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) assurant l'administration, l'entretien et l'exploitation de deux ports en Nouvelle-Calédonie : celui de Nouméa et celui de Wé, à Lifou, bien qu'il puisse intervenir dans toute infrastructure portuaire présentant un intérêt territorial.

The main existing facilities of Noumea harbour

The harbour of Noumea consists in two bays located on both sides of the embankment that links the city center to Nouville. The first one and the biggest, now focuses most of the activities of import and export. The big container carriers dock at this pier which is 750 meters long and 10,3 meters deep. The fisheries located at the entrance of Nouville have 180 meters of quay with 6,000 m² of cold stores. On the Doniambo peninsula, the private docks of the SLN company, where nickel ores and matte board and ferronickel are landed.
The second and smallest part of the harbour is mainly oriented towards the sea transport of passengers. Alpha The coastline ends with the marina of Port Moselle, the largest in New Caledonia.

Le Projet d'aménagement et de développement durable

La réflexion en matière d'urbanisation s'inscrit à présent dans des perspectives plus larges qui associent le développement de la ville à celui des communes proches dans le cadre du Grand Nouméa. Ainsi, l'aménagement de la capitale se conçoit en cohérence avec le développement des communes voisines, de Païta, de Dumbéa et du Mont-Dore. De l'ordre de 100 000 habitants, la population de Nouméa sera en 2025 d'environ 120 000 habitants et celle du Grand Nouméa dépassera les 200 000 habitants. Les quatre communes s'emploient déjà à préparer cette grande entité urbaine au sein d'un syndicat intercommunal. L'harmonisation des politiques concerne l'habitat, les armatures urbaines, les déplacements (déconcentration des lieux de travail, transports publics) et le recyclage des déchets.

Ainsi l'objectif est-il de faire de Nouméa 2025 une capitale organisée et structurée, à même de répondre à tous les enjeux d'une ville du vingt et unième siècle. Dans ce contexte, le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) propose les grandes orientations de l'évolution de Nouméa. Il anticipe les besoins d'aménagement de la capitale soumise à une croissance et à une densification inéluctables. Dans le même temps, il inscrit résolument l'aménagement dans les principes du développement durable. Il conjugue le développement économique, l'équité sociale et le respect de l'environnement en harmonie avec les besoins de l'agglomération naissante du Grand Nouméa.

Esquisse du cœur de quartier de Montravel, sources SIU

Ainsi l'objectif est-il de faire de Nouméa 2025 une capitale organisée et structurée, à même de répondre à tous les enjeux d'une ville du vingt et unième siècle.

Pour une meilleure qualité de vie et pour privilégier la proximité habitat-emploi, le PADD innove en créant des centres de quartier, à l'instar de ce qui a été fait à la Vallée-du-Tir. Aussi s'agit-il de doter le cœur des quartiers d'infrastructures, d'équipements, de logements, d'activités génératrices de services et d'emplois qui les feront vivre.

Déclaration en 2011, du maire, Jean Lèques, concernant les objectifs du PADD

« L'enjeu est important. Il est tout à la fois d'aménager la ville et de préserver la durabilité de son développement. L'objectif qui nous est fixé est de n'obérer en rien ses potentialités pour les générations futures. Réserves foncières, maîtrise du développement des quartiers, aménagements des parcs et des espaces publics, préservation de notre environnement naturel et patrimonial, amélioration de la qualité des déplacements, orientation des normes de construction vers la haute qualité environnementale vont dans ce sens, dans le bon sens.

Celui souhaité par tous ceux et celles qui ont choisi de vivre dans notre ville. Il est le coeur de notre Projet d'aménagement et de développement durable pour les quinze années à venir. »

Project planning and sustainable development

Thinking in terms of urbanization is now part of the broader perspectives that combine the development of the city together with the Greater Noumea including Païta, Dumbea and Mont-Dore. From around 100,000 inhabitants today, the population of Noumea will reach about 120 000 inhabitants in 2025 and that of the Greater Noumea will exceed 200 000. In this context, the Project Planning and Sustainable Development (PADD) offers broad guidelines for the development of the city, anticipating the needs of this growing population.

Une révision globale du PUD pour mieux gérer la cité de demain

En continuité avec les principes définis par le PADD, le futur Plan d'urbanisme directeur (PUD), piloté par Jean-Claude Briault, adjoint au maire en charge de l'urbanisme, s'inscrit dans la volonté de développer la ville sans dénaturer les grands paysages ni le patrimoine architectural des quartiers et à partir de diagnostics territoriaux partagés et concertés pour établir des schémas de cohérence, véritable feuille de route pour réaliser la ville de demain.

Il fait suite aux deux PUD précédents le premier datant de 1998, et le deuxième de 2003. Ce dernier s'articulait autour de quatre objectifs : harmoniser le cadre de vie, intégrer la qualité architecturale, protéger l'environnement et dynamiser la ville. En 2005, prévaut la nécessité d'aborder l'urbanisme non plus comme une simple réglementation des sols mais comme un outil complet de développement urbain.

En 2011, la nouvelle approche inclut un projet urbain établi dans la lignée des Plans locaux d'urbanisme (PLU) métropolitain, sur la base d'une concertation élargie autour de six volets : les déplacements, le patrimoine et le paysage, les espaces sensibles, les cœurs de quartier, l'habitat, les risques et les nuisances, ainsi qu'autour des schémas directeurs d'eau et d'assainissement. Le programme du nouveau schéma directeur d'assainissement prévoit la réalisation de nouvelles stations d'épuration pour l'île Nou, le centre-ville, la Vallée-des-Colons et le Faubourg-Blanchot. Comme dans nombre de villes, le traitement des déchets recyclables va être entrepris à travers la collecte puis le tri sélectif. De plus, pour maîtriser la croissance des activités, le choix de la mise en place d'un transport collectif en site propre (TCSP) a été retenu pour faciliter l'accès aux commerces, améliorer l'environnement de travail des 17 000 employés et développer l'activité du soir et du week-end.

Enfin, comme l'exprime le PADD, le PUD participe d'une logique de concertation et d'aménagement plus vaste, qui répond à la fois au Schéma de cohérence de l'agglomération nouméenne (SCAN) et au Schéma directeur d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie, pour le même horizon de 2025.

Schéma d'aménagement du front de mer, esquisse Woods Bagot

Outre l'objectif final de faire de Nouméa une ville dont toute l'activité s'organise autour de son exceptionnelle façade maritime, l'ambition est aussi d'obtenir un centre-ville dense afin de retrouver une ville habitée et moderne. Aussi le centre-ville doit-il être redessiné autour du plan initial, le plan Coffyn, pour regagner son caractère portuaire autour d'un front de mer aménagé qui dynamisera le secteur touristique. Il doit se repeupler par la construction tant de logements résidentiels et de standing que de logements aidés pour l'accession à la propriété des jeunes.

A comprehensive review of the PUD in order to improve the management of the city

Following the principles defined by the PADD, the future Master Plan (PUD) follows the will to develop the city without distorting the landscape and the architectural heritage. In 2005, it becomes necessary to address urban planning not as a mere regulation of land but as a comprehensive tool for urban development. The program of the new master plan for sanitation includes new wastewater treatment plants. Saisissez du texte, l'adresse d'un site Web ou importez un document à traduire.

The processing of recyclable waste will also be undertaken. In addition to the final goal of Noumea, whose entire activity is organized around its unique coastline, the ambition is to have a dense and modern city center around a landscaped waterfront that will boost tourism.

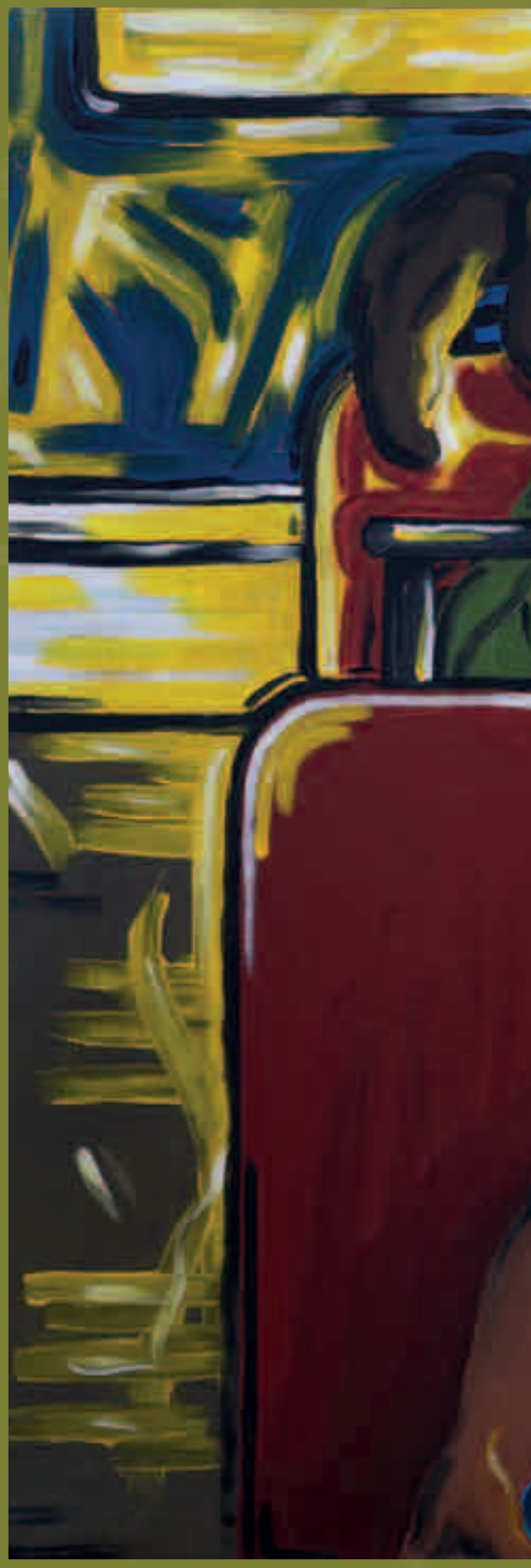
Nouméa, creuset de la mixité calé

donienne

Commune de loin la plus peuplée de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa ne fut tout d'abord qu'un modeste fort peuplé de soldats, de marins et de trop rares colons. Son expansion ne débute qu'avec l'implantation de l'Administration pénitentiaire. La fermeture progressive du « *robinet d'eau sale* », à partir de 1897, vient tarir ce flux cependant relayé par les engagés asiatiques employés à Nouméa pendant l'entre-deux-guerres. Le développement économique qui fait suite au second conflit mondial et à l'exceptionnel boom du nickel fait converger vers la cité des populations toujours plus nombreuses. Originaires tant de la brousse que de l'Océanie ou de la lointaine Europe, elles font de la capitale le creuset de la mixité calédonienne.

Noumea, the melting pot of New Caledonia

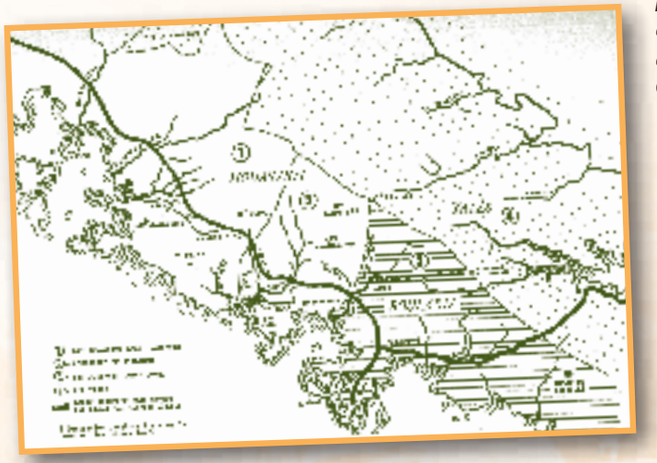
Now regarded as the most crowded commune of New Caledonia by far, Noumea first was a small fort housing soldiers, sailors and too rare settlers. Its expansion began with the building of the Prison. The gradual closure of the "dirty water tap", from the year 1897, dried up the stream. However, it was relayed by the growing number of Asians who were involved in the inter-war period activity. The economic development that followed the Second World War and the exceptional nickel boom made the city population grow rapidly. Originated both from the Bush and from Oceania or from faraway Europe, they made the capital city look like the melting pot of New Caledonia.



Les premiers habitants de la presqu'île et de ses environs

Plusieurs campagnes de fouilles archéologiques ont été entreprises dans la presqu'île de Nouméa, révélant divers foyers de peuplement avant l'installation des Européens, dont les conclusions figurent dans la thèse de l'archéologue Christophe Sand.

Pourtant, en 1855, soit un an après la création du poste, le gouverneur du Bouzet atteste de la disponibilité des lieux en indiquant que le premier village mélanésien se trouve à cinq heures de marche de Port-de-France : *« Jusqu'à présent, nous avons pu procéder comme s'il n'y avait pas d'habitants.* [...] *Je vois de grands avantages à développer, dans le principe, la colonie où nous sommes établis, car nous y aurons moins de difficultés à surmonter de la part des indigènes. »* (Lettre du 20/6/1855)



Coll. SEHNC n° 42

Cet écrit, parmi d'autres, permet à Christophe Sand de conclure dans son ouvrage *Le temps d'avant* : « À *la fondation de Port-de-France, les premières sorties aux alentours de la presqu'île confirment le chiffre peu élevé de la population.* »

Cependant, l'ethnologue, chargée de recherche au CNRS, Dorothée Dussy rapporte que, selon un informateur kanak, c'était *« un lieu de pêche. Il y avait un village de pêcheurs. Ils étaient rattachés à Yahoué et troquaient ensemble. C'était le clan Vata, des Bwehi. Ils ont disparu avec les Européens. Et il y avait Nouville, cela appartenait à Kuindo. »* (2005) Ce témoignage atteste des liens existant, avant l'arrivée des Européens, entre les deux grandes chefferies qui se partageaient le sud de la Nouvelle-Calédonie : les Kambwas, appelés également Houassios ou Manangoes, localisés autour de Païta, et les Moraris ou Boularis, encore appelés Nen'Garas, implantés aux alentours du Mont-Dore. Au sein de celles-ci cohabitaient des clans installés sur le littoral ou à l'intérieur et dont le rôle politique et les liens dans l'organisation coutumière sont encore, de nos jours, objet de débats. L'ensemble de la population de cette région de la Nouvelle-Calédonie aurait comporté 4 000 personnes selon l'adjoint de Paddon, Ferdinand Knoblaugh (bien que, selon Christophe Sand, on ne sache quel crédit donner à cette estimation) et 1 200 personnes pour la seule chefferie Kambwa selon Jean Guiart (1963).

Ainsi, s'il est établi que la presqu'île a été habitée, il paraît peu probable que les colons aient cherché à minimiser la présence kanak au moment de leur installation. Par conséquent, soit les peuplements pré-européens ne furent pas des peuplements établis de façon durable, soit la zone a été dépeuplée en raison du choc épidémiologique consécutif aux premiers contacts avec les Européens, ou mais aussi en raison de guerres claniques. Il est également possible que le site de Nouméa n'ait été occupé que sporadiquement pour des activités « saisonnières, notamment liées à la pêche.

Après les opérations de pacification et les graves épidémies qui affectèrent le Sud-Ouest, notamment en 1860-1861, Jules Garnier dresse un tableau attristant des abords du chef-lieu : *« Aujourd'hui, autour de Nouméa, [...] il ne reste des Kanak qui ont jadis entrepris et mené à bonne fin ces travaux souvent considérables et très habilement construits* [tarodières] *que quelques misérables familles qui cultivent à peine autour de leur hutte un lambeau de terrain, dont les produits, souvent même, sont insuffisants pour les nourrir. »*

Tombeau de Titéma, dit « Watton », 1867,
album Robin de Greslan, coll. SANC

The first inhabitants of the peninsula and its surroundings

Several archaeological excavations were undertaken in the Noumea peninsula, which revealed the existence of various settlement areas before the arrival of the Europeans. Yet, in 1855, one year after the creation of the place, Governor du Bouzet confirmed the availability of the land, indicating that the first Melanesian tribe was a five-hour walk from Port-de-France. It is also possible that the site had been temporarily occupied for seasonal activities, such as fishing.

Port-de-France, avant tout un poste militaire (1854-1864)

À partir du 20 juin 1854, seuls les marins du *Prony* et quelques ouvriers d'artillerie commencent à édifier le premier établissement de Port-de-France, en l'occurrence, le fort Constantine.
Le gouverneur du Bouzet arrive, en janvier 1855, avec une compagnie d'infanterie de marine, la 33e, qui est remplacée par la 2e compagnie en octobre 1856. La garnison est alors forte d'un peu plus d'une centaine d'hommes pour vingt-sept civils qui viennent se réfugier au fortin en cas de nécessité. Il faut attendre 1857 pour qu'une compagnie supplémentaire, la 1re, vienne renforcer les troupes de Port-de-France, ainsi décrit par Émile Foucher, officier de marine en poste de 1855 à 1857 : *« Nouméa n'était pas alors une ville ; c'était un camp qui comprenait la butte Conneau, l'emplacement actuel des rues de l'Alma, de la République et de la rue Sébastopol jusque vers la place des Cocotiers. Le reste n'était qu'un marais. »*
Le gouverneur Jean-Marie Saisset, en provenance des EFO, arrive à Port-de-France en mai 1859, accompagné de son état-major, de vingt-cinq Tahitiens et d'une troisième compagnie d'infanterie de marine. Après le départ de nombreux « libérables » en Métropole, ces trois compagnies se retrouvent, en décembre 1859, réduites à environ soixante unités chacune, ce qui porte préjudice au maintien de l'ordre dans le nord de la Grande Terre où des révoltes se développent. À ces effectifs terrestres, il faut cependant ajouter les trois cents marins présents en permanence dans les eaux calédoniennes.

Tampon du bataillon du génie, fonds Kakou, coll. MDVN

« Nouméa en 1855 était bien peu de chose, c'était plutôt un camp qu'une ville…Les soldats de la garnison couchaient sous la tente et les officiers avaient comme logement de misérables bicoques construites à la hâte.» *Ferdinand Knoblaugh*

« Les premières années de l'occupation furent très pénibles ; en outre, des travaux excessifs et des expéditions continuelles, le bien-être matériel laissa beaucoup à désirer ; on était mal logé et jusqu'au milieu de l'année 1857, on ne vivait à terre qu'avec une ration de terre. On n'avait que très rarement de la viande fraîche et encore fallait-il aller abattre un bœuf à coups de carabine à 1 ou 2 milles de l'établissement et le dépecer sur place, sous un soleil ardent. On se figure ce que pouvait valoir pareille viande qui, cependant, paraissait un régal aux rationnaires. Le seul dédommagement était les légumes qu'on avait en abondance : chacun s'était fait un jardin.
En raison de toutes ces circonstances, M. le Gouverneur du Bouzet avait voulu, par une décision qu'il prit le 10 décembre 1857, perpétuer en Calédonie le souvenir des services rendus. Laissant à ses successeurs à dénommer la plupart des rues portées sur le plan de la ville, sur lequel elles ne portent pas encore de noms, même aujourd'hui, il donna à un certain nombre de rues de Port-de-France les noms des officiers et employés en Calédonie pendant les années 1855, 1856 et 1857. […] Bien que cette décision, soumise au département, n'ait pas été rapportée, ces noms des premiers pionniers ne figurent plus sur le plan actuel de Port-de-France ; ils ont été remplacés par un arrêté pris en 1859. Les rues portent les noms de nos brillants faits d'armes de Crimée et d'Italie. » Extrait des « Trois moineaux, coup d'œil rétrospectif sur les premières années de la Nouvelle-Calédonie, 1855, 1856 et 1857 »

Campement de l'armée en attendant la construction d'une caserne, 1873-1874, album Hughan, coll. SANC

Port-de-France, primarily a military post (1854-1864)

As of June 20, 1854, only the Prony marine artillery and some workers were part of the first settlement, named Fort Constantine, in Port-de-France. The garrison sheltered about a hundred men for only twenty-seven civilians who sought refuge at the fort. The early years of the occupation of the land were very painful, and in addition, excessive work and continual expeditions, the material well-being left much to be desired and the town was poorly housed until 1857.

Les pionniers de Port-de-France (1856-1864)

Gratien Brun (1835-1891), coll. SAVN

Après avoir quitté ses Basses-Alpes natales pour le Mexique puis l'Australie, Gratien Brun arrive en Nouvelle-Calédonie vers 1855 sur l'un des bateaux de James Paddon. Prospecteur dans un premier temps à Houaïlou, il vient s'installer à Nouméa où il est boulanger, puis entrepreneur de charrois et fabricant de chaux. Membre du conseil municipal à l'époque du gouverneur Olry, il se lance dans l'élevage où il fait fortune en devenant l'un des plus grands propriétaires de Nouvelle-Calédonie.

Dabord simple port militaire, Port-de-France s'ouvre à la colonisation libre en 1856. Les modalités de concession de terre sont fixées par l'arrêté du 5 mai de la même année qui instaure également le cadastre, premier service mis en place dans la colonie.

Quelques jours plus tard, est organisée la première mise en vente de lots de ville. Dans un premier temps, ceux-ci ne sont pas accessibles aux militaires et aux fonctionnaires. Il faut attendre l'arrêté du 1er octobre 1859 pour que ces derniers puissent en bénéficier.

En 1856, Port-de-France compte 23 civils pour une centaine de soldats. Dix-huit mois plus tard, sur les 90 résidents européens ou chinois que compte alors la colonie, le commandant Testard constate la présence d'une soixantaine de colons établis, avec leurs familles, autour du chef-lieu. Mais c'est réellement à partir de 1858 que leur présence s'étoffe. Ainsi, en janvier 1860, on peut compter 359 civils établis en Nouvelle-Calédonie, auxquels il faut rajouter 32 fonctionnaires principalement implantés dans le chef-lieu.

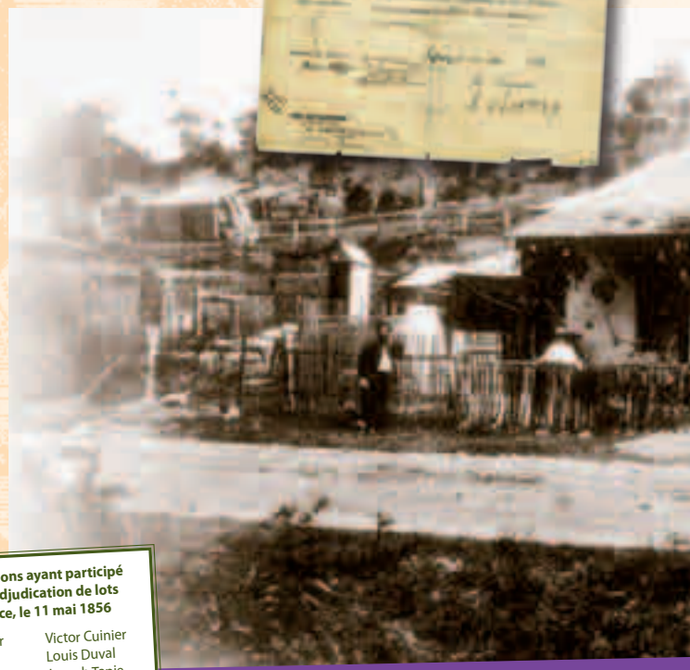
Quant au cadastre, il va rester sous contrôle militaire jusqu'à ce que l'arrêté du 22 avril 1867 le transforme en service topographique de Nouvelle-Calédonie.

Marie-Louise Lhuillier (1895-2008)
coll. Janine Lavallée

Il semble que sur les 25 colons ayant participé à l'adjudication de lots en mai 1856, seuls 9 d'entre eux (en rouge) se soient définitivement installés en Nouvelle-Calédonie. En sus de ces premiers propriétaires, vit déjà au chef-lieu le maréchal-ferrant Théodore Lhuillier, soldat congédié, qui fut le grand-père de la première centenaire calédonienne, Marie-Louise Lhuillier.

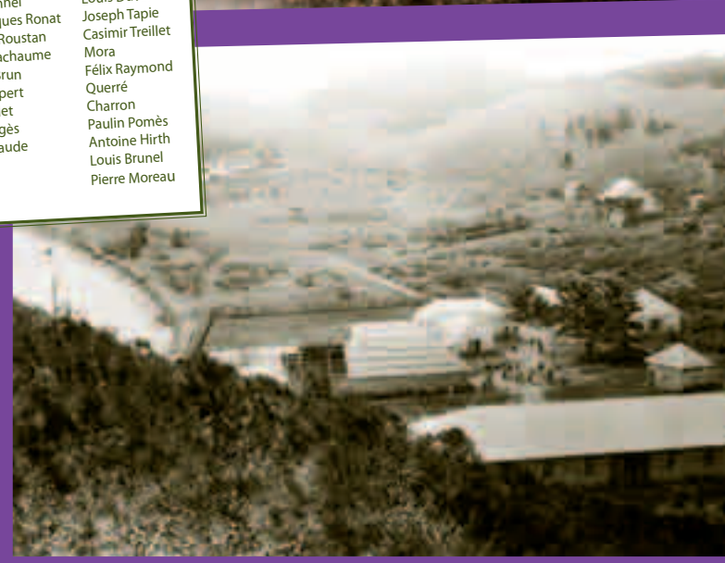
Passeport Metzger,
coll. Cœcilia Brun

À Nouméa en 1869,
album Robin de Greslan,
coll. SANC



Liste des 25 colons ayant participé à la première adjudication de lots à Port-de-France, le 11 mai 1856

Edmond Bernier
Pierre Cannel
Jean-Jacques Ronat
Auguste Roustan
Calixte Lachaume
Gratien Brun
Pierre Expert
Félix Collet
Jean Vergès
Émile Claude Monet
Virel
Vuillet
Victor Cuinier
Louis Duval
Joseph Tapie
Casimir Treillet
Mora
Félix Raymond Querré
Charron
Paulin Pomès
Antoine Hirth
Louis Brunel
Pierre Moreau



Vue de l'orphelinat et du dépôt des indigènes, photo Hughan, coll. SANC

The pioneers of Port-de-France (1856-1864)

Port-de-France opened to free settlement in 1856. The procedures for grant of land were set by the decree of May, 5th of that year and also introduced the first cadastre.

However, the sale of pieces of land was not accessible to military and government officials until the Order of the 1st of October, 1859. It is actually in 1858 that the number of civilians began to grow. In January 1860, they were 359 to be established in New Caledonia, in addition of 32 government staff, mainly located in the main town.

Une cohabitation souvent difficile entre civils et militaires (1856-1864)

Les premiers colons accusent les militaires d'être responsables de l'état léthargique de la colonie. Ils souhaitent que la terre soit plus accessible et aimeraient pouvoir disposer d'une liberté d'action complète, sans être gênés par des règlements ou des formalités sans cesse modifiés. Ils auraient préféré une administration civile aux mains de fonctionnaires compétents, plutôt que l'armée qu'ils estiment incapable d'assurer le développement économique de la colonie.

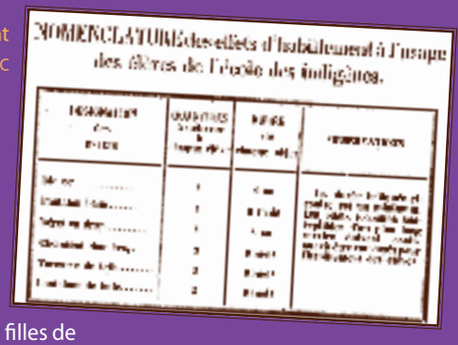
L'autorité coloniale, en revanche, impute les débuts laborieux de la présence française à la médiocrité du colonat, de plus trop souvent d'origine étrangère. La lettre du 20 avril 1863 écrite par le gouverneur Guillain au ministre de la marine et des colonies en témoigne : *« On s'est préoccupé de la population cosmopolite peu recommandable qui se rassemble ici de tous les coins du globe. Les bâtiments militaires sont réunis en une position isolée dominante, les diverses pièces de fortification sont fermées à la gorge et tiennent en respect tous les points de la ville. »*

Valérie Peccard (assise à gauche), « orpheline de l'impératrice », et sa famille, coll. Cornet

Comme ses prédécesseurs, le gouverneur aurait sans doute préféré accueillir des familles françaises d'origine paysanne, mais il doit *« composer avec une population toute différente, essentiellement masculine, flottante et nomade, très souvent désargentée, […]* [qu'ils] *jugeaient peu persévérante, instable voire tarée »*. (Dussy, 2005)

Le départ pour les colonies fut essentiellement une affaire d'hommes en raison des périls encourus et des conditions de vie précaires. Le manque de femmes est un réel problème. Aussi le gouverneur Guillain fait-il venir, pour épouser les colons célibataires, quarante jeunes filles qui arrivent par deux convois : dix par le *Fulton*, le 22 septembre 1863, puis trente par l'*Isis*, le 9 février 1864. Dotées par l'impératrice Eugénie, elles sont nommées « orphelines de l'impératrice ». Selon l'historienne Claude Cornet (1998), *« l'arrivée de ces jeunes Parisiennes fait largement augmenter le nombre de naissances, notamment à Nouméa : de vingt-deux en 1863, elles passent à cinquante-sept en 1865. »*

Les premières écoles



NOMENCLATURE des effets d'habillement à l'usage des élèves de l'école des indigènes.

Liste des effets d'habillement pour l'école des indigènes en 1863, coll. SANC

L'arrivée des premières familles européennes et l'apparition des premiers jeunes métis, souvent abandonnés, obligent le commandant particulier à créer, en janvier 1859, une école primaire dont la direction est confiée à un sous-officier d'infanterie. Le 24 mai de la même année, le frère Germanique y est nommé en qualité de maître d'école. Les premiers locaux scolaires spécifiques, édifiés entre le fort Constantine et l'église Sainte-Clotilde, sont ceux du père Frémont, curé de Port-de-France, qui *« recense cinq Français, deux Anglais et neuf autochtones »* comme premiers élèves. Un nouveau local est édifié dans les jardins de la cure, qui permet d'accueillir des soldats pour les cours du soir. La rétribution allouée à l'instituteur correspond alors à la moitié du salaire d'un terrassier. Une décision, toujours de 1859, officialise l'école des filles de La Conception, dirigée par sœur Marie de la Paix ; l'établissement servira de pensionnat à de nombreuses jeunes filles de Nouméa.

En 1862, à Port-de-France, est ouverte la première école primaire privée *« pour les enfants de sexe féminin »,* tenue par Marguerite Pascal, *« institutrice pourvue du brevet de capacité pour l'enseignement primaire, obtenu à Toulouse en 1854. » Moniteur Impérial*

Dès son arrivée, le gouverneur Guillain décide d'ouvrir, le 26 juillet 1862, une école indigène dans l'ancien camp de la compagnie disciplinaire, à la Baie-des-Pêcheurs. La direction est assurée par le père Bertrand, assisté d'un surveillant européen et de deux indigènes. Les fils de chef sont alors prioritaires. En 1863, quarante places sont offertes dans cette école qui est composée de deux sections : les élèves interprètes et les apprentis ouvriers. Ces derniers sont formés par deux ouvriers militaires, dans les ateliers de la direction de l'artillerie, aux métiers de charpentier, de menuisier, de forgeron et de maçon. Un arrêté en date du 15 octobre 1863, qui restera largement lettre morte, constitue le premier règlement de l'instruction publique dans la colonie. En avril 1866, l'école indigène ferme ses portes pour cause de restrictions budgétaires.

Quite a difficult cohabitation between civilians and military (1856-1864)

The new settlers would have preferred a civil administration to be in the hands of competent government officials, rather than the army that they felt unable to cope with the economic development of the colony. Moreover, the lack of women was a real problem. Therefore, Governor Guillain sent forty girls to marry the settlers. The arrival of the first European families and the birth of metis youth, often abandoned, urged the creation, in January 1859, of the first primary school.

Des colons « libres » venus grâce au bagne (1864-1890)

Coll. MDVN

De 1864 à 1890, la présence de l'Administration pénitentiaire, entraînant une immigration presque exclusivement européenne, fait tripler la population du chef-lieu. Bien que la majeure partie de celle-ci soit constituée de condamnés, c'est aussi à Nouméa que vit la moitié des personnes dites « libres » en Nouvelle-Calédonie.

Ainsi le recensement de 1887 permet-il de constater que 42 % des 5 202 « libres » du chef-lieu sont des fonctionnaires ou des hommes de troupe, et que la moitié d'entre eux est là au titre de l'Administration pénitentiaire (1 204 sur 2 083). L'encadrement pénal, familles comprises, représente le quart de la population libre de la ville. Sur l'ensemble des actifs non pénaux de la ville, 2 % sont des commerçants, dont les artisans sont, de loin, les plus nombreux. Ainsi compte-t-on à Nouméa, en 1887, treize boulangers, charcutiers et mécaniciens, huit ferblantiers et charrons, cinq forgerons. Cette prédominance des artisans s'explique par le fait que c'est dans la capitale que se fixent ou finissent par se fixer la plupart des immigrants.

En revanche, les professions libérales restent en nombre restreint, car la Nouvelle-Calédonie n'est pas une destination attractive pour des gens qualifiés. Mais, comme l'évoquent les journaux de l'époque, cette population n'est pas exempte de chômeurs, d'autant qu'un homme libre ne saurait effectuer un travail de bagnard ou de libéré, par crainte de la déchéance qui résulterait du contact avec l'élément pénal.

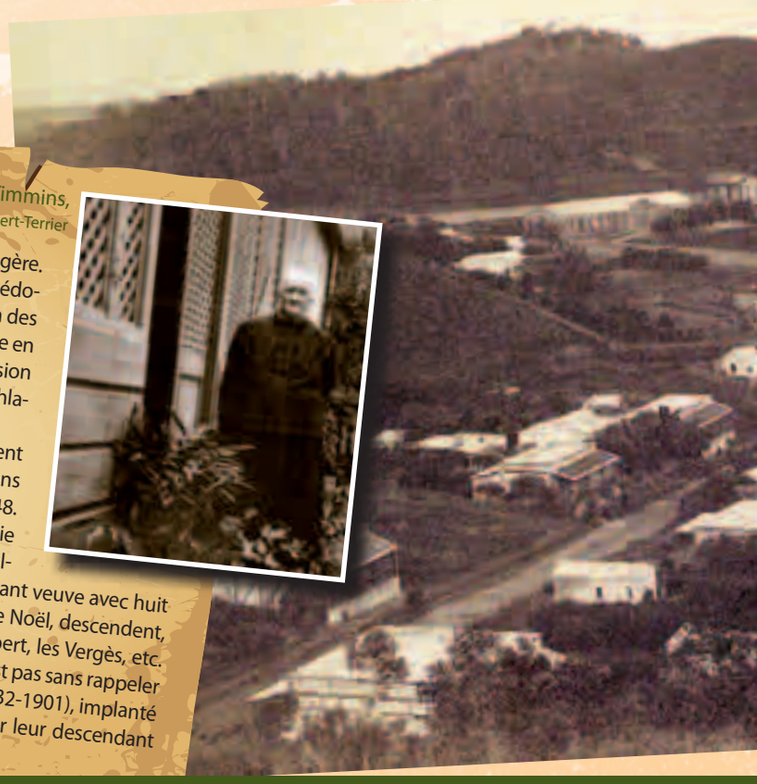
Les colons anglo-saxons

Au sein des colons arrivés librement existe une importante communauté anglo-saxonne et étrangère. Au recensement du 30 juin 1866, elle représente 19 % des colons libres installés en Nouvelle-Calédonie. Entre 1879 et 1883, le pays accueille 751 nouveaux colons, dont 182 venant d'Australie. À la fin des années 1880, on assiste à une reprise des initiatives françaises pour limiter l'influence anglo-saxonne en Océanie, renforcée par l'arrêté du 19 octobre 1885 qui écarte les étrangers du bénéfice de la concession gratuite. Malgré ces dispositions, non seulement l'anglais est utilisé pour le commerce, mais le bichlamar *(pidgin english)* l'est également pour traiter avec les indigènes.

Ann Jane Timmins, dite Jenny, est une représentante assez typique de ces Anglo-Saxons qui peuplèrent la Nouvelle-Calédonie au début de la colonisation. Sa mère, Ann Reilly, tout d'abord mariée à Stephens Timmins a quitté le comté de Clare, en Irlande, au moment de la grande famine des années 1845-1848. Veuve, elle épouse en 1868 à Sydney William Ambrose et tous deux émigrent en Nouvelle-Calédonie à l'appel de James Paddon. Ann Jane, qui est née en 1849 à Sydney, épouse à Nouméa en 1866 un soldat français démobilisé sur place, Pierre Soulard, qui décède prématurément le 8 février 1886, la laissant veuve avec huit enfants à élever. De cette nombreuse postérité, qui a longtemps conservé la tradition du pudding de Noël, descendent, mis à part les Soulard, de nombreuses familles calédoniennes comme les Terrier, les Cormier, les Fulbert, les Vergès, etc. Ann Jane, qui a toute sa vie très mal maîtrisé le français, est décédée à Nouméa en 1933. Sa destinée n'est pas sans rappeler celle d'une autre Irlandaise, Annie Casey (1844-1928), épouse du soldat démobilisé Jean Creugnet (1832-1901), implanté à Boulouparis. L'histoire de leur famille a fait l'objet d'une série de romans biographiques rédigés par leur descendant Jean-Marie Creugnet.

Ann Jane Timmins, coll. Fulbert-Terrier

Vue de la Vallée-du-Génie, coll. ANOM



" Free" settlers from the Penitentiary (1864-1890)

From 1864 to 1890, the presence of the Prison, leading almost exclusively European immigration, tripled the population of the town. Although most of it was made up of convicts, it is also in Noumea that most of the "free" settlers used to live. The Prison guards and their families represented a quarter of the free population of the city. On all non-criminal workers of the town, 2 % were traders and artisans were, by far, the most numerous. Among newly arrived settlers, there were also a large number of Anglo-Saxons and other foreigners.

Une société très cloisonnée

(1864-1890)

La population nouméenne de la fin du XIX[e] siècle est à la fois très fragmentée et ethniquement hiérarchisée. Si, au sein de la société européenne dite « libre », chacun se connaît, les clivages n'en sont pas moins présents. Ceux-ci peuvent être d'ordre politique, sociologique, mais sont principalement dus à l'origine des immigrants, français, anglo-saxon ou bourbonnais, ces derniers ayant la *« réputation d'être nonchalants, mais surtout un peu trop colorés »*.

À Nouméa, comme dans l'intérieur, les hommes libres sont confrontés au manque de femmes ; en 1891, elles ne représentent que 36 % de la population libre totale. Aussi nombre de Nouméens vont-ils chercher une épouse en Australie. En brousse, les colons ont des « concubines indigènes » qui sont à l'origine d'un important métissage, considéré, à Nouméa, comme une véritable régression sociale.

Cependant, l'opposition essentielle demeure celle qui concerne les colons d'origine pénale et les colons d'origine libre, l'accès de la ville aux Kanak restant encore très limité. Suite aux révoltes, la présence de ces derniers est en effet strictement réglementée et la méfiance, de mise. Ainsi, lors de la révolte de 1878, les cent trente engagés kanak de Nouméa sont immédiatement internés au bagne de l'île Nou (Lemire, 1884). De plus, une série d'arrêtés les contraint à venir *« décemment habillés »* en ville, leur interdit les réunions et leur impose la justification d'un contrat de travail. Cette dernière obligation est maintenue jusqu'en 1946.

Les Kanak sont donc peu nombreux à Nouméa en ces années-là et la main-d'œuvre océanienne est principalement représentée par les Néo-Hébridais. Ceux-ci sont employés tant sur les chantiers que comme domestiques chez les colons ou au service des commerçants et des artisans.

Comme à la première Vallée-du-Tir, sont construites à la Vallée-du-Génie les maisons destinées à des fonctionnaires du bagne.

Place du marché, coll. MVDN

Sur la place des Cocotiers, coll. MVDN

A very compartmentalized society (1864-1890)

During this period, the opposition remained essential between settlers and criminal settlers, whereas the access of Kanak people to the city was still very limited. Following the riots, the presence of the latter was indeed strictly regulated. A series of decrees compelled them to come «decently dressed» in town, their meetings were banned and they were imposed the justification of an employment contract. This obligation remained until 1946.

Les premières écoles confiées aux congrégations religieuses (1864-1890)

École des sœurs, album archevêché, coll. SANC

En 1864, une école communale pour les garçons et les filles est confiée aux sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny par l'Administration. Il faut attendre le 30 septembre 1873 pour que l'Administration locale fasse appel aux frères maristes. Ils prennent la direction de la nouvelle école des garçons, installée dans un premier temps rue Mogador (actuelle rue du Docteur-Le Scour). Une première tentative d'enseignement secondaire, autorisée par une décision du 15 septembre 1874, est effectuée par le père Fraysse. Les élèves ne furent jamais bien nombreux et l'expérience ne dura que trois ou quatre ans.

En France, les lois dites « Ferry » rendent l'école primaire gratuite en 1881, obligatoire et laïque en 1882. Or, en Nouvelle-Calédonie, le conseil municipal de Nouméa vote la laïcisation de l'école dès le 13 août 1880, soit deux ans avant la Métropole. Les enseignants religieux des écoles communales doivent céder leur place à des laïcs. Aussi, en 1882, l'Administration invite-t-elle les sœurs à libérer le local qu'elles occupaient. En conséquence, celles-ci fondent, en 1883, une école libre située à l'angle de la rue de Salonique et du boulevard Vauban. Quant aux frères maristes, ils doivent quitter l'école communale dont la direction est désormais assurée par Frédéric Surleau. En 1889, ils ouvrent l'école Saint-Joachim, en centre-ville.

Un comité des écoles libres s'organise, sous la direction de Mgr Fraysse, pour trouver les ressources nécessaires à l'entretien des écoles catholiques. Pendant quatre ans, les souscriptions au comité permettent de faire face aux dépenses. Mais, en 1887, ces dernières deviennent lourdes, aussi est-il décidé de rendre l'école payante. Outre les dons et le secours de la charité privée, les frères et les sœurs doivent désormais compter sur l'apport financier des inscriptions.

École des garçons, album archevêché, coll. SANC

Au rez-de-chaussée se trouvaient quatre classes et un grand parloir, à l'étage, les appartements des frères.

École Saint-Joachim, album archevêché, coll. SANC

The first religious schools (1864-1890)

In 1864, a public school for boys and girls was entrusted, by the Administration, to the Sisters of St. Joseph of Cluny. In September 30th, 1873, the local Government availed itself of the Marist Brothers. The Noumea City Council voted the secularization of the school in August 13, 1880, two years before the Metropolis. The religious teachers of municipal schools then had to give their place to the laity.

Les premières écoles non catholiques (1864-1897)

Portrait de Frédéric Surleau, coll. SAVN

Très tôt, on constate dans la bourgade l'ouverture d'écoles privées, souvent éphémères, comme celles de Mme Pénaud (1872) et de Frédéric Surleau (1873). Cette dernière ferme un an plus tard, consécutivement à l'évasion d'Henri Rochefort qui est attribuée à la loge maçonnique à laquelle appartient Frédéric Surleau. Ce dernier est alors renvoyé en France par le gouverneur Gaultier de la Richerie.

En 1877, Pierre Russier et sa femme, Suzanne, arrivent en Nouvelle-Calédonie. Sur les instances du pasteur Charbonniaud et de Jean-Baptiste Dézarnaulds, Suzanne Russier ouvre l'année suivante une école privée pour les filles, boulevard Vauban. Déplacée rue de Sébastopol, celle-ci devient, en 1882, l'école communale des filles, qui sera transférée, en 1891, place des Cocotiers (emplacement actuel de l'hôtel de ville) sur un terre-plein précédemment occupé par les ateliers municipaux. La construction de l'école débute en 1889 et, à la rentrée de février 1891, 165 fillettes sont regroupées au sein de sept classes.

Pour les garçons, en 1882, lors de la laïcisation, Frédéric Surleau prend la direction de l'école communale dans les locaux initialement alloués aux frères maristes. La période est marquée par la très violente rivalité opposant les écoles laïques et aux écoles confessionnelles.

Mis à part les écoles communales, dans les années 1880, s'ouvrent les cours privés d'Anne Pongi, à l'île Nou et de Mme Beaugnieux, à Ducos.

Sur un terrain offert en 1872 à la ville par Joseph Aubertin, est inaugurée le 1er mars 1893 à la Vallée-des-Colons, la première école communale située hors du centre-ville.

En 1922, l'établissement prend le nom de Frédéric Surleau, qui a consacré quarante-sept années de sa vie à l'enseignement. En tant que chargé de l'inspection des écoles de la colonie, celui-ci a très fortement contribué à l'organisation et à la régulation de l'école primaire. Les bâtiments seront démolis pour être reconstruits en dur en 1973.

École des garçons, coll. MVDN

École de la Vallée-des-Colons, coll. MVDN

L'école Suzanne Russier en 1964, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

L'école reçoit le nom de Suzanne Russier en 1910. Elle est transférée à la Vallée-du-Génie en 1968, sous la direction de Josette Frogier, dans des bâtiments conçus par l'architecte Yves Cormier. L'ancienne école, quant à elle, est totalement rasée pour permettre la construction de l'actuelle mairie de Nouméa.

Baptisée « école Élise Noëllat », du nom d'une de ses directrices, elle est désaffectée en 1987 et mise à la disposition de différentes associations. Vestige parfaitement conservé de la première génération des écoles de la ville, elle a été classée, en 2011, monument historique.

The first non-catholic schools (1864-1897)

In 1878, Suzanne Russier opened a private school for girls, which was first located on the Vauban Boulevard. For boys, in 1882, Frederic Surleau became head of the local school in premises originally allocated to the Marist Brothers. This period was marked by very violent rivalry between the secular and the religious schools. In 1893, in the Valley-of-Settlers, the first public school located away from the center was inaugurated.

La presqu'île des forçats
(1864-1897)

Au recensement de 1891, on peut observer que l'essentiel des condamnés est regroupé dans la région de Nouméa. En effet, si l'on ajoute les 1 184 transportés présents à l'île Nou, à Nouméa et à Ducos aux 689 transportés de Montravel et aux 267 relégués de l'îlot Brun (235) et de Ducos (32), les condamnés (2 140) représentent 24,4 % de la population de Nouméa (8 767) , soit le quart de celle-ci.

Les transportés sont principalement cantonnés à l'île Nou. Mais la vie de la cité est rythmée par leurs déplacements, comme le rappelle Charles Godey (1887), chef du service des Ponts et Chaussées à la fin des années 1870 : *« Tous les matins vers 6 heures, et quel que soit l'endroit de Nouméa que l'on habite, on est réveillé par le bruit d'une multitude de pas rien moins que cadencés qui, d'abord éloignés, s'approchent et s'éloignent de nouveau. Ce sont les forçats, qui débouchent à la fois des trois routes qui mènent à Nouméa, pendant que d'autres débarquent sur le quai qui fait face à l'île Nou. Sur chacune de ces routes se trouve un camp de transportés. De ces troupes de forçats se détachent, en arrivant devant les maisons où ils sont employés, ceux autorisés à servir chez les fonctionnaires ou officiers, soit comme domestiques, cuisiniers ou jardiniers, soit comme écrivains ou aides quelconques. On donne à ces auxiliaires le nom de garçons de famille. Leur salaire est de 6 fr par mois, payables à la caisse de la transportation. »*

Équipes de forçats allant au travail, album maire de Nancy, fonds Serge Kakou coll. SANC

Assignés cuisiniers, extrait de Le Bagne de Carol, coll. SANV

« Dans presque chaque maison de quelque importance, à Nouméa et aussi dans la brousse, il y a un, deux, trois, quatre forçats. Ils sont logés et payés par des particuliers. Ils portent le costume de l'ordre et sont toujours rasés de frais. Mais ils ne mettent jamais les pieds à l'île Nou. Ils sont dits assignés. [...] Un assigné est toujours un homme de prix, ayant un fil à la patte : on se l'attache facilement pour la durée du fil. Un condamné « à perpète » est généralement un trésor pour une maison. » Marc Le Goupils (1907)

Village de libérés aux environs de Nouméa, coll. MDVN

The peninsula of convicts (1864-1897)

In the 1891 census, the convicts (2,140 people) represented about the quarter of the population of Noumea. They were mainly confined on Nou island whereas others were employed in almost every house of any importance. In Noumea and also the bush, there were up to four convicts to be housed and paid by individuals.

Les relégués et les libérés, des parias nécessaires

Ilot Brun, coll. MVDN

Ces deux catégories sont traitées en parias et les surnoms qu'on leur donne, rapportés par le linguiste J.Y. Hollyman : « pièces du Chili » (réputées sans aucune valeur) pour les relégués et « liboches » pour les libérés, dénotent le mépris dont ils sont l'objet.

C'est la loi du 27 mai 1885 qui établit la relégation pour les multi récidivistes de délits mineurs. Le règlement d'administration du 26 novembre de la même année distingue la relégation individuelle de la relégation collective. La relégation individuelle (180 en 1892) est une faveur accordée à ceux qui sont reconnus aptes à recevoir des concessions de terre ou à exercer des métiers. Ils négocient eux-mêmes leurs salaires. Les relégués collectifs (5 617 en 1892) sont, quant à eux, réunis dans des établissements où l'Administration pourvoit à leur subsistance. Ils sont employés à des travaux de culture, de mine, de forêt, groupés dans des ateliers, ou encore utilisés sur des chantiers de travaux publics, notamment à Nouméa où ils sont internés le soir à l'îlot Brun et à Ducos. Ils sont déjà, pour la plupart d'entre eux, relativement âgés lorsqu'ils arrivent en Nouvelle-Calédonie et ont rapidement acquis une réputation détestable, comme l'évoque une notice de 1887 : « *Le récidiviste est mal préparé à la vie coloniale ; sauf de rares exceptions, ce paresseux, ce vagabond n'a appris, dans les prisons où il a passé une grande partie de son existence, que des métiers tout à fait inutilisables aux colonies : délisser ou trier des chiffons, casser des noix, découper des boutons, confectionner des chaussons, tresser des paniers, fabriquer des galoches, des cannes et des balais. On peut affirmer qu'il n'existe pas, au départ de France, plus de 5 % d'ouvriers pouvant être sérieusement utilisés au moment de leur arrivée dans les colonies pénitentiaires.* »

« Les condamnés ? Vous êtes au milieu d'eux. En voici un qui va vous porter vos bagages, moyennant l'honnête pourboire. Tout à l'heure, à l'hôtel, au café, chez le coiffeur, aux bains, vous serez servi par la même engeance. Dès demain, vous pourrez entrer en relations commerciales avec des transportés concessionnaires ou avec des relégués ayant boutique sur rue. Chez beaucoup de particuliers, chez tous les fonctionnaires, dans le palais du gouverneur, dans les villes et dans les bourgades, à la campagne, dans les usines, dans les centres de colonisation les plus peuplés, dans les coins de brousse les plus solitaires, vous vous frotterez à l'élément pénal. » Jean Carol (1903)

Camp de relégués à Ducos, album Feillet, fonds Kakou, coll. SANC

Les libérés

À l'expiration de leur peine, les condamnés deviennent des « libérés ». Mais la plupart sont astreints à l'exil à vie en Nouvelle-Calédonie. Si certains obtiennent une concession ou retrouvent un statut dans la société, nombre d'entre eux errent sur les routes à la recherche d'un emploi. « *Avant le 15 septembre 1883, les libérés, à l'expiration de leur peine, étaient déposés à la presqu'île Ducos ou dirigés vers une localité de leur choix. En principe, le séjour à Nouméa leur était interdit ; mais alors, comme aujourd'hui, ils obtenaient facilement la permission d'y résider. J'ai visité plusieurs fois le refuge des libérés à la presqu'île et écouté leur plainte : ce que j'ai vu et entendu est navrant. Pour avoir droit à la ration du condamné en cours de peine, il fallait travailler. Rien n'aurait été plus juste, si l'on avait du travail à leur donner. Que de vols, de crimes, d'actions mauvaises ont été médités ou consommés dans ce déplorable asile, et dont la faim souvent précipita le dénouement ! [...] Depuis le 15 septembre 1883, la presqu'île Ducos ne reçoit plus que les libérés hospitalisés, asilés pour cause de vieillesse ou d'infirmités, préventionnaires ou prisonniers.* » Paul Cordeil (1885)

« À sa sortie du bagne, le condamné qui n'a point obtenu la faveur exceptionnelle d'une concession ou de l'assignation est, sans transition, lancé dans la vie libre ou plutôt jeté sur le pavé de Nouméa, revêtu de son costume de galérien dont l'Administration lui fait généreusement cadeau. Il n'a en général pas un sou vaillant en poche. [...] Comme le séjour de Nouméa lui est généralement interdit, dès que la grille du pénitencier lui est ouverte, commence à travers l'île sa vie inquiète et vagabonde. » Ludovic Beauchet (1898)

The relegated and released convicts

The law of May 27th, 1885 established relegation for multi recidivists of minor offenses. Individual relegation (180 people in 1892) was a favor granted to those who were able to receive grants of land or to work with a wage. Collective relegation (5,617 people in 1892) enabled the convicts to be employed in agriculture, mining, forestry, workshops, or used on public works projects.

« L'exilé partout est seul
Ces arbres sont beaux, ces fleurs sont belles ;
Mais ce ne sont point les fleurs ni les arbres
de mon pays : ils ne me disent rien. [...]
Il n'y a d'amis, d'épouses, de pères et
de frères que dans la patrie.
L'exilé partout est seul. »

Ces quelques vers sont signés d'Eugène Mourot (1848-1920). Celui-ci est d'abord exilé à l'île des Pins où il réalise le premier journal de la déportation, Le Raseur Calédonien. Sans doute jugé trop gênant par l'Administration, il est autorisé à s'établir comme commerçant à Nouméa, en 1877. Gracié le 5 juin 1879, Eugène Mourot reste à Nouméa et est élu, le 18 juillet 1880, conseiller municipal. Il participe au lancement de nombreux journaux où s'expriment ses convictions anticléricales, en toute logique puisqu'il est par ailleurs vice-président de l'Union démocratique de propagande anticléricale. Il quitte la Nouvelle-Calédonie en juin 1886.

Carte des lieux de déportation à Nouméa, 1876, extrait de *La notice de la déportation*, coll. SANC

La case de Mourot à Ducos,
album du déporté Fougeret, coll. SANC

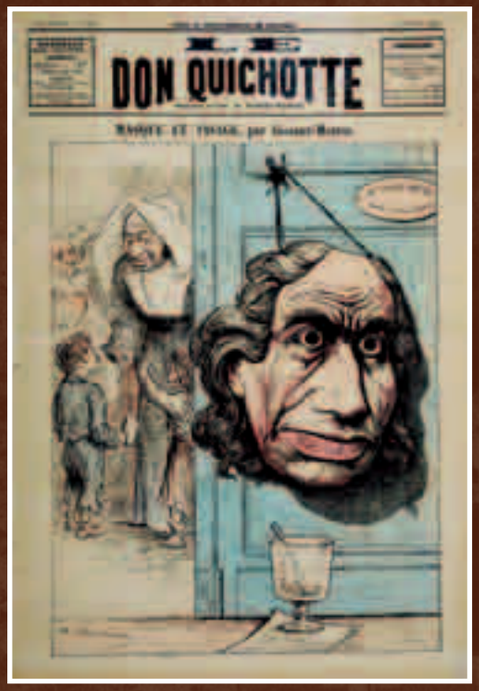
Nouméa à l'heure de la déportation des

Après la révolte de la Commune de Paris, la Nouvelle-Calédonie est choisie comme lieu de déportation. Près de 4 200 déportés, dont 24 femmes, arrivent dans la rade de Nouméa, à partir de septembre 1872. Le premier convoi, celui de la *Danaé,* sera suivi de dix-neuf autres. La grande majorité des communards subit la peine de « déportation simple » et ne fera que transiter par la capitale avant d'être dirigée vers l'île des Pins. Les « déportés en enceinte fortifiée », au nombre d'environ 900, résideront dans les baies de Numbo et de Tindu, sur la presqu'île de Ducos. Quant aux condamnés aux travaux forcés, ils côtoieront les forçats de droit commun à l'île Nou.

Campement des déportés à Ducos, album Hughan, coll. SANC

Les femmes de déportés, qui se retrouvent sans ressources, principalement celles résidant à Paris, peuvent solliciter auprès du ministère un passage gratuit pour rejoindre leur époux déporté à « la Nouvelle ». C'est ainsi qu'en 1873 un grand nombre de femmes et d'enfants arrivent par le *Fénelon*. Peu à peu Nouméa va devenir le lieu de résidence et de travail des déportés, qui par leur métier et leurs revenus peuvent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Leur nombre augmente, régulièrement, pour atteindre, début 1874, plusieurs centaines. Ils sont commerçants, employés de l'administration, artisans, restaurateurs…

L'arrivée dans la colonie d'un si grand nombre de déportés, auxquels s'ajoutent les surveillants militaires, favorise l'installation des gros commerces, des hommes d'affaires et des professions libérales. Après l'évasion de Rochefort, les conditions de résidence à Nouméa sont rigoureusement



« Ceux qui avaient passé cinq ans à la presqu'île Ducos pouvaient, s'ils avaient un état qui pût les nourrir, aller à Nouméa à condition que l'administration ne leur donnât plus ni vivres, ni vêtements.[...] Ayant mes diplômes d'institutrice, j'eus d'abord comme élèves les enfants des déportés de Nouméa, avec quelques autres de la ville, puis M. Simon, maire de Nouméa, me confia pour le chant et le dessin les écoles de filles de la ville ; j'avais en outre, de midi à deux heures et dans la soirée, un assez grand nombre de leçons en ville.

Le dimanche, du matin au soir, ma case était pleine de Canaques apprenant de tout leur coeur à condition que les méthodes fussent mouvementées et très simples. [...]

Leur montrer à lire est pour eux un bienfait qui efface toutes les exactions. À Nouméa je trouvai le bon vieux Étienne, l'un des condamnés à mort de Marseille commués à la déportation, M. Malato père, pour lequel le maire, M. Simon, avait une grande vénération, et au comptoir colonial l'un de nos marins de la Commune, l'enseigne de vaisseau Cogniet, madame Orlawska qui fut pour nous comme une mère, Victorine ayant sous sa direction les bains de Nouméa et nous en offrant tant que nous voulions. Là-bas, on fraternisait largement. »

La caricature du portrait de Louise Michel dans *Don Quichotte*, 1896, coll. MVDN

Noumea at the time of the deportation of the Communards (1872-1881)

After the Commune of Paris, New Caledonia was chosen as a place of deportation. Nearly 4,200 prisoners, including 24 women, arrived in the harbor of Noumea, from September 1872. The first convoy, on board the Danae ship, was followed by nineteen others. The vast majority of Communards suffered the penalty of «simple deportation» and only passed through the capital before being sent to the Isle of Pines.

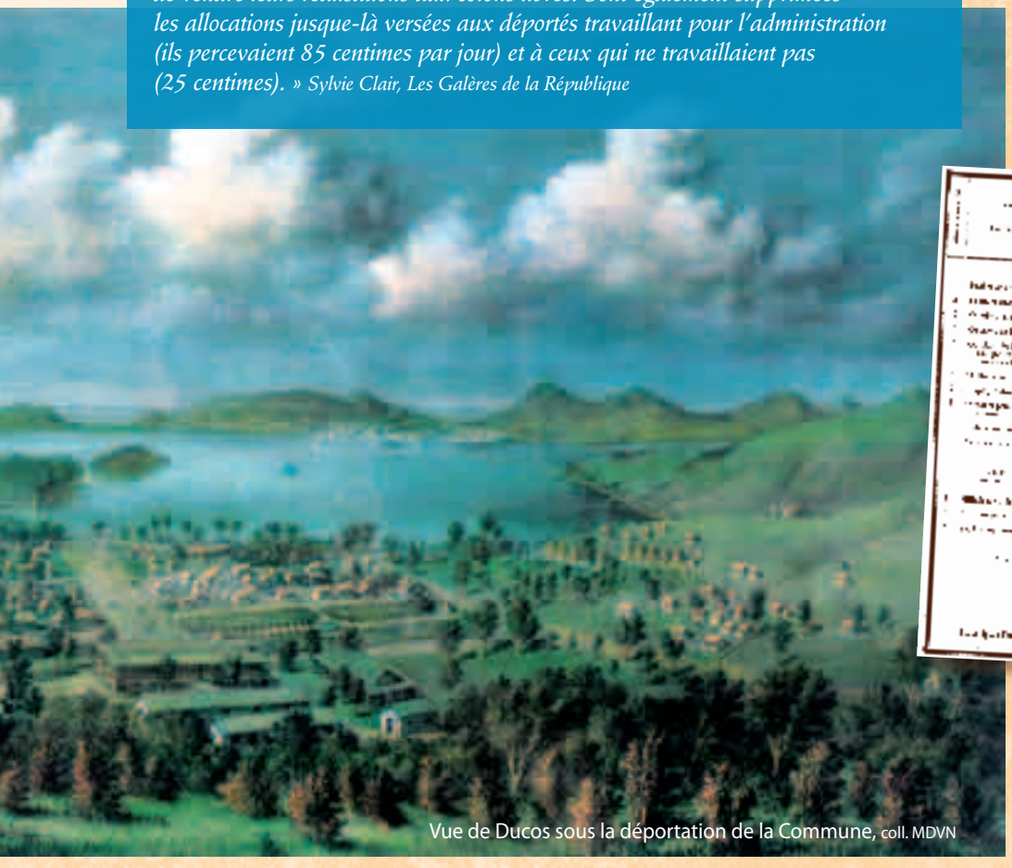
communards (1872-1881)

réglementées. Le cas de chaque déporté ayant obtenu sa résidence sur la Grande Terre est examiné et un grand nombre d'entre eux, considérés comme *« ayant démérité »*, sont renvoyés à l'île des Pins. À Ducos, les femmes déportées qui étaient logées à Numbo dans des paillotes doivent les abandonner pour être isolées dans la Baie des Dames. La vie intellectuelle et artistique (théâtre, peinture, sculpture) qui caractérisait la petite communauté des « blindés » installée sur la presqu'île est interdite, le couvre-feu, instauré.
La très grande majorité des communards est repartie vers la France entre 1877 et 1880, par des navires de l'État. La *Picardie* embarquera, en juin 1879, outre 271 déportés, 196 femmes et enfants. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas à l'île des Pins, où l'on comptera 239 décès, qu'ils sont morts en plus grand nombre, mais bien à Nouméa. Si l'on totalise les décès en ville (109), à Ducos (91) et à l'île Nou (66), ce sont 266 communards qui figurent sur les registres de sépulture de Nouméa.

Hôpital de Ducos, cliché du déporté Fougeret, coll. SANC

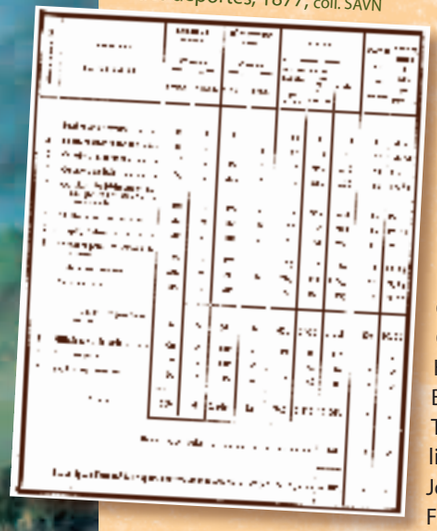
« Les morts sont fréquentes ; elles sont le seul lien qui rattache les déportés les uns aux autres. D'ordinaire on vit sans joie, isolé, sans distraction ; les réunions les plus innocentes sont interdites. Mais quand un déporté, à bout de force et de volonté, est allé mourir dans la baraque en planches qui sert d'hôpital, toute la proscription se fait un devoir de l'accompagner à sa dernière demeure. » Paschal Grousset et Francis Jourde, Récit de deux évadés, (1874).

« En 1874, il est interdit aux déportés ébénistes et autres fabricants de meubles de vendre leurs réalisations aux colons libres. Sont également supprimées les allocations jusque-là versées aux déportés travaillant pour l'administration (ils percevaient 85 centimes par jour) et à ceux qui ne travaillaient pas (25 centimes). » Sylvie Clair, Les Galères de la République



Vue de Ducos sous la déportation de la Commune, coll. MDVN

Tableau des professions des déportés, 1877, coll. SAVN



Sur les 4 500 déportés politiques de la Commune, 900 sont internés sur la presqu'île de Ducos. Environ 140, selon le gouverneur Courbet, demeureront dans la colonie après l'amnistie de 1880 mais, seule, une quinzaine feront souche en Nouvelle-Calédonie dont Cyprien Marius Armand, Victor Charles Barat, Joseph Besnard, Honoré Bonnaventure, Martin Bouland, Gervais Bourdinat, Jean Théophile Cacot, Jean Roch Chalier, Charles Charbonneaux, Louis Joseph Collin-Delacroix, Victor François Cormier, Joseph Pierre Delaville-Leroux, Eugène Jules de Verteuil, Julien Adrien François Dolbeau, Pierre Constant Fusier, Jean Gallion, Émile Hippolyle Guillaume, Max Jénard, Joseph Lacoste, Charles Émile Lechanteur, Henri Étienne Manjon, Joseph Oppenheim, Adolphe Édiberd Simon.

The "fortified deported", numbering about 900, resided in the bays and Numbo and Tindu, on the peninsula of Ducos. The condemned to forced labor gathered together with ordinary convicts on Nou island.

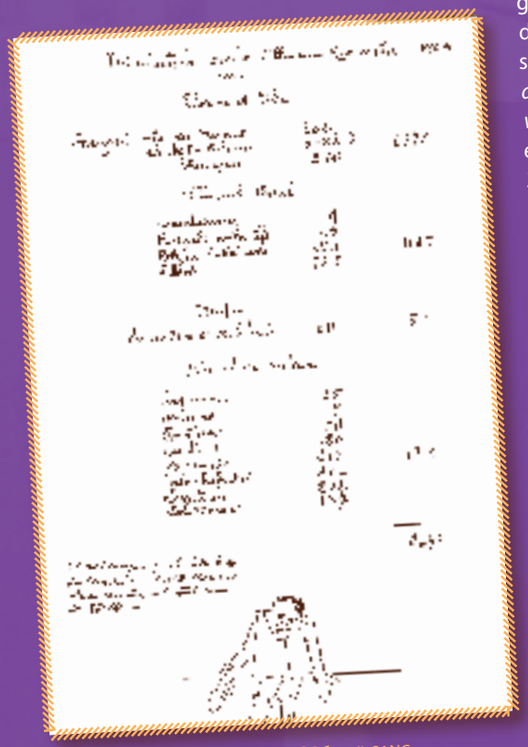
Nouméa, refuge des déçus de la colonisation caféicole (1890-1914)

Durant les vingt années qui séparent les recensements de 1891 et de 1911, deux périodes sont nettement perceptibles concernant l'évolution de la population de la ville. Pendant la première phase (1891-1906), la comparaison entre la population « libre » nouméenne et celle de l'intérieur fait apparaître une tendance générale à l'accroissement de celle du chef-lieu, qui passe de 2 300 habitants en 1891 à 4 287 en 1901 et à 6 051 en 1906. Cet accroissement de 3 751 personnes, soit une augmentation de 163 % de l'effectif initial, résulte de la propagande du gouverneur Feillet en faveur de la colonisation libre qui entraîne une arrivée importante d'immigrants de Métropole. En effet, à partir de 1897, certains d'entre eux choisissent de rester au chef-lieu où ils sont recrutés par des maisons de commerce ou des entreprises de la place : *« Le chef-lieu s'est accru aux dépens de l'intérieur par suite de la non-réussite des exploitations agricoles, ce qui a contraint les colons à venir chercher leurs moyens d'existence à Nouméa. » Revue française* (1907) La proportion d'étrangers, en revanche, si importante au début de la colonisation, diminue : on ne compte plus, en 1891, que 326 étrangers pour 5 355 Français.

Mais cette tendance s'inverse entre 1906 et 1911, période pendant laquelle Nouméa perd 837 habitants. Deux facteurs sont à l'origine de cette régression. Le premier est lié à la fermeture du *« robinet d'eau sale »*, en d'autres termes, à la fin de l'arrivée des convois de condamnés, en même temps qu'au rapatriement progressif d'une partie des effectifs de l'encadrement pénal.

Le second provient de la crise économique dramatique que traverse la colonie et qui engendre un puissant exode rural. Celui-ci vient, certes, gonfler les rangs de la population nouméenne, mais ne se traduit pas, pour autant, par un solde migratoire positif : l'importance des pertes subies par la Brousse (- 2 051) dépasse, en effet, celle des gains enregistrés par la ville (+ 1 764).

La situation va pourtant s'améliorer avec la création de l'usine de Doniambo en 1910 et le redémarrage de l'économie calédonienne à la veille du premier conflit mondial.



Population de Nouméa en 1906, coll. SANC

L'ethnologue Franz Sarasin nous livre ainsi la vision du chef-lieu suivante : « D'après le recensement de 1911, la ville ne compte guère que 6 848 Européens, auxquels viennent s'ajouter quelques centaines d'indigènes et de représentants de la race jaune, Tonkinois et autres. Dans la population, deux éléments frappent d'emblée le voyageur à son arrivée dans l'île. Ce sont, tout d'abord, des indigènes néo-calédoniens et loyaltiens, solides gars au corps bien découplé et à la tignasse crépue, qui travaillent soit au port comme débardeurs, soit en ville comme coolies. L'autre élément, européen celui-là, inspire une profonde pitié. Ce sont les anciens forçats, les « libérés » comme on les appelle, pauvres hères au regard craintif, à l'aspect misérable. » (date)

Rue de Solferino vers 1900, album Nething, coll. SANC

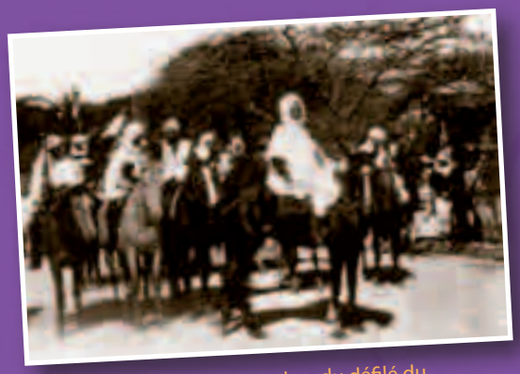
Noumea, refuge of the people disappointed with the coffee growing colonization (1890-1914)

The population of Noumea increased from 2,300 inhabitants in 1891 to 4,287 in 1901 and 6,051 in 1906, mainly due to the Governor Feillet propaganda in favor of free colonization leading to substantial inflows of immigrants from the Metropolitan France. From 1897, some of them chose to stay in town where they were recruited by local business houses or companies. But this trend was reversed between 1906 and 1911. At that time, 837 people left Noumea because of the economic crisis and at the end of the Penitentiary period.

Les Arabes, les Comoriens et les Abyssins

Arrivés comme déportés ou transportés, un certain nombre de Kabyles ou d'Arabes du Maghreb sont autorisés à s'établir à Nouméa. Ainsi retrouve-t-on, parmi les « déportés de Caldoune », le frère du chef Mokrani ayant dirigé la révolte de 1871 en Algérie, faisant office d'allumeur de réverbères de la ville ou de tenancier de café. D'autres sont cochers de fiacre. Ils épousent des filles du pays, engendrant ainsi la communauté arabe dont la figure la plus célèbre demeure encore aujourd'hui au cœur de la ville : la jeune Céleste Mohamed, fille de Ben Yamina Mohamed et d'Aurélia Moussart, effigie de la fontaine de la place des Cocotiers. Parmi les figures ayant aussi marqué la ville à la fin du XIX^{e} siècle, se trouvaient vingt-cinq exilés comoriens dont le sultan Salim, avec sa suite, originaire d'Anjouan, une des îles des Comores, qui avait été déporté en Nouvelle-Calédonie pour s'être opposé à la France, tout comme le furent certains chefs tahitiens, certains Wallisiens ou Vietnamiens. L'historien Luc Legeard écrit à leur propos : *« Quoique sous surveillance, ils sont libres d'aller et de venir. Ils ne sont assignés à aucun travail. Ils se promènent dans Nouméa vêtus de leur djoho de velours (long vêtement d'origine arabe), coiffés de leur stambouli (turban). Ils vaquent à leurs occupations, n'oublient pas de faire leurs prières et sont souvent invités. »* (*SEH* n° 167)

Enfin, toujours à la même époque, la ville comptait un certain nombre d'Abyssins, censés venir d'Abyssinie (ancien nom de l'Éthiopie) mais originaire en réalité de la région d'Obock et de Djibouti où ils étaient recrutés en raison de leur réputation de résistance à la chaleur, afin d'entretenir les chaudières dans les cales des navires.



Mokrani et ses compatriotes lors du défilé du cinquantenaire à Nouméa, extrait du *Monde illustré*, coll. Terrier

Coll. MDVN

Les Arabes à Ducos, fonds Kakou, coll. SANC

Le café de Mokrani

Malgré les difficultés de l'exil, les Arabes recréent les grands rites du quotidien autour du café de Mokrani, à Nouméa, devenant « mosquée » aux heures de prière.

« Dans une vaste pièce, où s'érige un comptoir, des Arabes sont accroupis sur des planches et, devant eux, fument de minuscules tasses de café… Leurs grands yeux noirs luisent en plein rêve… Et, bien qu'ils soient vêtus à l'européenne, on les reconnaît tout de suite. Leurs traits ont la mélancolie hautaine des fils de l'islam, et autour de leur tête, en guise de turban, ils ont enroulé des foulards, des mouchoirs – ou des loques.

Calme, Mokrani est allé s'asseoir derrière son comptoir. Et, pas mieux vêtu que les autres, il semble cependant un roi… Son type arabe très accentué s'affine de cette délicatesse caractéristique des natures d'élite. Et la barbe grise, luisante et soyeuse, rare sur les joues, assez longue au menton, encadre une bouche aux lèvres intelligentes et bonnes. Il porte haut la tête et la rejette fréquemment en arrière, d'un mouvement de grâce – et de race. Ses bras nerveux, presque continuellement immobiles, appellent, lorsqu'ils ébauchent un mouvement, l'enveloppement du burnous ; et je me surprends à chercher autour du torse musculeux la tombée harmonieuse des plis d'étoffe blanche.

Parfois un Arabe entre. Silencieux, il s'avance vers Mokrani, en deux enjambées, lui saisit la main et, très vite, la porte à ses lèvres. Et tous les Arabes, en pénétrant dans le bar, gravement, font le même geste, entourant le Grand Captif du même respect exalté et simple. Puis ils vont s'accroupir le long des murs, sur les planches, et leur coreligionnaire qui tient l'emploi de garçon – car cet établissement est le seul de Nouméa où on n'emploie pas de «bar-maid» - leur apporte à chacun une tasse de liqueur brune et fumante, qu'ils dégustent lentement. »

Jacques Dhur (1905)

Arabs, Comorians and Abyssinians

Also arrived as convicts, a number of Arabs or Kabyles of North Africa were allowed to settle in Noumea. They married local women, thus generating the Arab community. Among the figures who also scored the city in the late nineteenth century, were twenty-five Comorian and some Abyssinians originated from Djibouti, in Africa.

Classe de Jean Brun à l'école du Sacré-Cœur en 1960, coll. Cœcilia Brun

L'enseignement à Nouméa (1897-1942)

Un décret promulgué en 1903 contraint les communes à tenir un registre des déclarations d'ouverture d'écoles privées. C'est ainsi que sont recensées à Nouméa, entre 1903 et 1940, douze enseignantes, pourvues du brevet de capacité pour l'enseignement primaire. Il s'agit, notamment, de Mme Michelet, qui ouvre un cours élémentaire pour jeunes filles rue Turbigo, de Mlle Desmazures, pour les jeunes enfants, rue Monge, tout comme Mlle Grimm, rue Gambetta, ou Mlle Létry, à la Vallée-des-Colons. Ces cours se caractérisent par des durées et des implantations variables au gré des déplacements des institutrices, souvent des épouses de fonctionnaires.

Parallèlement, à travers la ville, des écoles continuent de s'ouvrir au rythme des faubourgs qui se peuplent progressivement : « *La population de cette vallée (deuxième Vallée-du-Tir) s'était considérément accrue depuis l'érection des hauts-fourneaux de la Pointe Doniambo (1910). L'effectif, devenu très nombreux, ne pouvait plus être absorbé par les écoles du chef-lieu. La création d'un groupe scolaire s'imposait. Les fonds devaient sans doute manquer pour en édifier un nouveau. C'est pourquoi la nouvelle école fut installée dans l'ancienne gendarmerie.* » Fernande Leriche (1997). Au Faubourg-Blanchot, une première école maternelle ouvre en 1914. En 1923, est inaugurée l'école de l'Orphelinat.

École de la Vallée-du-Tir, fonds Jacquier, coll. MDVN

À la Vallée-du-Tir, la petite école dans l'ancienne gendarmerie ne suffit plus. Une école mixte de deux classes est installé en ?? rue Pallu de la Barrière. Elle sera transférée, en 1945, sur la colline qui sépare les deux vallées, et Laurentine Teyssandier de Laubarède, succédant à sa mère, Céline, dont l'école a depuis pris son nom, en deviendra la directrice.

Entre temps, la congrégation des Petits Frères de Marie acquiert, en 1913, la maison du directeur de l'Administration pénitentiaire, boulevard Vauban, et la rénove pour en faire une école. Celle-ci ouvre ses portes en 1914, sous le nom d'école du Sacré-Cœur.

Du collège au lycée Lapérouse

Collège Lapérouse vers 1920, coll. bibliothèque Bernheim

Selon le souhait du gouverneur Courbet, depuis l'arrêté du 6 décembre 1881, une section secondaire est proposée à l'école communale des garçons. Les cours sont gratuits mais un examen d'entrée est indispensable. Un arrêté du 17 janvier 1885 la transforme en collège colonial ouvert aux enfants de toute la colonie. L'enseignement dispensé est du type « secondaire spécial », plus pratique et plus approprié au caractère de la colonisation en Nouvelle-Calédonie et aux carrières s'ouvrant aux jeunes colons. Il est dirigé pendant trente ans par Louis Flize (1889-1919), dont le maire Auguste Brun, qui fut son élève, dira : « *Il avait le don d'enseigner, esprit méthodique, ordonné, ses principales qualités étaient la netteté, la clarté ; il se souciait moins d'emmagasiner dans nos cervelles un amas de science mal assimilé que de faire de nous des esprits cultivés.* »

Ayant pris le nom de collège Lapérouse, il est transféré en 1912 dans un ancien bâtiment de l'armée, rue des Frères Carcopino. Aujourd'hui, il abrite une partie du vice-rectorat et le Centre de documentation pédagogique tandis que la cour est occupée par le collège Georges Baudoux, construit en 1973 sur les plans des architectes Yves Cormier et André Maïkovsky.

Quant à l'actuel lycée Lapérouse, il est conçu par l'architecte Gilbert Allègre et est inauguré en 1969.

Collège Lapérouse en 1964, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Education in Noumea (1897-1942)

New schools continue to open up in the suburbs that populated progressively. The first kindergarten opened in 1914 at Faubourg Blanchot. In 1923, a primary school was inaugurated at the Orphanage. Meanwhile, the congregation of the Little Brothers of Mary acquired the house of the director of the Prison, located at boulevard Vauban. It opened in 1914, under the name "School of the Sacred Heart". In 1912, the first secondary school, Laperouse college, was transferred in an old building of the army.

Une école des moniteurs mais pas d'école indigène à Nouméa

Locaux de l'école des moniteurs à Montravel, coll. SIC

Une école est créée dans les locaux de l'ancien camp de l'Administration pénitentiaire à Montravel, en 1913, pour former des moniteurs indigènes qui enseigneront dans les tribus. Seuls y sont envoyés ceux qui sont jugés capables par la chefferie de s'adapter à la ville. Mais l'école n'ouvre réellement qu'en 1919. Fermée en 1941, elle est ensuite déplacée à Nouville.

En 1939, à l'âge de 14 ans, Hmae Hmae, originaire de Maré, rejoint l'école après avoir réussi son examen d'entrée. Il est accompagné de deux autres jeunes Maréens, Niané Jebez et Wadra Tchawene. Ils sont les trois premiers Maréens à obtenir leur certificat d'études. Dans leur promotion, ils étaient une vingtaine dont quatre élèves de Lifou : Léon Bone, Jean Boula, Dick Wilson, Raymond Huhé. De la Grande Terre venaient Bernard Bouquet, Victor Poadaé, Auguste Doui et Ernest Coulna. Hmae Hmae se souvient encore : « *L'école comprenait six chambres plus une salle. Une tenue nous était remise à notre arrivée, une chemise et un short kaki ainsi qu'une couverture. Monsieur Ludovic Mathieu était notre professeur. Nous étions de corvée de cuisine pour une semaine l'un après l'autre. Le menu était identique toute l'année : ragoût accompagné de riz ou de taro qui nous étaient fournis par l'administration. Pour améliorer l'ordinaire, nous avions un petit potager près de l'école. Monsieur Mercier livrait le pain le matin. Pour nos sorties, nous devions avoir une autorisation signée de Monsieur Mathieu. Ainsi le jeudi, nous allions d'une part voir si nous avions du courrier et le dimanche nous pouvions aller au temple. Parfois nous allions même le soir voir les courses au vélodrome Brunelet. Nous vivions ainsi sans adulte, totalement autonomes et studieux. Nous fûmes tous les derniers élèves de l'école de Montravel qui ferma ses portes en décembre 1941. Avec l'arrivée des Américains, les nouvelles promotions durent aller à Frédéric Surleau.* »

École des moniteurs à Nouville, coll. Terrier

De 1942 à 1974, Hmae Hmae a enseigné dans différentes écoles indigènes.

Si Nouméa a donc abrité l'école des moniteurs, elle n'a, en revanche, jamais eu d'école indigène, malgré une sollicitation effectuée par le gouverneur en 1923. À celle-ci, les élus de la ville de Nouméa donnent une réponse négative, avec, comme première raison, la difficulté d'établir la distinction entre un enfant « blanc » et un enfant « noir » comme l'explique ici M. Ducasse à ses collègues : « *Je pense aussi que l'application du projet de création d'une école pour indigènes est irréalisable. On croit à tort que nos établissements scolaires sont fréquentés par des petits Canaques, ceux-ci sont très peu nombreux. Les Noirs, que l'on considère comme indigènes en raison de leur couleur, ont souvent un état civil. D'autres enfants, qui peuvent être pris pour des Blancs, sont au contraire, dans bien des cas, des fils de Canaques ou réputés comme tels. Je cite, comme exemple, les enfants du chef de Saint-Louis ; ce sont des métis qui se rapprochent beaucoup plus de l'Européen que de leur race. On veut établir une distance entre Européens et indigènes, elle est selon moi, sinon impossible, du moins difficile.* » (PV du Conseil municipal du 14 mars1923)

Cette première argumentation est complétée par M. Bonafous qui considère que tous les enfants de la ville, quelle que soit leur origine ethnique, doivent fréquenter les mêmes écoles : « *Je suis partisan de laisser les enfants indigènes fréquenter nos écoles. Il ne peut pas être question, quant à moi, d'établir de distinction entre Blancs et Noirs. Notre rôle de civilisateurs nous fait obligation de donner aux enfants de nos indigènes la même instruction. Il n'est pas nécessaire, à mon avis, qu'elle leur soit inculquée dans des écoles spécialement à leur usage.* » Ainsi, les écoles communales de la ville ont ouvert leurs portes bien avant toutes les autres à des enfants kanak, bien qu'ils y fussent pendant longtemps très peu nombreux et principalement métis. Il convient de rappeler, à ce sujet, que c'est entre 1950 et 1957 que les enfants des écoles indigènes ou asiatiques furent intégrés dans les écoles publiques et que c'est en 1957 que ferme la dernière école indigène.

Collège Baudoux, coll. Commier

Lycée Lapérouse en 2012, photo Christophe Bouton

A school for instructors, but no school for natives in Noumea

In 1913, a school was established in Montravel, on the premises of the former camp of the Prison Services, to train instructors who would teach in the indigenous tribes. This school actually opened in 1919 and closed in 1941, with the arrival of the American soldiers. But Noumea never had any school reserved for the natives. Between 1950 and 1957, Asian and native children were integrated into public schools.

Les Kanak, une présence marginale dans la cité (1863-1945)

Dès 1863, à l'époque du gouverneur Guillain, sont instaurés les contrats d'emploi entre les indigènes et l'Administration ou les colons, qui seuls leur permettent l'accès au chef-lieu. Un salaire minimum obligatoire est prévu, ainsi que de la nourriture et une tenue à la charge de l'employeur. Il est également stipulé que les chefs de tribu qui fournissent des travailleurs percevront une indemnité pour chaque engagé. Le contrat de travail se transforme alors pour nombre de jeunes Loyaltiens, notamment, en une corvée obligatoire.

Le régime de l'indigénat adopté en 1887 maintient cette disposition, complétée par d'autres articles. L'arrêté du 21 décembre 1888 interdit aux Kanak de circuler dans les rues de la ville et de ses faubourgs après vingt heures. Cependant, les employeurs peuvent les loger, afin d'éviter toute perte de temps occasionnée par les trajets quotidiens entre le camp des indigènes, situé à la sortie de la ville, et le lieu de travail. Les grandes maisons de commerce de Nouméa ont fait bâtir des entrepôts, souvent à proximité des quais, pour abriter leur personnel autochtone : pas de confort et guère d'intimité, juste de longues paillasses, de part et d'autre des hangars, sur lesquelles dormir.

Dépôt des indigènes à la Baie-de-l'Orphelinat, fin XIXe siècle, coll. ANOM

La plupart du temps, les Kanak travaillent comme employés, « plantons », auxiliaires de police, manutentionnaires dans les maisons de commerce ou comme dockers sur les quais. Quant aux femmes engagées à Nouméa, elles sont femmes de ménage ou gardes d'enfants, et sont généralement logées dans une chambre de la maison. Normalement, l'Administration veille à ne faire venir que des femmes et des hommes célibataires. Des rencontres ont cependant lieu et, comme le note Dorothée Dussy : « *Les contraintes de la réglementation du travail et la limitation des libertés n'ont pas empêché la naissance d'une vie sociale en ville. Contrairement à la brousse pendant la même période, les Kanak issus de régions et de chefferies différentes peuvent se rencontrer dans une liberté relative de communication.* » (2005) Les engagés kanak, durant leurs moments de loisirs, suivent avec intérêt les manifestations sportives qui se déroulent dans la ville : régates, matchs de football, courses de vélos ou de chevaux…

Le nombre des engagés mélanésiens recensé à Nouméa a été très variable. Si, en 1906, ils sont environ un millier, représentant 11 % de la population, leur effectif s'abaisse à 643 en 1911, pour remonter à 1 254 en 1921, soit 13 % de la population totale. Après cette date, leur nombre décroît à nouveau, sans doute à cause de l'introduction massive d'engagés asiatiques : 829 en 1926 et 727 en 1931. Le recensement de 1936 permet de constater une légère reprise avec 869 personnes comptabilisées, soit 7,3 % des Nouméens. Atlas de Nouvelle-Calédonie *(1977)*

Pilou rue de l'Alma, 14 juillet 1913, album Meyer, coll. SANC

The Kanak, a marginal presence in the city (1863-1945)

By 1863, at the time of Governor Guillain, employment contracts were introduced between the natives and settlers or the Administration, which only allowed them access to town. The decree of December 21st, 1888 prohibited the Kanak to remain in the streets of the city and its suburbs after 8 p.m. However, employers could accommodate them. They used to work as The Kanak work as employees, messengers, auxiliary police handlers in business houses or as stevedores on the docks. As for the women, they were maids or nannies.

Les Néo-Hébridais

Les travailleurs des Nouvelles-Hébrides représentent l'essentiel de la main-d'œuvre en Nouvelle-Calédonie au XIXe siècle. Le recrutement systématique commence en 1865, et est interrompu par deux fois, dans les années 1880, consécutivement à de nombreux abus. À partir de 1890, et surtout du décret de 1893, ils bénéficient du cadre réglementaire du statut d'engagé géré par le service de l'indigénat, à ce titre leurs déplacements sont soumis, comme ceux des autres engagés, au couvre-feu. Tous les engagistes doivent déclarer les immigrés qu'ils emploient. Surtout à partir des années 1920, un certain nombre de Néo-Hébridais renoncent au rapatriement et travaillent comme « résidents libres ».

L'effectif des engagés néo-hébridais comptabilisé à Nouméa est en constante diminution au XXe siècle. Si, en 1906, on en recense 771, leur nombre décroît ensuite régulièrement : 722 en 1911, 387 en 1921, 164 en 1931 et 150 en 1936. On note cependant une légère reprise en 1926 avec 465 travailleurs, qui peut s'expliquer par la relative prospérité de la fin des années 1920.

À Nouméa, ils sont surtout employés comme domestiques, ou bien travaillent sur les quais, dans le commerce et la navigation. Par ailleurs, les femmes, qui sont souvent des fugitives, engagées comme domestiques, ne viennent qu'en nombre limité mais leurs effectifs augmentent régulièrement.

Danse des Néo-Hébridais sur les quais, 14 juillet 1913, album Meyer, coll. SANC

Néo-Hébridais à Nouméa, coll. MDVN

Service à table, album David, coll. SANC

Le couvre-feu

Les soirées des Nouméens étaient ponctuées par un coup de canon signifiant à la population non européenne l'interdiction de circuler jusqu'au lever du jour. Celle-ci ne pouvait circuler après l'heure butoir qu'à la seule condition de posséder une autorisation spéciale de l'employeur indiquant le motif de la sortie et sa durée probable. Ce laissez-passer n'était valable que pour le jour où il avait été délivré. La législation dans ce domaine évolue avec le temps. L'arrêté du 10 août 1911 met en place un couvre-feu le mercredi et le samedi, ainsi que les jours de spectacle, jusqu'à minuit. Toute personne qui ne respecte pas ce couvre-feu est soumise à une amende de moins de dix francs. Un autre arrêté, le 20 septembre 1915, met en place un couvre-feu jusqu'à minuit à l'occasion des soirées théâtrales, cinématographiques, ou de réjouissances. Enfin, les horaires du couvre-feu changent avec l'arrêté du 6 septembre 1929 : les lundi, mercredi et vendredi, il est fixé à 21 heures, alors que les mardi, jeudi et samedi, il est prolongé à 24 heures. Toute personne ne respectant pas ces horaires est sanctionnée de un à quinze jours d'atelier de discipline et/ou de 1 à 50 francs d'amende. Ces dispositions ne cessent qu'après la Seconde Guerre mondiale avec l'abolition du régime de l'indigénat.

The New Hebrides workers

Workers coming from the former New Hebrides represented the bulk of labor in New Caledonia in the nineteenth century. Systematic recruitment of these workers began in 1865. In Noumea, they were mostly domestic workers, or they worked on the docks, in trade and navigation. Every evening, a cannon sound meant to the non-European population they could not move after the time limit without a special authorization from their employer.

Nouméa, la cité endormie (1914-1942)

Femmes lors des courses à l'hippodrome de Magenta, 1930, coll. MVDN

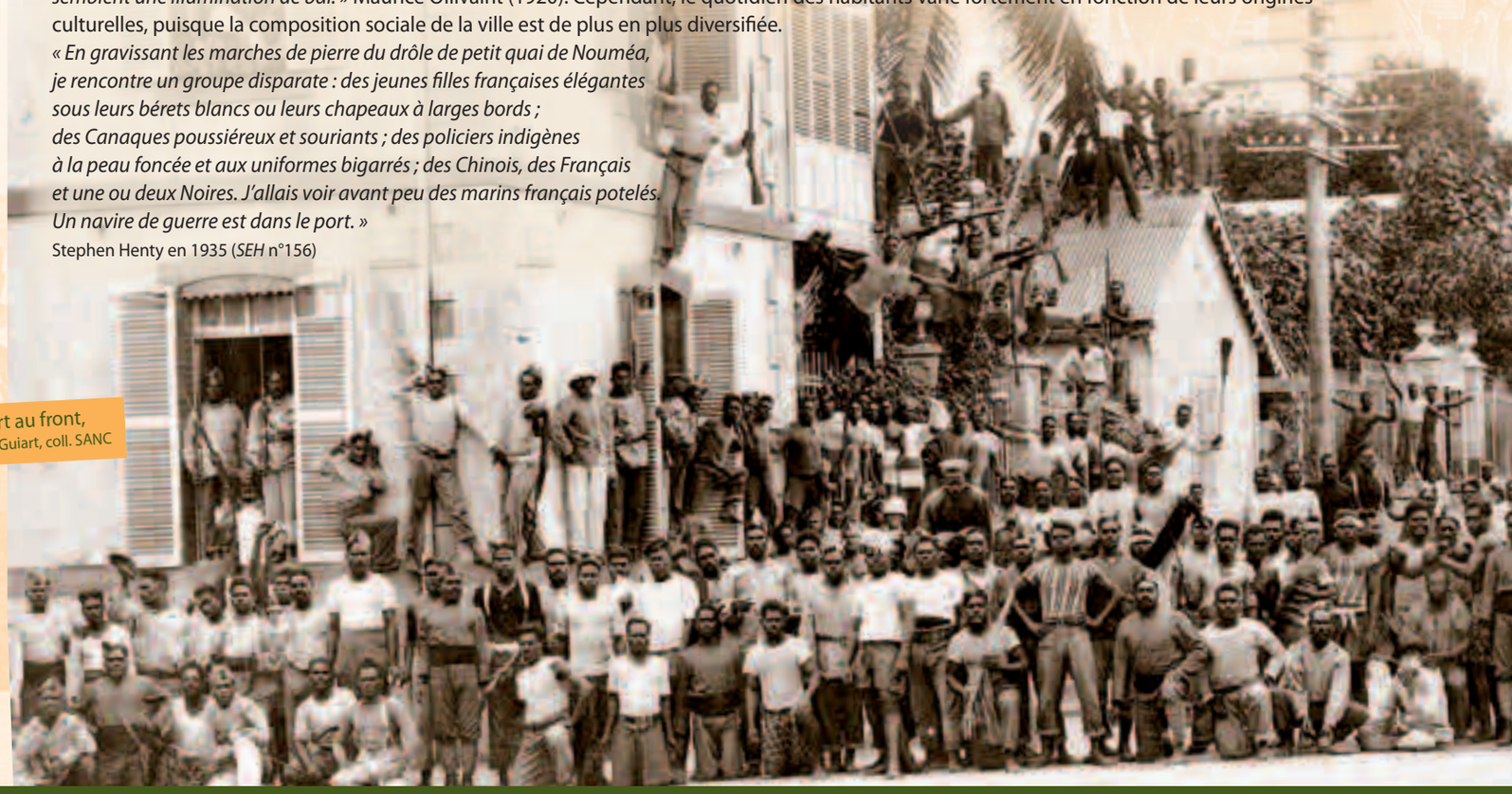
Les événements mondiaux et locaux des quatre premières décennies du XX[e] siècle contribuent à l'assoupissement de la colonie et de sa capitale. On observe que la population nouméenne stagne aux environs de 10 000 personnes aux recensements tant de 1911 que de 1921 et 1926. Cette situation est due à la disparition progressive des « pénaux » et des effets du premier conflit mondial.

En 1936, la population atteint 12 000 habitants. La faible progression de la population nouméenne durant l'entre-deux-guerres est certainement à mettre en relation avec les descriptions souvent affligeantes faites par certains voyageurs, tel Pierre Benoist : *« Nouméa ! Une petite ville qui paraît morte, tant elle dort profondément. Il y a trois ans que son gouverneur essaie de la tirer de la léthargie. Réussira-t-il à réveiller cette… ah ! Quelle ironie il y aura à tracer le mot belle ! Rien n'est plus laid, en vérité, que cette pauvre Nouméa. […] Quelle ville ! Pas d'égouts. Un port croulant. Pas d'éclairage, si ce n'est quelques becs de gaz, qu'on n'allume pas, par économie, les nuits de lune. Et pourtant, qu'il serait aisé de remédier à cette détresse pour donner à Nouméa le rôle que tout la prédestine à remplir, celui d'une des premières rades de ce Pacifique où vont se jouer les destinées du monde. Un grand gouverneur, M. Guyon, (qu'on excuse les éloges que certains de ses collègues ne me fourniront guère l'occasion de renouveler) se consacre à cette tâche. L'entendra-t-on en France quand il y viendra demander les cinquante millions nécessaires, indispensables ? Le Parlement, où la Nouvelle-Calédonie n'est pas présentée, l'écoutera-t-il ? Ma parole ! Pour la première fois, et j'espère bien la dernière, j'en arrive à regretter ici l'absence d'un député. »* (1933)

Mais à côté de ces perceptions négatives qui agacent les Nouméens, certains résidents expriment, dans leurs écrits, toute la douceur et la sérénité de leur petite capitale : *« La ville est aimable et riante, avec son damier de cases en bois qu'entourent de jolis jardins. Sur la place des Cocotiers, par une de ces soirées si douces des tropiques, on aime à se bercer aux valses d'un orchestre, tandis que, de l'autre côté de la rade, les feux de l'île Nou semblent une illumination de bal. »* Maurice Ollivaint (1920). Cependant, le quotidien des habitants varie fortement en fonction de leurs origines culturelles, puisque la composition sociale de la ville est de plus en plus diversifiée.

« En gravissant les marches de pierre du drôle de petit quai de Nouméa,
je rencontre un groupe disparate : des jeunes filles françaises élégantes
sous leurs bérets blancs ou leurs chapeaux à larges bords ;
des Canaques poussiéreux et souriants ; des policiers indigènes
à la peau foncée et aux uniformes bigarrés ; des Chinois, des Français
et une ou deux Noires. J'allais voir avant peu des marins français potelés.
Un navire de guerre est dans le port. »
Stephen Henty en 1935 (*SEH* n°156)

Départ au front, album Guiart, coll. SANC



Noumea, the sleeping city (1914-1942)

In 1936, the population reached 12,000 inhabitants. The slow growth of the population of Noumea in between the two wars is certainly to be linked with the often distressing descriptions made by some travelers. However, the lives of people varied greatly depending on their cultural origins, since the social composition of the city was becoming more diverse.

Les Javanais à Nouméa

De 1896 à 1949, quatre-vingts navires introduisent en Nouvelle-Calédonie 19 631 Javanais recrutés sous contrat. Dès leur arrivée, ils sont placés en quarantaine pendant trois jours à l'îlot Freycinet. Après un examen de santé, ils sont logés au dépôt à la Baie-de-l'Orphelinat. Les colons viennent les chercher après s'être acquittés des frais de transport et de passage. Les coolies javanais sont ainsi recrutés pour les besoins de l'agriculture et de la domesticité, puis à partir de 1903, pour les travaux sur mine.

Javanaises dans la ville dans les années 1940, album Elmer Williams, coll. SANC

Si lors du premier convoi, le 16 février 1896, 28 Javanais, uniquement, sont engagés comme domestiques à Nouméa, en 1929, plus de 2 000 d'entre eux y travaillent. Au recensement de 1931, leur effectif atteint son apogée puisqu'ils sont alors plus de 6 000. Leur chiffre décroît ensuite de manière sensible (4 510 en 1936). Cette diminution est la conséquence directe de la crise des années 1930. Ils servent en grande majorité comme personnel de maison, mais certains sont manœuvres dans des magasins, des entrepôts ou à Doniambo.

« Nadiem [l'employée javanaise] lavait les bidons pour recevoir le lait.[…] Les 200 litres de lait répartis dans cinq bidons étaient hissés de la benne de la Dodge. […] Un bidon était disposé à l'asile de Nouville près du dépôt faisant office de quarantaine. Les quatre autres bidons étaient chargés sur la pétrolette pour l'Hôpital Colonial à Nouméa. » Liliane Saint-Omer (2001)

Après guerre, en 1949, sur 2 242 Indonésiens à être présents au chef-lieu, 65 travaillent dans l'agriculture ou l'élevage, 518 dans l'industrie, 274 dans le commerce, 120 dans l'administration et ils sont toujours majoritairement domestiques (493).

Malgré les nombreux rapatriements consécutifs à l'accession à l'indépendance des anciennes Indes néerlandaises, en 1949, la communauté indonésienne est encore très présente aujourd'hui à Nouméa. Il est désormais difficile de la quantifier tant son intégration au sein du melting-pot calédonien est forte.

Rapatriement par le Skaubryn dans les années 1950, coll. Djoewair

De 1902 à 1955, 179 navires rapatrient à Java 19 215 hommes, femmes et enfants.

La scolarisation des enfants javanais

Au 1er juin 1928, 42 enfants fréquentent l'école publique à Nouméa, en revanche, en brousse, peu d'enfants sont scolarisés. En 1932, l'école des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny propose une classe élémentaire pour les enfants d'origine asiatique. L'année suivante, la scolarisation des enfants javanais donne lieu à des débats au sein du Conseil général. Si la plupart de ses membres ne s'opposent pas à leur instruction, ils considèrent qu'ils ne peuvent être dans les mêmes classes que les enfants européens. En conséquence, des classes spéciales sont progressivement mises en place dans certaines écoles communales de la ville. Finalement, en 1944, le service de l'immigration crée, à Nouméa, une école pour les enfants javanais, faisant valoir que : *« Nos obligations morales envers les immigrants javanais nous ont conduits à l'ouverture d'une école javanaise au chef-lieu. »* L'école se situe à l'emplacement de l'actuel dock du magasin Casino Johnston, dans un local appartenant à Jules Calimbre. L'iman, arrivé en 1937 en Nouvelle-Calédonie, en est à la fois le directeur et l'enseignant, aidé par des moniteurs. L'école ferme après son rapatriement à Java, le 23 juillet 1948. Au mois de novembre de la même année, une école javanaise est de nouveau ouverte au foyer catholique, près de la cathédrale.

Pak Kotep avec des élèves dans la cour de l'école javanaise, coll. Houryah Machful Nadaus

The Javanese in Noumea

From 1896 to 1949, eighty ships introduced 19,631 Javanese workers in New Caledonia. Upon arrival, they were quarantined for three days at Freycinet island. After a checkup, they were housed at the depot at the Bay-of-the Orphanage. The settlers came to pick them up. Javanese coolies were recruited to the needs of agriculture and domestic service, and then, from 1903, to work in the mining industry.

Les Malabars ou Indiens de Nouvelle-Calédonie

À la Réunion, les Indiens de la côte sud-est de l'Inde, connue sous le nom de côte des Malabars, sont appelés du nom de leur région d'origine. En Nouvelle-Calédonie, ils conserveront cette dénomination. Venus avec les colons bourbonnais, ils sont employés dans les plantations sucrières entre Bourail et la baie de Saint-Vincent. 77 Malabars seraient arrivés entre 1864 et 1868, 136 en 1869, 163 en 1870 et 64 en 1875.

Mais suite à l'échec de l'industrie sucrière en Nouvelle-Calédonie, l'Administration les encourage à rejoindre l'Australie (Queensland) et surtout Fidji qui ont un grand besoin de main-d'œuvre. Il ne reste plus, au 1er janvier 1882, que 176 Indiens, essentiellement installés à La Foa. La plupart quittent le village, aussi retrouve-t-on 142 Indiens, dont seuls 20 ont conservé le terme de Malabar, sur les registres d'état civil des circonscriptions du sud de l'île (Nouméa, Dumbéa, Mont-Dore, Païta) entre 1869 et 1899. Quelques 500 travailleurs arrivent en 1901 puis en 1902, en trois convois, en provenance des comptoirs des Indes françaises. Ils sont principalement employés dans les mines de nickel. La majorité d'entre eux semblent repartir à la fin de leur contrat. Effectivement, une étude des recensements atteste de la décroissance rapide du nombre d'engagés indiens de 1906 (389) à 1936 (27).

Les Malabars, qui bénéficient de la citoyenneté française, viennent s'installer au chef-lieu. Ils s'établissent principalement à la deuxième Vallée-du-Tir, près des installations de Doniambo. La plupart travaillent *« au Nickel »* tandis que les femmes sont employées comme cuisinières ou lingères.

Vers 1930, il y aurait eu près d'une cinquantaine d'« Indiens » à Nouméa, dont la moitié étaient mariés. Parmi eux se trouvait le vieux Ramin, qui avait créé un temple indien à la Vallée-du-Tir où il commenta des ouvrages religieux en langue tamoule jusqu'en 1936. Les mariages mixtes ont été si nombreux que bien des membres de cette communauté ne s'identifient plus en tant que Malabars ou Indiens, comme le précise Jerry Delathière : *« L'obligation d'intégration à laquelle a été soumise la communauté pour survivre l'a conduite à se soumettre, coûte que coûte, aux impératifs de la société coloniale calédonienne. La pérennisation d'une culture, d'une langue, d'une religion dans un tel système de société sans concession a, bien vite, cédé la place à un impérieux besoin de survie, donc d'intégration à tout prix. Confrontés à des restrictions sévères, à des interdictions en tous genres, à un racisme latent, les pionniers indiens n'eurent qu'un souci : l'intégration de leurs enfants dans la société calédonienne. Seul un mariage, de préférence dans une autre ethnie, pouvait lever ces interdits, au moins pour leurs descendants. Le métissage est ainsi apparu comme une parade efficace à la marginalisation dont souffrait la communauté ».* (2000) En conséquence, à l'exception de l'art culinaire, la seconde génération a bien souvent perdu sa culture indienne.

Enfin, lors du dernier boom du nickel, de 1966 à 1972, le pressant besoin de main-d'œuvre conduit certains secteurs comme ceux de la mine ou de l'hôtellerie à faire venir pour des durées limitées quelques dizaines d'Indiens de Fidji. Ne parlant pas le français, la plupart y repartent à la fin de leur contrat.

Famille Ducoin, coll. Ducoin

Antoine Ducoin arrive à Nouméa au début du siècle. Il épouse une fille avec laquelle il a 12 enfants.

The Malabar Indians of New Caledonia

At Reunion Island, the Indians of the southeast coast of India are known as the Malabars. They came together with the Bourbon settlers to work in the sugar cane plantations located between Bourail Bay and St. Vincent. Close to 77 Malabars arrived between 1864 and 1868, 136 in 1869, 163 in 1870 and 64 in 1875. By 1930, there were about fifty «Indians» in Noumea, half of whom were married.

Les Japonais à Nouméa

En 1933, une enquête du commissariat de police de Nouméa dénombre 330 Japonais résidant à Nouméa. Parmi eux, 13 sont mariés à une Japonaise, 75 ont épousé ou vivent en concubinage avec une femme d'origine javanaise, mélanésienne ou européenne.

Ces Japonais sont d'anciens émigrés sous contrat, venus en Nouvelle-Calédonie pour travailler dans les mines de nickel entre 1892 et 1919. Certains se sont établis volontairement au terme de leur contrat dans le commerce ou la gestion d'une propriété agricole, tels Kantaro Miyasaki et Hidekiyo Nishiyama. D'autres ont perdu leur emploi suite à la fermeture des mines lors de la Première Guerre mondiale et n'ont plus eu les moyens de rentrer au pays, d'autant que les sous-marins allemands interdisaient la route vers le Japon.

Cimetière japonais du 4e Km, coll. Kashima

En 1925, Akira Séo, gérant de la Société minière d'Océanie à Goro, négocie avec la ville de Nouméa la concession perpétuelle d'une parcelle au cimetière du 4e km, dénommée le cimetière japonais. Au dos du monument funéraire érigé la même année, sont gravés les noms des 161 Japonais décédés entre 1905 et 1931 à Nouméa.

La communauté japonaise compte également des émigrés libres, venus en tant que cadres (interprètes, techniciens…) des sociétés minières à capitaux japonais. En général, ils sont venus en famille ou ont rejoint leur famille sur place.

Tous ces Japonais résidant en Nouvelle-Calédonie sont assimilés à des travailleurs européens au niveau de leur contrat d'engagement. Les Japonais ont la réputation de travailleurs sérieux. Ce sont eux qui fournissent les marchés de Nouméa en légumes. Pourtant, ils sont aussi connus pour apprécier les jeux de hasard et aiment se retrouver entre compatriotes. Les courses de chevaux sont aussi très prisées. Ainsi, en 1934, Gigolette (jument de Gunji Yoshiyama) avec son jockey, Tomoji Yokoyama, remportent la Coupe Clarke organisée à l'hippodrome de Magenta. Contrairement à Hawaii et à la Californie où il y avait un nombre important d'émigrés japonais, il n'existait ni temple bouddhiste ou shintoïste, ni école japonaise en Nouvelle-Calédonie. Les enfants de Japonais recevaient une éducation française dans les écoles. En famille, ils utilisaient la langue maternelle. Ainsi, la culture paternelle n'était pas ou très peu transmise. En outre, la législation japonaise ne reconnaissait pas les enfants issus de mariage mixte.

Magasin Nakazato, extrait de *Pacific Treasure Island*, de Wilfred G. Burchett, 1942, coll. Terrier

En 1933, à Nouméa, on comptait 56 Japonais établis comme commerçants (épicier, marchand, débitant, restaurateur, exploitant de café), 23 tailleurs, 8 fabricants de pâtes alimentaires, 5 pâtissiers, 4 teinturiers dégraisseurs, 17 coiffeurs, 12 conducteurs ou propriétaires de taxi, 10 blanchisseurs, 47 ouvriers à bois à leur compte, 9 mécaniciens ou forgerons salariés, 3 cordonniers, 4 maçons, 5 peintres en bâtiment, 1 ferblantier, 3 employés de commerce, 50 jardiniers ou maraîchers, 1 horloger, 10 pêcheurs et 62 journaliers. (2ANC 107W)

En décembre 1941, suite à l'attaque de la base navale américaine de Pearl Harbor, le gouverneur de la France libre, Henri Sautot, fait arrêter les Japonais sauf les vieillards et les malades qui sont envoyés à l'hospice de Nouville. Leurs biens sont confiés à des administrateurs séquestres. Devant l'avancée des troupes japonaises, ces prisonniers sont ensuite transférés par quatre convois navals dans des camps en Australie, entre décembre 1941 et mai 1942. La communauté japonaise disparaît quasiment.

À la fin de la guerre, ces Japonais sont rapatriés au Japon, sans espoir de retour en Nouvelle-Calédonie. En effet, sans argent dans un Japon dévasté, peu ont l'énergie pour repartir à Nouméa et tout recommencer. Seule une dizaine d'entre eux reviendra sur l'île dans les 1950. Certains, souvent naturalisés français avant la guerre et ayant des enfants sous les drapeaux n'ayant pas été expulsés de l'île, vivent dans la plus grande discrétion au sein de la société calédonienne, près de leurs enfants métissés. Les biens mis sous séquestre, composés de maisons individuelles, de propriétés ou de titres miniers, sont vendus aux enchères dès 1952.

Maraîchers japonais à Nouméa, album Hass, fonds Kakou, coll. SANC

The Japanese in Noumea

In 1933, a police survey numbered 330 Japanese residents in Noumea. These were former Japanese emigrants under contract who came to New Caledonia to work in the nickel mines between 1892 and 1919. In 1941, following the attack on the U.S. naval base at Pearl Harbor, the Governor of Free France, Henri Sautot, arrested the Japanese. They were then sent back to Japan and only few of them were able to return to New Caledonia.

L'accueil enthousiaste des Nouméens

Dès le 12 mars 1942, avec l'arrivée de la Poppy Force, les Nouméens voient débarquer 17 000 hommes, soit une fois et demie l'effectif de la population de la ville qui compte environ 11 000 habitants.
C'est avec beaucoup d'enthousiasme que les Nouméens vivent l'arrivée des troupes américaines comme le rapporte le journaliste Lewis Priday : *« Le bon accueil réservé aux Américains quand ils débarquèrent de leurs navires fut d'une grande sincérité. Pendant presque deux ans, les méninges et les nerfs des Calédoniens avaient subi beaucoup de tension et d'agitation. Après Pearl Harbour, ils avaient attendu avec anxiété, se demandant ce que l'avenir leur réservait. La foule, qui courait les acclamer, donnait aux Américains une bonne image de la composition ethnique très mélangée de l'île. Il y avait des Mélanésiens aux cheveux crépus, en pagne, et leurs « popinées « en brillante « robe mission «; des domestiques javanaises très mignonnes en sarong ; des Indochinois des deux sexes aux dents noires ; de jolies filles franco-calédoniennes ; de replets hommes d'affaires et des fonctionnaires vêtus de blanc. Il ne manquait qu'une des races habituelles : les Japonais, car ils avaient tous été rassemblés et internés le lendemain de Pearl Harbour. »* (*SEH* n° 77)
Les Alliés investissent l'ensemble du territoire communal en y implantant soit des camps des différentes unités militaires, soit des infrastructures médicales, soit des espaces dédiés à la logistique. Par ailleurs, de nombreux bâtiments dans la ville sont réquisitionnés pour les besoins de l'US Army. Le général Patch établit son QG à l'hôtel du Pacifique à la Vallée-du-Tir. Le Général Halsey s'installe dans le bâtiment des Intendances (en face de l'hôpital), puis, en 1944, l'ensemble du commandement est regroupé au « Pentagone », à l'Anse-Vata.

Lithographie de William Draper, coll. Cassier

Peintre officiel de l'US Navy, il est chargé de mission au début de 1942 et séjourne, fin 1943, en Nouvelle-Calédonie.

Bureau d'informations de la Croix-Rouge, 1943, coll. Arnoult

« La Calédonienne Loulette Hill, interprète anglais-français, renseigne deux marins de ce qu'il faut faire en ville. Et il semble que l'armée l'intéresse aussi… », note la légende.

The enthusiastic reception of the population

From March 12, 1942, with the arrival of Poppy Force, Noumea watched the arrival on its land of 17,000 men, representing one and a half times the size of the population of a town with only 11,000 inhabitants. The population of Noumea coped with the arrival of the U.S. troops with great enthusiasm. The Allies invested the entire municipal area by implanting either camps of different military units, medical facilities or areas dedicated to logistics.

Nouméa, ville américaine (1942-1946)

Triangle garden, coll. MVDN

C'est en décembre 1942 que le maximum des effectifs est atteint avec la présence de l'*Americal division* en instance de départ pour Guadalcanal, de la 43e D.I du major général Hester et de la 3e D.I. néo-zélandaise. À ces trois grandes unités s'ajoutent des éléments d'une division des *Marines*, divers services de défense et d'administration de la garnison, le personnel non embarqué de la Navy, les équipages des navires de guerre et de la marine marchande de passage, le personnel de l'aviation militaire et de transport, ce qui devait représenter, selon Henri Daly, auteur de nombreux écrits sur la présence américaine, un total d'environ 100 000 à 130 000 hommes de toutes armes et de tous services présents en Nouvelle-Calédonie.

Comme l'évoque le journaliste Lewis Priday, le port ne désemplit pas : « *Le port de Nouméa possède en temps normal une infrastructure convenable pour ne pas dire importante et ce que la Marine américaine a fait pour créer une grande base navale doit être vu pour être cru. C'est ici que se regroupait la flotte de l'amiral Ghormley puis de l'amiral Halsey en vue de la campagne des Salomon, et c'est là qu'elle revenait de temps à autre, marquée par le combat mais triomphante […]. Parfois, des bâtiments-hôpitaux entraient et débarquaient des blessés. […] À la fin de 1944, Nouméa est encore une grosse base et un grand centre d'hospitalisation. Tout cela signifie, bien sûr, que Nouméa est devenue une ville aussi active que le port d'une grande cité industrielle. Heureusement, le principal quai avait été achevé avant l'arrivée des Américains.* » (*SEH* n° 77)

Camp Steven, coll. US Army

La maison rose, album Anzac, coll. SANC

Faubourg Blanchot, Coll. école Paul Boyer

Noumea, U.S. City (1942-1946)

A total of about 100 000 to 130 000 men of all arms and services were present in New Caledonia. In December 1942, the maximum enrollment was reached with the presence of the Americal Division awaiting their departure for Guadalcanal and additional elements of a Marine Division, as well as various departments of defense and administration.

Un quotidien made in USA

De nombreuses familles européennes, notamment celles d'origine anglo-saxonne, accueillent soldats et officiers pour leur permettre de retrouver un peu de chaleur familiale avant de rejoindre leur théâtre d'opérations militaires. Afin de remercier leurs hôtes, les soldats alliés offrent différents gâteries qui sont très appréciées des enfants (Coca-Cola, chewing-gum, chocolat …). Quant aux adultes, les hommes découvrent le whisky et les femmes apprécient les bas nylon et les fermetures éclair. De nombreuses idylles se nouent entraînant, 72 mariages… et bien davantage de naissances.

Retour de bal, coll. Cœcilia Brun

Les jeunes Calédoniennes sont accompagnées de leur chaperon.

Ainsi, si la plupart des Nouméens accueillent avec joie les forces alliées, leur grand nombre n'est pas sans générer quelques problèmes de cohabitation inhérents à la disproportion entre une armée étrangère, essentiellement masculine, et la population civile locale. Mais ces quelques inconvénients sont compensés par les activités festives proposées par l'armée pour soutenir le moral de la troupe. De nombreux espaces de loisirs sont mis en place dont les Nouméens peuvent aussi profiter. Le souci qu'a l'armée américaine de préserver la santé de ses troupes permet une amélioration considérable de la situation sanitaire de la ville. Un officier, rapporte le journaliste Lewis Priday, fut *« chargé des relations publiques et affaires civiles ainsi que des rapports sociaux et commerciaux avec la population française et les forces américaines. Des certificats furent délivrés aux coiffeurs, aux cafés et aux restaurants donnant sur les trottoirs qui se conformèrent aux exigences sanitaires, et les officiers du service médical local coopérèrent dans le domaine de la santé et un des premiers résultats fut de maintenir le taux de maladies vénériennes aussi bas que possible, tandis que, dans le même temps, des campagnes visant à contrôler les moustiques, les mouches et les rats, entreprises par la Marine et l'Armée de terre, donnèrent de bons résultats. »*

Au lendemain du conflit, après le départ des forces alliées, c'est une ville enrichie et rénovée qui retrouve son rythme habituel. Sa population est restée stable puisqu'on dénombre, en 1946, environ 11 000 habitants : 7 700 Européens, dont plus aucun condamné, 500 militaires, 900 indigènes (Kanak, Néo-Hébridais et Indiens) et 1 900 Asiatiques.

Dockers loyaltiens

Pour les besoins de l'armée américaine, un nombre important de Kanak, principalement loyaltiens, sont embauchés. Lewis Priday précise à leur propos que *« 600 d'entre eux sont logés au camp de Montravel à la sortie de Nouméa, et une des particularités est le chant choral de ces indigènes lorsqu'ils sont conduits chaque jour en camion à leur travail et qu'ils en reviennent »*. Mais pour faire face à ses impérieux besoins de main-d'œuvre, l'armée américaine n'hésite pas à recruter illégalement des engagés asiatiques, ce qui entraîne de nombreux problèmes, comme l'évoque le secrétaire général du gouvernement, le 17 août 1943 : *« Je passe sur les nombreux incidents auxquels a donné lieu l'emploi clandestin d'immigrants, dont certains ont été emmenés en avion, par des officiers américains, jusqu'aux Nouvelles-Hébrides. […] En bref, l'administration des immigrants est devenue, comme celle des indigènes, d'une complication extrême en face d'une main-d'œuvre dont l'unique désir est de trouver chez les Alliés des conditions de travail avantageuses. »* (CAOM)

Loyaltiens travaillant au port de Nouméa, extrait de *Pacific Treasure Island*, de Wilfred G. Burchett, 1942, coll. Terrier

Les enseignants du collège Lapérouse en 1945, fonds du pasteur Ariège, coll. MVDN

À l'arrivée des forces alliées, le collège Lapérouse est réquisitionné par l'armée. Les élèves vont alors suivre leurs cours à l'école Suzanne Russier, tandis que les écolières rejoignent l'école Surleau où les cours sont alternés tantôt le matin, tantôt l'après-midi pour les filles ou les garçons.

« C'étaient de simples bâtiments, avec de la tôle autour et le toit aussi en tôle. Ils étaient partagés en plusieurs petits studios, mais ce n'étaient pas des studios. […] J'en ai loué un à Vallée-du-Tir. Sur un petit morceau de terrain, tu peux faire quelque chose de 10 mètres, de 20 mètres et puis ensuite, partager en plusieurs petits appartements. Et puis après ils louent. Mais c'est tout petit, ça fait 8 ou 9 m². »

Antoine Goromido (1996)

An American way of life

Many European families welcome soldiers and officers to enable them to regain some family warmth before joining their military operations. To thank their hosts, Allied soldiers offered treats that were very popular with children. Many couples were formed leading to 72 weddings, and many more births. Following the conflict, after the departure of the Allied forces, Noumea was a fortified and renovated city which recovered its normal pace.

Nouméa, creuset du melting-pot calédonien (1946-1963)

Une ville pour tous, 1953, extrait de *Géographie de la Nouvelle-Calédonie* (1955)

Au moment où la Nouvelle-Calédonie commence à faire l'expérience d'une autonomie croissante, son chef-lieu connaît une étonnante explosion démographique. De 1946 à 1963, la population de Nouméa triple, passant de 11 000 à 22 000 habitants en 1957, puis à 34 900 en 1963.

Cette extraordinaire augmentation, qui participe d'un essor urbain mondial sans précédent, concerne tout d'abord les Européens présents dans la ville, dont le nombre s'établit à plus de 21 342, alors qu'ils n'étaient que 8 000 en 1936. Ce phénomène résulte d'un exode rural massif puisque désormais de nombreux emplois, notamment d'encadrement, se créent. Les effets en sont importants et les années 1950 vont être marquées par l'achèvement de l'intégration des différents groupes d'origine européenne, c'est-à-dire les descendants des colons d'origine libre et ceux d'origine pénale. On note aussi que, faisant suite à la défaite de Diên Biên Phu en 1954, un certain nombre d'expatriés de l'ancienne Indochine française s'implantent.

Par ailleurs, l'abolition du régime de l'indigénat, comme le note Dorothée Dussy *« a des conséquences importantes pour les Mélanésiens : ceux-ci se voient désormais offrir la possibilité d'une libre circulation et d'une libre résidence en ville ; l'essor du salariat et les opportunités offertes en milieu urbain en matière d'emploi, le décollage économique de l'après-guerre et les besoins en main-d'œuvre au chef-lieu, notamment dans l'industrie du nickel et dans celle du bâtiment, attirent dès lors à Nouméa une population mélanésienne aux effectifs croissants »*. (2005)

Maisons de la Vallée-du-Tir, *Corail*, 1964, coll. MVDN

De 869 en 1936, les Kanak passent à 2 432 en 1956 et à 5 274 en 1963. Cependant, les employeurs n'étant plus contraints de les loger, leurs conditions d'habitation, comme pour de nombreux Asiatiques, restent précaires. Des petits immeubles découpés en minuscules studios leur sont loués, générant souvent une grande promiscuité.

De plus, à partir de 1945, avec la suppression des contrats d'engagement, les travailleurs asiatiques affluent à Nouméa. Sur un effectif d'environ 12 000 personnes présentes en Nouvelle-Calédonie en 1945, après la première vague de rapatriements de 6 093 Indonésiens et de 1 283 Indochinois, de 1948 à 1954, il reste dans la ville, en 1956, 1 306 Indonésiens et 2 258 Vietnamiens. Après la seconde vague des départs vers le Vietnam qui s'échelonnent de 1960 à 1964, il ne reste que 988 Vietnamiens, dont les trois quarts sont implantés à Nouméa.

Ceux qui ont choisi de rester font le choix de l'intégration. Des mariages de plus en plus nombreux ont lieu, tout d'abord entre des Européens et des Vietnamiennes. Un peu plus tard, commence l'intégration des Indonésiens, au début, souvent par l'union d'une femme issue de cette communauté avec un homme d'origine européenne, la plupart du temps métropolitain, par la suite, avec un Calédonien. Ce phénomène est aussi à mettre en relation avec l'arrivée en Nouvelle-Calédonie de jeunes hommes célibataires.

Le recensement de 1956 permet également de constater la présence à Nouméa de 586 Néo-Hébridais et Wallisiens, ainsi que de 465 Tahitiens, marquant ainsi le début de l'immigration polynésienne.

Le développement des écoles de 1943 à 1949

De 1943 à 1949, le nombre d'élèves passe de 1 674 à 2 295 avec un effectif de 982 puis de 1 545 pour les écoles publiques et de 692 à 750 dans les écoles privées. Aussi des écoles ouvrent-elles dans toute la ville qui prendront le nom d'anciens enseignants :

- en 1944, à la Vallée-du-Tir, la future école Teyssandier-de-Laubarède ;
- en 1948, à l'Orphelinat, avenue du Général-de-Gaulle, celle qui prendra le nom de Marguerite-Lefrançois ;
- en 1952, à Nouville, une école dirigée par M. Durand, qui deviendra l'école Amélie-Cosnier ;
- en 1953, au Faubourg-Blanchot, une école dirigée par Paul Boyer dont elle prendra le nom en 1976 ;
- en 1956, à la Vallée-du-Tir, l'école François-Griscelli ;
- en 1957, à la Vallée-des-Colons, une école qui sera démolie puis reconstruite en 1985 pour devenir l'école Émily-Panne ;
- en 1959, au Receiving, celle qui prendra le nom d'Yvonne-Dupont en 1975.

Enfin, à la demande du père Bichon, curé de la paroisse du Bon Pasteur à la Vallée-du-Tir, l'école religieuse Anne-Marie-Javouhey ouvre en 1961, dans l'ancienne église désaffectée. Il existe par ailleurs des structures particulières (écoles ou classes) pour les enfants d'origine asiatique.

The New Caledonian melting pot (1946-1963)

When New Caledonia began to cope with increasing independence, its chief town was experiencing a remarkable boom. The population increased to 22 000 inhabitants in 1957 and 34,900 in 1963. This unprecedented global urban growth was firstly due to a massive arrival of Europeans, whose number stood at over 21,342, compared to less than 8,000 in in 1936. From 869 people in 1936, the Kanak population was of 2,432 people in 1956 and 5,274 in 1963.

The 1956 census also showed the presence of 586 people from New Hebrides and Wallis, as well as 465 Tahitians.

Les « Chân Dăng » à Nouméa

Venus de la colonie du même nom, 12 000 Indochinois (principalement tonkinois, mais on compte aussi parmi eux quelques annamites) arrivent par convois entre 1891 et 1939. Ils viennent travailler avec des contrats de cinq ans, principalement dans les mines. Ils sont assujettis à un régime proche de celui de l'indigénat qui leur interdit, notamment, tout déplacement hors de leur lieu de travail sans autorisation légale et après le couvre-feu. Ils vont rapidement se baptiser eux-mêmes « Chân Dang », terme dont Jean Vanmai fournit l'explication suivante : « *Résignés, ils se surnommèrent par la suite, avec philosophie mais aussi sans doute par dérision, Chân Dăng, ce qui signifie en vietnamien « pied engagé « ou encore au sens large du terme : engagé sous contrat.* » (1992)

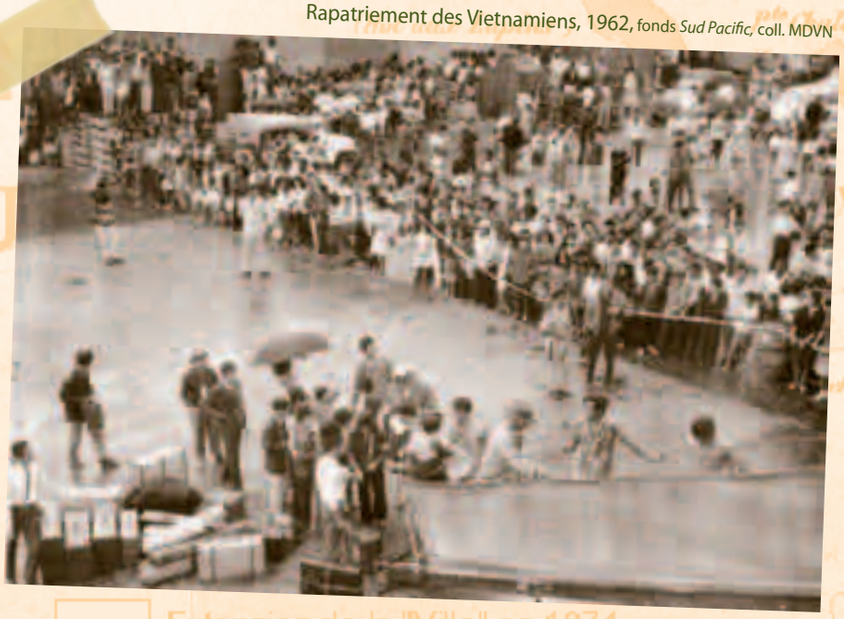
Vietnamiens au marché, 1959, fonds *Sud Pacific,* coll. MDVN

Bien que l'arrêté du 31 octobre 1945 leur donne la résidence libre, ainsi qu'aux engagés javanais, il faut attendre 1946 pour qu'ils puissent circuler librement et s'installer là où ils le souhaitent. Représentant, en 1955, une population d'environ 4 200 personnes dont la majorité afflue au chef-lieu, ils ouvrent un nombre croissant de commerces, ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes. Ainsi compte-t-on dans la ville, en 1946, 90 patentés indochinois sur un total de 1 066 individus, et 283 pour 1 512 en 1954. La rude concurrence commerciale qu'ils représentent et l'adhésion d'un certain nombre d'entre eux au communisme, en cette période de guerre froide, entraînent des débats au sein du Conseil général portant sur les méthodes et les moyens à employer pour leur bloquer l'accès à certaines professions et l'organisation d'une campagne visant à leur rapatriement. La « question vietnamienne » est d'autant plus cruciale qu'à cause de la guerre d'Indochine, ce n'est qu'en 1949 qu'un premier rapatriement de 612 personnes peut être organisé vers Saigon, suivi par un second, en 1950, reconduisant 747 rapatriés à Haiphong. Il faut ensuite attendre dix ans, après qu'un terrain d'accord a été trouvé entre le Gouvernement français et la République démocratique du Vietnam, pour qu'un bateau, l'*Eastern Queen*, soit enfin affrété. Il permettra d'acheminer, de 1960 à 1964, neuf convois vers le Nord-Vietnam. Au total, de 1950 à 1964, 3 786 Vietnamiens sont définitivement repartis.
En 1964, 972 font le choix de rester et de se faire naturaliser. Un millier d'autres hésitent avant, pour la plupart, de rester définitivement en Nouvelle-Calédonie. Ils forment la communauté vietnamienne, enrichie au cours des années par de nouveaux venus, au titre du rapprochement des familles. En 2009, ils sont ainsi 2 327 individus (soient 0,95 % des Calédoniens) a se considérer avant tout néo-calédoniens. La population de l'archipel compte également de très nombreux métis eurasiens d'origine vietnamienne. À Nouméa, les Vietnamiens sont principalement installés à la Vallée- du-Tir ou au centre-ville, dans le quartier appelé « Chinatown » en raison de sa forte concentration de commerces et de restaurants asiatiques.

Communauté chrétienne vietnamienne, album de l'archevêché, coll. SANC

Bien que les catholiques soient minoritaires au sein de la communauté, Mgr Chanrion fait venir, en 1925, le père Raynaud de la Société des missions étrangères de Paris qui parle vietnamien. Puis, en 1955, chassé par les communistes, le père N'Guyen Duy arrive et construit, à la Vallée-du-Tir, la chapelle du Christ-Roi. Un office en langue vietnamienne est alors célébré chaque semaine.

Rapatriement des Vietnamiens, 1962, fonds *Sud Pacific,* coll. MDVN



The Vietnamese in town

Between 1891 and 1939, 12,000 Indochinese arrived in convoys to work with five-year contracts, mainly in the mining industry. In 1964, 972 of them chose to remain in Noumea and become naturalized. The Vietnamese mainly settled in the Valley-du-Tir or in an area called "Chinatown" because of its high concentration of Asian shops and restaurants. In 1950, there were 300 Vietnamese pupils in the schools of Noumea.

Nouméa métamorphosée par le « boom » (1963-1976)

Le boom du nickel fait affluer à Nouméa une population toujours plus nombreuse. Elle est estimée à 38 000 habitants en 1965, à 41 853 en 1969 et à 56 000 en 1976.

Sachant, par ailleurs, qu'environ 20 000 migrants sont arrivés en Nouvelle-Calédonie entre 1968 et 1972, on peut donc en déduire que la majorité d'entre eux se sont installés à Nouméa. Pour faire face à cet afflux massif, une politique d'aide au logement social est alors mise en place avec la cession de terrains communaux au Territoire pour réaliser des habitations à loyer modéré. De plus, en 1965, 100 hectares de terrains communaux sont mis à la disposition du Fonds de l'habitat afin d'accueillir 1 500 familles à la limite nord de la ville (tours de Saint-Quentin). Malgré ces constructions, la période se caractérise par un manque cruel de logements et une inflation du prix des loyers, contraignant certains migrants à vivre sous tente au camping du Ouen Toro. Parallèlement, des lotissements destinés aux villas individuelles ou à des immeubles résidentiels se multiplient dans les quartiers nord et sud dont la densité urbaine s'accroît de 200 %.

Nouméa connaît alors un double mouvement : à l'intérieur des limites de la ville, il y a une véritable redistribution de la population vers les nouveaux quartiers résidentiels au nord et au sud de la ville. À cause de l'escalade du prix des terrains à bâtir, certains font le choix de s'installer dans les communes proches du Mont-Dore, de Dumbéa et de Païta. Ainsi se met en place la future agglomération dite du Grand Nouméa. Le boom renforce l'aspect cosmopolite et multiracial de la commune. Si les Européens représentent 61 % des Nouméens en 1968 et 57 % en 1976, les Mélanésiens passent de 15 à 18 %, les Polynésiens de 6 à 8 %. Quant aux Asiatiques, suite aux nombreux départs, leur nombre diminue de 12,5 à 7 %.

Durant la période du boom, il semblerait que de nombreux « Domiens », c'est-à-dire des personnes provenant des départements d'outre-mer, soient arrivés des Antilles ou de la Réunion. Un certain nombre d'entre eux repartent dans les années 1970, mais les membres de la communauté afro-caribéenne estiment qu'ils sont actuellement 2 000.

Cité Pierre-Lenquette, coll. SIC

De 1919 à 1941, on trouve à Montravel l'école des moniteurs indigènes, puis débute, en 1955, la construction de la cité mélanésienne, suivie dans les années 1970 de la cité Pierre-Lenquette. Marie Tavergeux, qui fut parmi les premiers à l'habiter, raconte :

« Pour la première tranche de location de la cité il n'y eut que des Mélanésiens. Dans la seconde, quelques Wallisiens vinrent s'installer. Ça aurait été si on avait été mélangé, mais c'est ainsi… Le quartier était un peu comme une tribu, même si certains le contestent, ici c'est vraiment la tribu. On peut recevoir, ce qui est impossible en ville, et beaucoup de fêtes se préparent ici. Au début, quand il y avait un événement, on se retrouvait tous chez l'un ou l'autre. C'est encore un peu vrai aujourd'hui. Pour les mariages, surtout pour les gens des îles, tous les préparatifs se font ici bien que la fête se passe ailleurs, mais toute la coutume part d'ici. C'est important, parce que la coutume c'est la valeur du Mélanésien : c'est sa vie. »

Carte de l'évolution démographique de la ville par Nadia Chagniaud, coll. ville de Nouméa

Noumea transformed by the "boom" (1963-1976)

The nickel boom led to a growth in the population of Noumea. From 38,000 inhabitants in 1965, their number was estimated at 41,853 in 1969 and 56,000 in 1976. Approximately 20,000 migrants arrived in New Caledonia between 1968 and 1972 and most of them settled in Noumea. There was also a redistribution of population to new residential areas located in the northern and southern suburbs, within the city limits.

L'arrivée des Pieds-Noirs

Français originaires d'Afrique du Nord, les premiers d'entre eux, provenant du Maroc et de la Tunisie, qui accèdent à l'indépendance en 1956, arrivent à la fin des années 1950. Mais le flux le plus important est celui consécutif à l'indépendance de l'Algérie en 1962 car certains d'entre eux se rendent directement en Nouvelle-Calédonie sans passer par la France métropolitaine. Ensuite, d'autres viendront à la faveur du boom du nickel, vers 1969-1972, comme de nombreux Européens, mais aussi Océaniens, venus prendre part au développement économique. D'autres vagues d'arrivées de Pieds-Noirs se produisent ensuite régulièrement. Comme l'indique le professeur Jean-Yves Faberon : *« Quand ils viennent en Nouvelle-Calédonie, les pieds-noirs en repartent rarement. Ce pays d'outre-mer, cette ville de Nouméa très «méditerranéenne», leur plaisent et ils s'y sentent souvent mieux qu'en métropole où nombre d'entre eux ne se sont jamais acclimatés ; tandis que le melting-pot calédonien et Nouméa, qui est tout sauf une «ville blanche», leur sont familiers. »*

Principalement installés à Nouméa, ils travaillent dans nombre de professions libérales ou comme fonctionnaires, commerçants ou journalistes. Cette communauté qui revendique son intégration au sein de la population calédonienne n'a jamais été précisément recensée. Cependant, certains de ses membres l'estiment à environ 3 000 personnes. Parmi elles, les figures les plus connues sont : Pierre Bretegnier, Bernard Deladrière, Philippe Gomès, Jean-Yves Faberon, Jean-Pierre Guillemard, Pierre Maresca et Yves Tissandier, Pierre Alla, …

Membres de la communauté pied-noir sur la tombe du journaliste Jean Brune, ami d'Albert Camus et directeur de *La France Australe*, où ils se retrouvent à chaque Toussaint, coll. Faberon

La diversité de la population nouméenne dans les années 1960

« On distingue tout d'abord la population blanche, composée de Français métropolitains, fonctionnaires pour la plupart – des "métros", comme on les appelle, ou plus familièrement, des "zozos" –, et de Calédoniens proprement dits, descendants des premiers colons, de militaires ou de navigateurs et commerçants, venus s'établir sur la Grande Terre au cours des ans. Puis vient la population indigène autochtone : Canaques aux massives épaules, aux tignasses crépues, parfois roussâtres, aux traits lourds et à la démarche indolente ; "popinées" flottant dans leurs robes multicolores couvertes de dentelles et de galons et traînant dans la poussière chaude leurs pieds larges et nus fendillés aux talons. Il se mêle à ces deux groupes principaux : des Polynésiens des Wallis ou de Tahiti, souvent couronnés de feuillages, et leurs "vahinés" aux cheveux ondoyants répandant sur leur passage le parfum lourd du "monoï" et des fleurs dont elles se sont parées ; des Chinois et Tonkinois, toujours débordant d'activité ; plus rarement, la petite coiffe de velours noir ou marron des Javanais ainsi que les chignons cloutés de pièces d'or – des vraies ! –, les basques et les draperies de leurs épouses. Enfin, des indigènes isolés des Îles Salomon ou des Nouvelles-Hébrides, travaillant dans le port, et par-ci, par-là, noirs aussi, souples d'allure, dressant leur tête petite et fine, quelques Africains de Somalie. » May et Henry Larsen (1960)

The arrival of the Black feet"

"Black Feet" is the name given to the French coming from North Africa after the independence of Morocco and Tunisia, in 1956, and then, for most of them, after the independence of Algeria, in 1962. Some of them went directly to New Caledonia ans settled in Noumea. They worked in many professions such as officials, merchants or journalists.

Présence wallisienne et futunienne

Petelo dans le jardin des Joubert à Nouméa, en 1934, coll. Shekleton

Quand ils ont quitté Wallis, en 1930, après y avoir séjourné 35 ans, M. et Mme Joubert sont revenu avec à Nouméa avec Petelo, l'un des tout premiers Wallisiens à s'installer en Nouvelle Calédonie.

Bien que la présence de Wallisiens dans l'archipel remonte à la période pré-européenne, notamment sur l'île d'Ouvéa, ils sont peu nombreux à Nouméa durant toute la période coloniale. On en dénombre 17 lors des recensements de 1921 et 1926, puis 13 en 1931.

Pendant la guerre du Pacifique, le 24 juin 1943, 130 Wallisiens et 48 Futuniens quittent Wallis pour venir travailler au service de l'armée américaine. À Nouméa, ils sont logés à l'île Nou et disséminés dans les divers chantiers de la Société Le Nickel ; d'autres sont affectés aux transports maritimes. Au départ des Américains, ils sont presque tous rapatriés.

La fin des contrats et le rapatriement des engagés asiatiques incitent les entrepreneurs calédoniens à faire appel aux Wallisiens et Futuniens. Les premiers convois arrivent en juin puis en novembre 1947, suivis d'un flux d'arrivées individuelles de plus en plus soutenu.

La brève récession minière de 1960, associée à l'exode rural massif des Européens, contraint les travailleurs agricoles et miniers employés dans le Nord, ainsi que leur famille, à se replier à Nouméa où ils s'installent, en grande majorité, dans les quartiers de Rivière-Salée et de Koutio. Certains d'entre eux sont logés par l'employeur dans des studios rapidement surpeuplés comme ce fut le cas à Doniambo.

L'immigration s'intensifie plus particulièrement pendant la période du boom du nickel, ainsi que dans les années suivantes comme le démontrent les chiffres des divers recensements : 5 065 en 1974, 5 480 en 1983, 6 146 en 1989, 6 912 en 1996, soit environ 9 % de la population nouméenne.

Beaucoup de familles wallisiennes et futuniennes s'installent dans les quartiers de Montravel, de Normandie et de Rivière Salée, où nombre d'entre elles accèdent à la propriété. Le regroupement dans ces quartiers facilite le maintien de leurs coutumes à Nouméa.

Les chiffres suivants sont aussi révélateurs du glissement de cette communauté vers les communes avoisinantes : en 1996, sur les 16 522 Wallisiens et Futuniens installés dans le Grand Nouméa, 2 295 vivent à Païta, 4 335 au Mont-Dore et 2 980 à Dumbéa.

Fête wallisienne à Nouméa en 1963, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Visite du roi de Wallis à Nouméa, 1960, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

The people from Wallis and Futuna

There were few people from Wallis and Futuna living in Noumea during the colonial period (17 in 1921 and 13 in 1931). During the Pacific War, 130 Wallisians and 48 Futunans left their island to come and work for the U.S. Army. Their immigration increased especially during the nickel boom and the following years. In 1996, they represented 9 % of the population of Noumea. They now mainly live in the Greater Noumea.

La communauté « tahitienne »

Temple de la Vallée-du-Tir, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Sous le vocable « tahitien », communément utilisé en Nouvelle-Calédonie, se retrouvent désignées les personnes originaires des cinq grands archipels de l'actuelle Polynésie française, soit les îles de la Société, les Marquises, les Tuamotu, les Australes et les Gambier. Dès la prise de possession, les échanges entre Papeete et Nouméa sont mis en place puisque le gouverneur des EFO est aussi celui de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi certains auxiliaires tahitiens assistent-ils les troupes françaises dans la colonie. Mais c'est principalement lors des deux conflits mondiaux que Tahitiens et Calédoniens sont associés au sein du bataillon mixte du Pacifique. Les migrations suivies ne commencent vraiment que dans les années 1950, avec la mise en place des programmes de grands travaux industriels et routiers, avec une pointe en 1955-1956 pour la construction du barrage de Yaté. Ainsi sont-ils déjà 465 à Nouméa en 1956. Leur effectif ne cesse d'augmenter pendant le boom du nickel.

En 1969, la communauté polynésienne représente 2 346 personnes, soit 5,5 % de la population totale urbaine, et constitue la quatrième communauté par ordre d'importance. Grâce aux travaux du géographe Jean Farges, en 1972, on possède une photographie assez précise des emplois de cette communauté à cette époque. Réputés gros travailleurs, habiles et qualifiés, les Tahitiens sont très recherchés sur le marché du travail. Alors que la majorité des Mélanésiens, Wallisiens et Néo-Hébridais occupent des emplois de manœuvres, eux sont ouvriers dans une position intermédiaire entre le manœuvre et le cadre. À la SLN, 620 salariés tahitiens font vivre plus de 2 000 personnes. Dans le bâtiment, une dizaine d'entreprises se partagent ces ouvriers renommés (15 %), tandis que les professions libérales et commerciales en emploient 16 %.

Certains s'installent aussi à leur compte dans les secteurs des transports, du commerce et du bâtiment. Aussi, entre 1968 et 1970, les délivrances de patentes à des Tahitiens explosent. Certains d'entre eux détiennent plusieurs patentes : l'entrepreneur de roulage est souvent loueur de voitures ou mécanicien, l'épicier fait du colportage. Les femmes participent à ce mouvement. Elles s'impliquent dans des activités de couture, de restauration (gamelles, boissons), de « curios » (artisanat tahitien) ou d'articles de mode.

Jean Farges note aussi que *« la ventilation selon le groupe ethnique fait apparaître une spécialisation des activités à l'intérieur du groupe »*. À Nouméa, des Tahitiens d'origine chinoise tiennent en famille des petits commerces où les femmes s'adonnent à la couture. Les « Demis » travaillent dans le bâtiment ou le commerce, toujours dans des activités nécessitant une mise de fonds importante. Les patentés tahitiens d'origine polynésienne sont moins spécialisés et leur activité ne nécessite pas d'importants capitaux. Parmi les petits métiers, on retrouve une pratique importée de Tahiti, celle de la vente ambulante de boissons non alcoolisées et de casse-croûtes, à l'origine des « roulottes ».

Au recensement de 1976, cette population connaît son apogée avec un effectif de 3 760 personnes. Mais en raison de la crise économique de 1972 et de la récession qui lui est consécutive, de nombreux Polynésiens repartent dans leurs îles et ils ne sont plus que 2 839 en 1983. Ce chiffre va encore diminuer après les événements de 1984-1988, puisque la communauté compte 2 347 personnes en 1989 et 2 288 en 1996, soit 3 % de la population de Nouméa.

Nouméa s'amuse : Tahiti Cabaret

Au Tiaré, danseuse et musiciens, coll. Vergé

The Polynesian community

People from Tahiti, but also from the whole French Polynesia region, came to settle in Noumea during the 1950's, as the city needed a workforce to build roads and also the damp of Yaté. They numbered 465 people in 1956 and 2,346 in 1969, during the nickel boom. But because of the economic crisis of 1972, many Polynesians returned to their home island. They were 2,839 in 1983, 2,347 in 1989 and 2,288 in 1996, gathering only 3% of the population of Noumea.

Le choc de la récession et des Événements (1976-1998)

Malgré les aléas de cette période mouvementée, la population de la ville est en constante augmentation, passant de 56 070 habitants en 1976 à 60 112 en 1983, et de 65 110 en 1989 à 76 293 en 1996. En vingt ans, la population s'est accrue de 8 000 habitants (36 %). Cette apparente progression recèle des mouvements complexes. La période de l'après-boom économique, de 1976 à 1984, est marquée par une dépression démographique de courte durée, suivie d'une reprise due à l'installation d'une partie de la population des centres miniers désormais désœuvrée. Puis, lors des Événements, de 1984 à 1988, malgré l'arrivée à Nouméa des réfugiés de la côte Est et du nord de la Grande Terre ainsi que des îles Loyauté, le solde migratoire reste négatif avec le départ, en moyenne, de 200 personnes par an. Ce phénomène s'exerce aussi au profit de l'agglomération puisque la ville perd 4 638 habitants, entre 1989 et 1996, qui vont s'établir dans les communes voisines. Parallèlement aux graves événements qui se déroulent en brousse, la période est ponctuée en ville par de grands meetings et manifestations voulant exprimer la volonté de la majorité de la population nouméenne de rester française. Cependant, la répartition ethnique de la population fait que certains quartiers, tels que Montravel, sont des fiefs indépendantistes. En effet, si la population d'origine asiatique et celle d'origine européenne implantée de longue date en Nouvelle-Calédonie sont réparties de façon homogène dans l'ensemble de la ville, la population kanak et océanienne est principalement installée dans le secteur nord-ouest de Nouméa (Ducos, Doniambo, Montravel, Rivière-Salée, Vallée-du-Tir et 4e Km). Quant à la population européenne récemment arrivée, elle s'est surtout implantée dans les quartiers sud de la presqu'île.

D.R.

Du point de vue de la répartition ethnique, mis à part les Polynésiens (-39 %), dits « Tahitiens », et les Indonésiens (-17 %) dont la proportion diminue, la période de 1976 à 1996, se caractérise par une augmentation substantielle mais différenciée de toutes les communautés présentes dans la ville. Par exemple, si la population européenne s'accroît d'environ un quart (+23 %) et si les populations wallisienne-futunienne (+59,4 %) et vietnamienne (+46,5 %) doublent, la progression la plus spectaculaire est celle des Mélanésiens tant pour les Kanak (+70 %) que pour les ni-Vanuatais (+ 68 %). L'étonnant renforcement de la catégorie « autres » (197,4 %) peut être à la fois perçu comme le témoignage de la diversité ethnique de la ville mais aussi d'un métissage croissant qui fait que nombre d'individus ne souhaitent plus se positionner au sein des catégories traditionnelles.

Ainsi, malgré un contexte politique troublé et la décentralisation induite par la provincialisation, Nouméa est parvenue, entre 1976 et 1998, à maintenir son caractère de métropole régionale attractive en demeurant le pôle économique essentiel de l'archipel.

et autres dancings

Les Tahitiens apportent avec eux les chemises à fleurs, la musique et les danses tahitiennes, les colliers de fleurs et les curios, qui envahissent le paysage touristique, ainsi que les dancings. Dans les années 1950 à 1970, que ce soit au Tiaré chez Aline Sakoumory, au Tahiti Cabaret où Gilbert Thong fait venir des orchestres polynésiens, au Santa Monica avec l'orchestre de Hiro et les cours de tamouré. Il n'y a pas de fête sans musique tahitienne, ni sans que les Nouméens dansent au son des ukulélés. La Nouvelle-Calédonie devient une destination festive, auréolée du mythe de la vahiné.

Publicité d'un curios dans *Sud Pacifique*, 1960, Coll. MVDN

The shock of the recession and the Events (1976-1998)

The population of the city steadily increased, from 56,070 inhabitants in 1976 to 60,112 in 1983 and from 65,110 people in 1989 to 76,293 in 1996. While serious political events took place in the bush, large city meetings wished to express the will of the majority of the population to remain French. The Kanak and Oceanian population was mainly located in the northwest of Noumea. As for the recently arrived European population, it settled in the south of the peninsula.

Les squats ou les zones d'habitat spontané

Squat à Montravel, coll. ville de Nouméa

La presqu'île de Nouméa se caractérise par un tissu urbain discontinu qui a été favorable à l'installation de nombreux « squats », dont le géographe Christian Jost rappelle que le terme vient de l'anglais « s'accroupir » et qu'il désigne « *un habitat spontané et précaire qui se situe sur un terrain privé ou public et pour lequel les occupants sont sans droits ni titres. Plus couramment, c'est un regroupement de cabanes dans un lieu donné.* » (2010)

Actuellement, on considère qu'une famille sur 35 ou 40 vit au sein d'un squat à Nouméa, et qu'il y aurait dans le Grand Nouméa entre 5 000 et 7 000 soit 10 % de la population qui y habitent. Celle-ci est principalement d'origine océanienne pour moitié mélanésienne, pour un tiers wallisienne et futunienne et pour le reste essentiellement ni-vanuataise ou tahitienne. Comme le rappelle Dorothée Dussy en 2005 : « *Il s'agit d'une population stable et active (83% des ménages comporte au moins un actif)* » mais exerçant dans des professions requérant de faibles qualifications, donc peu rémunératrices et précaires.

Les origines de ces zones d'habitat spontané ont varié avec le temps. Au départ, dans les années 1970, de nombreux Océaniens pour compléter leur revenu ou pour raisons coutumières implantent des jardins vivriers dans les espaces inoccupés. Ils les dotent progressivement de cabanes qui deviennent pour certains, comptes tenus du prix des loyers, leur habitation principale. Par la suite, bien des migrants, notamment pourvus de familles nombreuses, vont s'y installer directement sans passer par une phase transitoire d'un logement plus légal en ville, d'autant que le squat permet de reproduire plus aisément un mode de vie océanien.

Les squats font depuis longtemps débat. Dans ce cadre, le 27 janvier 2011, le président de la province Sud, Pierre Frogier, a présenté un projet de résorption de l'habitat insalubre dans le Grand Nouméa, axé sur leur réhabilitation, passant par l'électrification, l'alimentation en eau potable et la collecte des déchets, plutôt que par la construction de nouveaux immeubles d'habitat social. Faisant suite à cette déclaration qui a soulevé de nombreuses polémiques, des solutions expérimentales sont en cours de réflexion.

Les nakamals

Nakamal signifie « bar à kava », boisson traditionnellement consommée par les hommes de plusieurs peuples du Pacifique tels que les Vanuatais, les Wallisiens ou les Fidjiens, dans une sorte de maison commune (nakamal) où ils se réunissent le soir. Au début des années 1990, les bars à kava commencent à se multiplier à Nouméa. On en compterait actuellement plus de 300 dans la ville dont la plupart sont implantés dans les squats mais également à Ducos. On en trouve aussi, selon Christian Jost, « *dans des jardins de particuliers, dans des garages, au bord de la voie express ou encore dans le squat du domaine privé Tuband en plein cœur des quartiers sud résidentiels.*» (2010) Le succès des nakamals provient des vertus apaisantes de du kava bu en décoction mais aussi d'espaces perçus comme sereins, conviviaux et ouverts à tous. Cependant, leur multiplication inquiète les autorités et une réglementation est actuellement à l'étude par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Nakamals, coll. ville de Nouméa

Squats or informal settlements

Initially, in the 1970s, many Pacific Islanders gradually build huts to complete their income or for customary reasons. For some of them, it became their main residence. In Greater Noumea, there would now be between 5000 and 7000 people or 10 % of the population who live there. Experimental solutions are currently being considered to reduce the slums.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Le centre communal de la ville de Nouméa (CCAS) est chargé d'animer la politique très diversifiée d'actions sociales de la ville visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Ces problèmes sont traités en partenariat avec toutes les institutions, notamment l'État et la province Sud.

Pour de nombreuses familles, l'éducation des enfants est un souci à gérer au quotidien. Pour les aider, des actions de soutien et d'accompagnement été mises en place autour de cinq axes définis suivants : petite enfance, loisirs, scolarité, accompagnement psychologique, précarité.

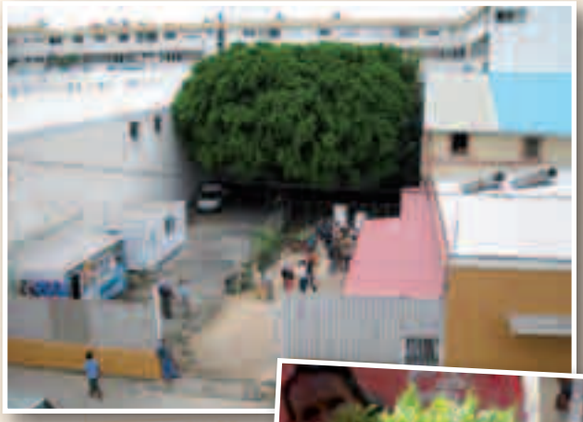
L'axe « famille et petite enfance » relève essentiellement de deux services de la mairie : l'état-civil et le CCAS. Celui-ci apporte des informations sur les modes de garde, gère la crèche municipale et le réseau d'assistantes maternelles (RAM) ainsi que la formation du personnel des crèches agréées et le contrôle des garderies. L'axe « famille et loisirs » concerne essentiellement les services de la vie des quartiers (SVQ), de la culture et des fêtes (SCF) et des sports, regroupés au sein de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS). Tous les trois ainsi que leur direction contribuent au développement du temps de loisirs et proposent de nombreuses activités dans les quartiers et sur les terrains de sport.

Pour aider les enfants scolarisés, l'axe « famille et scolarité » fait appel à de nombreux services de la Ville. Ainsi, la caisse des écoles compte-t-elle 2 000 élèves de maternelle dans les garderies. La FASE, fédération pour l'accompagnement et le soutien de l'enfance, prend en charge 1 500 enfants après l'école, afin de les aider à faire leurs devoirs, et pendant les vacances. L'incitation à la lecture est favorisée à tout âge par le biais de la médiathèque de Rivière-Salée et des maisons de quartier. Le Musée de la Ville accueille, par ailleurs, tous les scolaires tandis que l'art-bus se déplace dans les écoles primaires pour proposer des expositions et des ateliers thématiques.

Pour soutenir les parents, l'axe « Famille et accompagnement psychologique » propose des lieux d'écoute pour les familles, assurés par un psychologue dans les maisons de quartier ou dans les collèges. En 2012, une maison de la parentalité doit être créée au Faubourg Blanchot.

La lutte contre la précarité vise à favoriser l'insertion sociale par différentes actions : des aides au permis de conduire, l'accès aux jardins potagers familiaux et l'organisation de marchés dans les quartiers. L'axe « Famille et précarité » est aussi un accompagnement, un soutien et un suivi des familles en voie de relogement. Enfin, des écrivains publics sont mis à la disposition pour la rédaction de courriers administratif, professionnel ou privé dans les maisons de quartier. Par ailleurs, la commune apporte son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de la grande précarité comme « Abri Partage » qui gère trois établissements d'accueil de nuit pour les personnes en errance ou l'association « L'Accueil » qui mène des actions en direction du même public durant la journée.

Locaux d'abri-partage, coll. ville de Nouméa



Belle carotte des jardins familiaux, coll. ville de Nouméa

Résorption des squats à Tuband, coll. ville de Nouméa

The fight against poverty and exclusion

The community center of the city of Noumea (CCAS) is responsible for leading very diverse social actions to fight against poverty and exclusion. For many families, the education of their children is a daily concern. In order to help them, several measures have been implemented, dealing with education, leisure activities, nurseries and day care.

Un comportement démographique de

En 2009, avec près de 98 000 habitants, pour 80 000 habitants en 2000, Nouméa connaît une importante croissance démographique, qui s'explique, notamment, par le solde naturel positif dû à un excédent de naissances par rapport aux décès. C'est dans les quartiers de Kaméré et de N'Géa qu'il est le plus important. Mais la progression de la commune résulte aussi de mouvements migratoires substantiels. Plus de 20 000 personnes sont arrivées entre 2004 et 2009, pour environ 18 000 personnes qui l'ont quittée. La majorité de ces migrants est âgée de moins de 45 ans (16 000), seulement 3 000 d'entre eux ont 45 à 59 ans tandis qu'un millier a 60 ans ou plus. Ainsi, le taux de renouvellement de la population de la ville a été d'un quart sur la commune entre 2004 et 2009, et d'un tiers pour les 20-35 ans. Au total, on peut considérer que la progression de la population nouméenne résulte pour deux tiers du solde naturel et pour un tiers de l'immigration. Le phénomène de péri-urbanisation, dû aux nombreux départs de ceux qui vont s'installer dans les autres communes de l'agglomération, explique en grande partie l'augmentation de la population du Grand Nouméa.

Si la ville comptait 36 % de moins de 20 ans en 2004, elle en recense 31 % en 2009 (30 500 jeunes). Une tendance au vieillissement est donc perceptible puisque la part des plus de 60 ans a, quant à elle, augmenté et correspond en 2004 à 10,4 % de la population contre 12,74 % en 2009. Si les jeunes se concentrent au nord de la commune, les personnes âgées se trouvent principalement dans le sud. Un autre phénomène important est constitué par la rapide diminution de la taille des ménages depuis dix ans, qui s'établit désormais à 2,88 personnes à Nouméa contre 3,16 sur le Grand Nouméa et 3,31 pour toute la Nouvelle-Calédonie.

Photo André Puglia

The demographic behavior of a contemporary metropolis (1998-2011)

In 2009, with nearly 98,000 inhabitants, compared to 80,000 in 2000, Noumea experienced a significant population growth. It is mainly due to the positive natural balance, but also to the result of substantial immigration.

métropole contemporaine (1998-2011)

Photo André Puglia

En parallèle, 27 % des résidences principales, soit plus de 8 300 logements, sont des logements de petite taille composés d'une ou deux pièces. À l'échelle de la Nouvelle- Calédonie, la concentration est deux fois moindre puisque 3 000 logements, soit 13 % des résidences principales, relèvent de cette catégorie qui correspond à des locations. Cependant, à Nouméa, un ménage sur trente ou quarante vit au sein d'un des nombreux squats où l'on compte près de 1 000 enfants de moins de 16 ans qui sont pratiquement tous scolarisés.

Le niveau de formation demeure cependant faible puisque la moitié de la population de la ville a un niveau identique ou inférieur au BEPC.

Le développement démographique, avec 76 293 habitants en 1996 passant à 97 579 en 2009 (28 %), a nécessité une intense activité de construction d'habitats et de lotissements. Dans le domaine privé, les plus importants sont ceux de Tuband et de Tina, tandis que des lotissements accueillant des familles de classe moyenne se sont développés notamment aux Portes-de-Fer et à Magenta. Pour éviter la ghettoïsation de l'habitat social, une politique de dissémination a été conduite au sein de tous les quartiers de la ville. L'ensemble des phénomènes qui affectent actuellement la population de la ville témoigne d'une évolution qui l'assimile très clairement à un comportement démographique de pays développé, plus proche de celui des métropoles de ses grands voisins (Australie, Nouvelle-Zélande) que des villes des espaces insulaires océaniens.

L'université de la Nouvelle-Calédonie

Photo Christophe Bouton

Jusque dans les années 1980, la Nouvelle-Calédonie offre peu de possibilités pour les étudiants désirant poursuivre des études supérieures. Il faut attendre 1987 pour que l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) apparaisse en tant que composante de l'Université française du Pacifique dont le siège administratif est situé à Tahiti (Polynésie française). En 1999, les deux centres deviennent deux universités autonomes. Aujourd'hui, de nombreuses formations, dont des cursus liés à la mine, sont dispensées au sein de l'université. Parallèlement aux études universitaires, des préparations aux concours des grandes écoles ou aux études de médecine ainsi que des filières courtes (BTS, DUT) sont ouvertes dans le cadre des lycées d'enseignement général et techniques, dont celui de Jules-Garnier, à Nouville, et le lycée polyvalent du Grand Nouméa. Nouméa compte aujourd'hui quatre lycées publics et trois privés, huit collèges publics et deux privés. Quant aux écoles primaires, on en dénombre à présent 51 pour l'enseignement public, auxquelles s'ajoutent six écoles privées sous contrat d'association. En 2011, elles rassemblent 10 716 écoliers scolarisés à Nouméa.

More than 20,000 people arrived between 2004 and 2009, compared to 18,000 people who left the city. Meanwhile, the proportion of people over 60 increased in the beginning of the 21th century.

Nouméa, capitale politique du

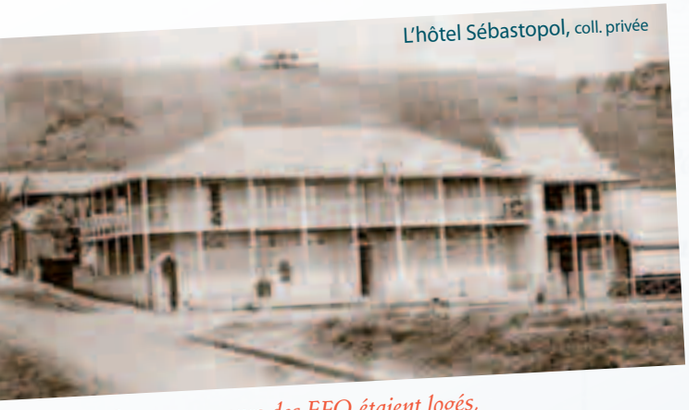
Caillou

Établi comme chef-lieu de la colonie par Tardy de Montravel, Port-de-France, devenu Nouméa, a toujours conservé sa fonction de capitale du pays, en dépit de la récente provincialisation. Mais la ville fut aussi très tôt dotée d'un conseil municipal. Une fois émancipé de la tutelle gubernatoriale, celui-ci fut au XIXe siècle le lieu de débats animés se traduisant souvent par le remaniement de équipe communale. En comparaison avec ce passé agité, la période contemporaine se caractérise, au contraire, par l'exceptionnelle durée des mandats de Roger Laroque et de l'actuel maire, Jean Lèques. La présence dans la ville, tant du siège de la province Sud que du Congrès et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que de nombreuses institutions à caractère local ou régional, fait que le rôle de Nouméa, dans la mise en place du destin commun, reste fondamental.

Noumea, political capital city of the « Stone » island

Established as the capital city of the colony by Tardy Montravel, Port-de-France, when it became Noumea, still maintained its role as a capital city, despite the recent provincialisation. But the city was too early provided with a city council. Once freed from the government control, it was, in the nineteenth century, the center of lively debates that often involved multiple revisions of the municipal teams. Compared with its tumultuous past, the contemporary period is characterized, on the contrary, by the exceptional term of office of Roger Laroque and the current mayor, Jean Lèques. The presence in the city of the headquarters of the Southern Province as well as the Congress and the Government of New Caledonia and many local or regional institutions, made the role of Noumea in the establishment of common destiny a fundamental one.

Port-de-France sous la juridiction des EFO (1854-1860)



L'hôtel Sébastopol, coll. privée

Les gouverneurs des EFO étaient logés, lors de leur visite dans la nouvelle colonie, à l'hôtel Sébastopol.

Depuis le début de la présence française en Nouvelle-Calédonie, Nouméa est le chef-lieu administratif de l'archipel. Mais ce rôle ne débute réellement qu'avec le décret impérial du 14 janvier 1860, car, depuis la prise de possession en 1853, l'archipel est une dépendance des Établissements français de l'Océanie (EFO) : il est donc administré par un gouverneur basé à Papeete, représenté sur place par un commandant particulier, ce qui explique en partie le développement très lent des premières années.

Les relations sociales à Port-de-France, qui est avant tout un poste militaire, sont empreintes d'une nécessaire solidarité qui n'exclut cependant pas d'inévitables divisions. Les militaires ont tendance à mépriser quelque peu les civils tandis que les colons accusent les soldats d'autoritarisme et d'incompétence.

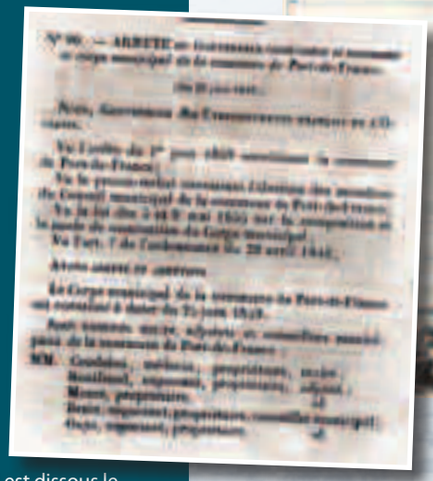
Suite aux remarques du commandant particulier, Jules Testard, le gouverneur Saisset se rend compte que l'éloignement des deux colonies est à l'origine de la rupture du lien administratif et financier entre celles-ci.

Cartes de la Nouvelle-Calédonie et de Tahiti dressées par Ch. Lacoste, sous la direction de J. Migeon, coll. MDVN

Une première municipalité nommée (1859-1860)

Bien que la commune de Port-de-France soit créée dès le 1er juin 1856, ce n'est que le 25 juin 1859 que le commandant particulier Durand propose une première représentation municipale dont les membres sont choisis parmi les personnalités influentes de la bourgade naissante. Victor Coudelou est désigné comme maire, avec comme adjoints MM. Bouillard et Monet. Dès le second conseil, se posent les questions des attributions et… des revenus afférents. Des conflits d'intérêts interviennent et les relations avec l'autorité militaire sont difficiles. En conséquence, le conseil est dissous le 21 juillet 1860.

Arrivé comme officier dans la nouvelle colonie, Victor Coudelou s'y installe et ouvre en 1860 la première pharmacie civile. En 1867, il est le premier juge d'instruction et instruit la première grosse affaire criminelle locale.



Nomination de Victor Coudelou, Le Moniteur impérial, 1859, coll. SAVN

« Rien de plus fâcheux pour la colonisation que le mode actuel d'administration de la Nouvelle-Calédonie. Je suis plus loin du gouverneur que du ministre ; il en résulte des retards bien fâcheux. Je viens en outre d'acquérir la conviction qu'on ne me croit aucun pouvoir, et alors on ne tente aucune démarche près de moi et les affaires en souffrent plus que Votre Excellence ne peut le penser. Je sais qu'on fait aujourd'hui, d'ici même, des démarches en France pour obtenir des concessions de terres ; on n'a pas daigné en donner avis à moi qui suis sur les lieux, ni même au gouverneur. »

Lettre du commandant particulier Jules Testard au ministre de la Marine et des Colonies, en 1858 (Joël Dauphiné)

Port-de-France under the jurisdiction of the EFO (1854-1860)

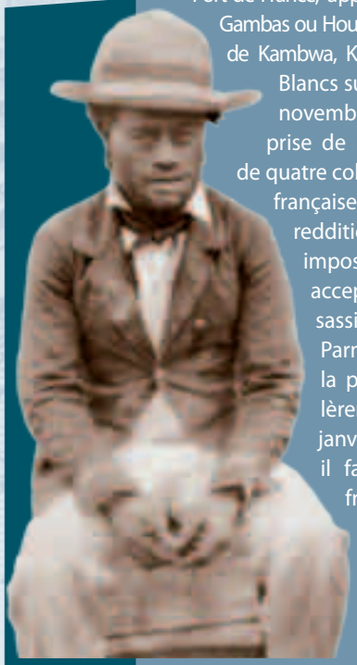
Since the beginning of the French presence in New Caledonia, Noumea has been the administrative capital of the archipelago. Since 1853, the archipelago was administered by a Governor based in Tahiti and represented locally by a particular commander. Social relations in Port-de-France, primarily a military post, were imbued with a need for solidarity that did not exclude divisions as the military tended to despise civilians while settlers accused the soldiers of authoritarianism and incompetence.

La pacification difficile des environs de Port-de-France

Le sémaphore, coll. MDVN

Le 23 juin 1854, le capitaine de vaisseau Tardy de Montravel fait signer au chef Kuindo l'acte reconnaissant la souveraineté de la France sur le territoire correspondant à peu près au Grand Nouméa actuel, mis à part le Mont Dore. Mais dès octobre 1856, surgissent les premiers signes d'hostilité entre Européens et Kanak dans la région de Nouméa, comme le note Knoblauch, l'homme de confiance de Paddon : « *Le Grand Chef Quindo, les chefs de Morari, de Boulari se révoltèrent et, comme un coup de foudre, arrivait la terrible révolte de la fin d'année 1856. Quel malheur ! Les tribus révoltées terrorisaient, harassaient Nouméa. Le colon Bérard, qui avait créé une vaste plantation au pied du mont Dore à Morari, fut attaqué par les sauvages le 19 janvier 1857. M. Bérard, 12 colons dont les Frères Maristes et des naturels des Iles Sandwich trouvèrent la mort. Le guetteur du sémaphore fut trouvé assassiné et horriblement mutilé le 19 février 1857. Personne n'osait sortir de Nouméa, c'était une inquiétude générale.* »

Le 2 mai 1857, le gouverneur du Bouzet arrive en Nouvelle-Calédonie par le *Styx* et organise deux expéditions militaires qui se soldent, le 15 juin, par une victoire sur le grand chef Kuindo (ou Quindo). Le territoire environnant Port-de-France est alors pacifié. Les opérations militaires cessent. Si certains Kanak, comme le chef Kuindo, se révèlent, dès les premiers temps del'installation de Port-de-France, hostiles à la présence française, d'autres, comme les chefs Titéma, dit « Watton », ou Androu, vont apporter leur aide au gouverneur en devenant des informateurs, des auxiliaires et des alliés fort utiles pour soutenir l'effort de la garnison. Ainsi, le chef Androu, de Yahoué, sera à la tête de la compagnie indigène, créée le 26 mai 1857 et dissoute le 25 janvier 1864.



Kuindo (1818-1857), coll. Serge Kakou

Grand chef de la région comprise entre Saint-Vincent et Port-de-France, appartenant au groupe appelé à l'époque Gambas ou Houaissios et désormais connu sous le nom de Kambwa, Kuindo s'oppose à l'installation des Blancs sur ses terres. À cet effet, il tente, le 3 novembre 1856, une première attaque surprise de Port-de-France, entraînant la mort de quatre colons. Harcelé ensuite par les troupes françaises, il accepte, le 30 juillet 1857, à sa reddition, les dures conditions qui lui sont imposées. Mais cette soumission est mal acceptée par certains des siens qui l'assassinent en juin 1858.

Parmi les chefs résolument hostiles à la présence française, et qui se signalèrent, notamment, par l'attaque le 19 janvier 1857 de la concession Bérard, il faut aussi évoquer Kandio et son frère Bétié, dit « Jack », (peut-être la même personne, selon Jean Guiart) qui étaient à la tête des N'garas – Nen'Garas, ou Angaras, ou Boulari – qui vivaient entre Yahoué et le Mont-Dore.

Portrait du chef Titéma, dit « Watton » (1822 -1867), album Robin de Greslan, coll. SANC

Titéma était le chef de la région comprise entre Saint-Vincent et Tontouta. Son nom viendrait de *Titemwa*, « celui qui lance la sagaie », et son surnom, « Watton », lui aurait été donné par les santaliers de la presqu'île de Uitoé où il lui arrivait de résider.

Pour soutenir les opérations de représailles, les Français ont recherché son aide, car bien que proche parent de Kuindo et en partie sous son autorité, Titéma voulait s'en affranchir. Son ralliement peut s'expliquer par cette aspiration mais aussi par une prise de conscience de la supériorité militaire française. Cependant, il hésita longtemps, tentant de ménager les deux parties. Il décèda le 11 janvier 1867.

Tant par ses fils que grâce à sa fille, compagne du Chinois Jenny Lam Song, employé de Paddon, Titéma, considéré comme un traître par les uns ou comme un pragmatique qui sut sauver les siens par les autres, est à l'origine d'une descendance nombreuse mais aussi ethniquement très diversifiée.

A difficult pacification near Port-de-France

On June 23, 1854, Captain Tardy de Montravel made chief Kuindo sign the act recognizing the sovereignty of France over the territory roughly corresponding to the current Greater Noumea, without Mont-Dore. But in October 1856, came the first signs of hostility between Europeans and natives in the region of Noumea. In May 1857, Governor Bouzet arrived in New Caledonia and he organized two military expeditions that resulted, on June 15, by a victory over the great chief Kuindo.

La mise en place de l'administration coloniale (1862-1870)

L'amiral Guillain, fonds Serge Kakou, coll. SANC

En juin 1862, Charles Guillain, premier gouverneur en titre de la Nouvelle-Calédonie, prend ses fonctions. Il est chargé du commandement général et de la haute administration de la Nouvelle-Calédonie. Il a aussi la lourde tâche de mettre en place l'administration coloniale.

À son arrivée, le gouverneur Guillain trouve les choses trop avancées pour revenir sur le choix du site. Aussi fait-il poursuivre les travaux d'arasement de la butte Conneau, entrepris l'année précédente et dont les matériaux servent au comblement des marais et à l'édification de bâtiments. Il prépare un plan de réorganisation global du chef-lieu. Pôle économique et commercial de l'île, la ville est appelée à accueillir les transportés sur le chemin de la réhabilitation, les colons libres attirés par cette nouvelle terre française et les engagés océaniens venus y travailler.

La construction du port et l'assainissement des lieux sont donc les étapes prioritaires de cette réorganisation. Selon le plan terrier de 1863, une partie de la ville est réservée aux administrations et aux magasins d'approvisionnement, une autre à l'hôpital maritime, aux magasins du génie, aux prisons et aux casernes de gendarmerie et d'infanterie.

Les rues, trop sales et impraticables par temps de pluie, doivent être élargies et assainies ; à cet effet, en 1868, une commission est nommée pour étudier et proposer les mesures nécessaires.

Résidence en 1900, album Hughan, coll. SANC

Des gouverneurs aux « haussaires »

Huit commandants particuliers ont géré la Nouvelle-Calédonie entre 1853 et 1862. Huit gouverneurs militaires sont ensuite nommés de 1862 à 1884, date à partir de laquelle quarante-six gouverneurs civils vont se succéder jusqu'en 1965. Les représentants de l'État vont alors être nommés hauts-commissaires et dix-neuf ont porté jusqu'à présent ce titre.

Bien qu'officiellement en charge de la Nouvelle-Calédonie, les représentants de l'État ont toujours apporté une grande vigilance à ce qui se passait dans la ville, n'hésitant pas à maintes reprises à interférer dans les affaires municipales.

L'« hôtel de la colline », où ils siègent, a toujours fait l'objet d'une surveillance attentive de la part des Nouméens. Les réceptions qui s'y déroulent constituent pendant longtemps un événement majeur dans la cité.

Première résidence du gouverneur, dessin de Moynet, coll. Terrier

Le 15 août 1864, l'hôtel du gouverneur ouvre ses portes sous les féeriques corolles d'un feu d'artifice. Totalement termité, le bâtiment est détruit en 1975, puis reconstruit dans le même esprit en 1989 par l'architecte François Raulet. La résidence du haut-commissariat est, quant à elle, conçue par l'architecte Jacques Rampal, en 1957.

Résidence en 2011,
architecte Raulet, coll. Raulet

Establishment of the colonial administration (1860-1870)

In June 1862, Charles Guillain, the first acting governor of New Caledonia, took office. He was responsible for overall command and senior administration of New Caledonia. He also had the difficult task of establishing the colonial administration. In that view, he prepared a plan of reorganization of the overall town. The construction of the harbour and the sanitation of the town are the major steps of this reorganization. The streets, too dirty and impassable in wet weather, had to be expanded.

L'Administration pénitentiaire, un État dans l'État (1864-1897)

En 1864, un bagne s'est établi en Nouvelle-Calédonie. Membre de droit du Conseil privé du gouverneur, le directeur de l'Administration pénitentiaire est alors le personnage le plus puissant de la colonie. En 1885, ses effectifs atteignent 130 officiers et 560 agents, encadrant 10 500 condamnés et 4 600 libérés. Il dispose d'un budget autonome, supérieur à celui de la Colonie. Il règne sur un domaine foncier représentant 110 000 hectares des meilleures terres du pays, dit « domaine pénitentiaire », attribué par le décret du 16 août 1884.
À Nouméa, les immeubles de la Pénitentiaire sont parmi les bâtiments les plus importants de la ville : hôtel du directeur, hôtel du commandant militaire, bureaux de la direction, bureaux des travaux pénitentiaires, ateliers de la Flottille, imprimerie de Montravel, etc.

La maison du directeur de l'Administration pénitentiaire, coll. MDVN

Identique à l'hôtel du commandant militaire qui le jouxt, l'hôtel du directeur de l'Administration pénitentiaire est construit en 1877. Mis en vente, il est acheté en 1913 par les frères maristes et devient le collège du Sacré-Cœur dès la rentrée scolaire de 1914.

Les premières instances consultatives siégeant à Nouméa

Un Conseil d'administration qui devient Conseil privé

Dès 1855, un Conseil d'administration est officieusement institué par le gouverneur du Bouzet, afin de le conseiller localement. Il obtient une existence légale le 18 mars 1868. En 1874, il devient le Conseil privé de la colonie. Ce conseil consultatif est habilité à débattre de toutes les questions concernant le développement de la colonie et à connaître tous les contentieux administratifs. Présidé par le gouverneur, il comporte deux représentants de la colonie choisis parmi les notables, principalement nouméens. Le commandant militaire et les quatre chefs d'administration sont membres de droit. Suivant les époques, le Conseil privé est plus ou moins influent. Cependant, la représentation locale, faible et minoritaire, suscite les critiques de la population nouméenne qui ne se sent pas suffisamment associée à la gestion de la colonie.

Le bureau du directeur, coll. MDVN

Ce bâtiment, à deux niveaux, est construit en 1872 pour abriter les bureaux de la direction de l'Administration pénitentiaire ; il est affecté à divers services administratifs, avant d'être occupé, au début des années 1990, par les bureaux de la province des îles.

The Prison, a state within the state (1864-1897)

In 1864, a penal colony was settled in New Caledonia. The Director of the Prison was then the most powerful person in the colony. In 1885, he was the head of 130 officers and 560 agents, supervising 10 500 convicts in Prison and 4600 released. It had an autonomous budget, higher than that of the Colony. He ruled over a land area of 110 000 hectares of the best land in town. In Noumea, the Prison buildings were among the most important buildings of the city.

La seconde tentative d'un conseil municipal (1874-1879)

Le 5 octobre 1874, le gouverneur intérimaire Louis Alleyron met en place un nouveau conseil. Celui-ci est nommé et non pas élu, comme s'en explique le secrétaire colonial d'alors : « *Il serait à craindre que l'élection du conseil municipal par un nombre fort restreint d'électeurs ne représenterait pas les véritables intérêts de la possession. Un choix fait par l'administration avec sagesse parmi les habitants les plus notables de la société sauvegarderait plus sûrement les intérêts de tous.* »
Charles Lemire, fonctionnaire en poste en Nouvelle-Calédonie, note, en 1877, les progrès engendrés, selon lui, par cette institution : « *De l'inauguration du conseil municipal en 1874 date une ère d'amélioration pour la cité, et Nouméa, si longtemps village et camp, deviendra une ville qui s'embellira chaque jour.* » L'Administration ne lui donne cependant pas les moyens de développer une véritable politique économique municipale, le considérant comme une simple chambre d'enregistrement de ses décisions liées à l'aménagement du périmètre de la commune. Régulièrement, des conseillers nommés entrent en conflit avec les visées du gouverneur et de ses services. Ils sont alors tout simplement relevés de leurs fonctions et remplacés par des Nouméens plus complaisants que l'on va chercher sur des « listes complémentaires ».

L'hôtel de la direction de l'intérieur, album Hughan, coll. SANC
La mairie est initialement une simple maison qui est détruite et remplacée vers 1885 par un bâtiment dévolu à l'hôtel de la direction de l'intérieur. En 1890, celui-ci devient la résidence du secrétaire général. Après la Seconde Guerre mondiale, il abritera le siège de la Croix-Rouge française de Nouméa et duCentre de l'enfance.

Coll. Limousin

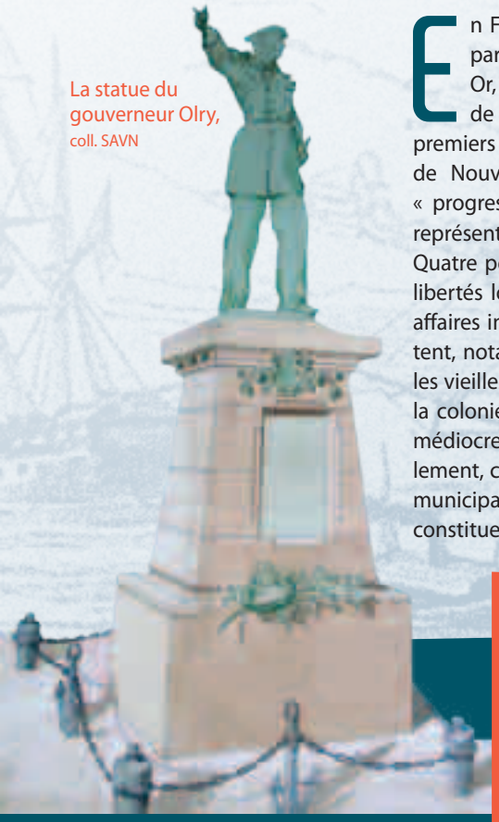
Arthur Pelletier, coll. SAVN

Arthur Pelletier est nommé maire du 5 octobre 1874 au 10 octobre 1877 par l'autorité militaire, puis renommé par le gouverneur du 10 octobre 1877 au 15 juillet 1879, date à laquelle Nouméa devient une commune à part entière.
Arrivé en Nouvelle-Calédonie en 1872, Arthur Pelletier est le premier directeur des Messageries maritimes de Nouméa. Il se voit, en 1888, attribuer la Légion d'honneur « *pour services rendus à l'agriculture et à la colonisation en Nouvelle-Calédonie* ».
Durant son mandat, les grandes actions conduites sont la nomination des voies publiques du centre-ville, le lancement du chantier de la conduite d'eau de Yahoué, la mise en place de bornes citernes pour lutter contre les incendies et des premiers réverbères au pétrole, la construction d'un quai et du kiosque à musique.

Croquis d'étude du kiosque, coll. SAVN

Second attempt of making a city council (1874-1879)
In October 1874, Acting Governor Louis Alleyron set up a new city council and the military authority designated the first mayor, Arthur Pelletier. His role was enforced by the Governor in 1977 and Noumea then became a commune. During his tenure, the main actions carried out were the construction of Yahoué water line, the establishment of terminal tanks to fight against fires, the construction of a pier and the bandstand. The first town hall was located in a simple house which was distroyed in 1885.

Un conseil municipal sous tutelle (1879-1882)



La statue du gouverneur Olry, coll. SAVN

Lors de la révolte kanak de 1878 dans la région de Boulouparis-La Foa, des mesures sont prises à Nouméa. À la suite de mouvements de panique, les femmes sont évacuées dans les navires mouillés en rade de Nouméa tandis que des armes sont distribuées aux hommes, Le Monde illustré, coll. MDVN

En France, le principe d'éligibilité des autorités locales, dont font partie les conseillers municipaux, existe depuis le 21 mars 1833. Or, à Nouméa, l'absence de véritables ressources et l'autoritarisme de l'Administration découragent très rapidement les efforts des premiers conseillers qui prennent la population à témoin. Les citoyens de Nouvelle-Calédonie, principalement nouméens, qualifiés alors de « progressistes » souhaitent pouvoir eux aussi bénéficier d'institutions représentatives.

Quatre pétitions successives sont organisées pour un accroissement des libertés locales et pour que les colons soient associés à la direction des affaires intérieures et au contrôle de l'emploi des ressources. Elles sollicitent, notamment, tant la création d'un Conseil général élu, comme dans les vieilles colonies, que des conseils municipaux élus, ainsi qu'un tribunal de première instance et la promulgation dans la colonie de la législation métropolitaine sur la presse. Considérant les colons comme des gêneurs incompétents et médiocres, le gouverneur de Priztbüer, de son côté, déconseille au ministère de donner suite à leurs revendications. Finalement, celui-ci propose, en 1883, une réforme restreinte du Conseil privé ainsi que l'élection au suffrage universel de la municipalité de Nouméa. Il est à noter que jusqu'en 1945, l'essentiel des électeurs calédoniens résidant à Nouméa, celle-ci constituera toujours, après le Conseil général, un enjeu électoral fondamental.

Le gouverneur Olry arrive, en 1878, pour réprimer la révolte kanak. Une statue le représentant, réalisée par Puech avec l'aide du sculpteur Mahoux, est envoyée de France par sa famille. En 1897, à la suite d'une souscription publique, la statue est érigée sur la place des Cocotiers.

Jean-Baptiste Dezarnaulds, A.-M. Dezarnaulds

Lettre de démission, coll. SAVN

Jean-Baptiste Dezarnauld

assure trois mandats entre 1879 et 1888 : du 15 juillet 1879 au 24 juin 1882, du 3 mars 1883 au 17 mai 1884 et du 19 mai 1888 au 15 décembre 1888 (il démissionne le 20 septembre 1888). Arrivé en 1859 en Nouvelle-Calédonie, Jean-Baptiste Dezarnaulds tient une place importante au barreau de Nouméa. Il est toujours choisi pour plaider les grands procès commerciaux et les causes célèbres, politiques ou criminelles. Sous son mandat, sont inaugurés un hippodrome à Magenta, un établissement d'instruction secondaire et l'électrification au gaz.

En 1879, le service local, nom donné à l'époque pour désigner l'administration de la colonie, décide de construire un kiosque à musique. Celui-ci devient un lieu incontournable où se produisent tour à tour l'orchestre de la transportation, les musiciens de l'association La lyre calédonienne, les fanfares municipale et militaire. Quand le kiosque commence à se dégrader, le service local considère que, bien qu'il ait été construit par la Colonie, il fait partie des équipements municipaux. Aussi, en 1893, la mairie intègre-t-elle l'entretien du kiosque dans son budget annuel.

A City Council Trust (1879-1882)

Four successive petitions were organized to increase local freedoms and for the settlers to be involved in the decisions made to control the use of the resources. They solicited the creation of an elected General Council, like in the old colonies. Considering the settlers as incompetent, governor Priztbüer, in turn, advised the Ministry not to respond to their demands. He finally offered, in 1883, a limited reform of the Privy Council and the elections to the municipality of Noumea.

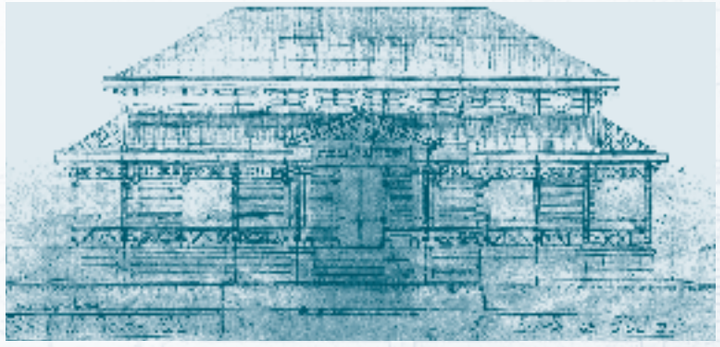
Un conseil municipal élu mais instable (1882-1894)

Le gouverneur Olry met en place le décret qui fait de Nouméa une commune de plein exercice, le 8 mars 1879. Élu au suffrage universel, le conseil municipal décide des affaires de la commune, et le maire, élu en son sein, exécute ses décisions. Nouméa bénéficie alors d'une disposition qui ne s'appliquera aux communes métropolitaines qu'à partir du 5 avril 1884. Dans la foulée, l'arrêté du 2 juillet 1879 crée neuf commissions municipales dans l'intérieur. Chacune d'elles est dirigée par trois membres élus pour deux ans par un collège électoral dans lequel les étrangers sont admis au même titre que les citoyens français. Cette dernière particularité, critiquée par le ministère, sera supprimée lors de la réorganisation des commissions, le 7 avril 1888.

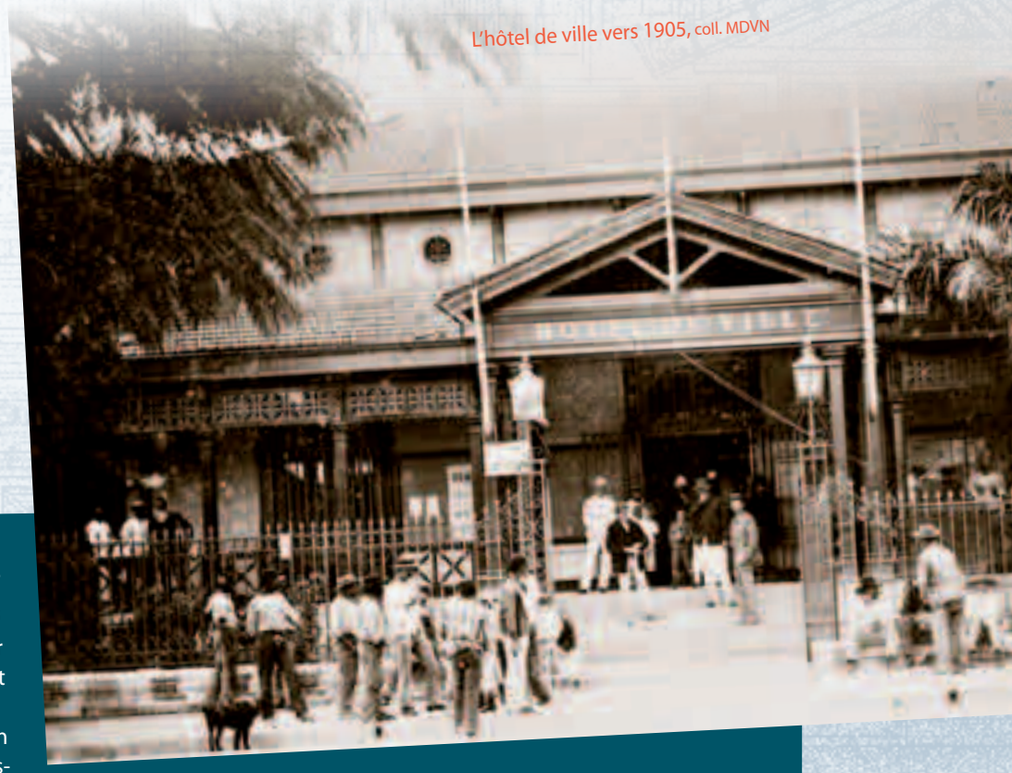
Cependant, le gouverneur Amédée Courbet, résolument opposé à la démocratisation des institutions, fait part, en 1881, dans une correspondance confidentielle, de sa farouche hostilité à l'existence de corps élus dans la colonie :

« Le Conseil municipal, voilà le bouquet ! Quand il y aura un Conseil général, ce qui ne saurait tarder, ces Messieurs réuniront encore les suffrages d'une population qui se compose, d'une part de déclassés et de décavés naturellement acquis aux idées avancées, d'autre part, de braves gens indifférents à tout autre chose qu'à leur commerce ou leurs cultures … Enfin, quand il sortira un député des ruisseaux de Nouméa, ce sera toujours avec le drapeau de l'amnistie. […] Je n'ai qu'une consolation, celle de me dire que jamais je n'aurais songé à solliciter l'honneur de gouverner ce triste pays. »

Lettre d'Amédée Courbet au vice-amiral Duperré, ministre de la Marine et des Colonies, Nouméa, 25 février 1881

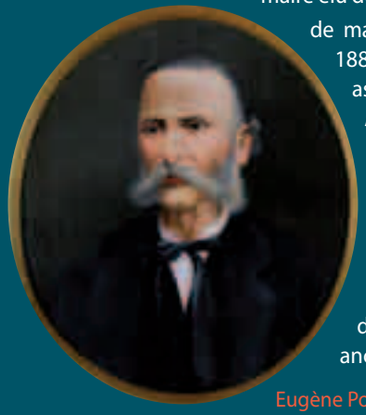


Croquis du bâtiment de la Banque Marchand, conçu par l'architecte Henri Marchand, frère du banquier, 1872, coll. SAVN



L'hôtel de ville vers 1905, coll. MDVN

Eugène Porcheron est le premier maire élu de Nouméa. Il exercera ses fonctions de maire du 24 juin 1882 au 24 février 1883, date de son décès. L'intérim est assuré par Charles-Michel Simon.



Eugène Porcheron, coll. MDVN

Arrivé en Nouvelle-Calédonie en août 1858, il exerce diverses professions, tour à tour courtier, commissionnaire et colon-éleveur. Il fonde, en 1867, « La Fraternelle », une société de secours mutuels franc-maçonne dont il est le président jusqu'à son décès.

Quelques grandes actions marquent son mandat : les travaux de percement de la rue de Sébastopol, la délimitation du domaine communal, la destruction totale du fort Constantine pour permettre l'extension de l'hôpital, l'aménagement des anciens locaux de la Banque Marchand pour y installer la nouvelle mairie…

A municipal council elected but unstable (1882-1894)

After Governor Olry implemented the decree which made Noumea a commune, the city council was elected by universal suffrage and the mayor was elected from among its members. The order dated July 2, 1879 created nine city boards in the interior. Each of them was led by three members elected for two years by an electoral college in which foreigners were admitted as well as French citizens, until 1988. Eugène Porcheron was the first mayor to be elected, in 1882, one year before he deceased.

Une politique municipale axée sur la voirie et l'eau

Nouméa en 1889, par Gaston Roullet, coll. ville de Nouméa

Le bâtiment, à gauche avec un drapeau à l'entrée, est le Conseil général. Aujourd'hui, l'emplacement est occupé par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Les compétences municipales sont très limitées du fait de la prépondérance des décisions émanant du gouverneur et de ses services, aussi la mairie fait-elle souvent appel au vote de vœux pour faire connaître ses souhaits tant au gouverneur qu'aux administrés. Le 27 août 1888, le conseil vote le vœu suivant : « *[…] considérant qu'il est notoire que, pendant le séjour dans le port de Nouméa de navires venant du dehors, une très grande quantité de marchandises est débarquée et mise en vente sans avoir préalablement payé les droits de douane… émet le vœux qu'un employé soit placé à bord de tout navire venant du dehors afin d'empêcher le débarquement des marchandises dont la déclaration n'aurait pas été faite à la douane* ».

Les démissions de conseillers sont nombreuses, telles celles des maires Charles-Michel Simon en 1887 ou Jean-Baptiste Dezarnaulds en 1888. Les édiles, ne percevant aucune indemnité, ont une grande liberté de parole et d'action dont celle de démissionner. A contrario, l'absence de rémunération rend plus difficile un engagement régulier et favorise les éventuelles confusions d'intérêts, qui sont d'autant plus visibles et critiquées que tout le monde se connaît.

Charles-Michel Simon sera maire deux fois : du 17 mai au 28 octobre 1884, puis du 28 octobre 1884 au 16 avril 1887. C'est lui qui lance les travaux de prolongement du boulevard Vauban et ceux du nivellement de la Vallée-du-Tir. En outre, il prévoit le branchement de l'eau pour les particuliers et crée un corps de sapeurs-pompiers.

Constant Caulry sera maire du 16 avril 1887 au 19 mai 1888. Il fut auparavant directeur de la première usine des Hauts Fourneaux de la pointe Chaleix.

En 1887, il rachète pour le compte de la mairie l'usine à gaz. La même année, est organisé le dénombrement de la population nouméenne dans le cadre du premier recensement relativement fiable effectué en Nouvelle-Calédonie.

En 1880, la municipalité achète le bâtiment de la première « Banque de la Nouvelle-Calédonie », qui a fait faillite. Elle s'y installe en 1882. En 1975, l'hôtel de ville déménage dans un nouveau bâtiment situé en bas de la place des Cocotiers. L'espace accueille alors le siège de l'Office du tourisme et une salle d'exposition, jusqu'à l'incendie qui le détruit en 1988. Entièrement rénové, il abrite, depuis 1996, le Musée de la ville de Nouméa, qui retrace l'histoire de la ville et de la Nouvelle-Calédonie.

L'apparition du Conseil général

Dans le sillage de la politique de démocratisation de la III[e] République, entamée dans les années 1880, la Nouvelle-Calédonie se voit doter, outre les municipalités, de deux pôles de responsabilité complémentaires. Le 19 octobre 1883, tout d'abord, un Conseil supérieur des colonies, avec un poste de délégué, est octroyé. Le 2 avril 1885, ensuite, un Conseil général est mis en place, qui sera promulgué le 30 mai suivant. Son principal pouvoir réside dans le vote annuel du budget, par lequel il a l'opportunité d'orienter les crédits d'investissement. Bien que ni les femmes, ni les indigènes, ni les engagés, ni les militaires en poste ne puissent voter, ce nouveau conseil contribue à amoindrir l'omnipotence des gouverneurs. Il siège au boulevard Vauban, la même où se situe l'actuel Congrès.

A municipal policy focused on roads and water

Municipal powers were very limited because of the preponderance of decisions made by the Governor and his services. In 1885, a General council was implemented. Its main power lay in the annual budget vote which enabled the General Council to direct investment loans. This new board helped to lessen the omnipotence of Governors. It was located on the boulevard Vauban, instead of the present Congress.

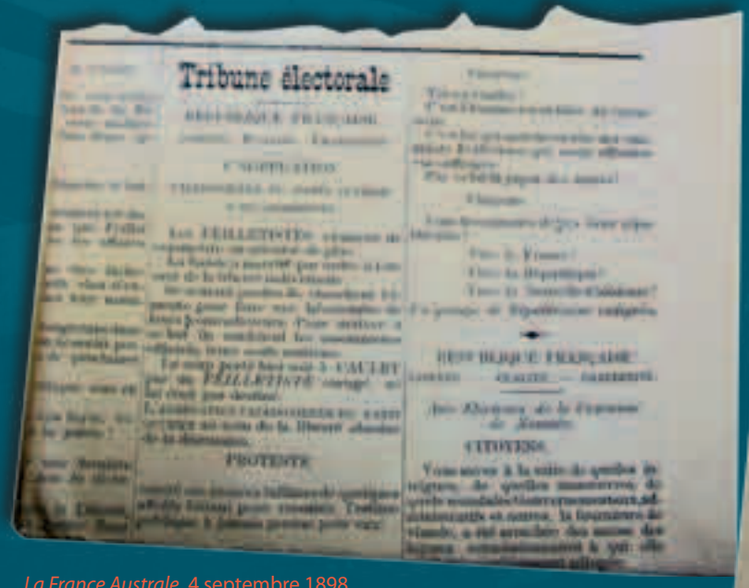
Nouméa en constante opposition avec le gouvernement Feillet (1894-1903)

Le gouverneur Feillet, coll. Estival

Le nouveau gouverneur, Paul Feillet, veut réussir la transformation de « La Nouvelle » en une vraie colonie de peuplement fondée sur une colonisation agraire libre, caractérisée par sur la culture du café. Souhaitant récupérer au plus vite des terres pour y installer les 100 000 colons qu'il attend, il fait procéder, de 1897 à 1903, au grand cantonnement des populations indigènes. Cette politique et son anticléricalisme notoire lui attirent l'hostilité des missionnaires catholiques qui défendent comme ils le peuvent leurs fidèles et qui font jouer leurs relations, tant dans la colonie qu'en Métropole, pour obtenir le rappel de l'impétueux gouverneur, en s'appuyant notamment sur le réseau Ballande dont le directeur, André Ballande, est un clérical convaincu. De plus, en proposant un accroissement des dépenses au profit de la brousse et des centres de colonisation qu'il y crée, le gouverneur bouscule les notables nouméens dont certains, et en particulier les commerçants, sont d'autant plus hostiles à sa volonté d'en finir avec *« le robinet d'eau sale »* (le bagne) que l'Administration pénitentiaire représente non seulement une source de main-d'œuvre à bon marché mais aussi un client important.

Les réactions souvent brutales du gouverneur et son soutien actif en faveur de ceux qui approuvent ses idées (le comité républicain, la loge maçonnique) augmentent régulièrement le nombre de ses opposants : les cléricaux, les « Ballandars » et autres anti-feilletistes.

De 1895 à 1899, les dissolutions et les nouvelles élections du conseil municipal se succèdent, car le gouverneur tente d'y installer une majorité qui lui soit favorable, ce à quoi il parvient enfin en 1899, avec l'élection de Charles Loupias.


Tribune électorale

PROTESTE

CITOYENS

Aux Electeurs Républicains

La France Australe, 4 septembre 1898

Noumea in constant opposition to the government Feillet (1894-1903)

The new governor, Paul Feuillet, wanted to transform the country into a free settlement based on the cultivation of coffee. The installation of 100,000 settlers urged the general confinement of indigenous people, from 1897 to 1903. This policy and its notorious anti-clericalism earned him the hostility of the Catholic missionaries. From 1895 to 1899, the governor tried to install a majority favorable to him, but he only succeeded to do so in 1899, with the election of Charles Loupias.

L'opposition entre les cléricaux et les francs-maçons

À Nouméa, tout comme en France, la vie politique de 1880 à 1900 est marquée par un perpétuel conflit entre cléricaux et les francs-maçons. Le 22 septembre 1868, ce sont MM. Austin, Coudelou, Chevalier, Douzans, Hauguel, Higginson, Martin, Richard et Simon qui créent la première loge maçonnique calédonienne, « L'Union Calédonienne », dont Eugène Porcheron, premier maire de Nouméa, est le Grand Maître.

Certificat du Grand Orient, 1879, coll. Martin

Parmi les déportés de la Commune de Paris, nombre d'entre eux sont membres de la franc-maçonnerie comme Henri Rochefort, Achille Ballière, Paschal Grousset et François Jourde. Lorsque ces derniers s'évadent, en mars 1874, les ennemis de la loge s'emparent de l'événement et, le 8 janvier 1875, celle-ci est fermée sur ordre du gouvernement du maréchal Mac-Mahon.

Elle ne rouvre ses portes que le 6 juin 1878.

En 1879, les francs-maçons représentent environ 1 % de la population de Nouméa qui compte 4 000 habitants. C'est dans le domaine commercial qu'ils sont le plus nombreux.

L'une des préoccupations majeures de l'Union calédonienne est de contrecarrer l'œuvre de la Mission et de ses partisans. À cet effet, elle va concentrer ses efforts pour investir le Conseil général et le conseil municipal. Le 10 juin 1894, une ère nouvelle commence pour la franc-maçonnerie calédonienne avec l'arrivée du gouverneur Feillet qui est soutenu dans son action par ses « frères ». En 1899, l'Union calédonienne peut enfin faire part de sa victoire républicaine au Grand Orient car ses membres dominent désormais à la fois le Conseil général de la colonie et le conseil municipal de Nouméa.

Mais, très vite, le choix économique du gouverneur déplaît, tant à un certain nombre de commerçants qu'aux grands industriels miniers dont le plus important, la société Le Nickel, essaie de contrecarrer son action. L'arrêt de la transportation représente un handicap pour les sociétés minières qui doivent trouver ailleurs leur main-d'œuvre. En 1902, Paul Feillet est rappelé en France… où il meurt en 1903. Après le rappel du gouverneur, les feilletistes perdent rapidement la majorité au conseil municipal et au Conseil général, et le clivage clérical/anticlérical s'estompe. La vie politique calédonienne va alors principalement s'orienter sur l'opposition entre les représentants de la brousse, assimilés aux petits colons, et ceux de la ville, assimilés aux grands colons.

Fanion de la Fraternelle, fonds Porcheron, coll. MDVN

La Fraternelle est un mouvement de soutien initié en 1868 par les francs-maçons pour les nécessiteux.

En août 1887, le temple maçonnique, « la maison du Diable » comme la nomment les catholiques, est construit sur une colline dominant tout à la fois la ville et la cathédrale. L'emplacement correspond au site actuel de la FOL (Fédération des œuvres laïques).

Le temple maçonnique, coll. MDVN

Opposition between the clericals and Freemasons

In Noumea like in Metropolitan France, political life from 1880 to 1900 is marked by this conflict. In 1868 was founded the first Masonic Lodge Caledonian, "The Caledonian Union", and Eugène Porcheron, first mayor of Noumea, was its great master. Many deportees of the Commune of Paris were also members of Freemasonry. The lodge was closed in 1975, after the escape of Rochefort, on government orders, until June 6, 1878. In 1879, the Masons represented about 1% of the 4,000 inhabitants of Noumea.

La « valse » des mandatures (1888-1908)

La salle des délibérations à la fin du XIXe siècle, coll. CAOM

L'hostilité résolue du conseil municipal de Nouméa à la politique du gouverneur Feillet conduit celui-ci à s'immiscer de plus en plus dans la vie municipale en procédant à de nombreuses manipulations visant à assurer à ses partisans le contrôle de cette institution. Ainsi, en 1895, il dissout le conseil au motif d'une *« désunion profonde au sein de l'assemblée municipale »* et il fait procéder à de nouvelles élections. Mais celles-ci se traduisent par une nouvelle majorité cléricale, hostile au gouverneur.

Mais, l'année suivante, le maire, Jean-Baptiste Marillier, démissionne, entraînant avec lui tout son conseil. Le franc-maçon Arthur-Eugène Porcheron lui succède, mais il est rapidement mis en minorité ; il doit démissionner à son tour. Après la mise en place temporaire d'une délégation municipale, Paul-Louis Audrain, un clérical, est élu maire. Il est suspendu par le gouverneur Feillet en 1897 pour un motif anodin. Il est remplacé l'année suivante par Paul Guiraud de Levizac, lui aussi clérical, qui sera révoqué pour avoir participé à une rixe électorale. Finalement, ce n'est qu'en 1899 que le gouverneur Feillet parvient à obtenir une majorité qui lui est favorable au sein du conseil municipal de Nouméa.

Pierre Sauvan sera maire du 15 décembre 1888 au 14 mai 1892, puis du 14 mai 1892 au 14 février 1895.
Arrivé comme militaire en Nouvelle-Calédonie où il se fait démobiliser pour devenir colon, il joue un rôle politique important comme démocrate radical de 1884 à 1895. Ses actions pour la ville sont principalement la construction de la cathédrale Saint-Joseph, l'application d'un décret constituant le domaine communal et la création d'un premier réseau téléphonique dans Nouméa. Concernant les grands travaux, il poursuit le remblaiement de la baie de la Moselle, lance la conduite d'eau venant de la Dumbéa ainsi que le percement de la rue de Rivoli, qui débute en 1899.

« Après une aimable réception par le Maire, M. Sauvan, un vieux résident respecté, puis par le conseil municipal, nous avons été conduits au Palais du Gouverneur pour devenir les invités de M. Laffon, le Gouverneur jouissant à juste titre d'une grande popularité.
Le Gouverneur est assisté d'un Conseil Privé, consistant en un directeur de l'Intérieur, des chefs des Forces navales et militaires ainsi que des Services judiciaires, pénitentiaires et deux ou trois autres. En 1885, un élément populaire fut ajouté à la Constitution par la création d'un Conseil Général, composé d'un président et de seize membres élus au suffrage universel.
Depuis la tribune, une structure de taille modeste, nous pouvions contempler les différents éléments qui constituent la foule à Nouméa, des Français, des Australiens, des Kanak avec autant de pourpre dans leurs vêtements qu'ils pouvaient s'en procurer, des Arabes en burnous blancs, et bien en évidence, la police indigène portant des vestes bleues et des turbans écarlates, mais avec toujours bien en évidence les insignes de leur fonction, des plumes de coq et des plaques de cuivre. » Magareth Elizabeth Leigh Child-Villiers, 1892, (SEH n° 153)

Jean-Baptiste Marillier est maire du 6 avril 1895 au 17 mai 1896, puis du 17 mai 1896 au 23 juin 1896. Arrivé le 2 novembre 1872 sur la *Guerrière*, il ouvre, rue de l'Alma, un magasin de nouveautés et d'alimentation. Il achète et exploite également des mines de chrome et de cobalt.
Son action pour la commune est représentée par la construction de la route de l'Anse-Vata et le lancement de l'éclairage électrique des particuliers, qui débute en 1896.

The "waltz" of terms of office (1888-1908)

The hostility of Noumea City Council policy to Governor Feillet led him to interfere increasingly in the city life by performing many manipulations to ensure his supporters control of this institution. Thus, in 1895, he dissolved the board and made to hold new elections. But these were translated by a new clerical majority, hostile to the governor.

Arthur-Eugène Porcheron

Arrivé en Nouvelle-Calédonie en 1860, est mineur et éleveur, aussi est-il membre du Comité consultatif des mines. Il appartient également au Comité de l'instruction publique. Il dirige « La Fraternelle », fondée par son père en 1867. Il succède à ce dernier comme conseiller municipal, poste qu'il occupe de 1892 à 1895, puis de 1900 à sa mort, en 1909. Qualifié de *« républicain convaincu »* par le père O'Reilly, ce franc-maçon est acquis à l'instruction laïque qu'il essaie de promouvoir en toutes circonstances.
Maire du 23 juin 1896 au 20 novembre 1896, il met en place un système d'évacuation des eaux usées vers la mer et doit vendre de nombreux terrains communaux pour financer les budgets colossaux des travaux en cours dans la ville.

Arthur-Eugène Porcheron, coll. Porcheron

Paul-Louis Audrain

est juge au tribunal de commerce et membre de la chambre de commerce. Il est aussi cofondateur de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul et du Bureau de bienfaisance. Lors de son mandat de maire, du 19 décembre 1896 au 27 octobre 1897, il dote la ville d'une police municipale, inclut dans les limites de la ville la Vallée-des-Colons et offre en 1897 à ses compatriotes la première séance de cinéma à l'hôtel de ville.

Paul-Louis Audrain avec son épouse, née Marie-Madeleine Barbançon, et leurs deux petites-filles, Michelle (épouse Porcheron) et Alice (épouse Boyer), le 4 octobre 1923, lors de leurs noces d'or, coll. Porcheron

Jean-Baptiste Marillier lors du mariage de sa fille, Clotilde, avec le médecin Edmond Caillard, en 1911. Cette union donnera naissance au médecin Edmond Caillard et à l'homme d'affaires et homme politique André Caillard, coll. Idoux

« Que pensez-vous de l'avenir de la colonie ? Je suis fermement convaincu de sa prospérité croissante. Elle est appelée à donner des résultats les plus concluants et les meilleurs, surtout si elle reçoit l'aide matérielle de la Mère-Patrie. À ce sujet, une étrange anomalie doit être signalée. Alors que Saint-Pierre, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Cochinchine ont leurs représentants à la Chambre et au Sénat, la Nouvelle-Calédonie, par une singulière exception, n'a actuellement qu'un délégué au Conseil supérieur des colonies, dont l'influence, il faut bien le dire, est des plus réduites. Il n'est que temps d'accorder à notre très belle île du Pacifique les mêmes prérogatives dont jouissent certaines colonies de moindre importance.
Encouragée par ces témoignages d'intérêt de la métropole, la Nouvelle-Calédonie, que l'on paraît dédaigner en France de nos jours, prendra la place qu'elle mérite dans notre empire colonial et apportera sûrement une part plus féconde à l'œuvre commune, à la richesse de notre pays. » M. Le Mescam, *Journal du Havre* du 4 mai 1897

Paul Guiraud de Leuzac

est nommé substitut du procureur à Nouméa le 19 novembre 1880. Il partage son temps entre la Nouvelle-Calédonie et l'Indochine. En 1897, il s'installe comme avocat défenseur à Nouméa. Il exerce la fonction de maire du 5 mars 1898 au 9 janvier 1899. Malgré des difficultés budgétaires, la commune doit réaliser en urgence l'empierrement des quais et des travaux sur la conduite d'eau de la Dumbéa, tandis que la rue commerçante de l'Alma est dotée de trottoirs bordés de pierres issues du mont Bérard.

Jean-Baptiste Marillier was the mayor of Noumea, from April 1895 to June 1896. Arthur-Eugène Porcheron succeeded him from 1892 to 1895 and from 1900 up to his death in 1909. Paul-Louis Audrain became mayor in the meantime, between 1896 and 1897. Then Paul Guiraud de Levizac took over from him in 1898 and 1899.

Nouméa, de la crise à la reprise (1903-1914)

Malgré les festivités du cinquantenaire, les années 1903-1909 se traduisent par une grave crise économique consécutive à la politique de retrait financier de l'État, inaugurée par la loi de finances de 1900. Les transferts à la colonie de nombreuses charges grèvent le budget de Nouméa ainsi que celui alloué aux commissions municipales. Cette situation est d'autant plus dramatique que l'Administration pénitentiaire se retire et que l'effondrement des cours du café conduit de nombreux colons à quitter la colonie ou à s'installer à Nouméa pour y trouver un hypothétique travail.
Le sentiment d'abandon est tel que de nombreux broussards et Nouméens en viennent à souhaiter un rattachement à l'Australie, ou tout au moins plus d'autonomie afin d'être à même de contrôler le budget de la colonie (pétition de 1909). Mais, désormais, les débats politiques et les conflits avec le gouvernement se concentrent au Conseil général. Le conseil municipal fonctionne maintenant de manière normale, ce qui lui permet de multiplier le nombre de commissions et de s'impliquer sur le terrain.

Les blasons de la ville

Réalisé en 1903, à l'occasion du cinquantenaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France.

Réalisé en 1976 par Marcel Pétron, à la suite d'un concours. Le cagou, le vaisseau à voiles et les hippocampes seront repris lors des propositions ultérieures.

Réalisé en 1982 par Betty Cardot.

En 1992, le blason est redessiné par Marcel Pétron pour se conformer aux règles de l'héraldique.

Noumea, the Crisis and beyond (1903-1914)

Despite the festivities of the 50th anniversary of the French presence in New Caledonia, the years 1903 to 1909 resulted in a severe economic crisis following the withdrawal policy on the public purse, launched by the Finance Act of 1900. Moreover, with the end of the Prison Service left and the collapse of coffee prices, many settlers left the colony or moved to Noumea to find a job.

Fêtes du cinquantenaire, album Bray, fonds Kakou, coll. SANC

Les fêtes du cinquantenaire

Bien que la période soit financièrement très difficile, le cinquantenaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie est commémoré à Nouméa avec faste. Un emblème, un cagou déployant ses ailes et surmontant l'inscription commémorative « Cinquantenaire - 24 septembre 1853-1903 », est choisi.
Les festivités débutent le 14 septembre, avec le départ des treize concurrents du raid équestre Dumbéa-Nouméa. Le 19 septembre, arrivent les représentants du gouvernement australien. Le 24 septembre : confettis, chars fleuris et défilés militaires et, le 25 septembre, la cavalcade en bouquet final.
Un cirque joue à guichets fermés à chacune de ses représentations. Un « concours de bébés » couronne la petite Marguerite Ebstein pour sa beauté et le petit Narcisse Cornet pour son poids. Une course cycliste de cinquante tours de piste est organisée au vélodrome de l'Anse-Vata, dont sort vainqueur Nielly devant Maestracci, Lerrant, Bonnace et Tranchand. Mais le décès du fils du gouverneur Picanon, victime d'un mal incurable, vient ternir aux réjouissances. Les drapeaux sont mis en berne avant même que ne s'éteignent les derniers lampions de la fête.

Le conseil municipal, vers 1900, coll. *Mémorial Calédonien*

En 1999, à l'initiative du service de la communication, le blason de la ville de Nouméa est simplifié pour devenir l'actuel logo de la ville. Il apparaît sur les véhicules, les maisons de quartier, les installations sportives, les écoles mais aussi sur les affiches et divers courriers.

Charles Loupias, coll. Gino Bamba

Charles Loupias

Arrivé à Nouméa en 1875, Charles Loupias est le premier horloger, bijoutier, opticien de la ville.
Franc-maçon et ardent feilletiste, il est maire du 2 mars 1899 au 12 mai 1900, puis du 12 mai 1900 au 16 août 1907.
Lors de son premier mandat, se déroule l'ouverture d'une école communale pour les filles, future école Suzanne-Russier (à l'emplacement de l'actuelle mairie). Ensuite, il lance les travaux de prolongement de la rue de Rivoli, pour faciliter la circulation entre la ville et la Vallée-du-Tir, et met en place les transports en commun, assurés par les omnibus Garrigou.
Lors de son second mandat, il fait réaliser les travaux de la rue Jules-Ferry. La bibliothèque Bernheim est mise en place.

Jean Oulès, coll. privée

Jean Oulès

Jean Oulès est arrivé en Nouvelle-Calédonie comme surveillant militaire, avant d'entrer comme comptable-gérant à la maison Brun. Il est le fondateur du journal *La Calédonie,* dont il s'occupe jusqu'en décembre 1899.
Tout d'abord ardent feilletiste, il participe ensuite au changement de majorité du conseil municipal qui conduit Charles Loupias à démissionner. Il lui succède le 21 septembre 1907 et assure quatre mandats jusqu'au 10 mai 1912. Il doit gérer les finances de la ville durant une période économiquement très difficile. L'inauguration de l'usine des Hauts Fourneaux à Doniambo, en 1910, permet de relancer l'économie. L'année suivante, la ville crée un arrêté pour réglementer la circulation des automobiles.

Louis Gex, coll. Roger Jaccard

Louis Gex

Louis Gex a débuté en Nouvelle-Calédonie comme caissier à la Banque de l'Indochine. Il devient par la suite directeur de la Société Le Chrome.
Maire du 9 mai 1908 au 26 mai 1909, il dote Nouméa de ses premières routes goudronnées.

Charles Loupias was the mayor of Noumea between 1899 and 1907. He was also the first watchmaker, jeweler and optician in town. Jean Oulès created the newspaper La Calédonie in 1899 and he became mayor from 1907 to 1912. In the meantime, Louis Gex rulled the city in 1908 and 1909. He was the head of the Chromium company.

Nouméa, centre de mobilisation du Pacifique (1914-1920)

Le gouverneur de Nouvelle-Calédonie a reçoit, par câble du 4 août, l'annonce officielle de la guerre. Le 5 août 1914, la mobilisation est déclarée. Conformément aux instructions en cas de guerre, Nouméa est décrétée centre de mobilisation pour toutes les colonies françaises du Pacifique : la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, les Nouvelles-Hébrides et les Établissements français d'Océanie. Les Français résidant en Australie ou dans tout autre pays du Pacifique sont engagés à rejoindre le bureau de recrutement de Nouméa pour s'y faire inscrire.

Dès 1914, la commune ouvre des crédits au profit des secours aux blessés. En avril 1915, elle achète du tabac et des jeux pour le premier contingent qui embarque sur le *Sontay*. La mairie distribue aussi un complément aux familles de conscrits les plus nécessiteuses. Fin 1915, le conseil municipal participe au « Colis du Niaouli », œuvre présidée par le conseiller Bourdinat, les fonds étant répartis à Paris par l'ancien maire Oulès qui lance une souscription dans la capitale.

« Nous étions tellement patriotes que lorsque les jeunes gens sont partis, on n'a pas regardé le chagrin qu'on allait avoir de leur départ ni l'effort qu'ils faisaient. Pourtant ça a été quelque chose le matin de leur départ. La foule s'est agglutinée près de la caserne et quand ils sont sortis à 9 heures, ça a été une ovation formidable. On les a suivis partout. D'abord chez le commandant, puis au gouvernement où il y eut les discours du consul de Belgique, du Gouverneur, du consul d'Angleterre et de monsieur Leyraud, le maire de Nouméa. Quand ils ont embarqué, nous sommes tous montés dans des bateaux. Je me souviens qu'il y avait le Saint-Antoine*, celui du Tour de côtes. On les a accompagnés jusqu'au phare… »*

Souvenirs de Maryse Lhuillier

Regroupement des flottes en rade de Nouméa, le 24 août 1914, coll. Laubreaux

Départ du 23 avril 1915, coll. MDVN

Noumea, mobilization center in the Pacific (1914-1920)

On August 5, 1914, in accordance with instructions in case of war, Noumea was decreed mobilization center for all French colonies in the Pacific and for the French residents of Australia. In April 1915, the the first contingent of soldiers boarded the Sontay to reach Europe.

La guerre est déclarée, coll. *Mémorial Calédonien*

« À 7h arrive le maire, M. Paul Leyraud, accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Très pâle, il grimpe les marches du perron et s'adresse aux présents en ces termes : «Jeunes gens, voici que la silencieuse Allemagne s'est réveillée. C'est la rumeur des troupes en marche, la bataille qui commence. La liberté des peuples, le droit, sont foulés aux pieds […]. Face à l'agresseur, nous relevons fièrement le défi. La triple Entente se dresse et court au combat […]. Maintenant, allez saluer les représentants de nos amis, les Anglais et les Belges, allez témoigner de votre patriotisme, de votre enthousiasme au gouverneur ; allez à la caserne accomplir votre devoir, comme vos frères de France ! »

Le Mémorial calédonien

Cependant, après l'enthousiasme patriotique soulevé par l'annonce de la guerre, des critiques apparaissent, notamment dans le *Bulletin du Commerce* du 26 septembre 1914 : certains mobilisés jouiraient-ils de faveurs ? Les Nouméens sont, en effet, mobilisés sur leur lieu de travail mais peuvent rentrer chez eux le soir. Les broussards, doivent rester à la caserne malgré le travail qui les attend sur les stations. Par ailleurs, ceux qui travaillent sur mine ou dans un secteur utile à la « défense nationale » restent au pays au lieu d'aller combattre en Europe. Certains seront alors montrés du doigt comme embusqués.

Retour au pays, le 3 novembre 1919, coll. Viale

Lors de l'arrivée du vapeur *Kiaora,* qui rapatrie 512 tirailleurs indigènes, le canon tonne à Nouméa. Les militaires se massent dans l'enceinte réservée où pénètrent également les personnalités officielles.

« Du Kiaora partent des chœurs canaques. Vivats, acclamations s'élèvent de toutes parts. On joue La Marseillaise. *Le débarquement se poursuit toute la matinée. Un défilé était organisé dans les principales rues de la ville et une partie du Faubourg-Blanchot. Une foule enthousiaste acclame les tirailleurs, leur fanion soulève une tempête de cris, un ouragan de vivats. À 16 heures, dans la cour de la caserne Gally-Passebosc, en présence du Gouverneur et des autorités militaires, les troupes de garnisons des tirailleurs assistent à la remise du fanion du Bataillon.* » Archives de l'archevêché de Nouvelle-Calédonie

Du 20 au 23 août, le navire-amiral français le *Montcalm* retrouve les flottes australienne et néo-zélandaise à Nouméa. Le 10 septembre, le contre-amiral Huguet avertit le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie : *« Nous n'avons pas la maîtrise du Pacifique tant que la Division Allemande n'est ni détruite ni bloquée. L'escadre allemande est à même de tenter un coup de main contre Nouméa, mais je ne crois pas qu'elle ait les moyens d'effectuer un débarquement sérieux. »* Le 10 septembre 1914, les divisions alliées quittent Nouméa pour rejoindre Rabaul et s'emparer des possessions allemandes de Nouvelle-Guinée.

Paul Leyraud et son épouse, en 1950, coll. Henriette Pentecost

Né à Nouméa le 8 décembre 1882, **Paul Leyraud** fait ses études en France, avant de revenir en Nouvelle-Calédonie en 1901. Il est nommé directeur de la société Coopérative de 1905 à 1920 et directeur de la société Havraise calédonienne de 1920 à 1949. Le 10 mai 1912, il est élu à la mairie de Nouméa et demeure maire pendant tout le conflit. Selon la Constitution, il n'y a pas d'élections durant un conflit puisque c'est un temps « d'exception ».
Pendant sa mandature, il est confronté à une troisième épidémie de peste, en 1912. La ligne de chemin de fer Nouméa-Païta est inaugurée en 1914, elle sera exploitée jusqu'en 1940. Pour les besoins de guerre, le conseil municipal décide de soutenir des « compatriotes » sur le front et prend en charge les frais d'assistance aux familles des mobilisés. En 1917, la ville prévoit la création de « carrés » municipaux pour les soldats morts au champ d'honneur.

Young men from Noumea were mobilized on their workplace and could go home at night while the bushmen were to remain in the barracks despite the work that awaited them on the stations. Those who worked on mines or in an area relevant to the "national defense" didn't have to go to Europe. Some were then considered as dodgers.

Le départ du deuxième contingent

Deux contingents quittent la Nouvelle-Calédonie en 1916, et un dernier en 1917. C'est en tout 773 mobilisés et 948 tirailleurs kanak qui rejoignent le front depuis la Nouvelle-Calédonie.

Mon cher Georges,

Nouméa le 2 juin 1916

Reçois-tu toujours mes cartes, elles doivent être bien longues à te parvenir surtout si tu te trouves dans la montagne. Je constate avec joie que tu n'es pas encore au feu, il vaut mieux turbiner comme un nègre que d'être exposé à la mort. Quand ton tour viendra, tu feras ton service comme les autres. Cette carte te représentera le défilé du contingent avant de prendre le bateau, il fallait voir les Babaos pleurer, il y en a 14 qui se sont barrés la veille et 50 qui sont encore ici, ils n'ont pas été reconnus aptes au service armé. Il se forme encore un autre contingent de Tahitiens qui vont probablement partir dans quelques mois. Bon Dieu, quand cette guerre finira ? Je crois bien que lorsque tu liras cette carte Verdun sera pris mais cela ne voudra pas dire que nous sommes foutus. Au contraire, il vaut mieux reculer que de faire tuer trop de monde. Nous avons rapidement des nouvelles de Léon, il prend son mal en patience, il faut en faire autant, toi tu réussiras sûrement. Je t'envoie une boîte de pâte de diable pour te boucher une dent creuse, tu me diras ce dont tu as le plus besoin, je me ferai un plaisir à te l'envoyer.

Coll. Cœcilia Brun

Le départ de juin 1916, coll. Viale

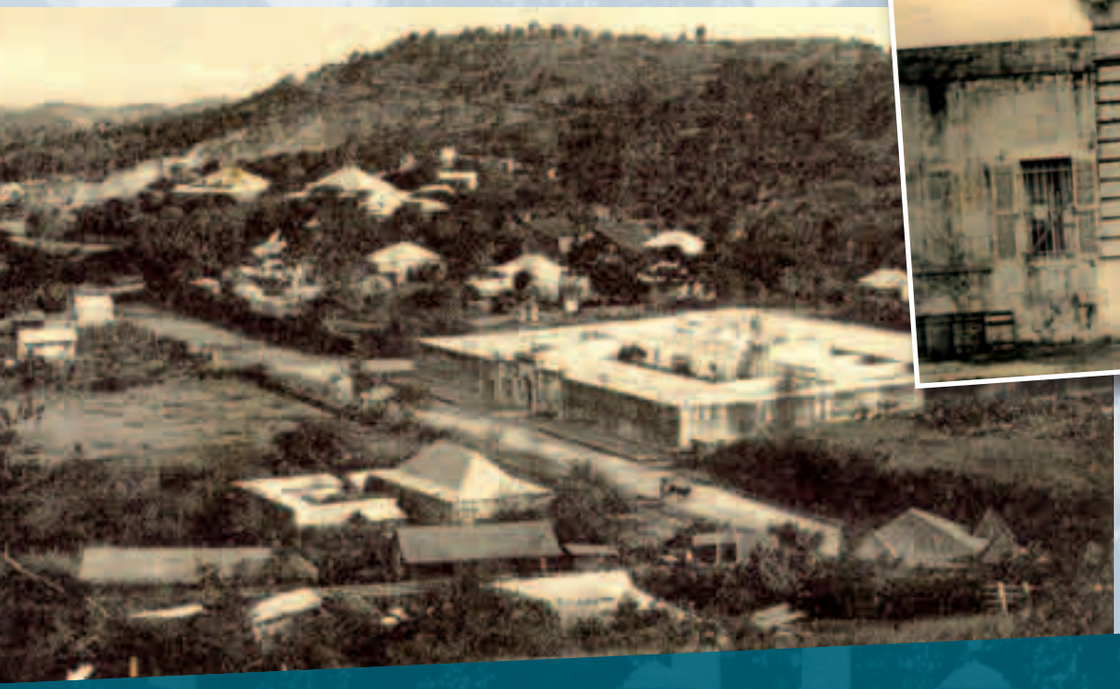
Departure of the second contigent

Two contingents of soldiers left New Caledonia in 1916, and, for the last one, in 1917. They were 773 to be mobilized and 948 Kanak infantrymen also joined the front.

La révolte de 1917

En Nouvelle-Calédonie, durant l'année 1917, une révolte indigène s'étend sur la Grande Terre. Les prisonniers kanak, au fur et à mesure de leur capture ou de leur reddition, sont conduits à la prison civile de Nouméa, à la caserne de l'Artillerie ou au dépôt de l'îlot Freycinet. Nombreux sont ceux qui décèdent en cours de détention tant leurs conditions de vie sont précaires : manque de vêtements chauds et de couvertures, entassement dans des locaux trop exigus et sans air, épidémie de béribéri due à une nourriture à laquelle ils ne sont pas habitués… Beaucoup sont alors conduits à l'hôpital de l'Orphelinat pour maladies pulmonaires ou tuberculose ; les lépreux sont isolés à l'île aux Chèvres. Après quelques mois de détention, les plus valides sont engagés au service de particuliers à Nouméa ou affectés à des travaux d'utilité publique, avec interdiction de sortir de la ville.

La prison civile, coll. Brun et MDVN



Construite en 1881, la prison civile reçoit les condamnés jusqu'en 1939, date à laquelle elle est remplacée par le Camp-Est, d'anciens bâtiments de la Pénitentiaire situés à l'île Nou. Le bâtiment abrite aujourd'hui le Centre d'art de la ville de Nouméa.

Après l'obtention d'une licence de droit à Paris en 1903, **Auguste Brun** rentre à Nouméa et assure plusieurs intérims de magistrat. En 1913, il devient avocat défenseur, avant de s'engager dans la politique.
Il est maire du 29 décembre 1919 au 4 novembre 1922, date de son décès. L'intérim est assuré par Théophile Betfort, du 4 au 30 novembre 1922.
Sous son mandat, la municipalité alloue une subvention aux agriculteurs et ouvre une quarantaine pour les animaux importés. En 1921, la ville érige le monument aux morts de la commune au cimetière du 4e Km.

Auguste Brun, coll. Jacques Brun

Carte d'électeur, coll. AVDN

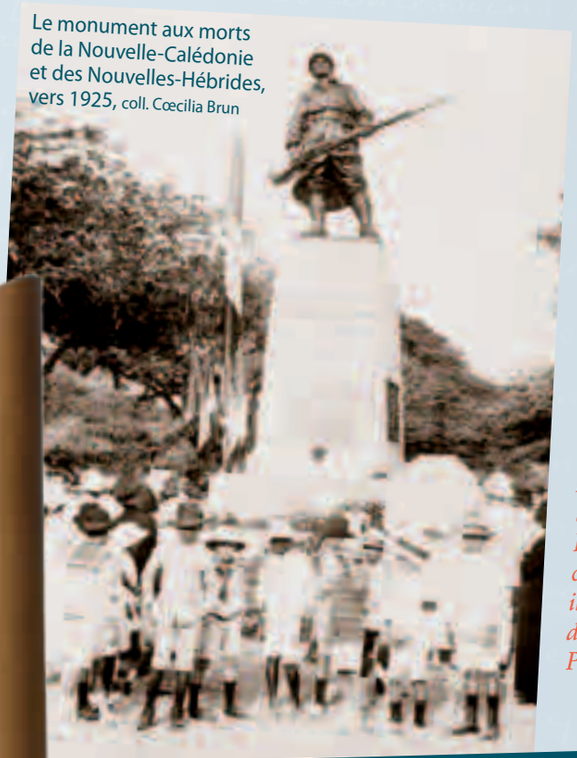
The revolt of 1917

In 1917, a native revolt spread on the mainland. Kanak prisoners, when they were captured or surrendered, were taken to the civil prison in Noumea, the barracks of Artillery or the deposit of the island Freycinet. Living in precarious conditions, many of them died in custody. Built in 1881, the civil prison was replaced by the East Camp in 1939.

Les monuments aux morts

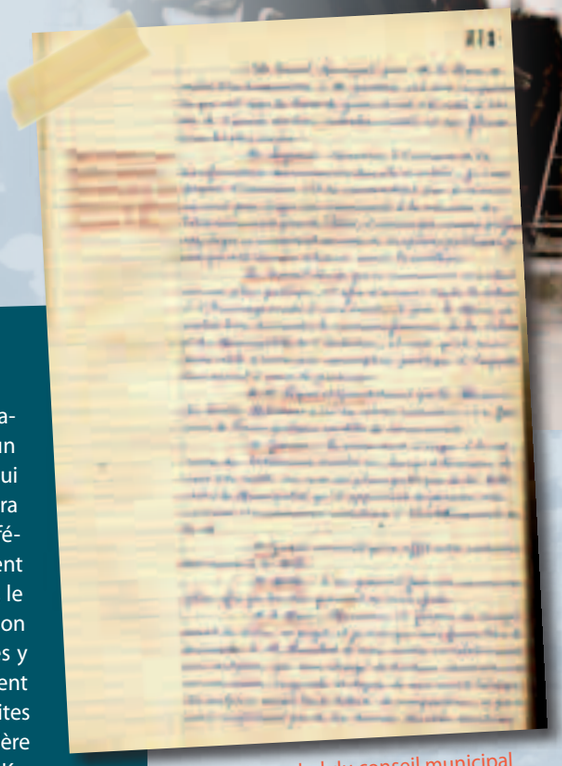
C'est au Conseil général et au conseil municipal qu'il appartient de glorifier les « morts au champ d'honneur » en élevant un monument destiné à commémorer leur souvenir. Dans un souci de représentativité, un comité est constitué de personnes extérieures à la municipalité et de membres du conseil municipal. Ce comité propose un emplacement et un projet architectural pour la stèle ; il collecte les fonds nécessaires et organise la cérémonie d'inauguration au cours de laquelle le monument est remis à la municipalité qui, dès lors, en devient propriétaire et en assure l'entretien.

Le premier monument aux morts construit en Nouvelle-Calédonie est celui de la commune de Nouméa. Dans sa séance du 12 juillet 1921, le conseil municipal de Nouméa décide, en même temps que l'érection d'une pierre tombale sur chacune des tombes des soldats calédoniens tués en France et dont la dépouille a été rapatriée, la construction d'un monument aux morts au cimetière du 4e Km à la mémoire des morts pour la France originaires de la commune.



Le monument aux morts de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides, vers 1925, coll. Cœcilia Brun

En 1921, une commission est désignée au sein du conseil municipal de Nouméa pour l'édification d'un monument dédié à tous les morts de la Grande Guerre originaires de Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides. Érigé en 1924 près du commissariat de police, il est déplacé en 2000 devant la caserne Gally-Passebosc.



Procès-verbal du conseil municipal de 1921, coll. SAVN

Repos de l'âme

Les premières tombes recensées à Nouméa apparaissent dès 1854 sur la butte Conneau, avant qu'un cimetière soit aménagé à la vallée N'Gou, aujourd'hui première Vallée-du-Tir, tel qu'il figure sur le plan Triquera de 1858. En 1863, le gouverneur Guillain le fait transférer à la deuxième Vallée-du-Tir, à l'actuel emplacement de l'église du Christ-Roi. Mais, le quartier se peuplant, le gouverneur Gaultier de la Richerie ordonne, en 1873, son déplacement au 4e Km. La plupart des anciens maires y reposent. Des concessions sont accordées, notamment aux militaires, aux anciens combattants et aux Petites sœurs des pauvres. En 1958, faute de place au cimetière du 4e Km, un cimetière communal est aménagé au 5e Km où l'armée américaine en avait déjà créé un en 1942. Quant au cimetière de Nouville, il est désaffecté en 1984.

Ce monument a été commandé en Australie pour des raisons de délai. Les mots « 1914 A NOS MORTS 1918 » sont gravés, ainsi que, par ordre alphabétique, les noms de 144 soldats, suivis de leur prénom usuel.

Monument aux morts de la commune de Nouméa, érigé en 1921 au cimetière du 4e Km, coll. Boyer

War memorials

In 1921, the Noumea City Council decided to build a war memorial in the cemetery of the fourth kilometer to the memory of the dead for France from the commune. A monument to the dead of the Great War from New Caledonia and the New Hebrides was erected, in 1924, near the police station and moved, in 2000, before the Gally-Passebosc barracks.

Nouméa et l'euphorie des années 1920

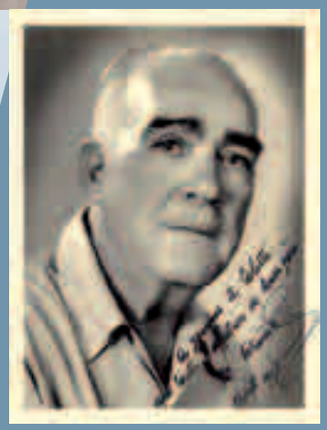
Avec le gouverneur Guyon (1925-1932), une réflexion est engagée afin de lancer une politique de grands travaux susceptibles de pouvoir enfin fournir tant à la colonie qu'à la ville les infrastructures qui leur font cruellement défaut et dont le développement dépend. La lecture des procès-verbaux du conseil municipal de Nouméa témoigne alors des efforts importants qui sont consentis concernant l'amélioration de l'hygiène dans la ville ainsi que la poursuite de l'extension des réseaux d'eau courante et d'éclairage au gaz.

Commémoration au monument aux morts de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides, vers 1950, coll. privée

Marx Lang est maire du 30 novembre 1922 au 4 mai 1925.
On lui doit le règlement sur les cimetières, les projets de construction des écoles de la Vallée-du-Tir et de l'Orphelinat, ainsi que la construction d'un habitat bon marché. En 1923, Nouméa possède un réseau de rues long de 37,5 kilomètres.

Le jour des morts, le maire, Marx Lang, prononce son discours devant le monument érigé à la mémoire des Calédoniens morts pour la France, album Ratzel, coll. SANC

Le gouverneur Guyon (en pantalon rayé) et ses filles à Nouméa, album Haas, fonds Kakou, coll. SANC



Baptiste Ducasse, coll. D. Lucini

Né à Nouméa le 15 septembre 1886, **Baptiste Ducasse** fait ses études de droit à Toulouse puis à Paris. Il effectue son service militaire à Nouméa en 1907 et sera substitut du procureur de la République de 1914 à 1918 ; il est maire du 4 mai 1925 au 6 mai 1929.
En 1925, un plan est établi pour l'amélioration de l'urbanisme à Nouméa. L'année suivante, la commune prend en charge la visite des écoles par un médecin. Dans le cadre du plan Guyon, la commune prévoit le remblaiement de la baie de la Moselle, l'amélioration des quais et la mise en place du tout-à-l'égout.

Noumea and the euphoria of the 1920s

With Governor Guyon (1925-1932), a reflection was hired to launch a policy of public works in order to finally provide the infrastructure sorely needed and necessary for development. Significant efforts were then made on improving hygiene in the city and the continued expansion of piped water and gas lighting.

Nouméa et la terrible crise des années 1930

La Nouvelle-Calédonie et sa capitale n'échappent pas au séisme provoqué par la terrible récession du début des années 1930. Les espoirs suscités par le plan Guyon s'évanouissent faute de moyens pour les réaliser. La ville, en accord avec le gouverneur et le Conseil général, décide de procéder au remblaiement de la baie de la Moselle en y employant principalement les nombreux chômeurs.

À partir de 1936, l'activité économique, fortement soutenue par la reprise des cours du nickel liée à l'imminence du second conflit mondial, permet à la cité de bénéficier d'une conjoncture plus favorable. L'augmentation du nombre des automobiles conduit le conseil municipal à mettre en place les premiers sens uniques au centre-ville et à substituer l'éclairage électrique à l'éclairage au gaz.

Pierre-Aimé Vernier à bord du *Wilkama*, en 1908, coll. L. Defrance

Pierre-Aimé Vernier

Né à Nouméa le 13 janvier 1870 Pierre-Aimé Vernier débute dans l'administration, puis se lance dans les mines en intéressant les capitaux européens aux exploitations minières de la Nouvelle-Calédonie.

Il est maire du 6 mai 1929 au 9 octobre 1933, date de son décès. L'intérim est assuré par Pierre Jeannin du 9 octobre 1933 au 13 mai 1935.

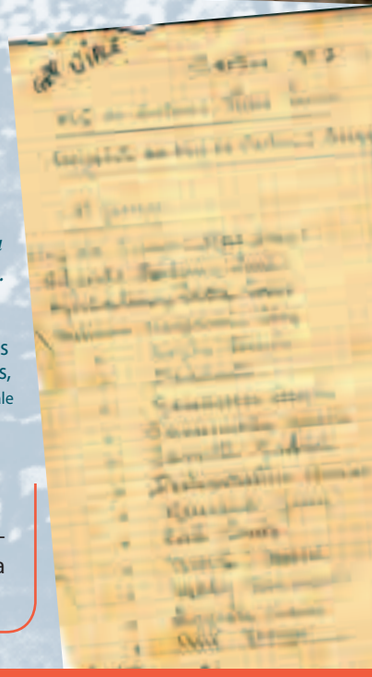
Durant son mandat, il poursuit le goudronnage du centre-ville, le remblaiement de la baie de la Moselle et procède, en 1932, à la mise en place de l'éclairage électrique dans la ville. En 1933, peu de temps avant sa mort, une nouvelle conduite d'eau en provenance de la Dumbéa est inaugurée.

Le dimanche 1er avril 1931, tout Nouméa vient voir à la plaine Unger le premier avion qui se pose en Nouvelle-Calédonie, coll. Brun

Le *Golden Eagle* est piloté par MM. Brown et Roffey, coll. MDVN

Coll. privée

Pour protéger la colonie, une milice civique est formée en 1941 sous la direction du capitaine Dubois.



Liste des miliciens nouméens, coll. Georges Viale

Pierre Jeannin

Pierre Jeannin assure l'intérim de Pierre-Aimé Vernier du 9 octobre 1933 au 13 mai 1935. Sous son mandat, le conseil municipal entreprend le reboisement de Nouméa, à la demande d'une association. Celle-ci préconise les flamboyants comme arbres d'ombrage. On plante alors sur l'ensemble de la place des Cocotiers. En 1935, la commune rend obligatoire la numérotation des maisons.

Noumea and the terrible crisis of the 1930s

New Caledonia and its capital did not escape the recession of the early 1930s. But after 1936, the economic activity, strongly supported by the recovery in nickel prices due to the imminence of World War II, allowed the city to benefit from more favorable market conditions.

Nouméa, une ville dynamisée par le second conflit mondial

L'annonce brutale et inattendue de l'armistice, le 22 juin 1940, pose la question de la fidélité au nouveau régime politique et à la collaboration ou du ralliement à la France libre.
Les Nouméens sont divisés sur le sujet car les élites privilégient le maintien d'un lien exclusif avec la Métropole alors que la population souhaite avant tout ne pas être entraînée dans la spirale de la défaite. Il faut l'intervention du résident général des Nouvelles-Hébrides, Henri Sautot, arrivé à Nouméa sur un navire de guerre anglais, et celle des broussards pour que le parti des gaullistes l'emporte. Le conseil municipal, avec son maire, Ernest Massoubre, se prononce également avec enthousiasme en faveur de la France libre.
Durant une année, Nouméa est protégée par des réservistes et par un commando australien d'une centaine d'hommes : la *Robin Force*. En cas d'invasion japonaise, leur principale mission est de dynamiter non seulement les batteries de canons, mais aussi les ponts, l'usine de Doniambo et les installations portuaires.
Aussi est-ce avec soulagement qu'est accueilli le débarquement de l'US Army, le 12 mars 1942.

Le 19 septembre 1940, avec l'aide de tous les habitants de Nouméa et des broussards descendus en force, Henri Sautot devient le nouveau gouverneur de la France libre en Nouvelle-Calédonie.

Discours du gouverneur Sautot à la mairie, coll. MDVN

Ernest Massoubre, en blanc, avec ses parents, coll. Messonnier

Ernest Massoubre crée les Forges françaises de l'Océanie. Il est maire du 13 mai 1935 au 19 octobre 1943, date de son décès.
Dès 1935, il lance les travaux d'aménagement du terrain d'aviation de Magenta (qui sera amplement aménagé par les Américains). L'année suivante, la ville entreprend la construction de la digue de Ducos. Le bassin-réservoir d'eau de la colline du sémaphore est construit. Les premiers abonnés bénéficient de l'eau courante et 115 premières bouches d'incendie sont installées. Durant la guerre, la ville autorise les Américains à occuper gracieusement tous les terrains municipaux disponibles sur la commune de Nouméa. En 1943, compte tenu de l'importance du trafic routier, la commune installe les premiers panneaux de signalisation et met en place des routes prioritaires afin de faciliter la circulation et de diminuer le nombre d'accidents.

Noumea, a city driven by the Second World War

The unexpected announcement of the armistice of June 22, 1940, raised the question of fidelity to the new political regime and collaboration or to rally to Free France. During one year, Noumea was protected by reservists and a commando of one hundred Australians : the Robin Force. Noumea was then relieved with the arrival of the U.S. troops on March 12, 1942.

Un partenariat priviligié entre le conseil municipal et les forces alliées

Certes, l'arrivée des troupes alliées au sein d'une petite ville mal préparée à les accueillir, n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes logistiques : port encombré, manque d'eau, axes routiers saturés… Cependant, le conseil municipal fait tout pour faciliter cette cohabitation.

Il est évident que le rôle central joué alors par Nouméa dans la guerre du Pacifique se traduit par un dynamisme et une prospérité économique dont la population nouméenne bénéficie largement. La fonction de base arrière tant de la ville que de la Nouvelle-Calédonie s'accompagne en effet d'une offre exceptionnelle dans les magasins PX, de divertissements mais aussi de soins. Les Américains transforment le paysage urbain : des routes nouvelles sont aménagées, des zones sont débroussées, assainies et équipées.

Canon du Ouen Toro, juillet 1941, coll. Attneave

Le général patch et son état-major, coll. US Army

Édouard Dalmayrac, né à Pouembout le 15 décembre 1888, assure l'intérim d'Ernest Massoubre du 20 novembre 1943 au 12 mai 1947. Après son mandat de maire, il prend la direction de la Caisse d'épargne et préside l'amicale des anciens combattants. Il organise la première course cycliste par étapes Nouméa-La Foa. Durant son mandat, il améliore le réseau routier en faisant goudronner la route de l'Anse-Vata et relier la RT1 à Magenta. Il procède à un échange de terrains avec la colonie pour établir un nouvel hippodrome au Val-Plaisance, sur des espaces aménagés pour des compétitions de sport par les Américains. Les derniers marais de la Vallée-du-Tir sont remblayés en 1947.

Édouard Dalmayrac et le général Halsey, coll. Frogier

A privileged partnership between the council and allied forces

The arrival of Allied troops in a small town unprepared to receive them, was not without posing a number of logistical problems : congested port, water shortages, congested road corridors ... But the central role of Noumea in the Pacific War was translated into a prosperity that benefited greatly to the population and the infrastructures of the city.

Nouméa d'après-guerre (1945-1960)

Affiche du centenaire, coll. MDVN

Compte tenu de l'accession de la Nouvelle-Calédonie au statut de Territoire d'Outre-Mer, on assiste à des modifications politiques importantes tant pour l'ensemble de l'archipel que pour la ville de Nouméa. En 1945, est enfin élu le premier député que la population réclamait depuis longtemps. Cette élection est la première à laquelle les femmes participent ; les Nouméennes sont de loin les plus nombreuses, à une époque où le suffrage universel n'existe pas encore en Nouvelle-Calédonie. Deux ans plus tard, en raison de sa grande popularité consécutive au ralliement à La France libre, Henri Sautot devient le premier maire d'après-guerre. Il exerce ses fonctions du 12 mai 1947 au 7 mai 1953. La commune s'engage dans une politique de santé publique, afin de lutter contre les moustiques et les taudis. En 1948, des logements sociaux sont construits à l'Orphelinat et à la Baie-des-Citrons. La municipalité poursuit l'aménagement de la ville avec la construction du marché couvert et le lancement des travaux de la nouvelle conduite d'eau. L'exécutif municipal doit alors gérer la baisse d'activité et de revenus liée au retrait des forces alliées. La municipalité de Nouméa bénéficie cependant largement des installations et du matériel laissés par les Américains.
Henri Sautot est battu, par la suite, par son premier adjoint, Roger Laroque, qui gagne les élections le 7 mai 1953. Dès le début de son premier mandat, le nouveau maire marque la ville de son empreinte et de son dynamisme, soutenu en cela par l'expansion minière. Grâce à de nouvelles ressources provenant du Territoire et à la mise en place du FIDES, de grands travaux d'infrastructure sont lancés dans la ville : port, routes, eau, tandis qu'un plan d'urbanisme est mis en place. La période est aussi marquée par les grandioses célébrations du centenaire de la présence française, en 1953.

L'organisation internationale pour l'Océanie, la Commission du Pacifique Sud (CPS), est créée le 6 février 1947. Le 7 mai 1949, à sa troisième session, elle inaugure ses nouveaux locaux dans une partie de l'ancien état-major américain, le « Pentagone ».

La Commission du Pacifique Sud, coll. Cœcilia Brun

Les députés, de Roger Gervolino à Gaël Yanno

La Nouvelle-Calédonie n'a qu'un seul député de 1945 à 1978. Elle est divisée, après cette date, en deux circonscriptions, qui sont abolies en 1986 pour laisser place au scrutin à la proportionnelle de listes dans une nouvelle circonscription unique ayant deux sièges à pourvoir. Suite à la loi électorale de 1987, deux nouvelles circonscriptions sont créées. Ainsi, se sont succédé à la fonction de député : Roger Gervolino (de 1945 à 1951), Maurice Lenormand (de 1951 à 1964), Roch Pidjot (de 1964 à 1986), Jacques Lafleur (de 1978 à 2007), Maurice Nénou (de 1986 à 1996), Pierre Frogier (de 1996 à 2011) et Gaël Yanno (depuis 2007). Ce dernier, arrière-petit-fils du maire Pierre Sauvan, est par ailleurs premier adjoint de la ville de Nouméa. Il a effectué ses études primaires et secondaires à Nouméa, avant de poursuivre une formation supérieure en métropole et d'intégrer l'Institut d'études politiques de Paris où il soutient un DEA d'économie appliquée. En 1998, il obtient son diplôme d'expert-comptable. De retour à Nouméa, il est commissaire aux comptes, inscrit près la cour d'appel de Nouméa, et rejoint le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) du député Jacques Lafleur. Membre de l'assemblée de la province Sud de 1989 à 1999, il est également élu en 1989 pour la première fois au conseil municipal de Nouméa. Depuis 2001, il assure les fonctions de premier adjoint et est en charge des finances et du contrat d'agglomération. Il est élu député en 2007 dans la première circonscription qui comprend Nouméa, l'île des Pins et les îles Loyauté. À l'Assemblée nationale, il est membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, il y est aussi rapporteur du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), voté par le Parlement en mai 2009. Il a également orienté son travail de parlementaire vers les questions de sécurité touchant tout particulièrement sa circonscription et la ville de Nouméa.

Coll. Yanno

Noumea postwar (1945-1960)

Given the accession of New Caledonia to the status of TOM, important political changes took place in the whole archipelago. Finally, in 1945, was elected the first member of Parliament that the public demanded. This election was the first in which women could participate. In 1953, Roger Laroque was the new mayor of Noumea.

Les visites triomphales du général de Gaulle

À deux reprises, le général de Gaulle vient rendre visite aux Calédoniens. Une première fois en 1956, pour rendre hommage aux volontaires qui l'ont rejoint dès 1941, puis en 1966, comme président de la République.

Coll. Boison

« Je suis venu, vous le savez, pour témoigner du passé, pour constater le présent et pour envisager l'avenir… L'avenir ne se commande pas mais il se prépare et ce qu'on sait faire a toujours ses conséquences, et ce qu'on néglige, on ne manque jamais de le payer. » De Gaulle

Accueil du général de Gaulle en 1956, coll. ANC

Visite du Général au stade de Magenta, une des nombreuses infrastructures sportives construites pour accueillir les Jeux du Pacifique Sud de 1966, coll. ANC

« Vous allez pouvoir constater combien notre ville s'est transformée. Passant en dix années de 25 000 à près de 40 000 habitants, elle s'est considérablement agrandie et modernisée. » Roger Laroque, 1966

Une croix de Lorraine est édifiée en 1972 au Mont-Coffyn. Elle a été conçue par les architectes Jacques Rampal et François Raulet à la demande du « comité pour l'édification d'un monument en l'honneur du général de Gaulle ». D'un poids de 24 tonnes pour une hauteur de 19,40 mètres, prévue pour résister à des vents de 200 km/h, elle a été inaugurée, le 18 juin 1973, lors de la commémoration du 33e anniversaire de l'Appel.

The triumphal visits of General de Gaulle

On two occasions, General de Gaulle came to visit the New Caledonian population. The first visit was in 1956 to honor the volunteers who joined in 1941, then in 1966, as the president of France.

Nouméa au cœur du « boom » (1960-1972)

la cité de Pierre Lenquette, coll. SIC

Coll. SIC

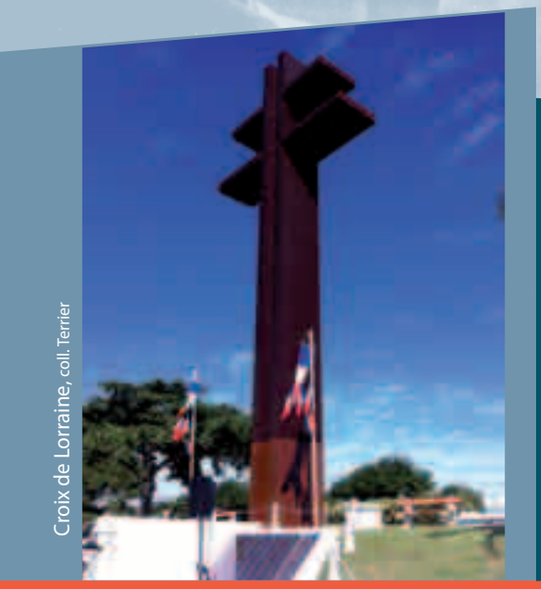
Durant la période dite du « boom du nickel » des années 1960 et 1970, Roger Laroque est le maire d'une commune en plein essor. Bénéficiant d'un contexte de prospérité économique exceptionnel, associé à la nouvelle législation sur les communes mise en place en 1969, la ville, grâce à l'aide de l'État, se dote de nombreuses infrastructures. Pourtant, le Code municipal diffère de celui de la Métropole : un effectif restreint à 15 membres au lieu de 31, des attributions limitées, un contrôle étroit exercé par l'autorité supérieure et un pouvoir réglementaire de la police municipale qui n'est pas délégué au maire.

L'urbanisation s'étend ainsi à toutes les zones de la presqu'île de Nouméa. De nouveaux lotissements sont créés ainsi que des grands ensembles d'habitat collectif. D'importants travaux de voirie sont effectués. Proche de l'usine de traitement de nickel de Doniambo, la zone industrielle de Ducos se développe. L'extension du port autonome grâce à des espaces gagnés sur la mer permet de transformer définitivement l'ancienne île Nou en presqu'île de Nouville.

La nouvelle législation sur les communes de 1969

Les municipalités étaient des collectivités territoriales de droit local, dérogeant au droit qui régissait les communes françaises. La deuxième loi Billotte (loi du 17 janvier 1969) instaure en Nouvelle-Calédonie les communes de droit national en remplacement des municipalités antérieures. Ainsi les trente et une communes de Nouvelle-Calédonie deviennent-elles des collectivités territoriales de la République qui sont soumises à la tutelle de l'État par le biais des subdivisions administratives (Sud, Ouest, Est et Loyauté) alors instaurées. Ces dernières ont à leur tête un fonctionnaire d'État ayant rang de sous-préfet et portant le titre de chef de subdivision.

Banderole de propagande de l'Union calédonienne en 1958 sur les murs de l'ancien commissariat de police, coll. Angleviel



Croix de Lorraine, coll. Terrier

Roger Laroque, initialement directeur général de la maison Ballande, né à Nouméa le 15 octobre 1910, est élu maire le 7 mai 1953. Il le restera jusqu'au 18 novembre 1985, date de son décès, au cours de son sixième mandat. L'intérim est alors assuré par Jean Lèques jusqu'au 24 janvier 1986. Fervent opposant à l'Union calédonienne (UC), autonomiste, qui domine alors la vie politique locale, proche des gaullistes et des républicains indépendants, il est l'un des rares hommes politiques à militer pour une départementalisation. Considéré par beaucoup comme celui qui a accompagné la transformation de Nouméa, il est soucieux de faire de la ville la première capitale française du Pacifique et donc la vitrine de la France en Océanie.

Roger Laroque recevant le général de Gaulle à la mairie, coll. SAVN

Noumea in the heart of the "boom", 1960-1972

During the period known as the "nickel boom" of the 1960s and 1970s, Roger Laroque was the mayor of a booming town. With the help of the state, the city was equipped with many facilities. Urbanization spread to all areas of the peninsula in Noumea. New subdivisions were created as well as large sets of group housing.

Un nouvel hôtel de ville

De 1880 à 1975, l'hôtel de ville se situe dans les anciens locaux de la Banque Marchand, construite en 1874. L'espace étant devenu étroit, dans les années 1950, de nombreux services sont dispersés dans différents points de la ville. Pour les rassembler, les équipes municipales réfléchissent à la construction d'un nouvel édifice. Un premier concours est lancé en 1953, au cours duquel six candidats proposent une étude, mais le projet n'a pas de suite.

Un second concours est ouvert en 1969. Trente-trois équipes répondent ; quatre projets sont retenus. L'architecte niçois Georges Buzzy, en collaboration avec l'architecte calédonien Jacques Rampal, remporte le concours. La construction de l'hôtel de ville débute en 1974 à l'emplacement de l'ancienne école Suzanne-Russier. L'édifice est ouvert au public le 26 janvier 1976.

l'actuel hôtel de ville, comme l'avait prédit Roger Laroque lors de son inauguration, est désormais trop petit pour accueillir tous les services, aussi la municipalité se trouve-t-elle dans l'obligation de louer un certain nombre d'autres espaces dans la ville ou d'en acquérir de nouveaux.

Concours de 1953

coll. SAVN

coll. SAVN

Médaille de la ville

Concours de 1969

Projet de l'équipe d'architectes Brière, Gouaux et Paolini, coll. SAVN

Projet de l'équipe d'architectes Georges Buzzy et Jacques Rampal, coll. SAVN

A new town hall

From 1880 to 1975, the town hall of Noumea was located in the former premises of the Merchant Bank, built in 1874. As the space had become narrow in the 1960s, various services were scattered throughout the city. To gather them, a new building was built in 1974 and inaugurated two years later.

Le SAD ou la mémoire de la ville

Dès l'origine, les différents services municipaux amassent un grand nombre d'archives mais il faut attendre 1987 pour que soit créé un service des archives et de la documentation (SAD) de la Ville de Nouméa à part entière. Second centre d'archives après celui de la Nouvelle-Calédonie, il est situé rue Gallieni. Il a pour mission de collecter, conserver et classer les archives de la municipalité permettant de reconstituer l'histoire de Nouméa et de ses habitants, afin de les communiquer au public.

Véritable mémoire de la cité, il recèle, précieusement déposés, l'ensemble des procès-verbaux des conseils municipaux, les courriers départ et arrivée des Nouméens ainsi que de nombreux documents émanant des services communaux du XIX^{e} siècle à nos jours.

Le contenu de ces fonds est très varié : organisation et administration de la commune, cadastre, comptabilité. L'urbanisme est aussi présent, avec les permis de construire, les bâtiments municipaux (dont les écoles primaires) et tout ce qui a trait à la voirie et aux travaux publics. La population nouméenne est également concernée, avec les registres d'état civil et les listes électorales. Les différents dossiers sont complétés par une collection de documents iconographiques : affiches, cartes, plans, photographies. Les archives possèdent également une bibliothèque historique et administrative de périodiques, de brochures et d'ouvrages, consultables sur place. Ce fonds est régulièrement enrichi par des dons, des dépôts d'archives privées provenant d'associations ou de particuliers. Les archives municipales de Nouméa comportent ainsi environ deux mille mètres linéaires de documents.

Premier registre de la ville, coll. SAVN

Le service des archives de Nouvelle-Calédonie

Établi à Nouville dans un bâtiment construit en 1992 sur les plans de l'architecte François Raulet, le service des archives de la Nouvelle-Calédonie dépend du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Créé en 1988, il est chargé de recueillir les archives produites par l'État, la Nouvelle-Calédonie, les provinces, les communes, les notaires, les entreprises, les associations et les particuliers. Quinze kilomètres de stockage leur sont dévolus, répartis entre les deux tours de Nouville et un dock de préachivage à Ducos.

Les documents sont ainsi conservés, identifiés, classés et mis à disposition du public dans la mesure de leur droit à diffusion. La pièce la plus ancienne, relative à la Nouvelle-Calédonie, est un procès-verbal d'adjudication de terrain à Nouméa en mai 1856.

Pour valoriser son fonds, le service des archives met ses documents à disposition pour des publications et des expositions. De nombreuses photographies présentées dans cet ouvrage sont issues de ses collections.

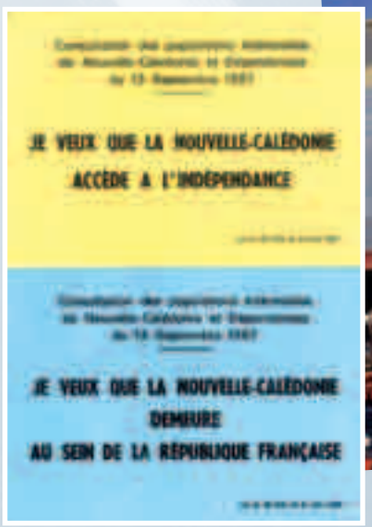
Bâtiments des archives, conçu par François Raulet, photo Christophe Bouton

The SAD or the memory of the city

Second archive center after that of New Caledonia, the Archives and Documentation of the City of Noumea (SAD) is located rue Gallieni. Its mission is to collect, store and categorize the city's records to reconstruct the history of Noumea and its inhabitants, in order to make them public.

Nouméa entre crise économique et crise politique (1984-1988)

En 1975, le festival Mélanésia 2000, organisé par Jean-Marie Tjibaou, à Nouméa, réaffirme l'identité culturelle kanak. Au congrès de Bourail en 1977, l'Union calédonienne prend position pour l'indépendance. De son côté, Jacques Lafleur regroupe la grande majorité des partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française et crée, en 1978, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR).
Les positions se durcissent et Nouméa devient alors le terrain de nombreux événements qui débutent avec une violente émeute lors de la grande braderie de novembre 1981. Le 26 juin 1982, à l'appel du Comité de liaison pour la défense des institutions, 8 000 personnes défilent dans les rues de Nouméa avec Roger Laroque en tête de cortège.
La situation dégénère à partir de 1984 et, dès janvier 1985, un couvre-feu et l'état d'urgence sont décrétés dans la ville. L'ensemble du pays connaîtra une série de troubles graves jusqu'en 1988. C'est précisément le 26 juin 1988 que les violences prennent fin avec la signature des accords de Matignon, qui réunissent les délégués du RPCR et du FLNKS, suivis de l'accord Oudinot, le 20 août 1988.



Bulletin de vote, 1988, coll. MDVN

Défilé du 19 janvier 1985, coll. Viale

Le maire de Nouméa, Jean Lèques, est l'un des signataires des accords de Matignon, ainsi que de l'Accord de Nouméa en 1998.

Nouméa, siège de la province Sud, photo Christophe Bouton

En 1989, trois provinces sont mises en place, afin de créer un rééquilibrage tant entre les Mélanésiens et les autres communautés qu'entre Nouméa et le reste de l'archipel.

Noumea between economic and political crisis (1984-1988)

In 1975, the Melanesia 2000 festival, organized by Tjibaou, reaffirmed the Kanak identity. In 1977, the Caledonian Union took a stand for independence. For his part, Jacques Lafleur created, in 1978, the Rally for New Caledonia in the Republic (RPCR). Positions hardened and degenerated, from 1984 to 1988, in a series of serious disorders which ended with the signing of the Matignon agreement on June 26, 1988.

Les principales orientations et réalisations des mandats de Jean Lèques (1985-2012)

Si l'on peut considérer que les trente-deux années pendant lesquelles Roger Laroque a été à la tête de la cité ont été essentiellement consacrées au développement des principales infrastructures, l'action de Jean Lèques, elle, depuis vingt-six ans, se traduit par la multiplication des initiatives afin de répondre au mieux aux besoins des Nouméens et des Nouméennes. La population de la ville ayant presque doublé depuis son premier mandat en 1985 (passant de 60 112 habitants en 1983 à 98 806 habitants en 2010), Jean Lèques s'est donné comme priorité, avec ses différentes équipes municipales, d'accompagner au mieux la réhabilitation des quartiers, en créant un service à cet effet (l'actuel SVQ). C'est également un travail en étroite collaboration avec l'État qui s'est mis en place en 1993 avec la création d'une cellule du contrat ville au sein de la mairie, devenue, en 2000, contrat d'agglomération. La ville est ainsi, avec l'État, partenaire des communes du Grand Nouméa pour le développement tant des infrastructures que des politiques de proximité et d'insertion.

Une réelle politique culturelle a été instaurée, ainsi que le mise en place d'un schéma directeur d'assainissement et d'un PUD, régulièrement révisé.

Il a, par ailleurs, contribué à ce que la ville de Nouméa, « capitale » de Nouvelle-Calédonie, rayonne dans le Pacifique. Elle est devenue le passage obligé de toutes les délégations politiques ou religieuses se rendant en Océanie. Quatre jumelages ont été également mis en place avec les villes de Nice, Gold Coast et Taupo.

Visite de Jacques Chirac en 1986 , coll. ville de Nouméa

Le Nouméa, coll. ville de Nouméa

Depuis1981, le journal municipal se fait l'écho du conseil municipal ainsi que des évolutions et de l'animation de la ville.

Jean Lèques est né à Nouméa le 31 août 1931, au sein d'une vieille famille calédonienne. Après avoir suivi des études de droit à Grenoble entre 1954 et 1956, il est engagé à son retour, en 1957, comme stagiaire dans l'étude de M[e] Rieu. Il est ensuite notaire de 1965 à 1999, date à laquelle il transmet son étude à Jacqueline, un des quatre enfants qu'il a eus avec son épouse, Évelyne Lacheret. Chrétien sincère et actif, membre de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, il préside cette association caritative de 1976 à 1986. Son épouse, fille de pasteur, est à l'origine de nombreuses actions en faveur des anciens délinquants et des sans-logis. Passionné de sport hippique, Jean Lèques fut juge hippique puis président de la Société sportive de Nouvelle-Calédonie et président du club de L'Étrier. Il est toujours président d'honneur de ce club. Adhérent de la Démocratie chrétienne au niveau national et membre de l'Union calédonienne, il entre à l'Assemblée territoriale en 1967 et sera dès lors réélu cinq fois sans interruption jusqu'en 2009. En 1971, il quitte l'UC lorsque Maurice Lenormand, secrétaire général du parti, propose un statut d'autonomie qu'il considère comme excessif. Avec cinq autres élus, Jean Lèques fonde alors le Mouvement libéral calédonien (MLC), qui confirme ses positions lors des élections de septembre 1972. Jean Lèques accède à la présidence du MLC en avril 1978. C'est à ce titre qu'il propose à son parti de rejoindre le RPCR fondé par Jacques Lafleur en juillet 1978 et, en 1979, il est réélu conseiller sous l'étiquette du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. Entre 1970 et 1985, il a dirigé par cinq fois l'Assemblée territoriale. Il a participé à tous les grands événements contemporains de la Nouvelle-Calédonie, en étant notamment présent à Nainville-les-Roches en 1983, et il fait partie des cosignataires des accords de Matignon et de l'accord de Nouméa.

Il sera président de la région Sud de 1985 à 1989, puis vice-président de la province Sud en 1989. Après avoir été premier vice-président du Congrès de 1991 à 1995, il devient le premier président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en mai 1999 et le restera jusqu'en avril 2001.

Profondément attaché à sa ville, Jean Lèques est élu pour la première fois conseiller municipal de Nouméa en 1983, puis premier adjoint en mars 1984. Maire par intérim après le décès de Roger Laroque en novembre 1985, il est élu maire de la ville de Nouméa en janvier 1986 et sera réélu en mars 1989, en juin 1995, en mars 2001 puis en mars 2008. Chevalier et Officier des Palmes académiques, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, officier dans l'ordre national du Mérite, il a été promu, Chevalier de la Légion d'honneur, en 1989, Officier en 1998, puis commandeur, en 2005.

The main achievements under Lèques Jean mandates (1985-2012)

If we can consider that the thirty-two years during which Roger Laroque was at the head of the city were mainly devoted to the development of key infrastructure, the work of Jean Lèques, mayor for twenty-six years, has resulted in the proliferation of initiatives to best meet the needs of the population of Noumea. His priority, with its various municipal teams, is to provide the best rehabilitation or creation of districts.

Nouméa, creuset du destin commun

Afin de permettre à Nouméa d'assurer un rôle privilégié dans l'établissement du destin commun, plusieurs réalisations et actions marquantes ont été effectuées ces dernières années dans de nombreux secteurs.
La volonté de préserver la qualité du cadre de vie s'est traduite par le réaménagement de divers espaces publics, comme la place des Cocotiers, la promenade Pierre-Vernier et celle de la baie de l'Orphelinat, ainsi que par la création de nombreuses aires de jeux pour les enfants et les jeunes.
Pour accompagner au mieux le développement de la ville, des plans d'urbanisme directeurs ont été adoptés. La zone d'aménagement concerté de Kaméré, sur la presqu'île de Ducos, a été agrandie et une nouvelle gare routière a été ouverte à Montravel. Pour résoudre le problème de l'approvisionnement en eau potable du Grand Nouméa, un « grand tuyau », depuis le captage de la rivière la Tontouta, a été réalisé dans le cadre d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU). Un schéma directeur d'assainissement a été mis en place ainsi que cinq stations d'épuration.
Pour répondre au problème de la sécurité urbaine, des moyens humains et matériels ont été renforcés et de nouveaux locaux ont été affectés à la police municipale, en 1992.

Noumea at the basis of the "common destiny"

To provide the city with optimal development, urban plans were adopted. To solve the problem of drinking water in Greater Noumea, a "big pipe" was conducted from the catchment of the Tontouta river. A sanitation master plan has been implemented and five wastewater treatment plants created.

Sur le plan économique, de nouvelles installations portuaires ont été réalisées ainsi que l'aménagement d'un marché couvert à Port Moselle.
Dans le même temps, une réelle politique culturelle a été instaurée, se traduisant par l'ouverture, en 1996, du Musée de la ville et du Centre d'art, en 2000, de la médiathèque municipale de Rivière-Salée et, en 2001, du café musiques le Mouv'. Dans le domaine patrimonial, la ville a notamment réhabilité le Théâtre de l'Île et la maison Célières (2008). Enfin, concernant le sport, de nombreuses infrastructures sportives ou de loisirs ont été implantées, en particulier à l'occasion des Jeux du Pacifique Sud de 2011.
De par son statut de capitale du pays, Nouméa, soucieuse de son rayonnement international, a noué des jumelages tant avec la Métropole (Nice en 1985) qu'avec les pays voisins (Gold-Coast, en Australie, en 1992, et Taupo, en Nouvelle-Zélande, depuis 1995).

Le maire entouré ses adjoints en 2009,
coll. ville de Nouméa

Le maire de Nouméa est aujourd'hui à la tête d'un conseil municipal composé de 15 adjoints et de 37 conseillers. Les services municipaux comptent, quant à eux, 1 213 agents répartis dans 7 directions, 16 services, 7 divisions pour la direction générale des services techniques, 5 cellules et 2 établissements publics.

Assis, au premier rang, de gauche à droite : Jean-Claude Doudoute, Michel Vittori, Gaël Yanno, Jean Lèques, Isabelle Champmoreau, Jean-Claude Briault, Maryse Frarin La Michellaz
Debout : Marie-Jo Barbier-Pontoni, Christiane Terrier, Jean-Robert Monnier, Gérard Vignes, Francine Beyney, Dominique Korfanty, Charles Eric, Malia Maugateau, Jean Wasman

New port facilities were performed as well as the construction of a covered market in Port Moselle. Finally, a real cultural policy has been introduced.

Nouméa, métropole économique de

l'archipel

Coll. MDVN

Repérée très tôt par le santalier James Paddon qui y installe, avant même la présence française, un comptoir, Nouméa a toujours, depuis lors, conservé sa fonction de métropole économique de l'archipel. Les origines de cette vocation proviennent de son port, interface essentielle entre la Nouvelle-Calédonie et le monde extérieur. La ville a aussi bénéficié d'un quasi-monopole commercial longtemps préservé. Mais elle a aussi drainé, durant de longues années, l'essentiel du secteur industriel, résultant notamment de l'implantation en son sein, avec la SLN, de la seule usine métallurgique du pays. Bien que l'activité économique soit désormais mieux répartie au sein de l'espace calédonien, l'attractivité de la capitale reste toujours d'actualité.

Noumea, economic capital city of the archipelago

Even before the French presence, Noumea had already been located by the sandalwood merchant James Paddon who settled a trading post there. Since then, it has always maintained its role of economic capital of the archipelago. The origins of this vocation come from its port, the key interface between New Caledonia and the outside world. The city also benefited, for a long period, from a near monopoly business. But it also drained, for many years, most of the industrial sector resulting, notably, from the presence in its midst, together with the SLN company, of the only smelter in the country. Although the economic activity is now more evenly distributed over the whole island, the attractiveness of the capital is still relevant.

D'un comptoir santalier à la porte d'entrée de la colonie (1854-1864)

Dès la première décennie de son existence, le choix de Port-de-France comme chef-lieu de la colonie a pour conséquence d'en faire le pôle essentiel du développement de la colonisation et de l'accès à l'économie de marché. On a pourtant du mal à penser que Tardy de Montravel ait eu la vision d'une grande cité se développant sur l'emplacement qu'il avait choisi pour être le second poste permanent où, selon les instructions qu'il avait reçues, devrait dorénavant flotter le drapeau français en Nouvelle-Calédonie.

Comme l'évoque la *Sydney Shipping Gazette*, l'île Nou représente, dès 1853, le principal établissement de James Paddon et le centre de ses opérations en Nouvelle-Calédonie : *« Il y emploie des naturels, hébridais surtout, et une soixantaine d'Européens. C'est de là que partaient pour tous les comptoirs les marchandises d'échange, c'est là que venaient s'emmagasiner l'huile de coco, l'huile de baleine, le trépang, les huîtres à nacre, le bois de santal. »* (1861). Faisant suite à la création du poste militaire de Port-de-France, tous les nouveaux arrivants, ou presque, qu'ils soient fonctionnaires, militaires, missionnaires, commerçants, immigrants ou aventuriers, entrent dans l'archipel par le port de Nouméa. Ce dernier est du reste, à cette époque, un port franc. La conséquence en est, comme le note Georgette Cordier-Rossiaud, que l'essentiel des échanges s'effectue avec l'Australie : *« L'analyse du mouvement maritime peut être découpée en trois phases. La première, de 1844 à 1853, comporte une moyenne de 5 à 6 voyages de Sydney à la Nouvelle-Calédonie ou vice versa ; une seconde, de 1853 à 1858, avec une moyenne annuelle de 20 voyages ; enfin une troisième, qui comprend les deux dernières années* [de 1859 à 1861] *avec le chiffre de 55 voyages l'an. »* Toujours selon le même auteur, en 1861, alors que le trafic avec Nouméa ne représente que 1 % de l'activité du port de Sydney, 84 % des importations calédoniennes en proviennent. Les marchandises introduites sont extrêmement variées comportant principalement des alcools mais aussi diverses denrées alimentaires, et même du bétail : en 1858, 100 têtes sont introduites, suivies par 335 en 1859, ainsi que 43 chevaux, 25 brebis et 6 chèvres. À cela s'ajoutaient du maïs, de la houille, des matériaux de construction et des articles de quincaillerie ainsi que du tissu. Cependant, ces échanges qui s'accompagnaient d'une immigration anglo-saxonne pauvre, principalement d'origine irlandaise, n'enthousiasmaient guère le gouverneur du Bouzet qui écrivait, en février 1856 : *« L'argent n'abondera pas de longtemps en Nouvelle-Calédonie, d'après la nature des immigrants que l'on peut attendre de l'Australie et le peu de tendance des populations de France à s'expatrier. »* Coll. Margry

Marque pour le bétail de James Paddon, coll. Ronald Martin

From a sandal wood counter to the front door of the colony (1854-1864)

By the first decade of its existence, Port-de-France, as the capital of the colony, had become the key center for the development of settlement and access to the market economy. Nou island represented, in 1853, the main center of operations of James Paddon in New Caledonia. It was from here that the exchange of goods and came to store coconut oil, whale oil, trepang, pearl oysters, sandalwood. Noumea was a free port and most trade was done with Australia.

Des relations commerciales priuilégiées avec l'Australie (1854-1864)

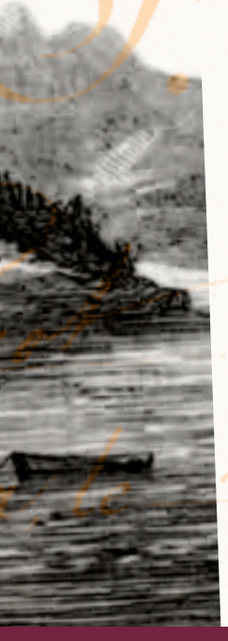
Bien que quelques Français, ayant, pour certains, participé à la ruée vers l'or en Australie, aient aussi rejoint Port-de-France, une description de Paul Cordeil permet de constater qu'en 1857 la majorité des commerçants sont d'origine anglo-saxonne ou germanique. Tous profitent des opportunités principalement offertes comme fournisseurs de la garnison : « *La maison Paddon est comprise dans le lot qui forme l'angle des rues de l'Alma et Palestro, tout près des magasins Morgan. Sur le terrain Higginson (rue de Sébastopol) s'ouvrait le magasin Ralph, tenu par Bézin, et plus haut, le magasin Bérard, géré par Félix Collet, Claude et Monnot, qui avaient échappé au massacre de Boulari. Il y avait encore deux ou trois cases autour de la maison Canel à la place occupée par l'hôtel Sébastopol. Sur la partie du jardin Higginson qui borde la rue de Sébastopol s'élevait la "Maison Rougé", le seul et unique hôtel de Port-de-France, tenu par Victor Cuinier. Une vingtaine de personnes, toute la ville, venaient y prendre leurs repas. […] Vers la même époque Knoblauch fait construire l'"Albion Hôtel", rue de l'Alma : Bataille édifie l'hôtel Sébastopol.* » (1885)

Huile australienne, extrait de *La Calédonie illustrée*, 1900

L'histoire des biscuits Arnott's Biscuits commence en 1865 quand l'Écossais William Arnott ouvre une boulangerie à Newcastle où la ville et les bateaux de passage viennent s'approvisionner. Le logo du perroquet coloré est conçu par sa belle-fille, Leslie Arnott, et enregistré comme marque en 1907.

Dès 1857, Kresser ouvre un magasin rue de l'Alma, que Gerber achètera puis revendra à Rataboul et Puech, lesquels le céderont à Ballande.

Publicité pour le magasin Kresser en 1900, extrait de *La Calédonie illustrée*



Station de Paddon, coll. MDVN

Facture de la maison W. St Georges installée rue de l'Alma, coll. MDVN

Privileged trade relations with Australia (1854-1864)

Although some French, who, for some, participated in the gold rush in Australia, had also joined Port-de-France, en1857 the majority of traders were Anglo-Saxon or Germanic. All took advantage of opportunities as suppliers of the garrison.

Un développement économique reposant en partie sur le bagne (1864-1897)

L'ouverture du bagne en 1864 accentue la prépondérance de Nouméa car la ville, avec l'île Nou et Ducos, concentre l'essentiel des condamnés mais aussi des activités de l'Administration pénitentiaire. De plus, aux nécessités stratégiques qui firent opter pour le site de Port-de-France, la présence du bagne à partir de 1864, comme le rappelle Louis-José Barbançon, contraint l'État à déployer des efforts et un argent considérables. Certes l'Administration pénitentiaire vit le plus possible en autarcie grâce aux productions de ses condamnés ou importe directement de France ce dont elle a besoin. Elle est cependant parfois contrainte de s'approvisionner dans la ville ou de signer des contrats privilégiés, pour le ravitaillement de ses centres, avec certaines maisons de commerce de la ville. Mais ce sont surtout ses agents et ses surveillants qui ont une influence directe sur celles-ci car venus avec leurs familles, ils souhaitent vivre autant que possible comme dans la mère patrie. De plus, dans le cadre d'une mesure incitative générale prise par l'État pour encourager ses représentants à se rendre dans les colonies, ils bénéficient, ainsi que tous les fonctionnaires, de salaires indexés et donc d'un pouvoir d'achat relativement confortable pour l'époque. La conséquence en est un certain renchérissement des prix, évoqué par Charles Godey : « *J'ai trouvé enfin le pain et le logement. Cela me coûtera 1500 fr. pour le premier mois. Jolie perspective peu en harmonie avec les renseignements qui m'avaient été donnés à la direction des colonies.* » Il ajoute que les fonctionnaires se plaignent du prix du loyer, « *malgré les suppléments de solde qu'on leur alloue pour y parer. On dit que l'administration, touchée de leurs plaintes, va leur faire construire des logements. Ainsi, pour atténuer un mal, plus apparent que réel, on ruinerait l'industrie des colons.* »

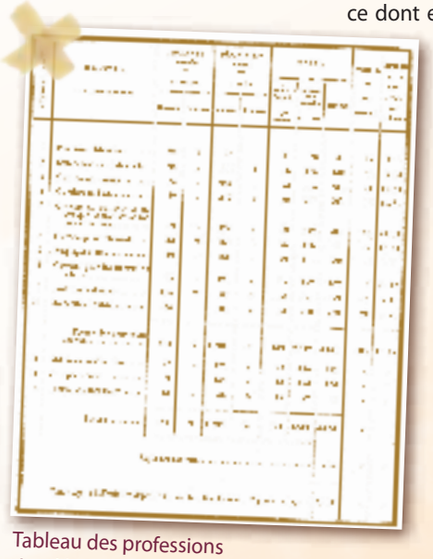


Tableau des professions des déportés, 1877, coll. SAVN

Seuls les artisans et les ouvriers libres ne profitent pas pleinement du développement du chef-lieu, en raison de la concurrence des ateliers du pénitencier-dépôt de l'île Nou, auxquels il faut ajouter les « garçons de famille » et les libérés. Le journal *La Calédonie,* dans son édition du 28 octobre 1894, évoque une pétition circulant à Nouméa parmi les ouvriers libres sans travail, demandant la fin des « assignés » : « *Ce qui doit être combattu et supprimé – et c'est ce que demandaient surtout les pétitionnaires –, ce sont les corvées qui viennent le matin à Nouméa, travaillant toute la journée chez telle ou telle personne ou pour le compte de telle ou telle maison. […] En envoyant ainsi ces corvées à Nouméa, on empêche de gagner leur vie à un nombre équivalent d'ouvriers et de manœuvres, sans aucune compensation pour le commerce de la ville.* »

Les magasins de subsistances de l'Administration pénitentiaire, coll. ANOM

Équipes de forçats allant au travail, album du maire de Nancy, fonds Kakou, coll. SANC

An economic development partly based on the penal colony (1864-1897)

The opening of the Prison, in 1864, accentuated the importance of Noumea, as the city, with the island Nou and Ducos, gathered most of the convicts but also the activities of the Prison. To encourage its representatives to settle in the colonies, the State paid them, and all officials, indexed wages. The result was a rise in prices. Only artisans and workers did not entirely benefit from the development of the capital city.

Une contribution majeure à la ville

Mais à cet inconvénient majeur qu'évoquent en toutes circonstances les partisans de l'abolition du bagne, il convient de rappeler que la ville de Nouméa est la principale bénéficiaire des travaux d'équipement et d'infrastructures à moindre coût effectués par les corvées pénales, les exemples le plus connus étant l'arasement de la butte Conneau et le remblaiement du centre-ville. Plus tard, dans son livre *Étude sur la colonisation à la Nouvelle-Calédonie,* Jean-Baptiste Alberti recense l'ensemble des exonérations totales ou partielles prononcées par le Département de 1891 à 1894, dont la majorité profite à la ville :

« Dépêche du 27 septembre 1892 – Exonération de redevances dues par le service local pour cessions de condamnés employés aux travaux de route, aux travaux de quai et à la construction du pont de St-Louis.

Arrêté ministériel du 20 mars 1893 – Concession au service local pour une durée de 6 mois à un an d'une corvée gratuite de 420 condamnés aux travaux forcés pour être employée aux travaux de construction du quai de Nouméa, du pont de la Tontouta, de la route n° 1, du wharf de Tomo, du pont de la Ouenghi, de la passerelle de La Foa, de la route de Koné.

Dépêche du 10 octobre 1893 - Concession à titre gratuit de 16 200 journées de main-d'œuvre pénale pour l'achèvement des travaux de l'église de Nouméa, du temple protestant et de son presbytère.

Dépêche du 10 février 1894 – Une corvée de 100 condamnés est mise à la disposition de l'autorité militaire pour l'exécution des travaux de défense de la place de Nouméa (1 F par homme et par jour au lieu de 2,15 F).

Dépêche du 27 septembre 1894 – Cession gratuite 1° d'une corvée de 50 condamnés, pendant 10 jours, au commandant de l'aviso La Loyalty, *en vue d'assurer le débarquement du matériel d'artillerie de la Thétis destiné à concourir à la défense de la colonie ; 2° une corvée de 150 condamnés, pendant un mois, au service de l'artillerie, pour lui permettre d'assurer le transport du matériel dont il s'agit aux batteries de Ouémo et de Ouen-Toro. »* (1909)

Chantier de condamnés, coll. SANC

Condamnés utilisés pour lutter contre la peste, coll. MDVN

Faisant suite à l'arrêt des convois en 1897 et à l'abolition progressive du bagne, une pétition est lancée le 20 mai 1902 pour la reprise de la transportation, signée par 216 personnes, industriels, commerçants et colons, parmi lesquels se trouvent de nombreux habitants de Nouméa. Ils y rappellent que la décision de l'Administration prive quotidiennement la colonie et la ville de 4 000 à 5 000 bras et qu'il en résulte une augmentation des frais tant pour les travaux de construction du chemin de fer que pour ceux effectués par le service local et la municipalité de Nouméa. Cependant, en dépit de cette réclamation, les pétitionnaires ne sont pas entendus, l'État ne désirant pas s'engager à nouveau dans une expérience jugée bien trop onéreuse.

À l'annonce des épidémies de peste, d'énergiques mesures préventives sont mises en place pour circonscrire les zones proches du port où les rats pullulent. Les condamnés sont chargés d'élever des barrières de protection. Entre 1899 et 1912, pas moins de sept épidémies frappent la Nouvelle-Calédonie, provoquant la mort de 141 personnes dans la seule ville de Nouméa (9 000 habitants). Des lazarets sont créés à l'îlot Freycinet et à l'îlot Sainte-Marie pour isoler les malades. Les locaux contaminés sont désinfectés et un sérum, récemment mis au point par Yersin, est administré aux pestiférés. C'est aussi la chasse aux rats à travers la ville.

A major contribution to the city

However, the city of Noumea was the main beneficiary of the capital works and infrastructures cheaply made by the drudgery, the best known examples being the leveling of the mound Conneau and the filling the city center. After the end of convoys, in 1897, a petition was launched in May 1902 for the resumption of transportation, but the government didn't take it into account.

Des ressources limitées pour un immense chantier (1874-1897)

De 1874 à 1897, tous les maires de Nouméa cherchent à développer une politique d'accompagnement économique assurant le meilleur développement de leur ville. Cependant, leurs priorités sont principalement centrées sur la création des infrastructures nécessaires tant au confort des Nouméens qu'à la mise en place des conditions essentielles à tout développement économique.

Dès la cérémonie d'installation du conseil municipal, le 11 novembre 1874, le gouverneur intérimaire, Louis Alleyron, évoque devant les nouveaux élus les principales dépenses auxquelles ils auront à faire face. Aux dépenses signalées par le gouverneur se rajoutent les contingences plus quotidiennes représentées par la tenue de l'état civil et des listes électorales, les frais de gestion, l'entretien du cimetière, et plus tard celui de l'hôtel de ville et des bâtiments communaux. Ainsi, en 1876, le budget de la ville est de 244 278 F, comprenant, au titre des dépenses obligatoires, la rétribution du personnel du secrétariat de la mairie (6 500 F), de la voirie (4 personnes pour 7 600 F), d'un fossoyeur gardien du cimetière (3 600 F). De plus, ce personnel se voit attribuer, comme tous les employés de l'État, des rations de vivres pour un montant de 6 621 F. À cela s'ajoutent les dépenses dites matérielles comme le loyer et l'entretien de la mairie, les réparations des édifices de la ville (4 600 F) et d'autres frais divers comme les écoles (3 000 F), l'éclairage de la ville (15 000 F) ou une subvention à une école libre (2 000 F). Dans la section des dépenses facultatives figurent le secours aux malades et aux indigents (12 000 F), les fêtes publiques (5 000 F), la subvention aux cultes catholiques (3 000 F) et à l'instruction publique (1 000 F pour Mme Penaud, 3 000 F pour l'école secondaire, 3 000 F pour l'école protestante). Mais le poste le plus important est représenté par la construction des quais : 80 000 F. Pour faire face à ces dépenses, la ville a bénéficié des recettes suivantes : 8 100 F de droit de quai, 80 000 F d'octroi de mer, 183 000 F au titre des patentes, licences et droits divers, 3 000 F pour les impôts sur les chiens, l'abattoir et le marché, 100 F pour la voirie, les concession au cimetière et les concession d'eau, 2 000 F d'amendes et 3 500 F pour les produits des écoles.

École communale, coll. MDVN

Quai de Nouméa, album Meyer, coll. SANC

« Votre premier soin, Messieurs, sera de vous occuper de l'établissement du budget de la ville. Au nombre des questions qui réclament votre sollicitude, je vous signalerai : l'éclairage, la voirie, l'instruction publique, les besoins du culte et l'organisation d'une bonne police. L'assistance publique appelle aussi votre bienveillante attention. L'immigrant pauvre qui vient chercher du travail dans notre colonie naissante doit trouver un secours et un hospice lorsque la maladie trahit son courage. La Ville de Nouméa tiendra à l'honneur de créer cet asile à la misère honnête. » Louis Alleyron, gouverneur intérimaire, 11 novembre 1874

En 1890, le budget s'établit à 314 825 F, représentant un accroissement de 28,8 % en quatorze ans. À cette époque d'inflation quasi inconnue, et donc de prix très stables, cette augmentation correspond à de nombreux emplois supplémentaires, dont celui de vétérinaire (1 800 F), et à des charges relatives aux *« vidanges et enlèvements d'égouts »* (25 000 F). Mais le poste de dépenses le plus important est représenté par l'enseignement public (51 000 F), alors que les écoles confessionnelles ne lui sont plus à charge. Ce budget comprend aussi des subventions destinées aux activités sportives : 2 000 F à la Société de gymnastique ainsi qu'à la Société des courses de chevaux. Quant aux taxes municipales à percevoir, elles demeurent identiques bien que les droits aient été revus à la hausse.

Limited resources for a vast building site, 1874-1897

From 1874 to 1897, all the mayors of Noumea have sought to develop a policy to support the economic development. However, their priorities were mainly focused on the creation of necessary infrastructure for the comfort of the inhabitants as well as the establishment of essential conditions for the economic development.

Un pouvoir colonial exigeant mais financièrement peu présent

Bien que l'État soit peu présent, dans de nombreux cas, les décisions du gouverneur et de ses services empiètent plus ou moins sur les prérogatives financières de la municipalité. Ainsi, tous les budgets sont-ils soumis à leur approbation. Cependant, dans certains cas, le gouverneur accepte d'assumer financièrement certaines infrastructures car il considère que ces aménagements entrent dans les obligations de l'État. Dans d'autres cas, l'Administration accepte de financer l'infrastructure, tout en essayant de reporter sur la mairie les dépenses de fonctionnement.

La mise en place de la conduite d'eau de la Yahoué, entre 1877 et 1879, en est un exemple puisque, après avoir été construite par le Département, sa gestion fut confiée à la ville. Dans l'ensemble, les relations entre l'État et la municipalité se traduisent par des antagonismes constants car celle-ci lui reproche d'interférer en permanence dans sa gestion, tout en ne contribuant que de façon réduite à son aménagement et à son développement. Effectivement, les années réputées difficiles pour la colonie, soit entre 1893 et 1897, ne font apparaître aucun subside supplémentaire, mais une réduction des dépenses, une politique d'économie et non d'aide.

Compte tenu de la modicité des ressources à une époque où les subsides de la Métropole, via les services du gouverneur, sont rares et peu importants, le conseil municipal n'hésite pas à soutenir des projets privés. À cet effet, leur sont attribués des terrains, des infrastructures ou encore des réductions de taxes. De manière très pragmatique, le 10 juillet 1890, les édiles acceptent que les Établissements Ballande rénovent l'abattoir municipal pour un montant de 45 000 F, somme qui leur sera rendue par le biais de taxes d'abattoir *« abandonnées par la ville jusqu'à concurrence de la somme dépensée et sans intérêt »*.

La Vallée-du-Tir avec au fond l'abattoir, coll. MDVN

Une autre source d'accroissement des recettes de la ville résulte de l'extension progressive des limites communales qu'évoque ce compte rendu du conseil municipal du 24 janvier 1896 : *« Un remaniement de ces limites s'impose. Tout le monde y gagnerait, et la ville, qui verrait ses ressources augmenter par une perception plus étendue des taxes municipales, et les habitants des prétendus faubourgs, qui seraient moins sacrifiés par la ville.*

M. Peigney observe que si l'on comprend dans les limites de la ville les vallées qui l'avoisinent, immédiatement les habitants de ces vallées deviendront exigeants, demanderont des travaux au-dessus des moyens dont dispose la ville.

M. de Chanvallon dit qu'il n'y aura qu'à proportionner les travaux aux réels besoins de ses habitants. C'est affaire de mesure. En tout cas la disposition actuelle de la ville est anormale. Le gouverneur partage entièrement cet avis. En ce qui concerne la vallée des Colons dont on parlait tout à l'heure, il est tout à fait étonné d'apprendre que des maisons comme celle de M. de Sonneville, par exemple, ne sont pas comprises dans la ville où figurent tant de bicoques.

M. l'inspecteur Adam se déclare partisan d'une révision des limites de la ville qui amènera une augmentation des ressources. La municipalité cherche de l'argent, voilà une belle occasion qu'elle ferait bien de ne pas laisser perdre. »

Plan de l'école Suzanne Russier, coll. SAVN

La chambre de commerce, un interlocuteur obligé tant pour l'État que pour la municipalité

Cette institution est établie par un arrêté local, en date du 29 octobre 1879. Organe officiel du commerce, celle-ci peut, par voie d'initiative, présenter des mémoires sur toutes les questions intéressant le commerce et l'industrie. Initialement composé de sept membres puis de douze (après l'arrêté du 24 octobre 1880), élus par tous les citoyens français inscrits depuis un an au rôle des patentes, elle donne à l'administration tous les avis et renseignements qui lui sont demandés sur l'état de l'industrie et du commerce, sur les moyens d'en accroître la prospérité et sur les améliorations à introduire dans toutes les branches de la législation commerciale et industrielle. Représentant une force de proposition non négligeable, son action, depuis lors, sur le développement économique de la ville a toujours été fondamentale.

A demanding colonial power but not giving many subsidies

Although the state had little presence, many decisions of the governor and his services were encroaching on the prerogatives of a municipality. Thus, all budgets were submitted for their approval. Given the limited resources at a time when the subsidies of the metropolis were few and unimportant, the City Council did not hesitate to support private projects.

Nouméa, interface essentielle entre l'archipel et le monde extérieur (1864-1897)

Sauf de rares exceptions comme Thio d'où part du minerai exporté directement vers Le Havre par les cap-horniers, Nouméa présente cette caractéristique, dès sa création, de monopoliser l'essentiel du trafic de la colonie. La ville s'inscrit alors comme un comptoir, défini, en contexte colonial, comme un port trustant l'essentiel des échanges économiques et financiers.

Port de Nouméa en 1875, coll. MDVN

La progression des échanges commerciaux est relativement lente et ralentie par les phases de récession des cours du nickel des années 1877 à 1881, puis 1892 à 1895. Si le site de Nouméa est favorable au commerce avec l'Australie, le trafic se diversifie petit à petit avec le Royaume-Uni, l'Amérique du Nord, la Chine et surtout la France après la mise en place, en 1892, d'une taxation douanière visant à privilégier les échanges avec la Métropole. Cette mesure est très mal perçue, notamment par les « stores » des débuts de Port-de-France qui négociaient principalement avec l'Australie. Par ailleurs, elle favorise très clairement les maisons de commerce déjà installées au chef-lieu et ayant leur siège dans les grands ports français. Parmi ces maisons, les plus célèbres sont les Établissements Ballande (1883-2011), Catalan (1888), de Béchade (1888-1930) et Barrau (1890-1992).

Mais à côté de ces dernières, il existe aussi nombre de petits commerces où, comme dans ce texte publié par la Société des Études Historiques, une ménagère peut effectuer ses courses : *« Ce matin je passais ma matinée à faire des courses. Je suis allée jusqu'au bijoutier Charles Loupias qui a sa boutique à côté du Cercle, un tout petit magasin à étage, puis je suis passée devant l'école des Sœurs. Je suis entrée chez Stilling pour la mercerie et la lingerie. J'ai acheté des petites robes pour les enfants. Chez Maestracci, j'ai déposé ma commande d'épicerie. J'ai traversé la rue de l'Alma, je suis passée au coin de la pharmacie Eugène Fruitet, je suis allée chez Mme Jouy, la seule qui vend des articles de cadeaux et des joujoux. Je suis arrivée jusqu'au coin de la rue de Rivoli, face aux marais à remblayer où se trouve le magasin Lhuillier-Nouveautés. Revenant sur mes pas je suis passée devant le grand magasin Jouve, puis chez Rataboul et Puech, négociants importateurs exportateurs, j'ai acheté des victuailles pour ma basse-cour. »*

La plupart de ces maisons diversifient petit à petit leurs activités : commerciales, minières, manufacturières, financières et même industrielles. Cette situation résulte en partie, après la faillite de la Banque Marchand en 1877, du monopole de la Banque de l'Indochine, créée en 1888, qui pratique des taux d'intérêt extrêmement élevés constituant un frein important au développement de l'économie ; le crédit est donc rare et cher. Aussi les comptoirs consentent-ils aux petits détaillants, aux mineurs et aux colons des avances considérables pour l'achat de matériel et de vivres. Ces avances et les prix de vente de ces maisons génèrent une situation d'endettement généralisée pour de nombreux habitants de l'archipel. Les importants profits et la récupération des avoirs des débiteurs insolvables permettent aux maisons de commerce de se doter progressivement d'un patrimoine extrêmement diversifié et d'investir dans de multiples secteurs économiques.

La rue de l'Alma a toujours été la principale artère commerçante de la ville. Ainsi s'y succèdent les comptoirs Ballande, l'horlogerie Veyret, la librairie Pentecost, les automobiles Citroën des frères Hagen, la cordonnerie Dufour, la pharmacie Fruitet, l'hôtel *Cosmopolitain* devenu *Marlène*. En juillet 1891, un pointage de la police enregistre, de 6 heures à 18 heures :

- 2 645 passants (1 591 hommes, 195 femmes, 228 enfants, 631 condamnés) ;
- 207 voitures de maître et 232 charrettes et tombereaux ;
- 37 vélocipèdes.

Dans les années 1930, la rue change d'aspect. Aux côtés des anciens commerces s'élèvent des bâtiments Art déco, tels la société La Havraise, la Banque de l'Indochine et de Suez ou encore l'immeuble Ventrillon. La rue de l'Alma devrait connaître dans les années à venir de très importantes transformations avec la mise en place d'un complexe commercial sur le carré Ballande.

Rue de l'Alma, coll. MDVN

Noumea, a key interface between the archipelago and overseas countries (1864-1897)

With rare exceptions like Thio, with the ore exported to Le Havre, Noumea trusted most of the traffic of the colony. The city was set, in colonial context, as a port concentrating most of the economic and financial exchanges. Among the most famous commercial houses were the Ballande, Catalan, De Béchade and Barrau Establishments.

La longue saga des Établissements Ballande à Nouméa (1866-2011)

En 1912, la société surélève le bâtiment d'un étage afin de s'agrandir, coll. ATUP

« *Curieux destin que celui de ce groupe familial qui a pris naissance à Bordeaux pour rayonner outre-mer et qui réinvestit sa région d'origine depuis la Nouvelle-Calédonie. Pour tout Bordelais de souche, le nom de Ballande évoque les vents du large et l'exotisme. Depuis cinq générations, ce groupe familial originaire de Bordeaux s'est développé sur la zone Pacifique à partir de la Nouvelle-Calédonie. […]Dès sa création, ce groupe, dont la devise est "de Tout Toujours", s'est efforcé de s'adapter et de rebondir, saisissant ou provoquant les opportunités.* » *La Tribune* du 20 juillet 2011

En 1838, Armand-Louis Ballande (1817-1882) s'installe à Valparaiso, puis s'implante, en 1863, en Nouvelle-Calédonie. Le 10 octobre 1866, il soumissionne, avec Bordeaux comme point de départ, pour le transport régulier de passagers, de vivres et de matériel pendant trois ans entre la Métropole, Tahiti et la Nouvelle-Calédonie. Soucieux de trouver du fret pour remplir les cales de ses navires de retour en Europe, il investit dans une mine à Kua dès 1878 et devient un puissant acteur du marché du nickel. En 1883, est installé, rue de l'Alma, le premier comptoir Ballande qui ouvrira ensuite des succursales en brousse et qui assure par ailleurs le service régulier des caboteurs du Tour de côtes, qui permettent d'acheminer les marchandises dans toute la colonie. Très vite, son drapeau rouge et blanc marque sa présence sur tout le territoire.

Son fils André Ballande, arrivé pour la première fois à Nouméa en 1884, poursuit la politique d'armateur privilégié de l'archipel pour les liaisons maritimes entre la Nouvelle-Calédonie, l'Europe et l'Asie pour le recrutement de main-d'œuvre. Profondément croyant, ami personnel de Mgr Fraysse et de la mission catholique, il les soutient lors du conflit avec le gouverneur Feillet. De 1902 à 1924, André Ballande est élu député de l'une des circonscriptions de Bordeaux, il est également juge au tribunal de Commerce, adjoint au maire et membre de la Chambre de commerce. La maison Ballande participe alors activement à l'industrialisation en faisant construire en 1910 l'usine dite des Hauts Fourneaux à Doniambo.

Afin de rendre hommage à son action, son nom a été récemment associé à celui de la rue de l'Alma qui s'appelle désormais rue de l'Alma-André Ballande. Quant à la maison Ballande, elle est toujours présente en Nouvelle-Calédonie, tant dans le secteur commercial ainsi que dans les secteurs agricole et minier.

Établissements Ballande, coll. anciens combattants

Avant 1934….
Après 1962, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

En 1883, Armand-Louis Ballande rachète le magasin Gerber, rue de l'Alma, où il ouvre de nombreux magasins : boucherie, ameublement, essence… Des docks sont aussi construits sur le port. En 1912, la société reprend la boutique de lingerie Jouve (actuel Nouméa pas cher), installée depuis 1885 pour y établir successivement un magasin de parfums, de jouets, d'ameublement et enfin une papeterie. En 1934, l'électrification de la ville permet à l'établissement d'installer une enseigne lumineuse où l'on peut lire : « de Tout Toujours ». De nos jours, les Établissements Ballande sont toujours très actifs et devraient se transformer, dans les années qui viennent, en un très important et moderne centre commercial.

The long saga of the Ballande Establishments (1866-2011)

Armand-Louis Ballande settled in New Caledonia in 1863. In 1866, he established, for three years, the transport of passengers, food and equipment between the metropolis, Tahiti and New Caledonia, with Bordeaux as a starting point. In order to fill the holds of his ships back to Europe, he invested in the mine, in 1878, and became a powerful actor on the nickel market. In 1910, Ballande built the factory of Blast Furnaces in Doniambo.

Les deux premières banques de Nouméa

À partir de la prise de possession, ce sont principalement des pièces françaises de 5 francs en argent qui circulent. Mais comme la Nouvelle-Calédonie échangeait énormément avec l'Australie, le recours à la livre sterling dans les transactions était au moins aussi important qu'au franc, d'autant que l'administration coloniale refusait de faire venir des pièces en or de peur de les voir s'exporter en Australie.

Pour faire face à cette disette monétaire, André Marchand crée, en 1872, la première banque privée de Nouvelle-Calédonie, laquelle, contrôlée par l'État, reçoit un privilège d'émission. La Banque Marchand, installée dans le bâtiment de l'actuel Musée de la Ville de Nouméa, est déclarée en faillite en 1877 et, bien sûr, son privilège d'émission lui est retiré.

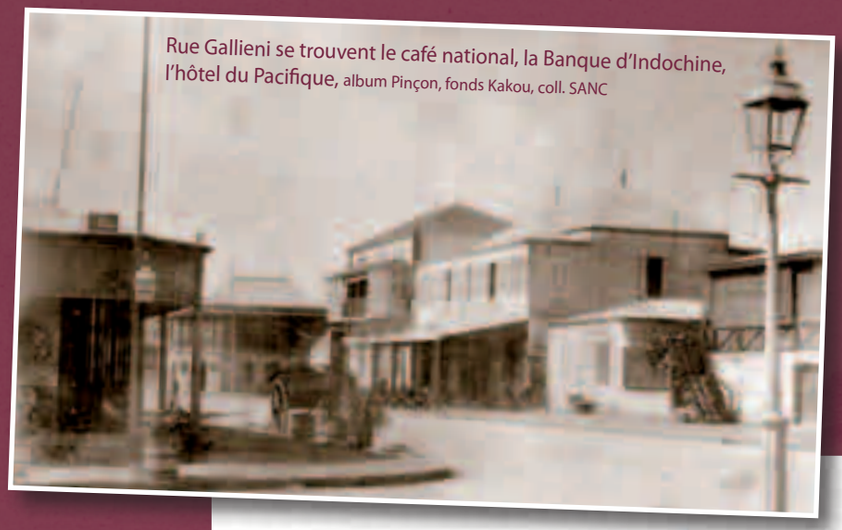
Il faut attendre dix ans pour que, sur les instances répétées du gouvernement, la Banque de l'Indochine accepte de s'installer, en 1887. Le décret du 20 février 1888 en règle les conditions en lui accordant notamment le privilège d'émission qu'elle possédait déjà pour l'Indochine. Les billets émis par la banque sont assurés d'avoir un cours légal. Cependant, la monnaie étant fabriquée en Indochine, il y eut des ruptures d'approvisionnement pendant les deux guerres mondiales, ce qui contraignit la colonie, durant la Première Guerre mondiale, à trouver des solutions de remplacement en fabriquant une monnaie sur place. La situation fut moins critique pendant la Seconde Guerre mondiale car la Nouvelle-Calédonie étant « inondée » de dollars, cette monnaie devint la monnaie d'échange essentielle malgré les efforts des autorités françaises locales.

Après le conflit, le franc CFP, qui a encore cours de nos jours en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, est créé par un décret du 26 décembre 1945 à l'occasion d'une des dévaluations du franc français. Il s'agissait alors de permettre le maintien de la parité de la monnaie de ces territoires avec le dollar américain.

De ce fait, la parité du franc CFP avec le dollar sera conservée jusqu'en 1949 sur la base d'un dollar US valant 49,6 F CFP, alors que sa parité avec le franc métropolitain sera modifiée à chacune des dévaluations du franc français. C'est à cette date que le Gouvernement français décide que le franc CFP conservera désormais une parité fixe avec le franc métropolitain. Puis, à partir du changement monétaire intervenu en France le 1er janvier 1960, 100 F CFP correspondent à 5,50 francs. Cette situation perdure jusqu'au 1er janvier 1999, date à laquelle l'euro devient la monnaie officielle de la France.

Une loi du 25 septembre 1948 retira à la Banque de l'Indochine le privilège de l'émission sans qu'une solution de substitution fût mise en place. C'est pourquoi la Banque de l'Indochine continua d'émettre la monnaie dans les territoires français du Pacifique jusqu'à la création de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) en 1967.

L'IEOM installé rue de la République, a été créé par le Gouvernement français en 1967 pour succéder à la Banque de l'Indochine qui perd ensuite sa situation de monopole et disparaît en 1969 quand s'installe la BNP (Banque Nationale de Paris), rue de la Victoire.



Rue Gallieni se trouvent le café national, la Banque d'Indochine, l'hôtel du Pacifique, album Pinçon, fonds Kakou, coll. SANC

Banque de l'Indochine, extrait de *La Calédonie illustrée*, 1900

Billets de la Banque de l'Indochine, coll. MDVN

Billet CFP, coll. MDVN

Action de la Banque Marchand, 1876, coll. Cercle du MDVN

The two first banks of Noumea

In 1872, André Marchand created the first private bank of New Caledonia. Controlled by the state, it created the local money. Located in the building of the current Museum of the City of Noumea, the Marchand bank went bankrupt in 1877. Ten years later, encouraged by the government, the Bank of Indochina settled in Noumea. In 1967, the Bank of Indochina lost its monopoly and replaced by the IEOM.

Une vocation industrielle ancienne

La fonderie de la pointe Chaleix (1877-1885), coll. MDVN

Nouméa a été et reste encore de nos jours le principal centre métallurgique calédonien.
Le développement de la ville a toujours été associé à celui du cours des minerais et principalement du nickel. Afin de traiter celui-ci, Jules Garnier ouvre la première fonderie calédonienne à la pointe Chaleix dès 1877. N'hésitant pas à investir dans l'aventure, il fait construire en Métropole une fonderie qui arrive à Nouméa sur deux navires. Dès le 10 décembre 1877, une première coulée de ferronickel intervient en présence du gouverneur et de la population de Nouméa. Cette usine fournit des mattes de fontes comprenant 60 à 70 % de nickel et ce nouveau débouché incite les « petits mineurs » à accroître la production. Consécutivement à la première grande crise du nickel, l'usine de la pointe Chaleix est fermée en 1885.

La Minoterie Calédonienne, coll. MDVN

Outre l'industrie du nickel, la ville a très tôt concentré la majorité des entreprises industrielles de l'archipel, notamment alimentaires. Parmi celles-ci, la Glacière, fondée en 1883 par Laplagne et C^ie^. Vers 1930, elle distribue à domicile, dans tous les quartiers de Nouméa, glaces, boissons gazeuses, sirops, liqueurs. Vers 1950, les locaux sont transformés en vue de l'installation de la première fabrique de bière locale. L'entreprise existe encore de nos jours sous l'enseigne de la GBNC, célèbre dans tout l'archipel pour la fabrication de la bière locale « Number One ». Par ailleurs, en 1892, John Morgan construit une minoterie pour fournir l'Administration pénitentiaire en farine. L'usine transforme quotidiennement trente tonnes de blé. Au rez-de-chaussée, vingt-cinq jeux d'élévateurs desservent les quatre niveaux du bâtiment. Au premier étage, neuf paires de moulins broient le grain, au deuxième étage se trouvent deux ventilateurs de purification et, au troisième, quatorze centrifugeuses qui filtrent la farine. Le tout fonctionne à l'aide d'une machine à vapeur. En 1902, John Morgan vend son bien à James Dezarnaulds, puis l'affaire est rachetée par la maison Barrau en 1918. Les produits de la minoterie, farine, son, gruau et semoule, sont très appréciés. Aussi obtient-elle, en 1899, un diplôme d'honneur à l'exposition de Nouméa.

Prix de la Grande Glacière, coll. GBNC

Étiquette de confiture, coll. MDVN

Il y a toujours eu à Nouméa une tradition de fabrication de confitures locales, notamment de goyave et de papaye, dégustées avec une tranche de fromage Kraft, dit fromage d'Australie.

La Glacière, coll. Mercier

An old industrial vocation

Noumea has been and remains today the main metallurgical center of New Caledonia. The development of the city has always been linked with that of mineral prices and mainly nickel. To treat it, Jules Garnier opened the first foundry in 1877, at Chaleix Point. It closed in 1885 after the great nickel crisis. Apart from the nickel industry, the city early focused the majority of industrial companies, especially the food industry.

Un port modeste et pourtant essentiel

Pendant plus de dix ans, le port du chef-lieu de la Nouvelle-Calédonie offre aux navires un appontement en bois. Il faut attendre la démolition par la mer de ce débarcadère, miné par les tarets, pour que, le 14 mai 1866, le gouverneur Guillain charge le lieutenant de vaisseau Adolphe Matthieu de faire le nécessaire pour qu'un quai de déchargement soit construit. Celui-ci, que le gouverneur appela « pont de la transportation » parce qu'il avait été réalisé par la main-d'œuvre pénale, est mis à la disposition du public le 26 décembre 1868.

La construction du premier véritable quai en pierre et maçonnerie ne devait être entreprise qu'en 1875, sous le gouverneur de Pritzbuer, pour être achevée fin 1878. À peine terminé, ce premier fragment de quai en pierre se révèle insuffisamment adapté aux besoins des paquebots des Messageries maritimes qui touchent Nouméa une fois par mois. Il leur faut, pour aborder, disposer d'une longueur de quai plus importante et, surtout, de profondeurs supérieures à six mètres. L'inspecteur des colonies, Henri Courmeaux, dans un rapport de mission rédigé en 1884, note encore l'insuffisance des infrastructures portuaires : *« La rade de Nouméa est incontestablement bonne et sûre, mais de port, il n'en existe pas, c'est-à-dire que rien n'est fait pour l'accostage des navires, rien pour l'embarquement et le débarquement des marchandises, encore moins pour la réparation des bâtiments. En un mot, pas de quai, pas de wharf, pas de cale de halage, pas de bassin de radoub ou de carénage, pas de docks, pas même le plus petit hangar sur la rive, c'est navrant et dérisoire. »*

Au milieu de 1888, les travaux du quai reprennent et, en 1890, la municipalité fait construire un endiguement en bois qui rend service à la navigation côtière et un quai en pierre de 425 mètres de long. Au fur et à mesure que le quai s'est étendu, le « grand quai » a fait disparaître de petits appontements construits par la municipalité, l'Administration pénitentiaire ou des particuliers.

Construction du port, coll. bibliothèque Bernheim

Ateliers du port vers 1900, coll. MDVN

Mais d'autres navires desservent le port de Nouméa, comme l'évoque M. Le Mescam dans une interview accordée en 1897 au *Journal du Havre* : *« Comment sont assurées les relations de l'île avec le dehors ? Par un paquebot des Messageries Maritimes, qui passe une fois par mois à Nouméa, par un navire le* Fiado, *de la maison Jouve et Cie, qui fait des voyages assez réguliers entre la colonie et l'Australie ; par le service du Tour de côtes, adjugé à la maison Ballande fils aîné de Bordeaux, et effectué par les steamers* Saint-Pierre *et* Saint-Antoine. *Deux fois par an, les bâtiments de cette maison, affectés à la ligne de Saigon et de Cochinchine, font escale à Nouméa. Voilà pour les compagnies françaises. Une ligne anglaise, qui fait le service de Sydney aux îles Fidji, touche deux fois par mois à la capitale. En dehors de ces steamers, le port de Nouméa reçoit des navires français et anglais qui viennent, notamment, y embarquer du minerai. Le voilier* Président Félix Faure, *du Havre, s'y trouve à l'heure actuelle. Il serait vivement à souhaiter que ces communications fussent augmentées et étendues à Tahiti, aux îles Marquises et Sous-le-Vent, qui sont que très irrégulièrement desservies par les bâtiments allemands. »*

A small but a vital harbour

On May 14, 1866, the Governor Guillain instructed Lieutenant Adolphe Matthew to arrange for a dock to be built. Directed by convict labor, it was made available to the public in late December 1868. The construction of the first real stone and masonry pier was to be undertaken in 1875, under the governor Pritzbuer, and to be completed in late 1878.

Un port pour toutes destinations

Si, depuis 1863, la maison Ballande pourvoit l'essentiel des rotations commerciales entre l'Europe et l'Océanie, le transport de passagers va être, à partir de 1882, principalement assuré par les Messageries maritimes qui établissent alors une ligne internationale régulière entre Marseille et la Nouvelle-Calédonie via la Réunion. En 1889, elles y ajoutent une ligne régionale entre l'Australie, la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides.

Autre dimension essentielle de la vie du port, les caboteurs qui transportent les marchandises et les passagers vers les centres de colonisation de la Grande Terre et des îles Loyauté. Les voyages sont assurés soit par des goélettes, des ketchs ou des cotres, soit par les navires plus importants du Tour de côtes. Kanak et colons viennent échanger leurs produits dans ces navires-magasins ou aux comptoirs des maisons de commerce. Les produits locaux sont échangés contre de la quincaillerie, du tabac, de l'alcool et des produits alimentaires.

Bien qu'existant en certains points de la côte, aucun hangar n'est encore construit, en 1886, sur le quai de Nouméa. Le service local n'a jamais trouvé les crédits suffisants pour la construction d'un tel bâtiment et il répugne à laisser des entreprises privées le réaliser. Il opposa ainsi un refus aux Messageries maritimes qui sollicitaient en contrepartie la concession gratuite du terrain. Finalement, c'est le maire, Charles-Michel Simon, qui fait voter les crédits nécessaires à la construction d'un hangar qui se révèle de suite très utile.

Les Messageries maritimes, coll. MDVN

Les nouveaux docks, coll. MDVN

Coll. MDVN

Créée par Higginson en 1872 sous le nom de « Tour de côtes », cette liaison maritime apporte aux populations de l'intérieur les denrées et les marchandises qui leur manquent. Les commandes étaient passées sur catalogue. Le Tour de côtes repartait ensuite avec les productions locales qui étaient vendues à Nouméa : café, vanille, fruits et légumes, coprah… Aujourd'hui, on ne trouve au quai des Caboteurs de la ville que des navires assurant les liaisons entre la capitale et les îles. En 1923 l'ancienne société est remplacée par celle dite Société du Tour de côtes (STC), qui multiplie son offre de transport avec trois navires, l'*Emu*, le *Mawatta* et le *Néo-Hébridais*. À cela s'ajoute la mise en service, conjointement avec la Société des îles Loyauté, de l'*Athalaï* puis du *Loyauté* vers Lifou, Maré et Ouvéa. Comme l'indique le site du port autonome de la Nouvelle-Calédonie, *« quoi qu'il en soit, si le service ne cesse de s'améliorer au cours du temps (notamment par l'augmentation de la capacité des navires et la réduction des temps de trajet), les critiques des passagers se multiplient, à quoi s'ajoutent la concurrence de plus en plus forte des transports automobiles et les effets de la crise des années 1930. En 1936, le Conseil général de la colonie refuse d'augmenter la subvention de la STC et décide dans le même temps d'annuler l'adjudication du Tour de côtes et de ne pas la renouveler. »*

A harbour for all the destinations

Since 1863, the Ballande Establishements catered mainly trade rotations between Europe and Oceania. As for passenger, they were, from 1882, mainly boarding shipping couriers who then established a scheduled international route from Marseille and New Caledonia via Reunion Island. In 1889, a regional line between Australia, New Caledonia and New Hebrides was added.

Nouméa, réceptacle des espoirs et des désillusions de la colonisation Feillet (1897-1914)

Plan du projet de construction d'un marché couvert, coll. MDVN

Dès 1859, deux marchés avaient ouvert à Nouméa : un marché aux poissons, près des quais, et un marché aux légumes, près de la résidence du gouverneur. En 1882, ils n'en forment plus qu'un près de la place des Cocotiers. Libérés et indigènes viennent y vendre leurs maigres productions.

« Tu sais que j'aimais aller au marché le matin. Quand je suis arrivée ici, j'ai voulu faire de même, j'ai été étonnée de ne rencontrer que des domestiques et des Messieurs, néanmoins j'ai fait le tour du marché pour me rendre compte de ce qu'il y avait. Pas mal de variétés de légumes tropicaux et d'Europe, notamment des artichauts en assez grande quantité et un vendeur de bottes d'asperges, également des fruits tropicaux, dont l'un jaune, volumineux et lourd, appelé "Jack", ferait pâlir La Fontaine qui louait la Providence d'avoir mis des glands aux chênes et des citrouilles au sol.

Dans un coin, j'ai été réellement surprise de voir la main du vendeur plonger *dans des caisses sur roues et sortir des poissons aussi vivants qu'au bout de la ligne qui les a pêchés, tout dégouttant d'eau. Tous les légumes et les fruits sont présentés sur des nattes derrières lesquelles se trouvent des Canaques, des popinées et en plus grand nombre des libérés ou condamnés ayant terminé leur peine et tenus à demeurer dans la colonie. L'un d'eux offrait des jolies fleurs et particulièrement de belles roses.* » (SEH n° ??)

Le marché, coll. MDVN

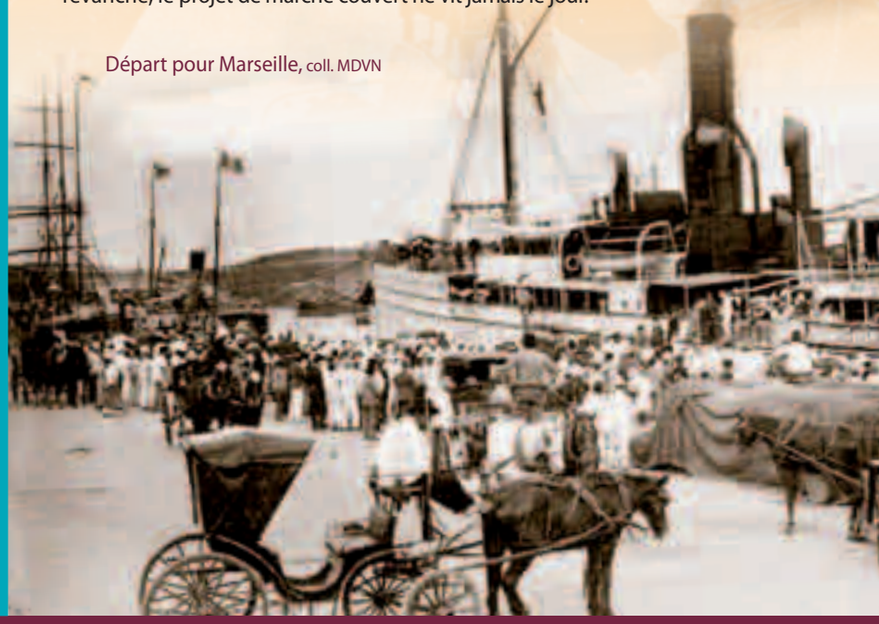
Dès sa prise de fonction, en 1894, le gouverneur Feillet avait annoncé la fin du bagne. En 1897, l'arrivée du dernier convoi inaugure une nouvelle page de l'histoire de la ville, qui marque la fin progressive des activités de l'Administration pénitentiaire. Mais elle se caractérise aussi par l'objectif affiché de vouloir faire de la colonie « la France australe du Pacifique » en établissant en brousse des colons libres qui deviendront riches grâce à la culture du café.

Outre cet objectif, le « plan Feillet », comporte aussi tout un volet visant à faire de Nouméa un « emporium » pour le Pacifique. Un rapport de 1898 est instructif à ce sujet : *« Pour une île comme la Nouvelle-Calédonie, dont le mouvement et la vie ne peuvent venir que de ces rapports avec l'extérieur, la nécessité de posséder un port outillé et approprié aux exigences de la navigation moderne s'impose comme étant de première urgence. C'est là une question vitale pour cette colonie, puisque c'est dans ce port que vient aboutir et que se concentre presque tout le mouvement commercial du pays. L'outillage du port de Nouméa figure au premier rang des travaux à effectuer avec, par ordre d'importance :*

1 – un bassin de radoub avec accessoires,
2 – un wharf avec magasin,
3 – une drague avec son matériel de dragage. »

La municipalité de Nouméa contracte de son côté un emprunt de 650 000 francs accepté par le conseil municipal du 28 juillet 1899 : 400 000 francs sont destinés à l'achèvement du quai, 125 000 francs à la construction d'un marché couvert et 125 000 francs au revêtement des rues de la ville. Les travaux du quai et de revêtement furent réalisés, en revanche, le projet de marché couvert ne vit jamais le jour.

Départ pour Marseille, coll. MDVN



Noumea, gathering the hopes and disappointments of the Feillet colonization (1897-1914)

Upon his taking office, in 1894, the Governor Feillet had announced the end of the Prison. In 1897, the arrival of the last convoy opened a new chapter in the history of the city, establishing, in the Bush, free settlers who were to become rich through the cultivation of coffee.

L'échec partiel de la politique de grands travaux

En 1901, le gouverneur Feillet parvient, non sans peine, à obtenir un emprunt de 5 millions, au titre de la colonie pour réaliser, non seulement, les trois équipements énoncés précédemment, mais aussi le chemin de fer devant relier Nouméa à Bourail. Dans un article de 1905, intitulé « La crise coloniale en Nouvelle-Calédonie », Marc Le Goupils dresse un bilan peu flatteur de l'ensemble des opérations conduites grâce à l'emprunt contracté par la colonie : « *Le wharf avait été voté et les achats faits en vue de sa construction. Un inspecteur des travaux publics des colonies vint et fit adopter à l'assemblée locale d'importantes modifications au plan primitif. Le wharf céda au chemin de fer les matériels achetés par lui-même, et l'on cessa de parler du wharf.* » Concernant le bassin de radoub, qui ne sera en fait qu'une simple cale de halage, il ajoute : « *[…] insuffisamment étudié,* [il] *absorba 90 000 francs en nouveaux frais d'études, mais pendant que ces études se poursuivaient, les cinq millions filaient si bon train en douze mois, sur la voie ferrée, qu'on cessa de parler du bassin de radoub* ». Quant à la drague : « *Le ministère des Colonies a expédié à Nouméa une belle drague, impropre à tous les services qu'on attendait d'elle, et qu'on a envoyée dormir à l'état de ponton dans une baie paisible.* »

Le récapitulatif sur la situation des crédits, au 1er février 1905, permet d'établir que le chemin de fer en a absorbé l'essentiel, c'est-à-dire 4 427 794 francs (88,56 %), que la drague a inutilement coûté à la colonie 286 030 francs et que les frais d'études engagés pour le wharf l'ont été en vain.

À la décharge de l'Administration, il convient de rappeler que l'ensemble de ces travaux avait d'abord été évalué à 10 millions et que le gouverneur avait espéré pendant longtemps une subvention de l'État plutôt qu'un prêt qui pèserait sur les finances de la colonie.

Cale de halage, coll. MDVN

Projet de cale de halage, fonds travaux publics, coll. SANC

Travaux sur le port, album Haut-Commissariat, coll. SANC

Arthur Magnin et son fils, coll. privée

Arthur Magnin encourage son fils, Raymond, à faire des études de médecine et de chirurgie en France. Celui-ci achète, en 1938, le château Unger, à la Vallée-des-Colons, et y crée la « clinique Magnin » avec les sœurs missionnaires de la Société de Marie.

La cale de halage

Prévu pour recevoir des bateaux de 1 000 tonneaux, la cale de halage se situait à la baie des Pêcheurs. Son inauguration a lieu le 19 novembre 1903. Un premier essai est fait avec le navire La Pérouse qui s'effondre, brisant roulements et rails. L'enquête révèle que l'accident est dû à des fondations défectueuses et un crédit de 125 000 francs est voté pour sa remise en état. Un an plus tard, une nouvelle tentative est effectuée avec le navire Saint-Michel qui ne pèse que 600 tonnes. Exploitée par l'Administration, la cale de halage, après un an d'exercice, a un coût de fonctionnement de 15 000 francs pour une recette annuelle de 5 000 francs. Mise en adjudication par le Conseil général, elle est finalement attribuée en 1904 à Arthur Magnin. Ancien colon Feillet de Hienghène, celui-ci avait été auparavant officier mécanicien de la marine marchande et avait, à ce titre, navigué sur le fleuve Ogooué.

The partial failure of the policy of public works

In 1901, the Governor Feillet succeeded, not without difficulty, to obtain a loan of 5 million francs in order to complete the public works and, above all, the railway to link to Bourail to Noumea. On February 1st, 1905, the summary on the status of funds determined that the railroad had absorbed most of these credits.

Les débuts difficiles du chemin de fer (1901-1904)

Chantier du chemin de fer, coll. MDVN

Depuis longtemps, les responsables de la colonie songent à l'équiper d'un réseau ferroviaire, lorsqu'un arrêté du 27 mai 1884 déclare d'utilité publique, à l'époque du gouverneur Pallu de la Barrière, l'établissement d'un chemin de fer qui irait de Nouméa à Canala via Païta, Tomo et Nakéty. Le départ précipité du gouverneur entraîne l'abandon du projet, qui est repris par un de ses successeurs, le gouverneur Laffon, qui place en première position le chemin de fer dans son projet d'emprunt de 10 millions présenté au Conseil général en avril 1892.

Un arrêté du 12 juillet 1901 consacre la construction d'une voie ferrée d'utilité publique entre Nouméa et Bourail et, le 17 août 1901, le coup d'envoi des travaux est enfin solennellement donné à l'occasion d'une cérémonie qui se déroule au pied de la future « montagne Coupée », versant Nouméa.

Le chantier est donc ouvert et plusieurs équipes s'activent en différents points du parcours Nouméa-Auteuil. En janvier 1902, un expert envoyé par le ministère des Colonies, l'inspecteur Jacquerez, débarque à Nouméa aux fins de trancher, sur place, différentes questions d'ordre technique. La lenteur de l'avancement des travaux effectués en régie avec la main-d'œuvre pénale le conduit à recommander, d'une part, que des gratifications soient accordées pour motiver les travailleurs du chantier, d'autre part, que soient confiés à des entreprises privées les chantiers les plus difficiles. Le résultat de l'ensemble de ces mesures fait passer le prix de revient moyen du mètre cube de 9,40 francs en août à 7,48 francs en septembre.

Le plus gros travail du chantier est constitué par le percement du tunnel de Tonghoué, qui engloutit une grande partie des crédits. Finalement, ceux-ci sont tous consommés quand a lieu, le 20 décembre 1904, l'inauguration de la ligne Nouméa-Dumbéa.

Le général Patch devant la locomotive, 1942, coll. MDVN

Carton d'inauguration, coll. MDVN

Paul Feillet, avec son enthousiasme habituel, voit même déjà le chemin de fer ralliant Koné : « *Grâce au chemin de fer, de multiples richesses pourront être exploitées dans notre Colonie. D'ailleurs, ce n'est pas à Bourail que la voie ferrée s'arrêtera, mais à Koné, grâce à l'aide généreuse et efficace de M. Bernheim qui a l'intention de financer les travaux du tronçon Poya-Koné. Quand la première tranche d'emprunt de 5 millions aura été utilisée, il sera nécessaire de recourir à une seconde, afin de mener l'entreprise à son terme et de doter la Nouvelle-Calédonie de ce moyen de transport qui reste et restera le plus sûr garant d'un essor économique qu'appellent de leurs vœux tous les habitants de ce pays.* »

Inauguration du tunnel, coll. MDVN

Le chef de train et de gare, Charles Citerne, dans les années 1920, coll. Mayet

The difficult start of the railway (1901-1904)

A decree of July 12, 1901 devoted to the construction of a railway line between Bourail and Noumea and on August 17, 1901, the start of this huge work was solemnly given at a ceremony which took place at the future "Cut mountain." With the construction of the Tonghoué tunnel, much of the credit was consumed before the Noumea-Dumbéa line was inaugurated, on December 20, 1904.

Un « petit train » qui restera toujours déficitaire (1904-1946)

La période est tout d'abord marquée à Nouméa par les travaux de raccordement de la gare aux quais. L'adjudication a lieu le 1er juin 1909 et est dévolue à Hulienne, entrepreneur à Nouméa, moyennant un rabais de 10,10 %. Les travaux, commencés le 14 juin 1909, sont terminés le 26 août 1910 avec un retard de sept mois sur les délais impartis. Finalement, après six années d'interruption, les travaux pour le prolongement de la ligne de chemin de fer depuis Dumbéa reprennent le 1er mai 1910. Les difficultés et problèmes posés par la construction du premier tronçon surviennent de nouveau, d'autant plus que l'opération s'avère encore une fois beaucoup plus onéreuse que prévu. L'achèvement des travaux, programmé pour fin 1913, prend quelque retard et, finalement, l'inauguration de la section Dumbéa-Païta n'a lieu que le 3 décembre 1914, alors que le bilan laisse apparaître un déficit de 58 000 francs. Les causes de cette situation résultent du coût d'entretien trop important des machines, des émoluments d'un personnel sans doute encore trop nombreux pour une ligne si peu étendue et ayant un trafic restreint.

Puis les modalités d'exploitation sont sensiblement allégées dans le but de réduire les dépenses. Ainsi, à partir du 1er janvier 1918, la première classe est-elle supprimée. Le prix du billet de classe unique est fixé à 25 centimes par personne et par section, des tarifs réduits pouvant être obtenus au moyen de cartes d'abonnement. Les effets du premier conflit mondial s'avèrent catastrophiques tant sur la rentabilité de la ligne que sur la perspective de d'étendre celle-ci jusqu'à Tontouta. Plus tard, la période de l'entre-deux-guerres se caractérise par le développement du réseau routier, et consécutif à l'usage sans cesse croissant de l'automobile. La situation de déficit chronique du chemin de fer suscite des polémiques récurrentes au sein du Conseil général quant à l'intérêt de la maintenir ou de l'interrompre. Sous la pression des Nouméens qui y sont très attachés car ils l'utilisent le dimanche pour aller pique-niquer sur les rives de la Dumbéa, le Conseil général se refuse à interrompre le « petit tortillard ». Finalement, sa fermeture est effective à partir du 1er janvier 1940. Cependant, les Américains le relancent de 1942 à 1944 pour le transport de matériel militaire. La ligne est ensuite définitivement abandonnée.

Gare de Nouméa, coll. MDVN

Quant au service de l'exploitation, entre 1914 et 1922, il est assuré par M. Rigaut, avec sous ses ordres le personnel suivant : MM. Citerne (chef de gare), Cassier (chef de station), Fessard (chef de train), Fontaine (chef de train), Houssard (chef de dépôt des machines) ; trois mécaniciens : MM. Besançon, Boullanger et Bénébig ; 12 cantonniers ayant pour chef M. Charbet, 3 chauffeurs, 1 ajusteur, 9 manœuvres et 1 charpentier. Soit un effectif total légèrement inférieur à celui en place en 1912.

Il faut environ 1 heure et quart pour couvrir les 29 km du parcours entre Nouméa et Dumbéa. Il existe deux départs dans chaque sens par jour, au lieu des quatre organisés auparavant. Cependant, le principe du service régulier pour la semaine et du service spécial pour le dimanche et les jours fériés est conservé. Ainsi, les horaires des trains sont les suivants :

– départ de Nouméa, à 7h et 14h en semaine, à 9h et 17h30 le dimanche ;
– départ de Païta, à 5 h45 et 14h en semaine, à 9h45 et 17h15 le dimanche.

Le matériel roulant comprenait deux locomotives : la Caulry *et la* Puech*, le wagon du Gouverneur, quatre wagons, deux tombereaux et, enfin, dix plates de dix tonnes chacune.*

A "little train" that remained in deficit (1904-1946)

The Dumbea to Païta railway only opened on December 3, 1914, while the balance sheet of the company showed a deficit of 58,000 francs because of the maintenance cost of the machinery and the staff being too important for such a short line. Finally, the train stopped on January 1940. The Americans temporarily revived it, between 1942 and 1944, to transport military equipment.

1910 : création d'une usine de traitement du nickel à Doniambo

Usine des Hauts Fourneaux lors de l'inauguration en 1910, coll. Bibliothèque Bernheim

Malgré les aléas de la conjoncture, la construction à Nouméa d'une nouvelle usine de traitement du nickel va se révéler pour la ville un atout majeur. L'origine du projet est double : elle est liée, d'une part, à l'annonce qu'avait faite le gouvernement de la colonie d'apporter une aide substantielle à tous les projets de transformation locale du minerai de nickel, afin de sortir la colonie de la grave crise des années 1903-1909 ; d'autre part, la mairie avait ajouté qu'elle fournirait terrains et approvisionnement en eau à un prix préférentiel. Le 16 septembre 1908, la maison Ballande passe une convention avec le maire de Nouméa, Louis Gex, dont les deux premiers articles sont les suivants :

« Article 1. M. Ballande fils aîné s'engage à construire à Nouméa, sur un terrain appartenant à la ville et dénommé «pointe Diambo», une usine dite hauts fourneaux destinée au traitement des minerais extraits dans la colonie. Cette usine aura une capacité de production telle que la quantité traitée annuellement ne pourra jamais être inférieure à 10.000 tonnes de minerai…

Article 2. Pour favoriser cette entreprise dans toute la mesure de ses moyens, la ville de Nouméa concède à titre de location, pour une durée de 99 ans, à M. Ballande fils aîné la jouissance d'un terrain d'une superficie totale de deux hectares 80 ares 17 centiares, situé sur le territoire de la commune au lieu dit «pointe Diambo».

Ce terrain est délimité comme suit au nord par la ligne de crête formant la limite de la ville et la limite sud de la batterie Diambo appartenant à l'État, au sud par la mer, à l'est par la limite de l'abattoir, à l'ouest enfin par la mer. »

Finalement, l'usine pyrométallurgique de Doniambo est créée en 1910 par la société des Hauts Fourneaux de Nouméa qui est une filiale de Ballande. La superficie occupée par l'usine et ses dépendances augmentera au fil des différentes acquisitions et surtout en raison des remblaiements continuels liés au déversement de milliers de tonnes de scories.

Doniambo comprenait l'usine proprement dite ainsi qu'une usine électrique au charbon et tout un ensemble de voies ferrées reliant les stocks de matières premières (minerai mais aussi charbon et corail) tant à l'usine qu'aux quais. Se trouvaient également, sur le site, les bureaux administratifs de la société ainsi que les cantonnements des engagés ou encore les ateliers fer et bois.du fort Constantine (sur l'emplacement actuel de l'hôpital). Au pied du fort, la population civile s'installe progressivement.

Bénédiction de l'usine des Hauts Fourneaux lors de l'inauguration en 1910, coll. MDVN

L'usine de conserve de l'Orphelinat, coll. MDVN

1910 : creation of a nickel processing plant in Doniambo

The pyrometallurgical plant of Doniambo was founded in 1910 by the Society of Blast Furnaces in Noumea, a subsidiary of the Ballande company. The area occupied by the plant will increase over the various acquisitions and due to continual filling with the thousands of tons of slag released.

Une vocation commerciale et industrielle qui se diversifie (1897-1914)

Facture de la boucherie Terrier et Engler, coll. Martin

Les frères Laubreaux possèdent une usine de fabrication d'huile et de savon, créée par Auguste Page. Celle-ci devient, en 1906, la conserverie de viande de l'Orphelinat. Les fumées malodorantes de la fabrique provoque les protestations des gens du quartier, mais l'usine, dont les produits sont refusés par l'armée comme non conformes aux normes en vigueur, notamment en matière d'hygiène, périclite et ne tarde pas à fermer ses portes. Outre cette conserverie, peut-être victime de la guerre des « marchés de viande », il y a, dans les années 1900, quatre boucheries importantes à Nouméa : les boucheries Ballande, Peyrolle, Bouyé et la boucherie des éleveurs. La viande est alors distribuée de deux façons : soit le client se rend directement à la boucherie, soit la mère de famille marque sa commande de viande sur un carnet déposé dans une « boîte à viande » placée dans le quartier. Le soir, les commis des bouchers effectuent le ramassage des carnets, préparent les commandes, puis les livrent à domicile. Ce mode de commercialisation est resté très répandu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Boucherie des éleveurs, coll. MDVN

L'usine de Savon, album Laubreau, coll SANC

Les contrats de viande destinés à l'Administration pénitentiaire représentaient un enjeu financier considérable pour lequel les éventuels soumissionnaires n'hésitaient pas à s'acheter les faveurs des hommes politiques et de la presse, comme le rappelle Georges Coquilhat : « *[…] quelques importantes maisons de commerce et d'industrie alimentaire s'intéressent à la Nouvelle-Calédonie ; Jouve, Ballande, Prévet sont les plus importantes d'entre elles. Concurremment, ces trois maisons ont essayé d'obtenir notamment les contrats de fourniture de viande pour l'Administration ; il s'agissait d'un important et intéressant marché qui assurait une clientèle de plus de dix mille rationnaires. […] Les prolongements de cette affaire ont sans aucun doute été plus considérables qu'il n'y paraît de prime abord. Prévet semble bien avoir été soucieux de s'établir solidement en Nouvelle-Calédonie, dans ce but il […] s'assura les services d'un journal local, ce fut* L'Avenir *; après la fuite de Roger, on trouve comme principal actionnaire de l'imprimerie un éleveur, Jean Oulès, qui fonde aussitôt l'Imprimerie calédonienne et lance un nouveau journal,* La Calédonie, *notoirement favorable aux intérêts de la maison Prévet.* »

Diversification of the commercial sector (1897-1914)

In the 1900s, there were four important butchers in Noumea : Ballande, Peyrolle, Bouyé and The Breeders'. The meat was then distributed either at the butcher's, or delivered on command recorded in a book and placed in a "meat box" of the neighborhood. In 1906, a meat factory located at the Orphanage Bay opened but soon closed because of his smelly fumes.

Un commerce citadin étroitement soumis aux aléas de la conjoncture économique

Tous les nouveaux colons qui débarquent de France sont invités durant leur séjour à Nouméa à ouvrir un compte dans l'une des maisons de commerce de la place qui, en échange de leur production de café, leur feront parvenir tous les produits dont ils ont besoin. Afin de les informer sur les différents magasins existant dans la ville, le journal La Calédonie, qui soutient ouvertement le gouverneur Feillet, fait paraître, en 1900, un supplément illustré de photographies, ce qui est exceptionnel à cette époque où cette technique en est encore à ses débuts. Ce supplément présente l'avantage de dresser la liste des officines et points de vente divers présents dans la cité. Mais il vise aussi à mieux faire connaître l'archipel. À cet effet, il semble qu'il ait été distribué dans le cadre de l'Exposition universelle de 1900, à Paris, où la Nouvelle-Calédonie possédait un pavillon. Bien que relativement exhaustif, il n'en oublie pas moins la maison Ballande dont le propriétaire est un opposant résolu à la politique du gouverneur Feillet. La maison Ballande fait partie avec les maisons Barrau et de Béchade des anciennes maisons de la ville. Mais de nouveaux comptoirs se sont ouverts comme celui de Jouve et C[ie] qui, avec d'autres, disparaît à la suite de la grave crise des années 1902-1909. Une crise ainsi décrite, après-coup, par l'inspecteur Revel, en 1912 : *« L'importance des sommes dépensées sur place par les services militaires et l'administration pénitentiaire, était venue s'adjoindre la manne bienfaisante de l'emprunt de cinq millions et des capitaux apportés par la colonisation libre, vite devenus la proie du commerce local. Les réductions progressives de l'effectif militaire, les échecs de la colonisation libre, l'arrêt des travaux du chemin de fer dès l'achèvement du premier tronçon de quelques kilomètres eurent pour conséquence, jusqu'en 1909, la crise, dont les assemblées locales et l'opinion publique auraient volontiers attribué la responsabilité à la métropole. »*

Boutique, début des années 1900, coll. MDVN

Maison Catalan, coll. MDVN

Bien que, pour des raisons de salubrité publique, la chambre de commerce ait, dès 1880, réclamé l'interdiction de vente d'alcool aux indigènes tant à Nouméa qu'en brousse, les seuls commerces qui échappent aux aléas de la conjoncture économique seront toujours les débits de boissons. En 1910, la ville de Nouméa et ses faubourgs en comptent cinquante dont quelques-uns sont aussi des lieux de prostitution.

Hôtel Cosmopolitain (actuel Marlène), coll. privée

A city trade subject to economic conditions

All new settlers coming from France were invited to open an account at one of the business houses of the town and, in exchange for their coffee production, they were sent the products they needed. New outlets opened, such as Jouve and Co. who, with others, disappeared following the crisis years of 1902-1909.

Maison Barrau, vers 1897, album Pinçon, fonds Kakou, coll. SANC

Intérieur des magasins Barrau, vers 1920, Clovis Savoie

La Maison Barrau ou « la maison du père Noël » (1890-1992)

La Maison Barrau, surnommée par la suite « Bro », a été fondée par Adolphe-Auguste Barrau (1867-1943), originaire d'une famille de commerçants de Marseille. Arrivé en Nouvelle-Calédonie vers 1878, il fonde, dans les années 1890, la maison qui porte son nom et s'associe quelques années plus tard avec James Daly, Généreux Ollivaud et Gabriel Barrau sous la raison sociale « A. Barrau et C^ie ». La maison ne cesse de se développer et devient en 1923 la société « Maison Barrau ». Adolphe-Auguste Barrau en reste le président jusqu'à son décès, en 1943, à Nouméa. Son cousin Ernest Barrau (1897-1979) lui succède en 1947, après avoir effectué deux séjours en Nouvelle-Calédonie, entre 1920 et 1922, puis entre 1930 et 1932, et avoir dirigé le comptoir Barrau à Marseille. Le 14 mars 1992, après avoir été rénové, le bâtiment qui abritait la Maison Barrau est détruit par un incendie.

Facture Barrau, coll. MDVN

Maurice Meunier, ancien volontaire, a été décorateur chez Ballande de 1950 à 1980. Il a remporté par deux fois le concours dans les années 1950. À cette occasion, une petite cérémonie était organisée au syndicat d'initiative où on remettait à sa direction le trophée de l'enseigne gagnante.

Remise d'un prix à Maurice Meunier, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Arrivée du père Noël en 1961, coll. Terrier

Vitrine de Noël réalisée par Maurice Meuniser en 1963, photo Ménard, coll. Meunier

C'est en 1927-1928 que le chef du rayon épicerie de la Maison Barrau incarne pour la première fois le personnage du père Noël, à Nouméa, en distribuant des caramels les 23 et 24 décembre. Puis, c'est au retour d'un voyage aux États-Unis qu'un des directeurs, enthousiasmé par les préparatifs de Noël dans ce pays, a l'idée d'offrir de telles festivités à Nouméa. La première fête de Noël a lieu en 1931, à la Maison Barrau, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux construits au coin de la place du marché. Le père Noël arrive dans un avion en bois soutenu par des poulies, ce qui lui permet de descendre du toit. Ce premier père Noël est Numa Daly, qui le reste jusqu'en 1940, avant que d'autres n'endossent à leur tour le fameux habit rouge. Ainsi, pendant cinquante-six ans, le père Noël arrive immanquablement vers 20 heures sur les quais, puis rejoint le magasin où il distribue des bonbons. Les jours précédents, une boîte était installée chez Barrau afin d'y glisser les lettres adressées au père Noël. Les réponses étaient rédigées par le personnel de l'établissement, jusqu'au jour où cette tâche prit trop d'importance pour être poursuivie.

Après la Seconde Guerre, si tous les commerces se mettent d'accord pour sortir les jouets le même jour, l'arrivée du père Noël reste réservée à la Maison Barrau. Entre 7 000 à 10 000 personnes se rassemblaient le 24 décembre au soir devant l'établissement. La devanture était décorée de guirlandes lumineuses et d'un grand bois de fer de 10 mètres de haut en guise de sapin. À 19 heures, toutes les vitrines des commerces du centre-ville s'illuminaient simultanément. Elles étaient alors décorées selon un thème choisi par le syndicat d'initiative, sous l'autorité de Jean Catala. Le concours de la plus belle vitrine était ainsi lancé.

À la fin des années 1980, l'accueil du père Noël est pris en charge par la municipalité et c'est désormais le maire qui lui remet les clés de la ville.

La Maison Barrau, "home of Santa Claus" (1890-1992)

La Maison Barrau, later nicknamed "Bro", was founded by Auguste-Adolphe Barrau. Coming from a family of merchants of Marseilles, he created the trading house in the 1890s. It continued to develop and became, in 1923, the "Maison Barrau" company. In 1927-1928, one of their employees became the first Santa Claus of Noumea. In the late 1980s, the municipality took over and the mayor now gives Santa Claus the keys of the city.

Les premiers effets économiques du conflit

En 1914, la Nouvelle-Calédonie et donc Nouméa commencent tout juste à se remettre de la crise économique du début du siècle. Le commerce général, pour les trois premiers trimestres, est en augmentation de 3,8 % par rapport à la période correspondante de 1913. Or, la guerre va donner un brusque coup d'arrêt à la reprise de l'économie calédonienne qui avait commencé à se manifester dès 1909.

À Nouméa, lorsque la mobilisation est promulguée, le 5 août 1914, les pouvoirs du gouverneur sont amplifiés. Il exerce désormais l'autorité civile et militaire seul et sans partage et il s'emploie à modérer les effets de l'état de guerre sur la vie économique locale.

Dès septembre 1914, ses navires ayant été militarisés, la Compagnie des Messageries maritimes suspend le service de ces derniers sur la ligne Marseille-Sydney-Nouméa. Les relations directes entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole sont alors supprimées. Mais le ministre des Colonies autorise les rotations sur les Nouvelles-Hébrides et l'Australie, indispensables à l'archipel calédonien. Pour les trajets de Sydney à Marseille, les passagers, la correspondance et les marchandises empruntent la voie britannique.

Par ailleurs, le gouverneur par intérim Jules Repiquet, applique les mesures recommandées par le ministère des Colonies dans les domaines économique et social. Les plus importantes, outre la réquisition des navires, touchent la fixation des prix et la suppression des droits de douane, à l'entrée comme à la sortie, sur les denrées alimentaires de première nécessité dont les importateurs ne peuvent plus désormais s'accaparer. À cet effet, sont créés, le 10 août 1914, les premiers Magasins Généraux de Nouméa, ce qui permettra au service des douanes, qui en est le gestionnaire, de warranter (gager) les marchandises d'exportation pour la durée de la guerre et, par conséquent, aux mineurs de payer les salaires des employés en hypothéquant leurs stocks. Les échéances bancaires sont prorogées, les retraits d'espèces dans les banques ou établissements de crédit sont limités. Les sociétés régies par les lois françaises ont la faculté de suspendre le remboursement de leurs obligations, tout comme les communes et l'État, les établissements publics. Cependant, dès les premières mobilisations, les mines ferment. Lors du conseil municipal de Nouméa du 14 août 1914, les élus se demandent si l'exploitation des mines ne pourrait être continuée « soit par avance de la Banque de l'Indochine, soit directement par la Colonie ».

Mais, la mesure la plus grave sera le décret du 5 octobre 1914 interdisant l'exportation du nickel et du chrome, métaux stratégiques, mesure destinée à éviter le ravitaillement des puissances ennemies. L'examen des ports de destination des minéraliers avant-guerre est éloquent : une grande partie du minerai partait à destination de la société Krupp à Hambourg. Cette interdiction, atténuée en décembre 1915, est abrogée le 14 janvier 1918. Mais la réglementation du fret, instituée en septembre 1917, va toucher également tous les autres produits. Le port de Nouméa perd donc une part importante de l'octroi de mer perçu avant guerre et nécessaire à son bon fonctionnement.

Publicité pour les Messageries maritimes, extrait de *La Calédonie illustrée*, 1900

Ces capsules confectionnées en France après la guerre furent émissent à Nouméa par BIC en 1922, coll. MDVN

Port en 1914 avec les forces australiennes, album Laubreaux, coll. SANC

The first economic effects of the conflict

In 1914, New Caledonia was just beginning to recover from the economic crisis of the early century. General trade was increasing. However, the war was about to give a sharp blow to the economic recovery. After the first mobilizations, the mines closed as it was forbidden to produce ore that could be sent to the enemy.

Quatre années de pénurie et d'inflation (1914-1918)

Tout le monde soutient, à sa façon, l'effort de guerre.

Certificat de l'école de la Vallée-du-Tir, coll. MDVN

Le commerce de Nouméa va cruellement souffrir, au début de la guerre, de l'optimisme de ses dirigeants, croyant en une guerre courte. Les stocks sont écoulés sans restriction début 1915, or les approvisionnements, commandés en Métropole, n'arriveront qu'en 1916. Les commerçants se tournent donc vers les pays voisins, l'Australie et Nouvelle-Zélande, qui s'approvisionnent en Grande-Bretagne. Le gouverneur, dès décembre 1914, obtient le transport en droiture des marchandises de Nouvelle-Calédonie en France par l'Australie et les lignes maritimes britanniques ou inversement, ce qui permet à ces marchandises de ne pas être taxées à l'arrivée en Métropole ou à Nouméa. Mais cette mesure est peu utilisée en raison du manque de place dans les navires entre l'Australie et l'Europe, eux aussi réquisitionnés.

La Banque de l'Indochine assure le nombre de numéraires en circulation, qui atteint, au 31 août 1918, six fois la valeur de la réserve métallique. Cette inflation est amplifiée par la part plus grande des marchandises étrangères sur le marché calédonien et la hausse des prix des produits importés de France. Le coût moyen des marchandises dites de première nécessité augmente de 54 % entre 1914 et 1916. Dès 1915, les administrateurs des colonies en service à Nouméa perçoivent une indemnité de cherté de vie de 1 000 F par an pour faire face à l'inflation des prix.

Devant les abus, un contrôle général de la flotte marchande est effectué et la réglementation du fret est instituée en septembre 1917. Mais, la guerre se prolongeant, et en raison de l'éloignement de la Nouvelle-Calédonie de la Métropole, certaines prohibitions de sortie sont reportées, des dérogations sont accordées, en particulier en ce qui concerne le régime minier. Aussi, les relations avec l'Australie ou la Nouvelle-Zélande se normalisent et s'intensifient au fur et à mesure de la prolongation du conflit mondial.

Finalement, la participation économique de la Nouvelle-Calédonie à la guerre reste très secondaire. En effet, la colonie exporte, principalement vers l'Europe, du minerai et des mattes de nickel, de la nacre, des cultures tropicales (café, coton, coprah...), des conserves de viande. Mais, très vite, les difficultés de transport maritime vont affaiblir les exportations vers les marchés européens. Certes, les États-Unis vont continuer un temps à bénéficier des exportations de la société des Hauts Fourneaux vers sa filiale de New Brunswick. Le Japon, de 1916 à 1918, se tourne vers la Nouvelle-Calédonie pour s'approvisionner en nickel et autres métaux stratégiques, ainsi que l'Italie en 1917, de façon très marginale. Quant à la Nouvelle-Zélande, en 1916, elle achète du phosphate en provenance des îles Surprises.

Cependant, comme l'indique Joost Van Vollenhoven, gouverneur général de l'AOF de 1917 à 1918, à l'issue du conflit, la Nouvelle-Calédonie et donc Nouméa ont, tout comme dans les autres colonies, géré la pénurie tout en faisant preuve d'une grande solidarité envers la Métropole : « Au cours de la guerre, aucune de nos colonies n'a réclamé l'aide pécuniaire de la métropole, alors que leur vie se trouvait plus que compromise par la raréfaction des transports maritimes. Toutes ont contribué largement aux emprunts et aux souscriptions diverses. Toutes ont saisi avec empressement les occasions qui leur ont été offertes de témoigner leur attachement à la mère patrie. Toutes, enfin, ont fourni des hommes et des produits pour la lutte titanique, des effectifs, puis du matériel. Bref, elles ont été des filles dévouées. »

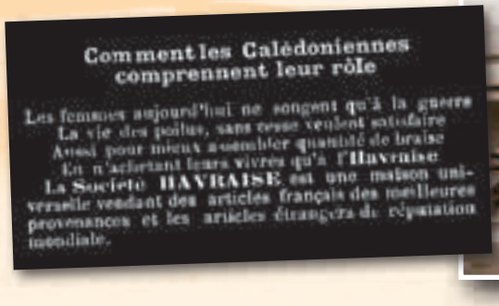
CYCLISTES

Si nos braves soldats et nos **Nimoulis Poilus** repoussent si héroïquement les soudards de Guillaume, c'est évidemment pour maintenir à l'Industrie Française la place prépondérante que la **Marque MICHELIN** a toujours conservée pour ses pneus Vélos et Motocyclettes dont tous les numéros, ainsi que tous les accessoires pour bicyclettes, se trouvent à la **FERBLANTERIE MODERNE**, près la Banque

MAISON GOURSAT

ACHAT DE VIEUX METAUX

Extrait de la *France Australe*


Comment les Calédoniennes comprennent leur rôle

Les femmes aujourd'hui ne songent qu'à la guerre
La vie des poilus, sans cesse veulent satisfaire
Aussi pour mieux assembler quantité de braise
En n'achetant leurs vivres qu'à l'**Havraise**
La Société **HAVRAISE** est une maison universelle vendant des articles français des meilleures provenances et les articles étrangers de réputation mondiale.

La SHC, dont le siège social se trouve au Havre, a racheté en 1920, l'ancien magasin Huet et Maestracci (Andronie, le fils du communard Huet, ayant épousé en 1892, à Nouméa, Antoinette Maestracci) situé à l'angle des rues Georges-Clemenceau et de l'Alma (actuelle banque Paribas). L'angle de la rue lui faisant face est également acquis par la société qui y construit un magasin de style Art déco.

Magasin de la Société Havraise Calédonienne (SHC) en 1924 et en 1970, coll. MDVN

Four years of shortages and inflation (1914-1918)

At the beginning of the war, trade in Noumea suffered cruelly of the optimism of the political leaders, believing in a short war. Stocks passed without restriction at the beginning of 1915. But the supplies from France did not arrive until 1916. Traders then turned to neighboring countries like Australia and New Zealand. As a result, the average cost of essential commodities increased by 54% between 1914 and 1916.

Un quotidien difficile

Les conséquences économiques de la guerre sont lourdes, du fait que beaucoup d'hommes jeunes et valides, tant d'origine européenne que mélanésienne, partent à la guerre. La brousse se dépeuple, des propriétés agricoles sont mises en vente ou en gérance et la ville accueille, outre les soldats calédoniens et tahitiens en attente du départ vers la Métropole, de plus en plus de broussards qui sont soit des chômeurs des petites entreprises et surtout des mines qui ont fermé, soit des travailleurs immigrés sous contrat ne pouvant regagner leur pays, soit encore des réfugiés de la révolte de 1917.

Beaucoup de femmes, ne voulant et ne pouvant pas rester seules, émigrent à Nouméa. Ainsi, de nombreuses Mélanésiennes viennent travailler comme domestiques à la ville après le départ de leur mari avec le bataillon du Pacifique, car il leur faut assurer leur subsistance et celle de leurs enfants. Depuis 1913, les mères de famille européennes de six enfants perçoivent une prime de 500 francs, cette mesure est étendue aux Mélanésiennes en 1917. En dépit des allocations et des secours attribués par l'armée et la commune de Nouméa à toutes les familles de soldats soutien de famille ou d'une pension en cas de décès de ces militaires, celles-ci vivent souvent misérablement. Aussi la mairie attribue-t-elle également des allocations de pain aux indigents et aux familles nécessiteuses.

La colonie ne parvenant pas à couvrir ses besoins, elle doit importer d'Australie, par exemple de la farine, du riz, ou des pommes de terre tandis que continuent à arriver de Métropole, le sucre, les vins et alcools, les salaisons. Après avoir manqué de nombreux produits, qu'ils soient de première (lait, farine, sucre…) ou pas (boutons, papier…), les Calédoniens ont la possibilité offerte de s'approvisionner en Australie ou au Japon et ne pâtissent donc pas autant que les Métropolitains des restrictions. Cependant, les difficultés de bien des familles sont perceptibles à travers l'examen des aides qui sont apportées par la municipalité, la paroisse, le Conseil général ou le gouverneur.

Une certaine misère transparaît, d'autant plus que l'armée et la gendarmerie sont presque absentes. Les actes de petite délinquance deviennent plus fréquents. Ils sont le fait de libérés à la recherche d'un emploi, d'Asiatiques débauchés des mines, d'évadés que la gendarmerie n'est plus en mesure de reprendre.

Pour tenter de faire face à tous ces problèmes, une solidarité inégalée se met en place. Nombreuses sont les femmes qui participent au « Colis du Niaouli », aux « Dames de France » et autres associations destinées à soulager les combattants par des envois d'argent et de produits du pays, auxquels s'ajoutent les tricots ou le linge de corps fabriqués lors de longues journées de travail en commun.

Trésor public, coll. MDVN

En 1864, le magasin central de M. Durand est racheté par Auguste Rolland. En 1873, celui-ci achète le terrain en contrebas pour y construire un bâtiment à étage à usage d'habitation. La construction est confiée à l'entrepreneur de charpente et de bâtiment Gervais Bourdinat. La maison, rectangulaire, de 14 mètres sur 18, est constituée d'un corps central entouré d'une galerie ; comportant deux étages, celui-ci repose sur des caves utilisées pour entreposer les fûts de vin. De 1889 à 1938, le Trésor colonial s'y installe. Durant le premier conflit mondial, les Nouméens y apportent leurs bijoux et leurs économies afin de soutenir l'effort de guerre. Après avoir servi de brasserie-restaurant portant le nom de Saint-Hubert, de 1968 aux années 2000, le bâtiment est devenu, depuis 2009, un espace commercial.

A difficult daily life

The economic consequences of the war were heavy, as many young men, both European and Melanesian, had gone to war. Noumea hosted people from the Bush, unemployed from the mine that had closed, immigrant workers under contract who could not return home, or refugees from the uprising of 1917. Many women also settled in the city. Misery appeared, especially since the army and the gendarmerie were almost absent.

L'immédiat après-guerre (1918-1925)

Vapeur *Pervenche* de la société de Béchade, coll. MDVN

Dans un discours adressé au Conseil général le 9 novembre 1918, soit trois jours avant l'armistice, le gouverneur Repiquet montre que la colonie est parvenue, non sans peine, à surmonter l'essentiel des problèmes économiques résultant du conflit : « *Je me plais à voir dans l'effort que la Colonie a produit en 1918 l'indice certain de son relèvement définitif après les difficultés sans nombre et les longues épreuves du temps de guerre. Les statistiques commerciales attestent cette renaissance économique. L'élevage traverse une période heureuse. L'industrie métallurgique locale tend aussi à se développer (construction de hauts-fourneaux). Les routes progressent : Nandaï est atteint. 332 km de lignes téléphoniques et télégraphiques ont été réparées. La léproserie de l'île aux Chèvres a été transférée à la presqu'île Ducos, les léproseries indigènes sont en voie de réorganisation. Des démarches sont actuellement entreprises pour l'introduction de main-d'œuvre malaise. Les droits de douane procurent des recettes élevées permettant d'augmenter le budget pour 1919, sans avoir à lever d'impôts nouveaux ou à recourir à l'emprunt. […] L'heure est proche où la Liberté vaincra. Dans l'attente de ce grand événement, envoyons à ceux qui le préparent, aux vaillants au cœur héroïque qui ont versé leur sang dans la bataille, aux vivants et aux morts, le tribut de notre admiration reconnaissante.* »

Finalement, la commission chargée d'évaluer les bénéfices de guerre des sociétés produit, dès la fin du conflit, des rapports positifs pour deux types d'entreprises : les sociétés minières dans leur ensemble et les entreprises de conserves de viande de bœuf. La période 1914-1920 a vu, à travers le port de Nouméa, se nouer des relations plus étroites avec l'archipel des Nouvelles-Hébrides, qui étaient devenues condominium franco-britannique en 1906, et avec Wallis-et-Futuna, protectorat français depuis 1888, à la plus grande satisfaction du lobby colonial de l'Océanie française (groupe constitué en 1905, comprenant des hommes d'affaires et des politiques ayant pour but de promouvoir la présence française dans le Pacifique).

Mais les convois d'engagés reprennent, au grand dam notamment des soldats calédoniens qui rentrent au pays à partir de 1919 et qui sont à la recherche d'un travail. Certains sont amers de constater qu'ils ont été remplacés par des travailleurs immigrés ou par des Métropolitains arrivés de fraîche date à Nouméa.

La mission d'inspection dirigée en 1918 par les inspecteurs Bougourd et Pégourier est suivie, à partir de 1923, de l'obligation d'exécuter les recommandations des mesures économiques et sociales qu'ils ont préconisées, visant à moderniser la colonie. Cependant de 1920 à 1925, l'activité économique régresse à nouveau du fait de la diminution de la demande en minerais, la guerre étant finie. C'est donc dans un contexte particulièrement morose qu'arrive à Nouméa, le 15 mars 1925, le gouverneur Joseph Guyon qui va tenter de redresser la situation tant de la ville que du reste de l'archipel.

La léproserie

Si les médecins parlent de lèpre dès 1860, le premier cas confirmé date de 1883. Aussi, en 1892, on installe une léproserie aux îles Bélep où 500 malades seront abandonnés. Des rapports d'inspection extrêmement critiques permettent de rapatrier les lépreux, en 1898, vers de réels lazarets sur la Grande Terre. Les Européens sont emmenés sur l'île aux Chèvres, en baie de Nouméa, et les Mélanésiens dans neuf léproseries proches des tribus. En 1911, on compte 1 154 malades atteints de la lèpre dans la colonie. L'île aux Chèvres est définitivement abandonnée en 1918 et la centaine de malades est transférée à Ducos. Malgré ces mesures, l'épidémie de lèpre progresse pendant l'entre-deux-guerres, jusqu'à ce que les Américains introduisent les sulfones qui permettent d'y mettre progressivement fin. En 1958, tous les lépreux sont rassemblés au centre Raoul-Follereau de Ducos.

Lepreux à l'îlot chèvre, album Nething, coll. SANC

The immediate postwar period (1918-1925)

At the end of the war, mining companies and businesses of canned beef have healthy balance sheets. Back home from 1919, New Caledonian soldiers, looking for a job, were disappointed to learn they had been replaced by immigrant workers or by Metropolitan French recently arrived in Noumea.

Les espoirs soulevés par le plan Guyon (1925-1932)

Maison de Béchade, qui deviendra l'hôtel des postes, télégraphes et téléphones en 1937, coll. MDVN

Locaux de Béchade, en 1903, coll. Cœcilia Brun

En raison de la récession consécutive à la fin du premier conflit mondial, Nouméa est en 1925 une capitale bien modeste, n'atteignant même pas 10 000 habitants.

Les bâtiments de la ville, à vrai dire très clairsemés, sont ceux hérités de la période du bagne. Les vingt années qui viennent de s'écouler depuis le début du XX[e] siècle n'ont pas permis une progression spectaculaire des quartiers d'habitation ni des activités économiques, faute de capitaux nécessaires. En 1928, le gouverneur Guyon en fait une description peu flatteuse : « Lorsque j'entends les jugements que les Britanniques portent sur Nouméa, je me sens atteint dans ma dignité de Français.[…] Nouméa par son aspect retardataire, sa malpropreté, son désordre et son insalubrité est dans le Pacifique aux regards des étrangers, de nos compatriotes qui y passent, une tache sur le nom Français. »

Ce même gouverneur, arrivé en 1925 et qui restera en poste jusqu'en 1932, s'attelle avec beaucoup de détermination à redynamiser tant l'archipel que Nouméa, dans un contexte économique qui s'améliore avec la reprise des exportations du nickel.

Il fait établir un programme de grands travaux pour une somme de 56 775 000 francs qui porterait sur vingt ans, divisés en quatre tranches. La première, de 1926 à 1929, permettrait à Nouméa l'agrandissement du quai qui serait doté de grues ainsi que la création de quartiers indigènes. Pour la deuxième tranche, de 1929 à 1935, seraient poursuivis les travaux du port avec la construction d'un wharf et de terre-pleins, la mise en place d'un tout-à-l'égout, l'amélioration de l'hôpital colonial et la construction d'un hôtel des postes (de Béchade). De 1935 à 1941, le programme de la troisième tranche serait concentré sur l'amélioration des routes, le remblai de la baie de la Moselle et l'ouverture d'écoles indigènes. Enfin, la dernière tranche, de 1941 à 1946, serait consacrée à la finalisation du programme. Celui-ci comprend aussi la construction d'un réseau téléphonique souterrain et l'installation du téléphone automatique à Nouméa.

Pour l'instruction publique, le gouverneur demande la construction de logements pour des enseignants et des classes supplémentaires au collège. Étaient notamment prévus la réfection de la conduite d'eau, pour 22 815 000 francs, et divers travaux relatifs à l'instruction publique, pour 1 650 000 francs. Certains travaux « utiles » mais considérés comme « non indispensables » ont été éliminés, notamment parce que trop dispendieux en main-d'œuvre ou nécessitant trop de capitaux. On renonça ainsi à la construction d'un bassin de radoub et au prolongement du chemin de fer jusqu'à Bourail. On peut mesurer ce que ces travaux auraient représenté quand on sait que le budget de la ville de Nouméa s'établissait à la somme de 1 279 466 francs en 1925.

À la suite de la faillite de la maison de Béchade en 1930, le magasin, situé à l'angle des rues Jean-Jaurès et du Général-Gallieni, ferme ses portes. Faute d'une construction nouvelle, l'Administration s'en rend acquéreur le 4 juillet 1934, pour la somme de 900 000 francs afin d'y transférer l'Hôtel des Postes, anciennement situé rue de Rivoli et devenu trop petit. Après les travaux de transformation et d'aménagement, le nouvel Hôtel des Postes est ouvert au public le 28 novembre 1936.

Le premier Hôtel des Postes, rue de Rivoli, coll. Cœcilia Brun

The hopes raised by the Guyon plan, 1925-1932

In 1925, Noumea was a small capital city, not even reaching 10 000 inhabitants. The buildings of the city were those inherited from the period of the Prison. The Governor Guyon arrived in 1925 and served until 1932, with great determination to revitalize both the archipelago and Noumea, in an economic context which improved with the resumption of exports of nickel.

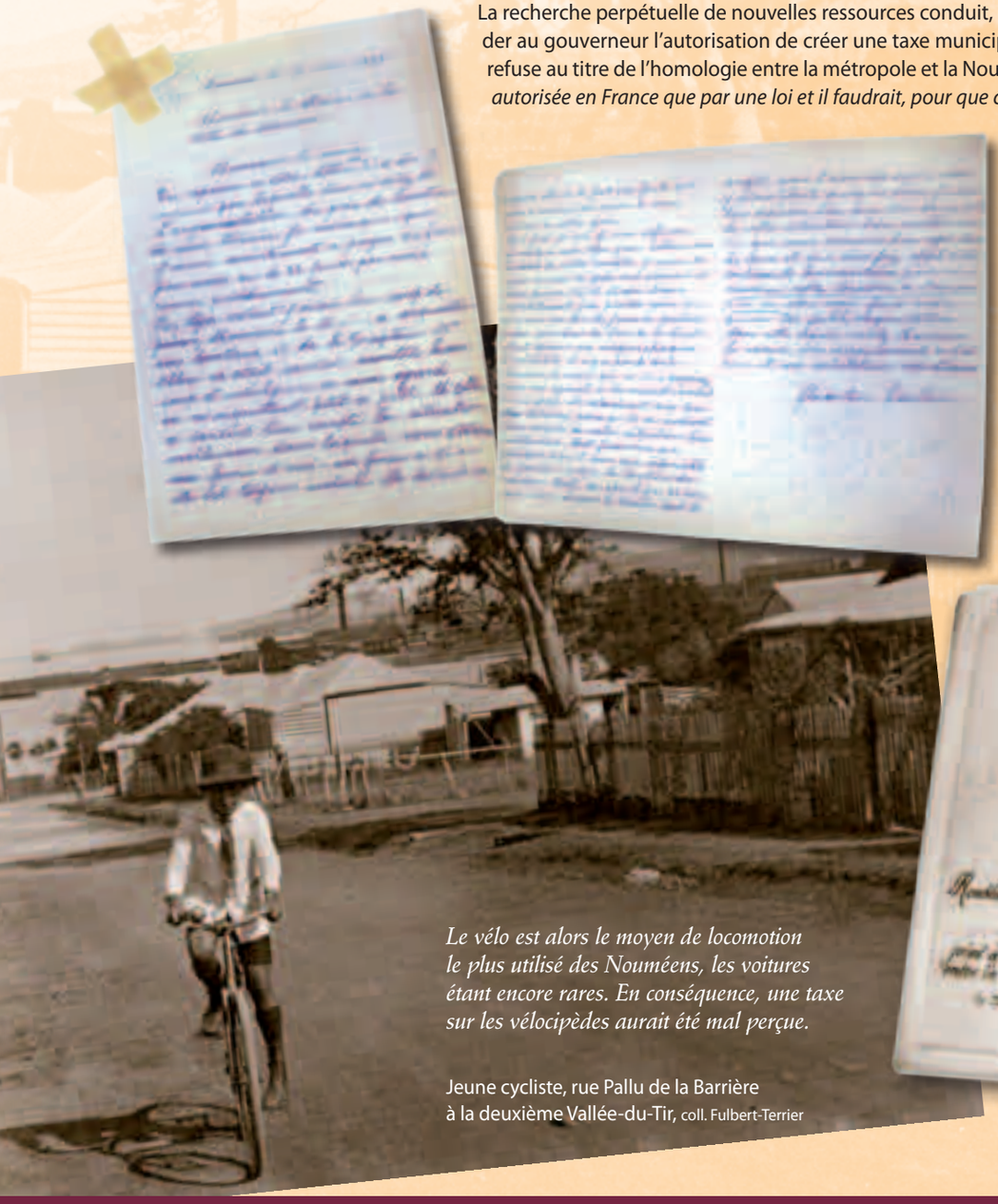
De la crise à la reprise (1932-1939)

La réalisation du plan Guyon va se trouver fortement compromise par la grave crise des années 1930. La municipalité de Nouméa est en effet confrontée à des problèmes financiers en raison des difficultés rencontrées pour préserver ses recettes alors que beaucoup certains voudraient qu'elle accroisse ses dépenses salariales afin d'aider les ouvriers sans emploi.

La situation est d'autant plus dramatique que les recettes de la ville stagnent depuis que les recettes extraordinaires, rendues possibles par la vente progressive des lots de ville, s'épuisent faute de terrains disponibles. Afin de pérenniser les ressources issues de son assise foncière, le conseil initie une politique de location des terrains municipaux.

La recherche perpétuelle de nouvelles ressources conduit, en 1934, le maire de Nouméa à demander au gouverneur l'autorisation de créer une taxe municipale sur les vélocipèdes. Le gouverneur refuse au titre de l'homologie entre la métropole et la Nouvelle-Calédonie : « *La perception n'en est autorisée en France que par une loi et il faudrait, pour que cette taxe soit instituée en Nouvelle-Calédonie, qu'une délibération soit prise à cet effet par le Conseil général, ladite délibération ayant à être approuvée par décret en Conseil d'État.* »

Le problème du chômage dans la ville trouve sa réponse à la fin des années 1930 lorsque la politique d'armement en Europe et en Asie conduit la société Le Nickel et les autres acteurs du secteur minier à développer leurs productions afin de répondre à une demande devenant plus importante que l'offre.



La vie précaire, courrier arrivée en 1937, coll. SANC

Le vélo est alors le moyen de locomotion le plus utilisé des Nouméens, les voitures étant encore rares. En conséquence, une taxe sur les vélocipèdes aurait été mal perçue.

Jeune cycliste, rue Pallu de la Barrière à la deuxième Vallée-du-Tir, coll. Fulbert-Terrier

Plan des remblais, procès-verbal du conseil municipal, coll. SAVN

From crisis to recovery (1932-1939)

Implementing the Guyon plan was seriously compromised by the severe crisis of the 1930s. The municipality of Noumea was facing financial problems due to difficulties in maintaining its revenue while some required an increase in salaries to help unemployed workers. The problem was solved in the late 1930s when the armament policy in Europe and Asia led to a development of the mining sector.

Des recettes accrues pour la municipalité (1925-1939)

L'épicerie Rocheleux, coll. Vautrin

Des taxes nouvelles pour les distributeurs d'essence telle l'épicerie Rocheleux, construite en 1933 par Jules Mary.

La comparaison des budgets de la ville de Nouméa entre 1925 et 1939 permet d'observer de très notables différences, dans la mesure où la ville a considérablement accru ses recettes, soit en augmentant fortement les taxes municipales, soit en les diversifiant.

Un examen plus approfondi des nouvelles rentrées financières dont bénéficie la ville permet de constater qu'elles s'appliquent principalement aux domaines suivants :

– le premier domaine est constitué par la nouvelle ressource financière que représente l'augmentation du nombre des automobiles, qui se traduit par exemple par des droits de stationnement fixés à 30 francs par trimestre par une délibération du 23 novembre 1925. De même, les délibérations des 13 décembre 1928 et du 11 décembre 1931 fixent à 25 francs par mois la taxe des distributeurs ;

– le deuxième domaine est constitué par les recettes provenant de l'abattoir de Ducos : au droit d'abattoir de 0,10 franc par kilo, fixé par l'arrêté du 31 décembre 1932, s'ajoute par la délibération du 5 juin 1934, un droit de 5 francs par mois et par tête de gros bétail et de 2 francs par tête de petit bétail ;

– un troisième domaine est constitué par les droits dits « de voirie » visant à réprimer les empiétements sur la voie publique, qu'il s'agisse de dépôts de matériaux, d'escaliers ou de vérandas sur la voie publique. Ces mesures se situent dans le cadre de la volonté de régulation de l'urbanisme dans la ville, rendue indispensable par la mise en place du tout-à-l'égout.

En outre, le budget de 1939 comporte des droits nouveaux, comme ceux de stationnement pour les voitures, les recettes du parc de Ducos, des taxes sur les distributeurs d'essence, les installations sur les places (manège, baraque, …), la location de la salle des fêtes (125 F la soirée), les centimes additionnels sur les patentes, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Station des taxis, place des Cocotiers, coll. MDVN

Gabriel Simonin, chauffeur de taxi à Nouméa dans les années 1930, coll. Simonin

La quarantaine

En 1854, le gouverneur autorise l'ouverture de boucheries. Mais ce n'est qu'en 1866 qu'est construit un abattoir officiel à l'anse du Tir, près de la future usine de Doniambo. Quelques années plus tard, une quarantaine est installée sur la rive est de l'embouchure de la rivière Salée. C'est le terminus de « la piste du bétail ». henrie Simonin en a été le gardien pendant ???, de 19 ?? à 1943.

En fonction des besoins, les stockmen font traverser, à marée basse, la lagune de Ducos à leurs bêtes, par lot de vingt, pour gagner l'abattoir où les bouchers viennent choisir leur viande. De nos jours, l'entrepôt frigorifique de l'OCEF est installé sur l'ancien emplacement de la quarantaine.

Carte de la quarantaine, coll. Simonin

Increased revenues for the municipality (1925-1939)

Between 1925 and 1939, the budgets of the city of Noumea showed significant differences since the city had increased its revenues by increasing or diversifying municipal taxes. These new fees applied to automobiles, to slaughterhouses and to roads, among other taxes.

Naissance de la SLN

Action de la société Calédonia, coll. MDVN

La crise mondiale des années 1929-1933 oblige la société Le Nickel à réduire ses frais généraux et à coordonner ses efforts avec Calédonia, qui est, depuis 1928, le nom de la société des Hauts Fourneaux fondée par André Ballande. Cette société de gérance commune prend le nom de Calédonickel. En septembre 1931, le rapport commun présenté aux deux sociétés précise : « La société anonyme nouvelle en question est fondée conjointement par la société Calédonia et par la société Le Nickel, qui lui donnent toutes deux apport en jouissance de l'ensemble de leurs actifs immobiliers, miniers et industriels. […] Chacune des sociétés a droit à une participation égale dans les bénéfices de l'exploitation commune. […] La raison sociale de la société nouvelle sera «Calédonickel» son siège social sera à Nouméa, où il est naturel de le placer, […] le capital social est fixé à 10 millions. »

Le passager du jour est le grand chef Boula qui doit se rendre à Bourail.

Un accord se fait sur la nécessité réduire les frais : « De sévères mesures d'économie s'imposent : rapatriements de travailleurs tonkinois et javanais, licenciements de personnel, abandon de concessions minières, limitation de la production, relèvement à 5,5 % de la teneur du minerai traité, fermeture définitive de l'usine de Thio, fermeture provisoire de l'usine de Yaté, économies dans tous les secteurs de l'exploitation, etc. ».

Une fois les usines de Thio et de Yaté fermées, Doniambo reste la seule à fonctionner, mais au ralenti. Sa production de mattes, en 1932, n'est en effet que de 3 000 tonnes (4 000 en 1930). Mais Calédonickel sait précéder la reprise économique et, dès 1933, le consortium engage de nouveau des travaux d'agrandissement et lance des essais de granulation des scories.

Usine de Doniambo vers 1930, coll. Fulbert-Terrier

Le partenariat entre la SLN et Calédonia se maintient durant six ans et, en 1937, la société Calédonia est dissoute au profit de la Société Le Nickel avec laquelle elle fusionne. En conséquence, la Société Le Nickel acquitte tous les passifs de Calédonia et procède à une augmentation de capital afin de distribuer à tous les actionnaires de Calédonia des actions SLN. La maison Ballande s'engage par ailleurs à ne pas reprendre d'activités minières durant trente ans.

Favorisée par la course aux armements qui précède le second conflit mondial, la Société Le Nickel poursuit le redressement commencé par Calédonickel et son activité aboutit à d'importantes réalisations. Elle ouvre de nouveaux centres miniers. Elle augmente sa flotte par l'achat de deux nouveaux minéraliers, le Notou et le Cagou. Elle entreprend la transformation et l'aménagement des quais de Doniambo qu'elle équipe de trois grues modernes et agrandit le site. Tous ces travaux sont rendus possibles par le doublement de la production et les ventes des mattes de nickel entre 1938 et 1939, permettant aux recettes douanières de la colonie de passer de 13,6 millions à 19 millions au cours du premier semestre de chacune de ces années.

Montage de la structure en fer de l'usine, coll. MDVN

The creation of the SLN

The global crisis of the years 1929 to 1933 forced Le Nickel company to reduce its overhead costs and to coordinate its efforts with Caledonia, which was, since 1928, the former name of the Blast Furnaces company founded by André Ballande. The partnership between SLN and Caledonia was maintained for six years and, in 1937, the company Caledonia was dissolved in favor of the SLN with which it merged.

La crise entraîne une restructuration commerciale

Nicolas Frédéric Hagen, après avoir vécu et travaillé en Australie, s'installe en Nouvelle-Calédonie et y acquiert la nationalité française. Il crée une importante entreprise de commerce avec les îles Loyauté et une affaire de quincaillerie de marine.

magasin de Tiby Hagen,
album Laubreaux, coll. SANC

Vitrine du magasin Nishiyama, coll. ATUP

« C'est en 1911 que M. Paul Jobin découvrit qu'un torréfacteur parisien, nommé Armogum, d'origine martiniquaise, vendait sous le nom de Bourbon, ou Réunion, un arabica de qualité exceptionnelle venant en réalité de Nouvelle-Calédonie. À la suite de contacts noués avec cette colonie par M. Demoinet qui fit un voyage de trois mois, M. Jobin se lança dans une intense propagande en faveur de cette provenance ignorée jusqu'alors en métropole. On se rendit vite compte que pour exploiter le café de cette lointaine colonie française, il fallait avoir à Nouméa un comptoir où les planteurs venaient faire leurs achats, en les payant avec la production. De là datent le développement et la réputation du café néo-calédonien qui amenèrent les colons à développer cette culture. En 1912, Paul Jobin prend le contrôle de la maison de Nouméa, la maison Huet, anciennement Maestracci, créée en 1873. Il est en fait la Société havraise calédonienne. » Le Havre colonial de Claude Malon

La crise de 1929 et ses conséquences en Europe contribuent à réduire la consommation mondiale de produits tropicaux et de matières premières, entraînant le marasme du secteur import-export et du secteur minier. Certaines grandes maisons nouméennes comme celles de Tiby Hagen ou de la Société de Béchade (SBNC) disparaissent. La maison Ballande ne traverse la crise qu'en vendant ses actions du secteur métallurgique à la SLN.

Se maintient aussi Barrau, mais également les sociétés La Havraise et Johnston chez qui les Nouméens font une fois par mois une grosse commande de denrées non périssables, qui leur est livrée.

À côté de ces grandes maisons de commerce, chaque faubourg compte quatre ou cinq épiceries. Par ailleurs, apparaissent au centre-ville des magasins tenus par des Japonais. Ces magasins vendent divers produits manufacturés, importés du Japon, à des prix imbattables : parasols, « tortillons » anti-moustique, chemises de soie pour homme, serviettes de toilette, kimonos, objets en laque, en porcelaine, montres, filets de pêche…

Parallèlement à ces petits commerces, l'activité économique à Nouméa conserve un aspect rural. Des fermes assurent la distribution de lait frais et un système d'abonnement permet aux familles d'être livrées quotidiennement. Le lait est vendu soit directement par les enfants des familles, comme par le jeune Paul Terrier à la Vallée-des-Colons, soit par leurs engagés Javanais.

The crisis led to a commercial restructuring

The crisis of 1929 reduced the world consumption of tropical products and raw materials, causing the slump of import-export and mining. Some company like those of Tiby Hagen and de Béchade disappeared. Ballande overcame the crisis by selling its shares in the metal sector to SLN. Barrau also remained, as well as La Havraise and Johnston.

Des communications extérieures dominées par les Messageries maritimes

Pendant toute la période la période coloniale et jusqu'à la fin des années 1950, les liaisons maritimes extérieures sont assurées principalement par les Messageries maritimes, présentes en Nouvelle Calédonie depuis 1883. Leur première ligne régulière vers l'Australie est inaugurée à Marseille, le 23 novembre 1882, avec le paquebot le *Natal* qui arrive à Nouméa le 14 janvier 1883. De 1897 à 1909, la ligne part de Marseille et fait escale à Port-Saïd, Suez, Aden, Mahé, la Réunion, Port-Louis, King George Sound, Adélaïde, Melbourne et Sydney avant d'arriver à Nouméa ; le voyage prenant en moyenne soixante jours. Une ligne annexe est également mise en place à travers une simple rotation entre Nouméa et Sydney, inaugurée par le paquebot le *Tanais* en 1889 et s'achevant avec le *Polynésien* en 1972. La durée des trajets est vite réduite grâce à la suppression à partir de 1887 de deux escales, puis à la mise en service de navires plus rapides : l'*Australien* de 1890 à 1903, *Le Polynésien* de 1891 à 1903 puis de 1914 à 1918, *L'Armand Behic* de 1891 à 1912 et la *Ville de La Ciotat* de 1892 à 1903.

Le *Calédonien*, vers 1960, coll. privée

La Première Guerre mondiale entraîne la suspension temporaire des lignes régulières entre 1914 et 1919. En 1919, les Messageries maritimes décident de lancer une nouvelle ligne, partant de Dunkerque et passant par le canal de Panama et Tahiti, avec le paquebot mixte *L'El Kantara*, dont le premier voyage, cette année-là, est l'occasion de rapatrier les volontaires calédoniens de la Grande Guerre.

La ligne Marseille-Nouméa par Suez est maintenue jusqu'en 1924, grâce notamment au sistership de l'*El Kantara*, le *Louxor*. Par la suite, des cargos ou paquebots mixtes tels que l'*El Kantara* ou le *Louxor* sont mis en service, ainsi que le *Ville de Strasbourg,* le *Ville de Verdun,* le *Ville d'Amiens,* l'*Eridan* et le *Sagittaire* qui ramène le bataillon du Pacifique en 1946. Plus tard, la ligne Marseille-Nouméa par le canal de Panama est assurée par le *Calédonien (II)*, de 1952 à 1972 et le *Tahitien*, de 1952 à 1971. Ils assurent six voyages par an. En 1972, trop fortement concurrencée par l'avion, la ligne est supprimée et les Messageries maritimes, future CGM à partir de 1977, ne conservent alors que leurs rotations pour le transport de marchandises.

Si les Messageries maritimes assurent l'essentiel du trafic avec la Nouvelle-Calédonie, Henry Daly rappelle qu'il existait d'autres types de liaisons avant la Seconde Guerre mondiale : « *Un navire américain, le* Thor, *apportait des États-Unis tous les trois mois diverses marchandises. Quant à la Société Le Nickel, elle possédait plusieurs charbonniers : le* Notou, *le* Cagou, *le* Capitaine Illiaquer, *le* Cap Tarifa *et l'*Orne. *Ces navires allaient en Australie chercher à Port Kembla et à Newcastle le coke nécessaire aux hauts-fourneaux de l'usine, puis dans les centres miniers de brousse pour rapporter le minerai brut vers Doniambo.* »

Affiche des Messageries Maritimes, coll. MDVN

Dans les années 1930, les liaisons intérieures, tous les produits lourds et encombrants sont acheminés vers la côte Est, le Nord, les Loyauté et l'île des Pins par les navires de la Société des Îles *(Loyauté, Néo-Hébridais, Phoque)* ou par des caboteurs tels l'*E.M.R.*, l'*Uvéa,* le *Patonga,* la *Danaê* ainsi que par des cotres indigènes. Tous rapportaient au retour café, trocas, coprah, bêches de mer, santal et autres produits locaux. Pétrolettes, remorqueurs et chalands étaient également utilisés là où minéraliers et autres bâtiments ne pouvaient aborder.

External communications dominated by the Messageries Maritimes

Since 1882 and until the late 1950s, maritime links were mainly provided by the Messageries Maritimes. World War I led to the temporary suspension of scheduled services between 1914 and 1919. In 1919, the Messageries launched a new line, starting from Dunkirk and passing through the Panama Canal and Tahiti. In 1972, over strong competition from the plane, the line was removed. The Messageries became CGM in 1977 and retained only their rotations for the transport of goods.

Du fiacre à l'automobile : circulation et transport à Nouméa (1854 à 1945)

Après avoir décrit des rues poussiéreuses se transformant en cloaques à la moindre averse, Luc Chevalier, dans son ouvrage sur l'histoire de Nouméa, rappelle que *« les chevaux, seuls moyens de locomotion utilisables à Port-de-France, sont très nombreux, aussi les trouve-t-on pâturant partout dans la ville »*, mêlés à d'autres bestiaux. Petit à petit, le libre pacage va être interdit, mais, mis à part un certain nombre de lieux réservés à l'administration, les habitants sont autorisés à couper l'herbe des terrains inutilisés, résolvant ainsi à moindres frais le problème de l'entretien des espaces publics.

Ce n'est, semble-t-il, qu'à partir des années 1870 que va progressivement se mettre en place, au cœur de l'actuelle place des Cocotiers, une station de fiacres dont les cochers seront souvent, par la suite, des libérés ou d'anciens déportés kabyles, dits « Arabes » en Nouvelle-Calédonie. Puis, vers le début du XX^{e} siècle, les habitants des faubourgs qui viennent, par exemple, faire leurs courses au centre-ville peuvent compter pour rentrer chez eux sur des omnibus dont certains sont à impériale. Face à cette concurrence, en 1923, les cochers, dans une pétition, demandent le relèvement de leurs tarifs. Le conseil municipal, lors de sa séance du 20 septembre, accepte d'y apporter une suite favorable.

Entre-temps, l'automobile ayant fait son apparition, le conseil municipal, par un arrêté du 18 mai 1911, a adopté une réglementation concernant la vitesse et la circulation des voitures. L'article 1 stipule que les *« appareils de voitures automobiles » (sic)* ne doivent pas effrayer les chevaux ni répandre d'odeurs incommodes. Quant à l'article 2, il rappelle que dans les tournants, rues, passages étroits ou incommodes, la vitesse doit être ramenée à celle d'un homme et qu'en aucun cas la vitesse ne doit excéder 30 km à l'heure en rase campagne et 12 dans les agglomérations.

À la veille du second conflit mondial, les communications intérieures entre Nouméa et la brousse sont encore très rudimentaires. La route coloniale n° 1, hormis les trente premiers kilomètres goudronnés, présente tout au long de la côte Ouest jusqu'à Koumac une chaussée étroite de six mètres de large, empierrée, sinueuse et ondulée. Il n'existe que deux transversales : Boulouparis-Thio, par le col de Nassirah, et Bourail-Houaïlou, par le col des Roussettes, respectivement ouvertes en 1932 et 1936. Yaté ne peut être atteint qu'à pied par le chemin des Dalmates, sinon par mer, de même que Goro. La circulation automobile est des plus réduites. Le tourisme n'existe pas. Les Nouméens dépassent rarement Bourail et on ne compte qu'un millier de voitures de tourisme auxquelles s'ajoutent, avec une dizaine de cars, 150 camions, 210 camionnettes et 230 motos pour tout l'archipel. Les Messageries Automobiles assurent quotidiennement par car le transport des passagers, du courrier et de petits colis jusqu'à Koumacet, sur la côte Est, jusqu'à Thio et Ponérihouen.

Raphaël Ménard, homme d'affaires entreprenant, arrive en 1891 avec sa femme. Il découvre à l'Exposition universelle les merveilles de l'automobile. Aussi, en 1902, fait-il venir une Georges Richard, première automobile en Nouvelle-Calédonie. À 27 km/h, la voiture est déjà en survitesse... Qu'importe, le véhicule fait sensation et transporte Raphaël Ménard, durant une dizaine d'années, de Nouméa à La Tamoa parfois à la lueur des lanternes à acétylène. En 1921, l'engouement de Raphaël pour les voitures est intact puisqu'il devient le concessionnaire Peugeot de Nouvelle-Calédonie. Toujours entreprenant, il fait construire par l'architecte Mosnier, le Grand Théâtre, qui ouvre ses portes en 1909.

Ses petits-enfants, Marcel, Éliane et Raymond ? , font don de la voiture au Musée de la Ville. Seuls trois exemplaires de ce modèle semblent encore exister aujourd'hui : un au musée de l'Automobile de Mulhouse, un aux États-Unis et le troisième en Nouvelle-Calédonie.

Sulky à Nouméa,
album Laubreaux, coll. SANC

Omnibus calédoniens, coll. MDVN

From the cab to the car : traffic and transportation in Noumea (1854-1945)

From the 1870s, in the heart of the current Place des Cocotiers, a cab station was set up. In 1902, Raphaël Ménard imported a George Richard, the first automobile in New Caledonia. In 1921 he became the Peugeot dealer in the island. The City Council, by order of May 18, 1911, adopted a regulation on speed and movement of cars.

Les solutions envisagées pour résoudre les problèmes de circulation

« Baby-cars » sur la place des Cocotiers, vers 1970, coll. MDVN

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'automobiles à Nouméa s'est considérablement accru. Déjà, deux voyageurs des années 1950, May et Henri Larsen, notaient *« une circulation assez dense aux heures de pointe »* mais surtout *« des petits bus peints en bleu qui assument les transports en commun »*. Ces « baby-cars » étaient connus pour ne partir que lorsqu'ils avaient fait le plein de clients. De nos jours, ils ont été remplacés par les bus rouge et blanc du réseau Karuïa qui, eux, partent à heure fixe. Mais les transports publics étant encore trop souvent boudés par les habitants de l'agglomération, la concentration du bassin d'emplois à Nouméa entraîne d'importants mouvements pendulaires quotidiens, se traduisant par l'engorgement des principales voies de communication convergeant vers le centre-ville (la VDO vers Koutio et Païta, la RT 1 vers Dumbéa -Nord et la VDE ou la RP 1 vers le Mont-Dore) aux heures de pointe (entre 7 heures et 8 heures le matin et entre 17 heures et 18 heures le soir).

Dès 1991, un travail est entrepris pour mettre en place le réseau de transport en commun Karuia. Achevé en 2001, il se traduit alors par la mise en place de huit lignes, chacune distinguée par une couleur, et près de 500 points d'arrêt.

Pour y remédier, l'idée d'une « tangentielle est » qui relierait la voie de dégagement ouest à la Vallée-des-Colons en passant par la Vallée-du-Tir et les abords de la route stratégique, a été avancée dès 2002. Le rond-point du Général-Patch mis en service depuis le 18 février 2008, a été totalement supprimé au début de l'année 2011 et d'importants travaux sont prévus concernant le rond-point Berthelot qui reste un problème majeur pour la circulation. Les comptages réalisés par les services de la circulation font, en effet, état d'un trafic pouvant monter jusqu'à 2 950 véhicules par heure au niveau de ce carrefour giratoire au moment de la sortie des bureaux (16 h 30-18 h 30).

Un schéma de cohérence de l'agglomération nouméenne (SCAN), couplé à un plan de déplacement de l'agglomération nouméenne (PDAN), a été adopté le 12 août 2010. Il vise à développer les transports en commun et à limiter la longueur et la durée des déplacements des habitants de l'agglomération depuis leur domicile jusqu'à leur travail. Il prévoit pour cela la création d'une Autorité d'organisation des transports(devenue effective le 1er septembre suivant sous la forme d'un syndicat mixte), coordonnant les activités des acteurs dans ce domaine dans le Grand Nouméa, mais aussi l'installation d'un transport en commun (TCSP) en site propre et de navettes maritimes reliant le centre urbain à sa banlieue. En octobre 2010, un dossier de candidature a été déposé par le syndicat dans le cadre de l'appel à projets « Transports Urbains 2010 » lancé par le ministère de l'Écologie, de l'Environnement, du Développement durable et de la Mer. Le projet a été accepté en février 2011 et la subvention accordée s'élève à 17 760 000 €, soit plus de 2 milliards de francs.

Le projet de TCSP sera fondé sur l'utilisation de « Bus à Haut Niveau de Service », plus souples et surtout moins chers qu'un tramway.

Le futur projet de transport en commun en site propre de l'agglomération du Grand Nouméa devrait comprendre 2 lignes, 21 kilomètres, 33 stations et assurer une continuité de service de Nouméa vers le Mont-Dore ainsi que vers Païta.

The solutions to solve traffic problems

Since the end of World War II, the number of cars in Noumea had increased considerably and the traffic has become an major issue. In the 50's up to the 70's, minibuses called «baby cars» only left the center when they had filled up with customers. Today, the red and white bus network called Karuïa leaves on time. A travel plan was adopted on August 12, 2010 to develop public transport and limit the length and travel time for cars.

Nouméa, pionnière de l'aviation et des télécommunications

L'aventure des airs commence quand, en 1931, le pilote australien Victor Roffey, arrivé par bateau à Nouméa avec son avion. Il relie pour la première fois par avion Nouméa à Bourail, à Thio, à Houaïlou, à Koné, à Koumac et même à Lifou. Puis ayant décidé de rentrer en Australie avec son avion monomoteur, Victor Roffey relie, le 21 novembre 1931, Ouaco à Rockhampton (au nord de Brisbane) en 11 heures et 15 minutes, en ayant couvert une distance de 1 480 km. La première liaison aérienne internationale au départ de la Nouvelle-Calédonie vient d'être réalisée.

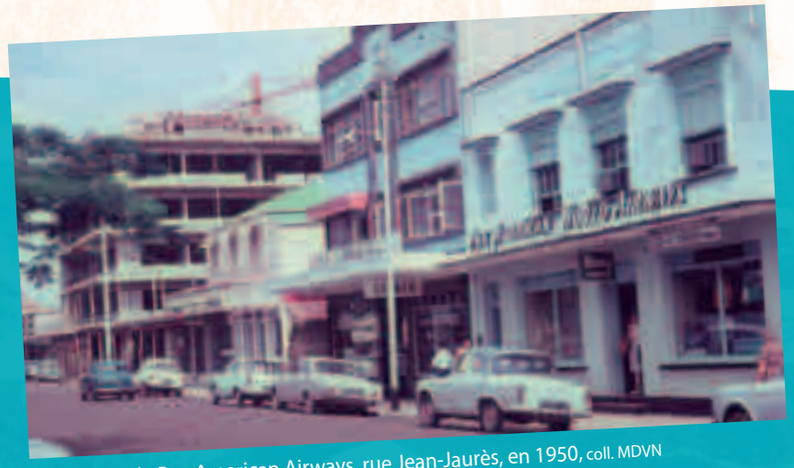
L'année suivante, un équipage français, formé autour du pilote Charles de Verneilh, effectue la première liaison aérienne Paris-Nouvelle-Calédonie. Parti de Paris le 9 mars 1932, le Biarritz se pose dans la plaine de La Tontouta le 5 avril. Ce raid aérien de 20 280 km en 13 escales a représenté près de 110 heures de vol.

En 1939, Henri Martinet accomplit avec son navigateur, Paul Klein, la première liaison aérienne Nouméa-Paris. Partis de Nouméa le 23 mars, ils passent par la route des Indes et se posent à Paris-Le Bourget le 23 mai après avoir parcouru 22 500 km.

En juillet 1940, Nouméa devient une escale de la Pan American Airways sur la route aérienne de San Francisco à Auckland. Les hydravions géants de la compagnie, les « clippers » quadrimoteurs, amerrissent sur le plan d'eau de la grande rade entre la pointe Lambert et Nouville. Les voyageurs passent la nuit à bord d'un luxueux yacht, le Southern Seas, utilisé comme hôtel flottant, et reprennent le vol le lendemain.

Après la Seconde Guerre mondiale, le trafic international se reporte sur l'aéroport de La Tontouta, l'aérodrome de Magenta ne conserve alors que les liaisons intérieures.

Équipage du *Biarritz*, coll. MDVN



Magasin de la Pan American Airways, rue Jean-Jaurès, en 1950, coll. MDVN

Henri Martinet et Paul Klein, coll. Klein

Piste de l'aérodrome de Magenta, coll. Puglias

Noumea, pioneer of aviation and telecommunications

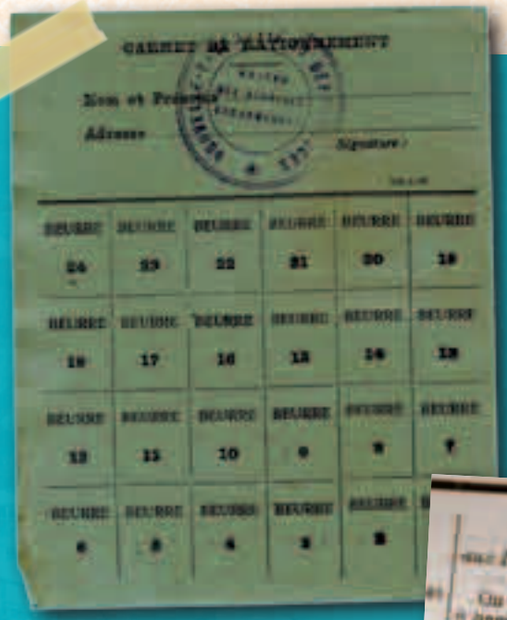
In 1931, the Australian pilot Victor Roffey, who arrived by boat with his plane, flew for the first time from Noumea to Koumac and even Lifou. He then returned to Australia with his single-engine plane, reaching Rockhampton from Ouaco. In 1932, a French crew on board the Biarritz made the first air link Paris-New Caledonia. In 1939, Henri Martinet and Paul Klein went the other way, from Noumea to Paris.

Une économie mise à mal par les débuts de la guerre

Les débuts du second conflit mondial s'annoncent difficiles pour Nouméa et pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. L'économie locale reposait à cette époque avant tout sur l'exportation de nickel, tant vers la France que vers le Japon. À cause de la rupture des relations maritimes avec la Métropole Nouméa, ne trouve plus de débouchés pour son chrome, son café, son coprah, ses trocas, ses peaux de bœufs et de cerfs. Deux sociétés franco-japonaises qui exploitaient du fer à Goro et du nickel à Kua pouvaient encore charger leur minéralier à destination du Japon. Les liaisons maritimes avec l'Australie n'étaient plus assurées que grâce au Polynésien des Messageries maritimes, mais celui-ci, depuis le 3 août 1940, était maintenu à Nouméa. Trois cargos ravitailleurs de la SLN touchaient Sydney, Newcastle et Port Kembla. Les traversées présentaient des risques réels, d'autant que les vapeurs voyageaient sans armement et sans escorte. La disparition du Notou puis celle du Cagou en sont l'illustration.

La situation serait devenue critique si, en 1941, le gouvernement australien n'avait pas octroyé à la Nouvelle-Calédonie le même traitement qu'à un État australien ou à un territoire du Commonwealth pour ses propres achats et approvisionnements en Australie. De plus, un arrangement à l'amiable fut trouvé pour l'envoi du café, du nickel et du coprah aux États-Unis. Tout au long de l'année 1941, les problèmes liés tant à l'importation qu'à l'exportation s'atténuent progressivement. Le Commonwealth australien consent à acheter toute la production de café et de coprah. La Société le Nickel réussit, quant à elle, à placer toutes ses mattes, soit dix mille tonnes, aux États-Unis.

En décembre 1941, après Pearl Harbour, les nombreux Japonais présents à Nouméa, comme dans l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, sont arrêtés et envoyés dans un camp de détention en Australie. Leurs biens sont alors mis sous séquestre et certains vendus aux enchères.



Tickets de rationnement pendant la guerre, coll. Cœcilia Brun

Billet de la France libre, coll. MDVN

Avis de séquestre, coll. Amicale japonaise

Le *Polynésien*,, coll. Nozeran

An economy undermined by the beginning of the war

The Beginning of World War II was a difficult period as the local economy was based on the export of nickel to France and to Japan. Because of the breakdown in maritime relations with the metropolis, Noumea could not find outlets for its productions. The situation would become critical if, in 1941, the Australian government had not granted to New Caledonia, the same treatment as an Australian state while the U.S. bought the nickel.

La prospérité économique exceptionnelle des années de guerre (1942-1945)

Avec l'arrivée des Américains, le 12 mars 1942, la vie économique de la capitale est transformée. Les sociétés de la place sont de suite sollicitées pour accélérer et faciliter l'implantation américaine. Puis ce sont les Nouméens eux-mêmes qui se lancent dans de nombreuses activités économiques liées à l'arrivée toujours croissante des régiments alliés.
Jamais la situation économique de la Nouvelle-Calédonie, et donc du chef-lieu, n'a été aussi florissante, comme le rappelle Ismet Kurtovitch (2000) : « On estime à 1 milliard 250 millions les sommes dépensées en Nouvelle-Calédonie entre 1942 et 1945 par les armées américaines soit autant que la valeur des devises encaissées par la colonie grâce à ses exploitations minières et métallurgiques pendant la même période. » Toujours selon le même auteur, la circulation fiduciaire est multipliée par sept tandis que le solde des comptes courants quadruple entre 1939 et 1946.
Par ailleurs, la commune donne son accord à toutes les facilités demandées par les forces alliées, qu'il s'agisse de l'allongement des conduites d'eau ou de la mise à disposition de terrains pour y implanter des camps. Le commandement américain n'hésite jamais à prêter bulldozers, graders et camions afin d'aider la municipalité. En 1946, lorsque les forces alliées se retirent, elles laissent à la ville et au territoire une grande partie de leurs infrastructures ainsi qu'un important stock de matériel de travaux publics.

« Nous dûmes, mon frère et moi, mettre à leur disposition notre magasin qui fut transformé en P.X. (Post Exchange), sorte de coopérative ou de magasin général de l'armée. Tous les militaires pouvaient y trouver des sucreries, glaces, boissons non alcoolisées, cigarettes, souvenirs et quelques vêtements à prix très bas. »
Auguste Ménard

Le P.X., album Elimer Williams, coll. SANC

Curios de M^me^ Harbulot, coll. Richart Harbulot

Magasins généraux de l'US Army, regorgeant de ravitaillement, coll. US Army

The exceptional economic prosperity of the war years (1942-1945)
With the arrival of the American soldiers, On March 12, 1942, the economic life of the capital was transformed. Local companies were immediately asked to assist in the establishment of the U.S. troops. The town gave its approval to all the facilities requested by Allied forces. In 1946, when they withdrew, they left much of their infrastructure and a large stock of public works equipment.

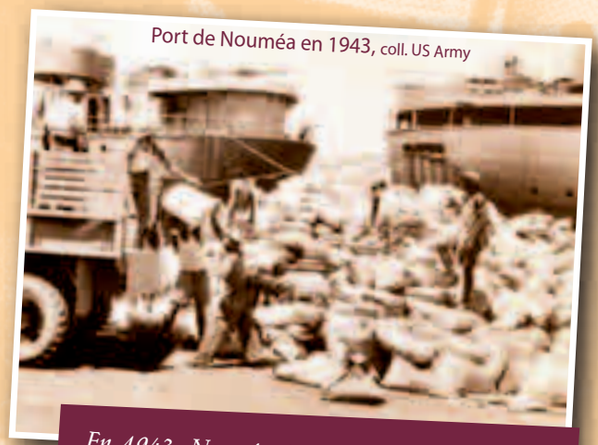
Un port à l'activité intense

Déchagement d'un liberty ship, coll. MDVN

De juin 1942 à la fin 1943, l'US Navy constitue une véritable base navale à Nouméa. A l'Ile Nou, elle installe une unité de réparation pour les destroyers, les sous-marins et les bateaux de débarquement, ainsi qu'un plan incliné pour la mise à terre des hydravions.

Sur tout le littoral, la Navy implante des structures : de la pointe de l'Artillerie à la presqu'île de Ducos, en passant par les quais du centre-ville. Elle dispose de docks importants aux abords du grand quai, d'une large zone découverte pour le stockage des mines à Doniambo et de grands entrepôts à Ducos, près de la baie de Numbo, où sont mouillés 12 à 18 hydravions Catalina et des vedettes lance-torpilles, entièrement camouflées. Toujours à Ducos, à la baie des Dames, existe un dépôt de mazout contenant quelque 370 000 fûts de mazout lourd et 30 000 fûts de mazout raffiné, avec un wharf permettant à certains pétroliers d'accoster et un pipe-line desservant d'autres navires ancrés à peu de distance. Le quartier comprend également une école de scaphandriers.

Compte tenu de l'intensité des activités, notamment liées aux manipulations d'explosifs, on peut s'étonner qu'il n'y ait eu qu'un seul accident grave. Celui-ci a lieu le 1er novembre 1943, au dépôt de munitions du quai américain de Doniambo.Outre les 90 blessés graves dont 82 officiers de la Navy, les pertes humaines sont conséquentes puisque l'US Navy dénombre 52 morts et 38 disparus. La SLN, elle, n'a à déplorer que des blessés légers en raison de l'isolement des installations américaines et de la réduction du personnel sur site, en ce jour férié. La cokerie, endommagée, est aussitôt réparée, la production n'attendant pas.



Port de Nouméa en 1943, coll. US Army

En 1943, Nouméa étant au cœur du dispositif allié, le jour de l'an enregistre, selon Henri Daly (2002), un maximum de transport opérationnel : « Trente-cinq navires de charge avec, en outre, quatorze pétroliers et neuf bâtiments de guerre… sans compter d'autres bateaux en attente de déchargement. »

coll. MDVN

Explosion du dépôt de munitions au quai américain de Doniambo à Doniambo, coll. Georges Viale

A harbour with intense activity

From June 1942 to late 1943, the U.S. Navy constituted a real naval base at Noumea. Along the entire coastline, the Navy built structures : large docks in the harbour, a large open area for storage of mines in Doniambo and large warehouses in Ducos. Only one severe accident happened, in 1943, at the ammunition depot of Doniambo. The U.S. Navy counted 52 dead and 38 missing.eimplemenyte built

Commerces et services destinés aux GI's

Les soldats américains sont très nombreux dans la ville où ils dépensent généreusement leurs soldes. Nombreux sont les Calédoniens qui s'enrichissent durablement en vendant des boissons hygiéniques ou des ice creams aux GI's alors que d'autres leur proposent de l'alcool ou des compagnes d'un soir. Les restaurants se multiplient et des blanchisseries à domicile ouvrent dans tous les quartiers.

La ville de Nouméa accompagne cet extraordinaire développement de l'économie tertiaire en laissant de nombreux roulottes et étals de plein air s'installer autour des camps et des implantations alliés de la presqu'île. Au total, note Ismet Kurtovitch (2000), « il y a à Nouméa, en 1945, 86 bars, 53 «shops» employant 229 salariés payés 4 500 F par mois au lieu de 1 200 F avant la guerre, 219 laveries. […] Les gains réalisés atteignent des records. La maison Barrau, par exemple, voit ses profits passer de 2 812 053 F en 1939-1940 à 10 508 912 F pour 1943-1944. »

Avec la période américaine, les infrastructures de la ville se sont considérablement modernisées, si ce n'est américanisées. La ville s'est enrichie et les Nouméens commencent à découvrir les plaisirs de la société de consommation.

Bracelet gravé vendu aux américains, coll. MDVN

« Notre communauté est cantonnée à la vallée du Tir, nos voisins sont vietnamiens et nous n'avons que peu de contacts avec d'autres ethnies car le problème de la langue nous sépare. Pendant la période américaine, nous ramassions les boîtes de conserves périmées qui nous donnaient la possibilité de faire des repas exceptionnels. À la fin du repas nous récupérions la ferraille des boîtes vides qui nous permettait de fabriquer des souvenirs et cadeaux de Nouvelle-Calédonie achetés par les soldats américains. Je préparais les moules en aluminium provenant des boîtes de conserves, je les nettoyais avec de l'huile puis je les ponçais afin que mon mari confectionne des bracelets puis grave les initiales N.C.
Les GI's sont très généreux, je fais payer plus cher délibérément les officiers que le simple soldat. Je vais présenter toutes ces confections dans la journée à un poste de garde précis, ces ventes se font avec beaucoup de discipline et de discrétion car nous sommes traqués par la police qui interdit ce marché au noir. » Mme Pham Van Hoa

Vietnamienne vendant des souvenirs à la sortie du ponton, coll. US Army

Shops and services for the GIs

American soldiers were numerous in the city where they spent their pay generously. Many were the Caledonians who became rich by selling soft drinks or ice creams to the soldiers while others offered them alcohol or a company for a night. With the American period, the city's infrastructure has significantly modernized. The city has been enriched and the population discovered the pleasures of consumer society.

La guerre à l'origine de la réussite d'Édouard et Henriette Pentecost

Fils de Tiby Hagen et d'Emely Pentecost, Édouard est né le 27 avril 1909 à Rô (Maré). Après des études au pensionnat Saint-Léon de Païta puis au lycée Lapérouse, il commence à apprendre le métier de mineur à la mine Chagrin puis celui de commerçant dans les établissements Hagen frères. Il épouse, le 13 septembre 1932, Henriette, fille de Paul Leyraud, maire de Nouméa de 1912 à 1919.

En 1933, tous deux rachètent la librairie du libéré Lefèvre qu'Henriette fait prospérer en mettant sur pied un service de distribution de journaux pour la brousse. Toujours innovateurs, ils importent, à la fin des années 1930, le premier réfrigérateur de marque Kelvinator dans l'archipel (qu'ils revendent 7 000 francs) ainsi que le premier poste de TSF.

Mais c'est la guerre qui sera, pour eux, une étape décisive de leur réussite. Outre le « milk shake » de la rue l'Alma, Édouard s'étant engagé dans la réalisation de divers travaux mécaniques pour les Américains, il obtient de ces derniers, une fois le conflit achevé, un stock de pièces détachées Caterpillar, ce qui lui permit d'obtenir la concession de cette marque et facilite son entrée dans l'activité minière. Il se porte aussi acquéreur de pièces détachées de « jeeps » et créé alors la société METO (Mécanique, Electricité, Tôlerie, Outillage). Devenu « petit mineur », en 1951, il ouvre Kouaoua aux minéraliers japonais et grâce à l'exploitation des mines de nickel, son groupe devient la plus importante affaire privée du Territoire. En 1958, il se rend à Toronto afin d'établir un partenariat sur le long terme avec l'International Nickel, c'est-à-dire INCO, lui valant l'hostilité de la SLN. Par ailleurs, Édouard participe ou crée de nombreuses entreprises qui prospèrent durant les années 1960 telles que la laiterie de Saint-Louis, la Société forestière de la baie des pirogues ou Electric radio. Il devient également concessionnaire de la compagnie maritime hollandaise Neddloyd et de la deuxième société d'acconage du port. Il est aussi représentant de la Panam, de Total et de Mercedes-Benz tandis que son épouse, outre la librairie gère divers magasins, tel Claude France.

En 1962, il est nommé conseiller du commerce extérieur pour le territoire. Puis il se lance en politique : après deux tentatives infructueuses pour devenir député, il entre à l'Assemblée territoriale en 1967. Il décède, le 4 octobre 1971, laissant trois enfants : Michel (1933), Claude (1935) et Philippe (1944).

Après avoir travaillé 72 ans, dont 30 à la tête du magasin Blanc et couleurs, Henriette Pentecost prend sa retraite en 2005. Elle demeure, en 2012, une des personnalités reconnues de la ville.

Edouard Pentecost à 44 ans (né le 27 avril 1909) et Henriette Pentecost à 37 ans (née le 27 août 1916), coll. Pentecost

En 1951, la librairie déménage dans l'immeuble qu'ils ont fait construire rue de l'Alma et devient une des plus importantes de la ville.

Rue de l'Alma en 1965, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

The war led to the success of Edward and Henriette Pentecost

Son of Tiby Hagen and Emely Pentecost, Edward was born in Maré, in 1909. In 1932, he married Henriette, daughter of Paul Leyraud, who was mayor of Noumea from 1912 to 1919. In 1933, they bought a bookstore that Henriette made prosperous. At the end of the war, Edouard was given by the Americans a stock of Caterpillar spare parts, which enabled him to obtain the concession of that mark and facilitated its entry into the mining activity.

Une économie d'après-guerre dynamique (1946-1969)

Après le retrait définitif des Américains en 1946, l'économie nouméenne est confrontée à une baisse d'activité contrastant fortement avec la surchauffe des années précédentes. Le réseau commercial s'avère à présent surdimensionné et, à titre d'exemple, le nombre de restaurants apparaît désormais pléthorique compte tenu de la population de la ville. Le rééquilibrage entre l'offre et la demande ne se fera que progressivement.

Certains Nouméens investissent alors leur épargne dans le secteur immobilier qui croît durablement du fait de la nouvelle politique métropolitaine. En effet, le statut de la colonie fait désormais place à celui de Territoire d'Outre-Mer (TOM), et bien qu'il faille attendre 1956 pour qu'il se concrétise par une réelle autonomie politique, on assiste à un important développement des services administratifs. De plus, les indépendances des années 1956-1962 ont pour effet de libérer un nombre très important de fonctionnaires du cadre d'outre-mer, qui sont envoyés dans les TOM du Pacifique. Leur présence est accompagnée de transferts de crédits qui permettent le développement des infrastructures calédoniennes, notamment grâce au FIDES (Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer), créé en 1946. En tant que capitale de l'archipel, la ville de Nouméa bénéficie largement, directement ou indirectement, de tous ces apports en ressources humaines et matérielles.

Début du développement de Ducos, 1969,
fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

De plus, la mise en place du statut de territoire d'outre-mer et l'arrivée au pouvoir de l'Union calédonienne se caractérisent par la mise en place de nombreuses mesures sociales qui ont de larges répercussions économiques car elles contribuent à améliorer le niveau de vie des Nouméens. En mai 1955, est mis en place le Crédit de Nouvelle-Calédonie, qui va rendre les prêts à l'habitat plus aisés. L'aide au logement est renforcée par la mise en place des HLM dont la première pierre est posée en janvier 1956 à Montravel. Est ensuite créé, le 24 février 1957, un premier régime concernant les accidents du travail et maladies professionnelles, suivi, le 26 décembre 1958 de la CAFAT (Caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail), puis, en septembre 1961, des régimes de retraite et de prévoyance et, enfin le 1er janvier 1969, d'un véritable régime de prévoyance, regroupant les assurances maladie, chirurgie, longue maladie, invalidité et décès.

Des besoins croissants mais des recettes insuffisantes, 1945-1969

Durant les années 1950-1960, alors que le patrimoine foncier locatif de la ville s'épuise, le budget communal reste toujours en deçà des espoirs des conseillers tandis que les dépenses entrent dans une spirale inflationniste. Le budget de 1958, établi à la somme de 63 millions, permet de constater que les recettes de la commune sont toujours identiques à celles de 1939, alors que les charges sont de plus en plus croissantes. Certes, les budgets de 1964 et 1965 se traduisent, respectivement, par un excédent de 14 835 000 francs, puis de 80 820 000 francs grâce aux recettes fiscales qui se sont considérablement accrues du fait de l'octroi de mer qui englobe 69,26 % des recettes (1965). Cependant les budgets restent très sensibles à la conjoncture minière et économique générale, ce qui explique les reculs des années de récession que furent 1959 et 1963. En 1965, un emprunt de 10 millions est acté pour la construction d'une piscine municipale et un autre de 15 millions pour la voierie. Il semble donc de plus en plus évident, à la fin des années 1960, qu'il faut trouver pour les communes des sources de financement complémentaires mais aussi, et surtout, pérennes.

A dynamic post-war economy (1946-1969)

After the final withdrawal of the Americans in 1946, the economy of Noumea was facing a downturn as the commercial network had become oversized for the reduced population. The status of the colony gave way to that of Overseas Territory (TOM), and an important development of administrative services took place. Some Noumeans, especially the civil servants, invested their savings in real estate.

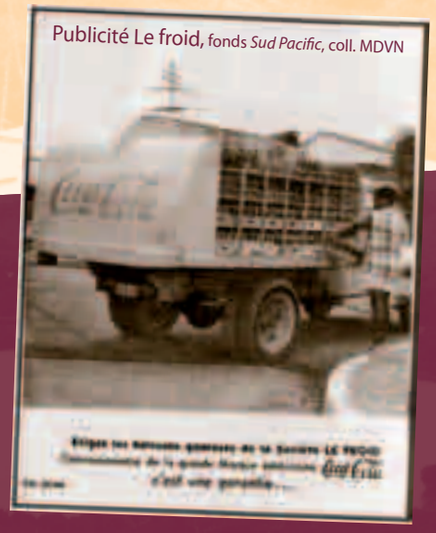
un tissu industriel et commercial qui se diversifie

Le 18 octobre 1949, est inauguré un premier libre-service à l'enseigne de Printania. Puis ont lieu, le 26 novembre 1952, l'inauguration de l'usine de Coca-Cola de Guy de Saint-Quentin et, le 23 mars 1953, celle de la brasserie La Glacière, fabriquant la première bière locale. En 1954 sont achevés les travaux du second barrage de la Dumbéa. Le 21 septembre 1959, a lieu l'inauguration du barrage de Yaté, qui est exploité par la société mixte Enercal comprenant le Territoire (18 %), la Caisse centrale, le FIDES, Électricité de France et la SLN. 90 % du courant est cédé à un prix préférentiel à la SLN et le reste sert à l'alimentation de Nouméa. Outre les grands magasins qui essaient d'attirer la clientèle grâce aux concours de vitrines, les habitants de la ville multiplient les initiatives en matière de restauration comme ces petits snacks baptisés « café-thé-la soupe » ou les services de gamelles.

La livraison à domicile s'inscrit dans une longue tradition nouméenne. Jusqu'à la fin des années 60, les Nouméens se font livrer quotidiennement la viande, le pain, le lait et la glace. Après le second conflit mondial, une nouvelle technique de vente à domicile apparaît : le service de gamelles. Dérivé des repas distribués sur les chantiers miniers, il est étendu aux citadins. C'est au début des années 1950 qu'il se développe. Aujourd'hui, il représente une réelle originalité calédonienne. Se substituant aux cantines qui restent peu nombreuses, il facilite grandement la tâche des femmes qui travaillent.

Magasin Printania,
coll. Cœcilia Brun

Publicité Le froid, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN



Devanture d'Électric radio, coll. MDVN

Lors de l'accession à la résidence libre en 1945, les Indochinois (Vietnamiens) ne sont plus obligés de rester sur les mines. Ils viennent alors s'installer à Nouméa ou dans les centres de brousse où bon nombre d'entre eux ouvrent des épiceries, des snacks et des restaurants. Avec le boom du nickel, fleurissent les roulottes où chacun trouve son bonheur : carry, porc au sucre, bami, salade tahitienne et autres plats en sauce. Basées au Rocher à la voile, elles s'installent par la suite Baie-de-la-Moselle.

Coll. MDVN

Mme Smith se souvient du commerce "Café, thé, la soupe" de ses parents, dans les années 1960 : « *Les Sao étaient ce qui se vendait le plus, ainsi que les conserves de viande et les sardines. Le magasin était divisé en plusieurs parties : une destinée à la couture, une autre où on servait le thé et le café et une dernière faisant fonction d'épicerie.* »

An industrial and commercial sector which diversifies

In October 1949, the first self-service shop, named Printania, was inaugurated. Then, in November 1952, it was the inauguration of the Coca-Cola factory by Guy de Saint-Quentin and, in March 1953, that of The Icebox Brewery, producing the first local beer. On September 21, 1959, the Yaté dam was put into operation by the Enercal company. 90% of the electric power is sold at a discounted price to the SLN and the rest goes to Noumea.

L'extraordinaire expansion de la SLN (1945-1969)

Les difficultés de production rencontrées pendant la Seconde Guerre mondiale s'aggravent une fois celle-ci achevée, pour les raisons suivantes : disparition progressive des engagés sous contrat qui repartent chez eux ou qui vont travailler ailleurs, flotte technologiquement dépassée et de trop faible tonnage, entretien défectueux du matériel métallurgique par manque de pièces de rechange, dévaluations importantes et successives de la monnaie jusqu'en 1949, restrictions draconiennes de devises limitant l'approvisionnement en combustible...
Mais les importants besoins de nickel du marché mondial dus aux Trente Glorieuses vont conduire la SLN à surmonter efficacement tous ces défis. Comme l'écrit Christian Thurneyssen, un des cadres de la société, « *l'usine de Doniambo, aménagée dans une période où la main-d'œuvre était abondante, bon marché et très docile, ne répondait plus aux nécessités du moment* ». Il fallait donc absolument la moderniser tout en l'agrandissant. Un four d'affinage de la fonte est mis en place, une troisième grille de frittage est construite, un troisième four water-jacket, puis deux fours électriques de 3 000 kilowatts sont installés. C'est ainsi que la société passe le cap des 10 000 tonnes de métal en 1955. La crise qui touche le marché du nickel en 1962 est utilisée par la SLN qui ferme alors ses fours water-jackets vieillissants afin de les remplacer par des bas-fourneaux. Puis la production repart de plus belle. Mais le succès de Doniambo provient aussi de sa position géographique. Son implantation dans la rade de Nouméa, sur un immense remblai pris sur la mer, lui assure 500 mètres de quais en eau profonde et une liaison facile avec les centres miniers de la société, mais aussi avec la raffinerie de Sandouville (Le Havre) et les installations de ses clients asiatiques utilisateurs de ferronickel. La fin du second conflit mondial, suivie de l'abolition du régime des engagés en 1946, transforme radicalement la donne salariale. De plus, sous la pression des syndicats qui s'implantent désormais solidement, la SLN va se trouver confrontée à la nécessité d'améliorer les conditions de vie de ses ouvriers, initiant une politique sociale en avance sur son époque.

Construction du barrage de Yaté, coll. MDVN

Sans dépendre des importations pour assurer l'approvisionnement en énergie de Doniambo, elle met toute sa détermination dans la réalisation du grand barrage de Yaté et dans la construction d'une ligne de transport d'énergie reliant la centrale de Yaté à l'usine de Doniambo.

The extraordinary expansion of the SLN, 1945-1969

The production difficulties encountered during the Second World War worsened once it ended. But the important demand of nickel on the world market, due to the postwar boom, led the SLN to effectively address this crisis. Another crisis hit the nickel market in 1962 which led the SLN to close its aging water-jackets ovens to replace them with low-furnaces. Then the production increased again.

Les liens indissolubles unissant la ville et l'usine

Usine de Doniambo, coll. Bibliothèque Bernheim

Pour Nouméa, la SLN n'est pas qu'une simple usine. D'une certaine façon, sa sirène qui retentit dans toute la ville, va pendant longtemps rythmer la vie quotidienne des Nouméens, tandis qu'être employé à la SLN est souvent vécu comme une consécration professionnelle.

De plus, contenu de l'importance de ses effectifs, plus d'un millier d'ouvriers dans les années 1950, la SLN joue ainsi un rôle déterminant dans la consolidation du mouvement syndical.

Encore aujourd'hui, l'usine de Doniambo représente le premier employeur privé du Grand Nouméa et son activité est primordiale pour assurer le plein emploi aux Nouméens. De même, il est notoire que nombre de petites sociétés industrielles nouméennes sont souvent liées par des activités de sous-traitance à la SLN.

La superficie de l'usine s'élève à 210 hectares, situés dans la rade de Nouméa, avec un accès direct pour les minéraliers. Quant au parc de stockage de l'installation, il est de 28 000 hectares afin d'avoir sur place le minerai mais aussi le charbon ou le fuel nécessaires.

Parallèlement, tout est fait pour faciliter la transformation sur place de ces mêmes matières premières. Longtemps, l'usine métallurgique de la société Le Nickel-SLN produisit 60 000 tonnes de nickel pur par la fusion électrique de 2 500 000 tonnes de minerai. En 2004, le démarrage du nouveau four FD10 accompagne la montée en puissance du programme 75 000 tonnes.

Avec un montant de vingt-quatre milliards de francs, la SLN a réalisé entre 2001 et 2010 son plus grand investissement défiscalisé en Nouvelle-Calédonie. Ce programme a permis d'augmenter de 25 % la capacité de production potentielle de la SLN, qui est passée de 60 000 à 75 000 tonnes.

Les besoins en eau et en électricité de l'usine ont largement contribué au développement des infrastructures nécessaires à la ville. Cependant, les relations entre la société et la ville sont actuellement obérées par deux problèmes : le premier lié au rejet récurrent de fumée, le second portant sur le débat entre la future centrale à charbon souhaitée par la SLN et celle au gaz espérée par les autorités municipales.

Le mouvement syndical

La loi sur les syndicats professionnels existe en Nouvelle-Calédonie depuis le 21 mars 1884, mais elle n'a été promulguée que le 9 août 1901. Il faut cependant attendre la grande grève de 1954 à la SLN, pour que le mouvement syndical s'implante solidement en Nouvelle-Calédonie et que la parité des salaires soit appliquée quelle que soit l'origine ethnique. De plus, l'établissement d'une première convention collective rend l'embauche à la SLN extrêmement attractive, perçue par beaucoup comme une véritable réussite sociale. C'est à cette époque que se met en place le réseau des économats, magasins pratiquant pour le personnel de la SLN des conditions et des tarifs très avantageux. Les succès remportés par le cartel des syndicats calédoniens, sous l'impulsion décisive de Gabriel Mussot, favorisent ensuite l'implantation du syndicalisme dans plusieurs entreprises. Puis, en 1965, Gilbert Drayton crée le SOENC qui regroupe les salariés de l'industrie, des mines, des services publics, du commerce, du bâtiment et des imprimeries. Le 1er juillet 1968, il s'associe au Syndicat des dockers pour créer l'USOENC (Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie). Consécutivement à une scission entre les adhérents du SOENC Fonction Publique, Rosine Streeter forme, en 1992, le SLUA (Syndicat Libre Unité Action). Enfin, en 1982, naît l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités), affiliée au FLNKS, notamment fondé par Louis Kotra Uregei et Charles Bone.

Manifestation en 1958, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

The inextricable links between the town and the factory

In Noumea, the SLN is not a simple factory. Be an employee at SLN is often experienced as a professional dedication. Moreover, given the importance of its workforce, over a thousand workers in the 1950s, the SLN played a key role in strengthening the labor movement. With the amount of twenty-four billion francs between 2001 and 2010, the SLN has made its largest tax-free investment in New Caledonia.

Nouméa, nouvel eldorado (1969-1972)

La fin des années 1960 se caractérise par une augmentation constante de la production de nickel qui s'accompagne d'annonces fracassantes d'implantations de nouvelles usines. Dans ce cadre, la SLN double sa production entre 1967 et 1969. Celle-ci passe de 34 500 à 65 000 tonnes et la société annonce une production de 68 000 tonnes en 1972.
D'autres opérateurs miniers sont intéressés par la Nouvelle-Calédonie et les perspectives de développement semblent infinies. Ce contexte se traduit par de nombreuses déclarations en ce sens et l'affirmation de la nécessité de travailleurs toujours plus nombreux. Comme le rappelle Jean Le Borgne, un jour, c'est à un ministre d'État de déclarer que *« la Nouvelle-Calédonie fait son entrée dans le monde industriel moderne »* et que *« la deuxième société achèvera d'en faire un centre industriel important, la transformant en une terre favorisée »*. De retour de Paris, le haut-commissaire, en mai 1970, annonce, avec une parfaite assurance, l'explosion de la production calédonienne de nickel qui passerait à 200 000 tonnes, le recrutement de 20 000 travailleurs, en affirmant que *« les investissements attendus vont s'élever à l'équivalent de trois barrages du type Donzère-Mondragon »* et qu'il *« est prévu au plan la construction de nouvelles villes, de routes, d'usines et de ports. Et ce ne sont pas là des espoirs, dit-il, mais des certitudes. »* Le rapporteur général du VI[e] plan, conseiller d'État, promet, de son côté, *« qu'en 1975 le revenu, par tête d'habitant, sera de l'ordre de 3 000 à 4 000 dollars, niveau actuellement atteint par les seuls habitants de l'émirat du Koweït »*.
De quoi faire tourner bien des têtes ! La Nouvelle-Calédonie devient un nouvel eldorado. La prospérité annoncée se transforme très vite en boom, entraînant l'apparition d'une période de surchauffe économique qui est très visible à Nouméa. D'Europe, d'Australie et d'Océanie arrivent des milliers d'émigrants de tous corps de métiers, grandes entreprises, professions libérales, banques, auxquels se mêlent des aventuriers en quête de fortune. Rien, évidemment, n'a été prévu pour accueillir tout ce monde. Très vite, les hôtels sont saturés au détriment du tourisme. Les logements sont pris d'assaut, des campings ouvrent temporairement, deux cités-dortoirs sont créées. Les navires se succèdent dans le port et le nombre d'immatriculations croît d'une manière très rapide.

Chantier de la voie express, album haut-commissariat, coll. SANC

Port de Nouméa en 1965, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Chantier du quartier Rivière-Salée, album haut-commissariat, coll. SANC

Noumea, the new Eldorado (1969 to 1972)

The late 1960s was characterized by a steady increase in the nickel production which was accompanied by announcements of startling new plant locations. In this context, the SLN doubled its production between 1967 and 1969. It rose from 34,500 to 65,000 tons and the company announced a production of 68,000 tons in 1972. Hence the need for increasing numbers of workers.

Des crises aux accords
(1972-1988)

De 1972 à 1988, Nouméa va se trouver confrontée à deux crises majeures, l'une nourrissant l'autre, dont la ville tout comme la Nouvelle-Calédonie ne sortiront que grâce à l'accord de Matignon, signé le 26 juin 1988. La première fait suite à la hausse brutale des prix du pétrole consécutive à la guerre du Kippour de 1972 qui marque la fin de la période des Trente Glorieuses dans le monde et celle du « temps des rêves » pour la Nouvelle-Calédonie. Au boom succède un climat de morosité, une atmosphère de désenchantement, d'austérité puis de crise à laquelle les autorités ne sont pas préparées. La récession économique se traduit par des faillites d'entreprises, entraînant de nombreux licenciements affectant notamment les jeunes Kanak récemment arrivés sur le marché du travail. L'importante dégradation politique qui va suivre amplifie ces tendances, conduisant à une baisse drastique des prix de l'immobilier ainsi qu'à un climat de stagnation économique et commerciale généralisé.

À Nouméa, ce contexte difficile est cependant tempéré par les moyens accrus consentis aux collectivités tant par le Territoire que par l'État. La commune a la chance de « capitaliser » en son sein de nombreuses institutions ainsi que l'essentiel des services administratifs. De plus, en 1969, elle devient commune de statut commun ce qui étend ses prérogatives dans pratiquement tous les domaines liés à l'accompagnement économique, dans la limite des compétences des autres collectivités publiques.

Malgré la crise et les évènements, la grande brasserie reste un moment privilégié.

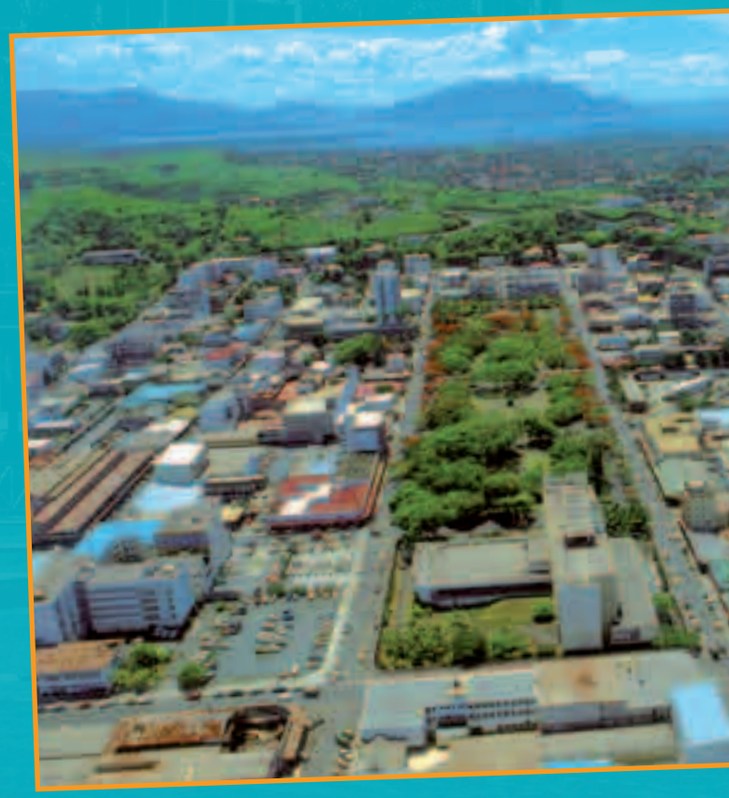
La grande braderie en 1965, *fond Sud Pacific*, coll. MDVN

Quartier sud, en 1980, coll. MDVN

From the crisis to the Accords (1972-1988)

From 1972 to 1988, Noumea faced two major crises until the Matignon Accords, signed on June 26, 1988. The first one was due to the sharp rise in oil prices in 1972. The economic recession resulted in bankruptcies and significant redundancies. The important political degradation that followed led to a decline in property prices as well as a global economic stagnation.

La collectivité municipale, un acteur économique de plus en plus important (1969-2012)



Avant 1969, le budget de la municipalité était principalement alimenté par un pourcentage de l'octroi de mer ainsi que par des recettes provenant des centimes additionnels prélevés sur les patentes, les transactions foncières, les licences et les droits d'enregistrement et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Depuis cette date, un certain nombre de mesures ont permis à la collectivité municipale de disposer désormais de moyens conséquents lui offrant la possibilité d'être un agent économique non négligeable grâce aux subsides reçus, tout d'abord, de la Nouvelle-Calédonie, puis de l'État.

La première d'entre elles résulte de la mise en place du Fonds Intercommunal de péréquation (FIP) créé par la loi du 3 janvier 1969 qui fait partie d'un ensemble de trois lois dites « Billotte », du nom du ministre d'État chargé à l'époque des DOM-TOM. Si la première d'entre elles permet à l'État de reprendre le contrôle du sous-sol calédonien, la deuxième, en créant le FIP, dote les communes de ressources budgétaires pérennes non négligeables provenant d'une quote-part de la fiscalité directe et indirecte perçue par le Territoire. D'une manière générale, l'esprit de cette deuxième loi Billotte donne aux communes de Nouvelle-Calédonie des pouvoirs nouveaux jusqu'alors exercés par l'assemblée territoriale.

L'affectation aux communes est établie sur des critères de pondération qui sont actuellement les suivants : le nombre d'habitants (43 %), la voirie (27 %), le nombre d'enfants scolarisés (20 %), la superficie (4 %), l'éloignement par rapport à Nouméa et les charges d'entretien du patrimoine (3 %). En 1969, le montant versé par le FIP à toutes les communes s'élevait à 533 millions pour la Nouvelle-Calédonie, alors qu'il est, en 2011, de 17 milliards. La ville de Nouméa en perçoit 27 % bien qu'elle abrite plus de 40 % de la population. Le FIP a introduit des changements notables dans l'alimentation du budget municipal qui est passé de 504 millions en 1969 à 872 millions en 1970.

Dix ans plus tard, la loi du 3 janvier 1979 permet à Nouméa comme toutes les autres communes de France et de Nouvelle-Calédonie de bénéficier d'un apport supplémentaire non négligeable de la part de l'État grâce à la mise en place de la Dotation globale de fonctionnement (DGF). La comparaison du montant total des budgets municipaux de 1979 et 1980 permet de mesurer l'impact considérable de celle-ci puisque l'on passe de 1,855 milliard en 1979 à 3,710 milliards en 1980. En 2005, Brigitte Girardin, alors ministre de l'Outre-mer, fait voter par l'Assemblée nationale une revalorisation de 7 % de la DGF dans le cadre de la loi de finances de 2005 pour l'Outre-mer.

Ces deux dotations constituent encore les deux clés de voûte du budget communal. En 2011, elles représentent environ 54 % de celui-ci (30 % pour le FIP + 24% pour la DGF). Le reste résulte notamment des centimes additionnels (29 %) mais aussi des taxes et impôts (12 %) perçus par la commune. Pour faire face à ses besoins budgétaires croissants, la ville a dû, depuis trois ans, procéder à une hausse de ces deux dernières catégories de recettes.

Grâce à l'ensemble de ces moyens, la ville a pu considérablement diversifier ses actions et procéder à de nombreux recrutements. Elle qui ne comptait en 1876 que trois agents et une cinquantaine à la veille du second conflit mondial, en comporte 1 241, en 2012. Ce chiffre la positionne comme l'un des principaux employeurs de l'archipel. Mais l'impact économique de la municipalité s'exprime aussi à travers les travaux qu'elle effectue dans les écoles, les infrastructures sportives et culturelles, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de la voirie et des autres équipements urbains. Cet impact est aussi mesurable à travers les services publics que la municipalité a délégués tels que la gestion de la distribution de l'énergie électrique ou la collecte et le traitement des ordures ménagères.

Budgets primitifs de la ville de Nouméa

En 1965	310,840 millions
En 1969	504,375 millions
En 1970	872 millions
En 1977	1,273 milliard
En 1980	3,710 milliards
En 1988	3,922 milliards
En 1989	4,190 milliards
En 2001	10 milliards
En 2005	15,306 milliards
En 2012	25 milliards

The municipal community, a growing economic actor (1969-2012)

Before 1969, the budget of the municipality was mainly fueled by revenues from various surcharges. Since then, a number of measures have enabled the community to get substantial municipal resources offering the opportunity to become a significant economic agent by the amount of subsidies received from New Caledonia and the State which enabled the city to diversify its actions and conduct numerous recruitments.

L'aide décisive des contrats de développement (1993-2015)

Mairie, 1980, coll. MDVN

Le Mouv', coll. Ville de Nouméa

Depuis la signature des accords de Matignon-Oudinot, en 1988, l'équipement de la ville de Nouméa s'est considérablement amélioré. Dès sa prise de fonction en 1986, le maire, Jean Lèques, va s'attacher à résoudre le problème du peu de ressources financières dont dispose la municipalité. Sur les conseils de son ami, l'économiste et ministre Raymond Barre, il initie alors la mise en place d'un partenariat entre la ville et l'État qui débouche en 1993 sur la signature d'un « contrat ville ». Signé en février 1993, pour une durée de cinq ans, puis, prolongé jusqu'en 1999, celui-ci associe l'État, la municipalité de Nouméa et la province Sud. Son comité de pilotage est présidé par le maire de Nouméa et par le haut-commissaire.

Représentant une somme de 12,5 milliards de francs, il comporte deux axes essentiels : l'adaptation et le développement des structures et la lutte contre l'exclusion et la délinquance. Grâce à cette aide, la ville procède à la mise en place de son premier schéma directeur d'assainissement ainsi qu'à l'instauration d'une véritable politique sociale et culturelle se traduisant, notamment, par la création des maisons de quartier et de diverses structures culturelles comme le café-musique Le Mouv' ou la médiathèque de Rivière-Salée. Une impulsion décisive est aussi apportée au développement de l'habitat social.

Puis un nouveau contrat, dit d'agglomération, est signé le 17 novembre 2000 pour la période 2000-2004, représentant un montant de 14,2375 milliards de francs. Il s'inscrit dans une logique nouvelle puisqu'il s'adresse tant à Nouméa (48,3 %) qu'aux trois communes voisines : le Mont-Dore pour 21,3 %, Dumbéa pour 16,9 % et Païta pour 13,5 %. Les priorités définies sont les suivantes : d'une part, le développement et l'amélioration de l'habitat, des adductions d'eau, de l'assainissement et des transports, d'autre part, le développement par l'insertion, la formation, la prévention de la délinquance et l'action culturelle.

Ces priorités ont été globalement maintenues lors du deuxième contrat d'agglomération 2006-2010, représentant une enveloppe de 17 milliards de francs. Il a notamment permis de financer un certain nombre d'infrastructures sportives dans la ville dans la perspective des Jeux du Pacifique Sud de 2011.

Le dernier contrat a été signé le 18 mars 2011, pour un montant total de 17,712 milliards de francs pour la période 2011-2015. Les fonds se répartissent ainsi : 36,48 % pour Nouméa, 20,27 % pour Dumbéa, 16,34 % pour Païta, 14,48 % pour le Mont-Dore et 12,42 % pour le SIGN.

Ainsi, grâce aux fonds consentis par l'État, en vingt-deux ans, la ville a pu développer une véritable politique de proximité dans les quartiers et a fait considérablement progresser l'assainissement. De plus, les comités de pilotage qui ont accompagné ces contrats ont été à l'origine d'une véritable évolution dans la façon de gérer le budget communal. Les indicateurs de suivi et les ratios rigoureux qui ont été instaurés ont permis de labelliser la politique financière de la ville et d'obtenir ainsi des prêts à taux très intéressants auprès de grands bailleurs tels que l'AFD ou des aides, notamment du FED.

Place des Cocotiers dont le réaménagement a été largement financé par le contrat ville, phto David Becker

The major aid of development contracts (1993-2015)

Since the signing of the Matignon-Oudinot, in 1988, the equipments of the city of Noumea have improved considerably. Upon taking office in 1986, Mayor Jean Leques, has sought to establish a partnership between the city and state with, in 1993, a «City contract» of 12.5 billion francs, for the adaptation and the development of structures and the fight against exclusion and crime.

Les puissants facteurs d'attractivité de la ville

IRD, photo Christophe Bouton

Nouméa reste le principal centre économique et industriel et continue à drainer d'importants flux de population. Cette polarisation de l'espace calédonien provient des installations portuaires, des diverses fonctions de la ville mais aussi de plusieurs autres facteurs.

Le premier est lié à sa position de capitale concentrant une grande partie des institutions de l'archipel, qu'il s'agisse du haut-commissariat, du Gouvernement, du Congrès ou du siège de la province Sud, entraînant la présence de très nombreuses administrations largement pourvoyeuses d'emplois.

Siège du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, photo Christophe Bouton

Leur présence entraîne celle d'activités connexes comme les banques et les entreprises de loisirs, autorisant un accroissement toujours plus important des activités d'import-export. L'agglomération concentre l'essentiel des espaces de vente, qu'il s'agisse des hypermarchés ou de commerces plus spécialisés.

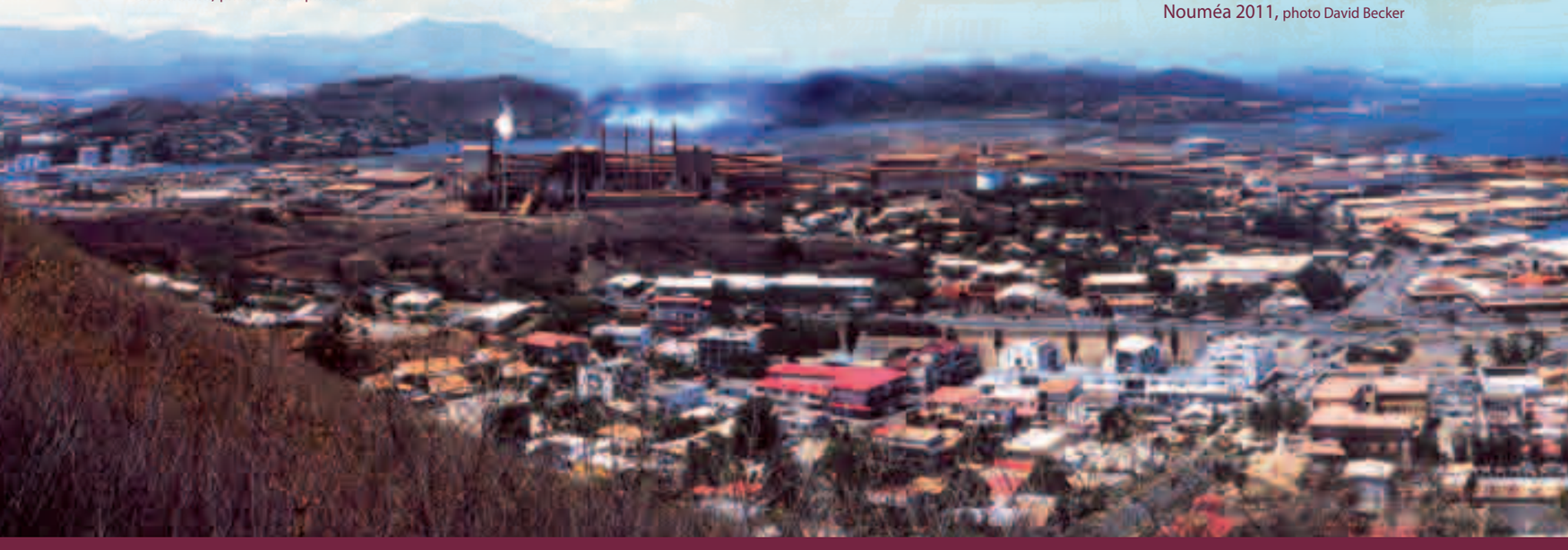
Elle concentre aussi trois zones industrielles : Ducos (600 lots, 635 hectares), Numbo (140 lots, 25 hectares) et la zone de Doniambo-SLN.

De plus, de nombreux établissements d'enseignement dont la réputation s'étend à tout l'archipel et surtout toutes les structures d'enseignement supérieur représentant environ 3500 élèves y sont établis. La ville regroupe aussi tous les pôles centraux des organismes de recherche (IRD, CNRS, CPS, IFREMER) ainsi que la majorité des équipements et des événements culturels du pays (bibliothèques, musées, théâtres, conservatoire de musique, studios d'enregistrement, concerts, etc.).

Il en est de même pour le secteur médical et paramédical avec les deux hôpitaux et les trois cliniques privées travaillant en étroite collaboration avec tous les praticiens de la santé libéraux installés dans la capitale.

L'ensemble de ces activités se traduit par un bassin d'emplois extrêmement dynamique, concentrant 62 % de la population de l'archipel mais 85% des emplois.

Nouméa 2011, photo David Becker



The powerful attraction factors of the city

As the main economic and industrial center, the capital city attracts large flows of population as it focuses much of the institutions of the island. This generates related activities such as banks and leisure companies. It also gathers numerous commercial activities and three industrial zones. It then constitutes a highly dynamic pool of jobs, concentrating 62 % of the local population and 85 % of the employment.

Nouméa maintient sa position dominante

Dans un article paru dans *L'Express* en 2008, la journaliste Anne Pitoiset rappelle la prédominance toujours actuelle de la ville par rapport au reste de l'espace calédonien conduisant certains analystes à parler d'un phénomène de macrocéphalie : *« Rien n'y fait. Ni les tombereaux d'argent déversés pour l'aménagement du territoire ni les incantations politiques. Rien ne parvient à persuader les Néo-Calédoniens à s'éparpiller sur le territoire. La Nouvelle-Calédonie se concentre chaque jour un peu plus autour de Nouméa, où vit plus de 60 % de la population, et où sont implantées 80 % des entreprises. »*

Ce phénomène est d'autant plus paradoxal que la politique de rééquilibrage mise en place depuis les accords de Matignon-Oudinot de 1988 vise ostensiblement à favoriser le développement économique du Nord et des Îles au détriment de la prééminence nouméenne. Cette politique de discrimination positive est d'ailleurs bien antérieure à 1988 puisque la ville n'avait déjà pas pu prétendre, après la Seconde Guerre mondiale, ni aux fonds du FIDES ni à d'autres aides de l'État, principalement attribués aux communes de brousse excentrées.

Bien que la ville soit de loin le plus gros pourvoyeur d'emplois du pays, les flux migratoires constants ont de lourdes conséquences financières tant pour la province Sud que pour le budget municipal. Cette situation a conduit le président de la province Sud, Pierre Frogier, dans une allocution récente, à réclamer une révision de la clef qui fixe la répartition du produit des impôts à 50 % pour la province Sud, 32 % pour le Nord et 18 % pour les Loyauté. De même, le maire de Nouméa demande depuis longtemps une révision des critères d'attribution du Fonds d'intercommunal de péréquation (FIP).

La zone industrielle de Ducos

C'est l'arrêté du conseil de gouvernement du 7 octobre 1960 qui prévoit l'ouverture d'un lotissement industriel dans la presqu'île de Ducos. La réalisation de cette zone passe par cinq tranches, progressivement livrées entre 1960 et 1979. Les trois premières années sont consacrées à la conception du projet et au début des travaux. La zone industrielle regroupe tous les ateliers et entrepôts qui ne sont plus tolérés en ville. À quelques exceptions près, ses rues portent des noms de savants ou d'ingénieurs. Sa saturation actuelle entraîne le développement de nouvelles zones industrielles dans les autres communes de l'agglomération. La presqu'île de Ducos comporte aussi six autres quartiers, concentrant plus de 8 000 habitants : Ducos, Logicoop, Kaméré, Koumourou, Numbo et Tindu.

La plupart d'entre eux sont en pleine expansion, tel Kaméré où s'est développée une nouvelle zone d'aménagement concerté (ZAC) qui accueille environ 2 500 habitants. D'autres, plus anciens, comme Tindu, font l'objet d'actions de réhabilitation et de programmes sociaux.

Zone de Ducos, photo David Becker

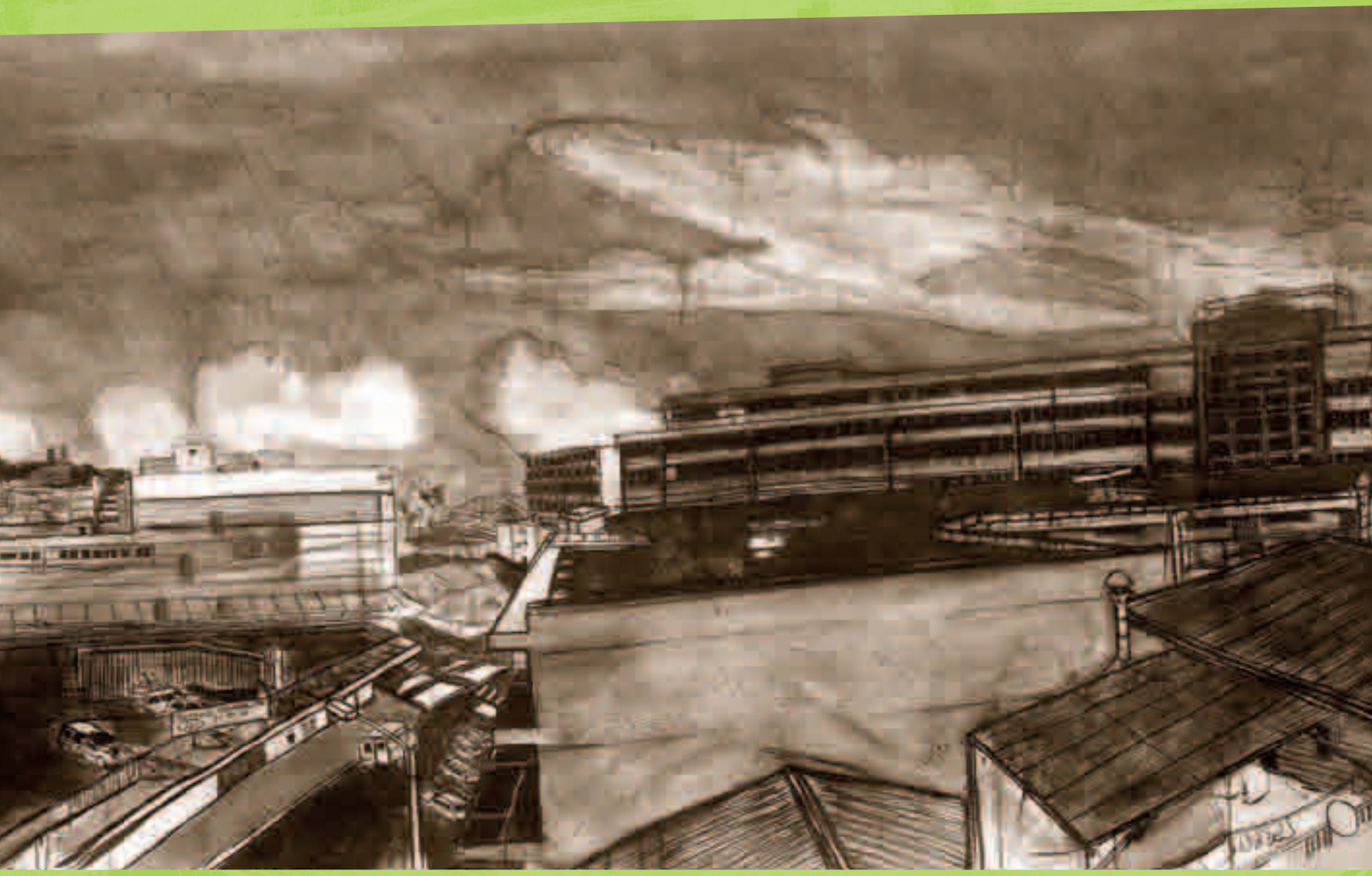
Noumea maintains its dominant position

This concentration is even more paradoxical than the rebalancing policy, in place since the Matignon-Oudinot in 1988, aims at promoting the economic development of the North and the Islands. Although the city is, by far, the biggest provider of jobs in the country, the constant migrations have serious financial consequences for the Southern Province and the municipal budget.

Nouméa, un patrimoine racines occidentales et

associant océaniennes

La grande variété de styles architecturaux, reflétant tant les préoccupations et les besoins de chaque époque que l'évolution des techniques et des matériaux disponibles, est une des richesses qui font tout le charme de la capitale de la Nouvelle-Calédonie. Des influences multiples venues de France, de la Réunion ou des colonies, d'Australie ou d'ailleurs s'y entrecroisent tout en s'adaptant aux impératifs du climat et aux pratiques culturelles. C'est pourquoi Anne Loste, longtemps adjointe au maire en charge de la culture, rappelait que, pour la ville, la préservation du patrimoine relève des multiples enjeux suivants : *« renforcer et valoriser son identité qui réside dans son paysage, son littoral mais aussi dans son bâti, dans ses quartiers où règne une qualité de vie. Un autre enjeu est de renforcer l'appartenance à une histoire commune, le respect de l'histoire de l'autre, et, enfin, c'est aussi un atout touristique. »* (2007)



Noumea, a heritage involving Western and Oceanian roots

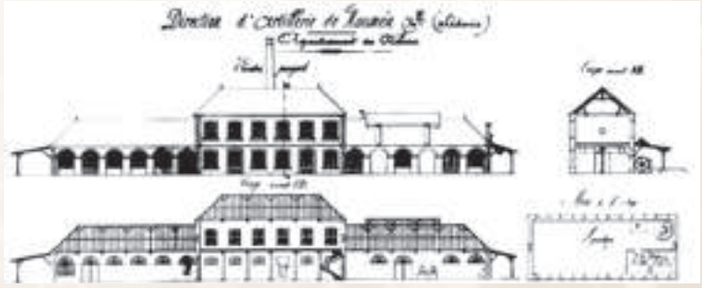
The wide variety of architectural styles reflecting the concerns and needs of each period as well as the evolution of techniques and materials available is one of the treasures that make the charms of New Caledonia's capital city. Multiple influences from France, Reunion island and colonies, Australia and elsewhere are gathered together while adapting to the imperatives of climate and cultural practices. This is why Anne Loste, time deputy mayor in charge of culture, recalled that the City deals with preservation, "to strengthen and enhance its identity settled in its landscapes, its coasts but also in its buildings and its neighborhoods where there is quality of life. Another challenge is to strengthen the membership of a common history, with respect for the history of others, and, finally, it is also a tourist attraction."

Les premières fortifications et casernes (1854-1864)

Situation du fort Constantine, près des drapeaux, d'après une illustration de E. Bérard, coll. MDVN

Les débuts de la présence française se caractérisent par l'édification d'un fort afin d'assurer la sécurité des troupes et des civils. Aussi, dès le 25 juin 1854, la première pierre du fort Constantine est posée. Il comprend, outre les fortifications, un blockhaus, un grand bâtiment avec bureaux et magasins aux vivres, un autre grand bâtiment incluant cambuse, logements et bureaux, la prison civile, la prison des indigènes, les cuisines et le corps de garde. Parallèlement, un sémaphore est édifié sur les hauteurs, servant autant de blockhaus en cas d'attaque de la ville que de poste dédié à la gestion du trafic maritime.

Avec le développement de Port-de-France, on envisage de répartir les ouvrages de défense sur les collines proches et d'y loger les militaires. Une première caserne est construite à la pointe de l'Artillerie dès 1862 pour les besoins des artilleurs puis, l'année suivante, sont entrepris les travaux de celle de l'infanterie de marine. Le 1er juillet 1867, le bâtiment est pratiquement achevé, mais l'arrivée des premiers forçats, en 1864, intensifie le quota de militaires et la caserne de l'infanterie s'avère vite trop petite. Entre 1868 et 1878, divers bâtiments sont édifiés dans l'enceinte de la caserne et, en 1876, un second niveau est construit. L'armée dispose d'architectes et de corps de métiers spécialisés pour la réalisation de ses bâtiments. La tendance consiste souvent à reproduire des modèles quasiment identiques dans tout l'empire colonial, qui ne se différencient qu'en fonction des matériaux trouvés sur place ou importés. C'est donc un modèle d'architecture militaire français que l'on retrouve dans les diverses possessions d'outre-mer et, tout naturellement, à Nouméa.



Caserne de l'artillerie, 1875, album service de l'Armée, coll. MDVN

La caserne est toujours occupée par les services des forces armées de Nouvelle-Calédonie. La maison du directeur de l'artillerie (1868) vient d'être restaurée et sert désormais de logement de fonction au général en poste.

Caserne de l'infanterie de marine, aujourd'hui caserne Gally-Passebosc, coll. MDVN

Le phare Amédée

Pour marquer l'entrée de la passe conduisant à Nouméa, un phare était indispensable. On en fabrique donc un à Paris, dans les ateliers de M. Rigolet. La conception des systèmes optiques et de lanterne est confiée à M. Lepante. En juillet 1862, la tour métallique est assemblée sur les hauteurs de la Villette afin d'être présentée au public parisien. Elle y reste jusqu'en juin 1863, date à laquelle le phare est entièrement démonté et conditionné en colis numérotés pour son embarquement sur l'*Émile Pereire* à destination de Port-de-France, où le chargement arrive le 15 novembre 1864.

La cérémonie de pose de la première pierre est fixée au 18 janvier 1865. Accompagné de son épouse et de toutes les personnalités de la ville, le gouverneur Guillain embarque pour l'îlot Amédée où le phare doit être implanté. Le 15 novembre 1865, jour anniversaire de l'impératrice Eugénie, les invités présents gravissent les 247 marches en fonte.

L'escalier intérieur en forme de spirale conduit au palier supérieur, d'où l'on accède à la chambre des lanternes d'une puissance globale de 30 000 bougies, pouvant porter jusqu'à 32 milles par temps clair. Le phare fonctionne à l'huile de colza jusqu'en 1952. De 1952 à 1985, un équipement à manchon alimenté au pétrole est utilisé, puis l'on passe, en 1985, à son automatisation et à son alimentation par éolienne. En 1994, enfin, on utilise l'énergie solaire. En 2006, le phare est classé monument historique.

Phare Amédée, coll. MDVN

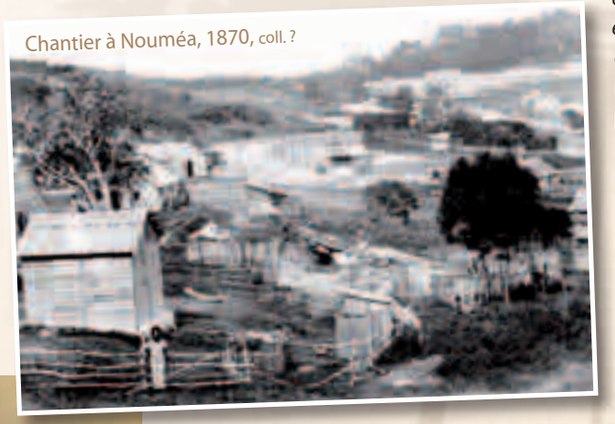
The first fortifications and barracks (1854-1864)

At the beginning of the French presence on the island, a fort was built to ensure the safety of both troops and civilians. From June 25, 1854, the foundation stone of Fort Constantine was laid. Meanwhile, a semaphore was erected on the heights, which was both a bunker in case of attack and a station dedicated to the management of maritime traffic. The first barracks were built at the Artillery Point, in 1862, before those of the Marine Corps, on the following year. Ten years later, the Amédée lighthouse was inaugurated.

Les premières habitations (1854-1864)

Maison Taragnat, photo Christophe Bouton

Une décision du 10 avril 1855 tente de réglementer la mise en valeur des concessions. Elle fait obligation aux acquéreurs de bâtir dans les cinq années suivant la transaction, faute de quoi celles-ci retourneront au domaine sans remboursement des frais engagés. De plus, l'article 15 de la même décision impose pour les constructions l'utilisation de matériaux durables qui doivent être « *soit en planches, soit en charpente de bois avec remplissage en pierre ou à la chaux, couverts en ardoise, tuiles ou en bardeaux* ». À cette première disposition, l'arrêté n° 145 du 1er octobre 1859 ajoute la tôle ou le zinc pour la couverture, qui seront principalement importés d'Australie. L'article 34 du même arrêté oblige le concessionnaire d'un lot de ville à élever une maison en pierre ou en brique, ou encore à y bâtir en matériaux durables un établissement quelconque d'industrie ou de commerce. Enfin, l'article 35 raccourcit le délai de mise en valeur à dix-huit mois. Cependant, pendant encore longtemps, tant les colons de Port-de-France que ceux de brousse se fabriquent de petites bicoques de fortune faites de planches et recouvertes d'écorce de niaouli comme les cases kanak. Le dépouillement des registres de demandes de concessions examinées en Conseil privé montre, effectivement, que les civils préférèrent acquérir des terrains moins onéreux situés en dehors du périmètre de la ville, sur les zones rurales de Nouméa.


Chantier à Nouméa, 1870, coll. ?

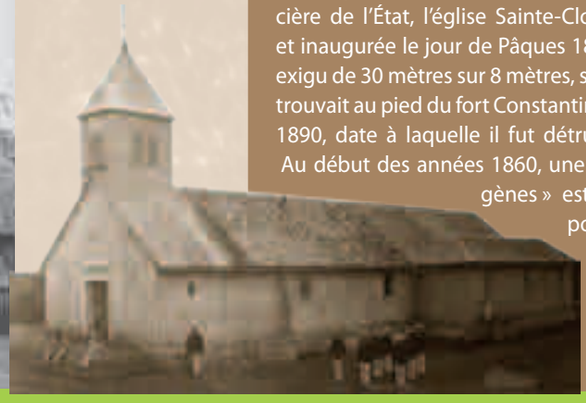
La plus ancienne maison privée de la ville encore conservée est celle de Pierre Canel, arrivé en Nouvelle-Calédonie vers 1855, semble-t-il après un séjour en Algérie. Maçon, promoteur et entrepreneur briquetier, il devient l'un des tout premiers propriétaires de terrains à Port-de-France en acquérant, le 11 mai 1856, le lot n° 372. En 1858, il obtient un terrain rural à la vallée de l'Infanterie, aujourd'hui Vallée-des-Colons. Il y construit une des premières maisons d'habitation en pierre de la ville de Nouméa, qu'il revend en 1863 à Jean Taragnat. À l'origine, elle comporte une seule pièce construite avec des pierres assemblées entre elles avec de la terre. Le sol est en briques et, à l'avant, se trouve une terrasse faite en galets de rivière où une incrustation en briques permet de lire « Château Canel Pierre ». Incluse au sein du périmètre du château Hagen, propriété de la province Sud, elle a été, comme tout l'ensemble auquel elle appartient, restaurée en 2010.

Entièrement restauré en 2001, avec le souci de conserver l'esprit architectural initial, le bâtiment sert actuellement de centre administratif pour l'armée.

Maison à Nouméa, album Dufty, coll. SANC

La chapelle Sainte-Clotilde, premier lieu de culte de la ville

En juin 1855, par une décision du gouverneur du Bouzet, Xavier Montrouzier (1820-1897) devient le premier curé aumônier de Port-de-France. Il appartient à l'ordre des pères maristes qui a été fondé pour évangéliser l'Océanie et qui fournit aujourd'hui encore l'essentiel des prêtres présents dans les différentes paroisses de Nouvelle-Calédonie. Le père Montrouzier célèbre la première messe le jour de Noël, sous un gros niaouli et avec des voiles empruntées à des navires de la rade pour abriter les fidèles. Grâce à une aide financière de l'État, l'église Sainte-Clotilde est construite et inaugurée le jour de Pâques 1858. Ce lieu de culte exigu de 30 mètres sur 8 mètres, sacristie comprise, se trouvait au pied du fort Constantine. Il servira jusqu'en 1890, date à laquelle il fut détruit par un incendie. Au début des années 1860, une « chapelle des indigènes » est bâtie à proximité, pour accueillir les Kanak et les engagés néo-hébridais de James Paddon.


Église Sainte-Clotilde, coll. Limousin

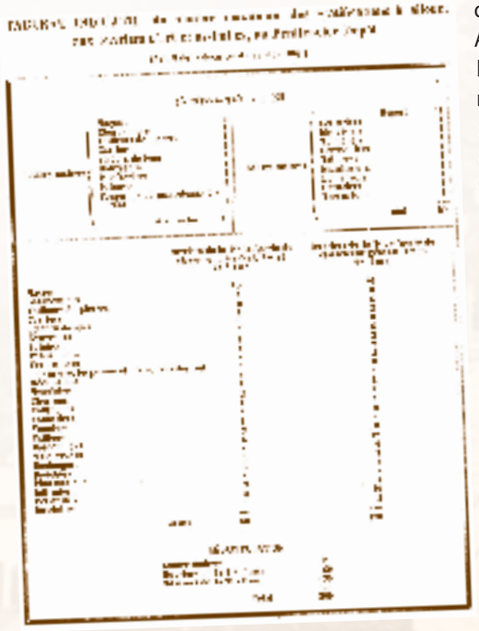
The first dwellings (1854-1864)

A decision of April 10, 1855 was made to regulate the development of concessions. It compelled the landowners to build within five years, failing which the concession should return to the administration without any refund. For a long time, the settlers have lived in huts made of planks and covered with niaouli bark. The oldest private house in the city still preserved today is that of Pierre Canel, who arrived in New Caledonia around 1855. Builder, developer and contractor, he became one of the first landowners in Port-de-France.

L'architecture pénale de l'île Nou (1864-1897)

De 1863 à 1931, la Nouvelle-Calédonie est un lieu de transportation. Elle devient lieu de déportation de 1872 à 1931 et de relégation de 1885 à 1931. L'implantation du bagne génère une importante dynamique dans la réalisation de constructions destinées tant aux condamnés qu'au personnel d'encadrement. L'architecture des bâtiments administratifs et cellulaires s'inspire largement des bagnes de France et de Guyane. Les bâtiments, principalement faits de pierres et de briques, sont recouverts de chaux. Les charpentes, en bois, sont abritées par des tôles. La construction du pénitencier-dépôt commence en 1864 avec l'arrivée des premiers condamnés, pour lesquels seront bâties des cases-dortoirs, des ateliers installés dans un bâtiment sur deux niveaux, en 1877, ainsi qu'un quartier cellulaire, en 1882. Par la suite, de nombreux condamnés seront assignés à la construction des bâtiments de l'île Nou, puis de Nouméa.

Liste des ouvriers assignés au pénitencier-dépôt, 1867, coll. SAVN



Après la désaffectation de la Nouvelle-Calédonie comme colonie pénitentiaire en 1931, les bâtiments de l'île Nou sont pour la plupart détruits ou démantelés afin d'en récupérer les matériaux, mais aussi pour effacer cette page douloureuse de l'histoire calédonienne. Ne subsistent alors que quelques édifices qui continuent d'être utilisés en permanence tels l'ancien hôpital de Marais (asile de vieillards, puis hôpital psychiatrique) ou le camp Est, qui sert toujours de prison. D'autres ont été réhabilités plus ou moins récemment comme la maison dite du commandant du bagne, le magasin aux vivres (théâtre de l'île), les ateliers (laboratoires de l'université), la caserne des surveillants mariés (ETFPA) et la boulangerie (musée du Bagne). Celle-ci est une grande bâtisse, de 38 mètres sur 9 mètres ; le mur de la façade principale est en maçonnerie de moellons appareillés ; les autres murs ont été enduits à la chaux. Les pierres taillées, au niveau des chaînages d'angle, proviennent vraisemblablement de la carrière située à proximité. Le bâtiment est classé aux monuments historiques.

En 1882, est inaugurée une chapelle en maçonnerie montée à la chaux avec des encadrements en briques, s'ouvrant par un porche ogival surmonté d'un clocheton. La nef, unique, est construite avec des portiques métalliques et un remplissage en maçonnerie. La chapelle a été restaurée en 1984 et classée monuments historiques. Scindée en deux, elle comporte d'une part un espace dédié au culte et, d'autre part, un espace occupé par le CREIPAC.

En 1880, une autre chapelle est érigée au camp Est tandis qu'une troisième se trouve dans l'enceinte de l'hôpital du Marais.

Le camp Est

Déjà en 1876, le camp de la pointe sud est un vaste établissement. Il comprend deux casernes de gardes, les logements de surveillants, la prison, dix-sept grands bâtiments de douze dortoirs et cinq de cellules. Entre 500 et 600 hommes, affectés au nettoyage et aux travaux publics de Nouméa, y sont internés. En janvier 1887, pour éviter les allées et venues journalières des transportés, ceux-ci sont transférés au camp de Montravel, dont il ne subsiste aujourd'hui plus rien. Le lieu devient alors, de 1887 à 1895, un quartier disciplinaire à l'effrayante réputation. Après 1895, seuls les hommes indispensables au fonctionnement du four à chaux y demeurent, avant d'être transférés, en 1906, au pénitencier-dépôt. Le 22 mars 1927, le camp est cédé par l'Administration pénitentiaire à la Colonie qui y installe le centre de détention de Nouvelle-Calédonie.

Four à chaux, album Hughan, coll. SANC

The Prison buildings on Nou island (1864-1897)

From 1863 to 1931, New Caledonia was a place of transportation. It then became a place of exile for the convicts, from 1872 to 1931, and of relegation, from 1885 to 1931. The buildings, mostly made of stone and brick, were covered with lime. The wooden frames were covered with sheets. At the end of the penal colony, in 1931, the buildings on Nou island were mostly destroyed or dismantled to recover the materials, but also to erase the painful page of the local history. Only a few of them remain, one of which is now a theatre.

Pénitencier-dépôt, coll. Bibliothèque Bernheim

Les ateliers construits en 1877, coll. MVDN

Cases des condamnés, coll. MDVN

Maison du commandant supérieur, coll. ANOM

Les bâtiments de l'encadrement à l'île Nou

Pour le personnel d'encadrement, sont construits divers logements, telle la maison du commandant (1883). Celle-ci comprend un corps central, flanqué de quatre pavillons d'angle reliés par une galerie. L'ensemble repose sur une citerne et des caves en partie aménagées ; un escalier en pierre taillée permet d'accéder à l'étage. La couverture en tôle ondulée est masquée par un couronnement en briques. Restauré en 1982, le bâtiment est actuellement le siège du CREIPAC.

Non loin, se trouvaient les logements des surveillants mariés. Cette caserne regroupait une quinzaine de logements comportant chacun deux ou trois pièces et disposant, à l'arrière, d'un jardinet et de dépendances. Restauré et classé, le bâtiment abrite aujourd'hui les bureaux de l'ETFPA.

Près de l'embarcadère, une caserne pour les troupes de l'infanterie de marine avait été édifiée, dont il ne subsiste de nos jours que le mur à meurtrières. Non loin, avait été construit la flottille pénitentiaire dite « maison de la jetée », de plan rectangulaire de 15 mètres par 8 mètres et prolongée d'un appentis. Le couronnement en brique de la façade principale porte l'inscription 1881.

Un arrêté du 15 juin 1927, considérant que *« l'établissement a été évacué par l'Administration pénitentiaire et que, par ailleurs, il existe une crise aiguë de logements à Nouméa »*, stipule dans son article premier que *« l'établissement dit camp central de l'île Nou est mis à la disposition du service local »*. Quant à l'article 2, il indique *« que ce mouvement ne donnera pas lieu à une opération d'ordre comptable »*. La transaction est donc gratuite.

La « maison de la jetée » est ainsi attribuée, dans les années 1950, à l'architecte Pascalon qui y installe son bureau, avant de devenir une agence postale, puis une épicerie. En 1997, la maison a été réhabilitée en restaurant.

« Maison de la jetée », *fonds Sud Pacific*, coll. MDVN

The buildings of the Prison administration on Nou island

Dwellings were built to house the Prison management staff, like the Commander's house, in 1883. This building is currently the headquarters of CREIPAC. Not far away were the homes of married supervisors. Restored and classified, the building now houses the offices of the ETFPA. Nearby, the «house of the pier», built in 1881, has become a restaurant called The 1881.

Un havre de repos dans l'enfer du bagne : l'hôpital du Marais

L'Administration pénitentiaire, véritable État dans l'État, a ses propres médecins et ses propres structures médicales. Les condamnés sont soignés soit à l'infirmerie de chaque camp, soit à l'hôpital d'Uro à l'île des Pins, soit à l'hôpital du Marais, à l'île Nou. *« Les maladies les plus souvent traitées*, note en 1905 *La dépêche coloniale illustrée, sont les phtisies, la tuberculose, la cachexie paludéenne, la bronchite, la pneumonie et la pleurésie. »*

La plupart des médecins veillant à respecter une stricte déontologie médicale, l'hôpital du Marais apparaît comme un véritable havre de paix pour nombre de condamnés qui tentent désespérément d'y rester. Construit en 1868, sous la direction du médecin de la marine Lacroix, cet hôpital comprend 160 lits répartis dans quatre bâtiments. En 1927, il est transformé en un centre destiné aux vieillards indigents et aux aliénés, mais également aux travailleurs exotiques et aux indigènes. Puis, en 1936, il devient un hospice qui prend le nom d'asile de Nouville. Une section disciplinaire administrée par le service de l'immigration demeure. Le gouverneur Henri Sautot confie au gestionnaire de l'asile de Nouville, après le 7 décembre 1941, la gestion du camp où sont emprisonnés les ressortissants japonais avant leur transfèrement vers l'Australie.

Enfin, à partir de 1952, les ateliers disciplinaires ayant disparu, l'établissement est consacré à l'accueil des vieillards indigents et des malades mentaux, mais ce n'est qu'en 1962, grâce à l'opiniâtreté du docteur Caillard, directeur du service de santé, que l'établissement est transformé en un hôpital psychiatrique polyvalent digne de ce nom. En 1990, il devient un établissement public à part entière, Centre hospitalier spécialisé (CHS) Albert-Bousquet. Il est aujourd'hui classé monument historique de la province Sud.

Dessin du quartier de l'Administration, coll. Viale

Hôpital du Marais, coll. Palombo

Bâtiment cellulaire

Pour accueillir les condamnés atteints de maladie mentale, un bâtiment fut construit entre 1879 et 1881. Son entrée principale s'ouvrait sur un grand hall avec, d'un côté, une imposante pièce aux grandes fenêtres munies de barreaux, donnant sur un local réservé aux commodités, et, de l'autre côté, un espace cellulaire séparé en deux par un long couloir étroit. Ce dernier desservait douze cellules simples et six cellules doubles, fermées par de lourdes portes munies de judas, nommés guichets, qui permettaient de surveiller les prisonniers et d'introduire la nourriture. Les petites fenêtres à barreaux de chaque cellule étaient initialement obstruées par un coffre en bois pour éviter tout échange avec l'extérieur. Les cellules étaient équipées de sièges en pierre percés d'un trou pour la « tinette ». Ce bâtiment a subi diverses modifications au cours des années.

Guichets, coll. Terrier

Jardin de l'hôpital du Marais, album Feillet, fonds Kakou, coll. SANC

Rest in the Prison at the Marais Hospital

The Prison was a real state within the state. It had its own doctors and medical facilities. The convicts were looked after at the infirmary of each camp, in Uro hospital (Isle of Pines) or in the Marais hospital (Nou island). As most doctors applied strict medical ethics, the hospital was a haven of peace for the convicts. Built in 1868, the Marais hospital became, in 1927, a center for the elderly and the insane and, in 1990, a psychiatric hospital, named CHS Albert-Bousquet. It is now part of the historical monuments of the South Province.

L'Administration pénitentiaire dans la ville (1864-1997)

À Nouméa, l'Administration pénitentiaire va faire édifier de nombreux bâtiments pour ses besoins administratifs et pour son personnel d'encadrement. Ainsi le directeur bénéficie-t-il, boulevard Vauban, d'une maison de maître construite sur le même modèle que la demeure voisine, celle du chef des forces armées de Nouvelle-Calédonie. L'architecture rappelle alors le style des maisons privées construites dans les colonies. Il en est de même pour les maisons des surveillants, édifiées dans un registre plus modeste et encore visibles rue des Frères-Vautrin, à la Vallée-du-Tir.

Par ailleurs, le long de l'avenue Paul-Doumer, les magasins de farine et de vivres du service de la marine sont construits, en 1872, par les transportés pour servir conjointement à l'armée et à l'Administration pénitentiaire. Les fondations du bâtiment principal, faites de piliers de pierre de taille venue de Métropole, et les caves, de 1 100 m², sont terminées en 1879. Long de 75 mètres et large de 15 mètres, il est bâti sur quatre niveaux : une vaste cave en pierre de taille, deux étages et des combles couverts par un toit en tuiles. Divers ateliers (matelasserie, bourrellerie…) sont implantés dans l'enceinte. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les intendances sont cédées à l'US Army pour abriter le QG de l'amiral Halsey. En 1948, l'état-major des forces armées de Nouvelle-Calédonie s'y installe, avant que le bâtiment soit à nouveau réservé à l'intendance militaire, en 1964. L'armée cède, en 2002, les locaux au Territoire, où seront installés, après restauration, les services de l'État.

Bâtiment cellulaire de l'hôpital, coll. Terrier

Hôtel du sous-directeur, coll. ANOM

Construction des intendances, 1872, coll. Bibliothèque Bernheim

Le magasin aux vivres

L'Administration pénitentiaire érige, en 1885, une bâtisse de type colonial, à l'angle des rues de l'Alma et Gallieni, pour abriter son « magasin aux vivres ». Elle est recouverte d'un toit à deux pans et construite de pierres et de briques enduites à la chaux. Les portes et les fenêtres sont encadrées de briques apparentes. Les nombreuses fenêtres, dites « à la française » avec leurs deux volets à crémone, sont munies de persiennes. Une véranda, ornée de ferronnerie et soutenue par des poteaux, couvre l'entrée. Peu à peu délaissé avec l'arrêt des convois de condamnés, le bâtiment est ensuite successivement cédé, à partir de 1911, aux services des douanes, puis de la perception et, enfin, de l'immigration. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les collections de la bibliothèque-musée y sont entreposées. À partir de 1948, l'espace sera mis à la disposition de différents services du territoire.

Un vaste dock prolongeait l'édifice, dans lequel étaient entreposés les vivres ainsi que les fournitures pour vêtir et équiper condamnés et agents de l'Administration pénitentiaire. Cet entrepôt fut utilisé, par la suite, pour des expositions commerciales, avant d'être affecté aux services des colis postaux et de la Régie des tabacs. Détruit en 1998, il a été remplacé par une nouvelle construction qui abrite aujourd'hui le centre de tri postal.

Ancienne direction des Douanes, coll. MDVN

Magasin central de l'Administration pénitentiaire, coll. ANOM

The Prison Service in the city (1864-1997)

In Noumea, the Prison Service had many buildings made for its administrative needs and for its staff. Thus the director was housed on Boulevard Vauban, in a mansion built on the same model as the neighboring house, that of the Armed Forces chief of New Caledonia. Moreover, along the Paul Doumer avenue, stores of flour and food were built by convicts, in 1872, to serve both the Army and the Prison administration.

Les batteries et les fortins, au service de la défense de la ville

Dès sa création en 1854, Nouméa doit se prémunir contre deux types d'ennemis potentiels : d'une part, les tribus kanak et éventuellement les bagnards évadés et, d'autre part, les troupes britanniques puis allemandes. Or, le relief de la presqu'île se prête particulièrement à l'installation de postes de surveillance, progressivement renforcés par la construction de forts et de pièces d'artillerie fixes. Fondé sur des aménagements militaires, casernes et batteries situés sur toutes les éminences stratégiques, un maillage dense et efficace de la ville en cas d'attaques intérieures ou extérieures est mis en place.

Naturellement, le premier poste fortifié de défense, resté inachevé, fut, en 1854, le fort Constantine. Très rapidement aussi, les marins entament les travaux du sémaphore dont l'existence est déjà mentionnée en 1866. Il sert à la fois de tour de guet et de station maritime.

En 1862 (ou 1868), les capitaines Lesdos, du génie, et Viel, de l'artillerie, proposent un premier plan visant à défendre l'accès de Port-de-France par la grande rade et la petite passe. À cet effet, à partir de 1868, sont édifiées les batteries de Ouémo, de Douïambo, de Picard et de Lallemand. La guerre de 1870, entre l'Allemagne et la France, sert de prétexte au renforcement des batteries. Un ensemble fortifié de trois batteries supplémentaires est construit entre 1870 et 1873 à la pointe de l'Artillerie, à la pointe Desnouel de l'île Nou et à l'îlot Brun.

En 1877, la construction de forts s'accélère avec l'édification du fort de Koumourou, à l'extrémité de la presqu'île Ducos, et du fortin d'Oumbo au sud-ouest de l'île Nou. L'aménagement du Ouen Toro et de la batterie de Ouérendi, la réorganisation de celle de l'îlot Brun et le projet de fortin à Ducos sont, quant à eux, le résultat des pressions de Paris afin d'améliorer la qualité de la défense de Nouméa après la révolte kanak de 1878.

Dans les années 1890, des travaux sont poursuivis au Ouen Toro, à Téréka et à Ouémo. La pointe Desnouel est équipée, en 1894, de casemates tandis que la nouvelle batterie de Ouémo reçoit deux canons de 19 centimètres montés sur des tourelles pivotantes à plate-forme métallique. En 1899, enfin, pour garantir la presqu'île de Nouméa de toute attaque terrestre, une batterie orientée au nord est édifiée au mont Té et des travaux sont engagés en vue de la construction d'une batterie centrale au-dessus de la Vallée-du-Tir. Finalement, en 1902, huit batteries sont en état de fonctionnement : Koumourou, Téréka, Oumbo, Desnouel et Ouerendi à l'ouest, Ouen Toro au sud, Ouémo à l'est et celle du mont Té au nord. Elles seront désarmées en 1908, sans jamais avoir participé au combat. Bien que déclassées, le 26 mars 1913, elles seront partiellement remises en état lors les deux conflits mondiaux. Certaines de ces batteries sont aujourd'hui classées.

Opérationnel en 1896, le fort comprenait des blockhaus reliés entre eux par des galeries maçonnées, un logement de gardien, une citerne, un long souterrain d'accès aux pièces et divers petits ouvrages d'art. La batterie était équipée de quatre canons pivotant sur rail. Tout comme le fort de Ouémo, il est aujourd'hui classé monument historique.

La batterie du Ouen Toro

Fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Dès 1877, des plans d'une fortification au sommet du Ouen Toro sont étudiés. Mais il faudra attendre 1891 pour qu'un poste militaire y soit construit et 1892 pour qu'une batterie y soit installée. Actuellement, l'une des pièces se trouve dans le périmètre militaire réservé et l'autre, à l'extérieur. Celle-ci est un canon de 190 mm, modèle 1870, reposant sur un affût à roulettes. Sur la route d'accès, il ne subsiste d'une ancienne porte du fortin qu'un arc en plein cintre en pierre, timbré d'une clef de voûte aux armes de l'artillerie de marine. Sur deux plates-formes de maçonnerie, serties de murettes en briques, ont été installés, en 1940, par l'armée australienne, deux canons de marine.

Canons du monument aux morts.

Military batteries and forts, serving the defense of the city

Since 1854, Noumea had to protect itself from two potential enemies : first, Kanak tribes and escaped convicts and secondly, the German and British troops. The topography of the peninsula was particularly adapted to the installation of forts and fixed artillery. By 1902, eight batteries were in working order. But they were all disarmed in 1908, without ever having participated in any combat.

Les bâtiments des forces armées dans la ville (1864-1914)

Fort Téréka, coll. province Sud

Hôpital militaire, coll. MDVN

Du fait de l'extension de la ville, la présence du fort Constantine devient inutile à partir de 1865. L'espace est donc réservé pour y établir un hôpital maritime dont la nécessité se fait de plus en plus pressante. En 1869, un plan est approuvé et la construction des premiers bâtiments débute en 1873. l'hôpital est édifié sur le même modèle architectural que la caserne Bonnier (actuel bâtiment Flize) construite à la pointe de l'Artillerie.

Trois bâtiments centraux en pierre bleue du pays, et avec une ossature métallique, sont construits entre 1871 et 1873. Ils accueillent *« les indigents, les condamnés et prévenus en sus des officiers et marins du commerce et les civils »*. Devenu hôpital colonial en 1880, l'établissement continue à être géré par les médecins militaires qui y sont affectés jusqu'aux années 1960. Le personnel soignant est essentiellement constitué de religieuses hospitalières jusqu'en 1904. Cependant, les moyens financiers font cruellement défaut pour maintenir les services et former le personnel.

En 1927, le service recrute à titre permanent des médecins des troupes coloniales et des médecins de la Marine nationale placés en situation « hors budget des armées ». Mais surtout, en cette même année, est créée la direction du service de santé et de l'hygiène publique. Les fonctions de directeur sont assurées par le directeur du service de santé des troupes militaires du groupe du Pacifique. Cependant, par manque de moyens financiers, la qualité du service comme la formation du personnel laissent à désirer. Aussi l'hôpital va-t-il acquérir une réputation de mouroir réservé aux indigents. Toutefois, lors de la guerre du Pacifique, la situation s'améliore grâce aux Américains.

À partir de 1953, deux plans quinquennaux financés par l'État permettent de moderniser la structure qui prend, en 1958, le nom d'hôpital Gaston-Bourret. Ce n'est qu'en 1982 que Fernand Jammes en devient le premier directeur civil. Cette même année, le Territoire renforce le centre hospitalier territorial (CHT) en y adjoignant la clinique de Magenta, le centre Raoul-Follereau et le sanatorium du col de la Pirogue. En dépit de multiples rénovations et agrandissements, le bâtiment est devenu notoirement trop exigu et mal adapté aux besoins. Aussi les travaux d'un « Médipôle », à Koutio, ont-ils débuté. Celui-ci doit regrouper en un seul endroit les activités des quatre sites actuels du CHT, dans des bâtiments d'une surface globale de 90 000 m² sur 15 hectares de terrain. Le projet est confié au Groupement des agences d'architecture Michel Beauvais, architecte mandataire à Paris, et Archipel à Nouméa, architecte d'opération.

L'institut Pasteur, ancien institut de microbiologie

Le 14 mai 1913, l'institut de microbiologie est créé par M. Bœuf, chargé principalement de travailler sur la prophylaxie des pathologies infectieuses et parasitaires endémiques et épidémiques. Après la mort de Gaston Bourret, l'institut prend son nom, remplacé en 1955 par celui de Pasteur.

Après une brillante carrière de médecin militaire dans les colonies, Gaston Bourret est grièvement blessé lors de la Première Guerre mondiale. Il est alors muté, en 1917, en Nouvelle-Calédonie afin de diriger le laboratoire de bactériologie de Nouméa et de combattre la lèpre et la peste. Mais, lors de manipulations en laboratoire, il s'inocule malencontreusement le bacille de cette maladie. Quand les symptômes sont manifestes, il s'isole dans une pièce de l'hôpital où il décède quelques jours plus tard. En 1958, l'hôpital prend son nom en hommage à cet homme qui a donné sa vie pour la recherche médicale.

Caserne Bonnier, devenue bâtiment Flize, album Hughan, coll. SANC

Bâtiment de microbiologie, 1913, coll. Institut Pasteur

The buildings of the armed forces in the city (1864-1914)

As the presence of Fort Constantine became useless after 1865, the place was used to establish a naval hospital. The construction began in 1873, with the same architectural style as the Bonnier barracks (the current Flize building). It became a colonial military hospital in 1880. From 1953, it was modernized and took the name of Gaston Bourret. Recently, the construction of the Koutio «Medipole» has started. It will gather together the activities of the four current medical sites of Noumea.

Les gendarmeries et les commissariats de police dans la ville

Poste de la Montagne-Coupée, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

C'est le décret du 1er mars 1854 qui stipule que l'action de la gendarmerie s'exerce sur toute l'étendue du territoire national et celui de l'Empire. En conséquence, le décret impérial du 18 février 1860 instaure la constitution d'un détachement propre à la Nouvelle-Calédonie. Le personnel se répartit alors entre la brigade à pied de Port-de-France, celle à cheval du Camp-des-Français et de Saint-Louis et le détachement de l'île des Pins. En mars 1872, le détachement devient une compagnie commandée par un chef d'escadron, comprenant 100 hommes. À partir du XXe siècle, la réduction des crédits entraîne la fermeture de nombreux postes et une chute régulière des effectifs qui ne représentent plus que 52 hommes en 1933… pour toute la Nouvelle-Calédonie.

Au XIXe siècle, Nouméa a compté plusieurs postes de gendarmerie qui se situaient à la périphérie des zones habitées : à la Vallée-des-Colons, au quartier Latin, sur une éminence adossée à la deuxième Vallée-du-Tir, au 4e Km, non loin d'un poste de police indigène. Mais l'établissement essentiel est déjà celui qui correspond à l'actuel caserne Meunier dont certains bâtiments existent dès 1873. Le casernement des gendarmes est terminé et sert encore actuellement de logement. Mais il faut attendre 1876 pour que l'ensemble soit totalement achevé. Les bâtiments font face à l'école Frédéric-Surleau, construite cette même année. À l'intérieur, la construction en arcade reliant les deux pavillons d'aile abritait notamment les anciennes écuries et la sellerie. C'est le vétérinaire Théodore Lhuillier, arrivé en 1859 à Port-de-France, qui a la charge sanitaire de toutes les montures de la gendarmerie. Progressivement, les postes dans la ville sont fermés, pour ne laisser subsister que celui de la caserne Meunier. C'est en 1970 que la caserne prend ce nom en hommage au capitaine de gendarmerie Gustave Meunier, qui fut en poste en Nouvelle-Calédonie de 1930 à 1934.

Suivant les époques et les besoins, d'autres postes de surveillance ont également existé, notamment à l'île Nou ou à Ducos. Le poste dit de l'Est, situé au camp de l'isthme, à l'entrée de Ducos, fut construit en 1872 pour contrôler les déportés.

Caserne Meunier, 1873, coll. MDVN

Le commissariat de police

Commissariat vers 1900, album ?, coll. SANC

Suite à la décision gubernatoriale du 27 mai 1856, un commissariat de police est créé, mais les fonctions de commissaire de police sont assurées par un gendarme jusqu'en 1863. Puis, le 6 avril de cette même année, un premier commissaire de police civil, M. Bourget, prend ses fonctions dans un local sis rue Wagram (actuelle avenue du Maréchal-Foch).

Le commissariat s'avère très vite défectueux et trop exigu pour des effectifs en augmentation. En 1893, Jean Oulès loue alors sa demeure, au croisement de la rue de Sébastopol et du boulevard de la Victoire, aux services de la police qui organisent leurs bureaux au rez-de-chaussée. L'étage, quant à lui, sert de logement au commissaire. Les prisons se trouvent au fond de la cour. Par la suite, entre 1895 et 1899, un commissariat plus vaste est construit de l'autre côté du carrefour, à l'angle de la rue de Sébastopol et de l'avenue de la Victoire-Henri-Lafleur, pratiquement en face de l'actuel commissariat central, construit en 1937. Vendu à Albert Varin, les locaux sont successivement loués à divers commerçants : ainsi, en 1937, Maurice Lenormand y ouvrera une pharmacie, puis s'y installeront tour à tour un coiffeur, une auto-école et des restaurants. En 1999, la famille Varin vend le bâtiment qui est classé en 2000 et restauré l'année suivante.

Quant à la police municipale, elle est fondée en 1928 grâce à des fonctionnaires du cadre local de la police détachés en qualité d'agents d'exécution des services administratifs de la ville. Le premier d'entre eux fut Gaston Dillenseger. Il faut attendre ensuite une délibération du conseil municipal de Nouméa, datée du 25 janvier 1983, pour que la ville se dote d'un corps de police municipale, désormais installé dans l'ancien immeuble de l'UNELCO, rue du Général-Gallieni.

Agent de police en 1960, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

The gendarme and police stations in the city

The imperial decree of February 18, 1860 instituted the constitution of a detachment of gendarmes in New Caledonia. In March 1872, it became a company of 100 men. In the twentieth century, the reduction of funding generated a steady fall in numbers. New Caledonia only numbered 52 gendarmes in 1933. In May 1856, a police station was established, but the Commissioner of Police remained a gendarme until 1863. The municipal Police was created in 1928.

Rendre la justice à Nouméa

L'organisation du service judiciaire civil est fixée par un arrêté du 10 avril 1855, puis par un second du 17 octobre 1862, ensuite modifié par de nombreux autres arrêtés.
Le premier palais de justice est construit en 1862, derrière la capitainerie du port. C'est une construction en bois couverte de tôles qui comprend une grande salle d'audience et quatre autres pièces dont une pour le bureau du président et une autre pour le greffe. L'heure des audiences est fixée à midi, mais, trois ans après, un autre arrêté, considérant, qu'à cause de la chaleur, *« il est impossible de siéger de midi à trois heures du soir »*, fixe l'heure des audiences à 8 heures. Puis les services judiciaires déménagent pour s'installer, d'après une lithographie parue dans *Le Monde illustré* de 1873, à l'angle de la rue de la République et de l'avenue Foch. En 1877, ils louent une maison de maître en maçonnerie, la maison Prache, à l'angle de la rue de Verdun et de l'avenue Maréchal-Foch, puis la totalité de l'hôtel construit à côté par le même propriétaire.

Construction du nouveau palais de justice en 1959, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

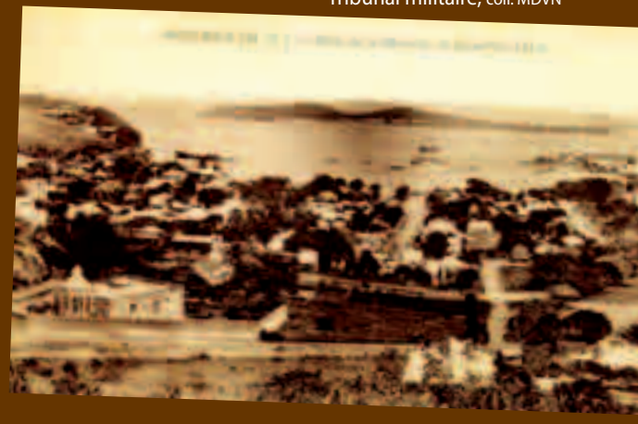
Maison du procureur, coll. MDVN

À la même époque, le procureur de la République prend possession de son logement de fonction situé à l'angle de la rue de l'Alma et du boulevard Vauban. Ce bâtiment, à deux niveaux, entièrement persienné, est surmonté d'un petit clocheton.
En février 1960, après soixante-douze ans d'occupation, les services judiciaires quittent l'hôtel Prache et s'installe sur la colline dite « des Oliviers » dans de nouveaux bâtiments construits par l'architecte François Raulet. En partie détruits pendant les Événements, puis reconstruits, ils ont fait l'objet d'une extension, en 2005, conçue par l'architecte Jean-Christophe Patte.

Ancien palais de justice, 1939, fonds *Martin*, coll. MDVN

Le grand hôtel construit en 1876 par Frédéric Prache est loué aux services judiciaires qui y installent le palais de justice de 1889 à 1960. Le docteur Guégan, propriétaire des lieux, restaure et aménage alors le bâtiment pour y accueillir des commerces. Ce nouvel espace commercial est baptisé « Le Village ».

Les tribunaux militaires



Tribunal militaire, coll. MDVN

La ville a aussi compté des tribunaux spéciaux destinés soit aux militaires, soit aux marins.
Le tribunal militaire de la marine, achevé en 1875, est un bâtiment à étage persienné. Il repose sur une colonnade en dur en rez-de-chaussée. Il devient ensuite la demeure de Me Bourdinat, longtemps vénérable de la loge maçonnique de Nouvelle-Calédonie. Durant la guerre du Pacifique, le général américain Barrett s'y tue en tombant du premier étage dans la cour arrière.
Par ailleurs, une décision ministérielle en date du 27 mars 1882 entérine la création d'un tribunal militaire sur la place d'armes. Une chapelle contiguë est utilisée comme salle de délibération. De 1885 à 1887, sont édifiés le logement du gardien-chef et du concierge, deux logements de surveillants, le bureau d'écrou, les cuisines, ainsi qu'une prison pour officiers avec véranda. Durant la guerre du Pacifique, le tribunal sert de quartier général pour le corps de marine américain. Après la guerre, il devient le cercle des officiers puis le bureau de garnison. Dans les années 1950-1960, il sert de salle de bal ou de banquet pour l'armée. Puis il abrite les services sociaux de l'armée, avant d'être, aujourd'hui, désaffecté.

Delivering justice in Noumea

The organization of the civil court was established by a decree of April 10, 1855. The first courthouse was built in 1862. In February 1960, the judicial left the Prache hotel they had occupied for 72 years and settled on the "hill of Olives" in a building designed by architect Francois Raulet. Partly destroyed during the political Events and then rebuilt, it was extended, in 2005, by architect Jean-Christophe Patte. The town also had a specific court for the military and the marine.

Soixante ans d'architecture coloniale (1860-1920)

Le docteur Patouillet, qui séjourne à Nouméa en 1866, puis en 1869, estime que la bourgade compte environ 400 maisons, mais qu'une cinquantaine d'entre elles seulement méritent ce nom par leur relative grandeur et la solidité de leur construction. Toutes les autres sont édifiées avec des matériaux de fortune.

Rue de Nouméa vers 1905, coll. MDVN

En 1875, une statistique officielle permet d'établir que 53 maisons sont en construction dont cinq appartenant à l'État. Six disposent d'un étage. Seules 12 sont faites en pierre. On compte une trentaine bien alignée le long des rues. En 1889, on compte 758 maisons et, deux ans plus tard, 1 191 maisons. La majorité (578) sont en bois, 458 en maçonnerie, 153 en tôles et 19 en briques.

L'habitat calédonien de la fin du XIX[e] siècle et du début du XX[e] ne relève que de la maison individuelle. Les matériaux de construction utilisés sont donc principalement le torchis, la brique, la pierre, le bois et la tôle ondulée. En ce qui concerne les toitures, les matériaux initiaux qui étaient la paille et le bois (bardeaux) ont été progressivement remplacés par des tuiles, puis par des tôles importées d'Australie.

Galerie, coll. Fulbert-Terrier

Le corps principal de la maison comprend le salon, la salle à manger et les chambres, distribués de part et d'autre d'un couloir. Les différentes pièces peuvent également communiquer entre elles. Les pièces sont entourées d'une véranda permettant une bonne ventilation du bâtiment. Celle-ci est soit ouverte, soit fermée par des jalousies courant sur un, trois ou quatre côtés. Dans le jardin, à l'arrière, se trouvent les dépendances, qu'une galerie couverte relie éventuellement entre elles, constituées par la cuisine, la salle de bains, la chambre des domestiques, le lavoir et, un peu plus loin, le cabinet d'aisances.

L'importance sociale du propriétaire s'exprime notamment par l'existence de deux, voire quatre pavillons reliés par une véranda, mais le corps de bâtiment unique reste la règle la plus commune. La ventilation et la protection contre le soleil constituent les éléments dominants de cette architecture, dont les vérandas et les jalousies permettent à l'ombre et aux courants d'air de s'immiscer jusqu'au cœur des habitations.

La maison Célières, archétype de la maison coloniale

En 1897, cette demeure est construite par la famille du même nom qui confie les travaux à l'entrepreneur Gérosa. Un porche d'entrée, avec son escalier à deux volées, mène à une terrasse ouverte. L'habitation en bois repose sur un soubassement de pierres et de briques. Une véranda relie chaque angle occupé par un pavillon. Le nombre de pièces passe ainsi de huit à onze. La maison est couverte de tôles, ornée de poinçons et d'une crête de faîtage. Côté rue, le jardin comportait des parterres et bosquets ordonnés alors qu'à l'arrière se trouvaient les dépendances et le verger.

Classée monument historique dès 1989, cette maison, qui est l'emblème de l'architecture coloniale calédonienne, a été achetée par la mairie de Nouméa et restaurée après trois années de travaux, de février 2006 à mars 2009. Depuis lors, cet espace est dédié à la Maison du Livre.

Maison Célières vers 1930, coll. ATUP

Sixty years of colonial architecture (1860-1920)

The New Caledonian habitat of the late nineteenth and early twentieth century was only presenting individual houses. The building materials used were mainly mud, brick, stone, wood and corrugated iron. The roofs were originally made of straw and wood and then of tile and plate imported from Australia. Ventilation and protection against the sun were the dominant elements of this architecture. One of them, the Célières house, was entirely rebuilt from 2006 to 2009. It is now dedicated to literature.

La symbiose des jardins et de la maison

Jardin Martin, coll. MDVN

Pendant longtemps, aux abords des toutes premières maisons de la ville, on ne trouve que les paysages végétaux naturels de la presqu'île, en l'occurrence la savane à niaoulis ou la forêt de gaïacs. L'eau étant aussi rare que précieuse, il n'y a donc pratiquement pas de jardins à Nouméa avant la construction de la conduite d'eau de Yahoué en 1877.

Les premiers jardins de la ville sont prioritairement des potagers et des vergers pourvoyant en produits frais la cité. Les potagers les plus importants sont, sans conteste, ceux de l'infanterie de marine et de l'Administration pénitentiaire à l'île Nou, où la ferme Nord comptait 18 bâtiments en 1876 : *« Des parcs, des puits et des bassins qui jouxtaient le campement des libérés, il ne reste aujourd'hui que des ruines : celles du poste et de la maison du surveillant qui demeurait en permanence sur les lieux avec les condamnés chargés des travaux de la ferme. Toute la plaine était un vaste jardin maraîcher arrosé par des conduites d'irrigation qui aboutissaient à un grand réservoir situé près de la plage du Kuendu Beach actuel. »* (Pétron, 1991)

Puis viendront les jardins des maisons privées, comportant à l'avant un espace composé de plantes d'agrément, tandis qu'on trouve à l'arrière, outre très souvent un poulailler et parfois un puits, le potager.

Ce dernier était alors un lieu de vie et de fraîcheur qui formait un continuum avec la véranda où l'on prenait le frais à la nuit tombante.

Les cuves et les citernes destinées à la récupération de l'eau, souvent peu esthétiques, sont placées à l'arrière des habitations. Autour de celles-ci, comme le rappelle Cœcilia Brun, poussaient des fleurs qui profitaient de l'eau qui en suintait : *« On plantait, près de la caisse à eau, des belles de nuit qui, les nuits d'été, dégageaient une odeur merveilleuse. »* Des rigoles en briques faisaient office de caniveaux à ciel ouvert, permettant l'évacuation des eaux de ruissellement hors du jardin. À leur débouché, on cultivait des taros d'eau souvent encadrés de papyrus.

Véranda, coll. ATUP

Des maisons et des jardins reflétant le statut social de leurs occupants

« Seule la classe sociale la plus privilégiée dans le commerce et les affaires a les moyens d'un habitat qui reflète tant soit peu la prétendue prospérité de la colonie. Les autres, petits employés des diverses entreprises, artisans, manœuvres et libérés, se répartissaient dans des logements au confort variable, dotés à l'occasion de jardinets à la végétation généralement utilitaire ; le sol, parfois de terre battue, et souvent dallé ou cimenté, répond aux exigences d'un entretien minimal. À ces logements fonctionnels et simples du petit colonat de Nouméa s'opposent ainsi les belles demeures au jardin dessiné, et également les quelques fermes qui, jusque dans les années cinquante, occupent d'importantes superficies sur la presqu'île de Nouméa. Peu à peu noyées dans la ville, elles ont cédé leurs terrains ruraux à l'urbanisation et ont été progressivement dotées des éléments du confort urbain. »

Dorothée Dussy (1997)

The symbiosis of houses and gardens

For years, around the first houses of the city, there was only natural vegetation such as the niaouli savannah and gaïac trees. Water was scarce and there were practically no gardens in Noumea before the construction of the Yahoué water line, in 1877. The first gardens were places of life and freshness which formed a continuum with verandah. Water tanks were then placed at the rear of houses.

Les spécificités du style colonial

Pour la construction des murs des maisons coloniales, les matériaux utilisés sont principalement le bois ou la brique, recouverte d'enduit. On utilise parfois de la simple tôle, notamment quand il s'agit des dépendances. Mis à part les soubassements, souvent recouverts d'un enduit, la pierre est rarement employée dans les maisons privées. Le corps d'habitation est protégé des intempéries et du soleil par une véranda ouverte ou fermée. Le soubassement, la galerie, l'installation de persiennes et l'important volume de toiture sont autant d'éléments qui permettent une ventilation naturelle dans les pièces d'habitation qui bénéficient ainsi d'une certaine fraîcheur.

Maison en tôle, photo David Becker

Quant à la toiture, si elle est initialement faite de bardeaux de bois, elle sera très rapidement en tôle ondulée, matériau moins onéreux et plus facile à entretenir importé d'Australie. On trouve cependant des couvertures en tuiles, comme celle de l'ancienne mairie. Épis de poinçon, crêtes, chéneaux moulurés, lambrequins ornent souvent les toits et représentent autant de moyens d'affirmer et de renforcer le prestige de la maison. Les chatières et les lucarnes ventilent les combles, ce qui assure un confort thermique à la maison. À deux ou à quatre pans, les toitures permettent de récupérer l'eau de pluie qui tombe dans des citernes souvent situées à l'arrière du bâtiment. La plupart des maisons calédoniennes sont construites sur un soubassement en maçonnerie de pierre, permettant de rattraper les déclivités du terrain et de créer un vide sanitaire. On accède donc au niveau d'habitation par un escalier extérieur. Celui-ci se retrouve dans les maisons construites en béton armé. L'escalier, donnant accès à l'étage d'habitation, souvent unique, est soit simple à volée droite, soit tournant à plusieurs volées. Il fait l'objet d'un travail soigné : marches et contremarches en briques appareillées, nez de marche arrondi, palier aux dessins géométriques, garde-corps en bois ou en fer forgé. Le porche marque l'entrée principale de la maison. Il est souvent orné de lambrequins qui, tout comme les auvents, protègent les fenêtres de la pluie. Ces dernières sont bien souvent composées de jeux de vitraux.

Coll. SAVN

Les clôtures qui limitent la propriété sont soit des palissades de bois, soit des murs bahuts entre des poteaux en briques appareillées, soit, encore, des grilles en fer forgé. Leur forme et leurs matériaux sont souvent le reflet du statut du propriétaire. Afin de bien séparer domaine public et domaine privé, un portail marque le seuil. Au début du XX^{e} siècle, grâce à la distribution de l'eau courante, apparaissent dans les faubourgs les premiers lotissements correspondant aux talwegs des vallées proches. Les constructions occupent progressivement les espaces inoccupés contigus. Par exemple, le quartier de l'Orphelinat, qui ne totalisait en 1879 que 11 constructions, se couvre de maisons identiques sur un îlot. Il faudra attendre, en revanche, les années 1960 pour que les constructions dans ces anciens quartiers occupent le flanc des collines.

Transport de maison,
Clichée Mathieu Micheli, coll. Fotini

Les matériaux étant rares et chers, ceux-ci étaient vendus aux enchères lors d'une destruction de maisons. Parfois, l'ensemble du logis était déplacé…

Maison Rolland (construite en 1885), photo David Becker

Particularities of the colonial style

Most New Caledonian houses were built on a stone masonry foundation, to deal with the slopes of the land and create a crawl. You entered the house via an outside staircase which was the subject of careful work. The porch designated the main entrance and a gate marked the threshold. Individual houses gradually occupied adjacent spaces. It was not until the 1960s that the buildings in these old neighborhoods occupied the hillsides.

Le charme d'une maison du quartier Latin à la fin du XIXe siècle

Le quartier latin, album patronage saint Joseph, coll. SANC

" Tout à l'extrémité du «quartier Latin», hors de la vue du «cap Horn» et de l'anse Bayonnaise, entre la caserne de l'artillerie et la tranchée montueuse qui mène aux fonderies de nickel de la baie des Pêcheurs, une jolie maisonnette blanche, petite châtellenie, sans étage et à demi enfouie dans les lianes. Elle est assise au-dessus d'une terrasse dallée bien close par une galerie à balustres, surchargée à ses angles et à la naissance de l'escalier du perron, de vases garnis de plantes grasses ou saxatiles. Sur cette terrasse, en plein air, devant la porte ouverte d'une coquette salle à manger, une table bien à l'abri du côté de l'ombre, encore couverte de sa nappe mais déjà desservie, autour de laquelle cinq jeunes personnes achèvent, en babillant, de vider de minuscules tasses de café. "

Jean Dargène, Sous la croix du Sud, Librairie de la nouvelle revue, Paris, 1891

The charm of a Latin Quarter house in the late nineteenth century

" *At the end of the" Latin Quarter ", out of sight of " Cape Horn "and Bayonnaise Bay, between the Artillery barracks and the trench leading to the nickel smelters of the Bay Fishermen , a pretty white cottage, a small mansion, without floor, half buried in creepers ...* " (Jean Dargène, *Under the Southern Cross*, 1891)

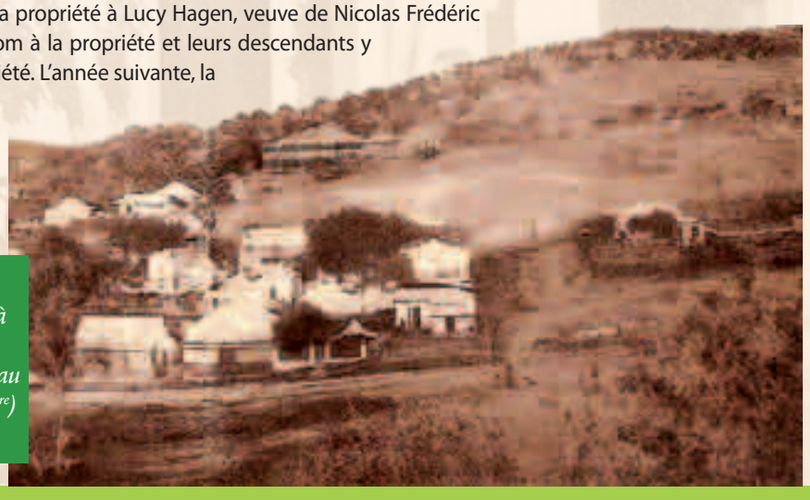
Des entrepreneurs comme maîtres d'œuvre

Château Hagen,
album Gilberte Laroque, coll. SANC

Seuls deux architectes ont laissé leur nom à des bâtiments du XIX[e] siècle : Henri Marchand, concepteur de la Banque Marchand, et Achille Ballière, pour le château Hagen. Les autres maisons sont généralement l'œuvre d'entrepreneurs, de maçons ou de colons qui travaillent à partir de plans souvent importés. Pourtant, figurent sur les registres des patentes, dans la catégorie architecte, les noms de Lemire, Eberhart, Bascou et Le Mescam, ainsi que celui de Joseph Coursin. Ce dernier est architecte-voyer, en charge de la voirie et de l'aménagement de la ville plutôt que du bâtiment.

Seules quelques maisons de maître, destinées aux hauts fonctionnaires, aux chefs d'entreprises ou aux commerçants, ont résisté au temps, aux termites et aux promotions immobilières. Parmi celles qui subsistent, on peut citer, outre le « château » Unger, devenu la clinique Magnin, les maisons Bernheim et Higginson, à la pointe Magnin, Fulbert, rue Bichat, Mamelin, rue de Charleroi, Ohlen, au 6[e] Km, Rolland et du directeur de la Banque de l'Indochine, rue Sébastopol. Mais le fleuron de cette architecture coloniale est représenté par le château Hagen. Le plan et la façade de celui-ci reprennent de nombreux éléments de la tradition architecturale classique française. L'entrée, surmontée de deux frontons, est ornée d'un médaillon portant l'inscription « Y de S » (Yvonne Préveraud de Sonneville, petite-fille de Jean Taragnat). Chaque niveau fait l'objet d'un traitement architectural particulier : un soubassement enduit au ciment présentant un faux appareillage de pierres et un couronnement en briques tout d'abord, puis un escalier d'honneur. À l'étage d'habitation, les encadrements des portes persiennées et les chaînes d'angle sont en briques ; cet étage est entouré d'une galerie afin d'apporter un confort climatique. Enfin, la couverture brisée, en tôles d'Australie, est rythmée de lucarnes et ornée d'épis de poinçon reliés par une crête.

Jean Taragnat, qui achète, en 1863, une propriété rurale, envisage d'y construire une grande demeure dont il élabore les plans. Mais il meurt en 1878, avant d'avoir pu mener à bien son projet. Son gendre, Marcel Préveraud de Sonneville, et sa fille reprennent le projet avec l'aide probable de l'architecte et ancien déporté de la Commune de Paris Achille Ballière. Ainsi, entre 1889 et 1892, la demeure est construite et dénommée « villa au Banian ». En 1903, le couple vend la propriété à Lucy Hagen, veuve de Nicolas Frédéric Hagen. Originaires de Ratisbonne, en Bavière, les Hagen donnent leur nom à la propriété et leurs descendants y habiteront jusqu'en 1998, date à laquelle la province Sud acquiert la propriété. L'année suivante, la délibération du 7 juin 1999 classe le château monument historique. En 2010, celui-ci va bénéficier d'importants travaux de restauration.



Le Chrome Manoir, coll. Cornet

Bel exemple d'architecture coloniale, cette maison, appartenant à la Société Le Chrome, est louée de 1897 à 1902 pour abriter les Petites Sœurs des pauvres. Elle est détruite dans les années 1970 pour faire place au nouveau bâtiment de l'ORTF (aujourd'hui Nouvelle-Calédonie 1[ère]) conçu par l'architecte Gilbert Allègre.

Contractors acting like prime contractors

Only two architects have left their names to buildings of the nineteenth century : Henri Marchand, designer of the Marchand Bank, and Achilles Ballière, for the Hagen castle. The other houses were generally the work of contractors, masons or settlers who worked with plans imported from France. Only a few town houses have withstood time, termites and property developments. The paragon of colonial architecture is the Hagen castle, located in the Valley-of- Settlers. It was bought by the Southern Province in 1998.

Maison du directeur de la Banque de l'Indochine, rue de Sébastopol, coll. MDVN

Vue de Nouméa vers 1900, coll. Bibliothèque Bernheim

" La capitale, au centre de laquelle s'allonge la place des Cocotiers, se divise en deux parties. La basse ville, construite sur terrain plat dans le voisinage du port, est formée des principaux bâtiments d'administration et des maisons de commerce qui voisinent avec de nombreuses baraques de bois et de misérables auberges. Dans l'autre partie, adossée à la colline, s'étagent les maisons d'habitation et les villas des colons les plus aisés. Tous les grands édifices de pierre tels que le palais du gouverneur, l'hôpital, la cathédrale et le temple protestant sont également situés sur terrain élevé ; en effet, le sol, primitivement marécageux, de la ville basse n'aurait pu supporter – nous a-t-on dit – des constructions aussi lourdes. "

Franz Sarasin 1914

" *The capital, in the center of which lies the Place of Coconut trees, is divided into two parts. The lower town, built on flat land in the vicinity of the port, is formed of the main administration buildings and business houses which side with many wooden huts and miserable inns. In the other part, against a hill, are terraced dwelling houses and villas of the wealthier settlers.*" (Franz Sarasin, 1914)

Les deux principaux lieux de culte de la capitale

Le temple protestant

La religion protestante est présente dès la création de Nouméa grâce, notamment, au dynamisme des missionnaires anglo-saxons. Le pasteur Charbonniaud, qui occupe, en 1871, la fonction d'aumônier protestant, se voit accorder l'utilisation de la grande salle du tribunal pour le culte dominical. C'est sous son impulsion qu'une souscription publique est lancée afin de construire un temple pour l'Église réformée. Un terrain est attribué boulevard Vauban, en 1877, par arrêté du gouverneur de Pritzbuer. Le chantier débute en 1884 avec les ouvriers de la transportation, mais ne sera achevé qu'en 1893. Le temple est inauguré le 18 juin de la même année. Deux ans plus tard, sur le terrain adjacent, un presbytère est en partie achevé. À l'intérieur du temple, les boiseries sont en tamanou du pays et la voûte d'ogives, faite de lattes de bois, est identique à celle de la cathédrale. L'orgue, fabriqué en 1872 à Sydney, y est installé en 1901. L'escalier monumental n'est réalisé que trente-cinq ans plus tard par le pasteur Mawé Wapae et les élèves de l'école de Havila, à Lifou. Le foyer fraternel mitoyen, construit avec l'aide financière des Américains lors de la guerre du Pacifique et réalisé par l'entrepreneur Martin Böttcher, est inauguré le 28 avril 1945. En 1992, le temple et son presbytère sont classés monuments historiques. Des travaux de restauration, à l'initiative de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine classé du Vieux Temple, sont actuellement en cours avec le soutien de la province Sud et de la ville de Nouméa.

Le temple, coll. MDVN

Dès 1874, un terrain est affecté par l'Administration pour la construction d'une cathédrale sur la colline dite « cap Horn ». Les travaux de terrassement commencent dès 1876, quelques mois avant le lancement d'un concours public pour le projet de construction de l'édifice. Le projet d'un dénommé Labulle, ancien condamné, est sélectionné parmi les 17 plans remis, 16 projets locaux et 3 australiens, mais il ne sera que partiellement exécuté car les travaux sont brutalement interrompus en raison des difficultés financières de la colonie. En 1884, Mgr Fraysse obtient du gouvernement la main-d'œuvre pénitentiaire nécessaire, contre des terrains sis à Saint-Louis, mais le chantier avance lentement jusqu'en 1887, faute de budget pour financer les matériaux. Un comité présidé par John Higginson lance alors une souscription et la première pierre est enfin posée le 15 avril 1888. La construction est dirigée par le père Pionnier comme maître d'œuvre, avec notamment la collaboration du père Vigouroux pour la charpente et la voûte, le concours d'un piqueur expérimenté, M. Armand, et l'aide du chef des travaux de la Pénitentiaire, M. Carret. Dès 1889, le presbytère est achevé et, par commodité, on y installe provisoirement les divers ateliers nécessaires à la construction de l'édifice.

Construite en forme de croix latine, la cathédrale Saint-Joseph, de style néogothique, mesure 56 mètres de long, 12 mètres de large au niveau la nef et 36 mètres au niveau du transept. Chacun de ses bras forme donc un carré parfait de 12 mètres de côté. La hauteur de la voûte atteint 15 mètres tandis que les murs s'élèvent jusqu'à 9 mètres. Les colonnes intérieures sont montées en moellons faisant corps avec la muraille, dont l'épaisseur est de 1,50 mètre. Deux tours de 25,75 mètres ornent la façade. La charpente est en bois et supporte une toiture en tôle galvanisée ornée de lucarnes destinées à l'aération.
Le dimanche 26 octobre 1890, le père Montrouzier procède à la bénédiction de la cathédrale qui est inaugurée par le vicaire apostolique à la Toussaint. L'édifice comprend 800 places assises. En 1909, il est doté d'un orgue de onze jeux et deux claviers réalisé aux ateliers Cavaillé-Coll et, en 1912, une horloge à quatre cadrans de la maison Prost complète l'ensemble. Grâce à la mobilisation de l'association La cathédrale, notre patrimoine et au concours des institutions, d'importants travaux de restauration sont actuellement en cours.

La cathédrale Saint-Joseph, coll. MDVN

The two main places of worship in the capital

By 1874, land was allocated by the Administration to build a cathedral on the hill known as "Cape Horn". The first stone was finally laid on 15 April 1888. On Sunday, October 26, 1890, Father Montrouzier proceeded to the blessing of the cathedral which was inaugurated by the apostolic vicar at All Saints. In 1909, it received its organ. The protestant Temple, located not far from the Cathedral, was inaugurated on June 18, 1884 and it organ provided was sent from Australia in 1901.

Les lieux de culte des faubourgs

Église Saint-Jean-Baptiste en 1905,
album archevêché, coll. SANC

Après l'incendie de l'église Sainte-Clotilde, en 1890, la cathédrale ne pouvant suffire pour accueillir les fidèles lors des grandes fêtes religieuses, l'édification d'un autre lieu de culte s'avère indispensable. Aussi, sur un terrain situé à la Vallée-des-Colons, offert en août 1895 par les héritiers de Jean Taragnat, le conseil épiscopal décide-t-il, lors de la séance du 13 septembre 1901, de construire une église sous la direction du révérend père Gaudet.

Les travaux de terrassement commencent dès 1901 et, le 20 octobre, la première pierre est posée. De nombreux problèmes techniques surviennent et les frais de construction, initialement prévus pour la somme de 30 000 francs, se montrent finalement à 100 000 francs. Le 26 avril 1903, l'église dédiée à saint Jean-Baptiste est consacrée lors d'une bénédiction officielle. Mais elle n'est réellement achevée qu'en 1923 avec l'élévation d'un clocher et devra encore subir de nombreuses modifications au cours des ans.

Asile des Petites Sœurs des pauvres,
album archevêché, coll. SANC

À la même époque, de nouveaux bâtiments religieux sont édifiés dans la ville. Ainsi, les Petites Sœurs des pauvres inaugurent, en 1902, un asile destiné à pour accueillir les vieillards et les indigents au mont Sainte-Marie, au Faubourg-Blanchot. Cette vaste bâtisse, aujourd'hui appelée « Ma Maison », a été démolie en 1999 pour être réédifiée sur des plans plus appropriés conçus par l'architecte Daniel Leroux.

En 1926, à la Vallée-du-Tir, une chapelle est construite par le père Mulsant, qui prend le nom d'église du Bon Pasteur. À partir du 10 janvier 1928, une messe dominicale y sera célébrée régulièrement d'abord par le père Bussy, puis par le père Bichon. Par suite d'un cyclone, la chapelle est détruite, aussi une nouvelle église est-elle construite, qui sera consacrée le 30 mars 1948.

Église du Bon Pasteur,
album archevêché, coll. SANC

Les évêchés

En 1877, Mgr Vitte, récemment nommé vicaire apostolique de la Nouvelle-Calédonie, constate que « la cure est une baraque, la seule maison couverte en chaume dans toute la ville. Le presbytère et l'église de Nouméa sont non seulement insuffisants mais ne sont nullement dignes du chef-lieu d'une colonie française. » Le gouvernement de Pritzbuer, par l'arrêté du 25 juillet 1877, affecte alors pour la construction d'un évêché un terrain situé sur la colline du « camp des Moineaux ». Un immeuble à étages comportant deux bâtiments est achevé en 1879, à côté de la résidence du gouverneur. Suite à la laïcisation imposée par l'État, l'évêque est expulsé en 1904 des locaux de l'ancien évêché, surnommé le « pigeonnier ». La construction d'un nouvel édifice est alors entreprise au Faubourg-Blanchot, qui s'achèvera en 1906. Celui-ci est entièrement reconstruit de 1962 à 1963.

Premier évêché, album archevêché, coll. SANC

Plan du premier évêché
coll. Shekleton

Inauguration de l'évêché, en 1906, coll. MDVN

Places of worship in the suburbs

The construction of another place of worship proved indispensable. The church dedicated to St. John the Baptist was consecrated on 26 April 1903 in the Valley-of- Settlers, on land offered by the heirs of John Taragnat. It was completed in 1923 with the elevation of a bell tower. Other religious buildings were built in the city, like that of the Little Sisters of the Poor, in 1902, and the Church of the Good Shepherd, in 1926, which will be rebuilt in 1948 after being destroyed by a cyclone.

L'architecture Art déco

Maison en béton, 1953, coll. Cœcilia Brun

Après la Première Guerre mondiale, l'architecture se trouve profondément transformée par l'arrivée du béton armé. Cette technique permet de nouvelles formes architecturales : oriel (bow-window), porte-à-faux, formes courbes. Aussi les façades vont-elles s'animer de balcons ou d'auvents en encorbellement. Les volumes sont sobres, les couleurs blanches, les toitures cachées derrière les frontons. Pourtant, l'architecture Art déco reste une architecture de l'ornement.

L'utilisation de béton armé va surtout entraîner une complète modification de la conception des maisons calédoniennes. À une époque où certains Nouméens acquièrent quelque confort avec la généralisation de l'eau courante, du tout-à-l'égout, puis de l'électricité, les trois anciennes dépendances – cuisine, salle de bains et sanitaires – peuvent désormais être incorporées au bâtiment. La cuisine devient une pièce à part entière, aménagée avec des placards et un évier. La salle de bains se voit doter d'une baignoire émaillée et d'un lavabo. Quant aux toilettes, grâce aux fosses septiques, elles sont entièrement intégrées à la maison.

Par ailleurs, les maisons Art déco se caractérisent par des dalles en béton, tant pour la couverture que pour les sols, les balcons et les terrasses. Les murs sont en aggloméré avec des motifs en relief faits de lignes sinueuses ou de formes géométriques telles celles d'un diamant. Les balustres, le fronton et des modénatures en béton travaillé rythment la façade. Cependant, la hauteur des bâtiments de la ville reste peu élevée, limité au format R+1, sauf pour quelques immeubles qui atteignent R+4. Le béton permet aussi la construction de pieds de pente épousant les dénivelés du terrain nouméen souvent accidenté, ce qui favorise la densification de certains quartiers fréquemment confrontés à des différences de niveau.

L'utilisation du béton armé donne également la possibilité à des propriétaires de « maisons coloniales » de transformer la façade persiennée, endommagée par le temps, en une façade à ossature en béton armé. Les persiennes, elles, sont remplacées par des fenêtres à guillotine portant des verres « marguerite » multicolores.

Cependant, comme le note Dorothée Dussy, tous les logements de la ville ne relèvent pas d'un souci architectural poussé : « En 1927 déjà, la carence en logements avait conduit à la constitution de véritables quartiers de taudis abritant des travailleurs de toutes ethnies dans la ville. *En 1941, le gouverneur tente de pousser la municipalité à construire des logements bon marché*. » (1995)

Construction rue Bichat, cliché Fonbonne, fonds Kakou, coll. SANC

L'évolution d'une maison

Vers 1905, Arthur Magnin construit une maison d'habitation classique, en bois avec une toiture en tôles. Au cours des années 1926-1927, il entreprend de la surélever sur un rez-de-chaussée en ciment armé. Avec ses employés javanais, il soulève le corps de logis à l'aide de vérins calés sur des fûts. Son fils, Raymond, diplômé de la faculté de médecine de Paris (1929) et premier chirurgien calédonien, y ouvre son premier cabinet avant de s'installer à la Vallée-des-Colons en 1938. En 1964, la maison est louée à Jacques Cheval qui y crée un magasin d'ameublement Roche et Bobois. De 1993 à 1998, l'Agence de développement de la culture kanak y établit ses bureaux dans le cadre de la préfiguration du centre culturel Tjibaou. Puis le lieu accueille de nouveau divers commerces.

Surélévation, coll. Magnin

The Art Deco architecture

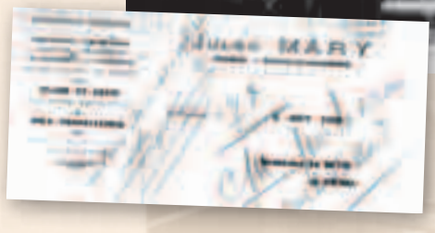
After World War I, the architecture was profoundly transformed by the arrival of reinforced concrete. This technique enabled new architectural forms resulting in a complete redesign of New Caledonian houses. At a time when some Noumeans attended the generalization of running water and electricity, the three former outbuildings - kitchen, bathroom and sanitation – was able to be incorporated into the main building .

Des entrepreneurs innovateurs

À Nouméa, l'utilisation de nouvelles techniques de construction est le fait de quelques noms parmi lesquels les entrepreneurs Martin Böttcher, Jules Mary et de M. Werquin, lequel travaille en étroite association avec les frères Rampal, ainsi que l'architecte Pierre Raighasse. Martin Böttcher, d'origine tchécoslovaque, arrive en Nouvelle-Calédonie en 1928, en provenance d'Australie. Après plusieurs années chez l'entrepreneur Werquin, il s'installe à son compte, tout d'abord pour construire des maisons en bois, avant de s'essayer au béton armé. On retrouve souvent dans ses constructions un souci de l'alignement des façades et le travail de l'angle de rue, arrondi ou tronqué. Le fronton est conçu en acrotère et les auvents sont partiels ou continus. Comme le note l'architecte Laurent Limoge, « les bâtiments de Böttcher s'adressent à la rue ». (2009)

Maison Mariette, photo David Becker

Coll. SAVN



L'entrepreneur Martin Böttcher construit en 1948 cette maison d'angle pour y vivre avec sa famille. Il joue avec les courbes et les droites tant pour les façades que pour les fenêtres ou les auvents. Cette demeure constitue, sans doute, le témoignage le plus prégnant du style qu'il a développé. Sa façade est aujourd'hui classée.

Villa Böttcher, place Île de Lumière, photo Christophe Bouton

Immeuble Foch-Verdun, photo Pantz

Construit par Martin Böttcher dans les années 1940, cet immeuble est implanté sur un îlot triangulaire.

Coll. SAVN

Dans les années 1930, le « courrier arrivée » de la ville de Nouméa permet de constater que les projets de construction sont soumis pour autorisation au maire par l'intermédiaire d'une simple lettre accompagnée de plans de façade et de distribution.
À partir des années 1970 (??), le permis de construire devient obligatoire et est délivré par le Territoire. Depuis 2000, il est délivré par le service d'urbanisme de la commune. Cependant, depuis 1947, les communes ont l'obligation d'en conserver un exemplaire afin de le communiquer au public.

Innovating building contractors

In Noumea, the use of new construction techniques was due to a few building contractors among whom Martin Böttcher, Jules Mary and Mr. Werquin, who worked in close association with the brothers Rampal and the architect Pierre Raighasse. The building permit became mandatory. It was first issued by the Territory. Since 2000, this document has been issued by the planning department of the municipality.

Les bâtiments commerciaux et administratifs de style Art déco (1920-1950)

Comme dans le domaine privé, de 1920 à 1950, les secteurs commerciaux et administratifs érigent des bâtiments de facture Art déco. Les édifices s'alignent sur rue et offrent des rez-de-chaussée aux piétons.

Ainsi la famille Ventrillon confie-t-elle, en 1948, à l'architecte australien Alexandre Jamieson la conception de son immeuble, rue de l'Alma. Le bâtiment étant construit sur une zone de remblai, ses fondations sont faites de pieux battus en bois de chêne gomme, bien connus pour être imputrescible. Le toit en terrasse est ajouré au-dessus du balcon du dernier niveau et les fenêtres sont alignées en bandeau. Le premier ascenseur calédonien y est installé pour desservir les trois étages.

Situé sur le trottoir d'en face, la Société Havraise Calédonienne sollicite, en 1955, l'architecte Pierre Raighasse afin de concevoir son nouvel espace de vente. L'immeuble est doté d'une entrée monumentale en angle qui porte l'enseigne « SHC ». Les techniques de construction liées à l'utilisation du béton armé sont employées : supports faits en structure métallique, pose d'auvents en porte-à-faux au-dessus du trottoir, alignement de fenêtres longues et horizontales, formes courbes, notamment pour l'angle de rue. Car, comme l'explique Laurent Limoge, « on trouve là l'architecture des grands magasins : signal et entrée au carrefour, enseigne sur rue, vitrines au rez-de-chaussée, grandes surfaces vitrées pour l'achalandage...

Le langage architectural développé est entre tradition et modernité, comme nombre de bâtiments de l'architecte. » (2009)

Bâtiment Ventrillon, rue de l'Alma, coll. Cœcilia Brun

Conçue en 1950 par l'architecte Georges Derquennes, cette demeure présente de larges débords de toit en béton, un balcon en porte-à-faux et des soubassements habillés de pierres (provenant vraisemblablement de la carrière de Koumac). Le living en forme circulaire ouvrait sur l'horizon et sa position au sommet d'une crête ainsi que l'absence de constructions environnantes offraient un panorama exceptionnel.

La Havraise, 1953, coll. Cœcilia Brun

La Bastide, hôtel Mokana en 1965, Mont-Coffyn, coll. Drouart

Commercial and administrative Art Deco buildings (1920-1950)

From 1920 to 1950, the commercial and administrative buildings also used Art Deco style. The buildings were aligned on the street and to offer pedestrians a ground floor. Thus, in 1948, the Ventrillon family entrusted to the Australian architect Alexander Jamieson the design of his building located on Alma Street. It was provided with the first elevator of the island to service its three floors.

L'architecture néo-régionale

L'architecte Georges Derquennes, arrivé durant les années 1930, conçoit un certain nombre de maisons dans le style Art déco, mais ses plus belles réalisations appartiennent au style dit néo-régional, inscrit dans le courant architectural régionaliste qui triomphe dans les stations balnéaires de l'Atlantique dès les premières décennies du XX^{e} siècle. Ses principales caractéristiques sont un retour à la pierre et la réalisation d'éléments d'ornementation faits de faux colombages en ciment armé. Georges Derquennes travaille principalement en collaboration avec l'entrepreneur Jules Mary, plâtrier arrivé d'Argentière en 1926, à l'âge de 42 ans. Leur association se traduit par la réalisation de nombreuses maisons, notamment dans les quartiers de l'Orphelinat et de la Vallée-du-Tir.

Durant toute l'année 1939, la promenade favorite des Nouméens consistait à se rendre au quartier de l'Artillerie pour suivre la construction de ce qu'ils appelaient « le Château », en l'occurrence la maison Gaudriault, conçue par Georges Derquennes et les entrepreneurs Mary et Druylans.

Construction en 1962 de l'immeuble Jacques-lékawé, ainsi baptisé en hommage au premier préfet kanak, Jacques lékawé (1946-1992), fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Comme dans de nombreuses constructions de l'architecte Derquennes, la pierre est mise à l'honneur. On fait même venir de Métropole un tailleur de pierres, M. Degreff, pour poser les pierres provenant des carrières de Koumac. Mais la maison se caractérise aussi par la réalisation d'éléments d'ornementation faits de faux colombages en ciment armé soulignant les niveaux supérieurs. Le jeu de toits asymétriques est recouvert de tuiles estampillées à Périgueux, mais, après plusieurs cyclones, celles-ci seront remplacées par des tôles. La volumétrie de la maison, la composition des façades et certains éléments architecturaux, pergola et mâchicoulis notamment, en font un exemple unique en Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, Jules Mary (1884-1980), qui acquiert plusieurs lots du domaine de la colonie en 1936, route du Vélodrome, dans le quartier de l'Orphelinat, construit d'imposantes bâtisses de style néo-basques dans les années 1945-1950. L'une d'elles, bien connue pour avoir abrité le restaurant La Potinière, comprend deux étages où s'articulaient quatre appartements avec salle de bains. À côté, une autre maison de même envergure aurait été la demeure de l'entrepreneur et de sa famille nombreuse. Pour ses enfants, il construit également, au Mont-Vénus, neuf villas, toujours de style néo-basque. Mais il va marquer de son empreinte l'ensemble de la ville, notamment grâce à la construction de l'immeuble Jacques-lékawé, surnommé « l'Aquarium », de l'école Saint-Joseph-de-Cluny, mais encore de l'immeuble Mary qui fit en son temps sensation, lors de son édification à la Vallée-du-Tir. Considérablement dégradé par la suite, celui-ci a fait l'objet d'une rénovation.

La Potinière, coll. Limoge

Villa Gaudriault, photo David Becker

The neo-regional architecture

The architect George Derquennes, who arrived in the 1930s, designed a number of houses in the Art Deco style, but his finest achievements were made in the style known as neo-regional. Its main features are the use of stone and decorative elements made of reinforced concrete and timber. Derquennes worked with the contractor Jules Mary, arrived in 1926. Their association resulted in the building of many houses, especially in the Orphanage Bay and in Valley-du-Tir.

L'architecture de guerre

Demi-lunes, fonds *Ariège*, coll. MDVN

Lorsque l'armée américaine débarque le 12 mars 1942 en Nouvelle-Calédonie, non seulement elle investit tous les bâtiments importants pour y installer son quartier général, mais aussi tous les emplacements disponibles de la ville pour y établir ses camps. Elle va également recourir pour loger ses troupes à divers types de baraquements préfabriqués. Parmi eux, la fameuse demi-lune deviendra un des symboles forts de la présence américaine durant la guerre du Pacifique. Au lendemain du conflit, alors qu'elles auraient dû être détruites, les demi-lunes sont récupérées par des familles qui, comme le rappelle Macate Wenehoua, le premier architecte kanak, s'y installent : « En 1957-1958, mes parents habitaient dans une demi-lune, à Montravel, sur le terrain de la société Vaccum Oil où mon père travaillait et qui deviendra plus tard la Mobil. Il existait alors deux autres demi-lunes laissées par les Américains et qui servaient d'entrepôts à la société. L'une a été reconvertie en église par la communauté presbytérienne vanuataise. » Souvent réaménagé ou reconstruit en brousse, ce dock en demi-cercle devient ainsi une caractéristique du paysage calédonien. Sa forme a d'ailleurs inspiré, ces dernières années, certains projets architecturaux comme l'université de Nouville, ou plus récemment, le complexe sportif François-Anewy, à la Vallée-du-Tir.

Le « Pentagone » et la chapelle Sainte-Anne, coll. MDVN

Mais la construction la plus imposante de l'époque de la guerre du Pacifique est le bâtiment regroupant tous les services administratifs de l'armée américaine, édifié à la fin de 1944, sous la direction du général Gilbraith, à l'Anse-Vata. Ce quartier général à cinq ailes fut, en conséquence, appelé « Pentagone » et portait sur sa façade l'inscription « South Pacific Base Command ». Après la guerre, il devint le siège de la Commission du Pacifique Sud.

À proximité avait été construite, entre 1943 et 1944, une église de plan basilical avec deux ailes perpendiculaires à la nef. L'entrée était surmontée d'un clocher à la base carrée et au toit pointu, et les façades latérales étaient faites de bardeaux peints en blanc dans la tradition des édifices anglo-saxons. Bien qu'elle ait été désaffectée après le départ des Américains, les Nouméens s'en souviennent encore car elle ne fut détruite qu'en 1970 par un incendie.

Le musée de la Seconde Guerre mondiale en Nouvelle-Calédonie

La demi-lune américaine sise rue Mangin est devenue après la guerre le local des Forces navales françaises libres (FNFL), puis un lieu de stockage du matériel militaire. Cédée en 2003 à la ville de Nouméa, elle est en cours d'aménagement afin d'y installer un musée de la Seconde Guerre mondiale en Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec la province Sud.

Projet du musée, coll. AEN

Monument américain, coll. Raulet

Érigé en 1972 sur les plans de l'architecte François Raulet, ce monument commémore le cinquantième anniversaire de l'arrivée des forces américaines à Nouméa le 12 mars 1942.

Architecture during the war

When American forces landed, on March 12, 1942, they invested all important buildings but also the locations available to establish their camps. At the end of 1944, they built their headquarters with five wings, called "Pentagon", at Anse Vata, under the leadership of General Gilbraith. At the end of the war, prefabricated huts, called "half-moons", were picked up by local families.

L'église du Vœu

Faisant suite à la promesse de Mgr Bresson de construire une église si les Japonais n'envahissaient pas la Nouvelle-Calédonie lors de la guerre du Pacifique, un comité est créé en 1947, pour recueillir des fonds. Des quêtes et une grande souscription sont organisées à travers toute la ville, ainsi que des kermesses. La municipalité cède un terrain en face du vélodrome pour édifier l'église. Les plans de l'édifice sont dressés par l'architecte Pierre Raighasse et l'entreprise Mary est sélectionnée pour le construire.

De style moderne, l'église, de 38 mètres de long et 12,70 mètres de large, comporte deux rangées de contrefort. La hauteur sous voûte atteint 11,25 mètres. Une Vierge, de sept mètres de haut, décore la façade.

En 1951, pour remercier Nouméa des aides nombreuses dont elle avait bénéficié, Haguenau, ville martyre de la Seconde Guerre mondiale, offre un vitrail de sainte Odile, patronne de l'Alsace. L'église est inaugurée en mai 1953 et officiellement consacrée sous le nom d'« Église du Cœur Immaculé de Marie ».

Inauguration de l'église du Vœu, 1953, album archevêché, coll. SANC

Perspective du musée de Nouvelle-Calédonie, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Salle omnisports de l'Anse-Vata, 1966, album Haut-commissariat, coll. SANC

L'architecte Pierre Raighasse (1902-1966)

L'architecte breton Pierre Raighasse, qui était un excellent peintre, arrive en Nouvelle-Calédonie en 1947. Il a conçu de nombreux édifices à Nouméa : des maisons privées, des immeubles et des bâtiments publics tel le musée de Nouvelle-Calédonie. Son style se caractérise principalement par des claustras en béton, des encadrements en saillie, des baies et des balcons en arrondi. Le docteur François Guégan et son épouse, Jeanne, lui confièrent nombre de leurs constructions, notamment celle du cabinet de consultation du centre-ville, conçu en 1956 et réalisé par la SCET. Un escalier à quart tournant offre la possibilité, dès l'entrée principale du lieu, d'accéder à l'étage. Une alternance de fenêtres verticales et de bandeaux composés de soupiraux ou de claustras ajourés rythme la façade. Un porte-à-faux surplombe le trottoir. À l'intérieur, de vastes pièces sous des plafonds de 4,20 mètres de haut se distribuent autour du superbe escalier. Une observation approfondie permet de constater le souci du détail de l'architecte.

Villa Guégan, 1954, coll. Jeanne Guégan

Étant souvent moins limités financièrement que pour des constructions plus traditionnelles, les architectes peuvent dans le cadre de la construction d'une « maison de maître » donner libre cours à leur génie créateur tout en ayant recours aux techniques les plus innovantes.

The Church of the Vow

After World War II, the number of parishes increased to meet the needs of the new neighborhoods. Bishop Bresson had promised to build a church if the Japanese did not invade New Caledonia during the war. In 1947, a committee was created to raise funds and the municipality gave a lot to build the church which was called "Church of the Vow". The plans were drawn up by architect Pierre Raighasse and Mary was the company selected to build it, which was done in 1953.

Les premiers lotissements sociaux pavillonnaires (1950-1970)

Les grands travaux d'infrastructures qu'engage le Territoire dans les années 1950 ainsi que la prospérité économique exceptionnelle dont bénéficie la ville durant la période du boom du nickel engendrent d'importants besoins de main-d'œuvre et un accroissement démographique considérable. Le secteur du bâtiment connaît alors un développement sans précédent. Il faut construire vite et beaucoup afin de répondre à la très forte demande de milliers de nouveaux ménages migrants, dont les plus modestes étaient souvent condamnés à vivre dans des logements de fortune, ou de suppléer aux « bases vie » provisoires créées par les entreprises. Or, par le décret du 22 juillet 1957, l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie est déclarée compétente pour prendre des délibérations rendant possible une réglementation territoriale dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et des habitations à bon marché. En conséquence, une politique d'habitat collectif à vocation principalement locative est lancée, alors que, pour le pavillonnaire, l'accès à la propriété est favorisé.

Cependant, dès 1955, Iékawé Gope Laguisse (qui sera, en 1957, un des premiers conseillers territoriaux élus originaires des Îles) avait demandé la création de logements à prix modéré pour les Mélanésiens. La conception d'une cité à Montravel est confiée à l'architecte Gabriel Cayrol. La première pierre est posée le 29 septembre 1957. En 1959, sur une superficie de 3 hectares, 37 maisons de type F3 de 54 m² sont livrées. Cette première initiative est suivie la même année du lancement d'un programme de construction d'habitations à loyer modéré (HLM) à Sainte-Marie, comportant 130 logements sur 8 ha. Les maisons sont alors très compactes, pratiques et toutes identiques, avec un jardinet. Une seconde tranche de constructions débute, en 1962, au fond de la vallée de Montravel, de 38 logements de type F3. En 1963 est lancée la construction d'une « cité d'urgence » à Logicoop.

Construction de maisons à Logicoop, coll. Terrier

Pour renforcer la politique d'habitat social, est créé, le 17 décembre 1964, le Fonds social de l'habitat (FSH) qui, en association avec une autre société publique, la Société immobilière et de crédit de Nouvelle-Calédonie (SICNC) va entreprendre d'importants programmes de construction de villas individuelles. Ainsi, en 1968, une deuxième tranche de la cité de Logicoop est entreprise et, dès 1966, une troisième, de 18 logements de type F4 de 74 m², dans la partie basse de la cité de Montravel.

Par la suite, à la lumière de leurs premières expériences et grâce à une meilleure connaissance de la clientèle locale et de ses besoins, le FSH et la SIC réalisent, avec le concours de la ville, à la Rivière-Salée, un grand programme urbain mixte où coexistent immeubles collectifs et lotissements individuels aérés. Cinq secteurs d'habitat y sont occupés à ce jour, représentant environ 12 000 logements, répartis sur 172 hectares autour d'un centre commercial, avec des groupes scolaires, un centre sportif, des aires de promenade et de jeux pour les enfants. Les conditions avantageuses offertes aux futurs propriétaires, qui appartiennent aux couches modestes de la population, paraissent avoir contribué au succès d'une expérience que confirme l'extension régulière de ce quartier, cependant exposé désormais à certaine délinquance.

Maisons de Logicoop, coll. Terrier

Selon Pierre Hardy, un des premiers bénéficiaires de la deuxième tranche, livrée en 1968, le prix de vente d'un terrain avec une maison était de 1,1 million de francs, remboursable par des traites mensuelles de 7 880 francs.

Le Fonds social de l'habitat (FSH)

Le FSH, créé le 17 décembre 1964 à l'initiative des organisations syndicales et de la Fédération patronale, est le plus ancien bailleur social du Territoire. Selon ses statuts, il a pour but d'intervenir en faveur des salariés de Nouvelle-Calédonie, afin de faciliter leur accès au secteur locatif à loyer modéré ainsi qu'à la petite propriété de terrains viabilisés nus ou bâtis. Il peut également intervenir dans la réhabilitation de l'habitat insalubre. Depuis sa création, le FSH a réalisé 4 990 produits en accession à la propriété et son parc locatif compte 1 494 logements, principalement situés à Nouméa.

The first suburban social housing estates (1950-1970)

The major infrastructure undertaken by the Territory in the 1950s and the exceptional economic prosperity enjoyed by the city during the nickel boom engendered significant needs for labor and a considerable population growth. The construction sector then experienced an unprecedented development. Consequently, a policy of rental group housing was launched, and access to property was encouraged in places like Logicoop, Montravel and Rivière-Salée.

La génération des tours (1970-1990)

En 1961, le Territoire fait construire un premier immeuble de 40 logements au mont Té, à Montravel. Conçus par l'architecte Jacques Rampal, ces logements devaient être affectés aux ayants droit de la CAFAT. Un centre commercial, des écoles, des centres religieux et récréatifs devaient initialement les accompagner, mais ils ne verront le jour que lors de la mise en place des autres immeubles de la cité, consécutive au boom du nickel.

C'est d'ailleurs le moment où de fortes pressions sont exercées par les instances gouvernementales afin de réaliser, au plus vite et au meilleur compte, de grands programmes d'habitat locatif collectif. En effet, la mission socio-économique qui travailla à Nouméa en 1968-1969 estimait à 10 000 le nombre de logements à construire, pour pouvoir accompagner les objectifs officiels définis alors par le V[e] plan pour la Nouvelle-Calédonie : une production de 200 000 tonnes de nickel métal et une population de 200 000 habitants en 1975.

Quatre mille logements sont donc construits, principalement par la SICNC, grâce au rachat de grandes parcelles urbaines inoccupées jusque-là. Les principaux ensembles d'habitat collectif sortent alors de terre. La plupart sont conçus par de gros cabinets d'architectes parisiens, et construits par les grandes entreprises du BTP métropolitaines dont certaines innoveront la préfabrication lourde type Coignet. Ainsi sont construites les cités de Montravel (348 logements), de Tindu à Ducos (340 logements), de Port N'Géa à Sainte-Marie (156 studios), ainsi que celles des tours de Saint-Quentin à la sortie de Nouméa (610 logements), conçues par Jacques Rampal, et de Magenta (344 logements). Pour ce dernier ensemble, construit entre 1971 et 1976, les architectes André Maïakovski et Yves Cormier. Au centre des tours, bâties en béton, les espaces verts sont privilégiés, rejetant ainsi en périphérie la circulation automobile et les stationnements. La cité regroupe divers commerces et services afin de satisfaire au mieux les 3 000 personnes appelées à vivre dans les tours. Quant aux treize barres de la cité de Montravel, elles prennent le nom du sous-préfet Pierre Lenquette, qui, en 1969, décède dans un accident d'avion lors d'une mission aux îles Loyauté.

Ces cités, construites pour répondre rapidement au besoin criant de logements de l'époque, ont, par la suite, posé de nombreux problèmes, qu'il s'agisse des normes de construction ou de sécurité. De plus, elles ont accueilli pendant le « boom » tous les mal-logés de l'époque. Lors de la récession, la demande en logements décroît et on assiste à une lente paupérisation de leur population, principalement d'origine mélanésienne et wallisienne. Outre les problèmes de cohabitation souvent complexes qu'ils engendrent, ces ensembles se révèlent difficilement compatibles avec le style de vie océanien.

Aussi, depuis lors, d'importants travaux de réhabilitation et de rénovation ont été entrepris dans ceux qui subsistent tandis que des tours de Saint-Quentin font actuellement l'objet de démolition. De plus, afin d'éviter tout phénomène de ghettoïsation, la solution désormais retenue pour les nouveaux logements sociaux privilégie le semi-collectif, c'est-à-dire des îlots, dispersés dans la ville, de petits immeubles ne dépassant pas deux étages et offrant pour certains un espace de jardinage.

Maquette des tours de Magenta, coll. André Maïkovsky

Construction d'immeubles à Rivière-Salée, fonds *Haut-Commissariat*, coll. SANC

La création de Rivière-Salée

« Quand le conseil municipal a décidé d'aménager la zone de Rivière-Salée, c'était la brousse. Il n'y avait aucune habitation. On a dû assainir toute cette zone marécageuse, la remblayer, puis on a divisé le terrain en 5 secteurs. En 1972, on a pu enfin commencer à aménager le 1[er] secteur en construisant un centre commercial, des groupes scolaires, des équipements sportifs, un parc urbain, un commissariat, un dispensaire et un programme de 2 000 logements environ. Rivière-Salée a été le plus gros chantier de la ville. »

Robert Loudes, architecte-voyer de 1951 à 1978.

La SIC

Née en 1988 de la scission de la Société immobilière et de crédit de Nouvelle-Calédonie (SICNC), la SIC s'est vu attribuer une mission sociale et économique très large : acquérir, aménager, lotir, construire et gérer sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie, pour toutes les catégories de ménages quels que soient les revenus, en réalisant tous types de logements ou de bâtiments destinés à la vente ou à la location, dès lors qu'il s'agit d'opérations de développement social et économique. Aujourd'hui, la SIC gère un parc immobilier de plus de 8 000 logements, livre plus de 400 logements neufs chaque année et loge plus de 10 % de la population calédonienne (dont 1 Nouméen sur 4).

Cité Pierre-Lenquette, fonds *Haut-commissariat*, coll. SANC

Tours de Magenta, coll. Cormier

The generation of towers (1970-1990)

In the 1960s, strong pressure was exerted by the government to achieve, as quickly and as cheaply as possible, large programs of public rental housing in order to accompany the official goals set by the Fifth Plan for New Caledonia : a production of 200,000 tons of nickel metal and a population of 200,000 inhabitants by 1975. Four thousand flats were then built, mainly by the SICNC, with the acquisition of large vacant urban plots in Magenta, Saint-Quentin, Tindu and Montravel.

L'architecture moderne

Avec l'architecture moderne, qui marque les années 1950-1970, les bâtiments prennent de la hauteur. Les immeubles de trois ou quatre étages deviennent courants, mais également les tours telles celle de l'avenue du Maréchal-Foch ou, sous forme de complexe, celles de Saint-Quentin. *« Finies les masures, les bicoques. Purs de lignes, fonctionnels, adaptés au climat, les immeubles neufs s'élèvent à un rythme rapide, donnant à Nouméa son nouveau visage de ville moderne… »*, note le magazine *Sud Pacifique*.

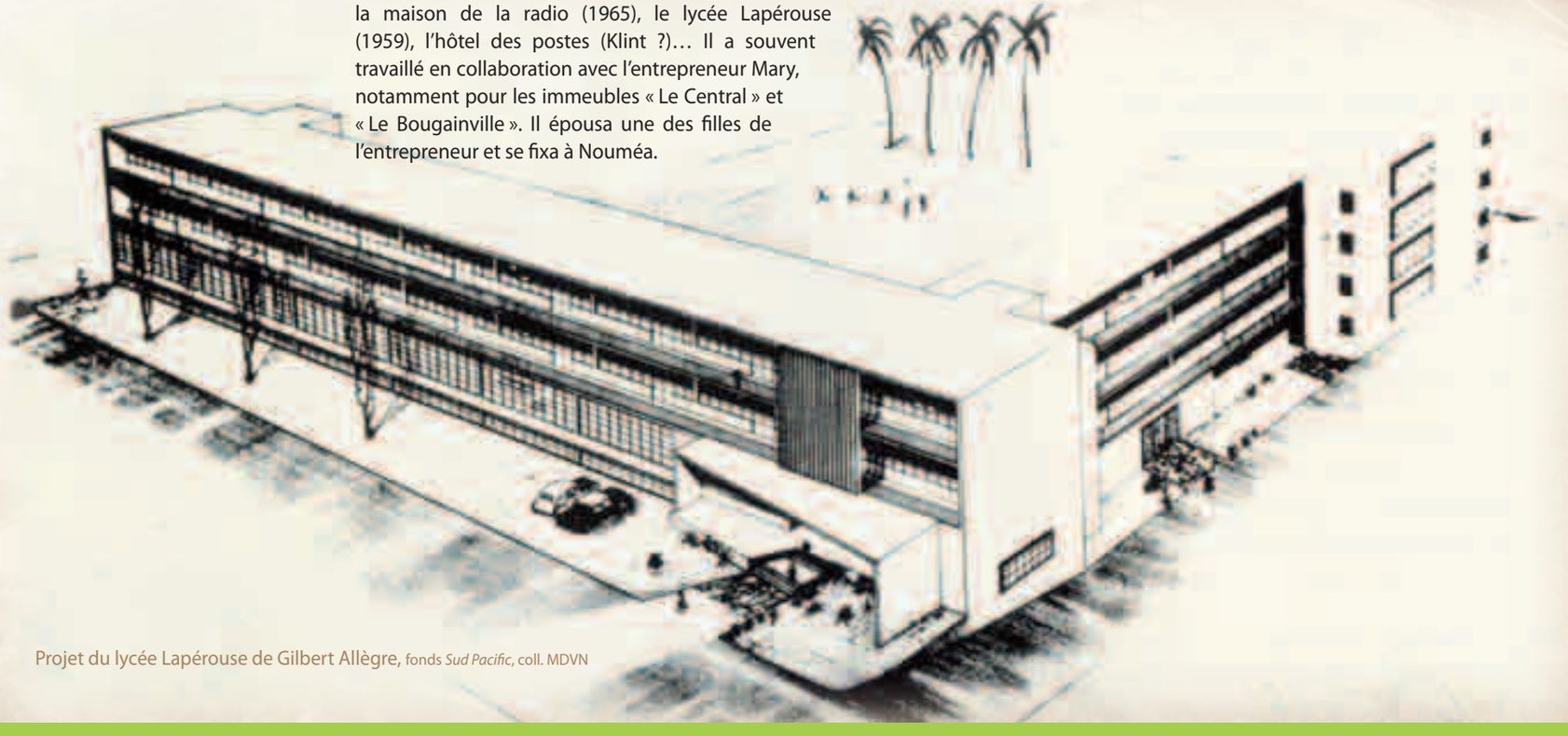
En centre-ville, les immeubles s'ordonnent le long de la rue, dessinant une « ville continue » selon les directives de l'architecte-urbaniste Paul Pascalon, initiateur du PUD de 1964.

Dans les faubourgs, les immeubles s'implantent parfois en retrait, avec à leur pied des parkings, caractéristiques de cette époque. Les façades sont sobres, presque sommaires ; les loggias sont inscrites dans l'épure du bâtiment et les balcons sont en saillie des façades. Pour se protéger du soleil, préoccupation constante sous les tropiques, on utilise dans un premier temps des claustras en béton ou parfois en terre cuite, puis, plus tard, des pare-soleil ou des brise-soleil verticaux à lames aluminium ou des vantelles en aluminium. Car si le béton est un matériau économique et pratique, il stocke la chaleur du jour et la restitue la nuit. Sous les climats ensoleillés, des dispositifs doivent être imaginés pour lutter contre la chaleur. Les toitures-terrasses seront isolées, parfois conçues en jardin ou doublées d'une seconde toiture.

Maison conçue par Jean Estieux, cliché Sophie Purnama

Tout comme autrefois, se noue, pour créer de l'ombrage, un jeu entre bâtiment et végétation avec des abords gazonnés ou des patios végétalisés. Si l'Art déco a inauguré l'architecture urbaine, l'art moderne, qui a recours à une rigoureuse pureté des lignes, se veut avant tout pragmatique.

Dans un style très contemporain, Gilbert Allègre a conçu la maison de la radio (1965), le lycée Lapérouse (1959), l'hôtel des postes (Klint ?)… Il a souvent travaillé en collaboration avec l'entrepreneur Mary, notamment pour les immeubles « Le Central » et « Le Bougainville ». Il épousa une des filles de l'entrepreneur et se fixa à Nouméa.



Projet du lycée Lapérouse de Gilbert Allègre, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Modern architecture

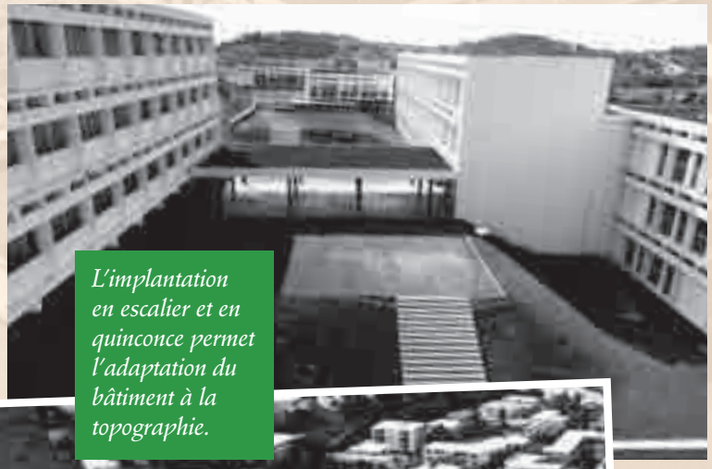
With modern architecture, which marked the years 1950 to 1970, the buildings gained height. Buildings with three or four floors were common, but also towers like that of the Avenue du Maréchal-Foch or those of Saint-Quentin. Downtown, the buildings were ordered along the street, drawing a "continuous city" as directed by the architect and urban planner Paul Pascalon, initiator of the 1964 PUD plan.

Les premiers architectes calédoniens

Détail du collège Baudoux, coll. Cormier

Partis au lendemain de la guerre pour faire leurs études d'architecture en France, trois jeunes Nouméens rentrent au pays dans les années 1960 et marquent de leur empreinte le paysage de la ville. Ils ont le souci de rompre avec une approche exclusivement individuelle de la construction en concevant désormais des projets qui s'intègrent au mieux dans leur espace environnant. Il s'agit de Gabriel Cayrol né en 1928, d'Yves Cormier et de Jacques Rampal, nés en 1931. Si Gabriel Cayrol et Jacques Rampal ont suivi les cours de l'École spéciale d'architecture (ESA), boulevard Raspail à Paris, Yves Cormier a fait ses études à la section architecture de l'École des beaux-arts (DPLG) de Paris où il obtient le prix du meilleur diplôme de sa promotion.

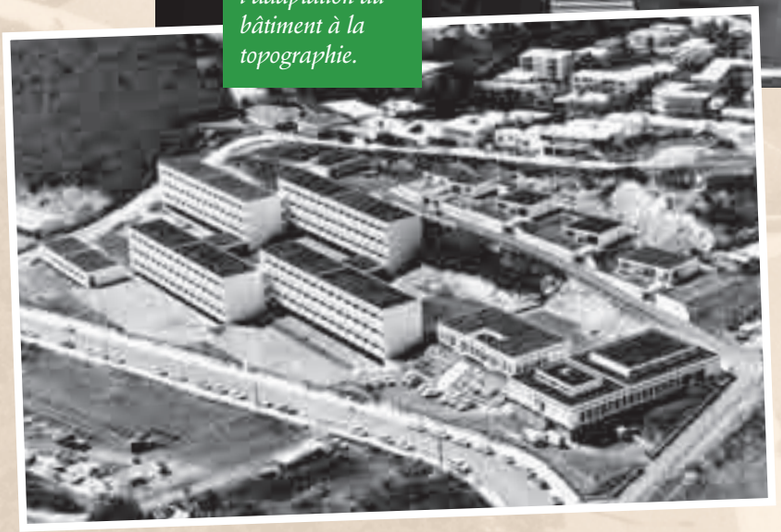
Mais comme le rappelle le magazine de l'architecture en Nouvelle-Calédonie, *Varangue*, au début, il leur a fallu vaincre de nombreux obstacles: « *Pendant les années 50, seuls les entrepreneurs ont imposé leur style qui en l'occurrence, a été beaucoup plus une absence de style. Le résultat a été catastrophique tant au point de vue esthétique que climatique (mauvaise conception générale). L'architecture a perdu tout son caractère durant cette époque.* » De plus, « *tous les plans des plus gros projets venaient de métropole. Ils étaient conçus par des architectes métros pour des besoins calédoniens. Autant dire que les résultats n'ont jamais été satisfaisants. [...] Les premiers plans réalisés effectivement sur le territoire datent des premiers Jeux du Pacifique. La non-attribution de ces projets était due à un manque de confiance dans les architectes locaux alors même qu'ils avaient des diplômes provenant des mêmes écoles métropolitaines que ceux exerçant dans l'Hexagone.* » (1990)



L'implantation en escalier et en quinconce permet l'adaptation du bâtiment à la topographie.

L'architecture de Jacques Rampal, architecte d'opération de la mairie de Nouméa à partir de 1975, se caractérise par des lignes classiques et un style épuré. On lui doit la Chambre de commerce et d'industrie (1965), la maison de la Direction de l'aviation civile (1970), la résidence du haut-commissaire (197 ?) et, en dehors de la ville, l'aéroport de La Tontouta.

Yves Cormier s'illustre principalement dans la conception des établissements scolaires. Tandis que la construction des écoles est gérée jusqu'en 1980 par la municipalité, qui en conçoit les plans avec les entrepreneurs sans passer d'avis de concours préalable, les collèges et lycées sont suivis jusqu'aux années 1970 par les architectes des bâtiments civils et des palais nationaux. Les commandes répondent à des programmes précis et à des règles très strictes. Aussi retrouve-t-on des constantes dans les constructions telles que les circulations en coursives, les salles de cours en second jour, les tours d'escalier rejetées en pignon. Souvent associé à l'architecte André Maïkovsky, Yves Cormier a conçu l'école Suzanne-Russier (1967), l'université de Magenta, initialement foyer de jeunes filles, les collèges Baudoux et Mariotti (1971), mais aussi les immeubles Minitti ou Longchamps et de nombreuses villas privées… Yves Cormier quitte la Nouvelle-Calédonie en 1976 pour suivre des chantiers internationaux en tant qu'architecte d'opération. Il est aujourd'hui revenu au pays pour une retraite bien méritée.



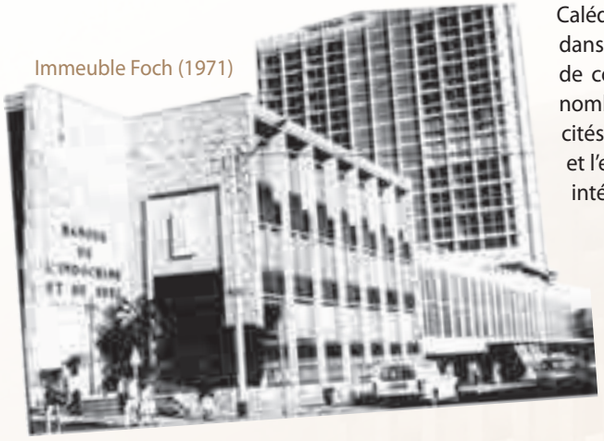
Collège Mariotti, par Yves Cormier et André Maïkovsky, coll. Fonds Scet, coll. SANC

The first New Caledonian architects

After studying architecture in France, three young New Caledonian returned to their country in the 1960s and then marked the landscape of the city : Gabriel Cayrol, Jacques Rampal and Yves Cormier. Wanting to break away from an individual approach to construction, they conceived projects that were integrated into their space. They achieved the Tontouta airport, the Chamber of Commerce and Industry, schools and high schools and many private houses.

Gabriel Cayrol

Gabriel Cayrol, major de sa promotion à l'ESA, développe une architecture associant des concepts de l'architecture moderne internationale, faite de lignes épurées, de sobriété des volumes, de longs murs blancs, de fenêtres en bandeau et de grandes baies vitrées, avec l'utilisation du béton et de la pierre locale. Attentif aux contraintes climatiques, il fait le choix de toitures-terrasses résistant aux cyclones, de patios rafraîchissants, de grands claustras et de persiennes coulissantes pour lutter contre l'ensoleillement direct. Il introduit en Nouvelle-Calédonie le principe de la double peau de persiennes aluminium en façade principale, toujours dans un souci de protection contre les ardeurs du climat. Il s'implique dans tous les types de constructions : immeubles, tels que l'immeuble Foch (13 étages) ou la clinique Tollinchi, nombreuses maisons privées et semi-publiques, telles que la Maison du combattant (1963), cités, comme celle de Montravel. Sa préoccupation sera toujours d'associer au mieux l'intérieur et l'extérieur l'utilisation de baies vitrées et en ayant recours à des bassins ou à des patios pour intégrer la nature au sein de l'habitat.



Immeuble Foch (1971)

« Les bureaux sont organisés en « L » autour de la cage de circulations verticales, des locaux techniques et du couloir central. La structure dépend de poteaux libres ou de refends transversaux mis en retrait pour la communication de bureau à bureau. Ce retrait permet de mettre en valeur le rythme horizontal des nez de dalle. Les panneaux de façade, entièrement vitrés, règnent donc de dalle à dalle. Une ossature rapportée en aluminium vient rigidifier l'ensemble, apportant une deuxième trame de lecture, complétée par celle, plus fine, des menuiseries. L'emploi de verre réfléchissant allège la présence construite en montrant l'environnement immédiat et lointain. »

Laurent Limoge *(2009)*

Cette construction de plus de 45 ans est reconnue, bien au-delà des limites de la Nouvelle-Calédonie, comme une réalisation exemplaire de l'architecture moderne. Aussi un projet de classement est-il envisagé.

Maison des anciens combattants (1963), fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Résidence de Gabriel et de Danielle Cayrol (1969), cliché Pierre-Alain Pantz

Gabriel Cayrol

Gabriel Cayrol, developed an architecture combining the concepts of international modern architecture made of sleek, sober volumes, long white walls, ribbon windows and large windows, with the use of concrete and local stone. Sensitive to climate conditions, he chose cyclone-proof flat roofs, refreshing patios, trellises and large sliding shutters to fight against direct sunlight. Particularly appreciated by the Nawa family, he was the designer of all their building projects.

Les architectes des années 1980 à 2000

À compter de 1974, la ville met en place des concours d'architecture pour les projets d'envergure. Une nouvelle génération d'architectes s'installe en Nouvelle-Calédonie, qui s'exprime principalement durant les deux dernières décennies du XX^{e} siècle. Parmi eux, notamment, Alain Formis et François Raulet, tous deux issus de la promotion 1968 de l'atelier Dengler de l'École nationale supérieure des beaux-arts, ainsi que des architectes calédoniens comme Daniel Leroux, Philippe Trouillat, Jean-Gabriel Cayrol, Macate Wenehoua, Jean Tronquet.

Coll. Pascal Picou

La première agence, dans les années 1980, est celle de Jean Formis, un architecte qui s'exprime dans tous les styles de constructions : l'immeuble « Le Surcouf » (1975), le collège de Magenta (1979), l'aménagement de la pointe Brunelet, la plus grosse opération immobilière privée réalisée sur le territoire avec ses 176 logements répartis autour d'une butte (1992), le Bingo (1986, rénové en 1997), le collège de Normandie, en forme de sextant (1999).

Puis sont créées par les agences de François Raulet et de Daniel Leroux. François Raulet débute dans la construction privée, notamment avec les tours « Morault » (1981) et « Isle de France » à l'Anse-Vata, les immeubles « Île de lumière » et « Le Catalan » à la Baie-des-Pêcheurs, l'immeuble Gallieni 2. Il remporte dans le même temps des concours publics lui permettant d'être à l'origine de nombreux bâtiments ou édifices à caractère administratif : la croix de Lorraine (1972), le monument commémoratif du cinquantenaire de l'arrivée des Américains en Nouvelle-Calédonie (1975), le centre de secours (1978), la gare maritime (1992), l'hippodrome Henri-Milliard, en collaboration avec le paysagiste métropolitain TUP- Philippe Thébaud et Christian de Lagarde (1998), le nouveau plateau technique de l'hôpital Gaston-Bourret (2000), l'aérogare de Magenta (2001), l'extension de la province Sud (2010)… Quant à Daniel Leroux et Philippe Trouillat, ils sont à l'origine de l'hôtel « Le Surf » (1983), du marché municipal, suite au concours international d'aménagement de la baie de la Moselle remporté avec François Raulet (1991), mais aussi des immeubles « Carcopino » au quartier Latin, « Le Lotus » à la Baie-des-Citrons, « Le Corail » à l'Orphelinat, « Canal+ » au centre-ville ainsi que les résidences de Port Moselle…

Jean-Gabriel Cayrol, fils de l'architecte Gabriel Cayrol, est l'auteur des réalisations suivantes : ENERCAL (1998), l'immeuble « Le Kariba » (2001), la salle municipale des mariages (2003), « Le Fuji » (2004), les tours « Pacifique Arcade » (2008), « Le Botticelli » (2011)…

À Willy Porcheron, on doit : le siège social de France Câble et Radio (1996), l'immeuble « La Promenade » (2003), le centre commercial « Le Plexus » à Ducos (2005), l'immeuble « Pentecost » rue d'Austerlitz, les bungalows sur l'eau de l'hôtel de l'îlot Maître ou encore la résidence « Le Copernic ». Nous pouvons citer également, pour Richard Audoly : la morgue de Nouméa, de nombreux logements sociaux de la SIC dont le village des Gaïacs à Magenta…

Roland Osmont a, pour sa part, été très prolifique notamment dans la construction résidentielle. Il a ainsi conçu le centre commercial « Port Plaisance », l'immeuble de logements « Le Grand Large » à la Baie-des-Citrons (1981), les résidences de « La Plage » (1998), « Port Ferry » (2003), « Monin », « Port du Sud » et « Océane », le « Ramada Plaza » (2001), le bâtiment « FORM+ » à Normandie…

Philippe Flagel est connu, quant à lui, pour les immeubles de logements sociaux comme « Les hameaux de la colline », ainsi que pour le centre de formation des apprentis Lucien-Mainguet à Nouville, la caserne des pompiers à Magenta…

Enfin, Pascal Picou s'est illustré avec la résidence « Sunset Marina », les immeubles « Jules Garnier », « Manhattan » et « Gallieni » au centre-ville, l'hôtel de la province Sud à la Baie-de-la-Moselle, la salle omnisports de Rivière-Salée pour les VIII^{e} Jeux du Pacifique Sud (1987)…

Le 21 août 1997, le conseil de l'ordre fait voter par le Congrès une délibération relative à l'architecture, afin d'en améliorer la qualité. En effet, jusqu'alors, 95 % des dossiers de permis de construire déposés étaient conçus sans l'intervention d'un architecte.

Coll. CPS

La CPS

En 1995, la CPS emménage dans son nouveau siège spécialement conçu sur le terrain de l'Anse-Vata donné par la Nouvelle-Calédonie et la ville de Nouméa. La construction, à laquelle l'Australie a contribué, a été confiée, en 1992, après un concours international, au cabinet fidjien Architects Pacifique. Celui-ci a proposé un concept inspiré à la fois de la relation privilégiée des Océaniens avec leur environnement et d'un symbole fort du Pacifique, puisque le bâtiment simule une pirogue polynésienne retournée. Alliant le bois et le verre, l'architecture proposée se veut un dialogue entre l'intérieur et l'extérieur. Elle offre également une conception modulaire permettant de nombreuses extensions adjacentes. La CPS est, après le centre culturel Tjibaou, l'œuvre la plus représentative de l'architecture océanienne contemporaine à Nouméa.

The architects from 1980 to 2000

From 1974, the city has been implementing architectural competitions for major projects. A new generation of architects settled in New Caledonia. Among them, Alain Formis and Francois Raulet, and New Caledonian architects like Daniel Leroux, Philippe Trouillat, Jean-Gabriel Cayrol (son of Gabriel Cayrol), Macate Wenehoua and Jean Tronquet. The first agency was that of Jean Formis, created in the 1980s.

Les architectes d'aujourd'hui

École primaire de Kaméré de Laurent Vignet, coll. Vignet

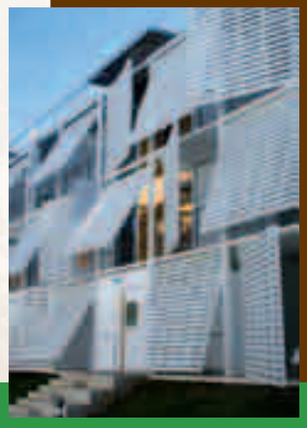
Immeuble de Jean-Christophe Patte, coll. Patte

Les accords de Matignon-Oudinot sont suivis d'un véritable boom immobilier qui se manifeste dans tous les secteurs : habitat social, constructions individuelles, immeubles et centres commerciaux. Outre un contexte économique favorable, la confiance des investisseurs résulte des incitations assurées par un régime fiscal avantageux de réductions d'impôts tant au niveau local que métropolitain, notamment avec la loi de défiscalisation n° 2003-660 du 21 juillet 2003 du programme pour l'outre-mer mis en place par la ministre en charge du secteur, Brigitte Girardin. Si cette situation a permis de doter la ville d'opérations immobilières de prestige, principalement dans la partie sud de la presqu'île, le long des baies, la dynamique de construction, en s'adressant à toute la population, a concerné l'ensemble de la ville. Ce contexte particulièrement stimulant offre de nombreuses opportunités aux architectes de la génération actuelle.

De plus, depuis une quinzaine d'années, de nouveaux architectes calédoniens reviennent au pays diplômés tandis que de nombreux architectes venus de Métropole s'installent sur le territoire, ce qui porte le nombre d'architectes inscrits à l'ordre régional à 70 en 2011 contre une vingtaine en 1990.

Face aux nouveaux défis environnementaux et énergétiques du XXIe siècle, il apparaît de plus en plus que le secteur du bâtiment, de la conception des ouvrages à leur réalisation, a un rôle important à jouer. D'où l'émergence de jeunes architectes qui adoptent pour leurs projets dans une démarche de « Haute Qualité Environnementale ».

École primaire de Tuband
Olivier Dalla Vecchia et Samuel Sourice, coll. Archipel



Résidence universitaire de Nouville, coll. Alain Varichon

La nouvelle charte des Jeux du Pacifique exigeant de regrouper les athlètes dans un « village » commun, sa construction, sur les plans de l'architecte Alain Varichon, s'est effectué dans le cadre de la deuxième tranche de l'aménagement du campus de l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) de Nouville. Quand l'ensemble de la construction sera achevé la résidence universitaire disposera de plus de 3 000 lits.

L'université de Nouville (1992-1995)

L'université de la Nouvelle-Calédonie, à Nouville, a été conçue par l'agence d'architecture métropolitaine BDM (Bouay, Dignaux, Maurice) et Philippe Flagel. Elle s'est enrichie lors de son extension en 2011-2012 par les architectes Jarcet+ métro, d'une bibliothèque de 2 000 m², d'un amphithéâtre de 400 places, d'un restaurant universitaire et d'espaces de vie conviviaux. C'est un bel exemple d'architecture tropicale contemporaine, intégrant les nouveaux concepts bioclimatiques aux vitrages spéciaux et protections solaires.

Amphithéâtre de l'université de Nouvelle-Calédonie, photo Christophe Bouton

Extension du lycée Lapérouse de Sophie Purnama et Nathalie Marchand, coll. Purnama

Nowadays architects

The Matignon-Oudinot Accords were followed by a general real estate boom, developing social housing, home construction, buildings and shopping centers. In addition to a favorable economic environment, the confidence of investor resulted from incentives provided by favorable tax cuts. New Caledonian architects have returned home after their studies and many Metropolitan architects have settled in the territory. Thus, in 2011, there were 70 registered architects compared to about 20, by 1990.

Les constructions cultuelles contemporaines

La forte expansion urbaine de Nouméa et le développement de nouvelles religions depuis une cinquantaine d'années se sont accompagnés de la multiplication de lieux de culte à travers la cité. Afin de résorber le problème d'une affluence trop grande aux offices du Vieux Temple, le pasteur Élia Tidjine lance l'idée de la construction d'un temple à Montravel. Le chantier débute vers 1964 et dure plusieurs années, au gré des finances de la paroisse. Puis, l'année suivante, le 25 décembre 1965, est inauguré, à la Vallée-du-Tir, le temple protestant de la communauté tahitienne où les offices se déroulent selon la tradition évangélique polynésienne.

Temple Bouddhiste, coll. Terrier

Quelques 3 000 musulmans seraient également présents en Nouvelle-Calédonie, principalement issus de la communauté indonésienne, dont 200 à 300 sont pratiquants. L'Association des musulmans de Nouvelle-Calédonie, créée en 1975, a acheté trois ans plus tard, avec l'aide de fonds privés d'origine indo-fidjienne, une maison coloniale à la Vallée-des-Colons, située rue Mérano, afin de la transformer en salle de prière. En 1986, cette fois-ci grâce à l'aide de la Banque islamique de développement et à un don personnel du roi Fahd d'Arabie Saoudite, elle fait construire sur le même terrain le Centre islamique de Nouméa. Celui-ci contient une salle de prière, une bibliothèque, deux classes, deux salles d'eau, une salle pour les repas et trois studios. Un imam, enseignant l'islam ainsi que de langue arabe, y officie.

Ensuite, il faut noter la création d'un premier lieu de culte à la Vallée-des-Colons pour la communauté juive séfarade, suivie plus tard de la construction d'une synagogue au Faubourg-Blanchot, en 2002, par l'architecte Bernard Quinne avec Yves Favan comme maître d'œuvre.

Entre 1995 et 1996, sur les plans d'Agnès Jézéquel, qui a remporté le concours lancé par le père Durumain, responsable de l'opération, et les membres de la paroisse, est construite l'église œcuménique du quartier de Rivière-Salée. Elle comporte une façade qui relie deux bâtiments : le lieu de culte, en haut, les salles d'animation, en bas. La bénédiction a lieu le 10 août 1996.

Agnès Jézéquel a aussi conçu l'église Saint-Michel de Montravel. Celle-ci est construite par les habitants du quartier sous la direction de Mgr Kohu. Aussi, le 29 septembre 1996, la bénédiction solennelle de l'église, présidée par Mgr Calvet, est-elle l'occasion de célébrer également le jubilé d'or de « son curé », Mgr Michel Kohu, en présence d'une foule nombreuse.

C'est dans le quartier des Portes-de-Fer qu'une troisième église est édifiée sur un terrain mis à disposition par la ville. Les architectes, Daniel Leroux et Caroline Marlot, en sont les concepteurs. Le 30 janvier 2000, la première pierre de l'église de l'Espérance est posée et, deux ans plus tard, a lieu la première messe.

Si les descendants des travailleurs vietnamiens sont majoritairement catholiques, il existe aussi parmi eux un certain nombre de bouddhistes. Essentiellement regroupés au sein de l'Association bouddhique de Nouvelle-Calédonie, ils disposent, comme lieu de méditation, de la pagode Nam Hai Pho Da, situé à proximité du foyer de l'amicale vietnamienne, à Magenta.

Par ailleurs, venant pour la plupart des États-Unis, de nombreuses Églises sont présentes à Nouméa, en particulier celles des témoins de Jéhovah, des adventistes et des mormons, qui sont toutes dotées de lieux de prière.

Église œcuménique,
photo Christophe Bouton

Église de l'espérance, coll. archevêché

Contemporary religious buildings

The rapid expansion of Noumea and the development of new religions over the last fifty years have been accompanied by the creation of new places of worship. Catholic churches and protestant temples were built, whereas the muslims were granted an Islamic center in the Valley-of-settlers in 1986. A synagogue was built in the Faubourg Blanchot in 2002, as well as a place of meditation for the Buddhist Association, in Magenta. Other religions also had their places of worship, like the Mormons or the Jehovah witnesses.

Des centres océaniens dans la ville

Les influences occidentales ont été pendant longtemps dominantes dans les formes d'architecture pratiquées à Nouméa. Il faut, en effet, attendre le festival « Mélanésia 2000 », en 1975, pour voir apparaître les références océaniennes qui vont triompher avec le centre culturel Tjibaou.

Un premier espace est réalisé en 1984, consécutivement à la création de l'Office culturel scientifique et technique canaque en 1982. Devenu Office calédonien des cultures en 1986, le centre est baptisé « Ko We Kara » par le grand chef Moyatea du Mont-Dore, ce qui signifie en kapone, « le lieu où l'on se rassemble pour les échanges ». Envisagé alors comme une structure pluriculturelle, il est prévu d'y construire des cases kanak représentatives de l'ensemble de l'archipel, mais aussi d'en faire un lieu de promotion de l'identité calédonienne, fruit de l'association de toutes les ethnies présentes sur le territoire. Mais en raison des clivages politiques de l'époque, le centre aura désormais pour principale mission de réunir des familles océaniennes pour les festivités de mariage.

Puis, la loi référendaire crée l'Agence de développement de la culture kanak (ADCK) chargée de valoriser le patrimoine kanak. En 1990, sur proposition du Premier ministre, il est décidé de construire les locaux de l'ADCK dans le cadre des « grands travaux » de la République. Le conseil d'administration propose que le lieu soit nommé « centre culturel Jean-Marie-Tjibaou ». Les études de programmation commencent. Par délibération du 28 novembre 1991, le conseil municipal de Nouméa autorise la cession à titre gratuit de 8 hectares sur la presqu'île de Tina. Un concours international est organisé et c'est le projet de l'architecte italien Renzo Piano qui est adopté. Le 4 mai 1998, le « centre culturel Tjibaou » est officiellement inauguré.

Coll. Dupré

Ko We Kara, coll. MDVN

Pacific centers in the city

Western influences have long been dominant in the forms of architecture practiced in Noumea. It was the Melanesia 2000 festival, in 1975, that revealed the Pacific references that would overcome, in 1998, with the Tjibaou Cultural Center, made by Italian architect Renzo Piano. A space called "Ko We Kara" was first made in 1984. Then, the referendum law created the Economic Development of Kanak culture (ADCK) in charge of developing the Kanak heritage.

Renzo Piano et le centre culturel Tjibaou,
une nouvelle donne pour l'architecture calédonienne

Hôtel Baie-des-Citrons, photo Christophe Bouton

Renzo Piano, né à Gênes en 1937, est un architecte lié au mouvement « high-tech » dont le Centre Georges-Pompidou, réalisé en association avec Richard Rogers, témoigne clairement. Cette tendance se retrouve régulièrement dans la suite de son œuvre avec, notamment, l'aéroport du Kansai au Japon (1994) ou, plus récemment, la tour du *New York Times* (2008). Chacun de ces édifices se présente comme un Meccano géant dont on perçoit le mode de construction. Les éléments constitutifs, souvent en métal, y sont esthétiquement mis en scène. L'édifice est largement géré par des capteurs qui ouvrent ou ferment les volets.

Cependant, le centre culturel Tjibaou est une exception dans ce parcours. Il s'agissait, en effet, de rendre hommage à la culture kanak tout en préservant le site naturel. Le centre est donc conçu comme un village traditionnel avec une série de cases symboliques à la silhouette caractéristique, alignées le long d'un chemin-galerie ; la hauteur des coques est en harmonie avec celle de la végétation environnante. Son intégration parfaitement réussie à son environnement et le choix des matériaux en font une icône de l'architecture dite « verte ». Au-delà de l'aspect extérieur, ce caractère écologique tient aussi à son système de ventilation naturelle, obtenue grâce à la forme de chacune des coques.

Dix ans plus tard, la conception initiée par Renzo Piano a fait des émules. Ainsi, aujourd'hui, nombre de constructions de la ville sont inspirées des jeux de lattes de bois, telles que l'agrandissement de l'université de la Nouvelle-Calédonie ou certains immeubles et hôtels de la Baie-des-Citrons. Par ailleurs, les jeunes architectes, à l'instar de Renzo Piano, intègrent désormais une dimension écologique à leurs projets architecturaux.

photo David Becker, coll. ADCK-CCT

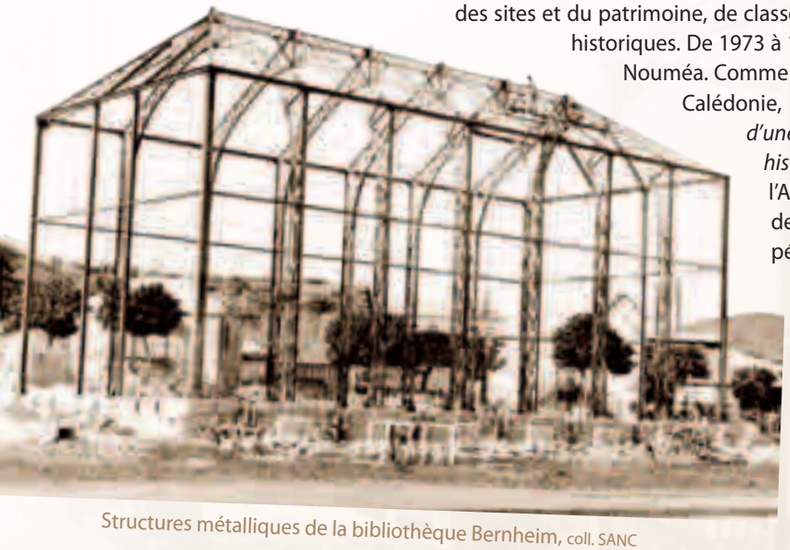
Centre Culturel Tjibaou, photo David Becker, coll. ADCK-CCT

Renzo Piano and the Tjibaou Cultural Center, a new deal for local architecture

The aim of the building was to honor the Kanak culture while preserving the natural site. The cultural center is designed as a traditional village with a series of styled huts, aligned along a path-gallery. The height of these "shells" is in harmony with the surrounding vegetation. Its highly successful integration with its environment and the choice of materials make it an icon of "green" architecture. This ecological character also comes from its natural ventilation system.

Une préoccupation actuelle : la préservation du patrimoine

Pendant longtemps, la protection du patrimoine n'a pas été ressentie comme une priorité. Pourtant, dans les années 1950, il existait un service territorial des musées et du patrimoine en charge de protéger le patrimoine bâti, dirigé par Luc Chevalier, mais qui disposait de peu de moyens. Progressivement, dans les années 1970, le territoire de la Nouvelle-Calédonie se dote d'un dispositif réglementaire qui lui permet, grâce à une commission territoriale des sites et du patrimoine, de classer des bâtiments, des vestiges ou des objets mobiliers au titre des monuments historiques. De 1973 à 1990, une quinzaine de bâtiments sont ainsi classés dont la plupart se situent à Nouméa. Comme le rappelle Françoise Fradet, dans un ouvrage sur le patrimoine de la Nouvelle-Calédonie, *« les classements prononcés sur ce fondement juridique étaient l'aboutissement d'une procédure engagée et soutenue par les associations pionnières de la protection historique et architecturale »*. (2001) Parmi celles-ci, on peut citer Passé de Bourail, l'Association Marguerite, Témoignage d'un passé, Racines… Cependant, seuls des bâtiments appartenant à des collectivités, et principalement d'origine pénitentiaire, avaient été classés.



Structures métalliques de la bibliothèque Bernheim, coll. SANC

C'est la provincialisation qui va inaugurer une réelle politique de prise en compte du patrimoine avec la création, dès 1989, de services à cette fin. En province Sud, c'est une délibération du 24 janvier 1990 qui fixe les modalités réglementaires de protection. S'inspirant des textes métropolitains, elle propose le classement au titre des monuments historiques ou l'inscription à l'inventaire des monuments historiques. En plus du bénéfice des déductions fiscales, toute réparation de ces bâtiments peut faire l'objet d'une aide provinciale à condition d'avoir l'agrément de l'architecte en charge du patrimoine.

VILLE DE NOUMÉA	CLASSÉS MONUMENTS HISTORIQUES	INSCRITS À L'INVENTAIRE
Centre ville	Temple Protestant, Cathédrale Saint-Joseph, Ancienne direction de l'Administration pénitentiaire, Bâtiments des subsistances militaires, Réservoir d'eau de la Yahoué, Petit quai et son escalier, Façades et structures intérieures de La France Australe, Banque Marchand, Façades et structures métalliques de la bibliothèque Bernheim, Façade de l'immeuble Cheval, Fontaine monumentale, Presbytère du temple, Maison 28, rue de Sébastopol, Ancien commissariat de police, Maison Draghiceviz, Maison du directeur de la Banque de l'Indochine, Bâtiments anciens du CHT Gaston-Bourret, Orphelinat des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, Résidence du général des FANC	
Ducos	Bâtiments anciens du centre Raoul-Follereau et de l'anse N'Du	Ancien poste de surveillants
Faubourg Blanchot	Maison Célières, Maison Charbonneaux	Ancienne prison civile
Magenta	Centre culturel Tjibaou	
Nouville	Bâtiments du pénitencier de l'île Nou, Fort Téréka, Débarcadère, Façades du théâtre de l'Île, Bâtiments anciens de l'hôpital du Marais, Maison du surveillant des jardins du Bagne	Logement des surveillants célibataires
Orphelinat		Maison Laubreaux
Ouemo	Batterie de défense	
Quartier Latin	Caserne Gally-Passebosc, Escalier entre les rues Guynemer et Gaveau, Mur de soutènement de la rue Guynemer,	Maison 4 bis, rue Bichat, Façades et toitures des immeubles 2 et 2 bis, rue Bichat, Ancien Tribunal militaire
Vallée des colons	Château Hagen	Façades de la maison Champmoreau
1e Vallée du tir	Ancien logement de l'Administration pénitentiaire, Sémaphore	Façades du « Grand Hôtel du Pacifique »
2e Vallée du tir		Maison 13, rue Pasteur
Hors quartiers	Vestiges de l'îlot Signal, Phare Amédée	

A current concern : the preservation of heritage

For years, the protection of heritage had not been considered as a priority. In the 1950s, there was a territorial department of museums and heritage, led by Luc Chevalier, but it had few means. In the 1970s, the territory of New Caledonia was endowed with a regulatory mechanism that now allows it to classify buildings as heritage monuments. From 1973 to 1990, fifteen buildings have been classified, most of which are located in Noumea.

L'action patrimoniale de la ville

Conjointement, la ville de Nouméa a souhaité la mise en place d'une réglementation afin de pouvoir préserver son patrimoine architectural et urbain, qui participe de son identité. Aussi a-t-elle sollicité, notamment en 1997 dans le cadre du contrat de ville, plusieurs missions d'experts du service des monuments historiques. Ceux-ci ont recommandé alors la mise en place de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), d'un permis de démolir et du droit de préemption. Cet ensemble de dispositions n'a cependant, à ce jour, toujours pas été voté par le Congrès.

Un certain nombre d'actions sont néanmoins mises en place par la commune afin d'identifier son patrimoine et de réhabiliter les édifices qui lui appartiennent. En 1998, est établi un pré-inventaire des constructions présentant un intérêt architectural dans l'ensemble des quartiers anciens. Diverses expositions sont proposées au Musée de la Ville afin de familiariser les Nouméens avec leur patrimoine. Dans le même esprit, un circuit historique de 22 panneaux est implanté dans les rues de la ville.

Dans le cadre du contrat d'agglomération 2000-2004, 100 millions de francs sur trois ans d'aides à la réhabilitation ont été accordés à des propriétaires aux revenus modestes. À partir de 2001, une cellule esthétique veille à l'intégration des nouveaux projets immobiliers dans le paysage et à celle du mobilier urbain. Depuis 2009, celle-ci constitue un service au sein de la direction de l'Aménagement de l'espace et du Développement urbain. Cette même année, une grande exposition, « Cœur de béton », sur l'architecture de 1930 à 1970 à Nouméa est organisée afin de sensibiliser le grand public à cette architecture méconnue.

- Musée de la Ville, classé monument historique, réhabilité en 1989-1990
- Kiosque à musique, réfection à l'identique fin 1980
- Théâtre de l'Île, classé monument historique, rénové à partir de 1995
- Centre d'Art, inscrit à l'inventaire, rénové à partir de 1998
- Bâtiment de la Flottille, rénové à partir de 1995
- Maison Célières, réhabilitée en 2008

Coll. MDVN

Entre-temps, lors de la révision du Plan d'urbanisme directeur (PUD), lancée en 2003, un plan patrimoine et paysage est élaboré afin de protéger le patrimoine sans pour autant figer le développement de la ville. Des zones de périmètres de protection autour des monuments historiques sont alors créées afin de ne pas valoriser uniquement les bâtiments concernés. Par ailleurs, à l'intérieur des *« zones à enjeux »*, tel le Faubourg-Blanchot, on cherche à conserver une ambiance de quartier particulière, par la mise en place de règles propres au gabarit des bâtiments et à leur implantation dans la parcelle. On s'attache aussi, comme à la première Vallée-du-Tir, à préserver des bâtis identifiés dans un secteur défini (rue ou ensemble de rues) en ajoutant des prescriptions architecturales sur la forme de toit, le type de clôture, la palette de couleurs, les enseignes ou rez-de-chaussée commerciaux.

Enfin, dans le PUD voté en 2012, des zones « patrimoniales » sont clairement identifiées au titre des bâtiments remarquables ou de l'ambiance qui se dégage des rues ou du quartier. L'objectif poursuivi vise à préserver ces espaces en les valorisant tout en limitant les démolitions et en restreignant les droits à bâtir.

The action of the city in the field of heritage

The city of Noumea also requested the establishment of regulations to preserve its architectural heritage. In 1997, under the City Contract, several expert missions of the service of heritage monuments have recommended the establishment of protection zones of the architectural heritage. In revising the Director Master Plan (PUD), launched in 2003, a heritage and landscape plan was developed to protect the local heritage without freezing the development of the city.

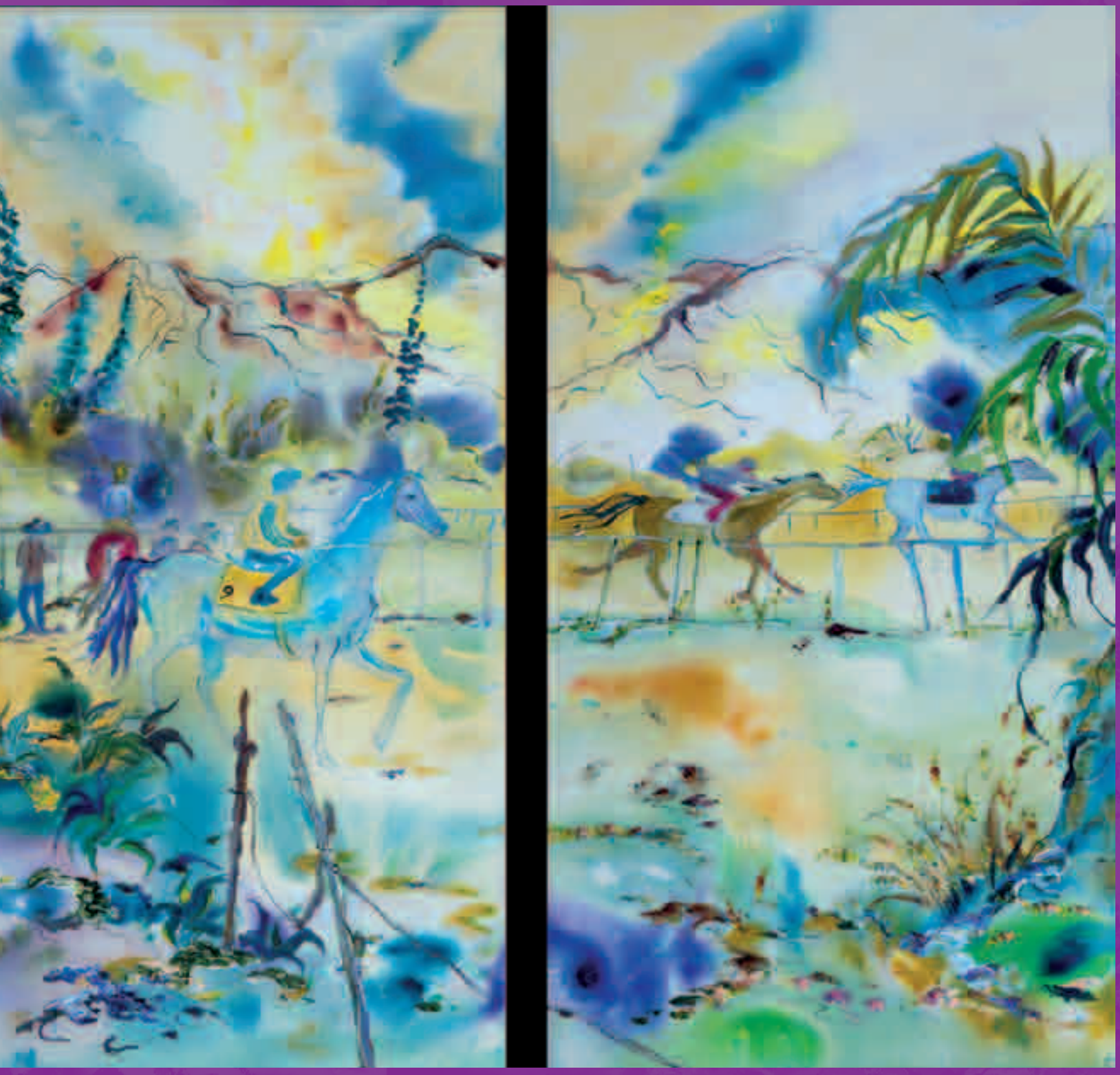
Nouméa, un art de vivre au rythme du

Pacifique

Nouméa, autrefois, eut la réputation d'être une ville morne et triste. Un rapide parcours historique de l'ensemble de ses activités culturelles et de loisirs apporte, au contraire, le témoignage d'une cité bien vivante. Ce dynamisme résulte de sa capacité à associer la préservation des traditions de ses différentes communautés avec une prise en compte de plus en plus forte des influences venues du monde extérieur.

Noumea, a way of life at the pace of the Pacific

Noumea formerly had a reputation as a dull and dreary town. A quick historical course of all its cultural and leisure activities presents, on the contrary, the image of a lively city. This dynamism results from its ability to combine the preservation of traditions from the various communities with a consideration of increasingly strong influences from the outside world.

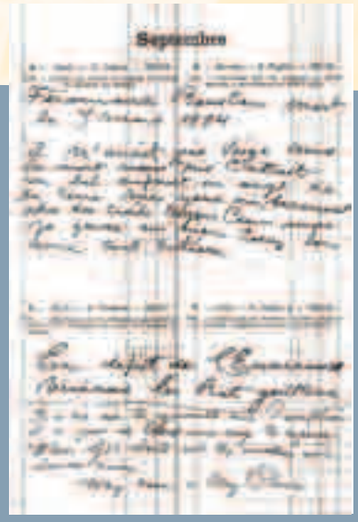


Le courrier, une occupation essentielle des Nouméens d'autrefois

Compte tenu de l'éloignement de la Nouvelle-Calédonie, la correspondance constituait une activité très présente au sein de la vie quotidienne.
Dès 1859, est mise en place une direction des postes, rue Magenta, qui assure un service de courrier vers l'extérieur en passant par Sydney ; celui-ci met, en moyenne, soixante-dix jours pour parvenir en Métropole. Quant au courrier intérieur, un premier service régulier est assuré à compter du 4 août 1859, entre Port-de-France et Canala, par des facteurs à pied appelés « piétons kanak ».
Il faut attendre 1883 pour que la fréquence des liaisons avec la France soit réduite à deux semaines grâce aux rotations des Messageries maritimes. Cependant, en 1908, il faut encore compter soixante jours pour qu'une lettre parvienne de Marseille.
Pendant les conflits, bien que censurées, irrégulières et quelquefois perdues, les missives sont extrêmement nombreuses car l'échange de correspondances permet de soutenir le moral tant des soldats que de leur famille.
Pendant tout le XIX[e] siècle, et bien des décennies après, la venue d'un nouveau bateau, débarquant la relève, les nouvelles d'ailleurs et les lettres tant espérées, est un moment très attendu dans la cité. Dès que le sémaphore signale un navire dans la passe, la ville est en effervescence. La population se presse sur le quai afin d'observer les nouveaux arrivants et attend avec impatience la distribution du courrier et des journaux.
L'heure du départ est également essentielle si on veut poster à temps une lettre pour un parent, un ami ou encore un correspondant, jamais rencontré, mais avec qui on échange timbres, graines ou cartes postales. Ces dernières, très utilisées, permettent, à moindre prix, de donner une vision exotique du pays lointain d'où l'on écrit.
Tous les vols aériens inauguraux des années 1930 comportent symboliquement des transports de sacs de courrier annonçant l'ère nouvelle de la correspondance aérienne, beaucoup plus rapide, qui se généralise après la Seconde Guerre mondiale.

Départ du courrier, coll. MDVN

La correspondance est une occupation importante pour nombre de Nouméens, qu'ils écrivent par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un écrivain public. Souvent lues en famille, les lettres reçues sont ensuite précieusement conservées. Parallèlement à cette activité épistolaire, certains tiennent un journal ou un agenda.



Journal de Creugnet,
coll. Jean-Marie Creugnet

Locaux de *La France Australe*, rue de la Somme, fonds Sud *Pacific*, coll. MDVN

Mail, a major occupation of Noumeans in the old days

In 1859, the first overseas mail service t was introduced via Sydney. In those days, mail took an average of seventy days to arrive in France. In 1883, the frequency of connections with France was reduced to two weeks due to the rotations of the Messageries Maritimes ships. As for domestic mail, the first regular service was provided, on August 4, 1859, between Port-de-France and Canala, delivered by postmen called «Kanak pedestrians.» Given the remoteness of New Caledonia, the correspondence was highly present in daily life, above all during the war.

Un rituel quotidien des Nouméens : la lecture de la presse

Outre la correspondance, la lecture des journaux est un autre temps fort de la vie quotidienne. Depuis la création du quotidien *La France Australe* en 1889, jusqu'à aujourd'hui, avec *Les Nouvelles calédoniennes*, le premier geste de beaucoup de Calédoniens en buvant leur café consiste à parcourir le journal pour y découvrir les dernières informations locales, la rubrique nécrologique mais aussi les nouvelles du Pacifique et du monde.

Alors que dès 1858 est publié à Sydney *Le Courrier de la Nouvelle-Calédonie, journal politique et littéraire,* à destination des Français des colonies anglaises, il faut attendre l'année suivante pour que soit créé, le 10 octobre 1859, le premier journal de la colonie : *Le Moniteur impérial de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*. Initié par le gouverneur Théodore Saisset, il a pour objectif de faire paraître les informations officiel : arrêtés, décisions, règlements, etc. Le gouverneur Guillain décide, à son arrivée en 1862, de réorganiser ce journal administratif pour en faire un instrument efficace de sa politique. Après 1 394 numéros, *Le Moniteur impérial*, devenu en 1870 *Le Moniteur de la Nouvelle-Calédonie*, disparaît en juin 1886, concurrencé, depuis longtemps, par des parutions officielles ainsi que par des journaux indépendants. En effet, dès 1874, grâce à la tolérance du gouverneur Olry, est ouverte l'Imprimerie civile qui permet la publication des *Petites affiches*, premier journal civil de la colonie, suivi en 1877 par *Le Raseur calédonien* et *Les Veillées calédoniennes*. Ces premiers journaux ayant été suspendus, il faut attendre la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 pour que des journaux d'opinion puissent être publiés. Souvent de parution très brève, ils sont l'expression des courants politiques ou des lobbies économiques. Parfois même, ils ne sont mis en place que pour soutenir un candidat lors d'une campagne électorale. Particulièrement vivaces en période de crise, ils ont tous un point commun : la virulence du ton et le recours à la calomnie. Quand, à la fin du XIX[e] siècle, les polémiques d'ordre politique font rage, elles s'expriment principalement à travers deux quotidiens qui possèdent chacun leur imprimerie : *La Calédonie* (1892-1907), feilletiste et anticléricale, et *La France Australe*, antifeilletiste. Ce quotidien, paru du 2 août 1889 au 24 novembre 1979, détient le record de durée des publications périodiques calédoniennes et, comme le rappelle Georges Coquilhat, *« a toujours été plus ou moins directement subventionné par la société Le Nickel, son dernier propriétaire notoire »*. (1987) L'autre grand organe de presse fut *Le Bulletin du Commerce*, fondé en 1899 par Henri Legras et qui parut jusqu'en 1972. Bien que plus spécifiquement destiné aux petits colons de brousse, ce journal bihebdomadaire était aussi largement apprécié par les citadins. Trois ans après sa disparition, Édouard Ventrillon lance *Les Nouvelles calédoniennes*, seul quotidien existant aujourd'hui. En revanche, on assiste actuellement, sur tout le territoire, au développement spectaculaire d'une presse spécialisée, exclusivement imprimée à Nouméa.

Locaux du *Bulletin du Commerce*, rue Sautot, coll. US Army

Lieutenant de vaisseau Adolphe Mathieu, coll. Ronald Martin

Par arrêté du 27 juin 1862, le gouverneur Guillain confie au lieutenant de vaisseau Adolphe Mathieu la direction du Moniteur de la Nouvelle-Calédonie. *Celui-ci y publiera de nombreux articles, notamment, en 1868, « Aperçu historique sur la tribu des Houassios ou des Manongôés », qui tente une première reconstitution de l'histoire des tribus du sud de la Nouvelle-Calédonie.*

A daily ritual in Noumea : reading the press

The first newspaper of the colony, Le Moniteur Impérial, was created in 1859. Initiated by Governor Theodore Saisset, it published the official information. Governor Guillain, in 1862, then made it an instrument of his policy. In 1874, the first printing factory published Les Petites Affiches, a civilian newspaper. La France Australe (1889-1979) and Le Bulletin du Commerce (1889-1972) hold the record of length of their publications. In 1975, Edward Ventrillon created Les Nouvelles calédoniennes, the only daily newspaper that remains today.

Théâtre et caf'conc' (1858-1900)

La lecture des journaux apporte la preuve d'une pratique théâtrale très précoce à Nouméa. En effet, en 1858, l'une des premières publications de la colonie, intitulée *L'Entracte*, est une brochure contenant essentiellement le programme des représentations données par le théâtre de Port-de-France. L'année suivante, dans Le *Moniteur impérial* est évoquée l'existence de la troupe comique du théâtre de Lorient, constituée par des soldats de la garnison, tandis que la rubrique « Théâtre » annonce pour le 3 novembre deux vaudevilles en un acte et deux chansonnettes comiques. Ces spectacles correspondent à la tradition militaire des comiques troupiers afin de divertir la garnison mais aussi la population civile. Ils font l'objet de nombreux entrefilets et articles, au fil des années, dans la presse calédonienne.

Une publicité parue dans *Le Moniteur* du 17 décembre 1873 évoque la représentation par le théâtre Villeval, première troupe civile, pour le 25 décembre, de quatre pièces courtes. Jacques Valette dans son livre *Chronique du spectacle vivant en Nouvelle-Calédonie* (2009), précise que toutes les personnes qui y participent, issues de la déportation, ont obtenu le droit de travailler à Nouméa. Mais l'inconduite de certains amène l'Administration à les renvoyer, en novembre de la même année, à l'île des Pins. D'autre part, comme l'évoque Louise Michel dans ses Mémoires, il existait à Ducos *« un véritable théâtre avec ses directeurs, ses acteurs, ses machinistes, ses décors, son comité de direction. On y jouait tout, drame, vaudeville, opérette. »* Simon Mayer, lui aussi interné à Ducos, nous apprend dans quelques lettres inédites mentionnées par Jacques Valette *« que le théâtre était surtout animé […] par Albert Lavigne, auteur dramatique, et Maxime Lisbonne, metteur en scène et comédien »*. Mais l'aventure du théâtre des déportés est interrompue le 23 février 1876, quand un cyclone détruit les installations. En août 1878, Desbois-Derville ouvre un nouveau théâtre dont les comédiens sont tous des déportés déjà présents lors de l'expérience « Villeval ». Un répertoire fondé sur des mélodrames, ressentis comme ennuyeux par un public plus à la recherche de comédies, puis la fin de la déportation sont certainement à l'origine de la fin des représentations de cette troupe.

Les dernières années du XIXe siècle sont marquées par une diversité croissante tant des lieux que des spectacles, joués par les nombreuses troupes de passage. Le 26 avril 1884, la municipalité inaugure, à l'arrière de la mairie, sa salle des fêtes. Entre 1884 et 1900, neuf troupes vont s'y produire. Bien que le projet d'un grand théâtre, place des Cocotiers, soit abandonné, le XIXe siècle s'achève donc, à Nouméa, sur un florilège particulièrement diversifié de spectacles et autres réjouissances.

Salle des fêtes, coll. Maxime Briançon
Adossée à la mairie, une salle des fêtes de 300 m2 est inaugurée le 24 septembre 1883. Elle est rénovée pour la commémoration du 14 Juillet 1891, est agrandie par une véranda et l'éclairage est amélioré.

Chapiteau sur la place des Cocotiers, coll. MDVN
En juillet 1883, le Cirque électrique de MM. Perry et Ice s'installe presque par surprise à Nouméa, puis lui succède le prestigieux cirque australien Wirth. Ainsi, de 1883 à 1900, une dizaine de cirques sont venus planter leur chapiteau place Courbet.

Comique troupier, album Petit Laurent, fonds Kakou, coll. SANC

Le 28 décembre 1895, l'Éden-Concert de MM. Loudes et Rousselot ouvre ses portes, rue de la République, offrant des spectacles alternant chants, danses, acrobaties et prestidigitation. Pour 1,5 ou 2 francs, une place et une consommation sont offertes. Le succès de ce café-concert fait des émules et, en janvier 1896, est inauguré, place d'Armes, le Café calédonien de M. Jourdain, qui deviendra le Concert des enfants de Paris. Quelques mois plus tard, une troisième salle est créée : le Concert des colonies, au café des Colonies tenu par M. Sauvan, ultérieurement dénommé le Concert de la Scala.

Theatre and "Café concert" (1858-1900)

In 1858, the comedy company Theatre de Lorient, composed of soldiers of the garrison, also entertained the public. The Villeval theater, whose actors were convicts, was destroyed by a cyclone in 1876. Two years later, a new theater opened with the same actors. On April 26, 1884, the municipality opened its town hall. From 1883 to 1900, a dozen circuses came to pitch their tent up in Noumea. In 1895, the Eden-Concert presented various shows which were very successful, so that two other "café-concert" opened : Le Café calédonien and Le concert des colonies.

Les pratiques musicales du XIXe siècle

Musique de la transportation au kiosque, coll. MDVN
Les musiciens ont l'obligation de tourner le dos au public, de plus, comme l'évoque Clément L. Wragge, « il va de soi qu'on ne leur accorde aucune marque d'admiration, aucun bis, pas même un murmure d'approbation ». (2003)

Certaines familles de hauts fonctionnaires et de commerçants ou d'Anglo-Saxons installées à Nouméa, telles les familles Léoni, Hughan, Stilling, Lomont, Paddon ou Tailor, se retrouvent fréquemment pour écouter de la musique, danser ou chanter en chœur.

Mais l'événement musical essentiel, dans les années 1870, reste la constitution de la fanfare de la transportation. Selon les recherches de Jacques Valette, c'est le dimanche 25 juin 1871 qu'elle s'est produite pour la première fois lors d'une messe à l'église Sainte-Clotilde, puis, dans l'après-midi, place Solferino (actuelle place Feillet). L'harmonie de la transportation participe ensuite à toutes les fêtes patriotiques ainsi qu'aux bals organisés chez le gouverneur. Afin de ne pas offusquer les hôtes par leur présence, les musiciens sont dissimulés derrière des plantes vertes. La fanfare anime également les bals presque mensuels de la salle des fêtes, cachée derrière une tenture, puis, plus tard, un panneau de bois ajouré. Pauline de Aranda-Fouché se demande quelles pouvaient être les pensées des *« exécutants de valse, pas de quatre, quadrille des lanciers, berline, gavotte et même menuet »*. Ceux-ci sont aussi sollicités lors des courses de chevaux, des régates ou encore des soirées de bienfaisance de la ville. Leur renom s'étendait à tout le Pacifique et venir les écouter était une des distractions favorites des Nouméens, comme le rappelle A. Vermast : *« Le dimanche, le corps de musique du centre pénitentiaire donne un concert à la place des Cocotiers, et pour rien au monde mon mari ne consentirait à manquer ce concert. À vrai dire, ce corps de musique renferme quelques exécutants de fort grand talent, et les concerts méritent tout le bien qu'on en dit. »* (1902) Au total, ils donneront, en une trentaine d'années, près de 4 000 concerts gratuits à Nouméa, le dernier ayant eu lieu le mardi 23 février 1900.

Mais l'harmonie de la transportation n'a pas le monopole de la musique à Nouméa, la presse se fait l'écho des prestations d'un certain nombre de musiciens de passage, comme en août 1873, la violoniste Jenny Claus et la cantatrice Jeanne Rekel, qui proposent quatre concerts dans la grande salle du fort Constantine. Cette soirée fut en quelque sorte le premier récital d'artistes de renom. Par ailleurs, les années 1870 sont marquées par la présence de quelques déportés musiciens professionnels qui proposent des cours et des concerts. En 1880, un groupement de jeunes artistes fonde la *Lyre calédonienne* sous l'égide de la mairie, avec comme président Clovis Simon, neveu de l'adjoint au maire, Charles Michel Simon. Sous la baguette d'Albert Épardeaux, elle donne divers soirées puis disparaît définitivement en juillet 1885. En 1894, de jeunes musiciens calédoniens fondent la Société philharmonique sous la présidence de M. Le Roy. Le premier concert est donné le 15 décembre 1894 à la salle des fêtes. La Société donnera sept concerts entre décembre 1894 et mai 1897, se terminant tous par un bal. Après un dernier récital, en mai 1897, E. J. Coulomb, violoniste et professeur de musique à Nouméa, prend la direction de la société désormais dénommée Concerts Coulomb, avec les mêmes artistes et quelques nouveaux. Parmi eux, M^lle^ Fourcade, qui initiera au piano de nombreux jeunes Nouméens. En juillet 1899, est utilisé pour la première fois un gramophone dans la salle des fêtes. Il se révèle être une merveilleuse invention, car on peut écouter *« les plus récents morceaux d'opéras »* par *« les premiers artistes de Paris »*. Il entraînera cependant la disparition progressive de ces réunions amicales autour de quelques instrumentistes.

L'Éden-Concert, Photo Mathieu Micheli, coll. Fotini

Les hirondelles de l'exilé, coll. Valette
Le déporté Alexandre Wolowski, compositeur de musique, donne des leçons de musique à ses camarades et dirige les chœurs et l'orchestre au théâtre de Numbo. On lui doit l'adaptation en musique du poème du déporté Albert Lavigne, Les hirondelles de l'exil.

Musical practices in the nineteenth century

Some families of officials and merchants or Anglo-Saxons settled in Noumea frequently gathered together to listen to music, dance or sing along. In the 1870s, a band made up of convicts gave free concerts in Noumea. During thirty years, they gave nearly 4,000 concerts. The last one took place in 1900. In 1894, young New Caledonian musicians founded the Philharmonic Society, under the direction of Mr. Le Roy. Their first concert was given in the town hall, in December 1894. In July 1899, a gramophone was used for the first time in the town hall.

Commémorations, bals et fêtes populaires (1854-1900)

Port-de-France étant, avant tout, au départ un poste de garnison, les défilés sont un élément d'animation non négligeable, notamment lors de la commémoration de la Fête nationale. Cependant, le premier bal officiel du gouverneur est donné par Charles Guillain, le 15 Août 1864, lors de la fête de l'Empire, alors fête nationale. Soixante messieurs y sont conviés pour seulement neuf dames. L'hôtel du gouverneur deviendra ainsi le lieu de réception des fêtes officielles jusqu'à la construction de la salle des fêtes de la mairie en 1884.

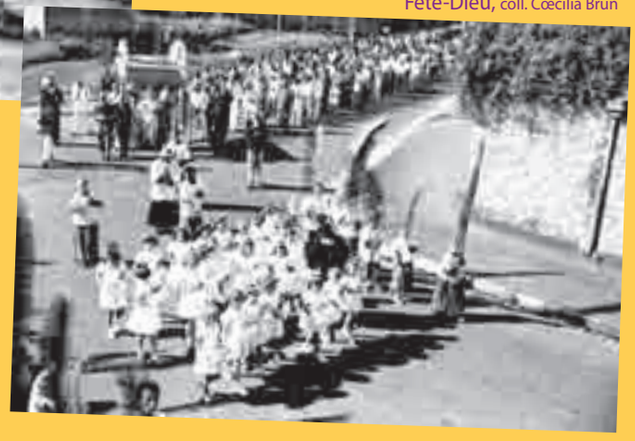
En 1871, une première célébration de la prise de possession a lieu le 24 septembre et sera, après l'approbation du ministre de la Marine et des Colonies, pérennisée les années suivantes. Outre le défilé militaire, les festivités comprennent des compétitions sportives et des jeux forains.

Puis, sous la IIIe République, la loi du 6 juillet 1880 adopte le 14 juillet comme jour de fête nationale. Comme le décrit Joël Dauphiné, ce premier 14 Juillet, qui fait suite à l'annonce de l'amnistie des déportés, est exceptionnel : « *À la tombée de la nuit, avec Mme Penaud et un artilleur, Louise [Michel] interprète* La Marseillaise *sous le kiosque à musique de la place des Cocotiers, accompagnée de ses élèves qui reprennent le refrain. […] Elle gagne ensuite la mairie entre deux haies de soldats d'où elle s'éclipse bientôt pour se rendre auprès de ses chers Kanaks, regroupés dans un vaste champ autour d'un pilou-pilou et de plusieurs feux de joie.* » (2006)

Comme dans toutes les communes françaises, les réjouissances du 14 Juillet débutent le 13 au soir, par une retraite aux flambeaux. Le lendemain, les cloches des églises ou les salves de canon annoncent le défilé qui est suivi d'un déjeuner et d'animations diverses : courses de chevaux, régates, pilous et jeux (chevaux de bois, mât de cocagne, tonneau, tourniquet, jeu de ciseaux, course en sac, etc.). La journée s'achève par un bal et le lancement du feu d'artifice. Accompagnant cette journée, se met progressivement en place, avec les « baraques », une véritable fête foraine qui dure pratiquement tout le mois de juillet.

Régate lors du 19e anniversaire de la prise de possession, coll. MDVN

Course à pied pour les indigènes, coll. Max Shekleton, SANC



Fête-Dieu, coll. Cœcilia Brun

Mât de cocagne, album Meyer, coll. SANC

L'année est également rythmée par les fêtes religieuses : Pâques, Fête-Dieu, Assomption, Toussaint et jour des Morts, Noël. Celles-ci s'accompagnent d'offices solennels, de processions dans les rues ou de réunions familiales. Les baptêmes, les communions et les mariages sont aussi des occasions de rencontres et de festivités suivies par toute la ville. De même, les enterrements sont des temps forts de la vie nouméenne.

Commemorations, dances and popular celebrations (1854-1900)

As Port-de-France was initially a garrison post, parades were popular, especially for the commemoration of National Day. The first official ball of the governor was given by Charles Guillain, on August 15, 1864, for the feast of the Empire. Sixty gentlemen were invited there and only nine ladies. The governor's mansion became the place of reception for official celebrations until the construction of the town hall, in 1884. The first celebration of the taking possession by France took place on September 24, 1871. The Act of July 6, 1880 adopted July 14th as the National Day.

Une longue tradition de foires et d'expositions

Afin de figurer au mieux à la foire de Sydney de 1876, est organisée, à Nouméa, les 16 et 17 mars de la même année, sur ordre du gouverneur de Pritzbuer, une première exposition générale de tous les produits de l'agriculture et de l'élevage, de l'industrie minière et de l'artisanat, sans oublier la section des arts. Comme il n'existe aucun local disponible, le gouverneur n'hésite pas à mettre à la disposition du comité organisateur son hôtel et ses jardins. Instaurés l'année suivante, les comices agricoles de Bourail vont très vite affirmer la vocation définitive du village comme lieu de la plus importante foire agricole de l'archipel, désormais organisée tous les week-ends du 15 août depuis 1977. Cependant, Nouméa organise aussi ses foires, mais la ville constitue surtout le banc d'essai préalable à toutes les grandes expositions auxquelles participe la Nouvelle-Calédonie, comme celles d'Anvers en 1886, de Paris en 1900 puis en 1931 ou de Marseille en 1922.

En ce qui concerne l'Exposition universelle de 1900, le gouverneur Paul Feillet perçoit tout de suite qu'elle représente un formidable moyen de faire connaître la colonie afin d'y attirer des colons. Aussi nomme-t-il, dès le 26 mai 1898, un comité local ayant pour priorité de recueillir des fonds et de procéder à un recensement des participants. Le 31 juillet 1899, date fixée pour la clôture des inscriptions, 250 personnes physiques ou morales ont posé leur candidature et une somme de 72 000 francs a par ailleurs été recueillie. Le *Bulletin du Commerce* du 31 juillet 1899 peut alors écrire : « La colonie tout entière va, pour la première fois depuis de longues années, faire étalage de ses richesses et chacun pourra ainsi préjuger le succès de sa participation à l'exposition de 1900 à Paris. » La date d'ouverture de l'exposition est fixée au 17 septembre 1899 afin que le gouverneur Feillet, qui s'apprête à partir en Métropole, puisse la visiter et ensuite définir les principales orientations de la participation calédonienne. Le pavillon calédonien présente un énorme plan en relief composé de 63 panneaux juxtaposés, de 13,20 mètres sur 2,40 mètres et de 1 500 kilos. Le relief de la Nouvelle-Calédonie y est reproduit ainsi que tous les centres de colonisation. Une notice très détaillée visant à informer les apprentis colons est aussi rédigée. Lors de l'inauguration de l'exposition, Paul Feillet, qui sait pertinemment que nombre de Nouméens sont hostiles à ces projets, ironise : *« Le comble du succès serait que, pris d'enthousiasme, en sortant de cette visite, vous preniez, les unes, vos amazones, les autres, vos bottes et que, caravane improvisée, vous me demandiez de vous guider dans une belle chevauchée à travers la colonie. Je plaisante, pensez-vous. Oui, sans doute ; et cependant, ce serait justice qu'après avoir admiré cette terre et ses produits vous alliez rendre visite aux producteurs. Mais je vous entends, Mesdames, vous récrier. Quoi ! Nous ! Aller dans la brousse, quitter nos demeures confortables et notre douce vie paisible de Nouméa pour aller vivre, ne fût-ce que quelques semaines, l'austère vie de colon. »*

L'exposition coloniale de 1931 va, elle aussi, connaître un précédent nouméen. Mais il va falloir attendre la fin des années quatre-vingt pour que des organismes comme la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), la Chambre de métiers ou encore le syndicat mixte « Nouméa centre-ville » mettent en place, après concertation, un calendrier de foires ou expositions thématiques, qui se succèdent désormais toute l'année.

Gravure du *Monde Illustré* du 12 août 1876, coll. MDVN
Œuvres de déportés ou de bagnards présentées à l'exposition de Nouméa de 1876, ainsi que des sculptures diverses et des armes de guerre kanak.

Exposition agricole de 1907, coll. MDVN

A long tradition of fairs and exhibitions

In preparation for the Sydney Show of 1876, a general exhibition of all products of agriculture and livestock, mining and arts and crafts was held in Noumea, by order of Governor Pritzbuer. The city became the test bed for all major exhibitions attended by New Caledonia, like those of Antwerp in 1886, Paris in 1900 and 1931, and Marseilles in 1922. In the late 1990s, organizations like the Chamber of Commerce and Industry, the Chamber of Trade or the Noumea Town Center association set up a calendar of fairs and exhibitions.

Des sports hippiques très prisés

En 1880, une seconde société, la Société calédonienne de courses, se crée à Nouméa et organise ses courses à l'hippodrome de Magenta, sur un terrain mis à disposition gracieusement par M. Adet. En 1942, les troupes américaines utilisent l'emplacement pour construire un aérodrome. Le champ de courses est alors installé à l'Anse-Vata.

Si Nouméa n'était pas dépourvue de distractions, le sport a, très tôt, suscité un fort engouement au sein de la population.
Faisant suite à l'organisation de la fête de l'Empire, le 16 août 1865, une première compétition hippique se déroule à l'anse du Styx, aujourd'hui connue sous le nom de baie des Citrons. Le comité organisateur est présidé par Adolphe Boutan, ingénieur agricole et directeur de la ferme modèle de Yahoué. Cette première manifestation a été mise sur pied en moins d'une semaine. Le vainqueur du galop, la course la plus prisée, est un cheval appartenant à l'épouse du gouverneur Guillain.
Bien que cette première rencontre ait remporté un franc succès, il faut attendre 1868 pour qu'elle soit renouvelée. À partir de 1871, la course annuelle du 15 août, rappelant par trop le Second Empire, est reportée au 24 septembre. Elle a lieu à Dumbéa, sur l'hippodrome Boutan, situé dans la vallée de la Nondoué. En 1880, la Société calédonienne de courses voit le jour. Les compétitions se déroulent désormais à Magenta, à l'emplacement de l'actuel aérodrome. En 1946, elles se tiennent au pied du Ouen Toro, à l'emplacement de l'hippodrome Henry-Milliard.
Parallèlement à l'activité des sociétés de courses, de nombreux Nouméens pratiquent activement l'équitation, notamment au sein des clubs de L'Étrier ou de celui de La Gourmette. Ceux-ci ne sont créés qu'après la Seconde Guerre mondiale car, auparavant, beaucoup de Nouméens possédaient leur propre cheval.

Hippodrome de Magenta dans les années 1930, coll. MDVN

L'hippodrome Henri-Milliard en 2012, coll. André Puglia

Programme de 1903, coll. Ronald Martin

Gravure d'une course hippique à Nouméa en 1865, coll. Drain

Very popular equestrian sports

Sports very early generated strong enthusiasm among the population. Following the organization of the feast of the Empire, on August 16, 1865, the first equestrian competition took place at the Anse-du-Styx, now known as the Bay-of-Lemons. The winner of the gallop, the most popular race, was a horse belonging to Governor Guillain's wife. Although this first meeting was very successful, it was not renewed until 1868. In 1880, the New Caledonian Racing Society was created. Competitions were first held in Magenta, and since 1946, on the site of the Henry-Milliard hippodrome.

Les belles heures de la petite reine

Apparu en 1870 en Nouvelle-Calédonie grâce aux frères Albe et Gabriel Gaveau, le vélocipède fédère rapidement de nombreux adeptes. Aussi les courses cyclistes figurent-elles au programme de toutes les manifestations officielles dès 1889, date à laquelle on choisit le jour du 14 Juillet pour la fête nationale. Pour la première célébration, Harry Russ et Ernest Brock disputent une course à l'hippodrome de Magenta. Deux ans plus tard, le Véloce club calédonien est créé. Il décide d'aménager, en 1893, une piste sur un terrain gratuitement mis à disposition par la municipalité. Le projet est soutenu par le gouverneur Feillet. Joseph Coursin dessine les plans d'un vélodrome qui est inauguré le 15 juillet 1895. Des épreuves, très suivies par tous les Nouméens, s'y déroulent régulièrement. De plus, l'arrivée du chronomètre permet de battre des records ce qui suscite une émulation nouvelle. À la recherche de la performance s'ajoute l'attrait pour les évolutions technologiques les plus récentes et le désir d'être vraiment à la pointe du progrès. Georges Brunelet, qui œuvra des années durant à la promotion du cyclisme, laissera son nom au vélodrome.

En 1966, la piste du vélodrome de Magenta détrône celle du stade Brunelet qui accueille par la suite des matches de football et de rugby avant de devenir un parc de détente.

Avec le développement de la radio, les années 1950 à 1980 constituent une apothéose pour la célébrité de la petite reine dans l'archipel. Le « Tour de Calédonie » est suivi avec enthousiasme par toute la population, sur les ondes et tout au long du parcours ou lors de son arrivée à Nouméa. Si la route est populaire, les pisteurs ont aussi leurs fans, notamment lors de l'épreuve des « Six Jours ».

Véloce club calédonien, vers 1870, coll. ATUP

Départ de course devant l'hôtel de ville, vers 1920, coll. Fulbert-Terrier

Georges Brunelet, en blanc avec son chapeau noir, aux côtés du cycliste Clément Germain et d'Henri Milliard (avec ses gants), coll. Milliard

« On y peut voir aujourd'hui de nombreuses maisons à trois étages, une mairie établie dans les locaux de la Banque de la Nouvelle-Calédonie, dont nous avons fait l'acquisition, une salle des fêtes où la Société philharmonique donne des auditions très suivies, des emplacements spéciaux pour les sports, très en honneur là-bas ; des réunions hippiques, où courent des chevaux élevés dans le pays – certains sont allés remporter des prix en Australie – ; un vélodrome même, parfaitement, un vélodrome ! Et vous n'en avez pas encore au Havre. Il est magnifique, d'ailleurs, ce vélodrome, établi à l'Anse-Vata, au milieu d'un site superbe, dans un encadrement de bois et de verdure, à proximité d'une plage admirable, sur laquelle le Tout-Nouméa se donne rendez-vous. C'est notre Trouville, d'ailleurs, ce coin est charmant ; les bains y sont d'autant plus en faveur que c'est le seul point de la côte où, par suite du peu de profondeur, on n'a pas à redouter la visite, assez désagréable, des... requins. » M. Le Mescam, extrait d'un article paru le 4 mai 1897 dans le *Journal du Havre* et repris quelques mois après dans *La Calédonie*.

Vélodrome en 1910, coll. MDVN

The heyday of cycling

Appeared in 1870 in New Caledonia, the "velocipede" rapidly became popular. A cycling program figured in all official events of 1889. Two years later, the Veloce Caledonian Club was created which decided to make a cycle track on land given by the municipality. This velodrome was inaugurated on July 15, 1895. Cycle races regularly took place there and they were very popular. Georges Brunelet, who had worked for years to promote cycling, gave his name to the velodrome. In 1966, it was replaced by the velodrome of Magenta.

La Néo-Calédonienne, pionnière de la gymnastique en Nouvelle-Calédonie

Au lendemain de la défaite de 1870, la IIIe République développe une politique prônant *« un corps fort pour la revanche »*. La pratique de la gymnastique est instaurée à la caserne et à l'école sur le principe du système éducatif allemand (JAHN). Dans les écoles, des « bataillons scolaires » sont entraînés à des marches militaires ; les corps doivent se redresser, être disciplinés. En revanche, les femmes, dont on considère que l'organisme ne doit pas être traumatisé par des exercices trop violents pour pouvoir enfanter, ne sont pas admises dans les espaces sportifs.

Les démonstrations d'éducation physique figurent aux programmes des fêtes officielles en Métropole comme en Nouvelle-Calédonie. En 1880, le club de gymnastique La Néo-Calédonienne est créé à Nouméa. Sa devise reflète l'esprit de l'époque : *Une âme saine dans un corps sain*. Ce premier club fusionne quelques années plus tard avec les sociétés de tir et d'escrime, disciplines proches de l'esprit guerrier. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, « La Néo » est sollicitée pour participer à toutes les manifestations patriotiques. Ces festivités sont aussi, et ce dès 1880, l'occasion d'organiser des compétitions sportives : courses d'aviron, courses à pied, courses cyclistes… Tout le monde est convié à participer mais tous ne concourent pas ensemble : courses pour les citoyens d'une part, courses pour les indigènes d'autre part.

Parmi ceux qui participent au lancement de La Néo, il faut citer Marius Jocteur, qui la préside de 1908 à 1916. Il y apporte un souffle nouveau, aussi la salle porte-t-elle son nom. Durant la Seconde Guerre mondiale, les soldats américains réquisitionnent le gymnase de La Néo et les entraînements ne reprendront qu'après leur départ.

Ce club reste aujourd'hui encore le fief des gymnastes. Environ la moitié d'entre eux y sont affiliés.

En 1992, l'espace a été rénové par l'architecte Alain Formis. Il est composé d'une salle de gymnastique, d'une salle de musculation et d'une salle de judo.

Le comité Marius-Jocteur en assure la coordination et la gestion.

Les enfants de La Néo en rang tels des bataillons scolaires, album Meyer, coll. SANC

Marius Jocteur (1873-1960)

Marius Jocteur débarque à Voh en 1892, avec sa famille qui vient planter du café. Passionné de gymnastique, il assure de 1908 à 1916 la présidence de La Néo-Calédonienne. Installé à Port-Vila après cette date, il y fonde la société de gymnastique La Néo-Hébridaise.

La Néo-Calédonienne vers 1950, coll. Viale

New Caledonia's gymnastics pioneers

After 1870, demonstrations of physical education programs took place during official celebrations. In 1880, the "Neo-calédonienne" Gymnastics Club was established in Noumea. This first club merged, a few years later, with the shooting and fencing societies, two disciplines close to combat. Marius Jocteur, who was the president of the club from 1908 to 1916, gave his name to the gymnasium that now also shelters the judo club. The "Neo" is still the stronghold of the gymnasts. About half of them are affiliated to this club.

Le tennis, un sport longtemps réservé aux élites

À partir des années 1880, les critiques se multiplient à l'égard de la gymnastique, considérée comme une discipline trop autoritaire et trop militariste. Venu d'Angleterre, le sport devient le nouveau concept à la mode. Sous cette appellation sont regroupés la course à pied, le vélo, le canotage ou les jeux de balle. Vers 1900, ces nouvelles pratiques restent cependant l'apanage des classes favorisées.

Vers 1888, un premier terrain de tennis est construit par les militaires au Mont-Coffyn. Par ailleurs, ce sport aristocratique est également adopté par certains hauts fonctionnaires et quelques grandes familles possédant leur court privé. Ainsi, dans les années 1900, différents courts de tennis privés existent : le court du Gouverneur, celui du directeur de la Société du Nickel au Chrome Manoir, celui du port de la flottille et, à l'Anse-Vata, ceux de la famille Johnston et de la résidence secondaire du gouverneur. Quand les militaires obtiennent d'avoir leurs propres terrains, le tennis du Mont-Coffyn devient alors un lieu de rassemblement de toute la bonne société nouméenne. Elle s'y retrouve pour des tournois ne se disputant qu'entre les membres du club ou pour déguster des glaces dans le petit bâtiment voisin qui fait office de club-house. Un premier championnat de tennis y est disputé en 1907. En 1910, le Tennis Club du Mont-Coffyn s'agrandit. Au lendemain de la Grande Guerre, les différents clubs sportifs, Indépendante, Impassible, Olympique, ouvrent une section tennis, permettant l'organisation de compétitions interclubs. Les champions d'alors sont MM. Berge, Lhuillier, Desmazures, Bataille...

La Seconde Guerre mondiale se traduit par l'arrêt de toute activité du club, le terrain étant occupé par les officiers de l'état-major américain. Après le conflit, la pratique tennistique se démocratise tandis que de nouvelles installations sont mises en place. Les joueurs vont avoir aussi la possibilité de se confronter à des compétiteurs venant de l'extérieur. En 1954, la Ligue de tennis de Nouvelle-Calédonie est créée. Roger Kaddour en est le premier président. Avec Gérard Berge et Marcel Tutsui, cette nouvelle génération bouleverse totalement la pratique de ce sport. Ils souhaitent atteindre le plus haut niveau de la discipline et rêvent de former un champion de France. Ils y parviennent avec Wanaro N'Godrella qui s'impose, avec certains de ses confrères, dans les années 1970, sur de nombreux courts nationaux et internationaux et à tous les Jeux du Pacifique Sud.

Le tennis du Ouen Toro a été rénové une première fois en 1963, puis en 1966, pour les Jeux du Pacifique, et à nouveau en 1970. Aujourd'hui, on compte huit courts privés à Nouméa. Grâce à l'action des associations de l'Olympique et du Reiceving, qui ont construit, avec l'aide de la municipalité, de nouveaux terrains permettant aux jeunes de s'entraîner, la pratique du tennis est désormais extrêmement répandue à Nouméa. La Ligue compte aujourd'hui plus de 2 500 licenciés pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie.

Wanaro N'Godrella, coll. Ledru

Court du Mont-Coffyn, fonds Tranchan, coll. MDVN

Tennis, a sport long reserved for elites

From the 1880s, sports like running, cycling, canoeing or ball games became fashionable. However, these new practices were reserved for the privileged classes. Around 1888, the first tennis court was built by the military at Mount Coffyn. This court then became a gathering place for the high society of Noumea. A first tennis championship was held there in 1907. In 1954, the Tennis League of New Caledonia was created, with Roger Kaddour as president. Today, there are eight private courts in the city.

Du cabinet de curiosités au musée-bibliothèque Bernheim

Une décision du gouverneur Guillain en date du 28 août 1863 lance une première collecte d'objets, gérée par les pharmaciens affectés à Nouméa. Elle est composée de « curiosités indigènes », d'échantillons minéralogiques, botaniques et paléontologiques qui seraient à l'origine du premier fonds du musée.
En 1895, une salle du Conseil général est attribuée aux collections avec l'appellation pompeuse de « musée colonial » ; celui-ci est placé sous la responsabilité du secrétaire-archiviste, Jules Bernier.
En 1871, le gouverneur de La Richerie fait rassembler un certain nombre d'ouvrages, visant à constituer une base de documentation pour l'administration. À la fin du XIX^{e} siècle, il n'existe qu'une salle de lecture et de prêt réservée aux fonctionnaires, une autre réservée aux militaires et une bibliothèque privée à la cathédrale.
Comme le rappelle le site internet de la bibliothèque Bernheim, en 1900, un conseiller fait remarquer en séance du Conseil général : *« Vous votez tous les ans 5 000 francs pour améliorer la race chevaline et vous ne pouvez rien faire pour améliorer la situation morale des jeunes gens du pays ? Nos jeunes gens n'ont aucun moyen de s'instruire. On ne trouve même pas un Michelet complet à Nouméa. »*
Bien qu'en séance du 22 mai 1900 le Conseil général octroie, pour la création d'une bibliothèque, la somme de 8 400 francs, celle-ci s'avère notoirement insuffisante. L'impulsion décisive viendra du mineur Lucien Bernheim. Celui-ci fait, à ses frais, rapatrier le pavillon de la Nouvelle-Calédonie de l'Exposition universelle de 1900, qui sera remonté par des condamnés du bagne. Il effectue, par ailleurs, une donation de 100 000 francs afin d'acquérir de nouveaux ouvrages. Le nouveau musée-bibliothèque ouvre ses portes le 1er février 1905. La bibliothèque est installée au rez-de-chaussée tandis que les collections sont rassemblées au premier étage. Très rapidement, l'institution fait également fonction de dépôt légal.

Le musée-bibliothèque Bernheim, vers 1905, coll. MDVN

Sous l'impulsion, successivement, du pasteur Maurice Leenhardt, de Jean Guiart, de Luc Chevalier ainsi que de la Société d'études mélanésiennes et de l'Institut français d'Océanie (devenu l'ORSTOM puis l'IRD), les collections s'enrichissent de pièces ethnologiques et de spécimens d'histoire naturelle.
Pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes les collections sont déménagées et le bâtiment sert de local à une section du quartier général des forces armées américaines.
Après la création du musée territorial en 1972, l'espace est entièrement dévolu à la bibliothèque. En 1981, un second bâtiment est construit devant le bâtiment Eiffel. Il constitue le bâtiment principal de la bibliothèque, devenue un établissement public territorial associé à la Bibliothèque nationale.

Intérieur du musée-bibliothèque, coll. MDVN

From the cabinet of curiosities to the Bernheim museum-library

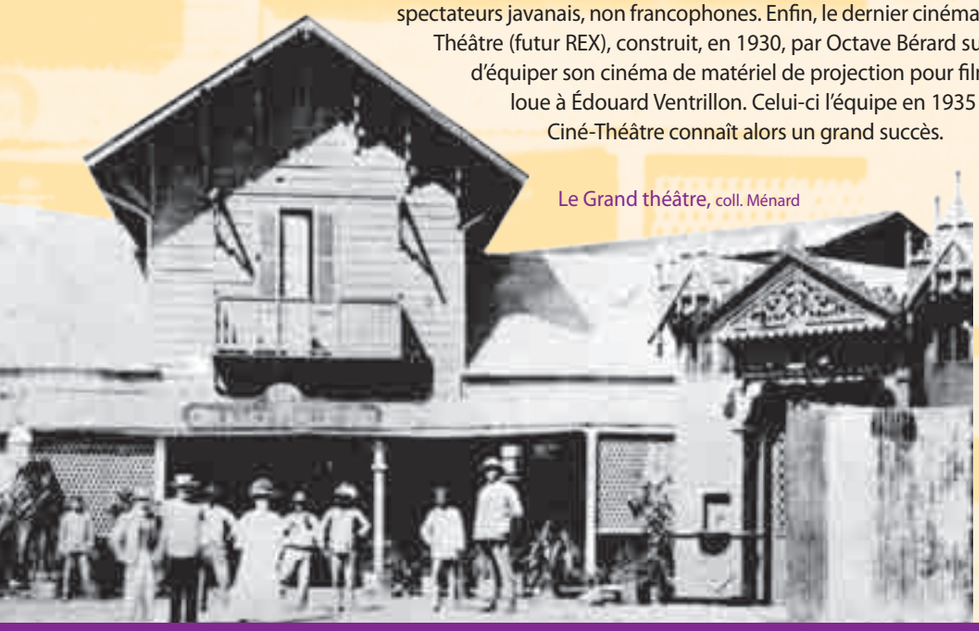
On August 28, 1863, Governor Guillain launched the first collection of "native curiosities" composed of mineral, botanical and paleontological specimens. In 1895, a room of the General Council was designated as the "Colonial museum". In 1871, Governor de la Richerie gathered a number of books, as a basis for the administration. Later, Lucien Bernheim, a mine employee, repatriated, at his own expense, the Pavillion of New Caledonia from the Paris Fair of 1900 and he made a donation of 100,000 francs to acquire new books. The new museum-library opened on February 1st, 1905.

Les débuts du cinématographe

Le Grand Cinéma Hickson, fonds *Pacific Sud*, coll. MDVN

En 1897, les toutes premières projections, faites à Nouméa par MM. Plane et Boivin, se déroulent sur un écran installé dans l'ancien hôtel de ville. La première salle permanente est, à partir de 1907, l'Éden théâtre, géré par Jean Chenevier. Celui-ci achète le matériel indispensable pour devenir le concessionnaire exclusif de la firme Pathé. Cela lui permet de présenter des films sous-titrés en français, mais, rapidement, deux problèmes se posent : la réception de films nouveaux, d'une part, le partage de l'Éden théâtre avec le café-concert, d'autre part. Il décide donc de déménager rue Jean-Jaurès, dans un bâtiment construit en 1890. La salle est baptisée Le Casino. Ce dernier est ouvert au public avec des tarifs très raisonnables : 50 centimes ou au plus 2 francs pour les « chaises de Vienne » occupant le petit balcon. La soirée débute avec des actualités vieilles d'au moins six mois, suivies de films muets à épisodes que M. Voisin accompagne au piano avec brio. En 1910, à la suite d'importantes transformations et de l'achat d'un groupe électrogène qui évite d'avoir à tourner la manivelle pour faire défiler les images, Le Casino est rebaptisé Modern'Cinéma. Cet établissement rencontre un grand succès car ses feuilletons cinématographiques sont très appréciés des jeunes. Mais l'ouverture du cinéma Ménard et l'introduction sur le marché de films français, autres que ceux de la firme Pathé, exercent désormais une concurrence redoutable. En effet, le 31 juillet 1909, a été inauguré, rue Jean-Jaurès, le Grand Théâtre de Raphaël Ménard, qui fut pendant longtemps la plus belle salle de spectacle calédonienne. Avant d'y accéder, on traversait une grande salle ornée de nombreux miroirs et d'un superbe lustre provenant de l'ancien Grand Théâtre de Bordeaux. Elle était aussi pourvue d'un bar, de banquettes circulaires et de tables recouvertes de marbre. Bien des noces, des kermesses, des bals et des matchs de boxe s'y déroulèrent. Au début de son exploitation, les représentations théâtrales alternent avec les concerts et les projections cinématographiques. Le Grand Théâtre peut recevoir 700 spectateurs, dont 200 au balcon. Lors de la projection, en 1935, du premier film parlant, *La Tendresse*, la salle ne désemplit pas. Le Grand Théâtre, qui ferme ses portes dans les années 1950, sera rasé en 2004.

En 1912, Thomas Walter Hickson fonde à son tour le Grand Cinéma calédonien. Il convertit ses anciennes écuries, rue de la Somme, en salles de cinéma. Pour ne pas concurrencer ses prédécesseurs, il décide que son cinéma s'adressera principalement à une clientèle populaire, férue de films d'action. La salle peut accueillir 1 000 personnes. En 1935, avec l'arrivée du cinéma parlant, le Grand Cinéma calédonien est coffré pour des raisons d'acoustique et bénéficie d'une nouvelle décoration. Il prend désormais le nom de Cinéma Hickson. Mais il continue à diffuser, les dimanches et mardis soir, des films muets à épisodes, très suivis par les spectateurs javanais, non francophones. Enfin, le dernier cinéma ouvert avant la Seconde Guerre mondiale est le Central-Ciné-Théâtre (futur REX), construit, en 1930, par Octave Bérard sur un terrain situé avenue de la Victoire. Ayant commis l'erreur d'équiper son cinéma de matériel de projection pour films muets, il se voit contraint de le vendre à René Veyret qui le loue à Édouard Ventrillon. Celui-ci l'équipe en 1935 d'un matériel de projection parlant très moderne. Le Central-Ciné-Théâtre connaît alors un grand succès.


Le Grand théâtre, coll. Ménard

Le Central-Ciné-Théâtre, coll. MDVN

The beginnings of cinema

In 1897, the first films were played on a screen located in the town hall. The first permanent cinema, the Eden Theatre, opened in 1907. Jean Chenevier bought the necessary equipment to become the exclusive dealer of Pathé movies. In 1890, the Eden theatre was renamed Casino and then Modern cinema, in 1910. Its main competitor was the Grand Theatre of Raphaël Menard. In 1912, Thomas Hickson founded the Grand Caledonian Cinema which became the Hickson Cinema in 1935. The last cinema to open before World War II was the Central-Cinema-Theatre, built in 1930.

La conquête des ondes

Charles Gaveau,
coll. *Mémorial de Nouvelle-Calédonie*

Jacqueline Sénes et Claude Brétégnier au cours d'un interview, coll. Brétégnier

Au début de la colonie, les nouvelles du monde extérieur ne parviennent qu'avec retard, via les navires accostant au port de Nouméa. Mais, en 1892, la situation s'améliore grâce à la mise en place d'un câble entre le Queensland, la Nouvelle-Calédonie et le Canada. À la veille de la Première Guerre mondiale, pour des raisons de Défense nationale, les gouvernements français et anglais décident d'installer un poste TSF émetteur-récepteur sur la colline du sémaphore. En 1920, un premier local est construit près de la flottille pour la station radio. Le lycée Lapérouse ouvre, en 1924, un cursus d'enseignement radiophonique dont quatre élèves sortent diplômés : Raymond Agez, Gabriel Cayrol, Jean Charles et Henri Steinmetz. En 1933, ces derniers lancent « Radio-Nouméa », qui s'interrompt en 1936. L'année suivante, Charles Gaveau décide de reprendre la diffusion de « Radio-Nouméa » pour toute la Nouvelle-Calédonie. Il est assisté par Michel Laborde qui collecte les « réclames » chez les commerçants de la place.

Il faut attendre 1942 pour qu'un organisme officiel de radiodiffusion soit créé. Il s'installe brièvement rue de l'Alma, avant d'être transféré, pendant la guerre, dans les bâtiments de Radio-État, près de l'école Frédéric-Surleau. Nouméa est aussi, lors de la guerre du Pacifique, le centre radiophonique principal des forces armées du Pacifique Sud, dit « réseau des moustiques », en liaison avec Guadalcanal, Munda, Bougainville, Espiritu Santo et Auckland. Après un bref séjour dans les locaux de la caserne de l'artillerie, il s'établit au Chrome Manoir, au Mont-Coffyn, où se trouve actuellement « Radio Nouvelle-Calédonie 1ère ». Les piliers de la « Voix de la France dans le Pacifique » prennent place pour de nombreuses années : l'animateur est Raymond Lacroix, le journaliste, Guy Pascal, la secrétaire, Madeleine Charbonneaux.

En 1954, « Radio Nouvelle-Calédonie » est créée et émet dans tout le pays. Chaque matin, les émissions débutent avec le cri du cagou suivi de *La Marseillaise*. L'équipe n'étant pas très étoffée, de nombreux bénévoles interviennent sur les ondes dans les émissions scientifiques (Raymond Colonna), historiques (l'ancien cap-hornier Lucien Lefebvre, le professeur d'histoire C. Bastian, l'ethnologue Émile Lebon, le magistrat Georges Lera et ses *Grands crimes de l'histoire*), musicales (Jean Acloque, Robert Cattiau, François Dillinger, Gilbert André avec *Jazz au Mont Coffyn*, Bernard Villechallane avec *Musique, mon amie*, les frères Hars et Jean Suhas avec *Danse au bout du fil* , Jean Dunoyer), agricoles (Jacques Barrau, René Catala), littéraires (Paul Bloc, Jean Mariotti, Paul Soury-Lavergne), politiques (Maurice Lenormand) mais aussi mémorielles (Jacqueline Sénès avec *À la recherche du temps passé*). Quant à Georges Potter, directeur de la Société des spectacles calédoniens, qui gère également la régie publicitaire de la radio, il a coutume de finir ses émissions par la phrase : *« C'était il y a bien longtemps, ah ! quel bon temps c'était ! »*

Puis, dans les années 1970-1980, interviennent comme journalistes ou animateurs Roger Dosdane, Alain Girold, Jeanne-Marie Guesdon, Régine Reine, Michel Quemener, Bobby Foster. Leur relais est assuré par Anne-Marie Fontaine, Georges Wamenengo, Kiki Carré, René Molé, Bruno Rouvière, Francky Lewis, Stéphane Lacoste, Esseta Manuopuava, Valérie Jauneau, et bien d'autres.

La disparition en 1981 du monopole de l'État sur la radio et la télévision va se traduire par l'apparition de nouvelles radios locales. Ainsi vont être successivement créées « Radio Djiido » en 1984, « Radio Rythme Bleu » (anciennement « Radio-Riposte ») et « NRJ » en 1985, puis « Radio Océane » en 2002.

Gabriel Simonin, 1944, coll. Simonin

The conquest of radio waves

On the eve of World War I, for reasons of National Defence, the British and French governments decided to install a radio station on the hill of the Semaphore. Radio Noumea was launched in 1933 and it stopped in 1936. On the following year, Charles Gaveau resumed the broadcasting, attended by Michel Laborde. In 1954, Radio New Caledonia was created, emitting all over the country. In 1981, the end of state monopoly on radio and television was reflected in the emergence of new local radio stations.

Nouméa entre jazz, tango et tempérances (1900–1945)

Après l'arrêt de l'harmonie de la transportation, la fanfare militaire, qui débute dès le 9 mars 1900 au kiosque, assure l'essentiel de l'activité musicale officielle, jusqu'à la veille de la Grande Guerre. En 1912, la fanfare municipale est fondée par André Soyer, professeur de musique au collège Lapérouse. Elle prend le relais de la musique militaire pour animer les réjouissances civiles et les manifestations officielles. En 1926, elle est reprise par Armand Porcheron qui lui donne le nom de fanfare scolaire, puis d'harmonie municipale, appellation qu'elle gardera jusqu'à sa dissolution en 1957. Outre des concerts au kiosque, la formation est également conviée pour des bals dans la salle des fêtes de la mairie, en alternance avec divers orchestres ou associations comme La Terpsichore.

SOCIÉTÉ DE DANSE
"LA TERPSICHORE"
Carte de Sociétaire

Carte de Terpsichore, coll. Cœcilia Brun

René Metzger, un des membres fondateurs de La Terpsichore, se souvient : « Dans les premières années, La Terpsichore connut le score matrimonial des plus remarquables, 75 % des mariages de l'époque étaient célébrés grâce à elle. »

En 1907, cette dernière est créée afin de favoriser des rencontres, à une époque où les jeunes filles ne peuvent sortir seules. Outre un bal par trimestre, l'association propose aussi ceux du 14 Juillet, du 24 Septembre et de la Saint-Sylvestre. Les participants dansent sur des œuvres connues, mais aussi sur des compositions locales comme celles de M. de Saint-Lys ou encore sur des airs de bal musette. Le musicien Gabriel Simonin, dans ses écrits, rappelle qu'il y avait de « *magnifiques bals du gouvernement à l'époque du gouverneur Joseph Guyon, où le champagne, les cochons de lait, le poulet, les crèmes glacées et autres liqueurs, boissons et victuailles étaient servis en abondance et gracieusement toute la nuit* ». La musique est aussi présente dans les jardins de l'Hôtel de la Gare, dans le grand salon de l'Hôtel Central, dans les cercles et les clubs privés ainsi qu'au Grand Théâtre de Raphaël Ménard. Les Calédoniens s'essayent aux marches, fox-trot, charlestons, paso-doble ou tangos, alors en vogue. Toutes ces soirées ainsi que les autres manifestations musicales sont animées par de nombreux orchestres comme l'Union musicale, dirigée par Pierre Pouzat qui assure les levers de rideau et occupe les entractes du cinéma muet chez Ménard ou chez Hickson. Nouméa découvre aussi le jazz avec le Number One Jazz, orchestre dirigé par Georges Cugola, et avec le Grand Dédé Jazz d'Octave Bérard. Mais la tradition classique reste assurée par le grand orchestre symphonique, avec pour chef Armand Porcheron, et le petit orchestre symphonique de la cathédrale, sous la direction du père Boileau. Parallèlement, de nombreuses chorales catholiques et protestantes animent les offices ou fêtes religieuses. Les engagés loyaltiens font ainsi connaître dans la ville les taperas ou tempérances, chants qui incitent à une bonne moralité. Sur les ondes de « Radio Nouméa », Charles Gaveau propose, une fois par semaine, une émission musicale avec quelques amateurs, chanteurs ou musiciens, tels Paul Cassin, Maurice Mercier, Maxime Hannequin, Marcel Blidy, Albert Roger, Mme Meunier, Mme Gaot, Irène Georget, Maurice Laborde, Raymond Chevalier, Willy Underwood, Georges Cugola…

Gabriel Simonin, pionnier de la chanson calédonienne (1910–1998)

Gabriel Simonin a grandi sur la presqu'île de Ducos où son père était gardien de la quarantaine du bétail. Dès l'âge de 12 ans, il joue dans de nombreux orchestres, puis fait partie de tous les groupes musicaux d'avant-guerre. En 1932, il compose sa première chanson, *Nouvelle-Calédonie*. Par l'intermédiaire d'Édouard Ventrillon, représentant des disques Pathé-Marconi à Nouméa, elle est interprétée, en 1936, par Jean Lumière et enregistrée par La Voix de son Maître. Elle est diffusée, ainsi que *Paris-Nouméa*, une autre chanson de Simonin, par les haut-parleurs du paquebot l'*Éridan* lors de ses arrivées et départs, à Nouméa comme à Marseille. On l'entend même sur les antennes de la BBC à Londres pendant la guerre. Gabriel Simonin a composé, de 1932 à 1977, plus de 20 succès et enregistré 8 disques.

Devant l'hôtel de ville, en 1953, coll. J. Frogier

Au premier rang, de gauche à droite : *A. Bocquet, R. Bone, Y. Toujas, A. Porcheron, F. Ollivaud, H. Bone, Th. Bastien.*
Au deuxième rang : *Villelonce, R. Varigault, L. Thomas, P. Perraud, G. Lererey, E. Gaveau, Tepy, R. Payan.*
Au troisième rang : *B. Frogier, R. Fayard, H. Guilbaut, A. Perraud, Ch. Cornaille, Ch. Frogier.*
La municipalité fournissait les instruments de musique, les partitions et l'uniforme, blanc pour l'été et bleu pour la saison fraîche.
Quant aux musiciens, ils touchaient 10 francs par mois.

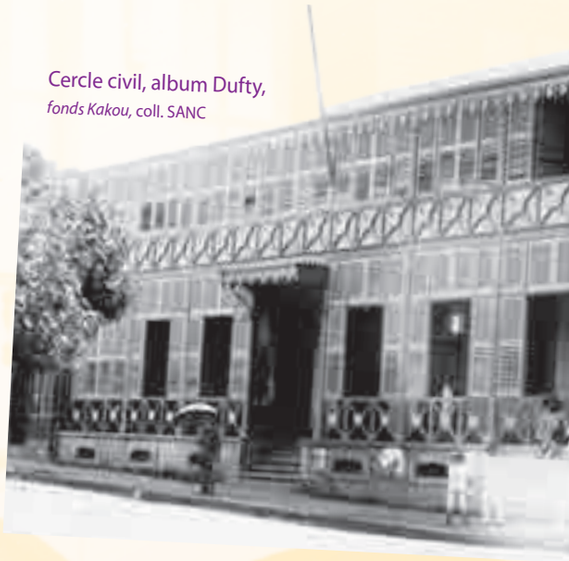
Noumea between jazz, tango and choirs (1900-1945)

From 1912 to 1954, the municipal band took over from the military band to liven up civilian and official events. Music was present during balls, in the gardens of the Hotel de la Gare, in the grand salon of the Hotel Central, in private clubs and at the Grand Theatre where people danced foxtrot, paso doble or tango. Noumea also discovered jazz with the Number One Jazz Orchestra. The classical tradition was performed by the Symphonic orchestra and the Small orchestra of the Cathedral. Many Catholic and Protestant choirs animated offices and religious events.

Nouméa, carrefour des cuisines du monde

Soupière de l'Hôtel National, fonds *Brun*, coll. MDVN

Livre de recettes de Mme Combe, coll. MDVN



Cercle civil, album Dufty, *fonds Kakou*, coll. SANC

À la fin du XIX[e] siècle, la cuisine se trouve à l'extérieur de la maison et comporte une petite véranda pour faire griller le café. Les mets les plus fréquents sont issus de la pêche, de la chasse et des produits du jardin. Souvent, comme le rappelle Mme Mayet, la viande de cerf, marinée dans le vin rouge, est consommée rôtie. On compte généralement quatre repas : un petit-déjeuner matinal, vers 4 heures, un déjeuner vers 11 heures, un thé dans la tradition anglo-saxonne en fin d'après-midi au kiosque, puis, vers 18 heures, un dîner. Ces journées dictées par le rythme du soleil n'allaient pas sans déconcerter les nouveaux arrivants. La plupart des Nouméens mangent habituellement sous la véranda, mais les colons les plus aisés prennent le repas dans la salle à manger. Si les dimanches et les jours de fête sont l'occasion de réunir la famille, pour les grands événements, des menus très copieux sont proposés. Cependant, l'origine anglo-saxonne de nombreux habitants exerce une influence certaine sur les mets consommés. Aussi grignote-t-on des saos avec du fromage Cheddar et le traditionnel pudding est incontournable lors des fêtes de Noël.

Très tôt, les Nouméens les plus favorisés apprécient de se rendre dans les restaurants ayant pignon sur rue.

Les petits plats de Mme de Boisserolle au Cercle civil, ceux de Mme Combe à l'Hôtel National, ceux de l'Hôtel du Pacifique ou encore du restaurant Quatre Sous sont restés dans les mémoires.

Les engagées javanaises, surnommées « bayous », sont très prisées comme cuisinières. Elles élaborent de nombreux plats indonésiens, dont le bami, devenu un des fleurons de la gastronomie calédonienne. Puis les Nouméens découvrent le whisky pendant la présence américaine, tandis que les plus jeunes adoptent les milk-shakes, le pop-corn et les *ice-creams*. Autrefois, les apéritifs préférés étaient l'anisette ou le pastis dont la commercialisation fut souvent suspendue. Pendant le boom, la « bouteille carrée » devient un cliché calédonien.

Après la guerre, les petits snacks vietnamiens, surnommés « café, thé, la soupe », popularisent les nems, le porc au sucre et le riz cantonais. Les Polynésiens introduisent la salade tahitienne, le *poe*, le gâteau à l'ananas et les brochettes, vendus lors des nombreuses kermesses. Depuis le boom, l'arrivée de migrants d'origines diversifiées s'est traduite par l'ouverture de restaurants proposant un choix de cuisines très variées. Nouméa est désormais connue comme la « French Riviera » du Pacifique, où le bon goût se conjugue à l'océanienne. En effet, on peut y déguster des crevettes, des langoustes, des huîtres et du crabe de palétuvier ou de cocotier, ainsi que du bougna et du cerf calédonien accompagnés de tubercules locaux (igname, taro, patate douce) et de bons vins français ou australiens.

Intérieur de l'hôtel du Pacifique, album Fonbonne, *fonds Kakou*, coll. SANC

L'Hôtel du Pacifique

Vita Paul Mosnier achète à la ville de Nouméa, en 1905, deux lots de terrain afin d'y construire, en 1912, un hôtel qui prend le nom d'Hôtel de la Gare. En 1919, deux autres lots sont achetés afin d'agrandir l'établissement. Celui-ci comprend de nombreuses chambres spacieuses, aux meubles modernes, et une immense salle à manger comportant de nombreux miroirs. Le bâtiment est entouré de jardins magnifiques avec des palmiers royaux. Le personnel javanais et indochinois assure un service de qualité qui fait de cet hôtel un établissement de standing. De nombreux mariages y sont célébrés. Vers 1940, lors de la fermeture de la gare, l'hôtel prend le nom d'Hôtel du Pacifique. En 1942, l'état-major de l'armée américaine, sous le commandement du général Patch, y installe ses bureaux. L'hôtel cesse toute activité dans les années 1960.

Noumea at the crossroads of world cuisines

In the late nineteenth century, the kitchen was outside the house. The most common dishes were made with fishing, hunting and garden products. The Anglo-Saxon origin of many residents had a strong influence on the food like biscuits with cheddar cheese and pudding for Christmas. Since the nickel boom, the arrival of migrants from diverse backgrounds was reflected by the opening of restaurants that offered a varied choice of cuisine. Noumea is now known as the "French Riviera" of the Pacific, where good taste is combined with the Pacific way of life.

L'incontournable « tour des baies »

Dès la fin du XIX[e] siècle, Henri Rivière raconte que *« le soir vers cinq heures, on monte à cheval ou en voiture et on va se promener aux environs de Nouméa. Le plus joli [endroit] est à six kilomètres de distance. […] C'est l'anse Vata, une petite baie de sable, de grands arbres, de hauts palmiers, un cottage qui appartient au gouverneur. »* (1881) Après 1909, grâce au petit train, les Nouméens peuvent s'échapper de la ville pour profiter des plaisirs de la rivière à Dumbéa. Comme l'explique Paul Mascart, avec le développement de l'automobile, dans les années 1930, les possibilités d'excursion se diversifient : *« On peut faire, à Nouméa, de nombreuses promenades à pied ou en voiture, dans la ville et dans les faubourgs, la pointe de l'Artillerie ou du côté de la promenade Vernier qui s'étend le long de la mer, sur la route en corniche qui contourne toute une partie de la presqu'île de Nouméa : baie de l'Orphelinat, baie des Pêcheurs, anse du Styx, baie des Citrons, rocher à la Voile, anse Vata (au passage, monter vers le Ouen Toro, l'un des plus beaux panoramas du monde), retour à Nouméa par la magnifique baie de Port Despointes. Cette promenade créée par M. Vernier, maire de Nouméa, aujourd'hui décédé, est vraiment fort belle. […] Il faut aussi aller spécialement à l'anse Vata, la plage sélecte de Nouméa. Les bains qu'on y prend sont un véritable délice, le soir, après le travail, c'est là que les Nouméens se réunissent pour prendre leurs ébats ou bavarder avant le repas du soir. On attend le crépuscule et, dès que la nuit tombe, les autos regagnent joyeusement la ville. »* Pour les week-ends, Paul Mascart signale qu'il existe d'autres sorties dans un rayon d'une trentaine de kilomètres de Nouméa vers Magenta, la baie de Boulari, Plum, Saint-Louis ou Païta. Cependant, ce sont *« les joyeux pique-niques au bord de la mer, dans les îlots où l'on se rend en bateau à moteur, les pêches miraculeuses dont on fait sur place de délicieuses bouillabaisses »* qui sont les plus prisés. Ces promenades restent encore largement d'actualité. Mais, en fin de semaine, c'est tout de même le quartier des plages de la baie des Citrons et de l'anse Vata qui demeure, de loin, l'endroit le plus fréquenté par les Nouméens. Outre les nombreux hôtels, on y trouve la majorité des bars, des restaurants et des dancings. La jeunesse nouméenne aime se retrouver à « l'Anse » et à la « BD » pour danser dans les boîtes ou pour exhiber les voitures « tunées ». En revanche, en journée, le front de mer qui va de la baie de l'Orphelinat à celle de Sainte-Marie offre un parcours idéal aux sportifs et aux marcheurs.

Le « tour des baies » est aussi un rituel nouméen solidement ancré, tant pour clore le week-end que pour accompagner les bruyants cortèges des nouveaux mariés.

Promenade dominicale, album Fonbone, coll. SANC

Promenade à la plage de Magenta vers 1910, coll. Max Shekleton

Pique-nique, vers 1900, album Meyer, coll. SANC

The inevitable "Tour of the bays"

From the late nineteenth century, people went horse riding or took a cab to Anse-Vata. Then, in 1909, thanks to the little train, the Noumeans then escaped the city to enjoy the pleasures of the river at Dumbea. These walks are still largely used today. On the weekend, the beaches of the Bay of Lemons and Anse-Vata are the most frequented places. In addition to many hotels, the majority of bars, restaurants and dance halls are located there, near the beach. The youth of Noumea likes going there to show their tuned cars or to celebrate a wedding.

Les débuts de la natation et de la boxe (1891-1943)

Les bains militaires sont créés en 1891 pour permettre aux soldats et marins de la garnison de se baigner sans craindre les requins. Grâce à l'intervention d'Ernest Veyret, ils sont ouverts aux civils en 1924. Cette même année, l'équipe locale de water-polo, appelée les « Canards sauvages », regroupant MM. Guépy (but), Théas et Raillard (arrières), W. Hickson (demi-centre), Ch. Chatelain, G. Mazelle et A. Rabot (avants), livre deux matchs, l'un contre le l'équipe du croiseur anglais Chatam, l'autre contre celle de l'aviso Laburnum. Les victoires qu'elle remporte, ainsi que la victoire de la France en finale du championnat de water-polo aux jeux Olympiques de 1924, à Paris, contribuent à la promotion de ce sport à Nouméa.

Les bains militaires dans les années 1920, coll. bibliothèque Bernheim

En 1928, la Néo-Calédonienne accepte à la demande de ses dirigeants, Ernest Veyret et Numa Daly, de créer une section natation. Les compétitions de natation et de water-polo, organisées par la Ligue calédonienne de natation, créée en 1930, se déroulent de 1928 à 1966 aux bains militaires. La première saison officielle de water-polo réunit deux équipes civiles, les « Marsouins » et les « Canards sauvages », et deux équipes militaires. Du fait des gros progrès des équipes calédoniennes de water-polo, Ernest Veyret envisage des rencontres avec l'Australie. Pour cela, une demande d'affiliation de la section water-polo de La Néo est adressée à la Fédération française de natation et de sauvetage qui accepte officiellement le 16 octobre 1928. Quant à la natation, la saison 1933-1934 est excellente. On voit s'imposer les nageurs H. Daly, R. Chitty, M. Armand et A. Petersen. Cependant, les records locaux ne sont pas homologués au plan national car les installations ne sont pas conformes. Mais, en 1934, l'armée interdit aux civils d'accéder aux bains militaires. Il faudra une intercession auprès du ministère de la Guerre pour qu'ils soient de nouveau accessibles, en 1937, mais les compétitions s'interrompent jusqu'en 1943.

Membre de la ligue de boxe, coll. Viale

Le 30 janvier 1914, se déroule le premier vrai combat de boxe anglaise au Grand Théâtre Ménard et ce sport fait recette à la veille de la Grande Guerre, avec Alexandre Courtot, Lucien Daly et l'Australien Lidgey. Après une interruption pendant le conflit, *« le grand opéra du coup de poing »*, comme le note Gérard Cauville (2006), reprend le 3 septembre 1921. L'ancien champion des poids plume André Dupré, dit « Zozo », qui effectue son service militaire à Nouméa, contribue à relancer la boxe en 1922. C'est au cinéma Hickson que les champions de l'entre-deux-guerres, Henri Chitty, Charles Charbonnel, Paul et Lucien Fouques, Paul Constant, Eugène Canaldo, Albert Champion, dit Peyras, et Rémi Boitaert, s'affrontent. Leurs matchs sont arbitrés par Fred Martin. Numa Daly et Jules Kaddour, initiateurs de ces soirées, déplacent les foules. C'est sous la houlette de La Néo que les boxeurs s'entraînent dans la salle du quartier Latin. Quelques combats s'y déroulent également et on vient alors encourager Hervé Chanaud, Victor Neugi ou Dick et Jules Elmour, et les frères Winsky, Johnny et Victor, dont les matchs s'achèvent toujours en bagarre. Les rencontres ne se déroulent donc qu'entre Calédoniens ; on se bat alors pour la gloire et non pour l'argent.

Boxeur des années 1960, coll. Viale

The beginnings of swimming and boxing (1891-1943)

The military baths were created in 1891 to enable soldiers and sailors of the garrison to swim without fear of sharks. They were open to civilians in 1924. In 1928, the Neo-calédonienne Club created a swimming section. Competitions of swimming and water polo were organized by the New Caledonian Swimming League, created in 1930. They took place at the military baths from 1928 to 1966, when the Olympic Swimming Pool was built, at Ouen Toro, for the South Pacific Games.

Les associations, moteur du sport pendant l'entre-deux guerres

Le monde associatif est essentiel pour le développement du sport calédonien. Créées et portées par des hommes d'action et de conviction, les associations se forment souvent en fonction des lieux ou des préoccupations : ainsi s'entrecroisent l'esprit du quartier et celui du club, liant les sportifs entre eux mais aussi à leurs supporters. Les compétitions ne se déroulent alors qu'entre clubs ou entre quartiers.

La première association est créée, en 1919, par Fernand Danger, principal du collège Lapérouse, qui obtient un terrain de sport en face de l'établissement. Elle regroupe uniquement des footballeurs qui seront de tous les matchs jusqu'aux années 1950. Comme le rappelle Roger Kaddour, chaque club de l'entre-deux-guerres avait ses caractéristiques : *« L'Impassible était à la Vallée-du-Tir ; l'Indépendante était huppée ; l'Olympique était très métissé, mon père y était président. Il y avait l'Indécise qui était un petit club, l'éternel quatrième, mais il fallait au moins quatre équipes pour qu'il y ait des matchs. La majorité des familles faisaient partie d'un club. Bien que principalement liées au football, ces associations pratiquaient aussi le basket ou la boxe notamment durant la morte saison du foot, d'octobre à mars. »*

Le football, qui est de loin le sport collectif le plus pratiqué de l'entre-deux-guerres, a été introduit en Nouvelle-Calédonie par l'armée. Les matchs se disputent alors sur les quais où un terrain est inauguré en 1914. Puis, il faut attendre le 1er mars 1928 pour qu'une Fédération calédonienne de football soit créée, qui devient quelques mois plus tard Ligue calédonienne de football, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci dispose de très peu de moyens, n'étant alimentée que par de petites subventions. Les terrains n'étant pas clos, on ne peut prélever de droits d'entrée. Aussi, vers 1930, la municipalité donne-t-elle l'autorisation de bloquer les rues, les jours de matchs, et le terrain du quai est entouré de grandes palissades. Au sein de tous ces clubs, la majorité des sportifs est d'origine européenne ou métisse. On compte cependant quelques Kanak, Javanais et Tonkinois, engagés sur la base des règles en vigueur à l'époque, qui les assimilent aux étrangers dont le nombre est limité à trois dans les équipes A.

Quant au basket, il apparaît en 1927 sous l'impulsion d'Ernest Veyret qui forme des équipes au sein des clubs de La Néo et de la Gauloise. Les matchs sont disputés le dimanche, tout d'abord sur la place Bir Hakeim, puis au stade Veyret, devant la bibliothèque Bernheim. En 1930, la première Fédération calédonienne de basket se constitue sous la présidence du maire Pierre Vernier, mais cette discipline ne prend réellement son essor que durant les années de guerre.

Stade Saint-Michel au Faubourg-Blanchot, vers 1930, coll. Vautrin

Match sur les quais, coll. Robineau

En 1919, le collège Lapérouse dispose de deux terrains qui descendent jusqu'à la baie de l'Orphelinat. Une partie est transformée en stade qui sera inaugurée le 21 août 1938 et prendra le nom de stade du PLGC, signifiant « Patronage laïc Georges-Clemenceau ». En 1957, le terrain est réaménagé et devient le premier stade d'athlétisme avec une piste cendrée, tracée de couloirs. En 1965, un nouveau projet d'aménagement du stade du PLGC et de la Jeune Scène est entrepris pour répondre à l'accroissement de la population scolaire et aux besoins de structures sportives. En 2009, pour les XIVes Jeux du Pacifique Sud, le terrain est redessiné selon les normes de la FIFA et recouvert de pelouse synthétique.

Inauguration du PLGC en 1938, coll. Vautrin

Associations, acting for the development of sport during the interwar period

The first sports club was founded in 1919. It only regrouped players who were in every game until the 1950s. Although primarily related to football, these associations also practiced basketball or boxing especially during the off season of football, from October to March. Football was introduced in New Caledonia by the army. Matches were disputed on the docks where a ground was created, in 1914. Then, on March 1st, 1928, the New Caledonian Football Federation was founded, which became, a few months later, the New Caledonian Football League.

« Le temps des Ricains » (1942-1945)

L'arrivée des Américains, en 1942, bouleverse la vie des Nouméens en offrant une très grande diversité de spectacles et de distractions. Sur les onze salles de cinéma locales, sept projettent les tout derniers films tournés aux États-Unis. Pour les Nouméens, c'est également la découverte des films en couleur. Bien que les films soient en anglais, ils sont proposés aux civils qui découvrent les stars hollywoodiennes de l'époque, les westerns ainsi que les cartoons. De plus, vingt-quatre cinémas en plein air sont disséminés dans les différents camps de la ville. Lors des séances ouvertes à la population, quand il fait froid, on se munit de couvertures ; mais quand il pleut, les séances sont annulées. Mais, comme le rappelle Thomas Hickson, *« en ce temps de guerre, l'approvisionnement en films français est très limité, si bien que pendant cinq an, on passe et repasse les mêmes films »*.

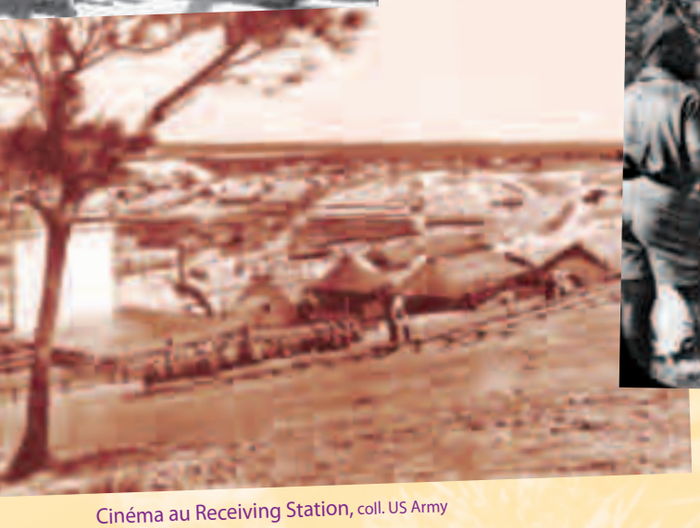
Outre le cinéma, l'armée américaine ainsi que la Red Cross organisent régulièrement des bals, car la Nouvelle-Calédonie, en tant que base arrière, se doit de soutenir le moral des GI's. Les jeunes Nouméennes sont alors invitées en compagnie de leur mère, tante ou autre chaperon. Le bal commence à 19 heures pour s'achever à 22 heures avec *Good night sweet heart* comme dernière danse. Cependant, le nombre de cavaliers est bien supérieur à celui des dames.

La ville vibre aussi lors des shows des grandes stars américaines venues animer le théâtre aux armées, tels l'humoriste Bop Hope, les artistes Frances Langford, Patty Thomas ou Gary Cooper. Au Receiving Station, un théâtre en plein air peut contenir 1 500 spectateurs. Les Big band de l'US Army tel celui de Bill Davidson et de ses boys, où on accueille aussi les musiciens locaux, jouent les airs des grands orchestres américains (Benny Goodman, Glenn Miller, etc.) ou ceux des chanteurs à succès comme les Andrew Sisters.

Bal à la Red Cross, album 2num1, coll. SANC

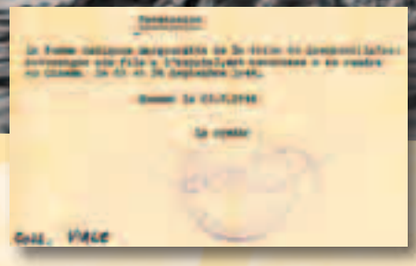
Au Triangle Garden, place du marché, se déroulent les matchs de boxe et de catch, tandis que les compétitions de base-ball se disputent à l'Anse-Vata, à l'emplacement actuel l'hippodrome. Les soldats américains fréquentent aussi assidûment les plages qui sont alors très animées. En dépit du contexte de guerre, les Nouméens vont, pendant longtemps, conserver une poignante nostalgie de l'animation du « temps des Ricains ».

Soldat américain dessinant un Indonésien, coll. MDVN



Cinéma au Receiving Station, coll. US Army

Soldats américains au kiosque, 1943, coll. MDVN



Permission pour aller au cinéma, coll. Viale

The time of the "Ricans" (1942-1945)

When the Americans arrived, in 1942, they revolutionized the lives of Noumeans by offering a huge variety of shows and entertainment. Seven of the eleven cinemas showed the latest films in color, in addition to the twenty-four open-air cinemas. To boost the morale of GIs, balls were held and the young women of Noumea were invited with their chaperone. American stars came to animate the theater whereas boxing, wrestling and baseball matches were organized. After the war, the population of Noumea had, for a long time, nostalgia for the "time of the Ricans."

La multiplication des salles de cinéma (1945-1975)

Les années d'après-guerre se caractérisent par la multiplication des espaces cinématographiques dans la ville, jusqu'à l'arrivée de la télévision. Une lente régression commence alors, qui débouche aujourd'hui sur l'existence d'un seul lieu consacré au septième art dans la ville, si l'on excepte les vidéoclubs.

En 1947, au centre-ville, la confirmation de l'arrivée de la célèbre chanteuse Ninon Vallin pousse la direction du Central-Ciné-Théâtre à entreprendre des travaux d'embellissement dont la partie technique et électrique est placée sous la responsabilité de Fred Dunn. Profitant de cette restauration, le directeur, Édouard Ventrillon, décide également de changer l'enseigne pour celle plus moderne de « Rex ». Durant la même période, le Ciné Star, dans une demi-lune, rue de l'Alma, est géré par René Lerrant.

Le Liberty en 1962, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Construit à côté du cinéma Hickson, le Liberty est inauguré, avec la projection de *Ben Hur,* en 1963. Ce cinéma marque l'apogée, à Nouméa, de la salle unique, moderne et de classe européenne. Conçue pour des films « grand spectacle » comme *Exodus* ou *Le Tour du monde en 80 jours*, cette salle de 900 places, aménagée en gradins pour assurer une visibilité parfaite, comprenait une mezzanine et un orchestre. Au début de son exploitation, outre les projections de films, diverses manifestations culturelles s'y déroulent. Puis, en 1987, le Liberty est divisé en trois salles pour proposer trois films dont un classé X. Mais, victime de la désaffection du public qui préfère le City et le Rex, il ferme définitivement ses portes le 2 juillet 2000.

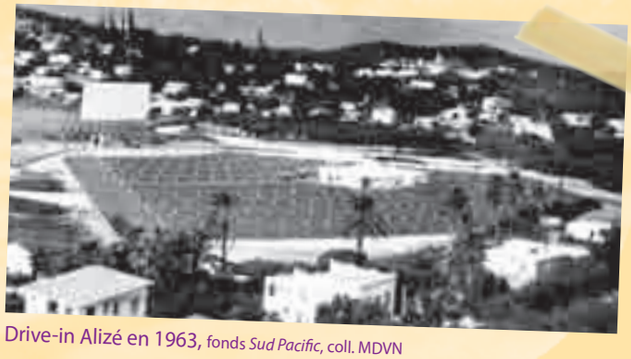
Mais la fièvre cinématographique a aussi depuis longtemps aussi gagné les quartiers. Au départ des Américains en 1946, quelques audacieux comme Désiré Kativinéca (Ciné Vog à la Vallée-du-Tir) ou René Coulson (Cinélion à la Vallée-du-Tir) se lancent dans le cinéma en récupérant ou en achetant du matériel américain. Puis en 1949, Auguste Mercier fait aménager une demi-lune pouvant accueillir 500 personnes, qui devient le Ciné Tropic, à la Vallée-des-Colons.

Le Ciné Tropic, coll. Mercier

Outre la projection de films, différentes manifestations se déroulent ce Ciné Tropic. La piste de danse, située au milieu de la salle, accueille les kermesses organisées au profit de l'église Saint-Jean-Baptiste ainsi que les mariages. Simone Drouard, professeur de chant au collège Lapérouse, y donne des récitals et Paul Cassin y anime des soirées cabaret. Cette salle restera ouverte au public jusqu'en 1964.

Nouméa a aussi compté deux drive-in. Le premier est le drive-in Alizé de Désiré Kativinéka, réalisé en 1963 sur les anciennes salines du Faubourg-Blanchot. Conçu par l'architecte australien John Robert, c'est le premier drive-in en territoire français. Des haut-parleurs de poche, munis d'un bouton de réglage de son facile à manipuler, sont à la disposition des spectateurs. Un immense écran reçoit des vues d'un appareil de projection situé à une soixantaine de mètres. Certains soirs, la représentation cinématographique est prolongée par une grande soirée dansante. Il ferme en 1982, tout comme son concurrent, le drive-in Hickson, dont les travaux avaient débuté en 1965 à l'Anse-Vata. Ce dernier pouvait accueillir 660 voitures, soit plus de 2 000 personnes, et disposait d'écran de dimensions exceptionnelles (30x10 m) permettant une vision parfaite.

Ciné Star, extrait de *La France Australe*, 1954



Drive-in Alizé en 1963, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

The multiplication of cinemas (1945-1975)

The postwar years were characterized by the proliferation of movie theaters in the city until the arrival of television. In 1947, the Central-Cinema-Theatre was restored and became the Rex. The Ciné Star and the Ciné Tropic were installed in former American warehouses. Built next to the cinema Hickson, the Liberty was inaugurated with the screening of Ben Hur, in 1963. Noumea has also scored two drive-in cinemas. The first one was conducted in 1963, in Faubourg-Blanchot. It closed in 1982. The other one belonged to the Hickson cinemas.

Les dancings du centre-ville (1945-2012)

Quand la télévision n'existait pas encore en Nouvelle-Calédonie et que la radio n'émettait que quelques heures par jour, la vie nocturne était très intense et les Nouméens aimaient aller danser. Que ce soit dans les night-clubs chics, les bals populaires ou dans les salles associatives, la musique tahitienne côtoyait sans complexe la musique antillaise ou le musette. Chaque espace avait son orchestre et ses spécificités.

Dans les années 1950, les bals se démocratisent pour devenir des bals populaires ouverts à tous. Il y a ainsi, dans la salle des fêtes, un bal par trimestre et, un dimanche par mois, un bal des enfants. L'animation est assurée par les orchestres de l'armée, de l'harmonie municipale ainsi que par de nombreux groupes constitués dans les années d'après-guerre : les Marsouins, les Number One ou encore les Canaris. De plus, chaque association sportive ou culturelle a son bal annuel.

Dès 1945, dans l'ancien Hôtel National, s'ouvre la Croix-du sud, restaurant proposant une piste de danse. Les Canaris y jouaient des valses, des paso doble, des tangos, les samedis et dimanches, mais aussi en semaine, lors d'arrivées de bateaux. Puis, en 1952, le lieu prend le nom de Tivoli. En 1957, le nouveau gérant, William Chaillaud, qui assure l'animation comme saxophoniste et violoniste dans l'orchestre tahitien Filo, repère le saxophoniste Alain Bonnet et le pianiste Jean Hannequin. Quelques mois plus tard, sous la gérance d'Odette et Raymond Dacier, sont recrutés les frères Jean et Pierre Hars : c'est une époque nouvelle qui commence et qui marquera profondément la vie nocturne de Nouméa. Le samedi, jour d'affluence, l'orchestre est alors renforcé par les musiciens Bernard Coulon, Michel Deswarte, Guy Dur, Henri Fairbank ou Pierre Pilgrim. Le lundi, les soirées sont animées par les Pacific Boys et, le dimanche après-midi, par un groupe de jeunes lycéens, les Beatniks : Raymond et Christian Beyney, Henri et André Cayrol, Pierre Travain et Pierre Colardeau. Avec eux, les concours de twist connaissent un énorme succès. Le départ des frères Hars, en 1963, marque la fin d'une époque. De 1966 à 1968, Pino Mercuri reprend la gérance des lieux qui changent d'enseigne pour devenir le Bus Paladium.

Les Beatniks, coll. Travain

En 1945, près du Rex, s'ouvre le Tiaré, géré par Aline Sakamouri jusqu'en 1965. C'est un cabaret-dancing avec son orchestre tahitien. Le dancing change de nom et de style pour devenir The Pink Panther, puis le Domino et, enfin, le Don Camillo.

On trouvait également au centre-ville, Le Cintra, avenue du Maréchal-Foch, Le Lotus, place des Cocotiers, et toujours dans la rue de Sébastopol, on pouvait aller danser à l'Hôtel Central. Quant aux collégiens, ils dansaient le dimanche après-midi dans la pâtisserie Jean-Paul de Marcel Donneau.

Groupe des Marsouins à la mairie, en 1946, Coll. Carlod

En 1960, le night club La Cave ouvre au sous-sol du Saint-Hubert, avant de devenir le Cargo en 1990, où l'on danse sur des musiques new wave, rock et hard-rock. Non loin de là, en 1968, est créée La Grange par Michel Bachellereau. C'est la première boîte calédonienne avec DJ, qui passe les chansons des Beatles et des morceaux en vogue pour attirer les jeunes de 18 à 30 ans. En 1972, l'espace devient Le Privé, puis, en 1990, Le 501. L'ouverture de ce dernier ne fut pas sans retentissement ; dans son sillage, quatre boîtes allaient fermer : le Black Jack, le Métro, le Privilège et le Kahlua. En 1997, sous le nom de Deep 501, l'établissement est repris par Guy Raguin qui y propose des soirées à thème. Puis, en 2004, l'espace devient le New Calédo. Dans l'immeuble de l'Hôtel de Paris, se succèdent et se côtoient plusieurs clubs privés : le Papa club, L'étoile 81, la Locomotive, le Pharaon.

Actuellement, quelques boîtes de nuit subsistent en centre-ville, mais l'essentiel de l'activité nocturne, le week-end, se situe à l'Anse-Vata et à la Baie-des-Citrons.

The city dance halls (1945-2012)

Before the arrival of television, Noumeans loved dancing, either in the chic nightclubs or in the popular dance halls. By 1945, the Southern Cross opened in the National Hotel. In 1952, it became The Tivoli. From 1945 to 1965, the Tiaré was another popular Tahitian cabaret. In 1960, a night club opened in the basement of St. Hubert. It became the Cargo in 1990. In 1968, La Grange was created, the first nightclub with a DJ, which became Le Privé and then, in 1990, Le 501. Currently, few clubs remain in the city center, as most of the night activity is at Anse-Vata and Baie-des-Citrons.

La vie nocturne des baies

À l'anse Vata, en 1946, Charles Monin lance Le Biarritz qui est, avec Le Tivoli, le grand dancing des années 1950-1960. En 1959, Ernest Maltagliati en prend la direction et fait appel à des orchestres italo-australiens. Puis Raymond et Odette Dacier en assurent la gérance en même temps que celle du Tivoli. Pino Mercuri leur succède, en 1974, en faisant venir chanteurs et illusionnistes. Peu de temps après sa fermeture, en 1982, le bâtiment est détruit par un incendie.

En 1959, Céline Matsuda ouvre le Santa Monica, route de l'Anse-Vata, qui propose de la musique tahitienne. Dans les années 1970-1980, son orchestre attitré est le groupe tahitien Hiro. L'usage veut que quand les autres boîtes ferment, tous les musiciens se retrouvent au petit matin pour y faire des bœufs mémorables. L'espace ferme en 1984.

Vers 1966, au Château Royal, un piano-bar est animé par Jean-Pierre Paillard et son orchestre.

À la Baie-des-Citrons, vers 1945, le Number One ouvre dans un hangar de l'armée américaine anciennement décoré par les GI's. Sous la gestion de Jean Novella, l'établissement prend le nom de Marsupilami, avant de devenir, avec Yolande Auvray, le Tahiti cabaret dans les années 1960. Il est repris par Gilbert Thong qui y fait venir les meilleurs orchestres tahitiens. Le bâtiment, reconstruit, est ouvert en septembre 1975 sous le nom de Pacificana. Les Platters animent les soirées. C'est la première boîte de nuit nouméenne offrant des jeux de lumière et une scène coulissante. L'affluence est telle qu'il faut arriver à l'avance pour pouvoir danser le madison, le tango, le rock, le twist, le boogie-woogie et la valse tahitienne.

Non loin du Marsupilami, en 1953, Marie-Rose Vibert fait venir un wagon et une locomotive du train de Païta dans lesquels on peut consommer une boisson. Le lieu est alors appelé Le Petit Train. Elle délimite, leur faisant face, une piste pour danser en plein air au son du gramophone. L'espace est par la suite aménagé et change de gérant mais pas de nom. Le nombre important de dancings et de restaurants fait du quartier des baies la zone la plus animée de Nouméa.

Les Tivoli Boys, coll. Bonnet

Le Santa Monica, coll. Syllebranque

Groupe de Jean-Pierre Paillard, coll. Paillard

Publicité du Tahiti cabaret, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Publicité du Biarritz, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Le Biarritz, coll. Cœcilia Brun

The seaside nightlife

At Anse-Vata, in 1946, Charles Monin opened Le Biarritz which was one of the greatest night clubs from 1950 to 1960. In 1959, Celine Matsuda opened the Santa Monica, which played Tahitian music, until 1984. Around 1966, at the Château Royal hotel, a piano bar was run by Jean-Pierre Paillard and his orchestra. The Number One opened in a hangar of the U.S. Army. It then became the Marsupilami and the Tahiti cabaret, in the 1960s Le Petit train opened in 1953, with an outdoor dance floor. The Baie-des-Citrons still gathers the main night clubs and restaurants of Noumea.

Le développement de la téléuision

Bâtiment de l'ORTF conçu par Gilbert Allègre, coll. MDVN

En juillet 1964, le Premier ministre, Georges Pompidou, annonce l'intention du gouvernement d'installer la télévision en Nouvelle-Calédonie. La station doit partager les locaux avec la radio au Mont-Coffyn. Suivant les plans de l'architecte Gilbert Allègre, un nouveau bâtiment est construit sur le terrain de tennis du Chrome Manoir. Huit mois suffisent pour acheminer et installer tout le matériel et la nouvelle équipe. Trois émetteurs sont installés : au Mont-Coffyn, au sémaphore et au Ouen Toro, la consigne étant que tout doit être opérationnel pour l'élections présidentielle de novembre 1965.

Le 19 octobre 1965, à 18 h 30 précises, les émissions débutent sur les petits écrans nouméens. Le ministre Alain Peyrefitte lance la chaîne, avant la diffusion du journal télévisé, puis de *Bonne nuit les petits* et de la pièce de théâtre *Ruy Blas*. Roger Le Leizour devient le premier directeur de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) en Nouvelle-Calédonie. Il est assisté par Marie-Thérèse Guichard, la rédactrice en chef, et trois journalistes : Henri Vincent, Madeleine Chomette et Guy Pascal.

Les télévisions étant encore rares, les Nouméens se rassemblent dans la rue pour voir des émissions. Le temps de diffusion est alors limité à deux heures trente, voire trois heures par jour. Il atteint quarante-cinq heures par semaine, sur une seule chaîne, en 1978, alors qu'aujourd'hui il existe 48 chaînes émettant de façon continue. En fonction des différentes restructurations effectuées au niveau de l'État concernant le secteur audiovisuel, le nom de la station a été plusieurs fois modifié : ORTF (1964), FR3 (1974), FCR (1977), RFO (1982), Nouvelle-Calédonie 1ère (2010), tandis que le nombre de chaînes s'est progressivement accru.

Lancement de la télévision le 19 octobre 1965, coll. Le Leizour

Les premières émissions à être présentées au public calédonien arrivaient de Métropole par avion (deux à trois par semaine). On se souvient ainsi de *Cinq colonnes à la une*, des *Coulisses de l'exploit* et d'*Intervilles*, sans oublier le western dominical. Les reportages, les tables rondes et les diverses émissions sur des sujets locaux venaient s'y ajouter. « *À l'arrivée des bobines*, se souvient Mariannick Babé, *celles-ci étaient visionnées, sélectionnées par le chef de station et le responsable des programmes, auxquels venaient se joindre quelques personnes de la société civile ou issues du monde religieux.* » Puis les films étaient montés et diffusés. Le journal télévisé du soir comportait des informations du pays et des reportages locaux. Pour la diffusion des nouvelles internationales, on avait recours aux diapositives de la photothèque en attendant les films de France. Ceux-ci étaient introduits, deux semaines plus tard, par la formule : « *Souvenez-vous, c'était il y a dix jours...* » En 1977, tout change lors de la mise en place du satellite, la station est alors reliée directement avec Paris et le temps des cassettes est achevé. De plus, la production locale s'amplifie. L'innovation essentielle sera, en 1994, l'arrivée de Canal+ Calédonie qui proposera, progressivement, un bouquet de chaînes de plus en plus diversifiées et spécialisées.

Arrivée de la télévision, coll. Louis Palmieri

The development of television

In July 1964, Prime Minister Georges Pompidou announced the arrival of television in New Caledonia. Everything had to be operational for the presidential elections of November 1965. French Minister Alain Peyrefitte launched the ORTF whose first director was Roger Le Leizour. The Noumean people gathered in front of TV stores to watch the evening programs. The ORTF became FR3, then RFO and New Caledonia Première. Since 1977, the TV is broadcast by satellite and the station is directly connected with Paris. In 1994, the arrival of Canal + offered a package of private channels.

Engouement pour le 7e art (1970-2012)

Wouk le cagou

En 1975, Walter et Thomas Hickson ouvrent deux petites salles de cinéma, au bout de la rue de la Somme, qui projettent, en ouverture, *Portier de nuit* et *Fellini Roma*. Les salles, climatisées, ont une capacité, pour l'une, de 300 places et, pour l'autre, de 200. Pour la première fois en Nouvelle-Calédonie les films sont présentés en « horaire semi-permanent » de 14 heures à 21 h 30. Pour attirer une clientèle à la recherche de films d'auteurs, une troisième salle est ouverte en 1981. Après vingt-huit ans de service, le cinéma City Hickson ferme ses portes en décembre 2003, après l'ouverture du multiplexe Cinécity de la Baie-de-la-Moselle.

Dernier cinéma de quartier à avoir été ouvert, en 1976, le Ciné Magenta dispose d'une salle de 400 places et d'une cabine dotée d'un appareil de projection perfectionné Cinémeccanica, qui assure des images de qualité. Trois séances par jour sont programmées. La salle, successivement exploitée par M. Cohen, Rolland Labenski et Jean-Pierre Oghino, ferme définitivement ses portes en 1982.

Enfin, la famille Dupont tente d'implanter à Nouméa, à partir de 1987, le cinéma d'art et d'essai dans ses deux salles du Plazza. Des taux de remplissage médiocres la conduisent à les fermer en 2005. Mais si la concurrence du petit écran a fait progressivement disparaître tous les cinémas pour ne laisser subsister que le multiplexe Cinécity au centre-ville, l'engouement pour le septième art n'a jamais été aussi important dans la ville et la multiplication des événements le célébrant en témoigne.

Le Cinécity, photo Christophe Bouton

Certes, la Nouvelle-Calédonie n'a eu jusqu'à une date récente qu'une production cinématographique très limitée, parmi laquelle on peut citer le premier film intégralement réalisé en Nouvelle-Calédonie par Georges Potter et Luc Chevalier, *Amour, Sport et Musique,* au début des années 1950, puis le film *Poussière de sang* de Paul K. Dupré, produit en 1972, ou, plus récemment, les documentaires de Gilles Dagneau ou de Jacques-Olivier Trompas. Il n'en demeure pas moins qu'il existe depuis longtemps à Nouméa des cinéphiles avertis, soucieux de promouvoir le cinéma. Ceux-ci se sont regroupés au sein de ciné-clubs très dynamiques comme celui de Jean Lumière dans les années 1960 ou ceux animés, notamment, par Alain Solier et, pour l'actuel Calciné, par Franck Esnault.

Depuis les années 1990, des festivals thématiques se multiplient : le festival Images sous-marines à la CCI puis au REX, le festival du courts-métrages et du film documentaire à la FOL, le festival Fantastic'art et le festival ibérique et latino-américain au Centre d'art et, le dernier-né, le festival Santé-Nature, créé en 2011.

Par ailleurs, les films proposés par le festival de La Foa, fondé en 1999, et celui de Poindimié, Ânûû-rû âboro, en 2006, sont largement diffusés à Nouméa. La ville a, quant à elle, initié depuis 2009 un festival de cinéma, La première séance, qui remporte un grand succès auprès du jeune public, tout comme *Wouk le cagou*, première série d'animation calédonienne, conçue par la société Banana Studio et diffusée sur Nouvelle-Calédonie 1ère en 2010 et 2011.

Paul K. Dupré

Né en 1939 à Nouméa, Paul K. Dupré fut un pionnier du cinéma calédonien. Il fonde le premier ciné-club, le groupe Edison, et réalise, en 1957, son premier court-métrage, *Mort de Caligula, empereur de Dieu* et, en 1967, le polar *Diana*. Puis il commence à tourner ses premiers-longs métrages, des westerns notamment, comme *Lorsque vint le temps des pionniers*, en 196, ou *Poussière de sang*, en 1972, film dans lequel les Apaches sont interprétés par des Wallisiens. Il poursuit avec deux films policiers, Sam, en 1977, et M comme meurtre, en 1984, deux westerns, *Masterson et Madden*, en 1976, et *L'âge de cendre*, en 1984, et un film, sur les légendes kanak, *La montagne des sources*, en 1980. Condamné, en 1990, pour ne pas avoir acquitté les droits d'auteur lors du festival qu'il organisait chaque année, il se retire complètement, après avoir réalisé un dernier film d'anticipation, Les sentinelles du temps.

Lors d'un tournage, Coll. Fuzinela

Centralization of the distribution but enthusiasm for the cinema (1970-2012)

In 1975, Walter and Thomas Hickson opened a new cinema called City. It closed in 2003, while the Cinecity multiplex was created. In the meantime, the Magenta Cinema opened in 1976 and closed six years later, and the Plazza cinemas presented movies from 1987 to 2005. Since the 1990s, film festivals have been created, like the festival of underwater images or the festival of Iberian and Latin American films. Some of the movies presented, since 1999, by the festival of La Foa and, since 2006, by that of Poindimié, are also shown in Noumea.

Le triomphe du théâtre amateur puis l'arriuée des premières troupes de France

En dépit d'une population relativement peu nombreuse, la ville s'est toujours caractérisée, depuis les années 1900, par l'existence d'une tradition de théâtre amateur, pratique initiée notamment par les professeurs de lettres du collège Lapérouse ou par les frères maristes et les sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny. Ainsi, ces dernières présentaient, chaque année, des spectacles religieux interprétés par leurs meilleures élèves.

Dans les années 1930, un certain nombre passionnés présentent des pièces de Sacha Guitry. Mais il faut attendre les années 1950 pour que la pratique théâtrale se pérennise alors que, un dimanche par mois, une pièce de théâtre est diffusée à la radio. Les textes sont dits par des professeurs, du personnel de la radio ou des comédiens de la compagnie théâtrale Les spectacles calédoniens, fondée en 1949, par Henri Lafleur, Édouard Pentecost, Walter Hickson et M. Fourcade. Son directeur, Georges Potter, va, pendant dix ans, monter avec quelques amoureux de la scène des pièces qui sont jouées aussi bien à Nouméa qu'en brousse, comme *Domino,* de Marcel Achard, *Bichon,* de Jean de Letraz, ou *Boléro de qui* . Le professeur Roger Durand, qui arrive en 1950, donne une impulsion décisive à la pratique théâtrale dans le milieu enseignant. Il initie ainsi certains jeunes normaliens comme Suzanne Bastien, Michel Amiot ou François Ollivaud. Ils sont aidés par Simone Houde, ancienne élève de Jouvet, qui donne des cours de diction et sera à l'origine des premières majorettes de la ville. Roger Durand monte *Peter Pan*, mais aussi des pièces plus difficiles comme *En attendant Godot*, de Becket, ou *Huis clos,* de Sartre (1958). La même année, Jacques Gendron monte, au Rex, *La Tour de Nesle* d'Alexandre Dumas.

Présentation de la pièce *L'arlésienne* jouée à La jeune scène, coll. Denise Amiot

Le début des années 1960 est marqué par l'existence du centre d'art dramatique de Nouméa, qui présente, notamment, en 1965, trois pièces : *La farce du pendu*, de Hauteroche, *La Demande en mariage,* de Tchekhov, *La Leçon,* de Ionesco. Cette même année, la compagnie des Tréteaux de Paris, en tournée dans le Pacifique, interprète *Les Femmes savantes* et *Antigone*.

La plupart de ces spectacles furent d'abord donnés à la Jeune Scène, située en face du collège Lapérouse. La salle est gérée par la Fédération des œuvres de l'école publique, fondée le 5 avril 1954, et qui, après modification de ses statuts le 18 avril 1957, prend le nom de Fédération des œuvres laïques (FOL). En 1967, la FOL inaugure, au sommet de la colline dite du Sémaphore, qui domine le centre-ville, un bâtiment comprenant, outre un espace d'exposition, une salle de spectacle de 550 places. Jusqu'à sa fermeture en 2011, après le cyclone Vania, de très nombreux artistes ou humoristes s'y produisent. C'est aussi là que diverses représentations théâtrales y sont données ainsi que la plupart des spectacles de fin d'année des écoles nouméennes.

Au début des années 1970, Michel Camboulives anime la troupe du Théâtre de l'Île qui donne successivement *La Nuit des rois*, *Rendez-vous au Plaza*, *Monsieur Chasse*, *La débauche*, *Huits clos*, *Feu la mère de Madame*. Après la construction de la digue de Nouville, la troupe s'installe dans l'ancien magasin aux vivres du bagne. Le 9 mars 1974, Michel Camboulives réussit l'exploit d'y faire jouer une troupe de dix-neuf comédiens, dont Jean Marais, venus de Métropole, afin d'interpréter *Le Bossu*. Quelque 5 500 spectateurs viennent admirer la pièce. La même année, à l'occasion de la célébration du bicentenaire de la découverte de la Nouvelle-Calédonie, un spectacle intitulé *Cook*, ne comprenant pas moins de 150 personnages, est monté. Il remporte un beau succès, ce qui ne fut pas le cas de la pièce *Les Mille et une nuits de Cyrano de Bergerac* proposée par la compagnie de Denis Lorca. Qu'importe ! Michel Camboulives fait ensuite venir l'humoriste Bernard Haller, puis il monte *Le Malade imaginaire* où le personnage d'Argan est interprété par Jacques Charron, sociétaire de la Comédie-Française. La compagnie et son directeur amorcent ensuite un long déclin qui s'achève de façon dramatique pour ce dernier. Dans les années 1980, bien que les Nouméens aient l'occasion d'applaudir *La Cantatrice chauve*, *Harold et Maud*, *Piège pour un homme seul* ou *Les Bonnes*, la pratique théâtrale semble, comme tout le pays, marquer un temps d'arrêt.

Pièce à La jeune scène, coll. Denise Amiot

Premier festival d'art dramatique à Nouméa, coll. Denise Amiot

The triumph of amateur theater and the arrival of the first companies from France

Since the 1900s, the city was characterized by the existence of an amateur theater. In the 1930s, parts of Sacha Guitry were presented. The New Caledonian Shows Company was founded in 1949. The early 1960s was marked by the existence of the Drama Centre in Noumea. On the same year, the company of Trestles of Paris, on tour in the Pacific, played Antigone and The Learned Ladies. In 1967, the FOL inaugurated its theater. On March 9, 1974, a company of nineteen actors from France, including the famous Jean Marais, interpreted The Hunchback in Théâtre de l'Ile.

Professionnalisation du théâtrale

Il faut attendre les années 1990 pour que l'expression théâtrale prenne un véritable essor en Nouvelle-Calédonie avec l'ouverture sous l'ancienne mairie des ateliers théâtre, à l'initiative d'Anne Loste, alors élue en charge de la culture de la ville. Creuset d'une réflexion sur le théâtre local, ils sont régulièrement enrichis par l'arrivée de professionnels venant de Métropole. En 1991, Isabelle de Haas et Patrick Vassard lancent la compagnie des Fous du roy qui produit successivement Le Livre de la forêt, Miranga, les Attelanes, Galaïde la Baleine, Mistero Buffo, de Dario Fo et Antigone, de Jean Anouilh.

Parallèlement, les lieux pour jouer se multiplient. À partir de 1994, le Théâtre de l'Île est entièrement réaménagé par la ville de Nouméa pour répondre aux normes acoustiques et d'organisation de l'espace d'un théâtre moderne de 354 places. Transféré en 1998 du patrimoine de la province Sud à celui de la ville de Nouméa, il est officiellement inauguré le 28 septembre 2000 par le maire, Jean Lèques, et le président de l'assemblée de la province Sud, Jacques Lafleur. Classé monument historique depuis 2005, il connait un succès qui ne se dément pas. Il est largement soutenu par la ville, tout comme le Centre d'art, installé en 1996 dans les bâtiments de l'ancienne prison civile. Celui-ci comporte une salle de spectacle, dite théâtre de Poche, de taille plus intimiste. Le Centre d'art propose également des salles d'exposition et de répétition pour des troupes de théâtre, des chorales ou autres associations artistiques. Il a animé de 1996 à 2007, le festival de rue Équinoxe.

Lors de l'ouverture en 1998 du centre culturel Tjibaou, dans la salle Sisia de 400 places, deux spectacles sont présentés : Le sentier, Kaa Wegna de Nicolas Kurtovitch et Cendres de sang, de Pierre Gope, auteur maréen dont la vocation naît après avoir vu dans son île natale le spectacle Mosaïques calédoniennes, interprété par vingt-cinq jeunes des quartiers périphériques de Nouméa.

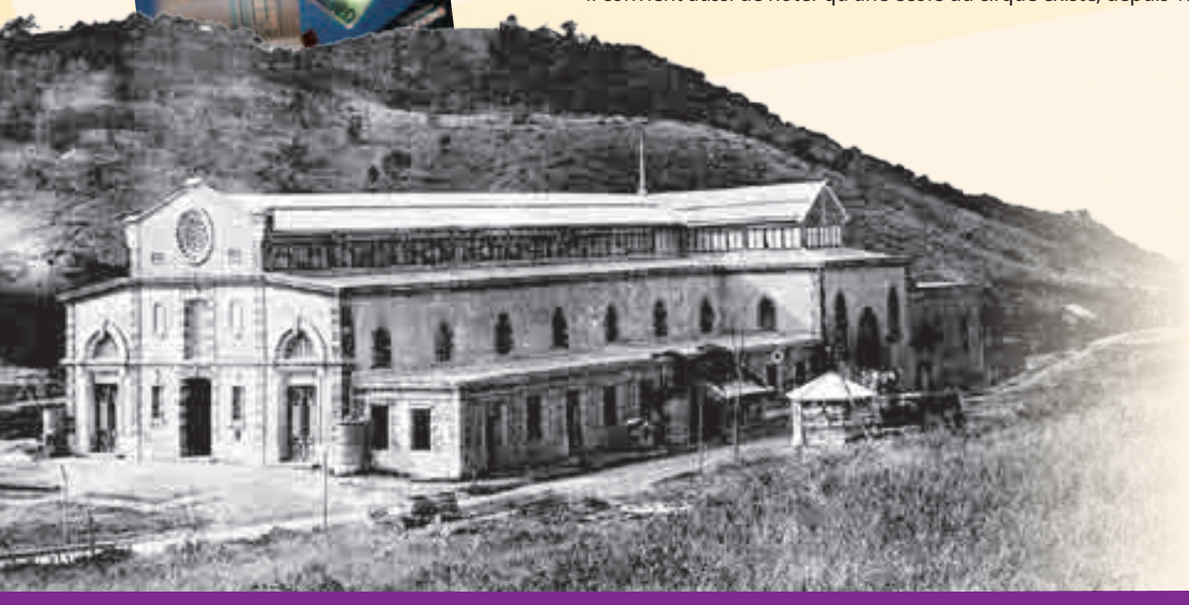
Depuis 2008, la municipalité, en concertation avec les autres institutions, a mis en place une structure itinérante de diffusion, de création et d'éducation des arts vivants, Le Chapitô, qui s'installe régulièrement dans les quartiers.

Désormais, la ville compte une vingtaine de compagnies de théâtre dont une dizaine peuvent être considérées comme professionnelles : Le Chapitô (Anne-Sophie Arzul), Fokeçasorte Cie (Alain Mardel), Les Incompressibles (Stéphane Piochaud), Théâtre Mikmak (Émilie Féron), Alethéia Théâtre (Max Darcis), Cebue (Pierre Gope), L'Archipel (Sylvain Lorgnier), Cris pour habiter exils (Olivia Duchêne et Laurent Rossini), Les Kidams (Catherine Dinevan), Pacifique et Compagnie (Isabelle de Haas).

Pour la première fois, doit avoir lieu, en octobre 2012, un festival consacré au théâtre local, auquel devraient participer six compagnies. Cinq d'entre elles présenteront un texte original d'un auteur calédonien tandis que Kalachakra (Nicolas Kurtovitch) proposera des lectures et une mise en espace de textes.

Il convient aussi de noter qu'une école du cirque existe, depuis 1991.

Anne Loste
Véro refaire légende



THÉÂTRE DE L'ÎLE

Théâtre de l'Île, album CAOM
Ateliers ou magasins aux vivres de l'Administration pénitentiaire, le bâtiment abrite ensuite un élevage de vers à soie, entre 1920 et 1926, puis devient une salle de bal dans les années 1930. De décembre 1941à mai 1942, les Japonais y sont interné avant leur transfert vers les camps australiens. Il faut attendre les années 1970 pour que le lieu soit dédié au théâtre.

Professionalization and birth of a local theater writing

In the 1990s that theatrical expression took a boom with the opening of the city's theater workshops. Noumea now has about twenty theater companies, ten of which are professional. The Théâtre de l'Ile was officially opened on September 28, 2000 by Mayor John Lèques, and the Head of the Assembly of the Southern Province, Jacques Lafleur. Historical monument since 2005, this theatre is widely supported by the city, like the Art Center, installed in 1996 in the former civilian prison. The opening in 1998 of the Tjibaou Cultural Centre, also gave new opportunities to the local theatre.

Lecture d'une ville de Fernande Leriche à Francis Carcot

Qui fut le premier à chanter la cité naissante, avec ses dépôts, ses prisons, ses tripots et ses bars, cette terre sans eau où les montagnes s'aplanissaient, où les rêves et les routes se gagnaient sur la mer ? Difficile à dire. Alors pourquoi ne pas commencer, avant même les grandes voix du bagne, toutes de douleur et de mélancolie, par Fernande Leriche (1884-1967). Car cette ville, plus que toute autre, jusque dans ses haillons, elle l'aura caressée des mots et du regard.

Petite-fille de James Paddon, cette institutrice a marqué le quartier de la Vallée-du-Tir de son empreinte. Elle a consigné ses souvenirs gourmands, décrit les boutiques et marchands ambulants d'autrefois, ressuscité le souvenir de fascinantes figures féminines dans de petits cahiers manuscrits publiés en partie sous le titre *Sourep, Ambroisine, et autres récits* (AALR, 1997). Caractère bien trempé (elle était allée demander au gouverneur lui-même l'autorisation de s'inscrire au lycée, droit que le proviseur de l'époque lui refusait !), métisse (son aïeule Naïtani était la fille d'un chef mélanésien), Fernande Leriche est considérée comme la *« première femme de lettres d'extraction et d'inspiration calédonienne et océanienne »*.

Francis Carco (1886 - 1958).

Après cette maîtresse femme, quel guide choisir parmi les fortes têtes du goulag calédonien ? Aux propos d'un Daufelt, habile faussaire qui défendit les *« victimes du paupérisme, de l'ignorance et de la mauvaise éducation, que la sottise et l'abandon, bien plus que la perversité des instincts, ont jetées en pâture aux tribunaux »*, nous préférerons le *Journal* d'un Joannes Caton (France-Empire, 1985), cet œil étonné qu'il promène sur les quais en 1873 : *« Je me garde de sortir, qu'aurais-je à voir, du reste, dans cette ville aux maisons basses, à toits de bois ou de zinc, aux rues presque désertes ? Le seul intérêt qu'elle puisse offrir, réside dans sa population hétéroclite, où l'on voit s'agiter toutes les variétés possibles de l'espèce humaine […]. Par la porte de ma chambre que je tiens entr'ouverte, j'aperçois tout un coin du port, […] Matelots français, anglais, australiens, hindous, chinois et malais s'y coudoient, chargeant ou déchargeant des colis ; ouvriers canaques, néo-hébridais ou Loyalty attelés à de rudes corvées. »*

Comment ne pas évoquer aussi la mémoire de Francis Carco, né à Nouméa en 1886, au n° 13 de la rue de la République, sur un terrain situé de nos jours entre une quincaillerie et un parking, derrière cet immeuble administratif que les Calédoniens surnomment familièrement « l'Aquarium » ? Cette rue-là, Carco ne l'a pas oubliée : *« Pour un enfant, un pays est une rue. La rue de la République à Nouméa partait d'une jetée en bois sur la mer et gagnait après le palais blanc du gouverneur une autre rue que des maisons, semblables à celles qu'on voit dans les faubourgs européens, flanquaient à droite.* […] *Rue de province avec de grands silences subits et l'aveuglant éclat du mur blanc d'en face, avec des odeurs d'herbes qui brûlent dans un jardin, avec des bruits de pas ou le roulement net et le grincement des roues. »* (*Maman Petitdoigt*, 1922)

Après « la Nouvelle », monde violent voué à la réhabilitation et à l'expiation, une certaine modernité se profile. Nouveau ton, nouveau souffle avec Alin Laubreaux, né dans la capitale à la toute fin du XIX[e] siècle, quand les épidémies de peste frappaient la ville. L'écrivain nous rappelle, dans un roman éponyme, le lieu *« où l'on se retrouvait pour faire de grands gestes de la main à ceux qui quittaient Nouméa pour des voyages lointains et parfois incertains, […] rocher blanc et noir surgissant de l'eau telle une voile. »* (A. Capiez) *Le Rocher à la Voile* (1930) devient à lui seul un personnage qui relie quatre destins – marin, homme libre, Kanak, ancien forçat – et *« leur permet de se croiser dans la conscience collective »*. Son ombre plane ici comme un *« impossible rêve de départ et de liberté »*.

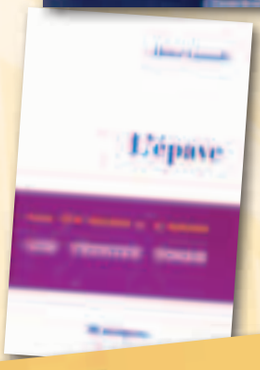
Rien que des mots / de la littérature / comme qui dirait / comme dirait l'autre
Mais que serait l'autre / que serait l'humain / sans signe / sans langue / parlée ou écrite ?
Que serait l'homme / sans parole ? / Que serait l'un / sans l'autre ?

Déwé Gorodé, *Dire le vrai,* 2000

Lecture of a city, from Fernande Leriche to Francis Carcot

Among the authors who have marked the beginnings of local literature, the teacher Fernande Leriche (1884-1967), granddaughter of James Paddon, recorded her greedy memories, described the shops and street vendors and introduced fascinating female figures in small manuscript books. Joannes Cato (France-Empire, 1985), who ran his eye on the docks in 1873, or Francis Carco, born in Noumea in 1886, marked their era. After the Prison period, a certain modernity loomed with authors like Alain Laubreaux, born in the capital city in the late nineteenth century.

Nouméa au bout des doigts : regards d'écrivains



Oui, Nouméa, Carco avait raison ! Pour tes enfants, noirs, blancs, dorés, chaque rue est un pays. En chacune d'elles bat le cœur de la ville. Et si l'on peut encore flâner dans ces magasins surannés : minuscules salons de coiffure, snacks aux prix calligraphiés, si le monde a encore la chaleur d'un bol de thé rouge qu'on boit, tranquille, à Chinatown, Nouméa a changé : exode rural, misère urbaine, anonymat, solitude… La Vallée-du-Tir, chère à Fernande Leriche, a vieilli : « *Il n'y a le plus souvent que des petits retraités, des gens tranquilles qui ne demandent rien et qui n'ont rien ou pas grand-chose : une maisonnette de bois, des fenêtres aux persiennes toujours closes, un chat dont les paupières sont deux pierres vives qui s'entrouvrent. Dans le salon, un trophée de chasse, une photo jaunie encadrée sur une commode, et plus loin, un diplôme défraîchi au fond d'une pièce ombreuse où le sol craque sous les pas. Dehors, dans un carré de ciel, un jardinet au pied d'un mur, quelques fleurs, parfois une orchidée suspendue entre deux touques à pétrole.* » Frédéric Ohlen (2005)

Association des écrivains de Nouvelle-Calédonie

Créée en 1996, l'Association des écrivains de Nouvelle-Calédonie a pour objectif l'échange d'idées et la promotion de l'écriture sous toutes ses formes. Elle veille à ce que les intérêts moraux et matériels des auteurs soient reconnus. De toutes origines, les membres de l'AENC entendent, à travers elle, témoigner ensemble de la vitalité des écritures contemporaines calédoniennes.

Marcher dans la ville comme on remonte vers sa source, comme on marche dans sa mémoire. Saisir au passage les sensations, les images comme on promène sa main sur un visage aimé. « *Avant l'ère des ramasseurs, des trottoirs cimentés et proprets, chaque rue était une odeur. Alma sentait le sang, la sciure, la vieille enseigne ; Taragnat la lessive, l'air saturé de soude et d'enzymes. Au marché, l'odeur des bananes, peaux léopard et ces poissons qu'on éviscère au soleil.* » Frédéric Ohlen (2005)

De livre en livre, inlassablement, les écrivains interrogent les marges, les frontières floues de cet espace qui s'accroît, dévore la nature, égare les hommes : squats, habitats précaires, cabanes sur mer et mangrove. « *Il sera propriétaire. Il respire à fond. Propriétaire. Alors, fini la fiente des regards […], les compromissions, la paresse et l'alcool des autres, leur maigre contentement. Il ne rêve pas, comme ceux de son âge, d'une maison dans les beaux quartiers, d'une super caisse à boîte automatique […]. Des choses qui arriveraient comme ça, parachutées. Non, pas d'aigreur dans sa tête. Il sait trop que la rue n'apprend qu'à survivre, que la rue détruit, qu'elle abîme…* » Claudine Jacques (2002)

Quid de la vie dans ces villages lacustres ? « *D'abord, il y a la boue. […] Le rêve tue le futur de ceux qui vivent près d'elle, posent le pied nu sur elle et sentent entre les doigts de pied sa douceur glisser comme une langue sur la peau nue du ventre. […] parler des bouts de tôles qui émergent d'entre les branches tordues, sans couleurs véritables […]. En regardant de plus près, on voit que ces tôles servent également de murs. À côté de grosses et épaisses plaques de carton […], des vitres qui ne sont plus fenêtres mais fermetures fixes […]. L'odeur de marécage colle aux narines et ne s'en va qu'en détournant les yeux.* » Nicolas Kurtovitch (2004)

De son côté, Déwé Gorodé déplore une société divisée, un éparpillement des clans. « *Cette perte,* dit-elle, *a provoqué l'éclatement de nos valeurs.* » Jour d'émeute, en effet, au début de son roman *L'Épave* (2005). Jour aussi de braderie commerciale. Contraste. Tentations dérisoires : « *[…] canettes de bière, berlingots de vin rouge à bas prix, ballon multicolore, voiture retapée.* »

Un soir, la maison de Carco brûle, rue de la République. Mais, comme Malou, la fille de colon, et Sery, le militant indépendantiste, eux que tout sépare dans *Les Cœurs barbelés* Claudine Jacques (1998) : le passé, la couleur de la peau, la culture, l'engagement politique, eux qui ne devaient pas se rencontrer, et encore moins s'aimer, une autre société va naître. La conque peut, à nouveau, résonner sous la cendre pour rassembler les frères séparés.

Noumea as viewed by the writers

From book to book, New Caledonian writers, with names like Frederic Ohlen, Claudine Jacques or Nicolas Kurtovitch, draw their pens to describe the blurred boundaries of this space which grows, devours nature, astray men... For her part, the Kanak author Déwé Gorodé describes, in 2005, a divided society and a scattering of the clans which causes, as she says, "the collapse of our values". But, as Claudine Jacques writes in 1998 : "The past, the skin color, the culture, the political commitment, the ones who should not meet, not love each other, will create a new society."

Promotion de la lecture et de la littérature

Remise du prix Livre, mon ami, coll. Terrier

Le prix Livre, mon ami, créé en 1996, est décerné par des enfants âgés de 9 à 13 ans, vivant en Nouvelle-Calédonie, à un ouvrage de parution récente, écrit par un auteur de langue française. Cet ouvrage est choisi parmi une sélection de neuf romans et un album. L'auteur primé est invité à venir en Nouvelle-Calédonie afin d'y rencontrer ses jeunes lecteurs.

Le principal espace littéraire de la ville est la Maison du Livre de la Nouvelle-Calédonie (MLNC), installée, grâce à la ville de Nouméa, dans la maison Célières. Sa mission consiste à initier, tant à Nouméa qu'à l'intérieur et aux îles Loyauté, des actions pour valoriser le livre, l'écriture, la lecture et l'oralité en Nouvelle-Calédonie. Aussi travaille-t-elle avec de nombreux acteurs du livre, des grands relais de la lecture publique, et des organisations de lutte contre l'illettrisme.

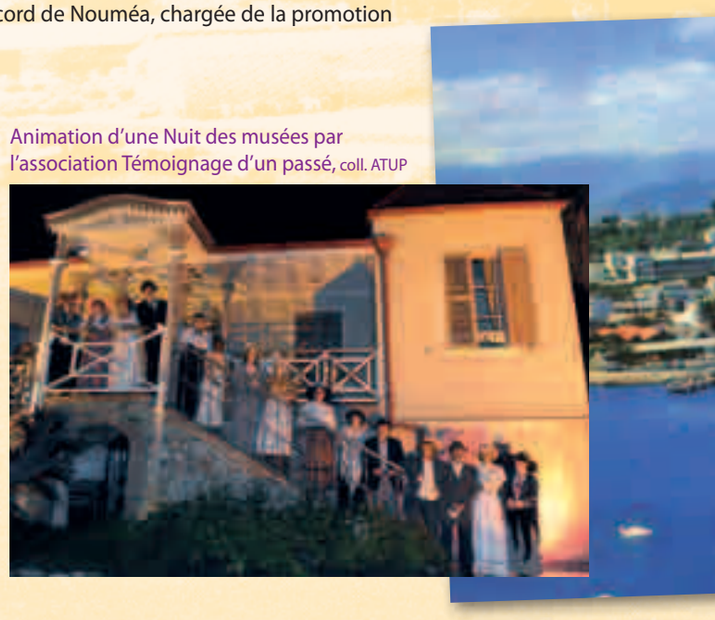
Depuis son ouverture au public en 2009, la Maison du Livre a ainsi été le théâtre de dizaines d'événements professionnels ou populaires sur des thématiques très variées : Salon du livre, conte, slam, bande dessinée, rencontres d'auteurs, lectures, reliure d'art… et des actions interdisciplinaires liant les littératures écrite et orale aux arts plastiques, à la musique, au numérique, à la solidarité internationale, voire même à la défense des droits de l'homme. Elle propose de nombreux services aux professionnels comme l'organisation de concours littéraires, l'aide à la création, à l'édition, à la traduction pour la valorisation des langues vernaculaires, et à la diffusion. Grâce au pôle « Lire un Pays », elle aide les auteurs calédoniens à se faire connaître à l'extérieur. Elle organise des résidences d'écrivains et d'illustrateurs, participe au développement de l'édition numérique et à la gestion d'un centre de ressources, notamment via la gestion des actualités et de la base de données des acteurs du livre en Nouvelle-Calédonie qu'elle diffuse sur www.maisondulivre.nc.

Dans le domaine plus spécifique de la lecture publique, outre la bibliothèque Bernheim, la ville a implanté, en octobre 2000, la médiathèque municipale de Rivière-Salée. Son succès auprès des jeunes était tel qu'elle a nécessité une extension et une modernisation principalement axée sur la littérature pour la jeunesse et le multimédia, en 2011. Deux nouvelles médiathèques devraient voir le jour, à Magenta et à Kaméré, d'ici quelques années.

La ville possède aussi, en son sein, d'importants lieux de ressources documentaires, qu'il s'agisse de la bibliothèque universitaire, du centre culturel Tjibaou, de la CPS ou de l'IRD. Enfin, en 2007, a été mise en place l'Académie des langues kanak, prévue par l'accord de Nouméa, chargée de la promotion des langues kanak et de leur enseignement.

Inauguration de la Semaine de la langue française et de la francophonie, à la bibliothèque Bernheim, 2012, coll. Terrier

La Semaine de la langue française et de la francophonie se déroule chaque année, à l'initiative de l'Alliance Champlain, fondée en 1985 par Daniel Miroux. Elle a pour principaux objectifs la défense et la promotion de la langue française ainsi que l'ouverture vers les cultures d'expression française, en particulier celle du Québec. L'Alliance Champlain soutient également la promotion et la diffusion des langues océaniennes parlées en Nouvelle-Calédonie.



Animation d'une Nuit des musées par l'association Témoignage d'un passé, coll. ATUP

Promote reading and various forms of literary expression

The main literary space of the city is the House of the Book of New Caledonia, installed, thanks to the city of Noumea, in the Célières house. It initiates actions to promote the book, writing, reading and orality in New Caledonia. In October 2000, the city created the municipal library of Rivière-Salée and two new media centers should open, at Magenta and Kamere. The University, The Tjibaou Cultural Center, the SPC and the IRD also have their own libraries, open to the public. In 2007, the Kanak Language Academy was set up, by the Noumea Accord, for the promotion of Kanak languages.

Cinq musées, témoins privilégiés des mémoires de la ville et du pays

Jusqu'en 1996, la ville ne comptait qu'un seul espace muséal, le musée territorial, devenu l'actuel musée de Nouvelle-Calédonie. Depuis lors, cinq nouveaux lieux de mémoire et d'histoire se sont ouverts et un sixième devrait être inauguré en 2013. Cette fièvre muséale, qui permet tant aux Nouméens qu'au reste de la population de découvrir la diversité des héritages de l'archipel, résulte largement de la forte quête identitaire surgie après les événements de 1984-1988. L'ensemble de ces espaces présente une caractéristique commune assez spécifique à la Nouvelle-Calédonie : la relative « jeunesse » des collections acquises. En effet, la majorité d'entre elles résultent de dons, de fouilles ou d'achats très récents. Seul le musée de Nouvelle-Calédonie fait exception avec ses collections amassées depuis la fin du XIX^{e} siècle. Outre son département d'archéologie, il possède une très riche collection d'objets de la culture kanak traditionnelle, mais compte aussi des œuvres provenant d'autres sociétés insulaires du Pacifique.

Place des Cocotiers, le musée municipal, le Musée de la Ville de Nouméa, est fondé en 1996. Installé dans l'ancienne Banque Marchand, il est consacré à l'histoire coloniale et comporte, de plus, des espaces dédiés aux deux grands conflits mondiaux.

En mai 1998 est inauguré le centre culturel Tjibaou, situé entre les baies de Tina et de Magenta, établissement public destiné à promouvoir la culture kanak. Ce complexe poly-culturel est donc à la fois un musée d'art contemporain, une médiathèque, un palais des congrès, un centre de spectacle, un pôle de recherche et de création et un parc paysager et botanique.

Le musée de l'Histoire maritime, inauguré en 1999, est situé dans les locaux de l'ancienne gare maritime, sur les quais du port. Il a été créé à l'initiative de deux associations de passionnés d'archéologie sous-marine : Fortunes de mer calédoniennes et Salomon. Cette dernière se consacre au mystère de la disparition du navigateur Jean-François de La Pérouse près de l'île de Vanikoro, aux îles Salomon, en 1788. Outre la présentation des découvertes faites à l'occasion des différentes campagnes de fouilles réalisées par ces deux associations, le musée a pour mission de refléter l'histoire maritime de la Nouvelle-Calédonie.

Le musée du Bagne, installé dans l'ancienne boulangerie du pénitencier-dépôt de Nouville, a été créé par l'association Témoignage d'un passé en 1996. En cours de rénovation, il devrait rouvrir ses portes au public en 2013. Cette même année devrait aussi voir l'inauguration, dans une demi-lune héritée de la période américaine, située en face de l'hôpital, d'un musée consacré à la Seconde Guerre mondiale réalisé en partenariat par la province Sud et la ville de Nouméa. De plus, afin de permettre au public calédonien de pouvoir fréquenter et apprécier davantage les différents lieux de mémoire, un certain nombre de dispositifs ont été mis en place comme le Pass NC nature et culture, qui propose des tarifs préférentiels, la Nuit des musées et le Mois du patrimoine, qui programment, chaque année, des animations consacrées à un thème particulier. Enfin, réservées plus spécifiquement au public scolaire, des cellules d'animation pédagogique et des classes patrimoine ont été organisées, principalement sous l'impulsion d'Odile Magnon, déléguée à l'action culturelle du vice rectorat de 1998 à 2009.

Pièce de la collection La Pérouse, qui est une collection nationale, *photo L. Lange*

Musée de la Nouvelle-Calédonie, coll. MDVN

Le musée de Nouvelle-Calédonie fut conçu, entre 1962 et 1967, sur les plans de l'architecte Pierre Raighasse.

Musée de la ville de Nouméa, coll. MDVN

Five museums, witnesses of the memory of the city and the country

Until 1996, the city only had one museum, the territorial museum, the current museum of New Caledonia. Since then, five new places of memory and history have been created and a sixth one will open in 2013. The Museum of the City of Noumea, presenting the colonial and the two world wars history, was founded in 1996. In May 1998, the Tjibaou Cultural Centre was settled to promote the Kanak culture. The Museum of Maritime History, opened in 1999 and the Prison Museum was created by the association Testimony of a past, in 1996. Both are undergoing renovations.

Flamboyant de Lucien Nielly (1880-1959), coll. Nielly

Peindre Nouméa à l'époque coloniale

Depuis longtemps, la beauté du site et la qualité de la lumière ont toujours suscité une production artistique et picturale importante et très diversifiée. Sans vouloir prétendre faire une synthèse exhaustive de l'histoire de l'art depuis près de cent soixante ans, ce livre se devait de comporter un hommage aux principaux créateurs que la ville a inspirés.

Le premier d'entre eux fut, en quelque sorte, le sergent d'infanterie de marine Louis Triquera, illustrateur et lithographe du Moniteur Impérial, à l'origine du premier timbre calédonien.

Puis, un certain nombre de condamnés, restés trop souvent anonymes, sont à l'origine d'objets d'art en nacre finement ciselée ou de cocos gravés. Pierre Bournigal est l'un des rares à avoir échappé à l'anonymat et ses dessins sur la vie au bagne constituent autant de témoignages d'exception sur le quotidien des transportés à l'île Nou. Parmi les nombreux déportés de la Commune de Paris exilés entre 1872 et 1880, on compte, notamment, le lithographe et graveur J. Loth, les frères Servais, les dessinateurs Boissier et Ed. Massard, le lithographe E. Melin et le sculpteur R. Capellaro. Ce dernier participera à la première grande exposition organisée à Nouméa les 16 et 17 mars 1876 où il obtint une médaille d'argent pour un bas-relief en terre cuite, tandis que le général Lucien Henry ne fut gratifié que d'une mention honorable pour son tableau *Hamlet et le fossoyeur*.

Paul Gauguin, arrivé à Nouméa le 12 mai 1891, via Melbourne et Sydney, passe neuf jours à Nouméa avant de repartir pour Tahiti. Selon certaines sources, il aurait laissé deux tableaux en paiement de son séjour, hélas disparus depuis lors. En revanche, le peintre de marine Gaston Roullet (1847-1925) effectue, en 1889, un voyage en Nouvelle-Calédonie. Il présente, dans la salle des mariages de la mairie, une exposition de ses œuvres réalisées au cours de son. Deux d'entre elles sont encore exposées à l'hôtel de ville : la rade de Nouméa et le célèbre panorama de la ville.

Puis, la période de l'entre-deux-guerres est marquée par les peintres Paul Leyraud, Henri Rolland, Lucien Nielly Alice Lhuillier de Messiny et Amélie Simon-Dorbritz. Cependant, elle reste dominée par les figures de Paul et Roland Mascart. Paul Mascart (1874-1958), membre de l'administration des douanes, est considéré comme l'un des maîtres de l'école impressionniste de Rouen. Il est en poste en Nouvelle-Calédonie de mai 1929 à janvier 1935. Président, puis vice-président de la Société artistique néo-calédonienne, dont les membres sont, entre autres, les peintres Ernest Risbec, Paul Jeannin et Henri Laubreaux, il organise des expositions chaque année. Mais son grand mérite est également de faire mieux connaître la Nouvelle-Calédonie en France grâce à ses multiples participations à divers salons, notamment aux expositions coloniale de 1931 et internationale de 1937. Venu une première fois avec son père en 1929, Roland Mascart n'a de cesse, quant à lui, de parcourir la Grande Terre et les îles Loyauté. Il effectue ensuite deux autres séjours, le premier en 1970 et le second entre 1974 et 1975, durant lesquels il présente au musée néo-calédonien des rétrospectives de sa peinture et de celle de son père. En 2011, l'ensemble de l'œuvre calédonienne du père et du fils a fait l'objet d'une grande exposition au centre culturel Tjibaou.

Enfin, durant la Seconde Guerre mondiale, Nouméa bénéficie de la présence de quelques artistes de valeur comme les Néo-Zélandais A. B. Barns-Graham, R. Clark et M. K. Venables et les Américains William Draper, John Lautermilch, Hubert Buel et James S. Craft.

Vue du Ouen Toro de Roland Mascard (1909-1988), coll. Maxime Briançon

À magenta d'Alice Lhuillier de Messiny (1905-1988), coll. Lavallée

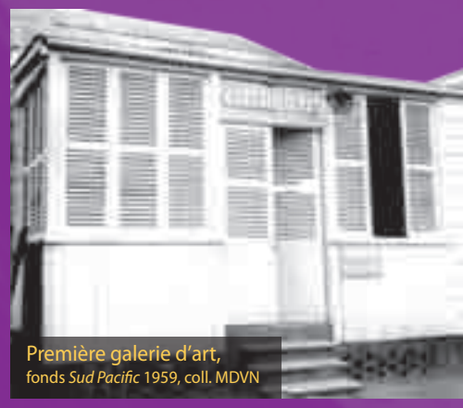
Painting Noumea in colonial times

The beauty of nature and the quality of light in Noumea have originated an important artistic production. Sergeant Louis Triquera, illustrator and lithographer of the Imperial Monitor, designed the first stamp of New Caledonia. Then, a number of prisoners made art objects and drawings which are now testimonies of the daily life of convicts. The inter-war period was marked by the painters Paul Leyraud, Henri Rolland, Lucien Nielly, and above all, Paul and Roland Mascart. During World War II, Noumea also benefited from the presence of some valuable American and New Zealand artists.

Peintres et artistes d'après-guerre

Consécutivement à une exposition du peintre Henri Dumien en 1946, *Le Bulletin du Commerce* se félicitait de l'événement tout en déplorant *« que de pareilles manifestations d'art soient si rares en Nouvelle-Calédonie où les choses de l'esprit sont si délaissées »*. Cependant, la production artistique va progressivement s'amplifier pour déboucher sur une offre culturelle abondante et extrêmement diversifiée. Comme le rappellent, dans leur ouvrage, Nicolas de la Tullaye et Pierre-Jean Stahl, *« lieu de passage ou demeure durable, voire définitive, la Nouvelle-Calédonie a su attirer et séduire de nombreux peintres. Certains y ont débuté leur art, l'ont ensuite développé sur le territoire et parfois exporté ; d'autres, après une carrière bien amorcée à l'étranger, ont choisi de s'y installer et enrichissent ainsi par leur personnalité le patrimoine local. »* (2000)

Paul Jeannin et patrice Nielly, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN



Première galerie d'art, fonds *Sud Pacific* 1959, coll. MDVN

Dès 1947, grâce à Luc Chevalier, conservateur du musée-bibliothèque Bernheim, un espace est offert aux artistes et, à partir de 1972, s'y tiennent les Salons de mai. De même, la salle des fêtes de la mairie accueille régulièrement des expositions. En 1959, les peintres Nicolaï Michoutouchkine, Marcel Nicolas et Robert Tatin d'Avesnières créent la première galerie d'art. À l'occasion des fêtes du 24 Septembre de la même année, de nombreux peintres y exposent : Mmes Babin, Paterson, Sigura, sœur Marthe, M. Causset, Jacques Barrau, Pierre Raighasse, Agg, Paul Jeannin, le commandant de Brossard alias Du Bourg, Robert Tavernier, Henri Crocq, Laurent Daragon, Robert Tatin d'Avesnières, Michoutouchkine et le père Tepaz. Outre ces artistes, les années 1960-1980 sont également marquées par les œuvres de David Djiaiké, Paul Dol, Gemmanick, Jacques Gendron, Franck Fay, Yvette Mercier, Jean Michon, Georges Kihm, Marcel Pétron, Aloi Pilioko, Suzanne Maniquant, Daniel Mayet, Patrice Nielly, ainsi que par celles de la famille Weiss qui sculpte dans la lignée de la tradition kanak. Dès 1966, René Orezzoli accepte de « patronner » toutes les expositions d'artistes locaux ou de passage, à La Jeune scène puis à la FOL.

René Vermande présente ses gouaches à Robert Casola, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Puis, comme le note la professeure d'arts plastiques Colette Aluze, *« l'art des années 1990, en Nouvelle-Calédonie, se démarque de façon radicale des manifestations qui caractérisent les années précédentes. […] Un champ de conscience élargi par la reconnaissance de la culture kanak, un rôle accru des institutions culturelles et l'ouverture vers de nouvelles formes contemporaines d'expression plastique permettent d'engager une réflexion sur l'activité artistique. »* (Mémorial calédonien, 1988-1998) Outre ces spécificités, la période se caractérise par de nombreuses artistes féminines, parmi lesquelles figurent Aka, Ariella Blancher, Lydia Bonnet de Larbogne, Anne-Marie d'Anglebermes, Caroline Degroiselle, Jéliane, Simaïma Fillot, Lise-Marie Harbulot, Hélène Janet, Laurence Lagabrielle, Aline Mori, Marie-Odile Vittori et « les quatre dames de l'art kanak » : Paula Boi, Yvette Bouquet, Micheline Néporon et Denise Tiavouane. La production masculine s'illustre, elle, principalement à travers les œuvres de Jean-Claude Barret, René Boutin, Dick Bone, Jean-Pierre Derrien, Yvon Jauneau, Patrice Kaïkilékofé, Pierre Lacouture, Nicolas de la Tullaye, Jean-Pierre Le Bars, Alain Menant, François Missègue, Roland Morin, Michel Moulimois, Marcel Moutouh, Marc Rambeau, Gilles Simonet, Gilles Subileau, François Tomasi, Éric Valet, Mathieu Venon, Ito Waïa, Johannes Wahono et bien d'autres encore.

Quant à la production contemporaine, son importance et sa diversité sont telles qu'il est difficile de la décrire de façon exhaustive. Son foisonnement se nourrit du nombre croissant d'artistes dont les créations témoignent fortement des problématiques actuelles de la société calédonienne. Leur travail bénéficie d'un marché de l'art naissant, reposant sur l'existence de lieux privés ou publics d'exposition, mais aussi la présence d'amateurs d'art de plus en plus nombreux dans la ville et sur une politique d'achat systémique d'œuvres par les diverses collectivités.

Sculpture M Rudelle

Postwar painters and artists

After an exhibition of the painter Henri Dumien, in 1946, the artistic production grew progressively. In 1947, Luc Chevalier offered a space for the artists in the Bernheim museum-library. The town hall also received regular exhibitions. In 1959, the painters Nicolas Michoutouchkine, Marcel Nicolas and Robert Tatin d'Avesnières created the first art gallery. The years 1960 to 1980 were also marked by the work of the painters Gemmanick, Jacques Gendron, Frank Fay, Jean Michon, Marcel Pétron, Aloi Pilioko, Patrice Nielly or the sculptors of the Weiss family. As for contemporary production, it is so diversified that it is difficult to describe it exhaustively.

La musique des Trente Glorieuses (1945-1975)

François Ollivaud, chansonnier favori des Calédoniens, coll. MDVN

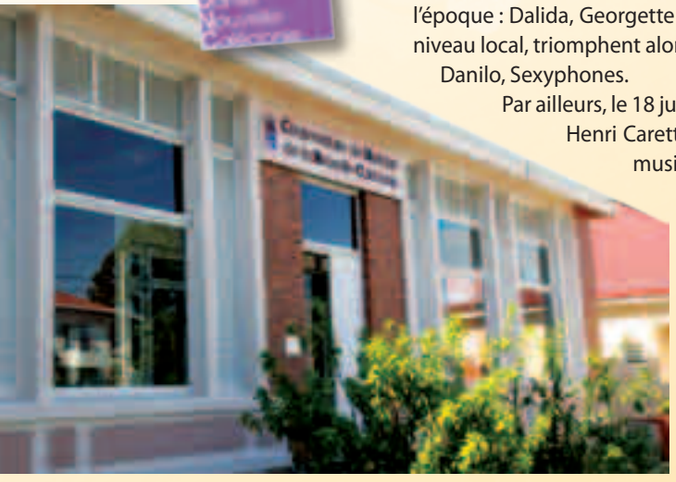
En dépit de l'influence américaine, dans l'immédiat après-guerre, les Nouméens se réjouissent de recevoir des artistes lyriques français de grand renom tels Georges Thill, en 1946, Ninon Vallin, en 1947, qui auditionne la jeune cantatrice calédonienne Ariane Arnould, et, en 1951, Francine Claudel qui interprète l'opérette *M. de Falindor*.

Par la suite, ce sont principalement des artistes anglo-saxons qui viennent animer les scènes nouméennes, comme les Américains Lonnie Lee, Helene Johnson, Elroy Peace, Miss Latimer, Wiley Reed, les Néo-Zélandais Peter Posa, Tom Hona, John Robin, Tony Williams, Robin Ruakere, les Maori Premiers, les Quin Tikis, Claude Papesch, mais la période reste essentiellement dominée par la musique tahitienne avec Gabilou, Georges et le Quartet Tahiti Star.

Cependant, la vague rock puis yé-yé touche également la Nouvelle-Calédonie avec la création de nombreux groupes locaux : les Beatniks, les Harmonicas, les Pacific Show, les Spiders, les Mustangs et bien d'autres. Les soirées calédoniennes sont aussi animées par les chanteurs Billy Joe, Darling, Chacha Roire, Philippe Gubbay, Joe Chuvan, qui alternent avec des vedettes de l'extérieur souvent recrutées par Gilbert Thong, « l'imprésario de l'époque ». Les premiers 45 tours sont édités par des artistes ou des groupes calédoniens. Maurice Bitter ainsi que Germaine Harbulot et Gérard Deveze réalisent des enregistrements de musique traditionnelle kanak et de groupes, comme Bethela, qui s'affranchissent des rythmes du pilou pour développer un style folk en s'accompagnant de guitares sèches et de ukulélés.

La fin des années 1960 rime en Nouvelle-Calédonie avec un boom minier sans précédent qui fait converger vers la capitale des populations diverses et donc des influences musicales très variées. Montravel devient un creuset associant musique mélanésienne traditionnelle et musique de variété européenne. Roger Dosdane fait venir au Rex les stars du showbiz de l'époque : Dalida, Georgette Plana, Johnny Halliday, Tino Rossi, Joe Dassin, Rika Zaraï, Jacques Dutronc et les Platters. Au niveau local, triomphent alors Stan et Yanita Camerlinck, Jean-Pierre Paillard et son orchestre, les Spiders, Summerwind et Danilo, Sexyphones.

Par ailleurs, le 18 juin 1971, est fondée l'Association des amis de la musique, avec Jacques Devambez (violoniste), Henri Carette (flûtiste) et Juliette Bernard (organiste à la cathédrale). Leur objectif est de promouvoir la musique classique et de créer une école de musique. Celle-ci est inaugurée le 28 mars 1974 dans l'ancien consulat de Grande-Bretagne, rue des Frères-Carcopino, mis à disposition par la ville. Les émissions de musique classique de Régine Reine, à la radio puis à la télévision, ainsi que l'Opéra club contribuent également au développement de ce registre musical. Du côté du jazz, Alain Bonnet lance en 1978 le Nouméa Jazz Band, un combo de huit musiciens, et le Club Jazz néo-calédonien, un big-band de jazz avec dix-huit musiciens.



Le Conservatoire de musique, photo Christophe Bouton

En 2005, l'école territoriale devient le conservatoire de musique de la Nouvelle-Calédonie, actuellement dirigé par Jean-Pierre Cabée, assisté de Bruno Zanchetta. Outre les cours qui y sont dispensés, l'établissement propose une saison musicale reposant sur des concertistes locaux (Saison « île de Lumière ») mais aussi internationaux (Saison « Prestige »). Après avoir fait l'objet d'un agrandissement rendu nécessaire par son succès, il s'est enrichi, en 2012, d'une filière danse, dirigée par le chorégraphe Sthan Kabar-Louët.

Simone Drouard dirigeant à la Jeune Scène le chœur des 150 petits chanteurs de Nouville, fonds *Sud Pacific*, coll. MDVN

Simone Drouard (1909-2000), professeur de musique, enseigna pendant près de vingt-cinq ans au collège Lapérouse et à l'école normale d'instituteurs. Parmi ses prestations, deux d'entre elles ont particulièrement marqué les Nouméens : la chorale des 150 petits chanteurs de Nouville, avec leur registre de chants mélanésiens, et celle qui rassembla 2 000 choristes, place Bir Hakeim, pour la venue du général de Gaulle en 1956.

The music of the postwar boom (1945-1975)

French and Anglo-Saxon artists came to Noumea during this period which remained essentially under the influence of Tahitian music. The wave of rock and pop music also touched New Caledonia with the creation of many local bands and singers. Showbiz stars were invited including Dalida, Johnny Halliday, Tino Rossi, Joe Dassin, Jacques Dutronc and the Platters. As for local singers, Stan and Yanita were among the most popular. Alain Bonnet launched, in 1978, the Noumea Jazz Band. On March 28, 1974, a school of music was created which became, in 2005, the Conservatory of Music.

Kaneka, jazz et techno (1975-2000)

Laurent Perrier Jazz Band, coll. Zauchetta

Avec le festival Mélanésia 2000, l'année 1975 marque l'émergence du mouvement identitaire kanak. Ce festival agit comme un véritable déclencheur auprès des musiciens locaux. Les Mains Noires, les Solitaires, Ethoem, Amakal se pressent aux portes d'EHM productions afin d'enregistrer leurs « protest songs » et leurs compositions folk. Apparaissent aussi à cette époque des groupes de folk music kanak avec Swan et Ydal, Kryssband, Black Brothers, Riverstars, GJG, Test. En 1983, Warawi Wayenece (ex-Amakal) et Yata innovent avec le remix de morceaux traditionnels de Maré. Ces rythmes sont, pour la première fois, associés à la rythmique soul et au reggae. Une musique populaire propre au peuple kanak est née : le kaneka. Celui-ci marque les années 1990 avec Bwanjep, Vamaley, Triban Klan et bien d'autres. Le marché du disque est florissant grâce aux têtes d'affiche que sont We Ce Ca, Guréjélé, Mexem, Ok ! Rios. Le centre culturel Tjibaou propose des formations aux musiciens locaux pour développer la qualité de leurs prestations. De plus, véritable coach des jeunes groupes de kaneka, Jacques Weokiu Karé, dit « Kiki Karé », encourage la diversité des interprétations et des mélanges tels que kaneka-reggae ou kaneka-rock. D'autre part, le jazz est remis à l'honneur au début des années 1970 avec François Dillinger, Bruno Zanchetta, Alain Bonnet, Gilbert André, Jacky Salmon, Daniel Kromopawiro. Mais il gagne réellement ses lettres de noblesse avec le festival Jazz en août, lancé en 1990 par la GBNC. Il s'exprime, par ailleurs, dans les concerts d'orgue Hammond de Michel Bénébig et, depuis 2003, avec le Gypsy Jazz Festival, rendez-vous annuel des amoureux du jazz manouche, initié par Michel Trabelsi. Malgré la concurrence des rythmes tahitiens, du reggae et du kaneka, la ville peut actuellement revendiquer une soixantaine de groupes de rock en activité. Introduit par des pionniers des années 1960 (les Beatniks) et 1970 (Apothéose, Spyral), le rock séduit aussi le Kanak Jean-Pierre Swan et les musiciens du groupe Yata. Mais ce sont vraiment les années 1980 qui voient l'émergence de formations qui marque l'histoire du rock à Nouméa. Comme le rappelle Laurent Navarro, *« Do Dat Jump prend son envol après une rencontre entre Charly Sabban et Dédé Gaspard »*. (2009) Les Tazars Sauvages enflamment alors la scène du Liberty ou celle de la FOL. Puis se créent des groupes *« qui vont secouer les cocotiers »*, tels Reflex avec Sylvain Sorigon, Cartoons, Les Casse-bonbons, Shotgun et, plus récemment, Les Trois Petits Cochons, Pas Possible, No Way, sans oublier In cave et Zool.

Riverstar, coll. Ventoume

Kaneka, jazz and electro music (1975-2000)

With the Melanesia 2000 festival, the year 1975 was marked by the emergence of the Kanak identity. The festival acted as a perfect storm with local musicians. The groups urged to register their "protest songs" and folk compositions. Kanak groups of folk music also appeared with Swan, Ydal and Kryssband. In the early 1970s, jazz music was also given to honor. Moreover, despite the competition from Tahitian, reggae and kaneka rhythms, the 1980s saw the emergence of rock bands like Do Dat Jump. The city now counts about sixty rock bands.

De la scène à la rue : la multiplication des événements musicaux (2000–2012)

Le Mouv', coll. ville de Nouméa

Afin de permettre à des groupes de jeunes pratiquant le kaneka, le rock rap, le hip-hop ou le jazz de se produire sur scène, l'association du Café musiques Le Mouv' voit le jour en 1998. Elle regroupe des institutions (ville de Nouméa, provinces Sud et Nord, gouvernement, État) et des personnalités de la musique et du monde associatif. Implanté au sein du parc de Rivière-Salée, le bâtiment, qui comporte une salle de concert de 400 places, équipée de façon professionnelle, a été inauguré en 2001 et a fait l'objet, à partir de 2011, de deux années de travaux permettant de l'agrandir et de le moderniser.

Parallèlement, à la fin des années 1990, des concerts en live, de plus en plus nombreux, comme Starmania, Third World, Henry Salvador, Toto, Scorpions, George Benson, Touré Kunda, sont organisés soit dans des structures institutionnelles comme le centre culturel Tjibaou, le Centre d'art ou Le Mouv', soit dans des espaces ouverts comme le Kuendu Beach. Les festivals se multiplient également : Live en août, Pacific Tempo, Reggae Sunsplash, Best of reggae, Femmes Funk, Akawan, Cébu Nyébi, Ramdam, Ngan Jila, Nomad. De plus, la fête de la Musique, ouverte à toutes formations, remporte depuis 1988 un grand succès chaque année.

Enfin, les quinze dernières années sont marquées par le développement des cultures urbaines caractérisées par les mouvements hip-hop, qui se décline en danse, graph, dans le registre arts plastiques, et rap et dijing dans le domaine musical, mouvements rapidement et spontanément répandus chez une partie des jeunes Nouméens.

Par ailleurs, les chorales se multiplient. Tous les genres se rencontrent : chant sacré, opéra, opérette, chant grégorien, gospel, jazz, Renaissance, moderne, folklorique, traditionnel. Un festival annuel dit des Voix du Sud est organisé par la province Sud. Actuellement, sur le Grand Nouméa, on dénombre plus de dix chorales, dont les plus célèbres sont : les Alizés, le Chœur de chambre, la chorale Saint-Jean-Baptiste, les chœurs Amadeus, Mélodia, Pierres Vivantes, le chœur Gospel et la chorale du Vieux Temple.

Mélanges, fusions, la musique calédonienne est aujourd'hui multiple, enrichie par des courants musicaux venus du monde entier. Elle suit les tendances mondiales tout en accordant une place à part entière aux influences océaniennes.

Les maisons de musique ont été mises en place par la municipalité dans le cadre du contrat ville 1993-1998, afin de permettre la pratique démocratisée de la musique. Au nombre de huit, elles accueillent 80 groupes par mois correspondant à plus de 500 musiciens. La ville finance aussi leurs animateurs qui coordonnent la fête de la Musique.

Maison de musique, coll. ville de Nouméa

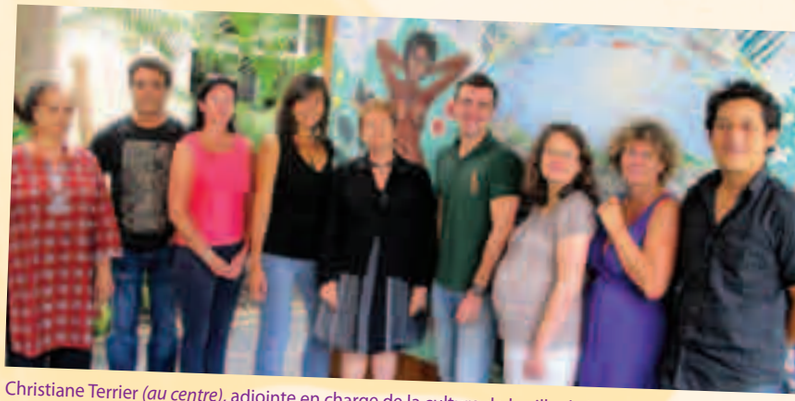
Chorale Amadeus, photo Éric Dell'Erba

From the stage to the street: the proliferation of musical events (2000-2012)

To enable youth groups practicing kaneka, rock rap, hip-hop and jazz to perform on stage, the Music Café musique The Mouv' association was created, in 1998, in Rivière-Salée. In the late 1990s, many live concerts, like Starmania, Third World, Henry Salvador, Toto, Scorpions... were organized either in institutional structures like the Tjibaou Cultural Centre, the Art Center or The Mouv', or in open spaces like Kuendu Beach. The number of festivals has increased as well as choirs and the last fifteen years have seen the development of urban cultures.

L'action décisive des collectivités

Malgré l'existence d'organismes territoriaux créés antérieurement comme l'école de musique, la bibliothèque Bernheim, le service des archives; et celui des musées et du patrimoine, au moment des accords de Matignon, la Nouvelle-Calédonie, mais aussi la ville, souffre d'un déficit important de structures culturelles par rapport à la Métropole. Au regard de la compétence culturelle qui leur revient, les provinces vont alors s'investir dans ce domaine. Car, comme le rappelle Pascale Bernaut-Desplanques, la création de l'ADCK, en 1988, *« a certainement constitué un élément moteur […] car elle suscitait, auprès de la province Sud et de la ville de Nouméa notamment, une recherche d'équilibre culturel et un désir de valorisation de la culture française en particulier »*. (2002)

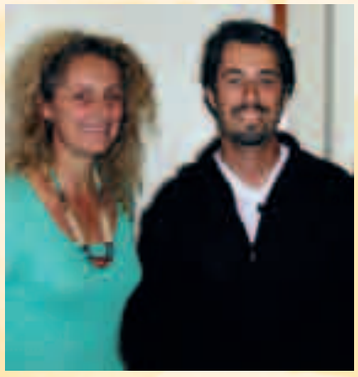


Christiane Terrier *(au centre)*, adjointe en charge de la culture de la ville de Nouméa, en compagnie des responsables des sections du service de la culture et des fêtes de la ville

La province Sud crée en 1989 une direction de l'Enseignement, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, organisée en trois services qui devient en une direction de la culture autonome. La même année, l'État met en place la Direction des affaires culturelles (DAC), devenue en 2001 la Mission des affaires culturelles (MAC), qui sera également un facteur important d'émulation. Placée auprès du haut-commissaire, elle apporte un soutien technique et financier aux collectivités territoriales pour la définition et la réalisation de leurs politiques culturelles. Puis, en 1994, la ville de Nouméa, qui avait un secteur d'animation rattaché au service des sports, crée un service de la culture et des fêtes autonome.

Progressivement, chaque organisme culturel va trouver son champ d'action, mais afin de rapprocher les différents acteurs culturels présents dans la ville, la DAC va s'attacher à susciter des occasions de travail en commun. Ainsi, en 1995, est organisé le festival de spectacle vivant Équinoxe qui associe l'État, la province Sud, la ville de Nouméa et l'ADCK.

Aujourd'hui, la politique culturelle de la province Sud repose sur cinq objectifs stratégiques : promouvoir la professionnalisation des acteurs culturels, développer la pratique artistique et l'offre culturelle, protéger le patrimoine, favoriser le rayonnement de la culture et du patrimoine et accompagner le mouvement associatif.



Béatrice Robineau et Cyril Pigeau

Béatrice Robineau a créé le service de la culture de la ville en 1994 et l'a dirigé jusqu'en 2007. Cyril Pigeau lui succède jusqu'en 2010, date à laquelle il cède la place à Thibaut Raffard.

Quant à la politique culturelle de la ville conduite par le service de la culture et des fêtes (SCF), elle est principalement fondée sur trois axes : cohésion sociale, animation de la cité, éducation et enrichissement individuel ou collectif. *« L'axe de la culture qui rassemble »*, selon l'expression employée par la mairie, passe, d'une part, par des actions décentralisées dans les quartiers, s'adressant à toute la population, comme celles des maisons de musique, des ateliers artistiques dans les maisons de quartier, des podiums et des scènes de diffusion dont Le Chapitô, d'autre part, par un certain nombre d'actions dédiées à la jeunesse. Celles-ci se déroulent principalement au Rex Nouméa qui propose des résidences de danse, des chantiers de graff et de street art, une cyberbase, un site dijing, un espace consacré aux cultures urbaines (hip hop, slam, ragga dance hall) et des événements tels que la MegaRexParty, les Eclekticalparty, les battles, des concours de karaoké, de courts-métrages entre les cyberbases des quartiers ainsi que divers festivals cinématographiques dont La Première séance.

En ce qui concerne les animations culturelles, la ville accompagne tous les grands événements festifs annuels tels que la fête de la Musique, le défilé des lampions du 13 juillet, le carnaval, la Régate des touques et les festivités de fin d'année. Mais elle propose aussi, au Centre d'art, les Art'péritifs, le CinéArt, une saison diversifiée au théâtre de Poche, des expositions artistiques liées à des thématiques et des soirées Itinérances en partenariat avec la Maison du livre. Enfin, pour favoriser l'accès à la connaissance, le Musée de la Ville conçoit des expositions, des publications et des visites guidées. La médiathèque de Rivière-Salée met en place des animations à destination des publics de jeunes lecteurs, comme Bouquins câlins, Musicâlines, Délire de livres, Heures des ados, Mercred'hip hop, Mercredi conte, ainsi que des ateliers d'initiation et de perfectionnement à l'informatique et à la photographie.

The decisive impulse of the communities in the development of cultural activities

New Caledonia, but also the city of Noumea, used to suffer from a significant lack of cultural structures in relation to France. In 1989, the Southern Province created a branch of Education, Culture, Youth and Sports. During the same year, the State settled the Department of Cultural Affairs, which became, in 2001, the Mission of Cultural Affairs. It was an important factor of emulation. Then, in 1994, the city of Noumea created a specific service of culture and festivals. In regard to cultural events, the city supports all major annual festive events.

Une pratique sportive structurée et dynamisée par les Jeux du Pacifique (1945-1987)

Cricket sur la place Bir Hakeim, coll. MDVN

Avant 1956, seules quelques disciplines ont droit de cité à Nouméa où le football, la boxe, le cheval et le cyclisme règnent en maîtres incontestés. Le tennis et le basket-ball sont marginaux et les autres sports relèvent du folklore ou de la kermesse. La tradition d'épreuves réservées aux seuls Mélanésiens se maintient encore, notamment pour le 24 Septembre. Mais c'est le cricket, désormais joué uniquement par les femmes, qui demeure le sport mélanésien le plus pratiqué dans la ville, soit sur la place Bir Hakeim, soit à Montravel.

L'absence de structure de coordination est un obstacle au développement de la pratique sportive. Aussi, en 1956, un service des sports est-il créé, dirigé par Marcel Anglès. Ses missions consistent à normaliser les règles de fonctionnement des clubs, des ligues ou des comités, tout en les dotant d'installations sportives de qualité. En 1958, soit seulement deux ans plus tard, plus de 100 terrains de sport ont été ouverts et près de 100 clubs se sont constitués, contre une dizaine en 1956, qui étaient implantés pour la plupart à Nouméa. Le service encourage aussi la diversification de la pratique sportive. Ainsi, dès 1957 sont mises en place les ligues de rugby et de volley-ball. Puis d'autres ligues sont créées comme celles d'athlétisme et de natation, mais, faute de piste ou de piscine, celles-ci sont obligées de rester en sommeil en attendant l'équipement indispensable. Enfin, à l'initiative du Conseil général, la Coupe de Nouvelle-Calédonie de football est remise en vigueur.

Pour renforcer son action, le service des sports porte aussi ses efforts vers le milieu scolaire en encourageant le recrutement de professeurs d'éducation physique et en proposant des formations aux instituteurs. Du matériel sportif (poteaux de basket-ball, filets de volley-ball…) est mis à la disposition des écoles de Nouméa. Par ailleurs, est créé l'Office du sport scolaire et universitaire (OSSU), devenu officiellement l'Association du sport scolaire et universitaire (ASSU) en 1962, qui entérine la reconnaissance du travail de coordination des compétitions interscolaires assuré depuis 1953 par des volontaires. L'organisation évolue rapidement : de 400 licences en 1956, elle passe à 1 848 licenciés en 1964.

L'année précédente, avait été inaugurée la première piscine publique du Cercle des nageurs calédoniens, œuvre de l'architecte Allègre, à la pointe Brunelet. Mais c'est l'accueil des Jeux du Pacifique en 1966 qui donne une impulsion décisive à la réalisation d'équipements dans la ville, avec la construction d'un stade à Magenta, conçu par Jacques Rampal, d'une salle omnisports à l'Anse-Vata, édifiée sur les plans de Pierre Raighasse, et d'une piscine au Ouen Toro, dessinée par Gabriel Cayrol. Celle-ci est inaugurée le 6 janvier 1966, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Maurice Herzog. Les anciens espaces, comme le club de tennis du Mont-Coffyn ou le PLGC sont considérablement rénovés afin de permettre aux compétiteurs de s'affronter dans le cadre des normes olympiques internationales. Les Jeux de 1966 permettent de révéler des sportifs calédoniens particulièrement performants comme Alain Lazare et Nadia Bernard, qui graviront les podiums internationaux, Marc Kanyan, qui rejoindra l'équipe de France de football en 1967, et Paul Poaniewa, un des meilleurs sauteurs en hauteur du monde, qui deviendra champion de France en 1975.

L'importance croissante du sport dans la vie quotidienne des Nouméens résulte aussi de l'explosion médiatique qui débute avec la « génération transistor ». Elle est ensuite amplifiée par la télévision, inaugurée en Nouvelle-Calédonie le 19 octobre 1965. La pratique du sport, qui se généralise dans toutes les classes sociales et dans toutes les ethnies, nécessite de nouvelles infrastructures. Aussi, dans les années 1970, divers stades ou complexes sportifs sont-ils construits à Logicoop (1972), à l'Anse-Vata, tel le stade Édouard-Pentecost (1973), et à Tindu (1975). Malgré le contexte difficile des Événements, les Jeux du Pacifique de 1987 qui se déroulent à Nouméa sont aussi l'occasion de parfaire les structures sportives de la ville.

Ouverture des Jeux du Pacifique de 1966 par Roger Kaddour, coll. Roger Kaddour

Lancés en 1963 à l'initiative de Roger Kaddour, qui a joué un rôle déterminant dans l'évolution du sport calédonien, les Jeux du Pacifique convient les meilleurs sportifs d'Océanie à se retrouver tous les quatre ans.

A structured practice of sport driven by the South Pacific Games (1945-1987)

In 1956, an athletic department was created to standardize the rules of clubs, leagues or committees, while providing them with quality sporting facilities. In 1963, the first public swimming-pool, the New Caledonian Circle, opened at the Brunelet forefront. The South Pacific Games of 1966 gave an impetus to the production of equipment in the city. In the 1970s, various sports stadiums were built at Logicoop, Anse-Vata and Tindu. Despite the difficult political Events, the 1987 South Pacific Games that took place in Noumea were also the opportunity to upgrade the sports facilities of the city.

Entre glisse et NC2011 : une ville toujours plus sportive (1987-2012)

La période actuelle se caractérise par des usages sportifs de plus en plus généralisés mais aussi de plus en plus individualisés. Certaines disciplines se pratiquent dans des clubs avec des projets de compétition, tandis que d'autres s'écartent des structures institutionnelles et se déroulent hors de tout espace conventionnel. De plus, même en Nouvelle-Calédonie où la boxe fut longtemps un sport de premier ordre, les disciplines rudes et physiques s'effacent au profit de sports plus sophistiqués tels le golf ou les sports nautiques qui témoignent de la hausse du niveau de vie.

C'est la mer qui séduit tout d'abord. Bien que plusieurs ports de plaisance se soient construits à différents endroits de la ville, il faut souvent patienter plusieurs années pour y obtenir une place. La vocation balnéaire de Nouméa s'est considérablement renforcée depuis les années 1970 et ses plages sont désormais investies par les sports de glisse. Bénéficiant d'un vent régulier et d'une mer plane recouvrant de vastes zones de hauts-fonds, l'anse Vata comme l'îlot Maître ou le rivage du Ouen Toro sont devenus des spots idéaux pour les adeptes du kite-surf, de la planche à voile et du funboard. Aussi n'est-il pas rare de voir évoluer des centaines de voiles multicolores durant les week-ends.

Cet engouement va porter ses fruits puisque des champions de planche à voile comme Robert Teriitehau ou Michel Quintin multiplient les victoires dans les compétitions internationales. Le spot de l'anse Vata attire également les champions du monde entier lors de la Nouméa Wind Cup, organisée depuis les années 1980. À la Côte-Blanche s'est ouverte une école de voile proposant la pratique du Hobie Cat. Le va'a, pirogue sportive venue de Polynésie, a aussi fait son apparition sur les plans d'eau nouméens. Quant aux surfeurs, il leur faut se rendre au-delà de la barrière du grand récif, sauf les jours de grand vent d'ouest où ils peuvent utiliser les rouleaux en baie de Sainte-Marie. Ces années sont également marquées par l'arrivée des joggeurs qui envahissent la promenade Pierre-Vernier.

Christian Karembeu, coll. Rémy Moyen

Les nouvelles pratiques sportives, davantage tournée vers la nature que vers la compétition, privilégient aussi la remise en forme. Aussi les salles de sport se sont-elles multipliées, voisinant avec les instituts de beauté et les salles de massage. Des sportifs de niveau international comme Robert Teriitehau ou Christian Karembeu accèdent au statut de « people » et deviennent des icônes relayant l'idée que le sport est comme un formidable outil de réussite sociale.

L'organisation des Jeux du Pacifique en 2011 a, une fois de plus, permis à la ville soit de se doter de nouvelles installations, comme la salle omnisports de la Vallée-du-Tir, soit d'agrandir ou de réaménager des équipements plus anciens. Ainsi en est-il du stade Numa-Daly dont la capacité a été portée à 10 772 places assises et du Centre d'activités nautiques (CAN) de la Côte-Blanche avec l'aménagement d'une plage artificielle de mise à l'eau supplémentaire et de pôles d'hébergement et de formation pour, notamment, accueillir les classes de mer. La salle Picou, à la Vallée-des-Colons, et la salle Jean-Noyant, au Motor Pool, sont aussi créées. Mais la réalisation la plus spectaculaire de ces Jeux reste, sans conteste, le village des athlètes à Nouville, devenu depuis lors une résidence universitaire de 471 logements.

Salle omnisports François anewi à la Vallée-du-Tir

Between board sports and the NC2011 games : a city of sports (1987-2012)

Since the 1970s, the beaches of Noumea have been invested by nautical sports. Windsurfing champions like Robert Teriitehau or Michel Quintin have multiplied victories in international competitions. The spot of the Anse-Vata also attracted world champions to the Noumea Cup, held in the 1980s. A sailing school teaching the practice of Hobie Cat has opened. The outrigger canoe sport came from Polynesia. The organization of the Pacific Games in 2011 has, once again, allowed the city to have new facilities like the sports hall of Vallée-du-Tir.

Nouméa, mosaïque ethnique en quête d'identité(s)

Fête de l'Internet, coll ??

Pendant longtemps, la présence des communautés dans la ville s'est principalement exprimée par la présentation de leurs danses traditionnelles lors des fêtes ou des commémorations. Durant les années du boom, le renforcement de leurs effectifs conduit certains groupes ethniques à se constituer en amicales qui sollicitent auprès de l'exécutif municipal des lieux de réunions. Consécutivement à ces demandes, sont inaugurés les foyers wallisien (1972), vietnamien (1974), tahitien (1978), à Magenta, et indonésien (1975), à Robinson.

En 1975, la grande manifestation du festival Mélanésia 2000, lancée par Jean-Marie Tjibaou pour affirmer l'existence de la culture kanak, fait entrer les différentes communautés de la Nouvelle-Calédonie dans une ère de quête identitaire. Celle-ci se manifeste par la création, en brousse, d'espaces mémoriels portés par des associations patrimoniales comme Témoignage d'un passé (1975), Passé de Bourail (?) ou Association Marguerite (1981). Mais c'est au lendemain des accords de Matignon que cette quête devient plus explicite par le biais d'expositions rétrospectives, d'ouvrages ou de manifestes.

Les Vietnamiens inaugurent, le 11 octobre 1991, la série des manifestations communautaires célébrant le centenaire de l'arrivée de leur premier convoi. L'année suivante, c'est au tour de l'amicale japonaise de rassembler souvenirs et photographies, collectés dans les familles, afin de retrouver les racines d'une communauté à la mémoire muselée depuis les déportations de 1942. Puis, en 1996, le 100e anniversaire de l'arrivée du premier convoi des engagés javanais donne lieu à une exposition au musée territorial et à la pose d'une stèle Baie-de-l'Orphelinat. En 2009, l'exposition « Tavaka » retrace l'histoire des Wallisiens et des Futuniens en Nouvelle-Calédonie et, enfin, en 2012, ce sont les liens entre Nouméa et Papeete, et donc l'histoire de la communauté polynésienne, dite « tahitienne », présente dans l'archipel, qui sont évoqués.

Outre ces diverses manifestations, accompagnées de parutions rappelant le parcours de ces communautés, est édité, en 1994, le manifeste *Être Caldoche aujourd'hui,* écrit par un certain nombre de Calédoniens d'origine européenne se sentant, comme l'indique la préface, *« lassés d'être niés, blessés et contestés dans leurs racines, leur vie quotidienne et leurs perspectives »*. Cet ouvrage est suivi par *La Terre du lézard* (1995), de Louis-José Barbançon, qui avait déjà écrit *Le Pays du non-dit* (1992), puis par *Modes de vie et culture caldoches* (1999) de Jean-Claude Mermoud et *L'identité calédonienne : construction possible ou utopie* ? (2002)de Pascale Bernut-Deplanque. En février 2003, est créée la Fondation des pionniers qui regroupe des descendants de familles venues s'installer en Nouvelle-Calédonie avant 1930. Puis, en 2006, se met en place l'association Calédoniens qui, à partir d'un programme régulier de conférences et d'animations, souhaite valoriser la vie et les réalisations, au cours de l'histoire, de nombreux Calédoniens d'origines diverses.

Quant à la communauté kanak, elle initie, en 2003, lors du 150e anniversaire de la prise de possession, l'édification d'une sculpture, le Mwâ kâ, Baie-de-la-Moselle, pour rappeler l'existence des différentes aires coutumières de la Nouvelle-Calédonie. L'année suivante, lors des cérémonies du 24 Septembre, ce monument est proposé comme symbole de rassemblement pour la communauté de destin.

D'autres amicales ou associations plus récentes sont apparues comme l'amicale de la communauté chinoise (2001), l'amicale des Arabes (2006), l'amicale afro-caribéenne ou l'association des Réunionnais de Nouvelle-Calédonie (2011). Enfin, dans un essai publié en 2011, Jean-Claude Briault s'interroge sur les diverses communautés non kanak du territoire et les rassemble en un groupe social dont les mebres pourraient s'appeler les « Caldiens ».

Mwâ Kâ, photo Christophe Bouton

Foyers wallisien et tahitien à Magenta, photo Christophe Bouton

Noumea, an ethnic mosaic in search of an identity (or several)

For a long time, the presence of different communities in the city was mainly expressed by the presentation of their traditional dances during festivals or commemorations. During the boom, their number increased, which led some ethnic groups to gather together and request meeting places to the municipal executive. In 1975, the major event of the Melanesia 2000 festival, launched by Tjibaou to affirm the existence of the Kanak culture, has brought the various communities of New Caledonia in an era of identity quest.

Promenade du Général-Simon, à l'Orphelinat, photo Christophe Bouton

Nouméa, jardin tropical

La Nouvelle-Calédonie est classée parmi les cinq « hauts lieux » de la planète pour sa biodiversité végétale, représentée notamment à Nouméa par des vestiges de forêt sèche. Celle-ci est particulièrement bien protégée au Ouen Toro où, à la demande de la ville de Nouméa, un parc territorial a été créé en 1989, conçu comme une aire de loisirs mais également comme une zone de conservation. Mais le lieu par excellence de préservation du patrimoine botanique de la ville se trouve au parc zoologique et forestier Michel-Corbasson, appelé « parc forestier » par les Nouméens. C'est la première réserve naturelle terrestre de la Nouvelle-Calédonie, mise en place dès 1962. Ouvert au public depuis 1972, le parc est géré par la province Sud. Une centaine d'animaux y vivent, notamment des espèces endémiques de l'archipel, comme le cagou, emblème de la Nouvelle-Calédonie, le notou, les perruches de la Chaîne et d'Ouvéa, ou encore les roussettes. Le nourrissage des bêtes est une attraction très suivie par les visiteurs. Côté flore, le parc abrite quelques parcelles de forêt sclérophylle ainsi que, depuis 2009, une « vallée des endémiques ». On y trouve aussi de belles collections d'araucarias, de kaoris, de palmiers exotiques, une cactuseraie et une reconstitution du maquis minier calédonien.

À Ouémo, toujours dans un souci de valorisation, un parcours découverte de la mangrove a été mis en place pour permettre des visites de sensibilisation à ce milieu spécifique.

La ville possède également de nombreux jardins et promenades. Dès 1860, la première place publique apparaît au centre-ville, sous le nom de place Napoléon-III puis de place des Cocotiers vers 1875. Elle est divisée en quatre espaces : la place Feillet, où se dresse le kiosque, la place de la Marne et la place Courbet, toutes deux anciennes places des jeux et destinées aujourd'hui aux expositions commerciales et à l'accueil des touristes, enfin, faisant face à la mairie, le square Olry, du nom du gouverneur dont la statue, réalisée par Denys Puech d'après un dessin de Paul Mahoux, occupe le centre du jardin. L'ensemble de la place des Cocotiers a été totalement rénové à la fin des années 1990.

À la Rivière-Salée, un parc propose une promenade piétonne près d'un plan d'eau, où ont été recensées une quarantaine d'espèces d'oiseaux étudiées par la Société néo-calédonienne d'ornithologie. De même, au Receiving, en lieu et place de l'ancien vélodrome Brunelet, un parc paysager est ouvert au public depuis avril 2004. Ces dernières années, diverses promenades ont été mises en place, telle, en 1983, la promenade Pierre-Vernier. Lieu de baignade au début du XX^{e} siècle, la baie de l'Orphelinat est, quant à elle, partiellement endiguée à partir de 2003 et complètement aménagée avec notamment une piste piétonne et une piste cyclable. Baptisée promenade du Général-Simon, elle est inaugurée en juillet 2008. Cherchant à allier urbanisme et paysage afin de répondre à un art de vie prisé par les Nouméens, divers autres espaces, tant de promenade que de réserve naturelle, sont en projet à travers la ville, que ce soit à Tindu, à Sainte-Marie ou à Nouville.

L'Aquarium des lagons

Situé entre l'anse Vata et la baie des Citrons, l'aquarium de Nouméa a été fondé en 1956 grâce à la détermination du docteur René Catala et de son épouse, Ida Stucki, ainsi qu'à celle de Michel Laubreaux, Yves Merlet, René Gail, Marcel et Simone Angles. Réputé pour son extraordinaire collection de coraux fluorescents, cet aquarium fut un des premiers à présentater des organismes vivants, notamment des invertébrés, dans leur habitat naturel, grâce à un circuit d'alimentation en eau de mer prélevée à la baie des Citrons et à un éclairage en lumière naturelle. L'ancien aquarium ayant fermé ses portes en 2005, une nouvelle construction est implantée et inaugurée deux ans plus tard : l'Aquarium des lagons, plus vaste et plus riche que le précédent.

Aquarium des lagons, photo Christophe photo Christophe Bouton

Noumea, a tropical garden

New Caledonia is ranked among the five "hotspots" for the planet's biodiversity, mainly represented in Noumea by remnants of dry forest. It is particularly well protected in Ouen Toro where, at the request of the city of Noumea, a Territorial Park was created in 1989. It has been designed as a recreation area and also as a conservation area. But the best place for preservation of the botanical heritage of the city is at the zoo and forest park Michel Corbasson, which New Caledonians call Forest Park. The Lagoons Aquarium is a high place of the preservation of marine biodiversity.

Bibliographie

Anonyme. *Francs-maçons en terre kanake ou Histoire de la franc-maçonnerie en Nouvelle-Calédonie (1864-1984)*. Loge Fraternité Australe. Texte dactylographié, n. p.

A.D.U.G.N. *Livre blanc de l'agglomération du Grand Nouméa*. Nouméa : Agence pour le développement urbain du Grand Nouméa, 1992. 110 p.

AGNIEL Guy. *De la collectivité humaine à la collectivité locale de droit commun : l'évolution vers la structure communale en Nouvelle-Calédonie (1853-1977)*. Nouméa : Publication de la SEHNC, 1983. 249 p. (Bulletin de la SEHNC ; n° 51).

ALBERTI Jean-Baptiste. *Étude sur la colonisation à la Nouvelle Calédonie : Colonisation pénale, colonisation libre*. Paris : Éd. Larose, 1909. Thèse : Faculté de Droit de l'Université de Paris. 284 p.

ALUZE Jean-Paul. *Mouvements religieux minoritaires en Nouvelle-Calédonie : rupture ou nouvelle évangélisation ?* Nouméa : Université française du Pacifique, 1994. Mémoire de DEA « Espaces, temps et sociétés dans le Pacifique insulaire » de l'Université Française du Pacifique. 121 p. + annexes.

ANGLEVIEL Frédéric (sous la dir. de). *101 mots pour comprendre l'histoire de la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : Éd. Île de Lumière, 1997. 225 p.

ANGLEVIEL Frédéric (sous la dir. de). *Du Caillou au nickel : contribution à l'archéologie industrielle de la province Sud*. Nouméa : Université française du Pacifique : CDPNC, 1996. 279 p.

ANGLEVIEL Frédéric (sous la dir. de). *Répertoire du fonds des thèses et mémoires Thèse-Pac sur la Nouvelle-Calédonie et le Pacifique Sud en dépôt au S.T.A.* Nouméa : Association Thèse-Pac : Service Territorial des Archives de la Nouvelle-Calédonie, 2000. 86 p.

ANGLEVIEL Frédéric, FAESSEL Sonia. *Si Nouméa m'était contée : Anthologie*. Nouméa : Groupe de recherche en histoire océanienne contemporaine, 2000. 144 p.

ANGLEVIEL Frédéric (sous la dir. de). *Une histoire en 100 histoires : l'histoire calédonienne à travers 100 destins hors du commun*. Nouméa : Bambou éd. : GRHOC, 2004. 110 p.

ATTALI Yves. *Construction de maisons d'habitation en Nouvelle-Calédonie et dépendances : quelques considérations techniques*. Nouméa : Commission du Pacifique Sud, 1963. 27 p.

BARBANÇON Louis-José. *L'archipel des forçats : histoire du bagne de Nouvelle-Calédonie (1863-1931)*. Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 2003. 447 p.

BARBANÇON Louis-José. « La colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie (1864-1931) ». In *Catalogue de l'exposition terre de bagnes*. Aix-en-Provence : A.M.A.R.O.M., 1990. p. 58-63 et 75.

BARBANÇON Louis-José. *Le pays du non-dit : regards sur la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : [s.n.], 1992. 133 p.

BARBANÇON Louis-José. « La prise de possession de la Nouvelle-Calédonie : un acte prémédité dans un contexte pénal ». In *Bulletin de l'A.P.H.G.N.C.*, 1994, n° 5, 2e trimestre. p. 39-56.

BARBANÇON Louis-José, DEVAMBEZ Véronique. « Les damnés du Chéribon ». In *Paroles de la Grande Terre et des îles*, 1992, n° ١, p. ٥١-٤٩ et n° ٢, p. ٤٥-٤٣.

BARBE Dominique. *Histoire du Pacifique, des origines à nos jours*. Paris : Éd. Perrin, 2008. 688 p.

BASTIAN G. « Nouméa ». In *Les cahiers d'outre-mer*, 1951, 4 (16), p. 325-341.

BAUDOIN Henri. *La banque de l'Indochine*. Paris : Éd. A. Pedone, ١٩٠٣. ٣٣٢ p.

BENCIVENGO Yann. *101 mots pour comprendre la mine en Nouvelle-Calédonie*. [Nouméa] : Éd. Île de Lumière, ١٩٩٧. ٢٣٨ p.

BENCIVENGO Yann. *La Société Le Nickel, une entreprise au cœur de la naissance de l'industrie du nickel (1880-1914)*. Paris : Université de Paris I, 2010. Thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'Anne-Françoise Garçon.

BENCIVENGO Yann. *La Société Le Nickel, une grande entreprise industrielle en Nouvelle-Calédonie (1880-vers 1960)*. Nouméa : Université française du Pacifique, 1995. Mémoire de DEA sous la direction de Paul de Deckker. 128 p.

BENSA Alban. *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*. Paris : Découvertes Gallimard, 1990. 192 p.

BENSA Alban, FREYSS Jean. « La société kanak est-elle soluble dans l'argent ? ». In *Terrain*, n° 23, p. 11-26.

BERNARD Augustin. *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : Hachette, 1895. 458 p.

BERNUT-DEPLANQUE Pascale. *L'identité culturelle calédonienne : construction possible ou utopie ?* Nouméa : Éd. Île de lumière, 2002. 214 p.

BICHOU Bernard. « Au sujet de l'origine du mot « Nouméa » et du lieu qu'il désigne ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1974, n° 5, 2e trimestre, p. 47-48.

BIGAULT G. *Les sœurs maristes dans les missions d'Océanie*. Lyon : Missions catholiques, 1939. p. 293-300.

BLADINIERE Gilbert. *Tavaka : Ianu'imoana : mémoires de voyages*. Nouméa : Agence de développement de la culture kanak, 2009. 213 p.

BLADINIERE Gilbert. *Dans la lumière*. Nouméa : Agence de développement de la culture kanak, 2011. 320 p.

BOILOT P. « Le port de Nouméa, l'atelier central des travaux publics ». In *Travaux*, 1953, fév., n° 220, p. 170-177.

BORDON René. « Nouméa vers 1890 ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1976, n° 29, 4e trimestre, p. 9-27.

BOUBIN-BOYER Sylvette. « La démocratisation des institutions en Nouvelle-Calédonie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle ». In *Bulletin de l'A.P.H.G.N.C.*, 1998, n° 12.

BOUBIN-BOYER Sylvette. *L'impact de la Grande Guerre sur le microcosme calédonien, 1914-1920*. Mémoire de DEA sous la direction du professeur de Deckker, de l'Université française du Pacifique, 1993. 108 p.

BOUBIN-BOYER Sylvette. *De la Première Guerre mondiale en Océanie : les guerres de tous les Calédoniens (1914-1919)*. Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 2003. 2 vol. (888 p.)

BOUQUET M. « La commune de Nouméa ». In *Bulletin du Pacifique Sud*, 1967, vol. 17 (1), p. 33-39.

BOURGEY Eugène. « De Canala à Nouméa ». In *Le Moniteur de la Nouvelle-Calédonie*, 1867, nos 385, 386, 387.

BOURGEY Eugène. *Notice ethnologique sur la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, mœurs et coutumes des habitants*. Grenoble : Maisonville, 1870. 58 p.

BOURGEY Eugène. « Rapport adressé à Monsieur le Gouverneur à la suite d'une exploration dans le sud de la Nouvelle-Calédonie ». In *Le Moniteur de la Nouvelle-Calédonie*, 1864, n° 274.

BOUVIER J., GIRAULT R., THOBIE J. *La France impériale : 1880-1914*. Paris : Magrelis, 1982. 324 p.

BRIAULT Jean-Claude « Gaby ». *Caldiens pour une nouvelle identité calédonienne*. Nouméa : Begach, 2011. 86 p.

BROU Bernard. *Espoirs et réalités, La Nouvelle-Calédonie de 1925 à 1945*. Nouméa : Publication de la SEHNC, 1975. 306 p. (Bulletin de la SEHNC ; n° 9).

BROU Bernard. *Histoire de la Nouvelle-Calédonie de 1925 à 1945*. Paris : [s.n.], 1975. Thèse de 3e cycle de l'Université de Paris VII. 286 p.

BROU Bernard. *Histoire de la Nouvelle-Calédonie : les temps modernes 1774-1925*. Nouméa : Publication de la SEHNC, 1973. 320 p. (Bulletin de la SEHNC ; n° 4).

BROU Bernard. *Lieux historiques de Ducos-Nouville*. Nouméa : Éditions Nouvelles, 1981. 91 p. (Publication de la SEHNC ; n° 28).

BROU Bernard. *La vie politique et sociale de la Nouvelle-Calédonie de 1945 à 1977*. Paris : [s.n.], 1979. Thèse d'État de l'Université de Paris VII. 5 vol. (792 p.)

BUTTET Catherine. *Histoire d'un échec ? Mise en valeur et pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie (1870-1914)*. [s.l.] : [s.n.], 1995. Thèse de doctorat de l'Université de Provence. 584 p.

BUTTET Catherine. *La navigation commerciale en Nouvelle-Calédonie de 1870 à 1880*. [s.l.] : Université d'Aix-en-Provence, 1989. 2 vol. (326, 134 p.)

CAROL Jean. *Le Bagne*. Paris : Ollendorf, 1903. 301 p.

CAUVILLE Gérard. *Le mémorial de la boxe calédonienne*. Nouméa : Éd. Teddy, 2006. 375 p.

CELLULE PROXIMITÉ ET AGGLOMÉRATION. *Diagnostic des quartiers : fiche de synthèse des 37 quartiers de Nouméa*. [Nouméa] : [s.n.], 2010.

CHANTEPLEURE Guy. « Visite à Nouméa ». In *Revue des deux mondes*, 1935. p. 357-393.

CHANTERAUD Annabel. « Les nakamals de Nouméa ». In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins* / G. David, D. Guillaud et P. Pillon. Paris : ORSTOM : Société des Océanistes. 1999.

CHAUMONT L. « Nouméa et l'infrastructure portuaire de la Nouvelle-Calédonie ». In *Journal de la Marine Marchande*, 1969, n° 2597, p. 2193-97.

CHEVALIER Luc. *Tablettes nouméennes 1854-1899*. Nouméa : Rotary Club, 1966. 120 p.

CHEVALIER Luc. *Nouméa rétro : 1854-1939*. Nouméa : Éd. du Cagou, 1988. 2 vol. (157, 157 p.)

CHEVALIER Luc. *Nouméa, de l'an 1854 à l'an 2000*. Nouméa : Éd. du Cagou, 1998. 199 p.

CHEVALIER Luc, FEVAL Jean-Claude. *Les armées en Nouvelle-Calédonie de 1853 à 1939*. Nouméa : Éd. du Cagou, 1989. 211 p.

CHRISTNACHT Alain. *La Nouvelle-Calédonie*. Paris : La Documentation Française, 1987. 54 p. (Notes et Études Documentaires ; 4839).

Comité de recherche historique Tā Vaka. *Tavaka Ianu'imoana*. Nouméa : [s.n.], 2009. 213 p.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. *Rapport et avis n° 15/2010 du 17 décembre*

2010 concernant la saisine relative au plan d'urbanisme directeur de la ville de Nouméa (PUD). [Nouméa] : C.E.S., 2010. JONC n° 8592, p. 860.
COQUILHAT Georges. « Au XIX^e siècle, les cales de halage du port de Nouméa ». In *Du caillou au nickel, contribution à l'archéologie industrielle de la Province sud* / sous la dir. de Frédéric Angleviel. Paris : U.F.P/C.T.R.D.P., 1996. p. 115-124.
COQUILHAT Georges. « L'aménagement du port de Nouméa (١٩٠٣-١٨٥٣) ١^ère partie : le quai ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1998, n° 76, p. 13-42.
COQUILHAT Georges. *La presse en Nouvelle-Calédonie au XIX^e siècle*. Nouméa : SEHNC, 1987. 230 p. (Publication de la SEHNC ; n° 38).
CORDEIL Paul. *Origines et progrès de la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : Impr. du Gouvernement, 1885. 313 p.
CORDIER-ROSSIAUD Georgette. *Relations économiques entre Sydney et la Nouvelle-Calédonie 1840-1860*. Paris : Musée de l'Homme, 1957. 100 p.
CORRE Bruno. *Histoire du service des affaires indigènes de Nouvelle-Calédonie, affaires indigènes, indigénat et politiques indigènes de 1856 à 1954, assimilation ou ségrégation ?* Mémoire de DEA de l'Université française du Pacifique, centre de Nouméa, ١٩٩٧. ١٠٨ p.
COURTIER-RECOU. *Conditions d'une politique d'habitation économique à Nouméa*. Paris : SMUH, 1962. 117 p.
DALY Henry. « La Nouvelle-Calédonie, pivot stratégique de la guerre du Pacifique ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1973, n° 17, 4^e trimestre, p. 1-31.
DAUPHINE Joël. *Chronologie foncière et agricole de la Nouvelle-Calédonie (1853-1903)*. Paris : L'Harmattan, 1987. 160 p.
DAUPHINE Joël. *Les débuts d'une colonisation laborieuse, le Sud calédonien (1853-1939)*. Paris : L'Harmattan, 1995. 187 p.
DAUPHINE Joël. *La déportation de Louise Michel*. [s.l.] : Indes Savantes, 2006. 150 p.
DAUPHINE Joël. « Le métissage biologique dans la Nouvelle-Calédonie coloniale (1853-1939) ». In *Colonies, territoires et sociétés, l'enjeu français*, 1997. p. 217-222.
DAUPHINE Joël. « La scolarisation des Canaques sous le Second Empire : le maigre bilan d'un gouverneur saint-simonien ». In *Journal de la Société des Océanistes*, 1990, p. 184-186.
DAUPHINE Joël. « Un aspect de la traite négrière en Océanie : l'exemple néo-hébridais (1865-1905) ». In *Ultramarines*, 1997, n° 14, p. 11-20.
DE DECKKER Paul (sous la dir. de). *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIX^e siècle, Condamnés, Colons, Convicts, Coolies, Chân Dang : Actes du colloque universitaire international P.A.C. 93*. Paris : L'Harmattan, 1994. 431 p.
DELBOS Georges. *L'Église catholique en Nouvelle-Calédonie, un siècle et demi d'histoire*. Paris : Desclée, 1993. 455 p.
DELVINQUIER Benoît. « Les commissions municipales en Nouvelle-Calédonie au XIX^e siècle ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1999, n° 121, 4^e trimestre, p. 3-14.
DEVAMBEZ Véronique. *Main-d'œuvre et colonisation en Nouvelle-Calédonie : 1858-1950*. Mémoire de DEA sous la direction de Marc MICHEL, Aix-Marseille I, 1991, 103 p.
DEVAMBEZ-ARMAND Véronique. « Chronologie de la main-d'œuvre immigrée sous contrat en Nouvelle-Calédonie (1869-1939) ». In *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIX^ème siècle, Condamnés, Colons, Convicts, Coolies, Chân Dang : Actes du colloque universitaire international P.A.C. 93*. Paris : L'Harmattan, 1994. p. 208-218.
DEWEY Alice. « Les Javanais de Nouméa ». In *Bulletin du Pacifique Sud*, 1964, vol. 14, n° 4, p. 32-38.
DILLENSEGER Julien. *Pour un nouvel urbanisme en pays kanak*. DESS Architecte urbanisme, Université de Paris VIII, 1982. 332 p.
DOUMENGE François, DOUMENGE Jean-Pierre. *Le Pacifique, l'océan, ses rivages et ses îles : trente ans de recherches scientifiques françaises dans le Pacifique*. Bordeaux : C.R.E.T. : I.O.M., 1991. 509 p. (Îles et archipels ; n° 14).
DOUMENGE Jean-Pierre. « Croissance périphérique et promotion immobilière à caractère social dans Nouméa ». In *La croissance périphérique des villes tropicales*. [s.l.] : Centre d'Études de Géographie Tropicale, 1977. 565 p.
DOUYERE Christiane (sous la dir. de) ; ANGLEVIEL Frédéric, CAPECCHI Bernard. *La Nouvelle-Calédonie, Histoire, C.M.* Nouméa : C.T.R.D.P., 1989. 92 p.
DOUYERE Christiane, ANGLEVIEL Frédéric, CAPECCHI Bernard (sous la coord. de). *La Nouvelle-Calédonie, Histoire, C.M.* Nouméa : C.T.R.D.P., 1992. 95 p.
DURAND Jules. « Bois d'ébène ». In *La revue des revues*, 1900, 15 sept., p. 565-585.
DUSSY Dorothée. *Nouméa et les squats, de la construction urbaine coloniale aux occupations océaniennes spontanées : vers le partage spatial et symbolique de la ville*. [s.l.] : EHESS, 1998. 492 p. Thèse de doctorat : Anthropologie historique et sociale.
DUSSY Dorothée. *Pratiques et représentations de l'environnement urbain à Nouméa, XIX^e siècle à nos jours*. [s.l.] : EHESS : ENS, 1993. 82 p. Mémoire de DEA en sciences sociales.
Enquête sur l'habitat dans l'agglomération de Nouméa. [Nouméa] : Service de la statistique, 1971. 20 p.
FAGES Jean. « La communauté tahitienne de Nouvelle-Calédonie ». In *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, 1972, vol. 9, n° 1, p. 75-86.
FAIVRE Jean-Paul, ROUTHIER Pierre, POIRIER Jean. *Géographie de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : Nouvelles Éditions latines, 1955. 280 p. Publications du centenaire de la Nouvelle-Calédonie.
FAURE-BOURDONCLE Marie-Thérèse, KLING Georges. *Les rues de Nouméa*. Nouméa : SEHNC, 1988. 322 p. (Publication de la SEHNC ; n° 40).
FEILLET Jacques. « Démographie calédonienne ». In *L'Océanie française*, 1922, janv-fév., n° 60, p. 2-3.
FEILLET Jacques. « Recensement de 1906, comparé à celui de 1901 ». In *Le Mois colonial et maritime*, 1906, 4^e année, p. 551-552 et 614-618.
FERRE Georges. *Bagnards, colons et canaques*. Paris : Éd. de la Nouvelle Revue Critique, 1932. 256 p.
FEUGNET Madeleine. *Enquête sur la situation sociale et morale des indigènes à Nouméa*. Nouméa : Société des Missions évangéliques de Paris, 1949. 41 p.
FEUGNET Madeleine. « Enquête sur la situation sociale des indigènes à Nouméa ». In Études Mélanésiennes, 1951, janv., n° 5, p. 83-116.
FILIPPI Orso. *Le Mémorial de Nouméa, 1859-1999, à travers 140 ans d'histoire du conseil municipal*. Nouméa : Planète Mémo, 1999. 366 p.
GARNIER Jules. « Voyage à la Nouvelle-Calédonie ». In *Le Tour du monde*. [s.l.] : Hachette, 1867. p. 155-208 et 1868, p. 1-66. Fac-similé, Nouméa : Éd. du Cagou, 1978. 123 p.
GARNIER Jules. *Voyage à la Nouvelle-Calédonie, 1867-1868*. Nouméa : Éd. du Cagou, 1990. 123 p.
GARNIER Jules. *Voyage à la Nouvelle-Calédonie, 1863-1865*. [s.l.] : Zulma, 1991. 262 p. (coll. Hors barrière).
GASCHER Pierre. *La belle au bois dormant : regard sur l'administration coloniale en Nouvelle-Calédonie de 1874 à 1894*. Nouméa : SEHNC, 1975. 278 p. (Publication de la SEHNC ; n° 8).
GASCHER Pierre. « Les problèmes de main-d'œuvre en Nouvelle-Calédonie, 1853-1900 ». In *Cahiers d'histoire du Pacifique*, 1974, n° 1, 1^er semestre, p. 6-26.
GAUHAROU Léon. *Géographie de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*. 2^e éd.. Nouméa : Impr. du Gouvernement, 1882. 146 p. Publié par ordre de M. le Contre-Amiral Courbet.
GAUHAROU Léon. *Géographie de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*. 2^e éd.. Nouméa : Impr. Nouméenne, 1892. 126 p.
GODEY Charles. *Tablettes d'un ancien fonctionnaire*. Tome I. Paris : Challamel, 1886. 341 p.
GORODEY Déwé. *L'Épave*. Nouméa : Madrépores, 2005. 171 p.
GREBER Jacques. *L'urbanisme aux colonies : recueil de conférences de l'école coloniale*. Paris : Bibliothèque AIIP, 1943.
GRIFFITH Georges. *In an unknown prison land, An account of convicts and colonists in New Caledonia with jottings out and home*. London : Hutchinson, 1901. 324 p.
GUILLAUD Dominique, DUSSY Dorothée, FORESTIER Hubert. « Mythes modernes et passé stratégique : l'espace pour enjeu en Nouvelle-Calédonie ». In *Le voyage inachevé* / D. Guillaud, M. Seysset et A. Walter, éd. Paris : Orstomprodig, 1998. p. 701-708.
GUYON Joseph. « La colonisation calédonienne ». In *L'Océanie française*, 1925, janv., n° 81, 21^e année, p. 2-4.
HAMELIN Christine. « Les gens de Nouméa : mutations et permanences en milieu urbain ». In *En pays kanak* / A. Bensa et I. Leblic. Paris : Mission du Patrimoine ethnologique ; Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2000. p. 339-354. (Ethnologie de la France ; 14).
HAMELIN Christine. *Urbanisation et changement social en Nouvelle-Calédonie : les Kanaks à Nouméa*. [s.l.] : [s.n.], 1992. 74 p. Mémoire de DEA de l'EHESS/ENS de Paris.
HOLLYMAN K.J., BUTLER A.S.G. *Études et documents comprenant le lexique du bagne à la Nouvelle*. Paris : Didier-érudition, 1994. 197 p.
JACQUES Claudine. *Les Cœurs barbelés*. [s.l.] : Niaouli, 1998. 233 p.
JACQUES Claudine. *L'Homme-lézard*. Nîmes : HB Éditions, 2002. 228 p. (Textes d'ailleurs).
JACQUIER Yves (sous la dir.) ; AMIOT Isabelle, TERRIER Christiane (coord.). *Histoire : Cycle 3, Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : CDP de la Nouvelle-Calédonie, 2007. 178 p.
JEANNIN Paul. *L'évasion*. Paris : édition à compte d'auteur, 1972. 319 p.
JULIEN Jacqueline. *Laissez-vous guider dans Nouméa*. Nouméa : Éd. Grain de Sable, 1999. 231 p.
KASARHEROU Christiane. *Contribution à l'étude de démographie historique de la Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*. Nouméa : C.T.R.D.P., 1988. 125 p.
KASARHEROU Christiane. *Histoire démographique de la population mélanésienne de la Nouvelle-Calédonie entre 1840 et 1950*. [s.l.] : [s.n.], 1992. Thèse de doctorat, Université de Paris I.
KNOBLAUCH Ferdinand, CAPORN Brigitte, FOUCHER Émile, X. MATHIEU Adolphe, BOUTIN F. *Six textes anciens sur la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : SEHNC, 1988. 422 p. (Publication de la SEHNC ; n° 42).
KOHLER Jean-Marie. « Religions et dynamique sociale en Nouvelle-Calédonie ». In

Bibliographie

Effectifs et pratiques religieuses. Nouméa : O.R.S.T.O.M., 1980. 155 p.

KOHLER Jean-Marie, SHINEBERG Dorothy. « Argent, religion et pouvoir en Nouvelle-Calédonie : A. BALLANDE et les évêques (1885-1935) ». In *Journal de la Société des Océanistes*, 1992, n° 95, p. 151-183.

KOYABASHI Tadao. *Les Japonais en Nouvelle-Calédonie, histoire des émigrés sous contrat*. Nouméa : SEHNC, 1992. 174 p. (Publication de la SEHNC ; n° 48). Trad. du japonais par Keiko Akaza-Raulet.

KURTOVITCH Ismet. *La vie politique en Nouvelle-Calédonie (1940-1953)*. Paris : Atelier national de reproduction des thèses, 2000. 690 p. Thèse de doctorat sous la dir. de Paul de Deckker.

LA HAUTIERE Ulysse de. *Souvenirs de la Nouvelle-Calédonie, voyage sur la côte orientale*. Paris : Challamel, 1869. 267 p.

LAMBERT Jean-Marie. *La nouvelle politique indigène en Nouvelle-Calédonie, le capitaine Meunier et ses gendarmes, 1918-1954*. [Paris] : L'Harmattan, 1999. 240 p. (Collection des Mondes Océaniens).

LA TULLAYE Nicolas de, STAHL Paul-Jean. *Peintres de Nouvelle-Calédonie au 20ème siècle*. [s.l.] : Éd. du Santal, 2000. 142 p.

LAUBREAUX Alin. *Le Rocher à la voile*. Paris : A. Michel, 1930. 318 p.

LEBORGNE Jean. *Géographie de la Nouvelle-Calédonie et des Iles Loyauté*. 2e éd. Nouméa : Ministère de l'Éducation, 1964. 307 p. 1re éd. 1959.

LE CORBUSIER. *La Charte d'Athène*. Paris : Éditions de Minuit, 1957. 189 p.

LEFEBVRE Henri. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos, 1968. 281 p. (Point Seuil ; n° 52).

LE GOUPILS Marc. « Un type de colonisation administrative. La crise coloniale en Nouvelle-Calédonie ». In *Bulletin de la Société internationale de la science sociale*. Paris, 1905, p. 100.

LE GOUPILS Marc. *Comment on cesse d'être colon : six années en Nouvelle-Calédonie*. Paris : Grasset, 1910. 368 p.

LEGRAS Fernand. *La population calédonienne. Le recensement du 1er juillet 1931 et ses enseignements*. Nouméa : Bulletin du commerce, 1931. 21 p.

LEMETAYER Nathalie. *La franc-maçonnerie en Nouvelle-Calédonie*. [s.l.] : [s.n.], 1988. 203 p. Mémoire de maîtrise sous la direction de Jean Martin, Université de Paris IV.

LEMETAYER Nathalie. *Paul Feillet (1857-1903), le parcours d'un fonctionnaire colonial sous la troisième République*. [s.l.] : [s.n.], 1995. 117 p. DEA d'histoire coloniale sous la direction de Jean Martin, Université de Paris IV.

LEMIRE Charles. *La colonisation française en Nouvelle-Calédonie* suivi de *Itinéraire kilométrique. Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie et description des Nouvelles-Hébrides.* Paris : Challamel aîné, 1878. 376 p.. Fac-similé Éd. du Pacifique, Papeete, 1984, 303 p.

LEMIRE Charles. *La colonisation française en Nouvelle-Calédonie et Dépendances*. Paris : Challamel aîné ; Nouméa : Impr. du Gouvernement, 1878. 376 p.

LEMIRE Charles. *Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie et description des Nouvelles-Hébrides*. Paris : Challamel, 1884.

LENORMAND Maurice-Henri. « L'évolution politique des autochtones de la Nouvelle-Calédonie ». In *Journal de la Société des Océanistes*, 1953, n° 9, p. 245-299.

LERICHE Fernande. *Sourep, Ambroisine et autres récits*. Nouméa : Association des amis du livre et de la reliure, Bibliothèque Bernheim, 235 p.

MAC TAGGART William Donald. *Noumea : a study in social geography*. [s.l.] : [s.n.], 1964. Ph. D., Australian National University.

MAC TAGGART William Donald. *Nouméa, capitale de la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : Commission du Pacifique Sud, 1966. 60 p. Bulletin du Pacifique Sud, vol. 16, n° 4.

MAC TAGGART William Donald. « Private land ownership in a colonial town: the case of Noumea, New Caledonia ». In *Economic geography*, 1966, vol. 42, n° 3, p. 189-204.

MAC TAGGART William Donald. « Urbanization in the South-Pacific and the case of Noumea ». In *Man in the Pacific island*. Oxford : G. Ward, 1972. p. 280-328.

MARSEILLE Jacques. *Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*. Paris : Seuil, 1989. 458 p.

MARTIN Jean. *Lexique de la colonisation française*. Paris : Dalloz, 1988. 396 p.

MATHIEU A. « Aperçu historique sur la tribu des Houassios ou Manongoes ». In *Le Moniteur de la Nouvelle-Calédonie*, 1868 janv., n° 433, p. 9-11.

MERLE Isabelle. *Expériences coloniales : la Nouvelle-Calédonie (1853-1920)*. Paris : Belin, 1995. 479 p. (Histoire et Sociétés).

MERLE Isabelle. *La Nouvelle-Calédonie 1853-1920, Naissance d'une société coloniale.* Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1992. 628 p. Thèse de doctorat en sciences sociales sous la direction du professeur Denys Lombard.

MERMOUD Jean-Claude. *Mode de vie et culture caldoches, 37 traits culturels pour mieux connaître la culture caldoche*. Nouméa : Éd. Île de lumière, 1999. 146 p.

METAIS Pierre. « Démographie des Néo-Calédoniens ». In *Journal de la Société des Océanistes*, 1953, n° 9, p. 99-128.

MEULEAU Marc. *Des pionniers en Extrême-Orient, histoire de la Banque de l'Indochine (1875-1975).* Paris : Fayard, 1990. 646 p.

MOLLIER Jean-Yves. « Administration pénitentiaire, colonies agricoles et colonisation en Nouvelle-Calédonie ». In *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIXème siècle, Condamnés, Colons, Convicts, Coolies, Chân Dang : Actes du colloque universitaire international P.A.C. 93*. Paris : L'Harmattan, 1994. p. 48-64.

MORET-LAUBREAUX Jeannine. « Les Asiatiques en Nouvelle-Calédonie ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1974, n° 19, 2e trimestre, p. 1-17.

MULJONO-LARUE Fidayanti. *L'histoire de l'immigration des Javanais sous contrat en Nouvelle-Calédonie*. Paris : INALCO, 1990. 74 p. Diplôme de recherche et d'études appliquées dirigé par Pierre Labrousse.

MULJONO-LARUE Fidayanti. *Histoire de l'immigration des javanais sous contrat en Nouvelle-Calédonie (1896-1950)*. Nouméa : CTRDP, 1995. 118 p. (Point Histoire ; 10).

MULJONO-LARUE Fidayanti, LARUE Bernard-Michel. « Les Javanais en Nouvelle-Calédonie ». In *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIXème siècle, Condamnés, Colons, Convicts, Coolies, Chân Dang : Actes du colloque universitaire international P.A.C. 93*. Paris : L'Harmattan, 1994. p. 218-235.

MUMFORD Lewis. *La cité à travers l'histoire*. Paris : Seuil, 1964. 476 p.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Les bâtisseurs : architecture à Nouméa*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 1996. 161 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Villes en dess(e)in : plans, cartes et espaces à Nouméa*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 1997. 143 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Regards de femmes*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 1998. 161 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *1914-1918 : Mémoires océaniennes de la Grande Guerre, chronique calédonienne*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 1999. 143 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *De sport en score : l'épopée du sport en Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2000. 157 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Histoires gourmandes*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2002. 2 vol. (76, 74 p.). Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *150 ans de mémoire collective calédonienne*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2003. 119 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. Île d'exil, Terre d'asile. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2005. 139 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Vos papiers s'il vous plaît, les différents statuts de la population calédonienne de 1853 à 1946*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2007. 103 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *L'accord musical : histoire des musiques en Nouvelle-Calédonie de 1843 à 2008*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2008. 159 p. Catalogue de l'exposition.

MUSÉE DE LA VILLE DE NOUMÉA. *Corps à corps avec l'histoire : le corps dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 2011. 168 p. Catalogue de l'exposition.

NAVARRO Laurent. *Rock NC*. Nouméa : Tabu éditions, 2009. 255 p.

Nouvelle-Calédonie : 40 ans d'histoire politique. Paris : La Documentation Française, 1988. 63 p. (Regards sur l'actualité ; n° 144).

OHLEN Frédéric. In *Jour et nuit : la société Le Nickel depuis 125 ans*. Nouméa : SLN, 2006.

OHLEN Frédéric. *La lumière du monde*. Nouméa : Éd. Grain de Sable : L'herbier de feu, 2005. 139 p. (L'Araucaria sauvage).

O'REILLY Patrick. *Bibliographie méthodique, analytique et critique de la Nouvelle-Calédonie.* Paris : Société des Océanistes, 1955. 365 p. (Publication n° 4).

O'REILLY Patrick. *Calédoniens, répertoire bio-bibliographique de la Nouvelle-Calédonie*. 2e éd. Paris : Société des Océanistes, 1980. 416 p.

O'REILLY Patrick. *Répertoire bio-bibliographique de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : Société des Océanistes, 1953. 305 p.

ORSTOM. *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : ORSTOM, 1981. 53 cartes couleur avec commentaires, 172 p.

PATOUILLET Jules. *Trois ans en Nouvelle-Calédonie*. Paris : E. Dentu, 1873, 264 p. (Voyage autour du monde).

PAUTHONIER, POIGNAND, POURTALET. *Comment se constituent certaines sociétés, la vérité sur les comptoirs français de l'Océanie*. Nouméa : Nouvelles Imprimeries Nouméennes, 1902. 61 p.

PÉTRON Marcel. *De Port-de-France à Nouméa*. Nouméa : Présence du passé, 1991. 94 p.

PÉTRON Marcel, GODARD Philippe. *Encyclopédie de la Nouvelle-Calédonie*. Tome 9 : *Sur les traces du passé à Nouméa et dans sa zone d'influence*. Nouméa : Les Éditions d'Art calédoniennes, 1991. 161 p.

PINEAU-SALAÜN Marie. *Les Kanak et l'école : socio-histoire de la scolarisation des Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie (1853-1998)*. [s.l.] : [s.n.] : 2000. 708 p. Thèse de doctorat de sociologie sous la direction du professeur Baudelot, Laboratoire de Sciences Sociales, École Normale Supérieure.

PISIER Georges. *Bibliographie de la Nouvelle-Calédonie, 1955-1982*. Nouméa :

SEHNC, 1983. 350 p. (Publication de la SEHNC ; n° 34).
PISIER Georges. « L'origine du mot Nouméa : Nouméa = Dubéa ? La question reste controversée ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1975, n° 22, p. 53-54.
Plan de transport de Nouméa. Trappes : Société d'études et de recherches économiques et financières, 1976. 5 vol.
RAGON Michel. *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*. Paris : Seuil, 1986. 3 vol. (374, 348, 402 p.). (Points essais). Contient : Tome 1 : *Idéologies et pionniers, 1800-1910* ; Tome 2 : *Naissance de la cité moderne, 1900-1940* ; Tome 3 : *De Brasilia au post-modernisme, 1940-1991*.
RALLU Jean-Louis. « La Nouvelle-Calédonie et les îles Loyauté ». In *Les populations océaniennes aux XIXème et XXème siècles*. Paris : DMED ; PUF, 1990. p. 271-280.
REUILLARD Michel. *Charles Guillain, explorateur et gouverneur saint-simonien (1808-1875)*. [s.l.] : [s.n.], 1981. 657 p. Thèse de doctorat de 3e cycle sous la direction de Jean-Louis Miège, Aix-en-Provence.
REUILLARD Michel. *Les saint-simoniens et la tentation coloniale, les explorations africaines et le gouvernement néo-calédonien de Charles Guillain*. Paris : L'Harmattan, 1995. 580 p. Édition grand public de sa thèse.
RIDEL R. « Projets d'urbanisme pour les villes du Pacifique ». In *Bulletin du Pacifique Sud*, 1964, vol. 4 (1), p. 29-32 et 42.
RIMBERT Sylvie. *Les paysages urbains*. Paris : Armand Colin, 1973. 240 p.
RIVIERE Henri. *Souvenirs de Nouvelle-Calédonie*. Paris : Calmann-Lévy, 1881. 293 p.
RONCAYOLO Marcel. *La ville et ses territoires*. Paris : Folio essais, 1990. 278 p.
ROUSSEAU Gilles, ROMERA Anne-Marie. « La ville dans les TOM ». In *Cahiers de l'habitat*, 1992, n° 16, p. 12-16.
ROUX Jean-Claude. *Le dernier boom du nickel et ses répercussions humaines et spatiales sur la société de la Nouvelle-Calédonie*. Nouméa : ORSTOM, 1975. 7 p.
ROUX Jean-Claude. « Un exemple de migration-enracinement dans le Pacifique Sud : la communauté wallisienne et futunienne de Nouvelle-Calédonie ». In *Cahiers des Sciences Humaines*, 1985, vol. 21, n° 4, p. 461-480.
ROUX Jean-Claude. « Les Indiens de Nouvelle-Calédonie, ethnie disparue par assimilation ». In *Bulletin de la SEHNC*, 1984, n° 58, p. 3-10.
ROUX Jean-Claude. « Nouméa, faits de population ». In *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*. Paris : ORSTOM, 1981. Planche n° 50.
ROUX Jean-Claude. « La première colonisation de la Nouvelle-Calédonie (1853-1872) ». In *Bulletin SEHNC*, 1979, n° 41, p. 33-72.
SAMAT Gaël. *Processus d'urbanisation et formes d'habitat en Nouvelle-Calédonie : le cas de Nouméa*. [s.l.] : [s.n.], 1980. 147 p. Diplôme de fin d'études de l'École d'architecture de Nancy.
SAND Christophe. *La préhistoire de la Nouvelle-Calédonie : contribution à l'étude des modalités d'adaptation et d'évolution des sociétés océaniennes dans un archipel du sud de la Mélanésie*. [s.l.] : [s.n.], 1994. 2 vol. (584, 384 p.). Thèse de préhistoire, ethnologie et anthropologie, Université Paris I Sorbonne.
SAND Christophe. *Le temps d'avant : la préhistoire de la Nouvelle-Calédonie*. Paris L'Harmattan, 1995. 356 p.
SAUSSOL Alain. *Colonisation rurale et problème foncier en Nouvelle-Calédonie*. [s.l.] : [s.n.], 1985. 4 vol. (220 p.). Thèse sous la direction de Alain Huetz de Lemps, Université de Bordeaux III.
SAUSSOL Alain. « Évolution du peuplement ». In *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : ORSTOM, 1981. Planche n° 23.
SAUSSOL Alain. *L'Héritage, Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Paris : Société des Océanistes, 1979. 500 p. (Publication n° 40).
SAUSSOL Alain. « Peut-on parler de créolité en Nouvelle-Calédonie ? Réflexions autour d'une identité insulaire ». In *Îles tropicales, insularité, « Insularisme »*. Talence : CRET, ١٩٨٧. p. ١٦٨-١٥٧. (Île et archipels ; n° ٨). Congrès qui s'est tenu du ٢٣ au ٢٥ oct. ١٩٨٦, Bordeaux.
SAVOIE Clovis. *Histoire de la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances sous les gouverneurs militaires (1853-1884)*. Nouméa : Imprimerie nationale, 1922. 274 p.
SCET COOP. *Aménagement touristique de la Riviera de Nouméa, Anse Vata, Baie des Citrons*. Paris : [s.n.], 1971. 110 p.
SCET COOP. *Baie de la Moselle, aménagement et port de plaisance : note préliminaire, plan et programme*. Paris : [s.n.], 1971. 2 vol. (11 + 34 p.).
SCET COOP. Étude d'un plan directeur du port de Nouméa. Paris : [s.n.], 1971. 8 p.
SCET COOP. *Schéma d'urbanisme directeur de l'agglomération de Nouméa : programme d'aménagement, dossier des plans, Nouméa*. [s.l.] : [s.n.], 1970. 143 p. + 6 pi.
SCET COOP. *Ville de Nouméa : aménagement du quartier de la Baie Tina : rapport explicatif et dossiers de plans*. [s.l.] : [s.n.], 1971. 51 p.
SEMAH Anne-Marie, FORESTIER Hubert, SEMAH François. *Fouilles de sauvetage 1992 : site SNA 019 de la pointe Magnin*. Nouméa : ORSTOM, 1993. 32 p. (Rapport d'activité sciences sociales-archéologie, n° 6).
SENES Jacqueline. *La vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours*. Paris : Hachette, 1985. 363 p.
SHINEBERG Dorothy. *The people trade : pacific island laborers and New Caledonia, 1865-1930*. Honolulu : University of Hawaii Press, 1998. 309 p.
SHINEBERG Dorothy. *La main-d'œuvre néo-hébridaise en Nouvelle-Calédonie (1865-1930)*. Nouméa : SEHNC, 2003. 440 p. (Publication de la SEHNC, n° 61).
SHINEBERG Dorothy. « La main-d'œuvre néo-hébridaise en Nouvelle-Calédonie : 1865-1929 ». In *Le peuplement du Pacifique et de la Nouvelle-Calédonie au XIXème siècle, Condamnés, Colons, Convicts, Coolies, Chân Dang : Actes du colloque universitaire international P.A.C. 93*. Paris : L'Harmattan, 1994. p. 192-207.
SHINEBERG Dorothy. « Un nouveau regard sur la démographie historique de la Nouvelle-Calédonie ». In *Journal de la Société des Océanistes*, 1983, n° 76, tome XXXIX, p. 33-43.
SHIRMER Philippe. *Le service de santé en Nouvelle-Calédonie : 1855 à 1984, l'œuvre des médecins des armées en santé publique*. [s.l.] : [s.n.], 1986. 200 p. Thèse de médecine, Université de Nancy I.
STAHL Paul-Jean. *Les Américains en Nouvelle-Calédonie : 1942-1945*. Nouméa : Éd. du Santa, 1994. 139 p.
TECLES Sabine. « Modifications de l'espace ». In *Villes en dess(e)in : plans, cartes et espaces à Nouméa* / Musée de la Ville de Nouméa. Nouméa : Musée de la Ville de Nouméa, 1997. p. 39-50.
TERRIER Christiane. « Calédoniens ou métis ? ». In *Annales d'histoire calédonienne, La Nouvelle-Calédonie, terre de métissages*. Vol. 1, p. 65-90.

TERRIER Christiane. *La colonisation de peuplement libre (1889-1909) ou des conséquences de la confrontation entre intérêts métropolitains et insulaires dans l'évolution d'une utopie française en Océanie vers un type colonial spécifique*. [s.l.] : [s.n.], 2000. 3 vol. (863 p. + annexes). Thèse d'histoire, Nouméa, Université de la Nouvelle-Calédonie.
TERRIER Christiane. « Églises et État en Nouvelle-Calédonie de ١٨٥٣ à ١٩١٤ ou les raisons d'une séparation inachevée ». In *Outre-mers, revue d'histoire,* « La loi de ١٩٠٥ et les colonies », publié sous la direction de Jean-Marc Regnault, ٢٠٠٥, ٣e semestre. Paris : Société Française d'Histoire d'Outre-mer, 2005. 334 p. p. 81-102.

TERRIER Christiane. *L'histoire de la Nouvelle-Calédonie*. Paris : Publication de la Maison de la Nouvelle-Calédonie, 2010. 42 p.

TERRIER Christiane. « Quêtes identitaires, citoyenneté calédonienne et histoire ». In *Mwà Véé*, 2004, n° ٤٤, *Sous la grande case de l'histoire*.

TERRIER Christiane (sous la dir. de) ; ABONG Marcellin, TRYON Darrell. *101 mots pour comprendre le Vanuatu*. [s.l.] : GRHOC, 2011. 222 p.
TERRIER-DOUYÈRE Christiane, ANGLEBERMES-DEVAUD Anne-Marie, ANGLEVIEL Frédéric, et al. *Être Caldoche aujourd'hui*. Nouméa : Éd. Île de Lumière, 1994. 256 p.
TERRIER-DOUYERE Christiane. « Tous métis ». In *Mémorial Calédonien*, tome X (1988-1998), p. 377-379.
TERRIER-DOUYÈRE Christiane, ANGLEVIEL Frédéric, CAPECCHI Bernard. *La Nouvelle-Calédonie : Histoire CM*. Nouméa : CTRDP, 1989. 92 p.
THOMPSON Anne-Gabrielle. *John Higginson, Patriot or profiter ?*. [s.l.] : Département d'histoire de l'Université du Queensland, 1983. 333 p.
VALETTE Jacques. *Chronique du spectacle vivant en Nouvelle-Calédonie : musique, cafés-concerts, théâtres, cirques... 1871-1900*. Montpellier : Jacques Valette, 2009. 120 p.
VANMAI Jean. *Centenaire de la présence vietnamienne en Nouvelle-Calédonie (1891-1991)*. Nouméa : CTRDP, 1992. 104 p.
VANMAI Jean. *Les Tonkinois de Calédonie au temps colonial*. Nouméa : SEHNC, 1980. 391 p.
VERMAST A. *Chez les Canaques de la Nouvelle-Calédonie : aventure d'une famille de colons*. Gand : I. Vanderpoorten, 1902. 128 p.
VILLE DE NOUMÉA. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE. *Analyse des besoins sociaux : diagnostic territorial des quartiers de Nouméa*. [Nouméa] : Ville de Nouméa, 2011. 109 p.
VILLE DE NOUMÉA. DIRECTION DU GÉNIE URBAIN ET DES INFRASTRUCTURES. Étude de programmation et de faisabilité d'implantation pour des travaux de bâtiments neufs et de VRD sur les cimetières de Nouméa. [Nouméa] : Ville de Nouméa, 2011.
VILLE DE NOUMÉA. SERVICE VIE DES QUARTIERS. Étude de la fracture numérique dans les quartiers et le centre-ville de Nouméa. [Nouméa] : Ville de Nouméa, 2009. Enquête réalisée sur un échantillon de 200 personnes dans le cadre d'un stage pour les Cyber-bases de la ville de Nouméa en 2009.
VILLE DE NOUMÉA. SERVICE VIE DES QUARTIERS. *Recherche Action sur le secteur de Rivière-Salée*. [Nouméa] : Ville de Nouméa, 2009.
ZELDINE Georges. *Enquête sur l'urbanisation en milieu mélanésien à Nouméa*. Nouméa : [s.n.], 1966. 40 p.
ZORN Jean-François. *Le grand siècle d'une mission protestante, la mission de Paris de 1822 à 1914*. Paris : Karthala ; Les bergers et les mages, 1993. 791 p.

Archives de la Ville de Nouméa

3 W ; 9 W ; 10 W ; 13 W 1 à 13 ; 16 W 1 à 3 ; 18 W 1 à 59-68-77-78-83 ; 19 W 108 à 322 ; 20 W ; 29 W ; 39 W ; 42 W 4 à 23 ; 47 W : délibérations du conseil municipal (de 1878 à 2003), procès verbaux des conseils municipaux (de 1878 à 2001) et des différentes commissions municipales, dossiers établis à l'occasion des sessions du conseil municipal, arrêtés du maire (de 1880 à 1997), correspondances arrivée et départ.

55 W ; 57 W 26-226 ; 67 W ; 77 W ; 84 W ; 96 W ; 106 W ; 123 W ; 135 W ; 145 W ; 173 W ; 187 W ; 214 W : actes d'état civil.
11 W (1888-1984) : listes électorales.
24 W ; 25 W ; 35 W ; 50 W ; 72 W ; 76 W ; 101 W ; 104 W ; 113 W, 168 W ; 176 W ; 189 W ; 202 W : élections nationales et locales.

04 W (1876-1979) ; 06 W (1892-1973) ; 12 W 9-40 à 76 ; 14 W 26-298 ; 16 W 20-23 à 93 ; 29 W ; 38 W ; 40 W 48 à 51 (évolution du budget entre 1977 et 1984) ; 41 W ; 42 W 1 à 13 ; 57 W 184 à 189 et 203 à 215 ; 58 W ; 59 W ; 70 W ; 71 W ; 75 W ; 81 W : finances communales (budgets, comptes, octrois de mer, droits et taxes).

10 W ; 27 W ; 48 W ; 8 W ; 56 W ; 218 W : patrimoine communal (architecture, travaux publics, édifices communaux, voirie, eaux, cadastre) dont abattoir municipal ; artillerie (écuries, projets) ; cimetières (lots, terrains d'occupation, plans) ; construction des quais ; écoles (Suzanne Russier, 1re école communale comprenant plans de construction, infos sur bâtiments 1888) ; édifices et ouvrages municipaux (écoles, hôtel de ville, conduites d'eau) ; éclairage pétrole ; électrification de la ville de Nouméa ; four crématoire ; hauts-fourneaux de la pointe Chaleix ; installation du gaz ; lots municipaux (renseignements sur lots de ville, noms des anciens propriétaires) ; marché municipal ; monument du centenaire ; place des Cocotiers (fontaine Céleste, square Olry) ; plans du XIXe siècle et du début du XXe siècle ; remblaiement baie de la Moselle ; routes (projets et élaborations) ; sémaphore (réservoir d'eau) ; conduites d'eau de Yahoué et Dumbéa ; permis de construire des années 1931 à 2003.

1 Fi Plans de 1864 aux années 1980
2 Fi Fonds photographiques Bailleau
3 Fi Photographies des années 1930 à 1990
11 Fi Photographies des années 1937 à 1980

Archives Nationales d'Outre-mer
(Aix-en-Provence)

1) Série géographique : Nouvelle-Calédonie
- NCL 2 : création de bourgs-villages ; limites de la ville de Nouméa en 1874 ; contient aussi des arrêtés sur l'administration générale et municipale
- NCL 18 : constitution du domaine communal de Nouméa
- NCL 24 : organisation municipale ; procès-verbaux des séances du conseil municipal ; projet d'emprunt de la municipalité pour construire un quai, 1905 ; budget des dépenses et des recettes de la ville de Nouméa ; commissions électorales et municipales de Nouméa, 1880-1888
- NCL 62 : casernements, édifices, plans de routes, de quais, de côtes ; projet de construction d'un phare, 1864-1869
- NCL 65 : travail, main-d'œuvre, 1859-1867 ; plan d'un projet de Port-de-France, 1863-1865 ; divers documents sur la construction, les travaux topographiques, demandes d'embauche de maçons pour le fort
- NCL 229 : 1878, finances, cadastre de la ville de Nouméa
- NCL 230 : extrait du plan de la ville de Nouméa, 1909 ; procès-verbaux d'estimations des immeubles bâtis et non bâtis, à vendre ou à louer à Nouméa, 1921 ; cession à monsieur Ballande, fils aîné, des terres de la batterie de Doniambo à Nouméa pour la construction d'une usine, 1908-1909

2) série Agence France d'outre-mer
- AFM 324 : Nouvelle-Calédonie, commerce, industrie, 1930-1947, annuaire des entreprises de Nouméa et liste des activités

3) Série affaires politiques
- Affpol 280 : Nouvelle-Calédonie, culte catholique, nomination de prêtres, vicaires apostoliques ; séparation de l'Église et de l'État ; missions maristes
- Affpol 743 : Nouvelle-Calédonie, programmes des grands travaux, 1924-1940

4) Série travaux publics
- carton 320 : concerne les emprunts faits par la ville de Nouméa
- carton 325 : plans et cartes des différents arrondissements de Nouméa
- carton 626 : rapports de situation des travaux exécutés à Nouméa à l'aide des fonds d'emprunts
- carton 695 : dossier 10, Nouméa, assainissement général, 1928 ; dossier 11, amélioration et entretien du port, assainissement de la ville et amélioration du service des eaux
- carton 957 : dossiers 6-7, remblaiement de la baie de la Moselle, 1905 ; dossier 11, port de Nouméa, 1927 ; dossier 12, plan de protection de la santé publique dans la ville ; dossier 13, baie de la Moselle, 1927
- carton 175 : comité d'urbanisme et d'habitat aux colonies, présentation des projets d'urbanisme pour Nouméa ; décrets sur les lotissements en Nouvelle-Calédonie, 9/1951
- carton 229 : programmes et plans d'équipement, 1949-1953 ; commissariat général au plan, urbanisation et habitat en 1953, procès-verbaux des séances relatives à l'industrie à Nouméa, 1953, rapport de la sous-commission urbanisme et habitat, 1953
- carton 325 : correspondances relatives aux dossiers techniques, centre universitaire de Nouméa ; dossier Pascalon, urbanisme, 1948-1952 ; léproserie de Ducos à Nouméa, 1950-1952 ; concours d'architectes pour l'hôtel de ville à Nouméa

5) Série dépôt des fortifications des colonies
- DFC 116 : pièce 26, état général indiquant toutes les bâtisses de la ville en 1858 ; pièce 29B, plan parcellaire de la presqu'île de Port-de-France en 1859 ; pièce 174, mémoire militaire annexé au projet de ville de Port-de-France, 1863 ; pièce 177, communication du plan et mémoire ci-avant ; pièce 226A, avant-projet de délimitation et de distribution de la ville de Port-de-France, en 1864
- DFC 131 : 1854-1910 ; pièce 10, carte de Port-de-France, Dumbéa, par Bouquet de la Grye (1857-1862) ; pièce 11, idem avec corrections ; pièce 13, carte de la Nouvelle-Calédonie levée par Bouquet de la Grye (1855-1863) ; pièces 14 à 17, idem ; pièce 32, plan terrier de Port-de-France (adjudications des 11 mai 1856 et 3 août 1857)

Archives Territoriales de la Nouvelle-Calédonie

1) Archives de l'archevêché de Nouméa
- AAN 65 : archives de la paroisse de Nouméa
- AAN 65,1 et 66 : construction de la cathédrale
- AAN 65,4 : clergé au provicaire et évêque (1863-1957)

2) Série 44 W : procès-verbaux du Conseil privé du gouverneur, puis du haut-commissaire

3) Série 56 W : service territorial d'administration générale
- carton 7 : municipalité de Nouméa
- carton 8 : textes législatifs (dont pouvoirs du maire de Nouméa)

4) Série 107 W XII : service de l'hygiène
- carton 4 : dossier hygiène publique à Nouméa
- carton 5 : dossier hygiène publique dans la colonie

5) Série 145 W : archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- cartons 178 à 199 : dossiers thématiques classés par ordre alphabétique

Chronologie

1854
- 25 juin, établissement du chef-lieu de la colonie, nommé Port-de-France par Tardy de Montravel, et début de l'édification du fort Constantine.

1855
- 11 mai, première adjudication de lots de terrain en faveur de 25 habitants de Port-de-France.
- 12 mai, première aliénation au prix de 21 francs l'are.
- 3 novembre, attaque par le chef Quindo des concessions de la Vallée-des-Colons. Quatre anciens militaires sont tués. La première « guerre kanak » dure dix-huit mois.

1857
- 10 décembre, premiers noms donnés aux rues.

1858
- 4 avril, bénédiction de l'église Sainte-Clothilde lors de la messe de Pâques.
- 1er septembre, arrêté organisant l'activité portuaire et la police de la voirie. Interdiction de laisser vaquer les animaux dans la ville.
- 24 mai, le frère Germanique est nommé enseignant de la première école de garçons de la ville.
- 23 juin, arrêté créant une garde nationale à Port-de-France.
- 19 décembre, James Paddon « vend » à l'État sa concession temporaire de 200 hectares de l'île Nou et obtient une grande concession à Païta.

1859
- 25 juin, constitution de la commune de Port-de-France. Le commandant Durand, qui assure les fonctions de gouverneur, crée un corps municipal dont M. Coudelou est désigné comme maire et MM. Bouillaud et Monet comme adjoints. Ce conseil est dissous le 21 juillet 1860.
- 1er juillet, établissement d'une ligne mensuelle de paquebots entre Sydney et Port-de-France.
- 28 août, le chef Kandio est capturé, condamné et fusillé dès le lendemain.
- 1er octobre, arrêté permettant aux militaires et aux fonctionnaires de bénéficier des lots de ville.
- 17 novembre, arrestation de Jack Angara qui sera fusillé le lendemain.
- 28 décembre, arrêté réglementant la présence des chiens dans Nouméa. Mise en fourrière de vingt-quatre heures au fort Constantine. Impôt annuel de 5 francs.

1860
- 14 janvier, décret impérial portant séparation des commandements des EFO et de la Nouvelle-Calédonie.
- 1er juillet, ouverture de l'hôpital militaire.
- 26 août, arrivée des premières de sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny pour l'hôpital colonial.
- 2 octobre, parution du premier numéro du *Moniteur impérial de la Nouvelle-Calédonie*, ancêtre du *Journal officiel*.
- 14 décembre, arrêté nommant un gouverneur propre à la Nouvelle-Calédonie.
- 31 décembre, création du Cercle civil par décision du commandant Durand.
- une première route est construite entre Nouméa et le Pont-des-Français. La compagnie disciplinaire est installée au « camp Magenta », où sera ensuite hébergée la police indigène.

1861
- affectation d'un terrain pour les subsistances.

1862
- 1er avril, arrivée du gouverneur Charles Guillain.
- 21 juin, décision ministérielle qui entérine le projet de construction de la caserne d'infanterie de marine.
- 24 juillet, le gouverneur Guillain ouvre, à la direction de l'Artillerie, une école indigène pour les jeunes Kanak.
- 13 septembre, décision du gouverneur autorisant l'ouverture d'une première école privée « pour les enfants de sexe féminin ».

1863
- 1er mars, arrêté sur les marchés, l'un pour les légumes, l'autre pour le poisson.
- 2 septembre, décret impérial qui désigne officiellement la Nouvelle-Calédonie comme lieu de transportation.
- 22 septembre, arrivée de dix orphelines par le *Fulton*. L'impératrice Eugénie leur offrait le trousseau.
- début de la construction de la caserne d'infanterie de marine.
- le camp de la compagnie disciplinaire devient une école professionnelle pour les jeunes Mélanésiens.

1864
- 8 mai, arrivée du premier convoi de transportés.
- 20 mai, le gouverneur Guillain affecte la totalité de l'île Nou à l'Administration pénitentiaire.
- 15 août, inauguration de l'hôtel du gouverneur où est donné le premier bal officiel de la colonie.
- construction de la première école des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny près de l'hôpital. Celui-ci s'implantera en 1888 sur son site actuel.

1865
- 15 août, ouverture, pour la fête de l'empereur, d'un hippodrome de fortune à la baie des citrons.
- 15 novembre, inauguration du phare Amédée.

1866
- 21 février, le gouverneur autorise Victor Coudelou à ouvrir la première pharmacie privée. La pharmacie de l'hôpital militaire cesse donc de fournir les Nouméens.
- 14 mars, Port-de-France prend comme nom Nouméa pour éviter la confusion avec Fort-de-France.
- 28 novembre, décret portant sur l'organisation de la justice à la Nouvelle-Calédonie. Création d'un tribunal de commerce.
- construction d'un abattoir officiel à l'anse du Tir.

1867
- 7 octobre, arrêté créant le service de la voirie. Désignation du premier architecte-voyer, Honoré Marie.

1868
- 10 mars, création d'une commission de salubrité en raison de plusieurs épidémies. Celle-ci constate la présence d'un « cloaque infect » dans la ville.
- 17 juin, deuxième délimitation par le gouverneur Guillain, qui ampute Nouméa de l'île Nou tout en l'allongeant de la pointe Doniambo à la pointe Chaleix.
- 16 août, inauguration de la route de l'Anse-Vata, livrée à la circulation le 31 janvier 1869.
- 22 septembre, création de la loge maçonnique l'Union calédonienne.

1869
- début de l'arasement de la butte Conneau par des transportés.

1870
- 2 avril, affectation au domaine militaire d'un terrain permettant de bâtir la caserne d'infanterie, laquelle sera inaugurée en 1874. Un deuxième étage sera finalisé en 1876.

1871
- 25 juin, première prestation de la musique de la transportation sur la place des Cocotiers.
- 24 septembre, la date de la prise de possession devient un jour chômé, avec fête publique.

1872
- 29 septembre, arrivée du premier convoi de déportés. Certains sont accompagnés de leur famille.
- la liaison maritime du Tour de côte est créée par Higginson.

1873
- 16 avril, J.-V. Engler, commerçant à Nouméa, met en vente de la glace.
- 13 mai, règlement en matière de service de propreté des rues de la ville. Interdiction de dépôts sur la route et obligation de nettoyer sa part de trottoir.
- 23 juillet, arrivée du pasteur de la déportation, M. Rey, et de Frédéric Surleau.
- 17 août, premier concert dans une salle du fort Constantine.
- 28 août, arrêté établissant une école communale de garçons à Nouméa.
- 23 septembre, arrivée par le *Calvados* du frère Louis Antonio et de quatre frères maristes instituteurs qui, pendant dix ans, auront la charge des écoles publiques de la colonie.
- 21 novembre, Frédéric Surleau ouvre une école privée à Nouméa tout en instruisant à Ducos les enfants de déportés.
- 8 octobre, construction de la caserne Bonnier, qui deviendra en 1912 le collège Lapérouse.

1874
- 20 mars, évasion d'Henri Rochefort et de quatre autres déportés de la presqu'île de Ducos.
- juin, parution du premier journal privé de la Nouvelle-Calédonie, *Les Petites Affiches de la Nouvelle-Calédonie*, qui sera suspendue en septembre 1877.
- 15 septembre, le père Fraysse est autorisé à ouvrir un premier établissement d'enseignement secondaire.
- 3 octobre, arrêté du gouverneur instituant un corps municipal de 12 membres pour la ville de Nouméa. Doté de recettes, il est chargé d'établir le budget de la ville et de régler les problèmes tels que ceux de la voirie, de l'éclairage, etc.
- 5 octobre, le gouverneur intérimaire Louis Alleyron met en place le conseil municipal. Arthur Pelletier est nommé maire par l'autorité militaire.

Chronologie

1875
- 2 janvier, ouverture de la Banque Marchand, qui fera faillite en novembre 1877.
- 8 janvier, arrêté décrétant la fermeture de la loge maçonnique Union calédonienne, consécutivement à l'évasion d'Henri Rochefort.
- 3 février, arrêté interdisant « *aux Canaques, dans l›intérieur de Nouméa, le port de sagaies, casse-têtes, flèches et autres armes de même genre* ».
- 25 février, première pierre de l'église de l'île Nou. Le bâtiment, achevé en 1880, mais deviendra, en 1882, un atelier du bagne. Il est occupé depuis 1998 par le théâtre de l'île.
- 25 août, autorisation de se réunir pour le Cercle de Nouméa, dit Cercle civil, en opposition au cercle militaire.
- 25 octobre, immersion du premier câble sous-marin afin de relier Ducos à l'île Nou (1,7 kilomètre).
- construction d'un tribunal de la marine.

1876
- 4 avril, arrêté réorganisant le service postal dans la colonie et lui attribuant le monopole du transport des correspondances.
- 2 et 3 octobre, exposition des quinze projets pour la construction de la cathédrale de Nouméa - premier prix à M. Labulle.

1877
- 2 janvier, inauguration, après deux ans et demi de travaux, de la « conduite de Pritzbuer » (13,5 km) qui alimente Nouméa en eau potable. Des bornes-fontaines sont installées dans tous les quartiers.
- 5 février, première coulée de nickel à la pointe Chaleix (Nouméa). La fonderie est financée par J. Higginson et Hanckar, ses éléments ont été conçus par Jules Garnier. Fermeture en 1885.
- 6 mai, le pasteur Charbonniaud ouvre une école du dimanche dans la salle du tribunal.

- 30 mai, fin de l'arasement de la butte Conneau.
- 10 décembre, inauguration de l'usine de nickel de la Société Higginson, Hanckar et Cie, à la pointe Chaleix. Elle sera fermée en 1885.

1878
- 16 mai, arrêté autorisant la réouverture de la loge maçonnique l'*Union calédonienne*.
- 25 juin, la nouvelle de l'insurrection kanak parvient à Nouméa.
- 10 octobre, Arthur Pelletier est renommé maire par le gouverneur jusqu'au 15 juillet 1879.
- Construction de l'hôtel du directeur de l'Administration pénitentiaire.

1879
- 8 mars, décret du gouverneur Olry qui fait de Nouméa une commune de plein exercice, avec la ville de Nouméa comme chef-lieu et le territoire de la presqu'île pour circonscription. Le conseil se compose du maire, de deux adjoints et de douze conseillers municipaux élus.
- ٢٩ juin, premières élections municipales, Jean-Baptiste Dezarnaulds est désigné maire.
- 19 octobre, réglementation indiquant que chaque véhicule doit avoir une plaque et deux lanternes.
- 19 octobre, création de la Chambre de commerce et d'industrie.

1880
- 8 janvier, vote d'un budget pour l'installation d'un kiosque à musique
- 17 mai, acquisition par la commune de la Banque Marchand pour en faire l'hôtel de ville.
- 14 juillet, première célébration de la fête nationale à Nouméa - régates, jeux publics, feu d'artifice, inauguration de l'hippodrome de Magenta (transformé en aérodrome par les Américains en 1942).
- 13 août, le conseil municipal de Nouméa vote la laïcisation des écoles.
- 21 août, décrets rendant applicable en Nouvelle-Calédonie la législation métropolitaine sur la presse.
- 2 septembre, arrêté accordant l'amnistie aux condamnés de la Commune.
- 27 octobre, fondation, par Clovis Savoie, de la Lyre calédonienne, société philharmonique.
- 27 octobre, création de la société de tir La Calédonienne. Son association avec La Nouméenne en fera en janvier 1899 La Néo-Calédonienne, société de gymnastique, d'escrime et de tir.

1881
- 6 décembre, ouverture du collège colonial au sein de l'école communale qui deviendra plus tard l'école Frédéric-Surleau.
- Construction de la prison civile.

1882
- 17 juin, un arrêté fixe l'élection du maire et des deux adjoints par les conseillers eux-mêmes.
- 24 juin, Eugène Porcheron est le premier maire élu .
- 25 juillet, le marché au poisson et le marché aux légumes ne forment plus qu'un seul marché, près de la place des Cocotiers.
- 17 août, inauguration des travaux de percement et de prolongement de la rue de Sébastopol.
- 18 août, le conseil municipal siège dans la nouvelle mairie.

1883
- 14 janvier, arrivée du *Natal*, inaugurant la ligne des Messageries maritimes entre Marseille et Nouméa.
- le premier comptoir Ballande est installé rue de l'Alma.
- l'internat des sœurs est remplacé par une école libre.
- 3 septembre, établissement d'une usine à gaz à la pointe Chaleix.

1884
- 26 avril, inauguration de la salle des fêtes de la mairie.
- 12 mai, création de la Chambre d'agriculture.
- première épidémie de dengue. Cette maladie serait arrivée des îles Fidji.

1885
- M. Bon construit une saline de deux hectares au Trianon. Un moulin à vent pompe l'eau salée.
- 2 avril, décret instituant un Conseil général en Nouvelle-Calédonie.
- 23 mars, arrêté portant *suspension de l'immigration océanienne sous quelque pavillon que ce soit*.
- 27 mai, loi qui établit la relégation pour les multirécidivistes de délits mineurs.
- 19 octobre, arrêté qui écarte les étrangers du bénéfice de la concession gratuite.

1886
- 21 mai, formation d'un corps de sapeurs-pompiers à Nouméa.
- 23 juillet, naissance de Francis Carco à Nouméa. Fils d'un cadre de l'Administration pénitentiaire, il grandit à Nouméa jusqu'à l'âge de 9 ans. Académicien Goncourt, il relate, en 1920, ses souvenirs d'enfance dans un livre intitulé *Maman petitdoigt*.
- premier club de tennis créé par le consul anglais, au mont Coffyn.

1887
- 24 janvier, arrivée d'un premier convoi de 300 relégués par le *Ville de Saint-Nazaire*, ainsi que des dernières femmes condamnées à la transportation.
- 5 février, le thermomètre atteint 38°, température maximale jamais enregistrée à Nouméa.
- 16 avril, le maire Charles-Michel Simon, démissionnaire, est remplacé par Constant Caulry.
- 3 mai, réglementation du stationnement des voitures à cheval sur la voie publique.
- 15 juin, dénombrement de la population nouméenne dans le cadre du premier recensement effectué en Nouvelle-Calédonie.
- août, construction du temple maçonnique sur la colline actuellement occupée par la FOL.
- Constant Caulry rachète, pour le compte de la mairie, l'usine à gaz.
- le comité des écoles libres décide de rendre les écoles payantes.
- mise en place des premières dispositions du régime de l'indigénat.

1888
- 20 février, décret qui règle les conditions d'installation de la Banque de l'Indochine et qui lui accorde le privilège d'émission.
- 22 août, ouverture de la succursale de la Banque de l'Indochine. Premiers billets en octobre.
- 20 septembre, le maire Jean-Baptiste Dezarnaulds démissionne.
- 15 décembre, Pierre Sauvan devient maire jusqu'au 14 mai 1892.
- 21 décembre, arrêté interdisant aux Kanak de « *circuler dans les rues de la ville et de ses faubourgs après 8 h du soir* ».
- arrivée du premier convoi de femmes reléguées. Au total, elles seront environ 250 à débarquer jusqu'en 1898.

1889
- 24 septembre, première course cycliste sur l'hippodrome de Magenta.
- les Messageries maritimes ajoutent une ligne régionale entre l'Australie, la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides.

1890
- 8 avril, arrivée de Louis Flize, principal du collège colonial fondé en 1881. Il le dirige pendant trente ans et en fera le collège Lapérouse.
- 10 juillet, les édiles acceptent que la maison Ballande rénove l'abattoir municipal.
- 26 août, arrêté constituant le domaine communal.
- 26 août, parution du journal *La France Australe*.
- octobre, le peintre Gaston Roullet expose ses œuvres et laisse à l'hôtel de ville de Nouméa un grand tableau représentant la ville vue du sémaphore.
- 1er novembre, inauguration de la cathédrale Saint-Joseph.
- 27 novembre, le conseil municipal accorde un délai de dix ans pour le paiement par annuités des lots de ville.
- fin de la construction du bain militaire par les relégués. L'ouvrage mesure 85 mètres de long sur sur 50 mètres de large.

1891
- janvier, inauguration de la première école communale laïque pour les filles. L'école prend, en 1910, le nom de sa première directrice, Suzanne Russier. Le bâtiment est rasé en 1960, au profit de l'édification de la nouvelle mairie.
- 13 avril, création d'un réseau téléphonique aérien à Nouméa, entraînant l'installation des premières lignes téléphoniques.

- 13 août, fondation du Véloce Club Calédonien.
- 15 novembre, premier match officiel de cricket à Nouméa, entre des Calédoniens et des ressortissants d'origine anglaise de la ville.

1892

- 15 avril, le conseil municipal concède un terrain à la société Le Cobalt, dirigée par A. Desmazures. Celui-ci ouvre une usine à la pointe Uiambo, actuelle pointe Doniambo. Le procédé Herrenschmidt échoue et l'usine ferme dès 1893.
- 1er mai, début de la construction d'une conduite afin d'acheminer l'eau de la Dumbéa à Nouméa.
- 14 mai, Pierre Sauvan est réélu maire.
- 26 novembre, établissement en Nouvelle-Calédonie du tarif général des douanes, visant à privilégier les échanges avec la Métropole, au détriment des importations en provenance d'Australie.

1893

- janvier, inauguration de la Minoterie Calédonienne appartenant à MM. Morgan et Dezarnaulds.
- 1er mars, ouverture de l'école maternelle de la Vallée-des-Colons, avec comme institutrice Élise Noëllat.
- 18 juin, inauguration du Vieux Temple.
- 2 septembre, mise en place de la fontaine monumentale construite par Mahoux.
- les travailleurs des Nouvelles-Hébrides bénéficient du cadre réglementaire du statut d'engagé, géré par le service de l'indigénat.
- Arrivée du premier convoi de travailleurs japonais

1894

- mars, la barrage de la Dumbéa assure l'approvisionnement en eau de Nouméa.
- 10 juin, arrivée du gouverneur Feillet.

1895

- 6 avril, Jean-Baptiste Dezarnaulds devient à nouveau maire.
- 16 avril, création d'une section militaire de pompiers. Le matériel des pompiers volontaires de la ville leur est confié.
- 15 août, inauguration du vélodrome de l'Anse-Vata.

1896

- 16 février, arrivée du premier convoi de Javanais.
- 19 décembre, Paul-Louis Audrain devient maire.

1897

- 12 janvier, inauguration de la statue du gouverneur Olry, œuvre de Denis Puech.
- 24 février, ouverture de l'asile de vieillards des Petites Sœurs des Pauvres.
- 25 février, arrivée du 75e et dernier convoi de transportés.
- 10 avril, première séance de cinématographe dans la salle de l'hôtel de ville de Nouméa.
- 27 octobre, le gouverneur Feillet suspend le maire Paul-Louis Audrain.
- 9 décembre, arrêté incorporant la Vallée-des-Colons au sein des limites urbaines.

1898

- 5 mars, Paul Guiraud de Levizac exerce la fonction de maire jusqu'au 9 janvier 1899.
- 24 mai, ouverture d'une première bibliothèque municipale.

1899

- 2 mars, Charles Loupias devient maire.
- novembre, premiers cas de peste à Nouméa.
- début du percement de la rue de Rivoli, qui sera rapidement arrêté pour être repris en 1902.
- 24 décembre, décret du gouverneur Feillet reconnaissant l'épidémie de peste et déclarant l'état d'urgence. La commission sanitaire est autorisée à procéder à la destruction d'habitations délabrées.
- Henri Legras fonde *Le Bulletin du Commerce.*

1900

- épidémie de peste à Nouméa. Sur les 97 Nouméens atteints, 71 sont décédés.
- 3 mars, décès de Charles Charbonneaux dû au bacille de Yersin. Il était conseiller général et conseiller municipal membre de la commission sanitaire. Il était arrivé dans la colonie comme déporté, en tant qu'ancien député de la Commune.
- 15 avril, inauguration de l'Exposition universelle à Paris. Le pavillon de la Nouvelle-Calédonie est acheté par Lucien Bernheim qui l'offrira à la ville pour y installer une bibliothèque.
- 31 octobre, duel à l'épée au Ouen Toro entre Gaston Higginson et Auguste Barrau.
- 26 novembre, suppression du budget des cultes dans la colonie.

1901

- 19 juillet, inauguration de la statue de Jeanne d'Arc devant la cathédrale.
- 17 août, le coup d'envoi des travaux de la voie ferrée est solennellement donné.

1902

- 20 mai, une pétition est lancée pour la reprise de la transportation.
- 18 octobre, le gouverneur Feillet est rappelé en France.
- 21 octobre, première séance de cinéma dans la salle de l'Éden-théâtre.
- 23 novembre, arrivée du pasteur Maurice Leenhardt, qui se rend à Houaïlou.
- Raphaël Ménard fait venir une *Georges Richard*, première automobile de la Nouvelle-Calédonie.

1903

- 26 avril, inauguration de l'église de la Vallée-des-Colons.
- 2 septembre 1903, décès du gouverneur Feillet à Montpellier.
- 9 septembre, Picanon devient gouverneur titulaire de la Nouvelle-Calédonie.
- 14 septembre, début des festivités du cinquantenaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie.
- 25 septembre, le défilé des différentes communautés constitue le clou des manifestations du cinquantenaire.
- 19 novembre, inauguration du bassin de radoub.

1904

- 20 mars, les sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny sont expulsées de l'hôpital militaire.
- 30 avril, les sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny sont expulsées de l'hôpital de la transportation de l'île Nou.
- création des Messageries automobiles par la Société Laubreaux, assurant la ligne Nouméa-Dumbéa.

1905

- 17 janvier, ouverture d'une cabine téléphonique publique à la Vallée-du-Tir et au Faubourg-Blanchot.
- 1er février, ouverture d'un musée dans le pavillon de la Nouvelle-Calédonie à l'exposition universelle, rapporté et remonter à Nouméa au frais de Lucien Bernheim. Une bibliothèque est installée au rez-de-chaussée, tandis que le musée, à proprement parlé, se situe au premier étage.
- 7 juillet, premier accostage d'un long-courrier au quai de Nouméa.
- 12 novembre, nouvelle épidémie de peste à Nouméa, entraînant 21 décès.
- 5 décembre, première exécution capitale publique, place Courbet. L'Arabe Kenadra est guillotiné pour avoir assassiné un autre libéré.
- le Conseil général est favorable à l'installation d'une usine de fusion du minerai de nickel à Nouméa. Les projets Desmazures et Bernheim sont pourtant refusés car trop coûteux.
- la municipalité décide d'établir un second réseau d'égouts.

1906

- 5 février, le comité ouvrier organise une réunion publique à Nouméa. Adoption d'une résolution affirmant que les conseillers généraux devraient démissionner suite à leur refus de soutenir un projet d'usine à Nouméa.
- février, inauguration du nouvel évêché de Nouméa.
- 27 novembre, la production de la conserverie de la Baie-de-l'Orphelinat est lancée. Elle aura une prospérité passagère.

1907

- 28 novembre, création de la société La Terpsichore ayant pour but de promouvoir la danse.

2 décembre, arrêté réglementant l'hygiène et la salubrité de la ville de Nouméa et de ses faubourgs.

1908

- février, Alcide Desmazures ouvre une usine à parfum à la première Vallée-du-Tir, qui fermera en 1911.
- 9 mai, Louis Gex devient maire jusqu'au 26 mai 1909.
- 3 septembre, une opération de forage débuté au Ouen Toro, à la recherche de pétrole, car des traces y ont été trouvées. La sonde descendra jusqu'à 750 mètres en septembre 1911. En vain. D'autres recherches auront lieu à Koumac.
- 4 septembre, dépêche ministérielle prescrivant la concentration à l'île Nou des condamnés en cours de peine. Les bâtiments de l'Administration pénitentiaire sont peu à peu désaffectés au profit d'autres administrations ou de la colonisation.

1909

- 22 avril, Ducos est désigné comme lieu de relégation.
- 28 avril, inauguration de l'orgue de la cathédrale.
- 31 juillet, ouverture par Raphaël Ménard du Grand Théâtre, à la fois salle de cinéma et de spectacle. Il présentera, en 1934, le premier film parlant.
- 9 septembre, première pierre de l'usine de Doniambo.

1910

- 1er mai, reprise des travaux pour le prolongement de la ligne de chemin de fer depuis Dumbéa.
- 15 juillet, inauguration à Doniambo, par la Société des Hauts Fourneaux d'André Ballande, de l'usine de fonderie de mattes sur un terrain de 3 ha concédé par la mairie.
- 26 août, fin des travaux de raccordement de la gare aux quais.
- 25 décembre, première rencontre de football entre l'équipe d'un croiseur et celle de la caserne de Nouméa.

1911

- 18 mai, réglementation de la circulation et de la vitesse des automobiles.
- 15 juillet, mise à feu du premier cubilot de Doniambo.

1912

- 10 mai, Paul Leyraud est élu maire de Nouméa.
- 30 mai, les dernières femmes reléguées de l'îlot Brun, placées sous la surveillance des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, sont relevées de leur peine.
- 17 septembre, troisième épidémie de peste à Nouméa (62 décès).

Chronologie

- le collège Lapérouse est transféré dans l'ancienne caserne de l'Artillerie, à l'emplacement actuel du collège Baudoux.

1913

- 14 mai, sur les recommandations du docteur Lebœuf, le petit laboratoire dépendant de l'hôpital colonial devient institut de microbiologie ; le directeur est chargé de la prophylaxie de la lèpre. Nommé en 1914 institut Gaston-Bourret, il prend le nom d'institut Pasteur en 1955.

1914

- l'hôtel du directeur de l'Administration pénitentiaire devient le collège du Sacré-Cœur tenu par les frères maristes.
- 3 août, ouverture de l'école du Faubourg-Blanchot.
- 5 août, annonce de la déclaration de guerre par le gouverneur Repiquet.
- 10 septembre, les divisions alliées quittent Nouméa à destination de Rabaul afin de s'emparer des possessions allemandes de Nouvelle-Guinée.
- 12 septembre, 117 militaires de carrière den poste à Nouméa partent pour le front.
- 3 décembre, inauguration du train entre Nouméa et Païta. Mais arrivées à Païta, les locomotives doivent faire marche arrière car les crédits manquent pour l'installation d'une plaque tournante.
- installation du premier poste de TSF au sémaphore, permettant une liaison directe entre les autorités australiennes et calédoniennes facilitant ainsi la communication avec les navires s'approchant de Nouméa. Transfert en 1920 sur le port.
- ouverture du premier registre des immatriculations automobiles.

1915

- premier service postal par voiture automobile Nouméa-Bourail.
- 23 avril, premier départ vers le front de 713 mobilisés sur le *Sontay*.

1916

- 4 juin, départ du deuxième contingent calédonien à bord du *Gange*.
- 3 décembre, départ du troisième contingent calédonien.

1917

- 14 février, cyclone et détérioration du quai de Nouméa causée par le vapeur *Saint-Louis*.
- 24 avril, Gaston Bourret, directeur de l'institut Pasteur, meurt après s'être inoculé le virus de la peste en effectuant des recherches.

10 novembre, départ du quatrième contingent calédonien.

- la ville prévoit la création de « carrés » municipaux pour les morts au champ d'honneur.

1918

- 2 janvier, en raison de plusieurs évasions, les malades de la léproserie de l'île aux Chèvres sont transférés dans la baie de Numbo, à Ducos, où des gardiens kanak sont chargés de les empêcher de se rendre à Nouméa.
- à cause de la menace d'arrivée de la grippe espagnole en fin d'année, tous les navires sont mis en quarantaine durant sept jours. Les personnes soupçonnées d'être malades sont mises en quarantaine sur l'îlot Freycinet. Nouméa échappe finalement à la grippe espagnole.
- 31 juillet, arrêté autorisant les frères Laubreaux à installer une huilerie-savonnerie et un four à chaux rue de Sébastopol.

1919

- 4 janvier, constitution de l'Amicale des anciens combattants.
- ouverture de l'école des moniteurs indigènes de Montravel.

1920

- 23 mars, l'indemnité accordée aux instituteurs non logés est portée à 85 francs (mariés) et à 50 francs (célibataires), à Nouméa.

1921

- 12 juillet, le conseil municipal de Nouméa décide de construire un monument aux morts au cimetière du 4e Km.
- Raphaël Ménard devient le concessionnaire de la marque Peugeot en Nouvelle-Calédonie.

1922

- 7 juillet, premier combat entre boxeurs professionnels, opposant un champion australien à un boxeur français réputé, dit « Zozo ».
- 30 novembre, Marx Lang devient maire de Nouméa.
- la quarantaine de Ducos est créée.

1923

- 9 avril, première conférence pédagogique à Nouméa.
- 17 septembre, l'un des deux hydravions du navire de guerre américain *Milwaukee* est le premier à survoler Nouméa.
- ouverture des écoles de l'Orphelinat et de la Vallée-du-Tir.

1924

- 2 novembre, inauguration du monument aux morts de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au rond-point de la police.

1925

- 15 mars, arrivée du gouverneur Guyon.
- 4 mai, Baptiste Ducasse est élu maire.
- 23 novembre, délibération qui fixe les droits de stationnement des automobiles à 30 francs par trimestre.
- un plan établit l'amélioration de l'urbanisme à Nouméa.
- autorisation de création d'une usine de découpage des trocas à Nouméa.
- Mgr Chanrion fait venir le père Raynaud de la Société des missions étrangères de Paris à l'intention des Tonkinois.

1926

- 11 janvier, arrivée du premier groupe de colons « nordistes ». Ils sont logés dans les dortoirs du collège Lapérouse. Trois autres groupes suivront.
- juillet, convention entre la ville de Nouméa et le gouverneur afin de transférer le port à la Colonie.
- Nouméa prend en charge la visite des écoles par un médecin.
- près d'un millier de véhicules circulent dans les rues de Nouméa, bouleversant l'ancien système d'entretien.

1927

- construction à Doniambo d'une cokerie alimentée par du charbon de Moindou jusqu'en 1930, puis par celui d'Australie.

1928

- 1er mars, création d'une fédération calédonienne de football.
- 21 mars, l'écrivain et académicien Pierre Benoît débarque à Nouméa… qu'il critique.

1929

- 6 mai, Pierre-Aimé Vernier est élu maire.
- 25 novembre, le gouverneur Guyon et la société Unelco signent pour une concession de 50 ans.

1930

- 7 janvier, goudronnage d'une partie de la rue de Sébastopol.
- 20 mars, premier vol de l'*Aigle doré* de Victor Roffey et Clifford Brown. Il décolle de la plage de Magenta et assurera de nombreux vols à destination des communes de l'intérieur.
- octobre, faillite des établissements de Béchade.

1931

- mai, le poste de TSF de Pontoise, spécialement équipé pour la liaison avec les colonies, est clairement entendu à Nouméa. Les Établissements Ballande commencent à vendre des postes capables de le capter.

1932

- 5 avril, venant de France, le *Biarritz* se pose dans la plaine de La Tontouta. Le même jour, inauguration de l'éclairage électrique de la ville.
- avril, inauguration du terrain gazonné de football de l'Anse-Vata, l'ancien terrain du quai étant trop caillouteux.
- début de la pose d'une deuxième conduite entre Dumbéa et Nouméa.
- l'école des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny propose une classe élémentaire pour les enfants d'origine asiatique.

1933

- 9 octobre, le maire Pierre-Aimé Vernier décède.
- 9 et 10 avril, fort cyclone sur Nouméa et le Sud : trois navires échoués (le *Loyauté*, le *Boussole*, le *Ju-Io-Maru*). Coupure d'eau à Nouméa, nombreuses maisons détruites.
- l'Administration confie aux sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny la léproserie de Ducos.

1934

- le maire de Nouméa demande au gouverneur l'autorisation de créer une taxe municipale sur les vélocipèdes, celle-ci est refusée.

1935

- début du réseau d'égouts.
- Nouméa rend obligatoire la numérotation des maisons.
- 13 mai, Ernest Massoubre devient maire.

1936

- 28 novembre, entrée en service du nouvel Hôtel des postes de Nouméa, installé dans les anciens magasins de Béchade.

1937

- 28 avril, inauguration de la radio commerciale Radio-Nouméa de Charles Gaveau. Le conseil municipal fera installer, dès septembre, trois haut-parleurs au kiosque afin d'écouter, le soir, la radio. Fermeture de la station en 1942 du fait d'une censure administrative.
- 27 mars, cyclone accompagné de fortes pluies à Nouméa (735,8 millimètres).
- 3 octobre, sacre de Mgr Bresson, nouvel évêque de Nouméa.
- la société Calédonia est dissoute au profit de la Société Le Nickel.
- installation au quai sud de Doniambo des grues Titan, dénommées Philippe, Denise et André, prénoms des enfants du directeur, Paul Vois. Après avoir rendu bien des services durant la période américaine, elles seront démontées en 1990.

1938

- 5 janvier, essai de la nouvelle drague des T.P. acheté d'occasion à des Australiens venus effectuer un travail au port.
- 21 août, inauguration du stade du PLGC.
- construction du nouveau commissariat de police.
- Raymond Magnin achète le château Unger et y crée le premier centre hospitalier privé, la clinique Magnin.

1939
- 28 août, un premier hydravion commercial (Panair) arrive au wharf de l'île Nou pour un vol de reconnaissance technique.
- un premier service météorologique est installé à l'île Nou.
- la prison civile est remplacée par le Camp-Est.
- 4 septembre, mobilisation générale.

1940
- 1er janvier, fermeture du petit train. Il sera utilisé par les Américains de 1942 à 1945.
- 22 juin, annonce de l'armistice.
- 10 septembre, le conseil municipal, unanime, proteste contre des affiches du navire de guerre le *Dumont d'Urville*, fidèle à Vichy.
- 19 septembre, ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France libre - les Nouméens et les broussards accueillent le gouverneur Henri Sautot, arrivé sur un croiseur australien en provenance des Nouvelles-Hébrides.
- 23 septembre, quelques 600 à 700 broussards descendent sur Nouméa. Les fonctionnaires vichystes sont arrêtés et un complot est déjoué. Départ du *Pierre Loti*.
- 15 octobre, sous la présidence de Sautot, le comité de Gaulle décide la suppression du Conseil général, de la Commission coloniale et du Conseil privé. Un conseil d'Administration de 18 membres est prévu.

1941
- 15 septembre, un arrêté incorpore le Faubourg-Blanchot à la ville. Le quartier avait été créé par Barthélémy Blanchot, qui avait acquis puis morcelé des terrains dès 1874.
- 8 décembre, après l'attaque de Pearl Harbour, les nombreux Japonais présents à Nouméa sont arrêtés ; ils seront envoyés dans des camps de détention en Australie.
- 21 décembre, première réunion à Nouméa de la milice civique - 350 hommes en civil et encore sans arme, sous les ordres du capitaine Dubois.

1942
- 12 mars, arrivée des forces américaines.
- 1er mai, début de la semaine de conflit entre le gouverneur Sautot et le haut-commissaire d'Argenlieu. La population de Nouméa s'émeut. Sautot est muté et d'Argenlieu partira en août.
- 6 mai, manifestation à Nouméa suite au départ de Sautot. Une grève de 5 jours est décidée.
- 8 mai, incendie dans les locaux de Radio-Nouméa.

1943
- 24 juin, 130 Wallisiens et 48 Futuniens quittent Wallis pour venir travailler au service de l'armée américaine.
- 20 août, arrêté créant dans Nouméa des routes prioritaires, afin de diminuer le nombre d'accidents. Mise en place des premiers panneaux stop.
- 21 septembre, Mgr Bresson fait le vœu d'édifier une église dédiée à la Sainte Vierge si celle-ci épargne la Nouvelle-Calédonie de l'invasion japonaise. L'église du Vœu sera construite en 1953.
- 19 octobre, première liaison Nouméa-Yaté, aller et retour, en voiture automobile, effectuée par le commandant Houssin.
- 19 octobre, décès d'Ernest Massoubre.
- 1er novembre, explosion des entrepôts américains de munitions du quai de Doniambo (52 morts et 38 disparus américains).
- 20 novembre, Édouard Dalmayrac assure l'intérim d'Ernest Massoubre jusqu'au 12 mai 1947.

1944
- le service de l'immigration crée une école pour les enfants javanais. Elle fermera en 1947.

1945
- 8 mai, célébration, dans la liesse, à Nouméa, de la fin du conflit en Europe.
- 2 septembre, reddition du Japon, qui marque la fin de la guerre du Pacifique.
- septembre, le conseil municipal décide de construire une nouvelle école à la Vallée-du-Tir. On envisage d'affecter l'ancienne aux enfants indigènes et asiatiques disséminés dans les écoles de Nouméa.
- 31 octobre, arrêté qui donne la résidence libre aux engagés indochinois et javanais.
- 26 décembre, décret créant le franc Pacifique. Celui-ci reste rattaché au dollar.

1946
- 14 février, arrêté promulguant la suppression des sanctions du régime de l'indigénat. Les Kanak peuvent désormais venir à Nouméa sans avoir besoin de l'autorisation d'un syndic ou d'un contrat de travail.
- 30 avril, création du FIDES (Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer).
- 18 juin, décret qui fixe les statuts, les attributions et les modalités de mise en œuvre des projets d'urbanisme pour les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.
- 8 août, création de l'Institut français d'Océanie, grâce au docteur Catala qui obtient la cession des bâtiments de l'état-major américain à l'Anse-Vata.
- 29 septembre, ordination des deux premiers prêtres kanak à la cathédrale.
- départ des dernières troupes alliées.

1947
- 12 mai, Henri Sautot est élu maire de Nouméa.
- juin, arrivée des premiers travailleurs wallisiens et futuniens d'après-guerre.

1948
- 14 mars, un cyclone touche durement Nouméa. Les hydravions de la Trapas sont endommagés.
- 25 septembre, une loi retire à la Banque de l'Indochine le privilège de l'émission.
- création du cercle nautique calédonien (CNC).

1949
- 7 mai, troisième session de la CPS, qui inaugure ses nouveaux locaux dans une partie de l'ancien état-major américain.
- 18 octobre, inauguration du magasin Printania, premier libre-service.

1950
- 9 octobre, première sortie définitive d'un lépreux du sanatorium de Ducos grâce au traitement aux sulfones employées depuis 1948.
- ouverture de l'école de l'Orphelinat.

1951
- les terrains de la pointe Chaleix sont concédés à la Marine nationale dont la base navale est inaugurée en 1956.
- ouverture du consulat indonésien.
- ouverture de l'école Paul-Boyer au Faubourg-Blanchot.

1952
- 26 novembre, inauguration de l'usine de Coca-Cola de M. de Saint-Quentin.
- installation du club hippique *L'Étrier* s'installe à Rivière-Salée.

1953
- 23 mars, inauguration de la brasserie La Glacière, première fabrique locale de bière.
- 7 mai, Roger Laroque gagne les élections municipales.
- 5 septembre, le bal de l'élection de Miss Calédonie lance les manifestations de la commémoration du centième anniversaire de la présence française.
- inauguration d'un deuxième barrage sur la Dumbéa, qui alimente Nouméa via les bassins de décantation du mont Té.

1954
- grande grève à la SLN.

1955
- mai, mise en place du Crédit de Nouvelle-Calédonie.
- arrivée du père N'Guyen Duy qui fait construire la chapelle du Christ-Roi à la Vallée-du-Tir.

1956
- janvier, pose de la première pierre des HLM de Montravel.
- 1er mars, ouverture d'une deuxième école à la Montagne-Coupée.
- 10-15 septembre, première visite du général de Gaulle.
- 27 novembre, ouverture de l'Aquarium du docteur Catala.

1957
- 24 février, création d'un premier régime concernant les accidents du travail et maladies professionnelles.
- création de la cité mélanésienne à Montravel.
- la résidence du haut-commissariat est conçue par l'architecte Jacques Rampal.
- l'école de Doniambo est transférée de l'usine à la Vallée-du-Tir.

1958
- 18 juin, début d'une émotion populaire visant, sans succès, à démettre le gouvernement Lenormand.
- 26 décembre, création de la CAFAT.
- un cimetière est aménagé au 5e Km.

1959
- 21 septembre, inauguration du barrage de Yaté. Il est exploité par la société mixte Enercal comprenant le Territoire (18 %), la Caisse centrale, le FIDES, Électricité de France et la SLN. 90 % du courant sera cédé à un prix préférentiel à la SLN, le reste servira à l'alimentation de Nouméa.

١٩٦٠
- mars, ouverture de l'école du Receiving.
- départ de trois convois de Vietnamiens pour Haiphong.

1961
- septembre, création des régimes de retraite et de prévoyance.

١٩٦٢
- 13 avril, inauguration du « Bougainville », premier immeuble de la ville vendu en copropriété.

1963
- attentat au siège de l'Avenir calédonien, organe de l'Union calédonienne, à la Vallée du Tir.
- la baie des Citrons, de la pointe Chaleix au Rocher à la Voile, est incluse dans le périmètre urbain.

1964
- le CNC bâtit son club-house.
- la commune souscrit un emprunt de 20 millions pour la construction d'écoles.

Chronologie

1965
- mars, Gilbert Drayton crée le SOENC.
- 29 octobre, inauguration de la télévision à Nouméa.
- un emprunt de 10 millions est acté pour la construction d'une piscine municipale et un autre de 15 millions pour la voirie.

1966
- 8 décembre, IIes Jeux du Pacifique à Nouméa. On leur doit de nombreux aménagements sportifs comme la piscine du Ouen Toro et le stade de Magenta.
- les terrains communaux de Rivière-Salée sont attribués au Fonds social de l'habitat.
- 3-7 septembre, seconde visite du général de Gaulle.
- 22 décembre, création de l'Institut d'émission d'outre-mer par le Gouvernement français.

1967
- construction du nouveau bâtiment du Congrès. Sessions dans les salles de la Fédération des œuvres laïques (FOL).
- convention entre le Territoire et la SLN pour l'endigage de l'anse du Tir. La SLN s'engage à remblayer une surface double (remblais de l'hôpital) de celle qui lui est concédée.

1968
- construction des deux premiers fours allemands Demag, utilisés pour la première fois dans l'industrie du nickel.

1969
- 3 janvier, création et organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; Nouméa devient commune de statut commun.
- 3 janvier, loi qui crée le Fond intercommunal de péréquation.
- 30 mai, réception des travaux de démolition de l'école communale des filles qui est transférée à la Vallée-du-Génie.
- 2 septembre, manifestation à Nouméa pour la libération de Nidoish Naisseline.
- lancement d'un second concours pour la construction de l'hôtel de ville.
- disparition de la situation de monopole exercé par la Banque de l'Indochine avec l'installation de la BNP.
- construction de la cité Pierre-Lenquette à Montravel.

1970
- premier plan d'urbanisme.

1971
- ouverture du collège privé Blaise-Pascal à l'Anse-vata.

1972
- 7 janvier, début des travaux de la digue de Nouville, qui sera inaugurée le 18 août.
- 30 septembre, ouverture au public du parc forestier de Nouméa.
- 30 novembre, emprunt destiné à financer le remblaiement de la baie de la Moselle.
- 16 octobre, ouverture de l'Hôtel des postes, Baie-de-la-Moselle.
- suppression de la ligne des Messageries Maritimes Marseille-Nouméa.

1973
- 14 février, accident dramatique entraînant le décès de cinq ouvriers de Doniambo.
- 18 juin, inauguration de la croix de Lorraine du Mont-Coffyn.
- 29 août, l'ancien ministre Roger Frey pose la première pierre du nouvel hôtel de ville de Nouméa, qui sera inauguré en décembre 1975.
- livraison de la gare maritime.

1974
- 20 mars, ouverture de l'École de musique de Nouméa.
- 2 décembre, Montravel est intégré au périmètre urbain.
- 27 décembre, rixe entre jeunes au square Olry ; mort de Richard Kamouda.

1975
- ouverture du lycée technique Pétro-Attiti, à la Rivière-Salée.
- 20 avril, premier épandage anti-moustique sur Nouméa au moyen d'un hélicoptère.
- 3 septembre, inauguration du festival Mélanésia 2000 sur le site de plage 1000, futur emplacement du centre culturel Tjibaou.
- emménagement des premiers habitants dans les tours de Magenta.
- le CNC installe la première marina de la ville à la pointe Brunelet.

1976
- 26 août, suite à un concours, Marcel Pétron crée le blason municipal. Il le rend conforme aux règles de l'héraldique en 1992.
- 27 décembre, mise en service de la fourrière municipale au 5e Km.

1977
- 24 janvier, mise en place du nouveau plan de circulation ainsi que des parcmètres ; apparition des aubergines.
- 23 février, la municipalité se porte acquéreur de l'aquarium du docteur Catala.
- 23 novembre, premier mariage japonais à la mairie de Nouméa.
- 19 décembre, apparition de la télévision en couleur.

1978
- 23 février, regroupement des têtes de ligne des bus urbains au parking de la Baie-de-la-Moselle.
- 27 juillet, délibération autorisant le Territoire à contracter un emprunt destiné à la construction des voies express à péage (Savexpress) reliant Nouméa à Païta.

1979
- 3 janvier, Nouméa bénéficie d'un apport financier supplémentaire de la part de l'État grâce à la mise en place de la Dotation globale de fonctionnement.
- 9 novembre, fermeture du quotidien *La France Australe*, qui appartenait à la SLN.

1980
- novembre, ouverture du centre commercial « Le Village » sur l'emplacement de l'ancien tribunal de Nouméa.
- début de l'urbanisation de Tina avec la réalisation d'un lotissement municipal.

1981
- 25 février, le cimetière de Nouville est déplacé au 4e Km pour permettre la construction d'un campus universitaire.
- 31 mars, la nouvelle décharge publique municipale est opérationnelle - les ordures y sont traitées par compactage.
- 6 novembre, violente émeute lors de la grande braderie.

1982
- 26 juin, quelques 8 000 personnes défilent dans les rues de Nouméa. POURQUOI
- 10 septembre, premier congrès de l'USTKE.
- 2 novembre, arrêté fixant les limites actuelles de Nouméa.
- 23 novembre, découpage de la commune en 36 quartiers.
- installation de la brigade de pompiers de Nouméa dans la caserne actuelle.

1983
- 25 janvier, création d'un statut de police municipale pour la commune de Nouméa.
- 6 mars, la liste de Roger Laroque remporte la totalité des sièges du fait qu'aucune autre liste ne passe la barre des 5 % des suffrages exprimés.
- 23 septembre, avec l'élection du conseiller municipal Dick Ukeiwé comme sénateur européen, la municipalité compte un député (Jacques Lafleur) et un sénateur.
- 5 décembre, la caserne des pompiers, refaite à neuf, ouvre ses portes à Nouméa.

1984
18 novembre, boycott des élections territoriales par les indépendantistes.

1985
- 1er janvier, attentat à la poste centrale de Nouméa, la salle des boîtes postales est en partie détruite. Première « nuit bleue » de Nouméa.
- 11 janvier, à la suite de l'assassinat d'Yves Tual par des indépendantistes, émeute le soir à Nouméa.
- 12 janvier, Éloi Machoro et de Marcel Nonaro sont tués par le GIGN. Aussitôt l'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés à Nouméa.
- 19 janvier, visite du président François Mitterrand qui reste quatre heures en Nouvelle-Calédonie. Il survole en hélicoptère la manifestation « Bleu-blanc-rouge » avant d'être déposé au haut-commissariat.
- 14 mai, attentat à l'explosif contre le palais de justice. Une façade est soufflée.
- 14 mai, une délibération acte la réalisation de la morgue municipale.
- 22 août, Roger Laroque et Jacques Médecin signent le protocole de jumelage entre Nouméa et Nice.
- 18 novembre, décès du maire Roger Laroque et intérim de Jean Lèques.

1986
- 16 janvier, démontage du kiosque à musique de la place des Cocotiers. Le nouveau kiosque, réplique exacte du précédent, est inauguré le 11 juillet suivant.
- 18 janvier, avis favorable du conseil municipal pour l'installation du Bingo.
- 24 janvier, à la suite du décès de Roger Laroque, Jean Lèques est élu maire, il termine le mandat de son prédécesseur.
- 11 mai, organisation du premier triathlon.
- 29 août, visite du Premier ministre Jacques Chirac.
- 18 novembre, la statue de Roger Laroque est dévoilée. Le carrefour et la promenade qui portent son nom sont inaugurés le même jour.

1987
- 2 février, la nouvelle morgue municipale est ouverte au 5e Km.
- 17 mars, le conseil municipal adopte les projets d'assainissement du Grand Nouméa pour un budget de 7 milliards de francs.
- 22 août, dispersion musclée d'un sit-in indépendantiste sur la place des Cocotiers. Émotion de l'opinion internationale.
- 13 septembre, référendum sur le maintien ou non de la Nouvelle-Calédonie dans la France.
- les VIIIes Jeux du Pacifique se déroulent à Nouméa.

1988
- 28 janvier, le Ouen Toro devient parc territorial.
- 11 février, inauguration des premiers locaux de l'Université française du Pacifique, à Magenta.
- 5 mai, inauguration du monument aux morts désormais situé devant la caserne Bir Hakeim.
- 26 juin, signature des accords de Matignon.
- 20 août, signature de l'accord Oudinot.
- 1er octobre, la municipalité distribue 20 000 bacs à ordures sur roulettes.
- 8 octobre, une explosion de violence secoue le centre-ville. L'ancienne mairie est ravagée par le feu.
- 17 décembre, pose de la première pierre du foyer pour les anciens détenus, la

Rapsa, à la Vallée-du-Tir.

1989

- 17 mars, Jean Lèques est réélu maire de la ville de Nouméa.

1990

- 19 février, ouverture d'une nouvelle salle des mariages à la mairie de Nouméa.
- 28 mars, inauguration des nouveaux locaux de la CCI.
- 13 mai, ouverture de la marina de port Moselle.

1991

- mars, démolition de l'hôtel du gouverneur.
- 12 avril, mise en service d'un petit train touristique.
- 20 avril, ouverture du nouveau marché municipal place de la Moselle.

1992

- 14 mars, le centre commercial Prisunic Barrau est détruit par un incendie après avoir été pillé par des délinquants. Fermeture de la Maison Barrau.
- mars, mise en service de l'unité de police municipale « Sécurité ville ».
- 28 avril, cérémonie de jumelage Nouméa-Gold Coast.
- 1er juillet, hold-up à la BNP de l'Anse-Vata.
- 13 août, inauguration du mémorial des Américains, Baie-de-la-Moselle.
- 21 octobre, début du défrichement du domaine Tuband (60 hectares).
- 23 octobre, inauguration de la nouvelle gare maritime.
- inauguration des nouveaux bâtiments de la Commission du Pacifique Sud.

1993

- 5 avril, 32 tombes sont profanées au cimetière du 4e Km.
- 3 mai, inauguration de la statue de Notre-Dame du Pacifique qui surplombe la ville.
- 9 octobre, la ville de Nouméa parraine la frégate *Le Nivose*.
- 23 novembre, inauguration de l'échangeur de l'Impérial.
- fin des travaux d'arasement du banc de l'Infernal.
- signature du contrat ville entre la ville et l'État (1993-1997), prolongé jusqu'en 1999.

1994

- ouverture du campus de Nouville de l'UFP.
- 18 mars, inauguration des neuf premiers trous du golf de Tina.
- 25 juillet, ouverture du premier McDonald's.
- 5 août, Jean Lèques pose la première pierre du nouveau bâtiment de l'Acapa au Faubourg-Blanchot.
- 25 novembre, ouverture de la première biennale d'art contemporain.
- 23 décembre, inauguration de la place Feillet rénovée.

1995

- 23 janvier, mise en service du plan informatisé de la ville.
- 21 février, une enquête de police constate que Nouméa est la ville moyenne la plus calme de France.
- 25 février, ouverture de l'hôtel Méridien, en partie financé par la province Sud.
- 8 mars, jumelage Nouméa-Taupo (Nouvelle-Zélande).
- mai, Rosine Streeter forme le Slua.
- 30 août, ouverture du casino du Méridien.
- 21 septembre, l'Isle de France n'est plus un hôtel mais un immeuble de logements privés.
- 21 décembre, mise en service du téléphone mobile grâce à la nouvelle tour OPT qui surplombe la ville.
- la transformation du quai des Long-Courriers est terminée.

1996

- 16 février, la communauté indonésienne fait ériger une stèle pour marquer le centenaire de la présence indonésienne.
- 12 juin, ouverture du Musée de la Ville de Nouméa.
- 13 août, inauguration de l'École territoriale de musique.
- 13 octobre, lancement du nouveau quartier de Kaméré sur la presqu›île de Ducos.
- 6 décembre, vote par le conseil municipal du nouveau Plan d'urbanisme directeur.

1997

- 16 janvier, première représentation du groupe We Ce Ca, créé pour l'accueil des touristes, sur les quais de Nouméa.
- le club de voile de Nouméa s'installe à la Côte-Blanche.
- le chantier de la zone technique de Nouville est terminé.

1998

- 15 février, ouverture de La Table Fraternelle, centre d›accueil pour les plus démunis.
- 4 mai, inauguration du centre culturel Tjibaou.
- 20 août, rachat par la province Sud du château Hagen à la Vallée-des-Colons.
- 20 août, fin de la rénovation de l'hippodrome Henry-Milliard.
- mai, inauguration du théâtre de Poche (anciennes prisons civiles).

1999

- septembre, ouverture d›un skate-park à Sainte-Marie.

2000

- 21 juillet, signature d'une charte sous la direction de la mairie de Nouméa pour la réhabilitation de la Vallée-du-Tir.
- 17 novembre, signature d'un contrat d'agglomération.
- décembre, ouverture de la médiathèque de Rivière-Salée.
- réaménagement de la zone sous douane du port.

2001

- 1 octobre, inauguration du « grand tuyau » qui achemine l'eau de la Tontouta vers Nouméa.
- août, ouverture du café musique Le Mouv'.

2002

- 10 avril, premier conseil municipal junior (14 filles et 21 garçons de CM2).

2003

- 24 septembre, le Comité 150 ans après publie un ouvrage et plante le Mwa Kâ.

2004

- Nouméa célèbre ses 150 ans.

2005

- 3 mai, création du syndicat mixte « Aquarium de Nouméa et de la province Sud ».
- mai, réception d'une nouvelle cale de halage de 200 tonnes.
- 24 septembre, inauguration du nouvel emplacement du Mwa Kâ et de son jardin ethno-botanique.
- novembre, la ministre Brigitte Girardin fait voter par l'Assemblée nationale une revalorisation de 7 % de la dotation globale de fonctionnement (DGF).
- fin des travaux de la digue de la baie de la Moselle.

2006

- signature d'un deuxième contrat d'agglomération.
- début de la réalisation d'une station d'épuration au centre-ville.
- début de l'endigage de la future zone des caboteurs.

2008

- réhabilitation du théâtre de l'Île, inauguré le 28 septembre 2000.
- 4-8 mars, inauguration de la Maison du Livre dans la maison Célières.

2009

- la station d'épuration du centre-ville est raccordée et opérationnelle.

2011

- 18 mars, signature du dernier contrat d'agglomération.
- 26 août ouverture, à Nouméa, des XIVes Jeux du Pacifique Sud.

Sommaire

Remerciements

Association Témoignage d'un passé
Service des archives de Nouvelle-Calédonie
Bibliothèque Bernheim
SIC
ADCK
CCAS
Bibliothèque Bernheim

Noémie ??
Catherine Adi
Denise Amiot
Frédéric Angleviel
? Arnoult
James Attneave
Gino Bamba
David Becker
Lydia Bodmer
Alain Bonnet
Sylvette Boubin-Boyer
M. Brahim
Claude Brétégnier
Maxime Briançon
Nadia Chagniaud
M. Carlos
Yves Cormier
Claude et Gérald Cornet
Jean-Marie Creugnet
Liliane Defrance
Caroline de Degroissel
Christophe Dervieux
Anne-Marie Dezarnauld
M. Drain
Rosemay Ducoin
Jean-Claude Estival
Jean-Yves Faberon
Grégory Fambart
Marie-Paule Fuzivala
Josette Frogier
Grande Brasserie de
Nouvelle-Calédonie
Jeanne Guégan
Richard Harbulot
Famille Idoux
Roger Kaddour
Serge Kakou
Laurent Langes
Janine Lavallée
Catherine Ledru
Anny Levanque
Laurent Limoges
Limousin ?
Louis Palmieri
Roger Jaccard
Famille Nielly
Colette et Ronald Martin
Jocelyne Mayet
Maurice Meunier
Province Sud
Steven Mériadec
Micheline Meyer
Philippe Palombo
J ? Panzt
Patte
Sophie Purnama
Henriette Pentecost
Pinpin ?
Mme Picou
Jean-Michel Porcheron
François Raulet
Monique Sarda
Myriam Scharmz
Max Shekleton
Yves Simonin
Pierre Travain
Musumi Tsuda
Andrée Vergé
Varichon
Félix Vautrin
Louis-George Viale
Johannes Wahono